



UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

**ÉCOLE DOCTORALE
HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE
Laboratoire de recherche UMR IRICE**

T H È S E
pour obtenir le grade de
DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE
Discipline/ Spécialité : Histoire des relations internationales et de l'Europe
Présentée et soutenue par :

Constantin PREVELAKIS

le 28 novembre 2009

***LE DRAPEAU FRANÇAIS A SALONIQUE ?
LES PROJETS FRANÇAIS DE FRONTS D'ORIENT
ET L'EQUATION GEOPOLITIQUE DU SUD-EST EUROPEEN
Balkans, Turquie, Caucase, 1938-1940***

Sous la direction de :

M. Georges-Henri SOUTOU

Professeur Emérite, Paris IV

JURY:

M. Michel FOUCHER (Président)

Professeur, Ecole Normale Supérieure

M. Robert FRANK (rapporteur)

Professeur, Paris 1

M. Ioannis MOURELOS

Professeur, Université Aristote (Salonique)

M. Jacques THOBIE (rapporteur)

Professeur Emérite, Paris VIII



UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

**ÉCOLE DOCTORALE
HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE
Laboratoire de recherche UMR IRICE**

T H È S E
pour obtenir le grade de
DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE
Discipline/ Spécialité : Histoire des relations internationales et de l'Europe
Présentée et soutenue par :

Constantin PREVELAKIS

le 28 novembre 2009

***LE DRAPEAU FRANÇAIS A SALONIQUE ?
LES PROJETS FRANÇAIS DE FRONTS D'ORIENT
ET L'EQUATION GEOPOLITIQUE DU SUD-EST EUROPEEN
Balkans, Turquie, Caucase, 1938-1940***

Sous la direction de :

M. Georges-Henri SOUTOU

Professeur Émérite, Paris IV

JURY:

M. Michel FOUCHER (Président)

Professeur, Ecole Normale Supérieure

M. Robert FRANK (rapporteur)

Professeur, Paris 1

M. Ioannis MOURELOS

Professeur, Université Aristote (Salonique)

M. Jacques THOBIE (rapporteur)

Professeur Émérite, Paris VIII

TABLE DES MATIERES

TABLE DES CARTES	10
TABLE DES ANNEXES	10
AVANT - PROPOS	11
NOTE : LISTE DES ABREVIATIONS	13
INTRODUCTION	14
<i>Chapitre 1</i> DIFFICILE SOLIDARITE D'INTERETS (octobre 1938 – mars 1939).....	40
1. Les Balkans et la géopolitique à la française : la diversion orientale, une obsession stratégique.	42
1.1. Histoire et mémoire du front d'Orient.....	42
1.2. Faire vivre la diversion : la politique des alliances orientales dans l'entre-deux-guerres.....	47
1.2.1. La diversion orientale, doctrine stratégique française dans les années 1920.	47
1.2.2. La diversion handicapée : la France face au problème de Salonique et de la Méditerranée orientale.....	49
2. 1938 : la diversion orientale en ruines ?	54
2.1. Le chassé-croisé des grandes puissances en Europe du sud-est et l'affaiblissement du système français.....	54
2.1.1. L'entrée en scène de l'Allemagne.....	54
2.1.2. L'Italie et les projets d'expansion orientale.....	58
2.1.3. La Grande Bretagne dans les Balkans : allié ou concurrent de la France ?	62
2.1.4. Le retour de l'ours russe ? L'inconnue soviétique dans le théâtre balkanique.	64
2.2. Solidarité d'intérêts et crise de confiance : la politique à double face des Etats balkaniques.....	66
2.2.1. Face à la montée des périls, des alliances « naturelles » ?.....	66
2.2.2. Une solidarité mutilée.....	69

2.2.3. Solidarité conditionnelle d'intérêts : les politiques prudentes des Etats balkaniques dans la perspective d'un conflit.....	72
2.2.4. L'Entente Balkanique : un système concurrent ?	79
3. Un désir et une action pour enrayer la tendance.	83
3.1. « Agir vite » : les premiers efforts pour regagner le terrain perdu.	83
3.2. Le retour des projets militaires orientaux.....	85
3.3. Le nouveau souffle de la politique orientale : René Massigli à Ankara.....	88
3.4. Un désir de reconquête sans unanimité.	93
<i>Chapitre 2 ENTENTE OU MALENTENDU D'ORIENT ? (mars – août 1939)</i>	<i>98</i>
1. La nouvelle donne orientale au printemps 1939.	101
1.1. Les coups de force allemands de mars 1939 et leurs conséquences.....	101
1.1.1. La victoire de René Massigli dans le débat turc.....	102
1.1.2. La timide révolution britannique en Europe de l'est et en Turquie.....	105
1.2. Le militaire prend le pas : l'action orientale et le scénario d'une guerre méditerranéenne.	108
1.2.1. A la veille des négociations : les deux Hauts Commandements face au principe de l'action orientale.....	109
1.2.2. Les négociations de Londres et l'adoption du scénario méditerranéen. ...	112
1.3. Le temps rattrape les alliés : les événements d'Albanie et l'improvisation des garanties à la Grèce et la Roumanie.....	114
1.3.1. Les Etats balkaniques face aux coups de force de l'Axe.	114
1.3.2. L'engagement forcé : les garanties franco-britanniques à la Grèce et la Roumanie.....	118
2. La négociation de l'alliance turque, l'imbroglio balkanique et le retour du facteur soviétique.	124
2.1. Les Balkans au lendemain des garanties.	124
2.1.1. Déception, craintes et équilibres.....	124
2.1.2. La déclaration turque et la réserve soviétique.	129
2.2. Le front balkanique en débat : les contacts militaires entre Paris, Londres et Ankara.....	131

2.2.1. La seconde phase des négociations militaires franco-britanniques et la question d'un front continental à l'est.	131
2.2.2. La mission Weygand à Ankara et Bucarest.	135
2.3. La Turquie dans le « front de la paix ».....	140
2.3.1. Au terme de deux mois d'échanges et de sondages : le revirement complet de la politique étrangère turque.....	141
2.3.2. La cession du Sandjak et les déclarations d'assistance mutuelle.	143
3. Préparer le front d'Orient : les négociations de l'été 1939.....	146
3.1. Les ambitions françaises au lendemain des déclarations	146
3.1.1. Le retour en force de Salonique dans les débats parisiens.....	146
3.1.2. La préparation de la mission Huntziger à Ankara.	149
3.2. Un projet partagé ?.....	150
3.2.1. Les conférences franco-britanniques de l'été 1939 : deux visions pour un front.....	151
3.2.2. L'Entente Balkanique toujours immobile.....	154
3.3. Beyrouth, en attendant Salonique : la mission Huntziger à Ankara et l'envoi de Weygand au Levant	156
3.3.1. La mission Huntziger et ses suites: un succès?	156
3.3.2. Le retour du général Weygand au front.	160
<i>Chapitre 3 LE TEMPS DES INCERTITUDES (septembre 1939 – novembre 1939) ...</i>	<i>165</i>
1. Le rêve brisé du débarquement rapide à Salonique.....	167
1.1. La mise en place et l'organisation du TOMO.....	167
1.2. La difficile entente franco-britannique sur le terrain oriental.	173
1.3. L'échec de la mission de Weygand à Ankara	177
1.4. L'échec du débarquement et le retour aux interrogations politiques.....	181
2. Les bouleversements balkaniques et le succès du traité d'Ankara.....	185
2.1. Le projet de la ligue des neutres : un nouveau péril pour les alliés ?	185
2.1.1. Des Balkans indépendants ? Le retour en force du projet balkanique	185
2.1.2. Entente balkanique ou ligue italienne ?	188
2.1.3. Front d'Orient ou bloc des neutres ?	189
2.2. Sauver l'alliance: la réaction française et l'écho hellénique.....	191

2.2.1. La réprobation larvée des conclusions du CSI	191
2.2.2. Le coup d'arrêt grec à la Ligue des neutres.....	192
2.3. L'alliance sauvée : le retournement soviétique.....	195
2.3.1. Moscou, capitale des Balkans ? Les enjeux de la visite de Saraçoğlu en URSS et la carte diplomatique balkanique.....	195
2.3.2. La rupture turco-soviétique : feu vert pour l'alliance ?.....	199
3. La signature du traité d'Ankara et l'imparfaite alliance turque.	207
3.1. L'interminable marchandage de l'alliance.....	207
3.2. La signature du traité d'Ankara	210
3.2.1. Le traité politique.	211
3.2.2. Les protocoles annexes et l'accord spécial.	212
3.2.3. La convention militaire.	212
3.3. Victoire ou paralysie ?.....	213
4. Que faire du succès ? Le problème de la mise en application du traité.	215
4.1. Balkans, Roumanie, mer Noire : la remise en route des projets militaires.	215
4.1.1. De Salonique au Danube, le mûrissement des projets d'action dans les Balkans	215
4.1.2. La tentation anti-soviétique.....	222
4.2. De la ligue des neutres au syndrome de San Stefano, les hésitations balkaniques et leurs répercussions.	225
4.2.1. La dernière tentative pour une ligue des neutres.	225
4.2.2. Vers le syndrome de San Stefano : l'énigme des relations soviéto-bulgares.	230
4.2.3. Les alliés et l'intenable dilemme de l'assistance à la Roumanie.....	235
Chapitre 4 LE TEMPS DES DECEPTIONS (décembre 1939 – mars 1940)	242
1. La guerre de Finlande et ses conséquences pour la stratégie orientale.....	244
1.1. Les effets de la guerre sur les Balkans.	244
1.1.1. Le renforcement du scénario d'une descente soviétique vers les Balkans.	244
1.1.2. L'entrée de la question de Salonique dans le dialogue gréco-turc.	246
1.2. A Paris, la reprise des discussions sur Salonique.	250

1.2.1. La guerre de Finlande et le nouvel intérêt politique pour une action orientale	250
1.2.2. La visite de Weygand à Paris et la reprise des projets militaires.	254
2. Accord ou jeu de dupes ? Le fragile consensus stratégique.	256
2.1. Les effets de la nouvelle donne sur la position britannique.	256
2.2. Les laborieux accords de Paris.....	260
2.2.1. Le consensus militaire de la réunion du 11 décembre.	260
2.2.2. Vers la décision politique : le CSI de Paris.....	263
2.3. L'alliance en marche ? La levée de la clause suspensive.....	270
3. De l'espoir au blocage : le casse-tête des contradictions interalliées.	273
3.1. Le nouveau cadre stratégique français.	273
3.1.1. La stratégie française à l'heure de la guerre contre l'Union Soviétique... ..	273
3.1.2. Les Balkans à l'ombre du Caucase.....	276
3.1.4. L'irréductible hésitation britannique sur la conduite de la guerre.....	280
3.2. Salonique délaissée ?	283
3.2.1. L'insoluble problème italien	283
3.2.2. L'échec de la collaboration franco-britannique.....	285
3.2.3. Le TOMO isolé.....	287
4. Le brouillage des cartes balkaniques.....	295
4.1. D'Ankara à Bucarest, la difficile convergence politique.	296
4.1.1. La Turquie et la poursuite de la politique des équilibres.	296
4.1.2. (Més)entente franco-hellénique : la mission Mariot et ses suites.....	300
4.1.3. Alliance, matériel et confiance : les raisons de l'enlisement.....	306
4.2. L'ultime espoir de la conférence balkanique.	309
4.2.1. « <i>Les Bulgares sont toujours les Bulgares</i> ».....	309
4.2.2. La conférence de Belgrade ou l'impossible compromis.	311
4.3. De Beyrouth à Alep, l'impasse des négociations militaires tripartites.....	316
Chapitre 5 « LES SAUVER MALGRE EUX » (mars 1940 – juin 1940)	323
1. « <i>Le printemps arrive</i> » : la stratégie alliée et la recherche désespérée de l'initiative	325
1.1. « <i>L'Orient demeure la grande affaire</i> »	326

1.1.1. L'échec finlandais et le procès de la neutralité.....	326
1.1.2. Des Balkans à Stalingrad, le mirage du coup de force oriental	330
1.2. L'esquisse d'une nouvelle stratégie interalliée	335
1.2.1. Le timide nouveau pas britannique vers l'action orientale	335
1.2.2. La rencontre manquée ? Le CSI du 28 mars.....	337
2. Le temps de l'action ?	341
2.1. L'échec des coups de force	341
2.1.1. L'opération caucasienne : de l'exécution à la temporisation.....	342
2.1.2. Naufrage à Giurgiu : l'opération danubienne et son échec.....	348
2.2. Les Balkans au seuil des « replis égoïstes ».....	357
2.2.1. Heurs et malheurs du général Merson en Yougoslavie.....	359
2.2.2. De la collaboration au complot ? Le blocage de la situation en Grèce	360
2.2.3. L'Entente Balkanique dans la tourmente	365
3. L'alliance sans alliés	367
3.1. La nouvelle équation stratégique orientale et l'opération Guatemala	367
3.1.1. La fin de l'énigme italienne	367
3.1.2. Retour à Salonique ?.....	369
3.1.3. Du CSI de Paris à la conférence d'Alexandrie, les attermoissements de la coordination franco-britannique.....	372
3.1.4. Opération Guatemala.....	376
3.2. Suite et fin : le front d'Orient à l'heure du front d'Occident.	379
3.2.1. Les ultimes concertations orientales.....	380
3.2.2. La fin des alliances orientales.....	386
CONCLUSION	397
ANNEXES.....	409
SOURCES.....	446
SOURCES IMPRIMEES.....	461
BIBLIOGRAPHIE	463
INDEX	482

TABLE DES CARTES

L'espace stratégique oriental 1939-1940.....	39
La superposition des systèmes géopolitiques en Europe du sud-est en août 1939.....	97
Les projets avortés d'obstruction du Danube 1939-1940.....	356

TABLE DES ANNEXES

Notices biographiques.....	410
Texte intégral du Traité anglo-franco-turc et des protocoles et accords annexes	418
Aide-mémoire remis par le général Papagos au lieutenant-colonel Mariot.....	438
Cartes d'opérations dans les Balkans.....	441
Carte britannique du plan de bombardement du Caucase.....	444
Plan de transport des troupes de Beyrouth à Salonique.....	445

AVANT - PROPOS

Le lecteur excusera l'éphémère usage de la première personne du singulier en ouverture d'un travail scientifique. Mais, pour tout scientifique qu'il ait vocation à être, ce travail est le résultat d'un parcours personnel, soutenu par tous ceux qui ont apporté leur soutien, leur aide, leur intérêt ou tout simplement leur amitié. Avant d'entrer dans le vif du sujet, je voudrais par cet avant-propos les en remercier profondément.

Cette recherche a été lancée en septembre 1999 au cours d'un entretien avec le Professeur Georges-Henri Soutou à Paris IV. Le Professeur Soutou voulut bien diriger mon mémoire de DEA d'abord, puis ma Thèse et, pendant ces dix ans, j'ai pu bénéficier - et lui en suis très reconnaissant- de son plein soutien scientifique et méthodologique et surtout de sa confiance en la bonne marche du projet.

Sur le conseil de Georges-Henri Soutou, mes pas ont été très rapidement conduits vers Ioannis Mourélos, Professeur à l'Université Aristote de Thessalonique. A des moments de perplexité scientifique et d'interrogations personnelles, aller à Salonique prendre les conseils scientifiques et, bien souvent, le soutien psychologique de Yannis Mourélos s'est révélé salvateur, tant pour la recherche que pour le chercheur lui-même. Les historiens Jacques Thobie, Claire Mouradian, Jean-Christophe Romer ou encore Selim Deringil et Georges Mamoulia ont également offert à ce travail leur savoir, leur conseil et leur jugement, parfois critique mais toujours enrichissant. Son Excellence le Professeur Erdal İnönü, fils du président İsmet İnönü et ancien ministre des Affaires étrangères de Turquie, aujourd'hui disparu, a bien voulu me faire l'honneur d'un long entretien dans son bureau d'Istanbul, au cours duquel il a admirablement couplé ses souvenirs personnels d'adolescent et son jugement de fin connaisseur de la politique étrangère de la République turque. Qu'ils en soient tous profondément remerciés, ainsi qu' Isabelle Knab qui a accepté de prêter sa patience à l'exercice de la première lecture de ce texte.

Au-delà du soutien pédagogique, je ne pourrais ignorer la contribution matérielle qu'ont apportée à l'entreprise de nombreuses institutions à commencer par le ministère des Affaires étrangères et le Centre d'Etudes d'Histoire de la Défense qui en ont assuré

une grande partie du financement. Pendant mon séjour à Istanbul, l'Institut Français d'Etudes Anatoliennes et son directeur Pierre Chuvin m'ont offert les meilleures conditions pour poursuivre mon travail dans les sources turques. L'appoint du journal *Cumhuriyet* qui, grâce à la gentillesse de l'éditorialiste Leyla Tavşanoğlu, m'a ouvert ses archives fut critique pour fixer l'aspect turc de la question des fronts d'Orient. A Athènes, Mme Ninetta Papaïliou mit à ma disposition les archives de son père, le colonel Evangélos Apokoritis qui en cette période dramatique assumait la lourde tâche d'attaché militaire grec à Ankara. Je dois mon passage par le Service Historique de l'Armée Hellénique au soutien du général Andréas Vidalis et du colonel Vassileios Tellidis, tous deux attachés militaires de Grèce à Paris, ainsi qu'à la bienveillance du directeur du Service, le général Konstantopoulos, et à la gentillesse de son personnel. Gentillesse et professionnalisme qui furent d'ailleurs la règle générale que j'ai rencontrée dans tous les fonds d'archives que j'ai consultés en France, au Royaume-Uni et (à une exception près) en Grèce.

Au-delà de ce monde d'historiens, de chercheurs et d'archivistes, il reste bien sûr tout un univers personnel auquel je dois assurément beaucoup. Mes parents et mon frère Nicolas qui ont toujours été là, Eva qui est enfin arrivée, le reste de la famille et de mes amis... la liste détaillée serait sans doute longue à établir car elle devrait couvrir tous ceux qui reconnaîtront dans ces lignes quelque chose de leur amitié.

Il serait cependant impossible de clore cet avant-propos en omettant Claude Coulon, Alexandre Pajon et Daniel Schlosser. Sans leur amitié, sans leur finesse, sans leur inépuisable talent à me faire croire en mes possibilités, ce parcours se serait probablement échoué sur les obstacles qui n'ont pas manqué de surgir pendant sa réalisation.

C.P.
Paris, le 4 août 2009

NOTE : LISTE DES ABREVIATIONS

AA : Attaché de l’Air

AKAM : Ακόλουθος Αμύνης (Attaché de Défense à l’étranger)

AM : Attaché Militaire

AN : Attaché Naval

AYE : ιστορικών Αρχείον του Υπουργείου Εξωτερικών (Archives historiques du Ministère hellénique des Affaires Etrangères)

CDN : Cabinet Défense Nationale

DHS : Διεύθυνση Ιστορίας Στρατού (Direction d’Histoire de l’Armée hellénique)

EM : Etat-Major

EMA : Etat-major de l’Armée

EMA/2 : Etat-major de l’Armée, 2^{ème} bureau

EMA/3 : Etat-major de l’Armée, 3^{ème} bureau

GAK : Γενικά Αρχεία του Κράτους (Archives Générales de l’Etat)

GES : Γενικό Επιτελείο Στρατού, Etat-major général de l’Armée hellénique

GQG : Grand Quartier Général

GQGA : Grand Quartier Général de l’Aviation

MA : Military Attaché

MAE : archives du Ministère des Affaires Etrangères

NA : Naval Attaché

SD-DM : Service Historique de la Défense – Département Marine

SHD-DAA : Service Historique de la Défense – Département Armée de l’Air

SHD-DAT : Service Historique de la Défense – Département Armée de Terre

TNA : The National Archives

TOMO : Théâtre d’Opérations de la Méditerranée Orientale

YPEX : Υπουργείον Εξωτερικών (ministère hellénique des Affaires étrangères)

INTRODUCTION

*« C'est l'apanage des grandes catastrophes nationales
que de proposer à la sagacité des historiens
comme à la sensibilité des peuples
des énigmes dont ni les uns ni les autres
n'ont achevé de déchiffrer le secret »*
René Rémond¹

Le 27 juin 1940, le nouveau ministre des Affaires étrangères du gouvernement Pétain, Paul Baudouin, informa les légations et ambassades françaises en Europe des détails de l'armistice signé avec l'Allemagne trois jours auparavant. En justifiant cette décision qui scellait la défaite de la France, il en attribua les causes à des facteurs externes : la Grande Bretagne « *insuffisamment préparée et lente à combler les lacunes de sa préparation* » ainsi que l'impossibilité « *d'une diversion orientale lorsque la Pologne eut été éliminée, que les Etats balkaniques se furent figés dans la neutralité et que la Turquie eut esquivé l'exécution de ses engagements* »².

L'argumentaire attribuait de fait aux événements survenus (ou non survenus) en Europe orientale une part importante dans le cours de la drôle de guerre et de la campagne désastreuse du printemps 1940 : la clef pour expliquer l'étrange défaite se trouvait à l'est et au sud du Danube, tout autant que sur la ligne Maginot et le front occidental. Cette approche n'était pas isolée et poursuivit son chemin. Dès le mois de juillet 1940, la propagande allemande publia la traduction d'une série de documents de l'état-major français qui témoignaient de plans étendus d'opérations militaires françaises (avec ou sans participation britannique) dans les Balkans et au Caucase³. Au moment d'attaquer la Grèce en avril 1941, le Reich accusa d'ailleurs officiellement le

¹ René REMOND, Préface à Paul de VILLELUME, *Journal d'une défaite. Août 1939-Juin 1940*, Fayard, Paris, 1976, p. I.

² Diplomatie à Belgrade, Bucarest, Athènes, Le Caire, Sofia, Budapest, Moscou, 27/6/1940, dans *Documents Diplomatiques Français : les armistices de 1940* (hors-série), Peter Lang, Bern, 2003, doc. n° 100.

³ L'ambassadeur de France en Turquie depuis novembre 1938 paya d'ailleurs de son poste ces révélations. René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, pp. 458 et suivantes.

gouvernement grec de « compromissions » successives avec Paris en vue de l'installation de troupes françaises à Salonique à l'automne 1939 et du détournement du conflit à l'est⁴.

L'affaire n'en est pas restée là. Parues dans les années 1950 et 1960, les mémoires de plusieurs personnalités marquantes de la période présentèrent un conflit mené par la France, dès 1938 et jusqu'au jour de l'armistice, sur un front à l'est de l'Allemagne, front diplomatique d'abord, puis front militaire⁵. René Massigli énuméra dans ses mémoires tous les sacrifices -y compris celui du territoire d'Alexandrette- auxquels la France avait du consentir pour obtenir d'Ankara en octobre 1939 la signature d'un traité d'alliance en Méditerranée. Le général Maxime Weygand devait rappeler qu'avant de prendre en charge la conduite générale des opérations en France en mai 1940, il avait été à la tête d'un Théâtre d'Opérations en Méditerranée Orientale, avec pour charge de planifier, coordonner et mener à bien une série d'opérations dans les Balkans, en Turquie et au Caucase. Une partie de ces points furent repris en 1969 par les acteurs encore vivants du conflit -dont Massigli- lors d'un colloque organisé à Paris sur la guerre en Méditerranée⁶. Il y aurait donc aussi eu en 1939 et 1940 un front d'Orient qui aurait pu voir le jour si une série de facteurs souvent d'ordre technique ne l'en avaient pas empêché.

Qui plus est, ces mémoires se sont parfaitement croisées avec celles d'hommes d'Etat, de diplomates et militaires balkaniques qui eux aussi parlaient de l'existence avortée d'un tel front⁷. L'Europe orientale tout entière d'abord, puis, après la disparition

⁴ Communication du gouvernement du Reich ou gouvernement hellénique, 6/4/1941, dans *Ελληνικά διπλωματικά έγγραφα 1940-1941 (Documents diplomatiques grecs 1940-1941)*, Ministère Hellénique des Affaires Étrangères, Athènes, 1980, doc. n° 208.

⁵ En particulier René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964; Georges BONNET, *Défense de la paix. Tome II: fin d'une Europe (de Munich à la guerre)*, Genève, Les éditions du cheval ailé, 1948; Général Maxime WEYGAND, *Mémoires. Tome III: rappelé au service*, Paris, Flammarion, 1950; Paul DE VILLELUME, *Journal d'une défaite. Août 1939-Juin 1940*, Paris, Fayard, 1976 ou encore Gabriel PUAUX, *Deux années au Levant. Souvenirs de Syrie et du Liban*, Paris, 1952.

⁶ Les actes du colloque ont été publiés dans l'ouvrage collectif *La guerre en Méditerranée 1939-1945*, Éditions du C.N.R.S., Paris, 1971.

⁷ On retrouve des témoignages sur le front d'orient en Grèce dans Ioannis METAXAS, *Το προσωπικό του ημερολόγιου. Τόμος τέταρτος: 1933-1941 (Son carnet de bord. Quatrième tome: 1933-1941)*, Athènes, Ikaros, 1960. En Turquie la question est évoquée par Feridun Cemal ERKIN, alors directeur des affaires européennes au sein du ministère des affaires étrangères, dans son ouvrage *Les relations turco-soviétiques et la question des Détroits*, Ankara, 1968. Le témoignage la plus intéressant et le plus élaboré est celui que nous livre Grégoire GAFENCO, ministre des affaires étrangères de Roumanie jusqu'en juin 1940, dans ses livres *Préliminaires de la guerre à l'Est. De l'accord de Moscou aux hostilités de Russie*, Paris, Egloff, 1944 puis *Derniers jours de l'Europe: un voyage diplomatique en 1939*, Paris, Egloff, 1946. Enfin, le chef d'état-major de l'armée hellénique, général Alexandre PAPAGOS, livra dans *Ο πόλεμος της Ελλάδος 1940-*

de la Pologne, l'Europe balkanique, la Turquie, la Syrie ou le Caucase auraient été le théâtre non seulement d'intenses antagonismes d'influences mais surtout d'une guerre qui ne fut jamais déclarée.

Le front d'Orient : un retour historiographique

L'historiographie de la seconde guerre mondiale a pourtant pendant longtemps donné à cette guerre jamais déclarée une valeur qui demeure réduite. La majorité des ouvrages généraux portant sur la seconde guerre mondiale ne mentionne l'Europe du sud-est que lors des interventions italienne puis allemande dans les Balkans à partir de l'automne 1940, tandis que la Turquie est constamment absente des coulisses de la drôle de guerre en tant que l'éternel neutre du conflit⁸. Les ouvrages portant plus précisément sur la France dans la guerre parlent brièvement des idées sporadiques d'opérations périphériques dont la seule qui ait eu quelque cohérence (bien que vouée à l'échec) aurait été l'expédition scandinave du printemps 1940⁹. Dans son ouvrage *Politique étrangère de la France* Jean-Baptiste Duroselle mentionne certes l'existence d'une stratégie orientale de la France à partir de 1938, en insistant par exemple sur les implications des garanties offertes par Paris et Londres à la Grèce et la Roumanie en mars 1939 ainsi que la laborieuse négociation d'une alliance avec la Turquie à partir du printemps de cette année¹⁰. Mais cette approche -la première à traiter de cette affaire sur la base d'archives diplomatiques- détailla toutefois ces tentatives orientales pour mieux les tourner en dérision par la suite : le « front d'Orient » n'aurait été qu'un insignifiant attermoiement de plus dans la conduite chaotique et inexistante de la guerre par une classe politique, une diplomatie et une armée décadentes. Jean-Baptiste Duroselle finit d'ailleurs par parler de « délire » à propos des projets d'opérations au Caucase¹¹. La même impression est

1941, (*La guerre de Grèce 1940-1941*) (paru à Athènes en 1945) le détail d'une série de conversations d'états-majors entre Paris et Athènes visant à l'installation de troupes alliées à Salonique.

⁸ Voir par exemple John KEEGAN (dir), *Grand Atlas de la seconde guerre mondiale*, Larousse, Paris, 1990.

⁹ On peut citer à ce titre Jean-François SIRINELLI (dir.), *La France de 1914 à nos jours*, P.U.F, Paris, 1993 qui parle de projets périphériques uniquement contre l'URSS (p. 169). Philippe Masson accorde tout au plus une phrase à l'idée de diversion du conflit vers les Balkans à l'automne 1939. V. Philippe MASSON, « La France dans la guerre » dans John KEEGAN (dir), *Grand Atlas de la seconde guerre mondiale*, Paris, Larousse, 1990, Annexe, p. III.

¹⁰ Jean-Baptiste DUROSELLE, *Politique étrangère de la France. La décadence 1932-1939*, Imprimerie nationale, Paris, 1979 et *L'abîme 1939-1944*, Imprimerie nationale, Paris, 1982.

¹¹ Jean-Baptiste DUROSELLE, *Politique étrangère de la France. L'abîme 1939-1944*, Paris, Imprimerie nationale, 1982, p. 117.

dominante chez Basil Liddel-Hart pour qui les plans d'opérations en Europe orientale représentaient « *une merveilleuse collection de fantaisies débridées, fruit de la vaine imagination des leaders alliés qui vivaient dans un rêve jusqu'à ce que la douche glacée de l'offensive de Hitler les ramène à la réalité* »¹². Front d'Orient ou pas, le résultat de la guerre aurait été le même, tant pour la France que pour l'Europe du sud-est.

Pourquoi dès lors cette insistance sur l'échec du front oriental par Vichy, puis par la propagande allemande, puis par les mémoires de personnalités aussi diverses que Massigli, Papagos et Gafenco ? Le front d'Orient n'aurait-il été rien d'autre qu'une hallucination stratégique ?

La biographe de René Massigli, Raphaëlle Ulrich Pier, a récemment écrit à propos de la politique française dans les Balkans et en Turquie que pendant drôle de guerre « *il ne se passe rien et pourtant il se passe beaucoup de choses* »¹³. Le paradoxe de notre recherche est là. Tenter de le dépasser revient à reconsidérer plus généralement la stratégie générale de la France à la fin des années 1930, ses relations avec l'Europe du sud-est et le Moyen Orient ainsi que l'idée même de la « drôle de guerre » qui sous-entend l'inexistence de réel conflit jusqu'au 10 mai 1940.

Il s'agit de reconsidérer en effet que la France ne se préparait pas seule dans le strict cadre hexagonal à la lutte contre l'Allemagne : elle avait d'une part des territoires dont elle détenait la souveraineté en Afrique et au Levant, à partir desquels des actions contre l'Axe pouvaient être envisagées. D'autre part la lutte se faisait dans le cadre d'alliances que Paris soit possédait avec la Grande Bretagne, soit recherchait jusqu'au jour de la défaite avec des Etats aussi divers que la Pologne, l'URSS, la Turquie, les Etats des Balkans ou même l'Italie. Dès lors que la France ne combattait pas seule, la guerre ne saurait se limiter à l'invasion de l'hexagone en mai 1940 ; elle se joua également sur une série d'autres fronts « périphériques » où les autorités françaises étaient, sinon dominantes, du moins influentes. D'autre part, la guerre ne concernait pas un terrain exclusivement militaire : suite logique d'une tendance amorcée dès la première guerre mondiale, elle impliquait la mobilisation totale de toutes les forces militaires,

¹² Sir Basil LIDDEL-HART, *Histoire de la seconde guerre mondiale*, traduction de Jean-Paul Constantin, Fayard, Paris, 1973, p. 37.

¹³ Raphaëlle ULRICH-PIER, *René Massigli, une vie de diplomate*, PIE-Peter Lang, Bruxelles 2006, p. 581.

économiques et sociales des belligérants. Dès que la guerre devint une certitude en 1938, le conflit s'ouvrit entre la France et l'Allemagne sur le plan économique, chacun des deux belligérants cherchant à priver l'autre des ressources nécessaires au maintien de ses capacités militaires et notamment des matières premières comme le pétrole. Pendant toute la durée de la drôle de guerre, Paris a espéré mettre à genoux l'Allemagne sans combats par la victoire dans la guerre économique¹⁴.

L'existence des alliances de la France et la guerre économique sont deux éléments qui combinés peuvent remettre en cause la vision d'une France pratiquement absente d'un conflit dont elle était l'un des belligérants. Pour Elisabeth du Réau, ils permettent à l'historien de formuler de nouvelles hypothèses de travail et revenir sur l'idée d'une guerre statique. Tout au long de cette période, la France aurait bien mené une guerre, maladroitement préparée en 1938-1939 et exécutée par lambeaux entre le premier septembre 1939 et le 24 juin 1940. En suivant cette piste, en profitant de l'ouverture de fonds militaires et en axant la recherche sur le processus de décision dans la guerre¹⁵, les historiens des années 1980 et 1990 ont inévitablement été amenés à faire sortir de l'ombre des projets orientaux jusque là négligés. Le principal exemple est celui de François Bédarida qui reproduisit dans ses recherches sur la drôle de guerre les débats qui ont secoué à l'automne 1939 et l'hiver 1940 le Conseil Suprême Interallié sur la question d'un débarquement à Salonique ou d'un bombardement des puits de pétrole caucasiens¹⁶. En fouillant dans les archives, des spécialistes de la période ou des Balkans ont à leur tour réussi à faire ressortir certains épisodes du « front d'Orient » comme le traité anglo-franco-turc d'octobre 1939, les projets de débarquement allié à Salonique ou les conférences interalliées du Moyen-Orient au printemps 1940. En partant de l'étude des relations bilatérales entre la France et les Etats d'Europe orientale (pris ensemble ou

¹⁴ Ces deux points sont évoqués par Elisabeth DU REAU dans « Le gouvernement et la conduite de la guerre » dans l'ouvrage collectif *L'Europe en guerre (septembre 1939-juin 1940)*, Hors-série de *Historiens et Géographes*, Paris, 1990, pp. 11-27.

¹⁵ Elisabeth DU REAU, « Gouvernement et Haut Commandement français devant la perspective de la guerre. Septembre 1938-Septembre 1939 » dans *Guerres Mondiales et Conflits Contemporains* n° 166, Paris, 1992.

¹⁶ François BEDARIDA, *La stratégie secrète de la drôle de guerre. Le Conseil suprême interallié, septembre 1939-avril 1940*, Presse de la fondation nationale des sciences politiques & Éditions du C.N.R.S, Paris, 1979.

séparément) durant la drôle de guerre, Elisabeth du Réau et Jacques Thobie¹⁷ dans les années 1980, Frédéric Guelton¹⁸, Vincent Joly¹⁹ et Ioannis Mourélos²⁰ dans les années 1990 ont localisé aux archives diplomatiques et surtout militaires un énorme potentiel de recherche autour de la seconde guerre mondiale, encore largement inexploité.

Pour celui qui tient compte de cette évolution historiographique, les explications de Baudouin sur la défaite prennent dès lors un sens et focalisent sur ce qu'il appelle la « diversion orientale » toute la réflexion sur la stratégie de guerre de la France. Peut-on retrouver dans cette diversion des éléments d'une guerre périphérique menée par Paris? Avec quelles alliances? Ces éléments témoignent-ils à un certain degré d'une stratégie cohérente? Si cette stratégie a existé, comment dès lors expliquer qu'elle n'ait pas conduit à un résultat décisif?

Encore faut-il tenir compte du fait que Balkans et Turquie ne constituent pas de fait une région géographique et géopolitique clairement définie. On ne sait si par le terme d'Etats balkaniques, il faut entendre -dans une acception primordialement géographique- tous les pays au sud du Danube ou simplement -d'un point de vue diplomatique- les Etats-membres de l'Entente balkanique à laquelle n'appartiennent en 1938 ni la Hongrie, ni surtout la Bulgarie. Le lien de ces pays avec la Turquie est tout aussi complexe : bien que membre de l'Entente Balkanique, celle-ci n'est géographiquement balkanique qu'en ce qui concerne sa partie européenne, et apparaît plutôt comme une interface avec d'autres régions plus éloignées comme le Caucase soviétique, le Levant des Français et le Moyen-Orient des Britanniques. De même que la Grèce, la Turquie est également par ses

¹⁷ Elisabeth DU REAU, « Les Balkans dans la stratégie méditerranéenne de la France » dans Jacques THOBIE (dir), *La France, la Grèce et les Balkans dans les années 1930. Balkan Studies* vol. XXIX, n°1, Salonique, 1988.

¹⁸ Lieutenant-colonel Frédéric GUELTON, « France, Levant, Balkans 1937-mai 1940. Les illusions perdues d'une grande stratégie périphérique », dans *Revue Historique des Armées* n° 226, Paris, mars 2002, pp. 107-116.

¹⁹ Vincent JOLY, « La place du Levant dans les plans d'opérations français (printemps 1939-printemps 1940) » dans Jacques Thobie, Roland Perez, Salgur Kançal, *Enjeux et rapports de force en Turquie et en Méditerranée orientale. Varia Turcica XXVIII*, IFEA-L'Harmattan, Paris, 1996, pp. 333-259 et « A la recherche de l'allié turc? Quelques observations sur la déclaration d'assistance mutuelle franco-turque du 23 juin 1939 » dans Walud ARBID, Salgur KANÇAL, Jean-David MIZRAHI et Samir SAUL (dir) *Méditerranée, Moyen-Orient: deux siècles de relations internationales. Recherches en hommage à Jacques Thobie*, Paris, L'Harmattan, 2003, pp. 521-542.

²⁰ Yannis MOURELOS, *Fictions et réalités. La France, la Grèce et la stratégie des opérations périphériques dans le sud-est européen*, Institut d'Études Balkaniques, Salonique, 1990 et « Le pacte tripartite anglo-franco-turc d'octobre 1939 et ses problèmes de mise en application » dans Jean-Claude ALLAIN (dir), *Des étoiles et des croix: mélanges offerts à Guy Pedroncini*, Paris, Economica, 1995, pp. 411-433.

côtes un Etat de la Méditerranée orientale. Seul l'adjectif « oriental », ambigu et surtout mouvant, vient donner un dénominateur commun à ce vaste ensemble : il est l'une des clés pour répondre à nos interrogations.

Les stratégies françaises et l'obsession orientale : définir le « front d'Orient »

Si la question de la guerre périphérique en « Orient » est intimement liée au problème de la conduite générale de la guerre, son étude se heurte automatiquement aux questions plus globales de la cohérence et de l'unité de cette conduite. Les mécanismes de prise de décision, les luttes d'influence et les différences de conception entre hommes politiques, entre diplomates, entre militaires ainsi qu'entre ces catégories de décideurs entre elles sont l'une des grandes données du problème.

La guerre contre l'Allemagne, qui s'annonçait à l'automne 1938 et finit par éclater ouvertement un an plus tard, n'était pas une nouvelle expérience pour le gouvernement et l'armée françaises. Le pays allait connaître un troisième conflit avec le même adversaire en l'espace d'une génération et avait même, au lendemain de sa victoire de 1918, fondé sa politique stratégique à l'échelle de l'Europe sur la base de cette éventualité. La principale caractéristique de cette politique était la possibilité, en cas de guerre sur la frontière franco-allemande, d'une diversion orientale : une série de petits Etats alliés encerclant l'Allemagne sur ses frontières orientales pouvait servir de base pour une attaque de revers qui obligerait Berlin à se battre sur deux fronts²¹. Cette idée de la diversion est une constante dans la pensée stratégique française à l'époque moderne et contemporaine : l'Empire ottoman avait été utilisé comme revers oriental aux Habsbourg au 16^{ème} siècle, de même que la Russie contre l'Allemagne de Guillaume II en 1914. Ainsi, l'existence d'un dispositif allié à l'est de l'Europe faisait partie intégrante de la conception de la guerre.

Mais ce dispositif laborieusement mis en place en Europe centrale reçut à partir de 1933 une série de coups portés par l'Allemagne hitlérienne, qui lui enlevèrent sa substance : la Pologne fit défection en signant un pacte de non-agression avec Berlin en

²¹ Georges-Henri SOUTOU, « Le deuil de la puissance 1914-1958 » dans *Histoire de la diplomatie française*, ouvrage collectif, Perrin, Paris, 2005, pp. 754 et suivantes. Thierry SARMANT, « Les plans d'opérations français en Europe centrale 1918-1939 » dans *L'entre-deux guerres et l'année 1939. Revue Historique des Armées*, Paris, décembre 1999, pp. 13-22.

1934, les Etats danubiens et balkaniques subirent la mainmise du commerce allemand dans leurs économies, et en octobre 1938 le coup de grâce fut porté par la dislocation de la Tchécoslovaquie qui était la pièce maîtresse du dispositif oriental français²². Le moment à partir duquel la guerre devint une quasi-certitude se juxtaposait donc parfaitement avec le besoin de redéfinir le rôle de la France en Europe de l'est. Fallait-il accepter le fait accompli, renoncer aux engagements orientaux et axer la stratégie française sur un accord avec l'Allemagne à l'est ? Fournir plutôt un effort considérable pour reconquérir la région et exercer une diversion au moins économique aux ambitions du Reich ? Pouvait-on même envisager de placer tout le poids stratégique sur cette région, peut-être dans l'espoir inavoué d'éviter au territoire national et à la population les terribles souffrances de 1914 en faisant faire la guerre par d'autres ? Il y avait, entre ces extrêmes, une multitude de choix stratégiques qui pouvaient renforcer, affaiblir ou altérer la stratégie de la diversion.

La situation devint encore plus compliquée à saisir à partir de septembre 1939, lorsque la guerre éclata par l'attaque germano-soviétique sur la Pologne tandis que l'Italie resta non-belligérante. Cette double surprise stratégique devait relancer un débat qui concernait cette fois la question cruciale des buts même de la guerre. Au fur et à mesure que les combinaisons d'alliances changeaient entre l'Allemagne, l'Italie et l'Union Soviétique, différents groupes d'opinion s'imposaient et les buts de guerre s'en trouvaient modifiés. En 1973, François Fonvieille-Alquier avait écrit à ce sujet qu'aux yeux d'un observateur extérieur, la France semblait se battre pour l'indépendance de la Pologne en septembre 1939, puis pour la victoire de la démocratie sur les totalitarismes quand l'URSS se partagea le pays avec l'Allemagne ; après l'attaque soviétique sur la Finlande en novembre, la guerre aurait été menée contre la barbarie impie et athée venue des steppes d'Asie, et, lorsque l'Italie fasciste semblait sur le point de virer vers les alliés, le combat aurait été celui de la latinité contre le paganisme nazi et l'athéisme soviétique²³. Des buts de guerre aussi instables ne laissèrent pas le principe de la diversion orientale

²² Voir à ce sujet François GRUMEL-JACQUIGNON, *La Yougoslavie dans la stratégie française de l'Entre deux guerres 1918-1935*, Peter Lang, Bern, 1999, pp. 452 et 453.

²³ François FONVIEILLE-ALQUIER, *The French and the phoney war 1939-1940* cité par Eleanor GATES, *End of the affair: the collapse of the Anglo-French alliance 1939-1940*, University of California Press, Berkeley LA, 1981, pp. 62-63.

intouché : quand le conflit prit pour certains l'allure d'une guerre de civilisation entre la latinité et le communisme, la stratégie orientale devait passer du rang de la diversion à celui du combat d'avant garde. A nouveau cependant le gradient des diverses positions entre des deux extrêmes pouvait être dense. Le front d'Orient était à associer avec les questions plus générales sur l'organisation de l'Europe de l'après-guerre.

On en arrive à une image tout compte fait assez désordonnée : en 1939 et 1940, la vieille tradition stratégique de la diversion orientale était mise à mal par la destruction du dispositif de 1919 et des décideurs français aux influences incertaines étaient en constant débat sur l'opportunité, les moyens et les fins du rétablissement de ce dispositif. Et pourtant, le télégramme de Baudouin ou les divers témoignages postérieurs sont formels : les hommes politiques, les diplomates et les militaires français ont bien essayé de « faire quelque chose » en orient. Dans un cadre où présent et futur étaient incertains, on peut se demander si ce n'était pas le souvenir du passé proche qui vint canaliser la multitude de tendances et de contradictions et leur offrir un socle commun.

Le terme même de front d'Orient n'était absolument pas nouveau en 1938. Il évoquait le souvenir du front d'Orient formé à Salonique en 1915 dont on considérait, à tort ou à raison, qu'il avait offert la décision de la grande guerre. On se souvenait de Franchet d'Esperay conduisant à l'automne 1918 une armée composée de Français, de Britanniques, de Serbes et de Grecs à Sofia, à Budapest et aux portes de l'Allemagne qui de ce fait s'effondrait. C'est dans ce souvenir qu'il faut avant tout chercher les fondements, la source de complexité et aussi le caractère primordialement français des projets de fronts d'orient.

On se référera donc aux fronts d'orient en tant que tentatives, inspirées ou hantées par le souvenir de l'expédition balkanique de 1914-1918, de donner, à l'est de l'Allemagne, une décision ou un appoint de décision périphérique à la guerre. Nés avec les premières interrogations parisiennes sur l'avenir d'un dispositif oriental en voie de destruction, ils disparurent lors de la défaite officielle de la France en juin 1940. Ils sont d'abord le fruit et le témoin de la conduite de la guerre à Paris, mais leur étude ne peut se passer d'une recherche sur la série de facteurs exogènes qui pèsent sur leur destin.

Projets français ou projets alliés ? Le front d'Orient et les énigmes britannique, italienne et soviétique.

Nous l'avons déjà dit, la France ne menait pas seule la lutte contre le troisième Reich, ni pendant les mois de marche à la guerre, ni pendant la drôle de guerre elle-même. Elle possédait une alliance stratégique avec la Grande Bretagne et cherchait à en conclure d'autres avec des grandes puissances européennes officiellement neutres ou non-belligérantes: l'URSS au moins jusqu'à la signature du pacte germano-soviétique le 26 août 1939, puis l'Italie que l'ambassadeur de France à Rome André François-Poncet pensait tout au long de l'automne 1939 et de l'hiver 1940 faire passer du statut de non-belligérant à celui d'alliée de la France. Dans la mesure où elle était une constante des réflexions sur la conduite de la guerre, l'idée de front d'Orient ne pouvait pas être absente des négociations sur les fins et les moyens de la guerre, que Paris menait avec ses alliés réels ou potentiels. Les stratégies menées par ces derniers exerçaient dès lors leur influence sur les projets orientaux. Encore faut-il comprendre si elles les renforçaient, les alternaient, ou les rendaient tout simplement inexistants.

La constante britannique

En tant que seul allié stable tout au long de notre période, la Grande Bretagne était sans doute la plus influente des grandes puissances extérieures à intervenir dans les plans orientaux. Dans un cadre général, les deux pays s'étaient efforcés dès le printemps 1939 de coordonner autant que possible leurs stratégies de guerre à travers des contacts réguliers de gouvernements et d'états-majors. En septembre 1939, des organes, comme le Conseil Suprême Interallié au niveau intergouvernemental ou le Centre d'Etudes Militaires Interalliés au niveau des états-majors, vinrent d'ailleurs donner un caractère quasi-institutionnel à cette collaboration.

D'autre part, la Grande Bretagne était un acteur incontournable du *statu quo* en Méditerranée orientale qui était la principale voie d'accès vers les Balkans et la Turquie. En 1938 en effet, l'Empire britannique possédait Chypre et Suez en tant que bases, la Palestine en tant que mandat de la SDN, et exerçait une influence considérable sur les affaires égyptiennes. Le capital anglais était le principal créancier étranger de la Grèce et l'investisseur majeur de l'exploitation des champs de pétrole roumains. C'était dire si les

intérêts -et donc les stratégies- de Paris et de Londres étaient à même de se croiser dans la région. Tout au long des deux années qui concernent notre étude, il était ainsi inévitable que la France rencontre souvent son alliée dans sa stratégie orientale.

Dès lors, la problématique initialement française de notre recherche vient se croiser à son tour avec les problématiques autour de la politique britannique dans la guerre en général et en Méditerranée orientale en particulier. Plusieurs éléments sont là pour nous montrer que la politique anglaise était elle aussi à sa manière partagée et hésitante sur la conduite de la guerre, et tout particulièrement à l'est de l'Allemagne. Tout au long des années 1920 et 1930, Londres ne soutenait pas la politique des alliances de revers que Paris construisait et n'approuvait pas non plus l'idée de préparer une stratégie de diversion que l'Allemagne pourrait interpréter comme un encerclement. La diplomatie britannique était en 1938 toujours fidèle au vieux principe de l'équilibre des puissances en vertu duquel elle n'était pas entièrement hostile au développement de l'influence allemande en Europe danubienne et balkanique²⁴. Les engagements en Europe de l'est, chers aux Français, étaient perçus comme autant de fardeaux risquant d'impliquer leurs auteurs dans les inextricables affaires balkaniques. Contrairement à certains responsables français qui croyaient que la victoire passait par la prise de risques, la majorité de leurs homologues anglais considéraient, eux, que la guerre pouvait être gagnée par l'usure de l'adversaire, dès lors que l'on ne prendrait pas de risques²⁵. De plus, on ne pouvait pas dire que les Britanniques partageaient la nostalgie de leurs alliés français pour le front d'Orient. L'aventure orientale de 1915 leur évoquait plutôt les souvenirs cauchemardesques de l'hécatombe subie lors de l'expédition des Dardanelles, de l'enlisement dans les complexes affaires balkaniques et des épidémies mortelles de la campagne macédonienne²⁶.

Mais, au-delà de cette attitude *a priori* négative, la recherche historique a montré que les interrogations ne manquaient pas au sein des responsables britanniques, et que les débats internes au Cabinet se développèrent à ce sujet tout au long du conflit. La ligne

²⁴ Eleanor GATES, *End of the affair: the collapse of the Anglo-French alliance 1939-1940*, Berkeley LA, University of California Press, 1981.

²⁵ R.A.C. PARKER, « La politique britannique » dans *L'Europe en guerre septembre 1939-juin 1940. Historiens et Géographes*, Hors-série, 1990, pp. 51-59.

²⁶ François BEDARIDA, « Convergences et divergences franco-britanniques » dans *Français et Britanniques dans la drôle de guerre*, ouvrage collectif, éditions du CNRS, Paris, 1979, pp. 359-378.

prudente face à l'Allemagne n'était-elle pas une inaction stratégique dont le Reich tirait parti ? Ne convenait-il pas plutôt de tenter une politique plus offensive, au moins pour priver l'ennemi de ses voies d'approvisionnement et gagner la guerre économique ? Certains membres du Cabinet, à commencer par Winston Churchill, étaient favorables à une telle « fuite en avant » pour sortir des impasses stratégiques du conflit²⁷. En avril 1940, démentant la prudence qui avait été jusque là la sienne, Londres devait d'ailleurs se lancer, aux côtés de la France, dans une guerre périphérique pour affronter la *Wehrmacht* en Norvège et tenter de couper au Reich ses voies de ravitaillement en minerai de fer.

Ces revirements et hésitations constituaient des casse-tête pour les décideurs français de 1940 de même que pour les historiens de l'après-guerre. Ils intéressent notre recherche dans la mesure où ils se sont à leur manière intégrés dans ce croisement de stratégies des deux puissances en Méditerranée orientale et dans les Balkans. Celui-ci se jouait au jour le jour tant au niveau des gouvernements et des États-majors (notamment lors des Conseils Suprêmes Interalliés) qu'au niveau des missions diplomatiques et militaires : à Ankara où se côtoyaient et coordonnaient régulièrement leur action René Massigli et son homologue britannique Hugue Knatchbull-Hugessen²⁸, dans les capitales balkaniques où les attachés militaires des deux pays avaient des contacts réguliers, ou encore au Moyen-Orient où le général Weygand devait bon gré mauvais gré se consulter avec les missions militaires britanniques de la région menées par le général Wavell²⁹.

Les inconstances italienne et soviétique

Face à la stabilité d'une influence comme celle de la Grande Bretagne, l'influence des autres grandes puissances européennes avec lesquelles la France tenta, par moments seulement, de s'entendre est une donnée beaucoup plus complexe à mesurer, mais elle ne peut en aucun cas être ignorée.

L'Union Soviétique d'abord avait une dépendance, vitale pour ses communications, vis-à-vis des Détroits et de la Mer Noire. Cette dépendance pouvait

²⁷ Eleanor GATES, *End of the affair: the collapse of the Anglo-French alliance 1939-1940*, University of California Press, Berkeley LA, 1981, p. 16.

²⁸ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, ainsi que Sir Hugue KNATCHBULL-HUGESSEN, *Diplomat in Peace and War*, Londres, 1949.

²⁹ Yannis MOURELOS, « Le pacte tripartite anglo-franco-turc d'octobre 1939 et ses problèmes de mise en application » dans Jean-Claude ALLAIN (dir), *Des étoiles et des croix: mélanges offerts à Guy Pedroncini*, Economica, Paris, 1995, pp. 411-433.

cependant se retourner en une politique expansionniste de descente vers les mers chaudes, semblable à celle qu'avaient suivie les Tsars aux 18^{ème} et 19^{ème} siècles³⁰. Par sa position charnière en Méditerranée, l'Italie était, quant à elle, sur le passage de toute expédition française en direction de la Méditerranée orientale. Elle était également présente en mer Egée, où elle possédait l'archipel du Dodécanèse qu'elle avait progressivement transformé en base militaire à proximité immédiate des côtes turques de l'Asie Mineure. Par ailleurs, après avoir annexé l'Albanie en avril 1939, l'Italie s'offrit une solide tête de pont dans les Balkans, tandis que le régime fasciste exprimait ouvertement ses ambitions d'autres conquêtes en direction de l'Adriatique³¹. Tout le problème -pour les décideurs français de 1939, comme pour l'historien d'aujourd'hui- est de savoir si et comment ces intérêts et ambitions allaient s'opposer ou se concilier avec la stratégie française, si et comment ils allaient devenir des outils ou des cibles du front d'Orient.

A nouveau donc les stratégies se croisent et avec elles les problématiques de notre recherche. Comprendre la politique des fronts d'orient ne se fait pas sans tenir compte des grands dilemmes auxquels étaient confrontés les dirigeants italiens, soviétiques, et de la vision que les diplomates et militaires français -puis les historiens- pouvaient avoir de ces dilemmes. La politique étrangère italienne semblait ainsi hésiter, surtout à partir de la déclaration de la guerre, entre son alliance avec l'Allemagne et un rapprochement avec la France et la Grande Bretagne qui lui assurerait une zone d'influence dans les Balkans justement. Des diplomates et des militaires de l'époque, de même que des historiens d'aujourd'hui n'ont cessé de débattre autour de la réalité de cette hésitation dont l'issue changeait tout la donne en Europe orientale³².

³⁰Gabriel GORODETSKY, *Le grand jeu de dupes. Staline et l'invasion allemande*, traduction en français d'Isabelle ROZENBAUMAS, Paris, Les belles lettres, 2000 et Franck MARZARI, « Western-Soviet Rivalry in Turkey 1939 » dans *Middle Eastern Studies*, vol. VII, 1971, n° 1, pp. 63-79 et n° 2, pp. 201-221.

³¹Serge BERSTEIN et Pierre MILZA, *L'Italie contemporaine du risorgimento à la chute du fascisme*, Paris, Armand Colin, 1995, pp. 316 et suivantes.

³²Le débat n'a cessé d'être à l'ordre du jour au Quai d'Orsay tout au long de l'hiver 1939-40, en grande partie du fait des rapports de l'Ambassadeur de France à Rome André François-Poncet. V. André FRANÇOIS-PONCET, *Au palais Farnèse : souvenirs d'une ambassade à Rome, 1938-1940*, Paris, Fayard, 1961. Sur le traitement récent de la question italienne, voir les travaux de Jean-Marie PALAYRET et particulièrement « Les relations franco-italiennes sur le théâtre méditerranéen (1938-1939) » dans *Revue Historique des Armées* n° 217, Paris, décembre 1999, pp. 89-107, « Les relations franco-italiennes entre guerre et collaboration économique (1939-1940) » dans *Revue Historique des Armées* n° 219, Paris, juin

Les interrogations devaient être encore plus capitales en ce qui concerne le rôle de l'Union Soviétique. Après avoir penché du côté des alliés, celle-ci prit ces derniers par surprise et signa en août 1939 un pacte de non-agression avec l'Allemagne, en vertu duquel elle occupa successivement la Pologne orientale et les pays baltes, puis attaqua la Finlande en décembre 1939. La discussion sur le devenir de l'Europe orientale allait de pair avec l'interrogation sur les véritables motivations de la politique soviétique : avait-elle définitivement partie liée avec l'Allemagne dans un véritable « jeu de dupes » pour le partage de l'Europe orientale et des Balkans ? Son alliance avec Berlin n'était-elle pas plutôt un geste opportuniste provisoire qui ne niait en rien le traditionnel antagonisme germano-soviétique pour le contrôle des débouchés maritimes balkaniques ? Ce débat, qui préoccupe toujours les historiens, était en fait un débat sur l'ensemble de la politique à mener contre l'Allemagne dans les Balkans, avec ou sans l'URSS, pour ou contre les intérêts soviétiques³³. Il devait surtout lier la question balkanique et les projets d'action contre l'URSS, notamment au Caucase.

Les Etats du front d'Orient et le paradoxe de la neutralité

Mais ces grandes lignes d'interprétation ne sauraient suffire à saisir la dimension et expliquer l'échec de ce que Baudouin appelait dans son télégramme la « *diversion orientale* ». Elles omettent en effet la présence dans l'affaire d'une catégorie d'acteurs politiques que le ministre d'ailleurs ne manqua pas de citer dans son télégramme en tant que co-responsables de la défaite : « *les Etats des Balkans et la Turquie* ». En effet le front que la France tenta de construire entre 1938 et 1940 n'avait pour base ni une zone conquise, ni un terrain vierge, mais une région où s'exerçait la souveraineté d'une série d'Etats indépendants. A côté de la conduite de la guerre en France et du rôle dans cette conduite des autres grandes puissances européennes, ce troisième grand élément de problématique vient compliquer un peu plus la donne.

2000, pp. 13-25 ; et aussi Michel OSTENC, « La non-belligérance italienne 4 septembre 1939-10 juin 1940 » dans *Guerres Mondiales et Conflits Contemporains* n° 194, Paris, décembre 1999, pp. 79-99.

³³ Georges-Henri SOUTOU, Introduction au chapitre « La stratégie » dans Christine LAVISSE-TOUZE (dir) *La campagne de 1940*, Paris, Tallandier, 2001, pp. 25-27, où sont cités Gabriel GORODETSKY, *Le grand jeu de dupes. Staline et l'invasion allemande*, traduction en français d'Isabelle ROZENBAUMAS, Paris, Les belles lettres, 2000, ainsi que « Geopolitical Factors in Stalin's Strategy and Politics in the Wake of Outbreak of World War II » dans Silvio PONS et Andréa ROMANO (dir), *Russia in the Age of Wars 1914-1945*, Milan, Feltrinelli, 2000.

Quels pays dans le front d'Orient ?

Nous l'avons dit, les Balkans n'étant pas une région géographique ou géopolitique clairement définie, il est difficile de nommer d'une manière absolue les pays qu'on pourrait appeler les Etats du front d'Orient. Il Paris n'a d'ailleurs pas accordé la même importance à chacun de la multitude d'Etats au sud-est de l'Allemagne à être encore souverains en 1938. Nous avons décidé d'axer notre recherche prioritairement sur la Turquie et la Grèce, qui toutes deux constituaient par leurs situations géographiques, à la fois continentales et maritimes, l'inévitable débouché de l'Europe du sud-est sur la mer Méditerranée et donc la voie obligée de toute expédition dans cette région. Dans l'optique d'une stratégie conditionnée par le souvenir du front macédonien de 1915, la Grèce était d'ailleurs, en tant que détentrice du port de Salonique et de ses débouchés terrestres, appelée à jouer un rôle de premier plan.

En ayant assuré l'accès à la Grèce et de la Turquie, Paris pouvait exploiter les possibilités stratégiques qu'offraient la Yougoslavie et la Roumanie, liées à Athènes et Ankara depuis 1934 par le Pacte d'assistance mutuelle de l'Entente Balkanique et à la France par l'attachement commun au *statu quo* territorial de 1919. En visant politiquement les territoires roumain et yougoslave, la stratégie française pouvait accomplir la première des conditions pratiques à son front de diversion en se retrouvant dans le voisinage immédiat de l'Allemagne. L'Entente Balkanique constitue par conséquent le deuxième cercle des Etats du front d'Orient qui jouent leur rôle dans notre recherche.

Un troisième cercle engloberait dès lors les deux Etats restants au sud-est de l'Allemagne, qui, bien qu'occupant des positions géographiques intéressantes, ne partageaient pas de réelle solidarité d'intérêts avec la France. La Hongrie et surtout la Bulgarie étaient, au contraire de leurs voisins de l'Entente Balkanique, des Etats révisionnistes tout au long de l'entre-deux-guerres et leurs politiques étrangères visaient plus ou moins ouvertement à la récupération de territoires roumains, yougoslaves, grecs ou turcs. L'influence de ces Etats qui ont constamment hésité sur les moyens pour parvenir à leurs ambitions territoriales nous apparaît importante, même si elle devait s'exercer le plus souvent de manière indirecte. Les quatre pays de l'Entente Balkanique

devaient souvent façonner leurs propres politiques en fonction des messages reçus de Sofia ou de Budapest ; messages qui dès lors prenaient tout leur poids dans la donne des relations entre Paris et Athènes, Istanbul, Belgrade et Bucarest.

Vraie ou fausse neutralité ? Une querelle historiographique toujours présente

Ainsi, la France trouvait au sud-est de l'Allemagne quatre Etats qui étaient *a priori* liés à elle et la Grande Bretagne par leur opposition à une révision du *statu quo* européen de 1919 dont ils pouvaient faire les frais du fait des ambitions territoriales allemandes, italiennes, hongroises, ou bulgares. Les Etats balkaniques étaient dans leur totalité membres de la Société des Nations qui depuis les départs de l'Allemagne et de l'Italie semblait dominée par Paris et Londres. Ils partageaient de ce fait avec Paris une véritable « solidarité d'intérêts » (pour reprendre les termes de René Massigli) se manifesta au cours de notre période deux grands engagements unilatéraux ou réciproques : la garantie donnée par Paris et Londres à la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Grèce et de la Roumanie en mars 1939 d'une part et d'autre part le traité d'assistance mutuelle signé entre la France, la Grande Bretagne et la Turquie en octobre 1939. Mais en dépit de cette solidarité et de ces engagements entre octobre 1938 et juin 1940, aucune collaboration d'envergure n'est apparue, la France n'a jamais été ouvertement soutenue et seule la Turquie accepta en février 1940 de se déclarer non plus neutre mais plutôt non-belligérante³⁴.

Cette neutralité affichée fut à la source d'incompréhensions voire d'agacement du côté des diplomates et militaires français. Le général Merson, attaché militaire français à Belgrade l'avait par exemple très sévèrement qualifiée dans le cas de la Yougoslavie d'« *égoïsme stupide, absolument condamnable, difficile à pardonner* »³⁵. Soixante ans plus tard, ce paradoxe des relations franco-balkaniques entre des intérêts concordants et une collaboration active inexistante demeure toujours au cœur des débats historiographiques parmi les spécialistes de la période et de la région. Quelle était donc la valeur des neutralités balkaniques ? De simples déclarations qui n'ont pas véritablement

³⁴ Sur le rapport souvent assez flou entre neutralité et non-belligérance, v. Taline TER MINASSIAN « La neutralité de la Turquie pendant la seconde guerre mondiale » dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 194, Paris, décembre 1999, pp. 129-163.

³⁵ Rapport du Général Merson sur sa mission en Yougoslavie, SHD-DAT, carton 27N247/6, mars 1941.

remis en cause la solidarité d'intérêts et le lien de dépendance vis-à-vis des alliés ? De véritables prétentions à l'indépendance ?

Ce débat existe dans le cas de la Grèce depuis les années 1970. L'historien Ioannis Koliopoulos se fonda sur les archives britanniques pour qualifier la neutralité officielle d'Athènes de « politique de l'autruche » c'est-à-dire d'une déclaration de pure forme ne pouvant cacher l'arrimage du pays aux intérêts méditerranéens de la Grande Bretagne et donc aux alliés. Loin de prétendre à une quelconque indépendance, la Grèce n'aurait fait pendant deux ans que suivre les conseils de sa protectrice anglaise qui étaient de s'abstenir de toute intervention dans le conflit, quelles que fussent les intentions françaises³⁶. A la même époque cependant, Dimitri Kitsikis tira d'une analyse des archives diplomatiques grecques une impression différente. Afin d'éviter l'entrée en guerre, le gouvernement du général Métaxas aurait résisté aux pressions alliées et entretenu un équilibre entre les influences britannique et française d'une part et allemande de l'autre. La neutralité aurait été dans ce cas un choix politique difficile à assumer, qui a dû sa survie en 1940 à ce complexe jeu d'équilibres³⁷. Plus récemment enfin, Annivas Velliadis travailla dans les archives grecques et allemandes et en déduisit que la Grèce avait partiellement exploité les équilibres entre les grandes puissances, mais, finalement, se rapprocha de plus en plus ouvertement des alliés³⁸.

Le débat historiographique concerne aussi la Turquie. Bien que signataire d'un traité d'assistance avec les alliés en octobre 1939, celle-ci n'a rejoint ces derniers au combat contre l'Allemagne qu'en mars 1945, en ayant même entre-temps signé un pacte d'amitié avec Berlin. Dans ce cas aussi, la controverse porte sur la nature de la neutralité. Pour les témoins comme René Massigli qui se fondèrent sur leurs souvenirs personnels, la Turquie abandonnait entre 1938 et 1940, jour après jour, sa neutralité et collaborait de plus en plus activement avec les alliés pour des opérations dans les Balkans, en mer Egée

³⁶ Ioannis KOLIOPOULOS, « Η Ελλάδα μεταξύ της Αγγλίας και του Άξονα » (« La Grèce entre l'Angleterre et l'Axe ») dans Georges CHRISTOPOULOS (dir.), *Ιστορία του Ελληνικού Έθνους. ΙΕ': Νεώτερος Ελληνισμός από το 1913 ως το 1941 (Histoire de la nation grecque. XV: L'hellénisme contemporain de 1913 à 1941)*, Ekdotiki Athinon, Athènes, 1978, p. 403.

³⁷ Dimitri KITSIKIS, *Η Ελλάς της 4ης Αυγούστου και οι μεγάλοι δυνάμεις 1936-1941 (La Grèce du 4 août et les grandes puissances 1936-1941)*, Ikaros, Athènes, 1974.

³⁸ Annivas VELLIADIS, *Μεταξάς-Χίτλερ. Οι Ελληνογερμανικές σχέσεις στην Μεταξική δικτατορία 1936-1941 (Métaxas-Hitler. Les relations germano-helléniques durant la dictature de Métaxas)*, Enalios, Athènes, 2003.

ou au Caucase. Ce rapprochement aurait finalement échoué du fait de l'incapacité des alliés et surtout de la France à honorer leurs propres promesses, notamment en matière de fournitures militaires indispensables à l'engagement turc dans le conflit³⁹. C'est dans les années 1970 que, fondés sur des sources britanniques, Edward Weisband puis Selim Deringil privilégièrent dans leurs études une autre image. Loin de lier son sort à celui des alliés, la politique turque aurait eu une vision très étroite de son intérêt national -rester à tout prix hors du conflit- et joué activement entre les différentes combinaisons d'alliances pour parvenir à cette fin⁴⁰. Plus de trente ans plus tard, la controverse demeure : dans les années 1990, Brock Millman s'opposa à l'approche « révisionniste » des années 1970 et revint à la vieille vision. Selon lui, Ankara avait très sincèrement tenté de construire une alliance avec Paris et Londres. Cette tentative échoua du fait de l'incapacité de ces derniers à donner suffisamment de gages crédibles à la Turquie. La relation prit ainsi l'allure d'une « alliance mal construite »⁴¹.

Les Etats du front d'Orient et l'enjeu de la puissance

Du point de vue historiographique, la question de la neutralité en Europe pendant la seconde guerre mondiale -et surtout dans sa première année- ne concerne bien sûr pas que les Balkans. Depuis les années 1970, elle a fait l'objet de plusieurs recueils et conférences qui ont tous tenté d'adopter une approche globale des Etats neutres, qu'ils aient été balkaniques, danubiens ou scandinaves⁴². Il est vrai que les éléments de

³⁹ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964

⁴⁰ Selim DERINGIL, *Turkish foreign policy during the second world war*, Cambridge University Press, Cambridge, 1989. La version la plus extrême de cette approche fut celle défendue en 1979 par Franck Weber qui soutint que la Turquie joua entre les alliances et la neutralité non pour rester en-dehors du conflit mais pour mieux marchander des acquisitions territoriales au Moyen Orient et en Mer Egée, en faisant ainsi preuve d'une vision particulièrement cynique et égoïste de l'intérêt national. V. Frank G. WEBER, *The evasive neutral. Germany, Britain and the Quest for a Turkish alliance in the Second World War*, University of Missouri Press, Columbia & London, 1979.

⁴¹ Millman BROCK, « Turkish Foreign and Strategic Policy 1934-1942 » dans *Middle Eastern Studies*, vol. XXXI, n°3, 1995, pp. 483-508; et aussi Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998. En dépit cependant de cette remise en cause de la thèse révisionniste, cette dernière est toujours globalement adoptée par les historiens de la période en Turquie même. V. Baskın ORAN (dir), *Türk Dış Politikası, Kurtuluş Savaşından Bugüne. Cilt I: 1919-1980 (La politique étrangère turque de la guerre de Libération à aujourd'hui. Tome I: 1919-1980)*, İletişim Yayınları, Ankara 2001), pp. 415 et suiv.

⁴² Voir par exemple Louis Edouard ROULET et Roland BLÄTTLER (dir), *Les Etats neutres européens et la seconde guerre mondiale*, Neuchâtel, éditions de la Baconnière, 1985; et Neville WYLIE (dir), *European neutrals and non-belligerents during the Second World War*, New York, Cambridge University Press, 2002.

comparaison ne manquent pas. Tous les pays en question ont refusé, jusqu'au moment où ils ont été contraints, de rejoindre ouvertement l'un ou l'autre des camps en présence, bien qu'ils aient, par moments, affiché des tendances au rapprochement et tenu des contacts discrets avec eux. D'autre part et surtout, il s'agissait exclusivement d'Etats d'envergure limitée sur la scène internationale.

Comprendre la neutralité ne peut se passer de ce constat. On est ainsi automatiquement amené à lier cette question au problème de la puissance dans les relations entre belligérants et neutres, et donc, dans notre cas, les relations entre la France et les Balkans. Il faut en effet comprendre si les Etats des Balkans avaient véritablement la capacité de mener une politique indépendante de celle de leurs protecteurs français et britannique, dans le cadre d'un système international qui considérait évidente la séparation des Etats en petites et grandes puissances⁴³. Cette séparation était loin d'être formelle. Elle marquait, pour reprendre la définition de Raymond Aron, « *la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités* »⁴⁴. Dans son ouvrage sur la politique étrangère turque, William Hale avait repris et spécifié cette définition en parlant de « *la capacité de forcer d'autres Etats à s'engager dans des actions dans lesquelles ils ne se seraient dans d'autres cas pas engagés, et de résister à la pression exercée par d'autres Etats pour en faire autant* »⁴⁵. Pour sortir de l'insécurité que pouvait provoquer un conflit généralisé dont les enjeux leur échappaient en grande partie, les petites puissances n'auraient eu dans ce schéma pour seule alternative que la « satellisation » vis-à-vis d'une grande puissance protectrice⁴⁶.

La France avait pendant longtemps bâti ses relations avec les Etats qui avaient créés à partir du 19^{ème} siècle au sud-est de l'Europe sur ce rapport de protection dans la dépendance. Son alliance avec la Grèce pendant la première guerre mondiale avait par exemple été le fruit de ce rapport que Paris ne s'était pas privé d'exploiter. En violant dès

⁴³ Dimitri Kitsikis mentionne parmi les expressions officielles de cette séparation le fait que les grandes puissances s'échangeaient des ambassadeurs entre elles, tandis qu'elles n'envoyaient que des ministres plénipotentiaires dans les petites puissances. Dimitri KITSIKIS, « Le degré de puissance de l'Empire ottoman au cours de la première guerre mondiale » dans l'ouvrage collectif, *La moyenne puissance au XXe siècle*, Institut d'Histoire des Conflits Contemporains, Paris, 1988, pp. 39-58

⁴⁴ Raymon ARON, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, huitième édition, 1984, p. 82.

⁴⁵ William HALE, *Turkish Foreign Policy 1774-2000*, Cass, Londres, 2000, pp. 1-2.

⁴⁶ Robert ROTHSTEIN, cité par William HALE, *Turkish Foreign Policy 1774-2000*, Cass, Londres, 2000, p. 2.

1915 à Salonique la neutralité officielle du gouvernement d'Athènes, en s'immisçant ouvertement dans les affaires intérieures helléniques puis en déposant en juin 1917 le roi Constantin par une intervention militaire, le gouvernement français était parvenu à forcer la main à la Grèce pour obtenir l'utilisation de son territoire comme base pour un front d'Orient. Depuis Belgrade et au lendemain de la défaite de 1940, le général Merson regrettait d'ailleurs ouvertement que la France n'en ait pas fait de même vingt ans plus tard, en concluant son rapport de fin de mission dans les termes suivants : « *l'idée de supplier les Etats balkaniques est, pour qui les connaît, inacceptable. Il fallait les contraindre* ». Mais la France pouvait-elle vraiment contraindre ?

Toute la question est donc de savoir si, entre 1938 et 1940, ce système assez clair d'une grande puissance qui propose sa protection et impose en retour sa volonté à une petite puissance était toujours valable. Les Etats balkaniques et surtout la Turquie n'auraient-ils pas finalement été capables de résister dans une mesure plus ou moins limitée à la pression externe ? N'ont-ils pas même pu aller plus loin en tentant d'imposer leur propre volonté à l'extérieur ? A mi-chemin entre dépendance et indépendance totales vis-à-vis des grandes puissances, ils se seraient ainsi retrouvés en position de moyennes puissances sur l'échiquier européen⁴⁷. Cette interprétation est largement répandue dans le cas turc et a fait timidement son chemin pour le reste des Etats balkaniques. William Hale pour la Turquie ou Frank Marzari pour les pays de l'Entente Balkanique ont affirmé que ces Etats ont essayé, avec plus ou moins de succès, d'exploiter leur situation géographique à des points stratégiques, leur position d'« Etats-tampons » entre les grandes puissances, pour affirmer leur indépendance vis-à-vis de ces dernières.

Le problème balkanique se construit donc autour de la question de la neutralité, qu'on l'on tentera d'interpréter en utilisant la notion de puissance. Il est l'un des points les plus complexes de la problématique autour du front d'Orient -notamment de son échec-, celui qui suscite les plus d'interprétations et de controverses toujours présentes. Il est néanmoins capital pour saisir la complexité du paysage balkanique auquel étaient confrontés les diplomates et militaires français au moment où ils concevaient des opérations inspirées par leurs expériences de 1914.

⁴⁷ William HALE, *Turkish Foreign Policy 1774-2000*, Cass, Londres, 2000, p. 2.

Une histoire à plusieurs échelles et plusieurs lectures : sources et angles privilégiés

L'histoire du front d'Orient et de son échec se joue donc à trois échelles : une échelle purement française, une échelle européenne et une échelle balkanique. Son interprétation comporte dès lors de nombreuses lectures possibles. Il est évident que, face à la complexité et la richesse du sujet, nous avons été amenés à faire des choix, souvent arbitraires.

Ces choix ont d'abord découlé des sources que nous avions à notre disposition. Ayant vu le jour dans une période de bouleversements et d'instabilité extrêmes, celles-ci sont le plus souvent lacunaires et désordonnées, en dépit d'une abondance numérique parfois excessive. En France, les archives diplomatiques de notre période avaient presque totalement disparu en mai 1940, lorsque les employés du Quai d'Orsay préférèrent les détruire plutôt que de les laisser aux mains des Allemands. Le travail des archivistes dans les décennies qui suivirent permit de reconstituer, à partir des archives des ambassades et des légations ou des fonds privés des diplomates, une grande partie des dossiers opérationnels. Les archives du Service Historique de la Défense qui sont conservées au château de Vincennes comprennent une grande masse documentaire sur l'activité des attachés militaires à l'étranger, les projets d'opérations concoctés par les deuxième et troisième bureaux de l'état-major de l'Armée, ainsi que les discussions et débats qui ont occupé le Grand Quartier Général, ainsi que l'Amirauté et le Grand Quartier Général de l'Aviation. Sauvegardées quelque peu par hasard, les archives du Théâtre d'Opérations en Méditerranée Orientale permettent de suivre au jour le jour les activités de ce qui devait devenir le corps expéditionnaire français dans les Balkans. Nous avons consulté tous ces fonds en ayant conscience que ceux-ci demeurent souvent incomplets et ne permettent pas de faire la lumière sur tous les épisodes de cette affaire, surtout lorsqu'il s'agit de questions extrêmement sensibles telles que, par exemple, les projets d'opérations au Caucase.

Une partie des lacunes pouvait bien sûr être comblée aux Archives Nationales britanniques qui donnent par ailleurs une image assez précise des débats internes londoniens sur la question orientale. Nous avons, dans cette optique, en priorité exploité les procès-verbaux du Cabinet de guerre et de certains de ses comités, les archives du

Foreign Office, ceux du Quartier Général des forces britanniques au Moyen-Orient, ainsi que les quelques dossiers des services secrets relatifs aux projets d'obstruction du Danube dans sa partie roumaine.

Les sources les moins exploitées sur le sujet étaient incontestablement celles qui concernent les Etats balkaniques. De longs séjours en Grèce et en Turquie nous ont montré la difficulté d'une telle entreprise. En Grèce, les archives diplomatiques et militaires ont subi pendant la guerre une usure similaire aux archives françaises, à quoi s'ajoute le fait que l'Etat grec n'a pendant longtemps montré que peu de zèle à reconstituer ce qui pouvait l'être. Néanmoins, nous avons trouvé un terrain assez favorable pour notre recherche. A Athènes, les Archives Générales de l'Etat ont parfaitement organisé les fonds privés du général Métaxas qui était à la fois premier ministre, ministre des Affaires étrangères et ministre de la Défense. La Direction d'Histoire de l'Armée a pu numériser et mettre à la disposition des chercheurs les fonds, certes lacunaires, de l'état-major grec. Au cours de nos recherches à Athènes, nous avons également pu suivre pendant près d'une décennie les efforts de la direction des archives du ministère des Affaires étrangères pour organiser une immense et chaotique masse documentaire, avec l'espoir -hélas déçu- que ceux-ci aboutiraient un jour. Enfin, les fonds de la presse, conservés à la bibliothèque du Parlement, ont permis de combler plusieurs des lacunes laissées par les archives.

En Turquie, l'ouverture progressive des archives au grand public se fait en suivant un principe d'extrême précaution. Les archives du bureau du premier ministre, principale source ouverte pour notre période, comportent en matière de politique étrangère des dossiers beaucoup plus protocolaires qu'opérationnels, ce qui est logique dans un pays où l'essentiel de la diplomatie reposait dans les années 1930 entre les mains du président de la République. Devant cette difficulté, nous nous sommes rabattus sur la presse de l'époque, et notamment sur le quotidien francophone *La République*. Celui-ci était en fait l'édition française du journal *Cumhuriyet* qui constituait une plateforme d'expression et d'échanges -certes surveillés par la censure- de l'élite kémaliste qui gravitait autour du pouvoir. Les éditoriaux consacrés à la politique étrangère étaient très nombreux et ont constitué un indéniable outil pour saisir le point de vue turc de la question.

Sur la base de ces fonds et de notre vision du sujet, le premier choix fut de privilégier l'approche du front d'Orient sous son angle politique et stratégique à l'échelle européenne. Les aspects purement économiques, ainsi que ceux afférents à la politique intérieure française dans son acception large, ont été exploités dans la mesure où ils éclairaient cet angle et donnaient des éléments essentiels pour comprendre le rôle du front d'Orient dans le rapport de forces européen. D'autre part, nous avons voulu palier à l'inégalité de traitement historiographique qui existe entre l'angle franco-britannique et l'angle turc et balkanique du problème. Sans ignorer que le front d'Orient était une affaire avant tout française, nous avons valorisé la vision et la politique des Etats balkaniques, afin de parvenir autant que possible à une image du théâtre d'Orient incluant l'ensemble de ses acteurs.

Les cinq étapes du front d'Orient

Sur la base de ces choix, nous avons divisé notre récit en cinq parties, en commençant par livrer un tableau de la question au moment où, sous le choc de la défaite subie à la conférence de Munich, Paris commença à s'interroger sur la suite à donner à la destruction de son dispositif oriental. Une deuxième partie, intitulée « Entente ou malentendu d'Orient » porte sur la période qui commence avec l'entrée des troupes allemandes à Prague en mars 1939 et aboutit, en août de cette même année, à la signature d'une déclaration d'assistance anglo-franco-turque et la création d'un Théâtre d'Opérations de Méditerranée Orientale sous la conduite du général Weygand. Sous la pression de l'agressivité de l'Axe, la France, la Grande Bretagne, la Turquie et les Etats balkaniques parvinrent pendant cette période à un laborieux rapprochement en vue de la constitution d'une alliance orientale qui devait comprendre l'URSS et viser tant l'Allemagne que l'Italie.

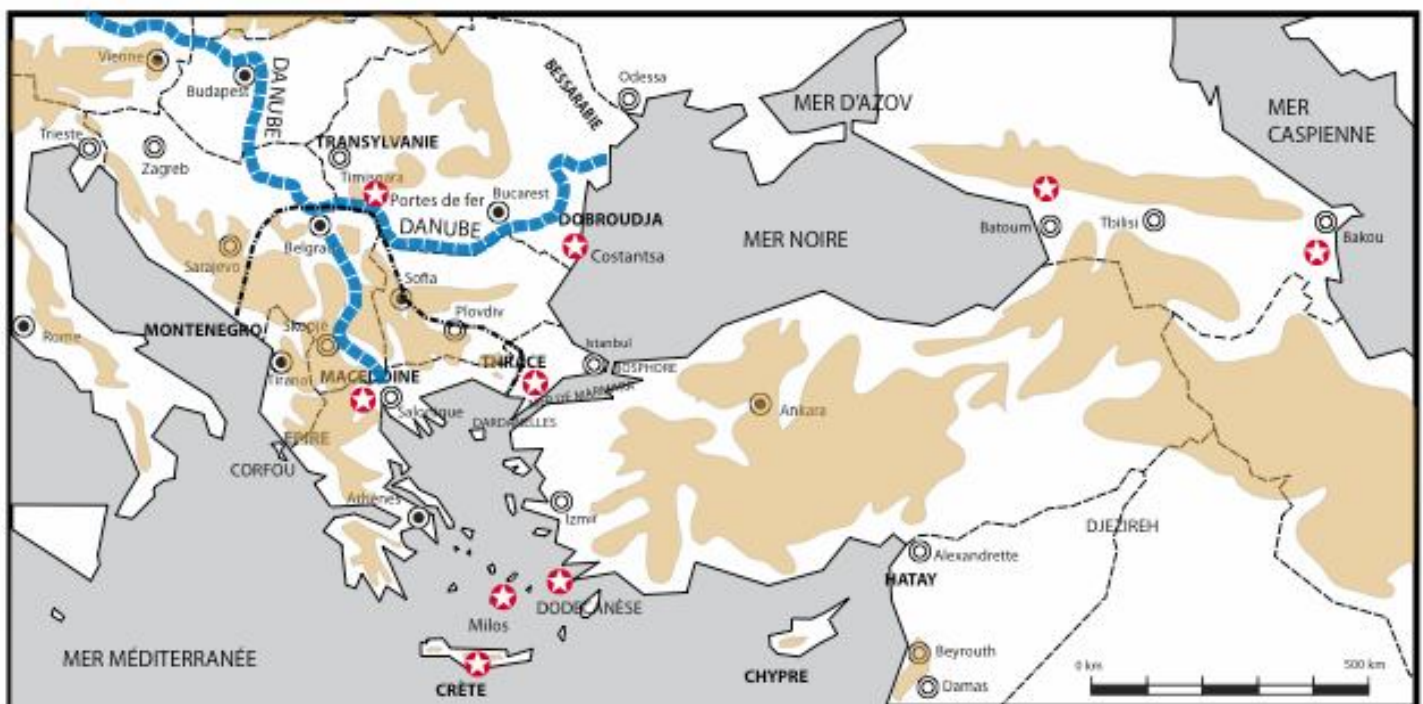
Une nouvelle période s'est ouverte en septembre 1939 lorsque, contre toute attente, l'URSS se joignit à l'Allemagne pour pouvoir s'étendre en Europe de l'est, tandis que l'Italie resta non-belligérante. Pendant les trois mois (septembre à novembre 1939) que couvre notre troisième partie que nous avons appelée « le temps des incertitudes », les efforts pour un débarquement à Salonique butèrent sur l'extrême fluidité géopolitique de l'Europe de l'est qui désorienta durablement Français, Britanniques et Balkaniques.

Malgré cela, la signature du traité d'alliance anglo-franco-turc était un indéniable succès qui laissait la porte ouverte à la coopération pour l'avenir.

Cette période prit fin dans les derniers jours de novembre 1939, lorsque l'URSS envahit la Finlande, laissant ainsi présager une politique expansionniste dans toute l'Europe orientale. La situation géopolitique paraissant un peu plus claire, les négociations purent alors reprendre pour un front d'Orient qui assemblerait les alliés, les Etats balkaniques voire même l'Italie autour d'une lutte à la fois contre Berlin et Moscou. Les obstacles et les malentendus devaient cependant s'avérer encore trop nombreux pour réussir une telle entreprise qui échoua en mars 1940 lorsque la Finlande dut capituler sans qu'entre-temps les alliés aient pu passer des paroles aux actes. Cette quatrième partie s'intitule donc « le temps des déceptions ».

Enfin, la période qui commence en mars 1940 et s'achève avec l'armistice de Rethondes a été marquée par l'effort presque désespéré du gouvernement français de reprendre la main dans un conflit qu'il était en train de perdre. Le front d'Orient prit l'allure de tentatives de coups de force dans les Balkans afin de contraindre les Etats de la péninsule de coopérer avec les alliés et, ainsi, pour reprendre une formulation du général Weygand, de « *les sauver malgré eux* ». Outre qu'elles buttaient toujours sur les désaccords jamais résolus entre Français, Britanniques et Balkaniques, ces efforts venaient trop tard, au moment même où l'Allemagne lançait, d'abord en Scandinavie, puis en France même, des offensives qui ont eu rapidement raison de la détermination du gouvernement français.

SITUATION DE REPERAGE L'ESPACE STRATEGIQUE ORIENTAL 1939-1940



Chapitre 1

**DIFFICILE SOLIDARITE
D'INTERETS**

Octobre 1938 – mars 1939

Le 30 septembre 1938, la France abandonna à Munich son allié tchécoslovaque, faisant ainsi un véritable « aveu d'impuissance » pour enrayer l'expansion allemande en Europe centrale. Quelques jours après le choc, un débat s'ouvrait au sein des sphères dirigeantes civiles et militaires sur les conséquences à tirer de ce recul⁴⁸.

Le premier à réagir fut le chef d'état-major de la Défense Nationale, le général Maurice Gamelin, qui présenta dans un document intitulé « *Note sur la situation actuelle* » ce qui devait selon lui constituer les nouvelles priorités stratégiques de Paris. Il insista d'abord sur le besoin de régler la question espagnole afin d'assurer les communications en Méditerranée occidentale. Son plus long développement concernait toutefois l'importance stratégique d'une zone couverte par la Turquie et les Etats de l'Entente Balkanique. « *Toute la question est de savoir* », écrivait Gamelin, « *si la France veut renoncer à être une grande puissance et abandonner à l'Allemagne l'hégémonie non seulement de l'Europe centrale mais de l'Orient Européen* »⁴⁹.

Cette note comportait en soi l'histoire paradoxale de la relation entre la France et l'Europe centrale et orientale tout au long de l'entre deux guerres. Elle réaffirmait l'intérêt primordial de cette région pour la France qui en avait fait une sorte de « chasse gardée » au lendemain de la grande guerre. Gamelin rappelait cependant qu'au cours des années 1930, cette chasse gardée avait été sérieusement contestée par de nouveaux arrivants, au premier rang desquels l'Allemagne. Ainsi, la traditionnelle solidarité d'intérêts entre Paris et les Etats balkaniques était désormais devenue beaucoup plus complexe.

⁴⁸ Elisabeth DU REAU, « Gouvernement et Haut Commandement français devant la perspective de la guerre. Septembre 1938-Septembre 1939 » dans *Guerres Mondiales et Conflits Contemporains* n° 166, Paris, 1992.

⁴⁹ Général Gamelin, « Note sur la situation actuelle » n° 853, SHD-DAT, carton 5N579, 12/10/1938.

Ce chapitre introductif fera d'abord un court rappel historique de la présence française en Europe du sud-est. Il s'agira ainsi de voir comment en 1938 la politique étrangère française héritait à la fois d'une incontestable ambition politique en Europe du sud-est, mais en même temps d'un impressionnant manque de moyens pour mener à bien cette ambition ; manque d'abord intrinsèque à la diplomatie parisienne, mais également relatif aux ambitions des autres grandes puissances dans la région ainsi qu'à la complexe politique étrangère des petites puissances balkaniques. C'est dans ce cadre qu'au lendemain de Munich les premiers projets militaires en orient ont vu le jour.

1. Les Balkans et la géopolitique à la française : la diversion orientale, une obsession stratégique.

1.1. Histoire et mémoire du front d'Orient.

L'action en Europe orientale que préconisait Gamelin dans sa note n'était pas quelque chose de nouveau dans la pensée stratégique française. On peut en trouver des indices dès 1914 et le traité d'alliance franco-russe. En s'impliquant ouvertement dans les complexes affaires de l'Europe orientale, Paris avait alors affirmé l'un des éléments clefs de sa stratégie face à l'Allemagne : disposer au moment du conflit d'un puissant allié à l'est de l'Europe, obliger de ce fait l'ennemi à diviser ses forces sur deux fronts et donc réduire ses effectifs engagés contre le territoire métropolitain⁵⁰. C'est là la définition même de la stratégie de la diversion, officiellement affirmée dès la fin du 19^{ème} siècle, et appliquée par l'entrée quasi-simultanée de la France et de la Russie dans la guerre face à l'Allemagne en août 1914.

Au-delà cependant de cette alliance, l'armée française devait appliquer elle-même dans les premiers mois de la guerre de 1914-1918 le principe de la diversion en s'engageant directement sur le terrain à l'est de l'Allemagne. En mars 1915 en effet, alors que le front franco-allemand était plus ou moins immobilisé depuis la bataille de la Marne, la marine française s'associa à l'initiative de l'Amirauté britannique dirigée par Winston Churchill et tenta de forcer le détroit des Dardanelles dans l'espoir de lancer une offensive vers Constantinople. Le but était de neutraliser le territoire de l'ennemi

⁵⁰ William SERMAN et Jean-Paul BERTAUD, *Nouvelle Histoire militaire de la France 1789-1919*, Paris, Fayard, 1998, p. 702. Les éléments de chronologie qui suivent sont tirés du même ouvrage, pp. 743-775, ainsi que de Georges CASTELLAN, *Histoire des Balkans*, Paris, Fayard, 1991, pp. 389 et suivantes.

ottoman, de soulager l'armée russe en difficulté, de rallier la série d'Etats balkaniques à l'Entente, tout cela dans le but d'exercer une forte pression sur l'Allemagne à l'est, de divertir son armée du front occidental et d'arriver ainsi à la victoire. Mais du printemps à l'automne 1915, l'armée ottomane sut résister aux assauts franco-anglais : l'opération fit les preuves de son échec au prix de 145000 morts alliés. Si l'aventure turque fut de ce fait abandonnée, l'idée de la diversion ne le fut nullement.

Ainsi, en octobre 1915, la tête de pont alliée laborieusement établie à Gallipoli ne pouvant plus tenir face à la défense ottomane, l'« Armée d'Orient » franco-britannique commença à débarquer dans le port grec de Salonique qui était l'aboutissement naturel de la vallée formée par la Morava (affluent du Danube) et du Vardar sur la Méditerranée. Le but était d'établir une nouvelle tête de pont d'où le moment venu, les troupes alliées pourraient à nouveau partir à l'assaut de la Serbie puis de la plaine danubienne sous le contrôle des Empires centraux. Entre décembre 1915 et l'automne 1918, se constitua ainsi une base de contingents français, anglais, serbes, italiens et russes qui passa de 150000 à 650000 hommes et dont la direction échut à des généraux français : Sarrail, Guillaumat puis Franchet d'Esperay. Face aux armées allemande, autrichienne et bulgare qui avaient occupé la Serbie, Salonique servait de base arrière à un « front d'Orient » qui en décembre 1916 atteignit les 350 km, d'Epire à la Macédoine orientale.

Pour créer et maintenir cette base à la fois méditerranéenne et balkanique, l'Armée d'Orient, épaulée par la diplomatie française, n'a pas hésité à s'immiscer ouvertement dans les affaires intérieures du gouvernement grec dont elle avait déjà violé la neutralité officielle par la simple décision du débarquement à Salonique. En janvier 1916, elle répéta cette violation en occupant l'île de Corfou pour en faire un refuge pour l'armée serbe en déroute. En juin 1916, le général Sarrail prit au gouvernement d'Athènes le contrôle de l'administration des territoires contrôlés par l'Armée d'Orient. Deux mois plus tard, Salonique devint le siège d'un gouvernement grec rival de celui d'Athènes et dirigé par Eleuthérios Vénizelos. Des contingents de l'Armée d'Orient menèrent enfin en décembre 1916 et en juin 1917 des expéditions à Athènes dans le but de forcer le roi Constantin de Grèce à aligner sa politique sur celle des Alliés, puis à

céder le pouvoir royal à son fils Alexandre et le gouvernement à Vénizelos. C'est au prix de ces interventions que fut obtenue l'entrée officielle de la Grèce dans le conflit⁵¹.

Cet effort français et allié pour s'implanter au sud-est des empires centraux fut couronné de succès en septembre 1918. Commandée par le général Franchet d'Esperay et composée d'éléments français, britanniques, serbes et grecs, l'Armée d'Orient lança une grande offensive à partir de Salonique et en direction de Budapest, offensive au cours de laquelle survinrent les capitulations bulgare (29 septembre), ottomane (30 octobre) et austro-hongroise (3 novembre). La capitulation de l'Allemagne ne vint que huit jours plus tard, alors même que les armées alliées n'étaient pas parvenues à pénétrer dans le territoire du Reich : elle arrêta une offensive orientale dont le but affiché par ses chefs était de pousser jusqu'à Vienne au nord et Constantinople à l'est. Trois divisions continuèrent cependant de se battre même après l'armistice : elles furent envoyées par Clémenceau en Roumanie puis en Ukraine afin de soutenir les armées blanches dans la guerre civile russe. L'évacuation d'Odessa par les troupes françaises le 29 avril 1919 sonna le glas de l'existence de l'Armée d'Orient. Au sommet de sa gloire, cette armée était parvenue à couvrir un immense espace s'étendant de l'Adriatique à l'Ukraine et du Danube aux Détroits, et être présente dans deux capitales ennemies : Sofia et surtout Constantinople⁵².

Au moment où Gamelin s'interrogeait sur la stratégie à suivre dans la perspective d'un nouveau conflit franco-allemand, la part que les ouvrages consacrés à la Grande Guerre accordaient au front d'Orient était très importante. Les témoignages des acteurs, qu'ils eussent été officiers ou simples soldats étaient tout aussi abondants que pour le front occidental⁵³. A travers les récits de la campagne des Dardanelles, des difficultés de l'installation à Salonique et des victoires de 1918 est née l'image du « poilu d'Orient », ignoré tout au long de la Grande Guerre par l'opinion publique en Métropole mais ayant lui aussi contribué à la victoire finale⁵⁴. Rassemblés en une Association des Anciens

⁵¹ Voir à ce titre Yannis G. MOURELOS, *L'Intervention de la Grèce 1916-1917*, Athènes, Ecole française d'Athènes, 1983. V. aussi *La France et les Balkans. Revue Historique des Armées* n° 226, Paris, 2002.

⁵² Gérard FASSY, *Le commandement français en Orient 1915-1918*, Paris, Economica, 2003, p. 432.

⁵³ Entretien avec Claire Mouradian, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, janvier 2006.

⁵⁴ La bibliographie la plus récente de ces récits se trouve dans Gérard FASSY, *Le commandement français en Orient 1915-1918*, Paris, Economica, 2003.

Combattants des Dardanelles, les vétérans du front d'Orient tenaient une place à part entière dans le souvenir de la Grande Guerre⁵⁵.

Surtout, les premiers essais historiques sur la guerre donnèrent une valeur décisive à l'offensive orientale de 1918 qui prit l'allure d'une « victoire-éclair » face à la laborieuse décision acquise en 1918 sur le front Ouest. Dans son récent ouvrage sur l'Armée d'orient, Gérard Fassy constata que la fascination pour l'expédition orientale dans l'entre deux guerres n'avait d'égales que les réticences que celle-ci avait provoquées pendant son déroulement : « nombreux sont ceux qui ont revendiqué la paternité d'une entreprise qui a été beaucoup décriée jusqu'à son dénouement heureux »⁵⁶. Franchet d'Esperay, Poincaré, Briand ou Galliéni devaient en effet affirmer leur implication dans les projets balkaniques dès l'automne 1914.

Il faut certes relativiser : les témoignages d'alors -comme la recherche historique actuelle- n'ont cessé de faire ressortir le caractère laborieux de la campagne orientale, les dissensions qu'elle a créées et les résistances qu'elle a provoquées. On savait et on sait que l'État-major parisien s'était montré d'abord complètement opposé à la participation française à l'expédition des Dardanelles, puis très réservé sur les chances d'une offensive réussie à partir de Salonique⁵⁷. On n'ignorait pas non plus les échecs de l'Armée d'orient, notamment son absolue incapacité à porter une quelconque assistance substantielle à la Roumanie alliée en déroute et défaite en l'espace de quelques semaines en 1916. Ces constats négatifs cependant n'étaient pas imputés aux projets orientaux eux-mêmes mais plutôt à la façon hésitante dont ils avaient été exécutés. Salonique n'aurait ainsi pas du être une solution de rechange à la campagne des Dardanelles mais un choix stratégique en soi, et ce dès l'automne 1914.

Dans son *Histoire Diplomatique de la France pendant la Grande Guerre* parue en 1937, Albert Pingaud, historien et ancien diplomate, présentait négativement le débarquement à Salonique d'octobre 1915 comme «un expédient de la dernière heure pour venir en aide à la situation désespérée de la Serbie et en tenter le sauvetage avec

⁵⁵ Cette association existe d'ailleurs toujours en tant qu' Association Nationale pour le Souvenir des Dardanelles et des Fronts d'Orient. V. le dernier ouvrage qu'elle a fait paraître, *Dardanelles, Orient, Levant. Ce que les combattants ont écrit*, Paris, L'Harmattan, 2005.

⁵⁶ Gérard FASSY, *Le commandement français en Orient 1915-1918*, Paris, Economica, 2003, p. 13.

⁵⁷ Gérard FASSY, *Le commandement français en Orient 1915-1918*, Paris, Economica, 2003, p. 13.

des moyens insuffisants ». Mieux préparée et exécutée sans attendre l'échec des Dardanelles elle aurait pu être selon Pingaud « *une initiative féconde pour réunir en un seul faisceau offensif les forces des Etats balkaniques contre les puissances centrales (...). Si, au concours des forces balkaniques ainsi obtenues, l'Entente avait pu ajouter l'appoint des 200000 hommes destinés plus tard à être envoyés aux Dardanelles, quelle n'aurait pas été la force offensive de la masse ainsi formée pour prendre l'Autriche à revers, en abattre aussitôt la résistance et avancer peut-être de trois années le terme de la guerre !* »⁵⁸. Autrement dit, Salonique aurait pu éviter Verdun.

Au-delà d'une approche événementielle, le souvenir du front d'Orient était aussi celui d'une efficacité diplomatique et stratégique qui faisait de la France une grande puissance européenne. L'armée française s'est progressivement trouvée en rôle de dirigeante d'une série d'armées au moment même où la diplomatie parisienne parvenait à forcer des petits Etats comme la Roumanie et la Grèce à la rejoindre dans le combat contre les puissances centrales. La France était de ce fait apparue comme la « *nation-pilote de l'action alliée dans les Balkans* »⁵⁹. Le terme même d'« Armée d'Orient » n'était pas neutre puisqu'il avait déjà été utilisé lors de grandes expéditions d'une France grande puissance au niveau européen : l'expédition napoléonienne d'Egypte en 1799 et la campagne de Crimée contre la Russie en 1854-56⁶⁰. Pour l'historienne Francine Roussane, l'idée du front d'Orient était dès 1914 largement fondée sur l'héritage des grandes guerres coloniales remportées par la France au 19^{ème} siècle⁶¹.

Dans les années 1920 et 1930, la génération des officiers de l'Armée d'Orient accéda à des postes de responsabilité dans l'armée, à l'état-major parisien, ou en accréditation auprès d'Etats étrangers. En 1965, Tony Albord qui était en 1938 attaché militaire à Prague décrivit dans *La Revue des deux Mondes* la vision qu'il avait de la

⁵⁸ Albert PINGAUD, *Histoire diplomatique de la France pendant la Grande Guerre, Tome 1 : les alliances et les interventions*, Paris, Alsatia, 1937, p. 215.

⁵⁹ Gérard FASSY, *Le commandement français en Orient 1915-1918*, Paris, Economica, 2003, p. 439 ; et aussi, du même auteur, « Le commandement unique aux armées alliées d'Orient. Une opération multinationale sous commandement français au XX^{ème} siècle 1915-1918 », ainsi que Jean-Noël GRANDHOMME, « La mission navale française en Roumanie 1916-1918 » dans *La France et les Balkans. Revue Historique des Armées* n° 226, Paris, 2002, pp. 47-58.

⁶⁰ Gérard FASSY, *Le commandement français en Orient 1915-1918*, Paris, Economica, 2003, p. 7.

⁶¹ Francine ROUSSANE, « Un front méconnu : l'armée d'Orient » dans Guy PEDRONCINI (dir), *Histoire militaire de la France. Tome 3 : de 1871 à 1914*, Paris, PUF, 1992, p. 186.

guerre de 1914-1918 vingt ans après son dénouement. La stratégie de la diversion avait dans cette vision eu des effets bénéfiques pour la France dès 1914 : *« nul n'avait pu oublier que si les combats de la Marne nous avaient sauvés, c'était précisément parce que l'intervention rapide de l'armée russe avait attiré à l'est des forces qui avaient manqué à la réalisation intégrale du plan Schlieffen »*. La suite du témoignage révèle le poids considérable que constituait l'expédition de l'armée française en Orient dans le souvenir de la victoire : *« moi-même ancien combattant de l'armée d'Orient »* écrivait Albord *« je ne puis que me souvenir de l'atout qu'avait représenté cette armée dans les opérations finales de 1918 et même ce qu'elle aurait pu provoquer plus tôt, renforcée et commandée par un chef entreprenant »*⁶².

Bouée de sauvetage face à l'offensive ennemie à l'ouest, moteur de la décision rapide à l'est, instrument de la puissance : telle était l'image que laissait à tort ou à raison le front d'Orient aux Français de l'entre deux guerres. Ce souvenir aura été pesant dans la politique européenne de la France dès 1919, politique qui dès lors ne pourra se démettre d'un certain anachronisme. Au moment où Gamelin liait explicitement le contrôle de l'Europe orientale au maintien de la France en tant que grande puissance, il exprimait le poids que le souvenir oriental faisait peser sur les esprits des militaires français.

1.2. Faire vivre la diversion : la politique des alliances orientales dans l'entre-deux-guerres.

1.2.1. La diversion orientale, doctrine stratégique française dans les années 1920.

Il n'est dès lors pas étonnant de constater que le souvenir de la diversion orientale n'a cessé d'influencer une grande partie des décideurs français dès la fin de la Grande Guerre. Hantée par la perspective d'une nouvelle guerre avec Berlin, la politique européenne de la France allait tenter de reconstituer les meilleures conditions pratiques pour obliger à nouveau le cas échéant l'Allemagne à se battre sur deux fronts, l'un occidental et l'autre oriental.

On sait que du côté occidental, le front éventuel était sécurisé par l'occupation de la rive gauche du Rhin et par un solide dispositif défensif sur la frontière franco-

⁶² Tony ALBORD, « Weygand devant le problème oriental 1919-1940 » dans *La Revue des deux Mondes*, juin 1965, pp. 321-337.

allemande. Du côté oriental, la France s'était apparemment retrouvée en 1919 avec beaucoup plus de cartes en main qu'en 1914. La principale était l'existence d'une série d'Etats-nations dont la création ou l'extension avait été encouragée par Paris lors de la conférence de la Paix en 1919 : il s'agissait principalement de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie et de la Yougoslavie. Bien que ne répondant que très partiellement au principe des nationalités, ces Etats encerclaient littéralement l'Allemagne sur ses frontières orientales et pouvaient servir dès lors de piliers pour surveiller et attaquer le Reich. Après avoir été le parrain de ces pays, Paris n'avait plus qu'à rechercher avec eux des alliances diplomatiques et militaires dirigées contre l'Allemagne. Cette édification d'alliances orientales était la suite logique de la stratégie de la diversion inaugurée au début du siècle. Elle devait subsister et se développer même dans le cadre du système de la sécurité collective et du rapprochement franco-allemand de la fin des années 1920⁶³. C'est dans cette logique que furent signés des accords d'assistance mutuelle avec la Pologne en 1925 et la Tchécoslovaquie en 1927, et des accords de consultation en cas de conflit avec la Roumanie en 1926 et la Yougoslavie en 1927⁶⁴. Un accord fut même recherché avec la Hongrie ancienne adversaire, mais la tentative échoua du fait des revendications territoriales magyares sur la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Paris pouvait néanmoins s'appuyer efficacement sur la Petite Entente que ces trois pays formèrent en réaction.

Une fois ces alliances obtenues au niveau diplomatique, la collaboration et la planification furent envisagées également au niveau militaire. Au-delà des traités, Paris porta ainsi son effort sur le développement des capacités militaires de ces Etats où furent envoyées des missions militaires françaises dirigées souvent par des officiers prestigieux : dans les années 1920, le général Weygand fut envoyé à ce titre en Pologne, le général Mittelhauser en Tchécoslovaquie, tandis que des missions existaient également en Roumanie, en Yougoslavie et en Grèce⁶⁵. Le travail des missions militaires était

⁶³ Georges-Henri SOUTOU, « Le deuil de la puissance 1914-1958 » dans *Histoire de la diplomatie française*, ouvrage collectif, Perrin, Paris, 2005, pp. 754 et suiv. L'analyse qui suit dans cette section est en grande partie tirée de cet ouvrage.

⁶⁴ Guy PEDRONCINI (dir), *Histoire militaire de la France. Tome 3 : de 1871 à 1914*, Paris, PUF, 1992, p. 340.

⁶⁵ Jean DOISE et Maurice VAÏSSE, *Diplomatie et outil militaire 1871-1969*, Paris, Imprimerie Nationale, 1987, pp. 268 et suiv.

considérable, la plupart de ces Etats n'ayant que des capacités limitées sur le plan militaire, leur permettant difficilement de s'engager dans des guerres offensives contre l'Allemagne.

Dans le même temps, la stratégie de la diversion était imaginée en détail à Vincennes. Le troisième bureau de l'état-major de l'Armée (chargé des opérations) s'affairait à concevoir la meilleure utilisation possible des alliances de revers en imaginant des actions offensives contre les frontières orientales de l'Allemagne et de son éventuel allié révisionniste hongrois. Dans son étude récente sur les plans d'opérations français en Europe, Thierry Sarmant a à ce titre montré que le but de ces plans était de contraindre l'Allemagne à se battre sur deux fronts (ce dont on la jugeait incapable, même alliée à la Hongrie). Jusqu'au milieu des années 1930, les propositions d'offensive à partir de l'Europe centrale devaient ainsi se succéder à l'état-major de l'Armée. Dans les années 1920, le scénario le plus plausible était celui d'une neutralisation de la Hongrie par la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, suivie d'une grande offensive qui partant de la Pologne devait rejoindre Berlin⁶⁶.

C'est ainsi que l'entrée dans l'entre-deux-guerres n'a pas constitué une réelle rupture dans la pensée stratégique française en ce qui concerne l'Europe orientale. Tout se passait comme si un nouveau front d'Orient était appelé à donner la pleine décision à un conflit dont on imaginait qu'il ne pourrait que se dérouler dans les mêmes lignes qu'en 1914. La prévision stratégique se fondait sur un anachronisme historique, le souvenir historique lui-même sur une série de conditionnels : dispositif diplomatique et militaire tout compte fait assez incertain, dont la fragilité était visible dès sa mise en place.

1.2.2. La diversion handicapée : la France face au problème de Salonique et de la Méditerranée orientale.

En effet, les historiens n'ont pas manqué de se montrer critiques face à un dispositif oriental qu'on pourrait qualifier d'incomplet. Georges-Henri Soutou a d'une part fait remarquer que la politique d'alliances politiques avec l'Europe de l'Est n'était pas soutenue par des investissements économiques suffisants dans les Etats concernés : la France menait une politique ambitieuse sans avoir les moyens financiers de l'assumer, et

⁶⁶ Thierry SARMANT, « Les plans d'opérations français en Europe centrale 1938-1939 » dans *L'entre deux guerres et l'année 1939. Revue Historique des Armées* n° 217, Paris, décembre 1999, pp. 13-22.

ses ambitions prenaient dès lors l'allure d'un « impérialisme du pauvre »⁶⁷. Guy Pedroncini parla quant à lui de trois grandes faiblesses de la stratégie de la diversion : d'une part Paris pouvait difficilement gérer les relations difficiles entre les différents Etats alliés d'Europe centrale que séparaient le plus souvent des contentieux territoriaux comme celui de Teschen entre la Pologne et la Tchécoslovaquie. D'autre part, même en tenant compte de l'apport des missions militaires françaises, la capacité militaire de ces Etats était très incertaine. Enfin, ce dispositif pour l'essentiel continental était incomplet du point de vue militaire car il lui manquait pour ses communications avec la France un débouché maritime⁶⁸. Nous insisterons particulièrement sur ce dernier point, qui constituait à notre avis le principal handicap de la stratégie de revers pour les années à suivre.

Conservés au Service Historique de la Défense, les archives militaires de la période montrent en effet que la question du transport de matériel de guerre et plus généralement du ravitaillement des Etats alliés était l'un des casse-tête pour l'état-major français. Quelle voie ouest-est emprunter pour ce transfert en cas de conflit ? La présence de l'Allemagne interdisait toute voie terrestre. Du côté maritime, l'option de la mer baltique joignant la Pologne était également impossible du fait de la présence du Reich. Il fallait donc se tourner vers la Méditerranée et y rechercher un débouché portuaire pouvant assurer de bonnes communications avec les alliés orientaux, et d'abord le plus méridional d'entre eux, la Yougoslavie. Les regards des militaires n'ont alors pu que se tourner vers Salonique, et dès le milieu des années 1920, toutes les études de l'état-major sur le ravitaillement des alliés orientaux allaient tenir le contrôle de ce port comme une condition *sine qua non* de la réussite de la diversion⁶⁹. La continuité avec l'expérience de 1915 était ainsi parfaite, et Salonique devint la « *clé géographique du système français des alliances et amitiés de revers en tant que port de débarquement sur la voie*

⁶⁷ Georges-Henri SOUTOU, « L'impérialisme du pauvre: la politique économique du gouvernement français en Europe centrale et orientale de 1918 à 1929 » dans *Relations Internationales*, 1976/7.

⁶⁸ Guy PEDRONCINI (dir), *Histoire militaire de la France. Tome 3 : de 1871 à 1914*, Paris, PUF, 1992, p. 340.

⁶⁹ Ces études sont conservées au Service Historique de la Défense-Direction Armée de Terre (SHD-DAT), dans le dossier 7N3008 consacré aux études de l'État-major sur le soutien allié à la Pologne. Elles avaient rapidement écarté les autres options méridionales pour ce débouché : Split en Yougoslavie n'avait que peu de possibilités logistiques ; l'utilisation de Constantza en Roumanie supposait la traversée des Détroits et de la Mer Noire, et donc la bienveillance commune de la Turquie et de l'URSS.

d'acheminement la plus sûre de la France à l'Europe orientale » pour reprendre les termes de François Grumel-Jacquignon⁷⁰. Rappelons rapidement le parcours de cette voie, assez exceptionnelle dans un monde balkanique où le relief rend difficiles les communications terrestres : Salonique était sur l'estuaire du fleuve Axios (ou Vardar en serbe) qui prenait sa source en Macédoine yougoslave. Une vallée unissait donc le port à la ville de Skopjé, et se poursuivait au nord le long du fleuve Morava qui, lui, était un affluent du Danube. Une bonne exploitation de ce couloir naturel permettait donc aux yeux des partisans de Salonique d'ouvrir une voie terrestre sûre et rapide entre la Méditerranée et l'Europe centrale.

Dès lors que Salonique était mise en cause, les plans français devaient tenir également compte du facteur grec ; s'immiscer surtout dans les relations -beaucoup plus complexes qu'on ne le croit souvent- entre la Yougoslavie et la Grèce, dont la pierre d'achoppement était précisément l'utilisation du port de Salonique et de la voie ferrée le liant à la Yougoslavie et l'Europe centrale. Certes depuis 1913 les deux pays étaient à la recherche d'un *modus vivendi* permettant à Belgrade de faire transiter librement ses produits de Salonique au moyen d'une zone franche au sein du port puis par le biais de la voie ferrée Salonique-Guevgéli. Mais cette procédure n'avancait que très lentement du fait d'énormes suspicions réciproques portant tantôt sur la crainte grecque des ambitions slaves supposées ou réelles sur la Macédoine égéenne, tantôt sur l'intérêt serbe pour le sort souvent difficile des populations slavophones de Grèce.

Il est étonnant de constater que dans cette négociation capitale dont le but était également d'assurer la liberté de transit pour le matériel de guerre, les interventions du gouvernement français pour faire aboutir les deux parties à un accord s'étaient révélées soit effacées, soit maladroites, en tout cas inefficaces⁷¹. Une seule et timide tentative de médiation fut menée en 1926 par le Quai d'Orsay pour garantir un accord général gréco-yougoslave, mais ne fut pas suffisamment soutenue et le compromis projeté fut

⁷⁰ François GRUMEL-JACQUIGNON, *La Yougoslavie dans la stratégie française de l'Entre deux guerres 1918-1935*, Bern, Peter Lang, 1999, p. 239. Selon Grumel-Jacquignon, le choix de Salonique avait été fait dès 1920 après que l'état-major français eut –dans le but de soutenir la Pologne en guerre contre l'URSS– étudié tous les débouchés maritimes possibles en Europe orientale.

⁷¹ Constantin PREVELAKIS, « Du front d'Orient au front d'Orient : l'impossible rencontre stratégique franco-hellénique 1923-1939 », dans Rémy PORTE et Abdil BICER (dir), *Les relations militaires franco-grecques de la restauration à la seconde guerre mondiale*, Vincennes, Service Historique de la Défense, 2007, pp. 151-163.

finalement rejeté par Athènes et Belgrade⁷². Ce n'est qu'à la fin de 1927 qu'un accord bilatéral vit le jour : il était limité au strict cadre commercial et aucune clause d'assistance militaire en cas de conflit n'y était incluse. Cet état de choses –qui ne pouvait satisfaire les exigences françaises- ne bougea plus depuis. En aucun cas on ne pouvait avec assurance considérer la Grèce comme un maillon de la chaîne stratégique française en Europe orientale. Tout s'était passé comme si la France, autrefois « puissance protectrice » du royaume grec, avait quasiment renoncé à tout rôle politique substantiel dans les affaires helléniques

Comment expliquer ce blocage ? La vision géopolitique française y était pour beaucoup de choses. A la lecture des archives diplomatiques consacrées à la Grèce, les Affaires étrangères semblaient privilégier le contrôle des grandes voies terrestres de l'Europe orientale et sous-estimer constamment l'importance du contrôle de leurs débouchés maritimes. Qui plus est, les questions relatives au contrôle de la Méditerranée orientale semblaient être taboues à Paris depuis la mésaventure turque de 1920-1923.

On se souvient en effet que lors de la reddition de l'Empire ottoman en novembre 1918, la France avait revendiqué sa propre zone d'influence au Moyen Orient et en Méditerranée orientale : elle devait obtenir en 1920 lors de la conférence de San Remo l'attribution d'un mandat de la Société des Nations sur la Syrie et le Liban. Mais le territoire ottoman n'avait pas été partagé dans son ensemble entre les puissances de l'Entente dont les appétits territoriaux devenaient de plus en plus antagonistes dans la région. Dès la signature du Traité de Sèvres en août 1920, l'Asie Mineure fut le théâtre d'un violent conflit entre la Grèce et les troupes nationalistes turques. Dès lors qu'Athènes bénéficiait d'un soutien certes hésitant de la Grande Bretagne, Paris décida de s'opposer à la politique britannique dans la région en soutenant de plus en plus ouvertement Ankara. L'affaire devait finalement mal tourner : pour se rapprocher de Mustafa Kemal, Paris dut lui céder la Cilicie en 1921, mais la victoire kémaliste sur les Grecs n'eut pas de bénéfices pour la France. Au traité de paix signé à Lausanne en 1923 la Turquie reconquit sa pleine souveraineté sur l'Anatolie et la France perdit le peu d'influence qui lui était restée sur les affaires du défunt Empire ottoman. Les anciens

⁷² François GRUMEL-JACQUIGNON, *La Yougoslavie dans la stratégie française de l'Entre deux guerres 1918-1935*, Bern, Peter Lang, 1999, p. 255.

alliés grecs gardèrent une profonde rancune d'avoir été lâchés et la collaboration franco-hellénique marqua progressivement le pas, au point qu'en 1932 la mission militaire française présente dans le pays depuis 1911 vit sa mission résiliée⁷³. Quant à la collaboration franco-britannique dans la région, elle ne se remit pas de la rupture de 1921⁷⁴.

Il restait bien sûr le mandat syrien qui offrait à l'armée française une longue interface maritime au Levant et une base potentiellement importante à Beyrouth. Toujours est-il que cette interface ne pouvait s'intégrer dans la stratégie de revers mise en place en Europe orientale. Cette intégration passait inévitablement par la Grèce et la Turquie qui contrôlaient les grandes voies maritimes débouchant en Europe du sud-est. Ce sont justement ces pays charnières qui avaient été évacués de la stratégie diplomatique française dont la recherche d'alliances était depuis 1923 obstinément limitée à l'échelle de l'Europe continentale. En 1928, le Ministre de France en Grèce Clément-Simon assumait parfaitement ce renoncement à une politique méditerranéenne en déclarant de son pays de résidence: « *pays maritime comme la Grèce, comme elle pays de trafic, il est naturel que l'Angleterre soit, parmi les grandes puissances, celle dont l'influence prédomine ici* »⁷⁵. Le port de Salonique, si important pour les intérêts français, faisait pourtant partie de la Grèce ! Quelle qu'ait ainsi été l'implantation en Syrie, la Méditerranée orientale avait été de fait abandonnée à des puissances mieux implantées dans la région : la Grande Bretagne, de plus en plus concurrencée par l'Italie fasciste.

Les années 1920 peuvent ainsi être caractérisées comme un âge d'or pour la stratégie des alliances orientales de revers menée par Paris : en témoignaient une tradition stratégique remontant à l'époque moderne et renouvelée au début du 20^{ème} siècle, un souvenir puissant laissé par l'aventure du front d'Orient de 1915-1918 et une politique étrangère visant à créer les meilleures conditions pour une éventuelle répétition de cette aventure. Cependant, le dispositif de la diversion stratégique présentait déjà des failles,

⁷³ On peut trouver des détails sur cette résiliation et plus généralement sur les missions militaires françaises en Grèce dans les archives du Service Historique de la Défense, et particulièrement à travers le document intitulé « Notice concernant l'activité des Missions Militaires Françaises en Grèce 1919-1932 », SHD-DAT, 7N2879, 31/8/1960.

⁷⁴ Georges-Henri SOUTOU, « Le deuil de la puissance 1914-1958 » dans *Histoire de la diplomatie française*, ouvrage collectif, Paris, Perrin, 2005, p. 766.

⁷⁵ Athènes à Diplomatie n° 51, MAE, dossier Grèce 79, 17/2/1928.

dont la plus importante était l'absence de réelle dimension méditerranéenne de cette politique. Dès lors, la question vitale des contacts entre la France et ses alliés orientaux demeurait en éternelle attente. Il s'agissait là de la première inconnue de l'équation qu'allait constituer le front d'Orient au lendemain de Munich.

2. 1938 : la diversion orientale en ruines ?

2.1. Le chassé-croisé des grandes puissances en Europe du sud-est et l'affaiblissement du système français.

2.1.1. L'entrée en scène de l'Allemagne.

A l'orée des années 1930 l'ensemble de l'Europe orientale allait devenir l'objet d'une nouvelle convoitise -primordialement économique- en provenance cette fois de l'Allemagne qui trouva là une occasion pour sortir du marasme économique des années 1930. La crise financière de 1929 avait en effet rapidement placé le Reich allemand devant le problème d'une balance commerciale largement déficitaire. Les réserves en devises de la Banque Centrale s'épuisaient rapidement. Pour remédier à cette situation, l'Etat allemand dut intervenir sur les importations⁷⁶ pour les limiter au strict nécessaire, selon le principe rappelé par l'historien Alfred Wahl : *« n'acheter que ce qui est absolument indispensable (...) et n'acheter que là où l'Allemagne pourra obtenir des contreparties »*⁷⁷. Pour répondre à ce principe et limiter au maximum la sortie des devises, les gouvernements allemands se sont orientés dès 1930 vers un système d'échanges et de troc avec des pays disposant des ressources nécessaires à l'Allemagne et acceptant de les échanger non contre des devises mais contre des produits finis allemands. Peu de pays -une trentaine tout au plus- répondaient à ces critères : ils étaient pour l'essentiel situés soit en Amérique latine soit en Europe danubienne et balkanique.

A la fin de 1934, sous l'impulsion du Ministre allemand de l'Economie Hjalmar Schacht, l'Allemagne avait donc signé avec tous les Etats balkaniques et la Turquie des accords commerciaux créant des comptes de compensation en Reichsmark pour gérer l'échange entre les produits agricoles balkaniques et les produits industriels allemands⁷⁸.

⁷⁶ Raymond POIDEVIN, Sylvain SCHIRMAN, *Histoire de l'Allemagne*, Paris, Hatier, 1992, p. 228.

⁷⁷ Alfred WAHL, *L'Allemagne de 1918 à 1945*, Paris, Armand Colin, 1999, p. 113.

⁷⁸ Ces comptes de compensation institutionnalisèrent de fait le troc. Le principe est ainsi exposé par Jean-Marie Flonneau : *« le montant des achats que l'Allemagne y effectue (aux Etats partenaires) est porté à leur*

Manquant de devises, dotés de monnaies faibles et durement touchés par la crise, ces nouveaux partenaires de l'Allemagne s'accommodèrent de ce système. Le commerce régional s'en retrouva rapidement et profondément modifié, tous ses flux étant désormais orientés vers l'Allemagne, et le Reichsmark devenant de fait la monnaie des échanges.

En quoi cette politique était-elle de nature à affecter les alliances de revers et plus généralement les relations entre la France et ses alliés orientaux ? D'une part, le développement des échanges économiques avec l'Allemagne ne tarda pas à se faire au détriment des échanges déjà limités avec la France. A l'automne 1937, l'attaché militaire français à Athènes, Peyronnet, envoyait à ce titre à Paris un rapport alarmant intitulé « Commerce franco-grec et commerce germano-grec »⁷⁹. Il constatait qu'entre 1927 et 1935, les échanges commerciaux entre la Grèce et l'Allemagne avaient doublé de deux à près de quatre millions de drachmes, tandis que les échanges entre la Grèce et la France s'étaient divisés au moins par trois, passant de 1,35 million à quatre cent mille drachmes. Dans ses travaux sur la politique étrangère de la France, Jean-Baptiste Duroselle a synthétisé toutes les données sur le commerce entre l'Allemagne et l'ensemble de l'Europe du sud-est de 1934 à 1937. Selon lui, somme totale annuelle des échanges est passée de 84 à 189 millions de Reichsmark pour la Grèce, de 67 à 266 millions pour la Yougoslavie, de 110 à 310 millions pour la Roumanie et de 53 à 71 millions pour la Bulgarie⁸⁰. Le même constat s'imposait pour la Turquie, où la situation commerciale était largement favorable à l'Allemagne⁸¹.

On ne saurait cependant limiter au domaine purement économique cette influence nouvelle de l'Allemagne sur des Etats considérés comme proches de la France. Les motivations allemandes étaient en fait bien plus vastes. Elles s'appuyaient sur la vision

crédit et ceux-ci peuvent employer ce crédit à se procurer des marchandises sur le marché allemand ». Jean-Marie FLONNEAU, *Le Reich allemand de Bismarck à Hitler 1848-1945*, Paris, Armand Colin, 2003, p. 187.

⁷⁹ Athènes à EMA n° 345, SHD-DAT, carton 7N2875, 16/9/1937.

⁸⁰ Jean-Baptiste DUROSELLE, *Politique étrangère de la France. La décadence 1932-1939*, Paris, Imprimerie nationale, 1979, p. 376.

⁸¹ Selon un rapport de l'ambassade de France à Ankara, la France et l'Allemagne occupaient en 1928 une place équivalente en commerce extérieur, en représentant chacune 13% environ du total des échanges entre la Turquie et l'étranger. Dix ans plus tard la part de la France s'était effondrée à 3%, tandis que l'Allemagne occupait désormais la première place parmi les partenaires commerciaux d'Ankara en contrôlant 40% des échanges. Raphaëlle ULRICH-PIER, *René Massigli: une vie de diplomate*, Bruxelles, Peter Lang, 2006, p. 532.

affirmée dans les milieux des géographes gravitant autour de l'école géopolitique de Karl Haushofer⁸² et adoptée par les milieux conservateurs du Reich dès l'époque de Stresemann, puis de Brüning : celle-ci acceptait au moins provisoirement le *statu quo* du Traité de Versailles à l'Ouest mais espérait, à moyen et long terme, faire de l'Europe du sud-est une zone qui, sous hégémonie allemande, serait intégrée économiquement puis politiquement⁸³. Dès la fin des années 1920, cette vision s'était matérialisée à travers des propositions concrètes, discutées dans les cercles diplomatiques, d'association avec les Etats de la région pour la création d'une « autarcie régionale ». Dans ses travaux sur la Grèce de l'entre-deux-guerres, Dimitri Kitsikis a rapporté à ce titre les propos tenus en novembre 1936 par l'ambassadeur du Reich à Vienne et figure éminente des milieux conservateurs allemands, Franz Von Papen, à son homologue grec, Ioannis Politis : « *tous les pays de l'Europe de l'Est et du Sud-Est devraient former avec l'Allemagne une vaste région économique parfaitement organisée sur la base de l'équilibre des échanges, au moyen de tarifs préférentiels, autrement dit sur la base du principe de l'autarcie, non plus à l'intérieur des frontières nationales, mais à l'intérieur de cette région économique diversifiée* »⁸⁴.

L'emprise économique se doublait ainsi d'effets inévitablement politiques : cette intégration économique régionale permettait au Reich d'éloigner le risque d'un blocus économique sur ses frontières terrestres et tendait à rendre en grande partie caduque la menace redoutée de l'encerclement par les grandes puissances maritimes française et britannique. A travers son emprise sur l'Europe danubienne et balkanique, l'Allemagne pouvait donc reconquérir son statut de grande puissance. La projection hitlérienne de « l'espace vital » à conquérir à l'est était sans doute une version extrême et violente de projets caressés par la classe politique allemande dès la République de Weimar. Avant toute domination par la violence, la politique du Reich avait été de faire de ses voisins orientaux des partenaires économiques privilégiés mais dépendants, les obligeant de ce

⁸² Paul CLAVAL, *Géopolitique et Géostratégie*, Paris, Nathan, 1994, p. 27. V. aussi Sebastiano IARA, *La Zeitschrift für Geopolitik et la question balkanique*, mémoire de maîtrise, Université de Paris IV, Paris, 1998.

⁸³ Jean-Marie FLONNEAU, *Le Reich allemand de Bismarck à Hitler 1848-1945*, Paris, Armand Colin, 2003, pp. 114 et 133.

⁸⁴ Dimitri KITSIKIS, « La Grèce entre l'Allemagne et l'Angleterre de 1936 à 1941 », *Revue historique*, vol. CCXXXVIII, Paris, été 1967, pp. 85-116.

fait au moins à une bienveillance dans le domaine politique. Orientées primordialement contre Berlin, les alliances de revers françaises étaient ainsi directement visées par une politique allemande qui utilisait l'outil économique également à des fins politiques.

En effet, dès 1934, l'action politique allemande allait concrètement s'ajouter à l'action économique en Europe orientale. En janvier de cette année, Hitler profita de la suspicion réciproque entre le Général Pilsduski et la France pour signer un pacte d'amitié germano-polonais de non-agression. Conclu pour dix ans, celui-ci portait un coup avant tout psychologique à l'alliance franco-polonaise et plus généralement au monopole diplomatique dont semblait jouir la France dans la région⁸⁵. Ce n'était que le premier pas vers la conquête d'une influence politique à l'est.

En mars 1938, le Reich annexa l'Autriche : il prit par cette action le contrôle des grands axes de communication terrestres liant les Balkans et la Turquie à l'Europe continentale : le carrefour viennois et 711 km du Danube (sur une longueur totale de 2900 km). Pour Grégoire Gafenco qui était à l'époque député au Parlement roumain, Berlin héritait en même temps des vieilles ambitions des Habsbourg sur les Balkans et en Méditerranée orientale⁸⁶. En septembre 1938, Hitler réussit en annexant les Sudètes sans réaction armée de la part de la France à disloquer la Petite Entente, l'un des principaux outils diplomatiques des alliances de revers imaginées par la France. L'allié polonais ne bougea pas et, bien au contraire, profita de la situation pour régler son vieux compte avec la Tchécoslovaquie en annexant la région de Teschen. En mettant la main sur les régions industrielles tchèques, l'économie allemande reprenait enfin à son compte d'importantes commandes contractées par les Etats d'Europe du sud-est, accentuant par là même son emprise régionale.

Moins de vingt ans après le traité de Versailles qui avait instauré un « ordre français » en Europe orientale, l'intérêt allemand pour les affaires orientales inauguré à l'époque de Stresemann et de Brüning et renforcé par Hitler et Schacht avait montré ses résultats au détriment de la France : le territoire allemand avait atteint la frontière nord de la Yougoslavie ; la Tchécoslovaquie et la Petite Entente n'existaient pratiquement plus, la

⁸⁵ Jean-Baptiste DUROSELLE, *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, 12ème édition revue par André Kaspî, Paris, Armand Colin, 2001, pp. 164 et 165.

⁸⁶ Grégoire GAFENCO, *Préliminaires de la guerre à l'Est. De l'accord de Moscou aux hostilités de Russie*, Paris, Egloff, 1944.

Pologne était devenue très incertaine, et les Etats balkaniques s'intégraient au moins économiquement dans une zone dominée par Berlin. Au lendemain de Munich, la France de « l'impérialisme du pauvre » réalisait l'efficacité d'une politique d'abord économique qu'elle n'avait pu mener elle-même. A ses projets géostratégiques en Europe du sud-est se substituaient désormais les desseins géoéconomiques et géopolitiques allemands. Au Quai d'Orsay ou à Vincennes on commençait à réaliser le principe de la politique allemande : « *le drapeau suit la marchandise* »⁸⁷.

2.1.2. L'Italie et les projets d'expansion orientale.

L'Allemagne n'était cependant pas la seule puissance au-delà de la France à tourner son action économique et politique en direction des Balkans. Dès la fin des années 1920, l'Italie dévoila ses propres ambitions sur une région à laquelle elle s'était intéressée dès le commencement du 20^{ème} siècle. En 1911 déjà, à la suite d'une courte guerre avec l'Empire ottoman, la Libye et surtout le Dodécanèse furent rattachés au royaume, qui de ce fait pouvait contrôler un carrefour insulaire liant la péninsule balkanique à l'Asie mineure et la Méditerranée orientale à la mer Egée et aux Détroits. Il devint rapidement clair que cette conquête n'était qu'une étape vers l'accomplissement d'ambitions territoriales couvrant les Balkans, l'Asie Mineure et la côte levantine.

Déçues en Asie Mineure par la victoire du mouvement nationaliste turc, freinées par la crise politique interne du début des années 1920, ces ambitions revinrent à l'ordre du jour en tant que l'un des principaux aspects de la politique étrangère du gouvernement fasciste. Son chef Benito Mussolini avait, dès son accession au pouvoir à la fin de 1922, affirmé que l'Italie ne considérerait pas le *statu quo* balkanique issu des traités comme définitif et que, d'autre part, les intérêts du royaume allaient bien au-delà de la mer Adriatique⁸⁸. Dès lors, une politique d'expansion territoriale ou tout au moins d'influence politique et économique fut mise en œuvre en direction des Balkans.

En août 1923, après l'assassinat -jamais élucidé- de trois officiers italiens qui supervisaient le tracé de la frontière gréco-albanaise, l'Italie envoya à Athènes un

⁸⁷ Phrase attribuée à René Massigli dans Raphaëlle ULRICH-PIER, *René Massigli: une vie de diplomate*, Bruxelles, Peter Lang, 2006, p. 437.

⁸⁸ Leften Stavros STAVRIANOS, *The Balkans since 1453*, New York, New York University Press, 1958, nouvelle édition 2000, p. 734. L'analyse de la politique italienne est en grande partie tirée de cet ouvrage.

ultimatum de 24 heures puis occupa le 31 l'île de Corfou. La SDN et la Conférence des ambassadeurs firent pression et obtinrent de la Grèce qu'elle paie un dédommagement de cinquante millions de Livres à l'Italie qui en échange évacua l'île le 27 septembre. Au-delà de l'incident en soi, l'affaire de Corfou montra que la politique étrangère offensive du régime fasciste italien était résolument tournée vers l'est⁸⁹. En septembre 1923, Mussolini résolut par le fait accompli la querelle italo-yougoslave sur la ville de Fiume et força la Yougoslavie alliée de la France à reconnaître en janvier 1924 la souveraineté italienne sur la ville.

Au-delà de ces coups de force directs, la politique italienne s'attacha à se créer des relais solides dans la région. Le principal était incontestablement l'Albanie que Rome avait perçue dès sa création en 1913 comme une possible tête de pont de l'autre côté de la mer Adriatique. Mussolini reprit à son compte cette idée et tout en respectant dans la forme l'indépendance de l'Albanie, il eut pour politique de substituer à toute influence externe au sein de cet Etat -notamment yougoslave- l'influence italienne. En 1926, le régime d'Ahmed Zogou, bien qu'il avait été initialement soutenu par Belgrade, se tourna vers l'Italie pour obtenir les subsides nécessaires à sa survie et signa avec elle le 27 novembre un pacte d'amitié. A partir de ce pacte, le régime personnel institué par le futur roi Zog 1^{er} ne fut plus en mesure de se passer du soutien de Rome : ainsi, au milieu des années 1930, l'Albanie faisait déjà figure de protectorat italien⁹⁰.

D'autre part, le gouvernement italien ne manqua pas de s'immiscer dans les affaires internes des Etats balkaniques et surtout du principal allié de la France dans la région, la Yougoslavie. A partir de 1929, Mussolini accorda un soutien de plus en plus évident aux ambitions territoriales de la Bulgarie en direction de la Macédoine⁹¹ ainsi que de la Hongrie en direction de la Voïvodine⁹². Loin de se limiter à un niveau institutionnel,

⁸⁹ Constantinos SVOLOPOULOS, *Η Ελληνική εξωτερική πολιτική 1900-1945 (La politique étrangère de la Grèce 1900-1945)*, Athènes, Hestia, 1992, pp. 191-192.

⁹⁰ Jean-Baptiste DUROSELLE, *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, 12ème édition revue par André Kaspi, Paris, Armand Colin, 2001, pp. 75-76 et 232.

⁹¹ Parmi les signes de rapprochement avec la Bulgarie, Stavrianos relève une série d'accords qui établirent une zone franche italienne dans le port de Varna, accordèrent le monopole des industries italiennes sur le marché de l'automobile en Bulgarie ainsi que le mariage, en octobre 1930, du roi Boris de Bulgarie avec la princesse d'Italie Giovanna. V. Leften Stavros STAVRIANOS, *The Balkans since 1453*, New York, New York University Press, 1958, nouvelle édition, 2000, p. 735.

⁹² A un traité signé entre l'Italie et la Hongrie le 4 avril 1927 succédèrent les déclarations de Mussolini le 5 juin 1928 soutenant ouvertement la révision du Traité de Trianon. Jean-Baptiste DUROSELLE, *Histoire des*

ce soutien s'élargit également aux activités illégales de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne (*VMRO*) qui, au nom d'un séparatisme pro-bulgare, menait des actions violentes en Yougoslavie sous la direction plus ou moins discrète de Sofia.

Le prestige ainsi accumulé par Rome dans la région fit que les traités d'amitié se succédèrent avec les Etats d'Europe orientale, dont certains semblaient acquis aux intérêts français: avec la Roumanie en septembre 1926, ainsi que la Turquie puis la Grèce en mai et septembre 1928⁹³. La politique italienne parvint ainsi au tournant des années 1920-1930 à esquisser son propre système dans les Balkans qui s'ajoutait de fait aux alliances dirigées par Paris.

Pendant longtemps, la France ne sembla néanmoins pas beaucoup se soucier de ce nouvel acteur régional. D'une part, comme nous avons précédemment vu, la diplomatie du Quai d'Orsay s'est tout au long des années 1920 curieusement désintéressée des affaires touchant à la Grèce et à la Turquie, au bénéfice de l'antagonisme maritime anglo-italien. D'autre part -et c'est le point le plus important- la stratégie française n'a cessé d'être tentée par la perspective d'associer l'Italie à ses projets d'alliance de revers contre l'Allemagne. En 1935, dans le climat de front anglo-franco-italien contre l'Allemagne établi à Stresa, le troisième bureau de l'EMA pensait ainsi à un front oriental constitué de troupes françaises, italiennes et yougoslaves qui, basés sur la plaine du Pô, avanceraient en direction du Danube⁹⁴. En échange de cet appoint, il fallait dans cette perspective laisser à l'Italie une certaine liberté d'action au moins sur la côte orientale de la mer Adriatique. Obsédée par le danger allemand et menée par la tentation italienne, la diplomatie française avait ainsi découragé la Grèce de s'opposer aux demandes italiennes

relations internationales de 1919 à 1945, 12ème édition revue par André Kaspi, Paris, Armand Colin, 2001, p. 99.

⁹³Leften Stavros STAVRIANOS, *The Balkans since 1453*, New York, New York University Press, 1958, nouvelle édition 2000, p. 736.

⁹⁴ Guy PEDRONCINI (dir), *Histoire militaire de la France. Tome 3 : de 1871 à 1914*, Paris, PUF, 1992, p. 349 ; ainsi que Thierry SARMANT, « Les plans d'opérations français en Europe centrale 1938-1939 » dans *L'entre deux guerres et l'année 1939. Revue Historique des Armées* n° 217, Paris, décembre 1999, pp. 13-22.

lors de l'affaire de Corfou⁹⁵, et elle fit de même avec la Yougoslavie lors de la crise de Fiume⁹⁶.

Quels qu'aient été cependant les espoirs nourris au Quai d'Orsay et à Vincennes, Rome n'avait jamais véritablement succombé à la tentation de s'associer au dispositif français en Europe de l'est. Bien au contraire, Mussolini avait rejeté l'idée de Poincaré de rejoindre l'alliance franco-yougoslave de 1927. Sept ans plus tard, le régime fasciste a discrètement aidé les agents nationalistes macédoniens et croates qui ont assassiné à Marseille le roi Alexandre de Yougoslavie et le Ministre français des Affaires étrangères Louis Barthou.

Ces événements ne furent pas les seuls à faire revenir de ses illusions une bonne partie des décideurs français. Les espoirs que ceux-ci avaient nourris ne résistèrent pas à la guerre d'Abyssinie et au vote des sanctions de la SDN contre Rome qui jeta en 1936 Mussolini dans les bras de l'Allemagne. Ainsi, en 1937, l'Italie était considérée par l'état-major français comme un possible ennemi pouvant menacer les communications franco-britanniques⁹⁷. L'amiral Darlan, chef d'état-major de la Marine précisa lui-même dans une note rédigée au lendemain de Munich que la France devrait dans une guerre avec l'Allemagne également se battre contre l'Italie en Méditerranée⁹⁸. Certes, une partie des diplomates ainsi que l'état-major de l'Aviation continuaient à espérer que par une politique d'apaisement il serait possible au moins de garder l'Italie neutre pendant un éventuel conflit avec l'Allemagne. Cependant, l'idée d'une Italie alliée, en solidarité d'intérêts avec la France n'était plus à l'ordre du jour, surtout après que, le 30 novembre 1938, la Chambre italienne eut acclamé, en présence de l'ambassadeur de France André François-Poncet, des revendications territoriales sur Nice ou la Corse.

Ainsi, l'influence italienne dans les Balkans devenait également un problème pour les alliances de revers françaises une fois que la perspective d'une Italie alliée était

⁹⁵ Georges CHRISTOPOULOS (dir.), *Ιστορία του Ελληνικού Έθνους. ΙΕ': Νεώτερος Ελληνισμός από το 1913 ως το 1941* (Histoire de la nation grecque. XV: L'Hellénisme contemporain de 1913 à 1941), Ekdotiki Athinon, Athènes, 1978, pp. 289-290.

⁹⁶ Jean-Baptiste DUROSELLE, *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, 12ème édition revue par André Kaspî, Paris, Armand Colin, 2001, p. 75.

⁹⁷ Jean-Marie PALAYRET, *L'alliance impossible. Diplomatie et outil militaire dans les relations franco-italiennes*, Vincennes, Service Historique de la Marine, 2004, pp. 430-431.

⁹⁸ Elisabeth du REAU, *Edouard Daladier*, Paris, Fayard, 1993, pp. 299 et suiv.

sérieusement invalidée, et qu'au contraire Rome faisait figure d'adversaire méridional en cas de conflit. Paris devait alors non se concilier les ambitions fascistes mais défendre sa prépondérance sur des Etats comme la Yougoslavie ou la Roumanie à l'influence de l'Italie qui pouvait fonctionner comme un fédérateur des forces révisionnistes de la région.

2.1.3. La Grande Bretagne dans les Balkans : allié ou concurrent de la France ?

Bien qu'impliqué indirectement dans les affaires balkaniques, le facteur britannique contribuait à sa manière à la contestation de l'ordre français en Europe du sud-est. Nous avons vu précédemment que la lutte d'influence franco-britannique qui s'était jouée en Anatolie au début des années 1920 avait largement contribué à éloigner la France de la Méditerranée et à replier l'influence parisienne sur le continent uniquement. Même cette influence continentale était cependant vue d'un très mauvais œil par le facteur britannique, fort suspicieux face aux projets français de fronts de détournement. Pour Londres en effet, le maintien de la paix en Europe ne passait pas l'encerclement de l'Allemagne mais plutôt par un équilibre de puissances où l'Allemagne serait économiquement forte⁹⁹. Ainsi les gouvernements britanniques des années 1930 ont constamment préféré, au nom de l'équilibre européen, reconnaître à Berlin un droit de regard sur les affaires orientales. Par conséquent, l'intrusion économique allemande était acceptée sinon encouragée par Londres, même après l'annexion des Sudètes par le Reich. Le 1^{er} novembre 1938, le premier ministre britannique Neville Chamberlain avait à ce titre clarifié dans un discours à la Chambre des Communes que l'Allemagne constituait le marché naturel pays d'Europe du sud-est et qu'il n'était donc pas question de l'exclure d'une façon ou d'une autre de cette région¹⁰⁰. En ce sens l'action britannique influait défavorablement pour la France le *statu quo* balkanique.

Le problème se posait différemment pour la Grande Bretagne en ce qui concernait l'intrusion italienne dans les Balkans et surtout en Méditerranée orientale. Les gouvernements britanniques considéraient que cette dernière zone était stratégiquement

⁹⁹ Eleanor M. GATES, *End of the affair: the collapse of the Anglo-French Alliance 1939-1940*, Berkeley LA, University of California Press, 1981, pp. 9-10.

¹⁰⁰ Dimitri KITSIKIS, « La Grèce entre l'Allemagne et l'Angleterre de 1936 à 1941 », *Revue historique*, vol. CCXXXVIII, Paris, été 1967, p. 91.

indispensable pour assurer les communications maritimes entre les différentes parties de l'Empire colonial anglais. Depuis le 19^{ème} siècle, Londres s'était acquis des territoires stratégiques comme Chypre en 1878, l'Egypte et Suez en 1882, puis la Palestine en 1920. Lorsque Mussolini envahit l'Ethiopie en 1935, l'action britannique visa à se créer des relais supplémentaires en Méditerranée orientale, en commençant par renforcer la présence anglaise en Grèce. En novembre 1935, le gouvernement Chamberlain encouragea le rétablissement de la monarchie à Athènes en la personne du roi Georges II. Avant de retrouver son trône, le souverain grec avait passé un long exil à Londres et, de l'aveu des ses plus proches compagnons, et il était profondément attaché à l'Angleterre au point que cet attachement était devenu « *un des constituants fondamentaux de son caractère* »¹⁰¹. Au-delà du strict cadre politique, le facteur britannique pouvait aussi fonder son action sur une indéniable implantation économique. Pour la Grèce en effet, la Grande Bretagne faisait office de principal créancier depuis la fin du 19^{ème} siècle et surtout après la première guerre mondiale et pouvait ainsi modérer l'écrasante domination économique de l'Allemagne¹⁰². Ainsi, les diplomates français n'hésitaient pas à reconnaître que l'influence britannique en Grèce était prédominante et qu'il était très difficile pour la France de se faire dans ces conditions sa propre place dans le pays : il fallait utiliser le facteur britannique comme médiateur des relations franco-helléniques¹⁰³. Les stratégies française et britannique étaient donc amenées à se croiser.

Face au risque italien, la Grande Bretagne tourna également son regard vers la Turquie. Pendant longtemps les relations anglo-turques avaient souffert du souvenir du démantèlement de l'Empire ottoman puis du conflit autour de l'appartenance des champs pétrolifères de Mossoul, qui n'avait pris fin au profit de la Grande Bretagne qu'à la fin des années 1920. Or, au lendemain de la crise éthiopienne le gouvernement Chamberlain manifesta ouvertement son intérêt pour les affaires turques. L'occasion d'un tel

¹⁰¹ Panayotis PIPINELIS, cité par Dimitri KITSIKIS « La Grèce entre l'Allemagne et l'Angleterre de 1936 à 1941 », *Revue historique*, vol. CCXXXVIII, Paris, été 1967, p. 87.

¹⁰² Selon Dimitri Kitsikis, la part de la Grande Bretagne dans les sommes dues par la Grèce s'élevait en 1932 à 67%. L'auteur note à ce sujet : « *si la dépendance commerciale de la Grèce à l'égard de l'Allemagne datait seulement de 1932, la dépendance économique à l'égard de l'Angleterre, beaucoup plus profonde et durable, datait de la fondation du royaume au 19^{ème} siècle. Elle était surtout de nature financière* ». Dimitri KITSIKIS « La Grèce entre l'Allemagne et l'Angleterre de 1936 à 1941 », *Revue historique*, vol. CCXXXVIII, Paris, été 1967, pp. 97 et 112.

¹⁰³ Jacques THOBIE, Introduction à *La France, la Grèce et les Balkans dans les années 1930. Balkan Studies* XXIX, 1, Salonique, Institut d'Etudes Balkaniques, 1988, pp. 3-28.

rapprochement se présenta en juillet 1936, lors de la Conférence internationale de Montreux qui devait réviser le statut des Détroits du Bosphore et des Dardanelles. La diplomatie britannique acquiesça pleinement aux exigences turques : avec son soutien, la commission des Détroits fut supprimée et la Turquie fut autorisée à remilitariser la zone et en interdire en temps de guerre le passage aux bâtiments militaires étrangers. Par ce soutien, la Grande Bretagne s'éloignait clairement de la ligne de l'apaisement en Méditerranée. Elle escomptait en échange qu'une alliance avec la Turquie lui permettrait de garantir ses propres communications maritimes en Méditerranée. Ainsi, face au danger italien, la Grande Bretagne était en passe de s'implanter stratégiquement sur le flanc sud de la péninsule balkanique¹⁰⁴.

Quel qu'ait été cependant le regain d'intérêt britannique pour les affaires orientales, la Grande Bretagne n'avait en aucun cas manifesté l'intention de s'impliquer dans des fronts de diversion vis-à-vis de l'Allemagne ni même de les soutenir. Sa politique était prudente et visait avant tout à disposer de solides relais pour surveiller les mouvements italiens en Méditerranée. En ce sens, elle devenait un difficile interlocuteur de la France en Europe du sud-est.

2.1.4. Le retour de l'ours russe ? L'inconnue soviétique dans le théâtre balkanique.

Au-delà du retour de la Grande Bretagne sur la scène orientale, la conférence de Montreux avait également marqué l'intérêt de l'Union Soviétique pour cette même région. Moscou avait négativement réagi à la réforme du statut des Détroits. Dès lors qu'ils passaient sous la pleine souveraineté d'une Turquie soutenue par la Grande Bretagne, ils risquaient de devenir une menace pour sa sécurité. Un an auparavant, un épisode similaire avait déjà eu lieu lors de la conférence internationale tenue à Nyon pour lutter contre le trafic d'armes et la piraterie qui faisaient rage en Méditerranée sur fond de guerre civile espagnole. Au moment où la conférence devait confier aux grandes puissances participantes la garde d'une zone spécifique de la Méditerranée, Moscou avait réclamé -sans succès- de partager avec la Turquie le contrôle non seulement de la mer Noire, mais également d'une vaste zone couvrant les Détroits et la partie septentrionale

¹⁰⁴ Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, p.70.

mer Egée, ce qui provoqua une réaction très négative de la part tant des autres grandes puissances que de la Turquie et de la Grèce¹⁰⁵. Ces incidents montraient bien que, comme l'empire russe auquel elle avait succédé, l'Union Soviétique désirait renforcer ses possibilités d'accès assuré aux mers chaudes, ce qui passait obligatoirement par le contrôle sur la mer Noire et les Détroits turcs qui l'unissaient à la Méditerranée.

Cette question semblait pourtant avoir été réglée par la relation amicale que Moscou avait instaurée avec Ankara depuis le début des années 1920. Les deux régimes s'étaient symboliquement retrouvés dans le souvenir d'une lutte commune menée à la fin de la première guerre mondiale à la fois contre des vieux régimes impériaux et contre les projets impérialistes de la France et de la Grande Bretagne en Orient¹⁰⁶. Moscou avait reconnu la Turquie kémaliste dès 1921. En 1925, les deux Etats avaient renouvelé leurs relations autour d'un traité d'amitié et de neutralité qui interdisait notamment toute adhésion de l'un dans une alliance directement ou indirectement dirigée contre l'autre¹⁰⁷. Faute de contrôler directement les Détroits, le Kremlin s'accommodait ainsi de la souveraineté sur eux d'une Turquie qui lui était intimement sinon exclusivement liée¹⁰⁸.

Cependant, le rapprochement anglo-turc remettait en cause ce compromis. Depuis le 18^{ème} siècle, la Grande Bretagne et la Russie s'étaient à maintes fois affrontées autour du contrôle des accès orientaux de la Méditerranée. Pour la Grande Bretagne, il s'agissait d'éviter une descente russe toujours plus au sud, capable à terme de menacer le canal de Suez. Pour la Russie, il fallait éviter une possible entrée des marines d'autres grandes puissances en mer Noire. Il n'est pas de notre propos ici de revenir en détail sur l'histoire de cet antagonisme. Toujours est-il que l'Anatolie et les Balkans en avaient fait les frais à

¹⁰⁵ En tant que membre de la délégation française à Nyon, René Massigli (qui devait un an plus tard devenir ambassadeur de France à Ankara) se déclara dans une lettre à Alexis Léger « *frappé de l'attitude de plus en plus défiante des pays de la Méditerranée orientale à l'égard de l'URSS. Sous le manteau de l'antibolchevisme, toutes les réactions traditionnelles contre la poussée slave en Méditerranée se sont manifestées et la surveillance des routes maritimes va fournir aux marins anglais qui n'en s'en cachent pas l'occasion de se réinstaller dans la partie nord de la mer Egée pour tenir le débouché des Dardanelles* ». Raphaëlle ULRICH-PIER, *René Massigli: une vie de diplomate*, Bruxelles, Peter Lang, 2006, pp. 416 et suiv. Voir aussi Dilek BARLAS, *Etatism and Diplomacy in Turkey: Economic and Foreign Policy Strategies in an uncertain world 1923-1939*, New York, Brill, 1998, p. 185.

¹⁰⁶ Kamuran GÜRÜN, *Türk-Sovyet İlişkileri 1920-1953 (Les relations turcosoviétiques 1920-1953)*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi, 2001, pp. VII-VIII.

¹⁰⁷ « Traité de neutralité et de non-agression », MAE, dossier Fouques-Duparc 75, 17/15/1925.

¹⁰⁸ Abdil BICER, « Le Pacte Balkanique et le jeu des alliances de 1933 à 1939 d'après les attachés militaires en poste en Turquie » dans *La France et les Balkans. Revue Historique des Armées* n° 226, Paris, Mars 2002, p. 97.

plusieurs reprises tout au long du 19^{ème} siècle, avec en point culminant la guerre de Crimée de 1856. En 1938, les mémoires étaient encore fraîches. Vingt ans auparavant, au lendemain de la Grande Guerre, les armées françaises et britanniques qui occupaient Constantinople avaient franchi les Détroits pour mener des opérations contre les armées bolcheviques en URSS¹⁰⁹.

Une possible rivalité anglo-russe n'allait donc pas être sans conséquences sur les combinaisons diplomatiques dans la région. Pour la France, une stratégie de diversion pouvait difficilement se passer, sinon du soutien actif, au moins de la neutralité bienveillante de Moscou vis-à-vis de son dispositif diplomatique dans les Balkans. Or, l'épisode de Montreux venait rappeler que l'Union Soviétique pouvait reprendre à son compte les vieilles ambitions impériales russes sur la péninsule balkanique. On savait que Moscou n'avait jamais formellement reconnu l'annexion par la Roumanie de sa province de Bessarabie qui jouxtait la rive nord du delta du Danube et que les relations entre les deux pays étaient toujours empoisonnées par cette question. On se souvenait d'autre part qu'une telle ambition expansionniste pouvait fort bien aller jusqu'à la mer Egée, voire même à Istanbul. Un peu plus d'un demi-siècle auparavant, en 1877, lors d'une guerre avec l'Empire ottoman, les armées russes parties de Bessarabie avaient franchi le Danube et atteint les faubourgs de Constantinople. Le Tsar avait pu imposer au Sultan le traité de San Stefano qui créait une Bulgarie pro-russe s'étendant du Danube à la Chalcidique, avant que les autres puissances européennes n'imposent une révision de ce traité un an plus tard. En dépit d'une certaine modération qui avait jusque là prévalu dans la politique étrangère soviétique, la suspicion d'une répétition de ce scénario demeurait forte dans les milieux diplomatiques européens, ce qui compliquait d'autant plus l'équation orientale.

2.2. Solidarité d'intérêts et crise de confiance : la politique à double face des Etats balkaniques.

2.2.1. Face à la montée des périls, des alliances « naturelles » ?

Dans ce cadre de contestation de l'influence française, les Etats des Balkans eux-mêmes devaient *a priori* se sentir solidaires de la politique française. Seule la Bulgarie avait des raisons objectives de se rapprocher de l'Italie ou de l'Allemagne dans l'espoir

¹⁰⁹ Franck MARZARI, « Western-Soviet Rivalry in Turkey 1939 » dans *Middle Eastern Studies*, vol. VII, 1971, n° 1, pp. 64 et suiv.

de récupérer tout ou partie de la Macédoine et son accès à la mer Egée qu'elle avait perdus au profit de ses voisins en 1919. Face à elle la Yougoslavie, la Roumanie, la Grèce et aussi la Turquie se déclaraient officiellement satisfaites du *statu quo* de 1919 que la France entendait défendre.

Le dispositif diplomatique en place en 1938 n'était pas à première vue défavorable aux intérêts français. Paris demeurait toujours liée contractuellement à la Yougoslavie et la Roumanie, les traités franco-roumain et franco-yougoslave ayant été renouvelés en 1936 et 1937 respectivement et prévoyant que les signataires se concerteraient -y compris au niveau des états-majors- en cas d'agression non-provoquée contre l'un d'eux¹¹⁰. Autre dispositif intéressant, l'Entente Balkanique formée en 1934 obligeait ces deux pays ainsi que la Grèce et la Turquie à s'aider mutuellement en cas d'attaque bulgare. La montée en puissance des forces révisionnistes était perçue comme une réelle menace pour la sécurité et l'intégrité de chacun de ces Etats qui en tant que membres de la Société des Nations avaient adhéré aux principes de la sécurité collective¹¹¹.

L'angoisse face au révisionnisme avait d'ailleurs tendance à se concrétiser. Dès les lendemains de la guerre d'Abyssinie, le danger italien et les moyens d'y faire face étaient désormais des sujets de préoccupation constante, au moins à Athènes et à Ankara. Le ministre de France à Athènes, Henri Cosme, écrivait au sujet de la Grèce en juillet 1938 que la lutte contre le révisionnisme était l'un des fondements de sa politique extérieure qui se rapprochait de la France et de l'Angleterre : *« il y a d'abord l'inquiétude que fait naître dans tous les esprits la politique impérialiste de l'Italie. On n'oublie pas ici l'occupation du Dodécanèse, on n'y oublie pas non plus l'affaire de Corfou. On y est convaincu enfin qu'en cas de complications, le gouvernement de Rome serait tenté de mettre la main sur les îles ioniennes »*. Selon Cosme, Athènes redoutait également l'Allemagne et son intrusion dans les Balkans qui apparaissaient *«comme étant de nature, depuis que l'Anschluss a rendu l'Allemagne limitrophe de la Yougoslavie, à faciliter le*

¹¹⁰ « Obligations contractuelles entre la France, la Roumanie et la Yougoslavie », MAE, dossier Hoppenot 7, non daté.

¹¹¹ L'un des théoriciens de « l'esprit de Genève » était d'ailleurs l'ancien Ministre Affaires étrangères de Vénizelos puis Ministre de Grèce en France Nicolas Politis. Dans l'un de ses ouvrages, il défendit ardemment le principe de la sécurité collective au nom de la maxime *« qui peut et n'empêche pêche »*. Nicolas POLITIS, *La neutralité et la paix*, Paris, Hachette, 1935.

Drang nach Osten qui reste l'un des buts de la politique allemande et dont Salonique et Dédéagatch pourraient être les deux buts premiers »¹¹². Du côté turc, un rapport diplomatique parlait en octobre 1938 d'une « *appréhension presque physique* » que causait la politique de l'Italie au Levant « *et, spécialement, sa position stratégique dans le Dodécanèse* »¹¹³. Tant pour le cas grec que pour le cas turc, les diplomates français en poste affirmaient que cette crainte de l'Allemagne et de l'Italie ne pouvait déboucher que sur une véritable solidarité d'intérêts avec la France en cas de conflit: le roi Georges II de Grèce et son Premier ministre Ioannis Métaxas étaient, selon Henri Cosme, décidés à « *rendre la Grèce solidaire de l'Angleterre et la France* » ; pour Louis Lagarde, la Turquie avait opté « *pour l'hypothèse d'une action aux côtés de la Grande Bretagne, de la France ou de la Russie ou à tout le moins d'une neutralité activement favorable à ce groupe de nations* ».

Des faits étaient là pour confirmer cette image. Dans la perspective d'une guerre européenne où elles se retrouveraient impliqués, tant la Grèce que la Turquie se tournaient vers les puissances occidentales pour assurer leur protection. Du côté grec, certains signes montraient un incontestable effort de rapprochement avec l'occident. Le roi Georges II profitait du vaste réseau de connaissances et d'amitiés qu'il s'était constitué à Londres pour y demander au cours de voyages réguliers une protection efficace pour son pays en cas de guerre. L'un de ces voyages avait eu lieu en novembre 1937. Avant d'arriver en Angleterre, Georges II s'était arrêté à Paris où il a plaidé pour un rapprochement commercial entre la France et la Grèce afin de mettre fin à la prédominance économique allemande¹¹⁴. Quelques jours plus tard, il rencontra à Londres le Premier ministre Neville Chamberlain à qui il proposa qu'un pacte méditerranéen sous la conduite de la Grande Bretagne empêche tout changement violent du *statu quo* en Méditerranée orientale¹¹⁵.

On pouvait s'attendre également à ce que la Roumanie se tourne activement vers la France face aux ambitions territoriales de la Bulgarie sur la Dobroudja et de la Hongrie

¹¹² Athènes à Diplomatie n° 72, MAE, dossier Grèce 203, 11/7/1938.

¹¹³ Zongouldak à Diplomatie n° 3, MAE, dossier Turquie 628, 15/10/1938.

¹¹⁴ Paris à YPEX n° 4126, GAK, dossier K65/46, 6/11/1937.

¹¹⁵ Londres à YPEX n° 3020, GAK, dossier K65/46, 12/11/1937 ; et aussi Londres à YPEX n° 38, AYE, dossier 1938/A/8/3, 2/1/1938.

sur la Transylvanie. Dans la foulée de la crise sudète, Berlin et Rome avaient par l'arbitrage de Vienne permis à Budapest de réaliser une partie de ses aspirations irrédentistes au détriment de la Tchécoslovaquie. A la fin de 1938, tant la Hongrie que la Bulgarie étaient en proie à une grande agitation pour obtenir de la même manière une révision de leurs frontières avec la Roumanie¹¹⁶. Le roi Carol s'était d'ailleurs à son tour empressé de se rendre à Paris et à Londres à la mi-novembre 1938 pour faire part de ses inquiétudes à ce sujet et demander en priorité une reprise des liens commerciaux avec la France et la Grande Bretagne¹¹⁷.

2.2.2. Une solidarité mutilée.

Il faut cependant largement relativiser cette solidarité de principe. La monnaie balkanique possédait une deuxième face qui tendait justement à l'éloigner de la France. La mainmise économique de l'Allemagne constituait en 1938 un état de fait dont il était difficile de se défaire sans risquer l'effondrement des fragiles économies agraires des Balkans. Les régimes politiques en place tendaient de plus en plus à s'éloigner de la démocratie libérale prônée par la France. En Turquie, le régime kémaliste instauré en 1923 était constitué d'un pouvoir présidentiel fort où le Parlement monopolisé par le Parti Républicain du Peuple ne jouait que peu de rôle¹¹⁸. La Yougoslavie avait basculé dans un régime monarchique sans véritable vie parlementaire depuis les réformes constitutionnelles du roi Alexandre en 1929¹¹⁹. En Grèce, le roi Georges II avait autorisé en août 1936 le général Métaxas à suspendre la Constitution, dissoudre le Parlement et instaurer un régime dont certains éléments - le plus symbolique étant la pratique du salut romain- étaient directement empruntés aux totalitarismes allemand et italien. En Roumanie enfin, le roi Carol se retrouva débordé à la fin de 1937 par la montée en puissance de la Garde de Fer qui était calquée sur le modèle des Faisceaux italiens. Pour remédier à cette situation, le monarque mit fin au régime parlementaire en février 1938,

¹¹⁶ Cette agitation est décrite en détail en ce qui concerne la Bulgarie dans les télégrammes de Sofia à Diplomatie n° 315 du 8/11/1938, n°328 du 22/11/1938 et n°343 du 7/12/1938, MAE, dossier Roumanie 180.

¹¹⁷ Londres à Diplomatie n° 2941, MAE, dossier Roumanie 182, 15/11/1938 ; et aussi Paris à YPEX n°4076, AYE, dossier 1938/A/9/4, 25/11/1938.

¹¹⁸ William HALE, *Turkish Foreign Policy 1774-2000*, Londres, Cass, 2000, p. 81.

¹¹⁹ Dusan T. BATAKOVIC, *Yougoslavie. Nations, Religions, Idéologies*, Paris, L'Âge d'Homme, 1994, p. 173.

renforça son pouvoir personnel et remplaça les partis politiques par un Front de la Renaissance Nationale¹²⁰.

Bien que n'étant pas à proprement parler fascistes, ces régimes de plus en plus autoritaires offraient un terrain privilégié à l'Allemagne pour asseoir son prestige politique au détriment de l'influence française. L'attaché militaire de France à Athènes avait par exemple averti Paris que les manifestations de l'Organisation Nationale de la Jeunesse (*Ethniki Organossis Neolaias*) instaurée par Métaxas tendaient de plus en plus à « germaniser » le régime grec et préparer l'opinion publique à un rapprochement diplomatique avec Berlin¹²¹. Depuis la Roumanie, l'ambassadeur de France Adrien Thierry se montrait très inquiet sur l'évolution du régime du roi Carol vers un modèle allemand : « nous assistons à la disparition d'un des liens spirituels les plus solides qui unissaient la France et la Roumanie, à savoir une conception commune des rapports de l'homme et de la puissance publique »¹²². Les rapports consulaires faisaient également état d'une influence politique de plus en plus pesante de l'Allemagne et d'une perte sensible du prestige de la France. En octobre 1938, Louis Lagarde qui était consul de France dans la ville turque de Zongouldak avertissait en ce sens : « les organes les plus répandus dans la clientèle locale sont ceux-là même que distingue leur habituelle animosité à notre égard et, spécialement, l'officieux *Cumhuriyet* (...). Les éléments de l'opinion favorables à la France sont en passe de devenir timides, incertains et fragiles (...). L'effort financier presque simultanément consenti par l'Allemagne en faveur de l'économie turque est encore venu renforcer le prestige local du troisième Reich »¹²³. Confirmant les observations de Lagarde, l'éditorial de *Cumhuriyet* fustigea le 6 décembre 1938 le régime « faible et impuissant », dont « la France s'obstine toujours à ne pas se défaire (...), source même de tous les déboires qu'elle subit »¹²⁴.

Les diplomates français n'avaient donc pas tort de s'inquiéter : tout au long des années 1930, le prestige de la France n'avait cessé de se dégrader non seulement au sein des opinions publiques locales, mais surtout au sein de la classe politique des Etats des

¹²⁰ Georges CASTELLAN, *Histoire des Balkans*, Paris, Fayard, 1991, p. 416.

¹²¹ AM Athènes à l'EMA n° 237, SHD-DAT, carton 7N2876, 21/1/1939.

¹²² Bucarest à Diplomatie n° 178, MAE, dossier Roumanie 173, 16/4/1938.

¹²³ Zongouldak à Diplomatie n° 108, MAE, dossier Turquie 628, 15/10/1938.

¹²⁴ *La République*, 6/12/1938.

Balkans. Une série d'événements faisait désormais douter de la volonté et surtout de la capacité de la France à se poser en protecteur efficace face aux périls. L'absence de réaction française face à la remilitarisation la Rhénanie par Hitler en mars 1936 fut un choc de poids prouvant l'incapacité de la France à tenir son rôle de grande puissance garante du *statu quo* de 1919¹²⁵. Ainsi, tout au long de l'année 1938, Paris offrait l'image d'une ancienne puissance instable et en voie de déchéance. Le chargé d'affaires français à Bucarest Henri Spitzmuller écrivait ainsi dans une de ses dépêches au Quai d'Orsay que, selon la presse roumaine, la France était « *paralysée à l'intérieur par les difficultés sociales et à l'extérieur par la politique négative en ce qui concerne l'Europe centrale* » et que par conséquent « *elle ne peut à l'heure actuelle apporter un secours efficace aux petits pays d'Europe centrale* »¹²⁶.

Au-delà des observations des diplomates français, les archives diplomatiques grecques que nous avons pu explorer plus en détail nous montrent que la solidarité d'intérêts avec la France était sérieusement invalidée par les doutes persistants sur les capacités françaises. Au lendemain de Munich, le Ministre de Grèce en France Nicolas Politis concluait en trois points une longue dépêche sur la politique étrangère française : « (1) *La position future de la France en Europe semble, dans l'état actuel des choses, impossible à définir. (2) La position du gouvernement et de ses amis gravite autour de l'idée selon laquelle la France doit conserver sa place de grande puissance en Europe, sans pour autant avoir à assumer les charges et les dangers que suppose la politique d'une grande puissance. (3) Le gouvernement rejette la méthode de la résistance et préfère celle du compromis* »¹²⁷. Dans une des dépêches qui suivirent, Politis s'interrogeait ouvertement sur la volonté de la France de s'opposer à l'expansion allemande en Europe centrale¹²⁸.

Ces conditions de doute extrême plaçaient les Etats des Balkans dans une situation stratégique pour le moins paradoxale. Dans une Europe au seuil de la guerre, leur attachement au *statu quo* de 1919 tendait à les rapprocher d'un bloc franco-

¹²⁵ Jacques THOBIE, Introduction à *La France, la Grèce et les Balkans dans les années 1930*. *Balkan Studies* vol. XXIX, n°1, Salonique, 1988, pp. 3-28.

¹²⁶ Bucarest à Diplomatie n° 169, MAE, dossier Roumanie 154, 12/4/1938.

¹²⁷ Paris à YPEX n° 3748, AYE, dossier 1938/A/9/4, 31/10/1938.

¹²⁸ Paris à YPEX n° 4293, AYE, dossier 1938/A/9/4, 9/12/1938.

britannique auquel ils ne faisaient cependant pas confiance pour les protéger efficacement. Les diplomates et les militaires considéraient dès lors leurs pays doublement vulnérables face à l'agressivité des forces révisionnistes d'une part et l'incapacité du camp franco-britannique d'autre part.

2.2.3. Solidarité conditionnelle d'intérêts : les politiques prudentes des Etats balkaniques dans la perspective d'un conflit.

Les archives diplomatiques et militaires grecques nous permettent de voir comment, dans ce cadre incertain, l'un des gouvernements balkaniques se préparait à la perspective d'une guerre européenne. La question s'était posée à Athènes dès la fin de 1935, lorsque la guerre d'Abyssinie éveilla la crainte d'un conflit impliquant l'Italie voisine.

Le Conseil Supérieur de la Défense Nationale, organe suprême de décision en matière de politique étrangère, dut se réunir en janvier 1936 pour décider de la position grecque au cas où, au nom de la SDN, la France et la Grande Bretagne déclaraient la guerre à l'Italie. Pour le Premier ministre de l'époque Constantin Demertzis, la situation était extrêmement difficile : l'appartenance de la Grèce au sein de la SDN obligeait en principe le gouvernement à s'associer à Paris et à Londres, d'autant plus qu'il se sentait lui-même menacé par les ambitions italiennes. Les trois chefs d'état-major s'étaient montrés cependant extrêmement sceptiques face à cette éventualité et avaient précisé dans un rapport soumis au gouvernement en octobre 1935 que la Grande Bretagne n'avait pris en échange aucun engagement pour défendre la Grèce face une attaque bulgare au nord ou encore aux attaques aériennes italiennes ; les chefs militaires avaient conclu leur rapport en ces termes: « *un engagement dans un conflit anglo-italien comporte de graves dangers et des conséquences catastrophiques pour la Grèce* »¹²⁹. Même sous l'influence d'un roi perçu comme anglophile, le premier ministre Demertzis avait dû s'incliner aux vues de l'état-major en déclarant au conseil que face à d'éventuelles représailles italiennes « *personne ne serait en position de nous couvrir* »¹³⁰. L'épisode de la guerre

¹²⁹ GES, rapport pour le gouvernement, GAK, dossier K65/81, 8/10/1935.

¹³⁰ Procès verbal du Conseil Supérieur de la Défense Nationale du 11/1/1936, DIS, doc. 4-784/Z-2a. Institué par le roi Georges II dès son retour en Grèce en novembre 1935, le Conseil Supérieur de la Défense Nationale (Ανώτατον Συμβούλιον Εθνικής Αμύνης) réunissait le roi, le prince-héritier, le Premier ministre,

d'Abyssinie est intéressant car il n'illustre rien de moins que le paradoxe entre solidarité d'intérêts et manque de confiance. L'attaché naval français écrivait en ce sens : « *l'influence britannique est ici immense, mais la Grèce ne croit plus à l'efficacité totale de la protection franco-britannique ; elle craint les ricochets de la bagarre* »¹³¹.

Pour remédier à ce manque de confiance, les cercles politiques et militaires athéniens cultivèrent l'idée que l'alliance avec la France et la Grande Bretagne ne devait pas être automatique mais faire désormais l'objet de conditions. En janvier 1936, les chefs d'état-major de l'armée hellénique envoyèrent au gouvernement Demertzis un mémoire complétant leur rapport d'octobre 1935 et intitulé « *Conditions sous lesquelles la Grèce pourrait participer à une guerre contre l'Italie, soit en tant qu'allié de la Grande Bretagne, soit en tant que membre de la SDN* ». Divisé en cinq parties le mémoire prévoyait que la Grèce pourrait soutenir la France et la Grande Bretagne uniquement si ces deux puissances envoyaient d'importantes fournitures militaires (notamment en artillerie et en DCA) ainsi que des missions d'instruction des officiers grecs, et si d'autre part la Grande Bretagne stationnait en permanence des forces navales dans une base de la mer Egée afin de garantir les communications maritimes du royaume et de défendre le territoire grec contre une éventuelle menace venant du Dodécanèse¹³² : vastes exigences, que la Grèce n'avait à aucun moment posées pour entrer en guerre en 1917.

Face à l'éventualité d'une guerre européenne, des rapports similaires ne cessèrent de parvenir aux Cabinets de Demertzis, puis de Métaxas qui lui succéda en avril 1936. Tous plaçaient de la fourniture de matériel militaire français et britannique une condition *sine qua non* pour que la Grèce soutienne les alliés dans un éventuel conflit avec l'Allemagne et l'Italie. Dans un élan rhétorique, le chef d'état-major de la Marine expliqua en juin 1936 à Métaxas que dans le cas contraire « *la Grèce se retrouvera dans la position d'un nouveau-né jeté par le dresseur de fauves dans la cage du tigre puis abandonné à son sort* »¹³³. Alors que la crise des Sudètes devenait menaçante pour la

les ministres des Armées, de la Marine, de l'Aviation et de l'Economie ainsi que le Chef d'état-major de l'Armée.

¹³¹ Athènes à Marine n° 60, SHD-DM, carton 1BB7-168, 16/3/1938.

¹³² GES, rapport complémentaire au rapport du 8/10/1935 n° 29231, GAK, dossier K65/84, 20/1/1936.

¹³³ GEN à Métaxas n° 477, GAK, dossier K65/83, 27/6/1936.

paix européenne, l'ancien conseiller diplomatique de Vénizelos, Léon Maccas, adressa en ce sens une lettre à Métaxas. Il y soutenait que si la neutralité s'avérait impossible, le gouvernement devait négocier une alliance avec la France et la Grande Bretagne comprenant pour la Grèce « *la garantie d'une place lors du règlement de la paix* »¹³⁴. Ce point -et surtout la façon dont il était formulé- visaient en fait à éviter au pays les aventures de son entrée inconditionnelle dans la grande guerre en 1917. Le gouvernement, les militaires, les diplomates ou l'opinion publique grecs avaient depuis gardé l'amertume d'avoir été lâchés par leurs alliés dès le lendemain du conflit mondial, lors de la guerre menée par la Grèce contre les troupes kémalistes en Asie Mineure. Quinze ans plus tard, des craintes pour la répétition d'un tel scénario ne semblaient pas infondées. Elles étaient au contraire amplifiées par la complaisance qu'avaient pu montrer Paris et Londres face aux ambitions italiennes en Europe orientale¹³⁵. Au moment où le dilemme d'une alliance avec les mêmes puissances se posait à nouveau, la « *garantie d'une place* » revêtait un caractère hautement symbolique : échapper au sort d'un pays dont le destin était à la merci de ses puissances protectrices, et assurer une relation de réciprocité avec ces dernières.

Au lendemain de la conférence de Munich, le premier ministre grec, Ioannis Métaxas, avait ouvertement demandé au ministre britannique à Athènes, Sydney Waterlow, que, face au danger d'une guerre européenne, les deux pays concluent une véritable alliance dans laquelle l'armée britannique pourrait librement bénéficier des bases terrestres, maritimes et aériennes situées en territoire grec. Son offre n'était pourtant pas inconditionnelle. Prenant prétexte du rapprochement turco-britannique, Métaxas ajouta à son interlocuteur : « *je ne pense pas seulement à nos relations politiques, mais également à l'aide économique, aux crédits et autres dont nous avons besoin pour notre renaissance nationale et dont nous considérons, surtout vis-à-vis de ce que vous faites pour la Turquie, que nous sommes en droit d'attendre de vous* ». Londres réagit négativement et considéra cette offre comme dangereuse en se fondant sur

¹³⁴ Maccas proposait que la France et la Grande Bretagne s'engagent formellement à ce qu'à la fin du conflit la Grèce annexe l'Epire du nord ainsi que le Dodécanèse. Maccas à Métaxas, GAK, dossier K65/49, 12/9/1938.

¹³⁵ Jacques THOBIE, Introduction à *La France, la Grèce et les Balkans dans les années 1930*. *Balkan Studies* vol. XXIX, n°1, Salonique, 1988, pp. 3-28.

plusieurs points: la Grèce n'offrait pas de réelles possibilités en matière d'infrastructures ; une telle alliance risquerait de provoquer l'Italie et aussi d'impliquer la Grande Bretagne dans les différends gréco-bulgares ; Métaxas pourrait manquer de sincérité et utiliser l'alliance avant tout pour renforcer à l'intérieur son régime dictatorial¹³⁶.

Si cette tentative resta sans lendemain, elle montra bien comment la politique étrangère grecque tendait ainsi à devenir beaucoup plus exigeante vis-à-vis de ses alliés « naturels », dont elle attendait désormais des engagements concrets et rapides. Qui plus est, les autres Etats balkaniques ne se sont pas montrés moins exigeants que la Grèce dans leurs demandes à la France et à la Grande Bretagne. La reprise de leurs commandes de matériel militaire était le plus souvent assortie de conditions assez contraignantes, la première d'entre elles étant la demande de crédits pour leur paiement. En décembre 1936, la France avait dû ainsi accorder un crédit de 75 millions de Francs à la Roumanie pour l'achat d'une vingtaine d'avions Bloch 210¹³⁷. Au printemps 1938, c'était la Turquie qui avait obtenu de la part de la Grande Bretagne un crédit de six millions de livres pour ses dépenses militaires¹³⁸. Comme nous l'avons vu pour le cas grec, la question des crédits et des fournitures militaires était centrale non seulement au niveau matériel mais également d'un point de vue psychologique. L'aide militaire devait prouver la volonté de la France et de la Grande Bretagne de ne pas abandonner leurs petits alliés à leur sort après les avoir exposés dans un conflit, d'établir en somme le lien de confiance nécessaire à la bonne marche d'une alliance.

A défaut, et sans avoir la garantie d'être efficacement protégés, les Etats des Balkans percevaient la solidarité d'intérêts avec la France comme un fardeau qui les exposait à tout moment à l'agressivité de l'Allemagne et de ses alliés. Il n'était donc plus question de s'exposer dans un système français ou franco-britannique mais bien au contraire d'opter pour une attitude discrète et mesurée. Dans ses mémoires, Grégoire

¹³⁶ Ioannis KOLIOPOULOS, « Η Ελλάδα μεταξύ της Αγγλίας και του Άξονα » (« La Grèce entre l'Angleterre et l'Axe ») dans Georges CHRISTOPOULOS (dir), *Ιστορία του Ελληνικού Έθνους. ΙΕ': Νεώτερος Ελληνισμός από το 1913 ως το 1941 (Histoire de la nation grecque. XV: L'hellénisme contemporain de 1913 à 1941)*, Ekdotiki Athinon, Athènes, 1978, p. 401.

¹³⁷ Jacques PLOQUIN, « Alliances militaires et marchés d'avions pendant l'entre-deux-guerres : le cas français (1936-1940) » dans Service Historique de la Défense, *Recueil d'articles et d'études (1981-1983)*, Vincennes, SHAA, 1987, pp. 5-21 et 53-88.

¹³⁸ Selim DERINGIL, *Turkish foreign policy during the second world war*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, pp. 32-36.

Gafenco écrivit en ce sens que « *les diplomates des pays moyens et petits (...) devaient continuellement plaider non-coupables. Il leur fallait prouver que leur pays n'allait pas employer ses faibles forces à attaquer le grand voisin, qu'il ne désirait encercler personne, et qu'il se garderait bien de troubler le courant dont les eaux violentes prenaient leur source dans quelque puissant empire* »¹³⁹.

Plaider non-coupable n'était rien d'autre que tenir une politique étrangère tendant à équilibrer les influences entre toutes les grandes puissances qui jouaient leur jeu dans les Balkans ; assumer en fait un rôle d'Etat-tampon entre la France, la Grande Bretagne, l'Allemagne, l'Italie et l'Union Soviétique en espérant que l'influence des uns neutraliserait celle des autres. Ce principe d'équilibrage et de neutralisation des influences permettrait, pour reprendre les termes de Dimitri Kitsikis, de « *rester, pour assurer sa survie, en-dehors des confrontations entre les grandes puissances* »¹⁴⁰.

Le positionnement ouvert des dirigeants balkaniques suivait en ce sens un raisonnement simple. Leurs pays ne se sentaient officiellement menacés par personne et par conséquent n'avaient pas d'implication dans les querelles internes aux grandes puissances européennes face auxquelles ils pouvaient donc garder des amitiés absolument égales. La conséquence logique fut que, en dépit de leur appartenance à la Société des Nations, les gouvernements optaient continuellement pour une attitude officielle d'absolue neutralité dans les crises qui à partir de 1935 secouèrent l'Europe. Quelle qu'ait été son inquiétude face au réarmement allemand, le gouvernement grec s'est ainsi gardé de condamner la remilitarisation de la Rhénanie en janvier 1936, montrant ainsi, selon une note du Quai d'Orsay, sa « *méfiance à l'égard d'immixtion de la Grèce dans les affaires continentales* »¹⁴¹. Le ton fut le même au moment du recul franco-britannique à Munich : sous étroite censure gouvernementale, la presse grecque se réjouit que les injustices du traité de Versailles aient été enfin réparées par une entente des quatre grandes puissances européennes¹⁴². Du côté turc, la version francophone de l'officieux

¹³⁹ Grégoire GAFENCO, *Derniers jours de l'Europe: un voyage diplomatique en 1939*, Paris, Egloff, 1946, p. 84.

¹⁴⁰ Dimitri Kitsikis, *Η Ελλάδα της 4ης Αυγούστου και οι μεγάλοι δυνάμεις (La Grèce du 4 août et les grandes puissances)*, Athènes, Ikaros, 1974, p. 85.

¹⁴¹ Note « Entente Balkanique », MAE, dossier Balkans 19, 16/5/1936.

¹⁴² Dans son éditorial du 9 octobre 1938, le grand journal athénien *Η Καθημερινή (Le Quotidien)*, commentait ainsi les résultats de la conférence de Munich : « *C'est une œuvre historique qui a été*

journal gouvernemental *Cumhuriyet* suivait une ligne d'égales distances entre la France et l'Allemagne. Son éditorial du 21 octobre 1938 expliquait que la crainte de l'expansion allemande en Europe du sud-est était « *presque tout à fait déplacée, et, en tout cas exagérée* »¹⁴³.

Cette politique dépassait souvent le cadre strict des déclarations officielles. En Yougoslavie par exemple, le gouvernement Stojadinović s'est à partir de 1937 éloigné de son alliance avec la France et opta pour une politique de rapprochement avec des puissances révisionnistes qui nourrissaient des ambitions territoriales contre la Yougoslavie et encourageaient même l'agitation au sein de ses minorités. En mars 1937, Belgrade signa un traité d'amitié avec Rome ; en juillet 1938, elle fut la première capitale balkanique à signer un traité d'amitié avec la Bulgarie révisionniste, tandis que ses échanges commerciaux avec l'Allemagne continuaient à se développer¹⁴⁴. Les diplomates français percevaient que la Yougoslavie suivait désormais une « *politique à double face* »¹⁴⁵. Un rapport retrouvé aux archives du Quai d'Orsay précisait que sa politique continuait de « *louvoyer entre les grandes puissances en donnant une préférence de fait à celles d'entre elles qui sont les plus proches géographiquement c'est-à-dire à l'Allemagne et à l'Italie* »¹⁴⁶. Cette politique se faisait très souvent au détriment de la France. En janvier 1939, au moment où Edouard Daladier se rendait en Tunisie et envisageait dans ses déclarations la possibilité d'une guerre pour résister aux revendications italiennes¹⁴⁷, la Yougoslavie accueillit en visite officielle le ministre des Affaires étrangères du gouvernement fasciste, Galeazzo Ciano. Même si le scénario un moment craint d'une adhésion pure et simple à l'Axe germano-italien ne s'est pas réalisé à l'issue de cette visite, il n'en demeure pas moins que Ciano demanda et obtint probablement de la part des dirigeants yougoslaves l'assurance que Belgrade resterait neutre en cas de conflit franco-italien en Méditerranée¹⁴⁸.

accomplie dans la capitale bavaroise. Les vainqueurs et les perdants séparés par l'héritage du mauvais passé ont déchiré le honteux Traité de Versailles, intarissable source de conflits et de turbulences ».

¹⁴³ *La République*, 21/10/1938.

¹⁴⁴ Georges CASTELLAN, *Histoire des Balkans*, Paris, Fayard, 1991, pp. 436-437.

¹⁴⁵ Athènes à Diplomatie n°72, MAE, dossier Grèce 203, 11/7/1938.

¹⁴⁶ « La Yougoslavie entre l'Allemagne et l'Italie », Rapport de l'Institut d'Etudes Européennes de Strasbourg n° 1330, MAE, dossier Yougoslavie 179, 6/8/1938.

¹⁴⁷ Elisabeth du REAU, *Edouard Daladier*, Paris, Fayard, 1993, p. 310.

¹⁴⁸ Rome à Diplomatie n° 274-275, MAE, dossier Italie 326, 23/1/1939.

Cette politique ambiguë était également celle de la Roumanie telle que la décrivait dans ses rapports Adrien Thierry: face à l'incapacité de la puissance protectrice française, « *l'on semble désireux, à Bucarest, de ne pas s'interdire la possibilité, au cas où cette situation persisterait, de négocier avec l'Allemagne* »¹⁴⁹. Ainsi, au lendemain de l'*Anschluss*, le chargé d'affaires de l'ambassade Henri Spitzmuller avait mis en garde le département contre les tendances trop germanophiles du ministre des Affaires étrangères, Nicolae Petrescu-Comnène¹⁵⁰.

La politique turque partageait la même tendance d'équilibres entre les puissances, mais elle se souciait avant tout des équilibres entre Londres et Moscou qui apparaissaient comme de potentielles rivales dans la région. Les gouvernements turcs avaient gardé un très mauvais souvenir des moments auxquels, en 1856, en 1878 ou encore en 1919, le territoire anatolien et les Détroits avaient été utilisés par l'une ou l'autre de ces puissances pour couper le chemin à l'autre. Dans un jeu extrêmement délicat, la Turquie désirait limiter une alliance britannique au maintien du *statu quo* strictement méditerranéen, et voulait pareillement confiner l'influence soviétique sur ses frontières septentrionales et en mer Noire. Au milieu des années 1930, la diplomatie turque s'était affairée à trouver un schéma pour combiner ces deux impératifs. Ministre des Affaires étrangères sous Kemal Atatürk, puis ambassadeur de son pays à Londres, Tevfik Rüştü Aras avait ainsi conçu l'idée d'un pacte de la mer Noire auquel participeraient la Grande Bretagne, la France, l'URSS et les autres Etats riverains, et qui serait équilibré par Ankara. Promu par le İsmet İnönü dès son arrivée à la présidence en novembre 1938, ce projet avait -comme le projet Métaxas d'alliance anglo-hellénique- immédiatement buté sur la réticence britannique vis-à-vis de tout engagement oriental¹⁵¹.

C'est ainsi que les politiques étrangères balkaniques menaient leur politique à double face. D'une part, elles continuaient à chercher en la France et la Grande Bretagne des puissances protectrices capables de les protéger face à la vague révisionniste. D'autre part cependant le manque de confiance en ces alliés conduisait à mener en parallèle une deuxième politique plus équilibrée et assumant le chassé croisé des grandes puissances.

¹⁴⁹ Bucarest à Diplomatie n° 169, MAE, dossier Roumanie 154, 12/4/1938.

¹⁵⁰ Bucarest à Diplomatie n° 26, MAE, dossier Roumanie 154, 7/4/1938.

¹⁵¹ William HALE, *Turkish Foreign Policy 1774-2000*, Londres, Cass, 2000, p. 66.

Tant que Paris et Londres n'avaient pas réussi à rétablir le lien de confiance, la péninsule risquait de s'enliser dans une inertie et une hésitation qui défaisaient un peu plus ce qui restait du dispositif français.

2.2.4. L'Entente Balkanique : un système concurrent ?

Les diplomates français devaient également tenir compte d'un troisième axe autour duquel tournait la politique régionale : l'Entente balkanique. Celle-ci a le plus souvent été sous-estimée par l'historiographie qui a eu tendance à considérer qu'elle a joué peu ou pas de rôle du tout dans l'histoire diplomatique d'une région écrasée par les luttes d'influence des grandes puissances¹⁵². A la fin des années 1930, l'Entente Balkanique était pourtant toujours une réalité ; elle se présentait -au moins sur le papier- comme un « système régional anti-révisionniste »¹⁵³, au même titre que la Petite Entente qui, elle, avait disparu en même temps que la Tchécoslovaquie.

L'Entente existait principalement au travers des conférences régulières qui se tenaient au niveau politique ou militaire et dont le but était de coordonner les modalités de l'assistance mutuelle que les Etats-membres se devaient en cas d'attaque bulgare contre l'un d'entre eux. Les chefs d'état-major grec, turc, yougoslave et roumain s'étaient à ce titre réunis à Bucarest en mars 1937. Sans faire aucune allusion à un éventuel soutien allié, la conférence de Bucarest avait établi des plans d'attaque commune contre le territoire bulgare depuis les territoires grec et yougoslave ainsi que grâce à l'action des flottes de l'Entente en mer Egée et en mer noire¹⁵⁴. Des nouvelles conférences d'états-majors se sont tenues à Ankara en novembre 1937 puis à Athènes en novembre 1938 afin de préciser les modalités pratiques de ces plans¹⁵⁵.

¹⁵² Dans son ouvrage sur les Balkans, Georges Castellan ne consacre pas plus d'une demi page à l'Entente Balkanique qui aurait pratiquement été une alliance morte née, ayant succombé dès 1934 à la montée en puissance de l'Allemagne et de l'Italie en Europe du sud-est. Georges CASTELLAN, *Histoire des Balkans*, Paris, Fayard, 1991, p. 436.

¹⁵³ L'expression est tirée de François GRUMEL-JACQUIGNON, *La Yougoslavie dans la stratégie française de l'Entre deux guerres 1918-1935*, Bern, Peter Lang, 1999.

¹⁵⁴ Rapport du général Papagos au prince héritier Paul de Grèce sur les accords dans lesquels la Grèce est impliquée, DHS, 14-722/A-1, 2/11/1939.

¹⁵⁵ Le procès verbal de la conférence d'Athènes affirmait clairement le principe directeur de la collaboration militaire: « aussitôt après l'attaque du gros bulgare déclenchée contre un des alliés, chacun des autres alliés, dans l'intérêt général et pour la mise de la Bulgarie hors de cause le plus tôt possible, s'engage à entamer des opérations offensives le plus tôt après le déclenchement de l'attaque du gros bulgare même si la concentration des forces prévues n'est pas encore terminée ». V. « Procès Verbal de la

Au sein même de l'Entente balkanique la Grèce et la Turquie étaient liées au niveau bilatéral par une série d'accords conclus à partir de 1930. Le dernier avait été signé à Athènes en mai 1938 par le général Métaxas et son homologue turc Celal Bayar et prévoyait une assistance mutuelle dans le cas d'une attaque bulgare même en cas de défaillance de l'Entente Balkanique¹⁵⁶. Les États-majors d'Athènes et d'Ankara s'étaient depuis efforcés de maintenir des contacts accrus indépendamment de l'évolution des conférences militaires balkaniques, ce qui devait progressivement rendre, aux dires de Kemal Atatürk, « *les frontières (gréco-turques) unifiées et les forces qui les défendent unifiées et inséparables* »¹⁵⁷.

On peut certes douter de l'importance de ces données pour l'équilibre stratégique de la région. Au-delà des conférences rituelles « *avec leurs banquets, leurs sessions et leurs paperasses habituelles* »¹⁵⁸, l'Entente balkanique influençait difficilement le cours des événements régionaux. Les archives font état de plans militaires mais ne parlent ni d'exercices communs ni d'une quelconque mise en pratique ; à tel point qu'on peut légitimement douter de leur efficacité réelle dans le cas d'une attaque bulgare contre l'un des États de l'Entente. Qui plus est, l'Entente était diplomatiquement affaiblie par le rapprochement entre la Bulgarie et la Yougoslavie qui alimentait à Athènes et à Ankara la suspicion d'un plan commun de descente slave vers la mer Egée¹⁵⁹. Ainsi -et c'est là le principal argument de l'historiographie sur la question- l'Entente ne jouait que peu ou pas de rôle dans les luttes d'influence pour le contrôle des Balkans.

L'Entente Balkanique reposait néanmoins sur une motivation beaucoup plus forte que la simple assistance mutuelle face au danger bulgare. Le Pacte de l'Entente signé en 1934 constituait en fait la première mise en œuvre d'un projet balkanique caressé par les élites des États de la région dès la fin des années 1920 et qui visait à affirmer -sous la

conférence des chefs d'états-majors généraux des Armées de l'Entente Balkanique tenue à Athènes », DHS, 8-K10/58, 12/1938.

¹⁵⁶ Rapport du général Papagos au prince héritier Paul de Grèce sur les accords dans lesquels la Grèce est impliquée, DHS, 14-722/A-1, 2/11/1939.

¹⁵⁷ Constantinos SVOLOPOULOS, *Η Ελληνική εξωτερική πολιτική 1900-1945 (La politique étrangère grecque 1900-1945)*, Athènes, Hestia, 1992, p. 252.

¹⁵⁸ Grégoire GAFENCO, *Préliminaires de la guerre à l'Est. De l'accord de Moscou aux hostilités de Russie*, Paris, Egloff, 1944, p. 293.

¹⁵⁹ Pour François Grumel-Jacquignon, l'Entente était clairement divisée entre un axe slave et un axe égéen c'est-à-dire gréco-turc. François GRUMEL-JACQUIGNON, *La Yougoslavie dans la stratégie française de l'Entre deux guerres 1918-1935*, Bern, Peter Lang, 1999, p. 448.

forme d'une alliance puis d'une confédération- un ensemble régional indépendant et débarrassé des ingérences des grandes puissances externes. Les différends territoriaux toujours latents entre la Bulgarie et ses voisins avaient freiné cette ambition et limité le projet à un pacte anti-révisionniste sur le modèle des accords régionaux déjà existants¹⁶⁰.

L'Entente Balkanique pouvait de ce fait apparaître comme une simple étape : une fois que les problèmes territoriaux seraient dépassés, l'Entente pourrait inclure la Bulgarie et se transformer en un véritable ensemble politique. La solidarité régionale se substituerait alors à la vieille relation de dépendance des Etats balkaniques vis-à-vis des grandes puissances. En dépit des dysfonctionnements de l'Entente, cet idéal continuait à tenter les intellectuels balkaniques à la fin des années 1930 et n'était certainement pas découragé par les différents gouvernements qui se gardaient bien de censurer ce mouvement dans la presse. Bien au contraire, les conférences de l'Entente Balkanique donnaient lieu à des éditoriaux rappelant que l'objectif était l'indépendance de la région vis-à-vis des grandes puissances. En février 1938, lorsque les premiers ministres de l'Entente se réunirent à Ankara, l'éditorial de Yunus Nadi dans le quotidien turc *Cumhuriyet* orientait clairement les prétentions à long terme du mouvement balkanique : *« la ligne de conduite la plus avisée que les petits Etats pourraient suivre en l'occurrence serait de ne pas devenir l'instrument de la politique anti-pacifique des grandes puissances. A notre sens, et d'après notre conviction sincère, les Etats faisant partie de l'Entente Balkanique sont à l'écart des théories et des prétentions qui divisent l'Europe en deux blocs idéologiques »*¹⁶¹.

Pour sortir de la logique de l'affrontement des blocs et être à même de résoudre les problèmes balkaniques en interne, certains pas continuaient à être réalisés, notamment en vue d'une normalisation avec la Bulgarie. Le 31 juillet 1938, l'Entente Balkanique signa avec Sofia un engagement de non-agression. L'accord avait été le fruit d'un compromis des deux côtés. D'une part, il abrogeait les clauses militaires du traité de

¹⁶⁰ Une série de « conférences balkaniques » avaient rassemblé des journalistes, des intellectuels et des hommes politiques à partir de 1930. Selon Leften Stavrianos, ces conférences avaient pour but « d'amener tous les Etats balkaniques à un programme, aussi limité fut-il, dans l'espoir qu'il pourrait s'élargir au fur et à mesure que les problèmes importants seraient résolus. L'Entente Balkanique était plus mesurée, organisée dans le but de maintenir le statu quo et donc de fait dirigée contre les Etats révisionnistes ». Leften Stavros STAVRIANOS, *The Balkans since 1453*, New York, New York University Press, 1958, nouvelle édition 2000, p. 739.

¹⁶¹ « La réunion à Ankara du conseil de l'Entente Balkanique » dans *La République*, 25/2/1938.

Neuilly qui avaient fortement limité les effectifs de l'armée bulgare. Il autorisait d'autre part la Grèce et la Turquie à remilitariser leurs frontières en Thrace, ce qui leur avait été interdit par les traités de Neuilly et de Lausanne. L'essentiel était cependant que tous les Etats balkaniques s'étaient engagés -au moins sur le papier- à régler leurs différends pacifiquement. Selon un rapport du Quai d'Orsay, la diplomatie roumaine avait espéré par un compromis plus large aboutir à une adhésion de la Bulgarie à l'Entente¹⁶². Même si ce but n'avait pas été atteint l'accord démontrait que l'Entente balkanique demeurerait une réalité régionale -certes imparfaite- et, au-delà, une tentative pour créer, face aux luttes d'influence des grandes puissances, un « ordre balkanique »¹⁶³.

Au lendemain de la conférence de Munich, l'Entente Balkanique se garda bien de s'immiscer dans les querelles européennes. Lors de la conférence annuelle qui du 20 au 22 février 1939 réunit à Belgrade les quatre ministres des Affaires étrangères, le Pacte fondateur de 1934 fut certes reconduit pour une durée de dix ans mais on évita soigneusement d'examiner ouvertement la position des Etats membres en cas d'un conflit européen qui toucherait directement ou indirectement la région. Dès le début de la conférence, la délégation yougoslave s'empessa en effet de faire enlever de l'ordre du jour la question de la position de l'Entente dans le cas d'un conflit des Balkans qui serait provoqué par une puissance non-balkanique¹⁶⁴. La question ne fut donc examinée qu'officieusement et déboucha, sur proposition de Métaxas, sur un simple engagement de consultation en cas de crise européenne¹⁶⁵. D'autre part, la conférence balkanique prit les devants dans la question espagnole en reconnaissant *de jure*, cinq jours avant la France et la Grande Bretagne, le gouvernement de Franco¹⁶⁶.

¹⁶² Note au sujet de l'accord du 31 juillet 1938 entre l'Entente Balkanique et la Bulgarie, MAE, dossier Cabinet Bonnet 3, 5/8/1938.

¹⁶³ Grégoire Gafenco note à ce titre dans ses mémoires : « *l'Entente représentait une région avec ses propres intérêts (...) et son but était d'organiser un ordre régional qui était nécessaire à l'équilibre des puissances en Europe* ». Grégoire GAFENCO, *Préliminaires de la guerre à l'Est. De l'accord de Moscou aux hostilités de Russie*, Paris, Egloff, 1944, p. 294. V. aussi Constantin PREVELAKIS, « Et s'il fallait revenir sur l'Entente Balkanique? La construction manquée d'un ordre régional en Europe du Sud-Est à la fin des années 1930 » dans *Francia*, n° 35, Paris, janvier 2009, pp. 317-326.

¹⁶⁴ Ankara à Diplomatie n° 143-145, MAE, dossier Fouques-Duparc 16, 20/2/1939.

¹⁶⁵ Ioannis METAXAS, *Το προσωπικό του ημερολόγιου (Son journal personnel)*, texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, 20/2/1939, p. 355.

¹⁶⁶ Bucarest à Diplomatie n° 134-137, MAE, dossier Fouques-Duparc 16, 22/2/1939.

En 1938, les diplomates et les militaires français avaient hérité d'une représentation précise de l'espace balkanique. Fondés sur le souvenir de l'expédition orientale de la Grande Guerre, ils pouvaient voir en l'ordre géopolitique balkanique l'élément clé du système français des alliances de diversion en Europe. Cette vision était pourtant altérée par l'incroyable superposition de systèmes qui s'était créée tout au long de l'entre deux guerres dans la région : l'influence politique italienne, le développement des réseaux commerciaux centrés sur l'Allemagne, le retour du facteur britannique sur les scènes grecque et turque, le possible retour des visées soviétiques et l'ambition de l'autarcie balkanique constituaient autant d'éléments qui rendaient bien hypothétique la survie de la prépondérance française et de la diversion orientale. Au lendemain de Munich, et face à une guerre de plus en plus probable, il fallait se décider à reconquérir le terrain perdu.

3. Un désir et une action pour enrayer la tendance.

3.1. « Agir vite » : les premiers efforts pour regagner le terrain perdu.

Les diplomates et militaires en poste dans les Balkans furent les premiers à bien avant la crise des Sudètes- à alerter leurs services des dangers imminents de l'action allemande dans les Balkans et surtout de proposer une réaction face à elle. Depuis Bucarest, Adrien Thierry résuma le 13 juin 1938 à Georges Bonnet l'action de la Légation de France en ces termes : « *dans les circonstances actuelles l'on tente désespérément ici d'échapper à l'emprise commerciale allemande qui ne manquerait de précéder de peu la sujétion politique* »¹⁶⁷. Les avertissements et les appels à l'action se poursuivirent au lendemain de la crise des Sudètes. Dans une note à son premier conseiller Henri Spitzmuller, Adrien Thierry constatait à la fin octobre 1938 que la situation était devenue encore très difficile pour les intérêts français, et qu'il y avait désormais un risque réel que soient définitivement éloignés du pouvoir « *ceux de nos amis qui sont actuellement nos plus fermes soutiens dans le gouvernement* ». Il ajouta surtout qu'il importait désormais « *d'agir vite et ne pas laisser à l'Allemagne le temps de prendre la place d'où nous ne pourrions plus la déloger* »¹⁶⁸.

¹⁶⁷ Bucarest à Diplomatie n° 551, MAE, dossier Roumanie 154, 13/6/1938.

¹⁶⁸ Note de Thierry pour Spitzmuller, MAE, dossier Roumanie 155, 31/10/1938.

Les missions françaises paraissaient conscientes du risque de laisser les Etats des Balkans succomber à l'influence totale de l'Allemagne et refusaient de s'y résigner. Il fallait enrayer la tendance amorcée depuis le début des années 1930 et réimplanter en quelque sorte l'influence française dans la région. Au niveau local, la Légation de France à Athènes profita par exemple de l'action d'Octave Merlier et parvint à signer avec le gouvernement grec en décembre 1938 un accord culturel qui renforça le rôle de l'Institut Français d'Athènes¹⁶⁹. A la domination économique allemande, la France répondait en Grèce en réaffirmant son influence dans le domaine de la culture, qui était traditionnellement considéré comme le meilleur -voire le seul- à offrir de réelles possibilités à l'action française en Grèce¹⁷⁰.

Il fallait surtout contrer l'Allemagne sur son terrain privilégié, c'est-à-dire le commerce. Signe d'une certaine sensibilisation aux appels venus de ses agents, le gouvernement réagit, au lendemain de Munich, à la pénétration économique allemande dans la région. En octobre 1938, le ministère des Affaires étrangères et celui du Commerce et de l'Industrie décidèrent d'examiner les possibilités d'investissements français en Europe orientale. Présidée par le directeur des accords commerciaux au ministère du Commerce, Hervé Alphand, et composée de diplomates et d'industriels, une délégation fut à ce titre envoyée en novembre 1938 en Roumanie, en Bulgarie et en Yougoslavie. Le 19 décembre 1938, la mission Alphand soumit au ministre du Commerce un rapport dans lequel elle s'efforçait d'expliquer les causes du déclin économique français dans les pays visités. Elle proposait également de concurrencer l'action commerciale allemande par deux moyens : à court terme, acheter aux pays concernés une partie de leur production agricole. A long terme engager une politique de crédits afin d'orienter les productions susceptibles d'être importées vers des produits plus attrayants que les produits agricoles dont la France n'avait pas un besoin pressant¹⁷¹. Une partie du Quai d'Orsay prit rapidement à cœur les recommandations de la mission Alphand et en janvier 1939 une note du ministère à Daladier insista pour l'application de

¹⁶⁹ Anne DULPHY, communication dans le cadre du colloque *Diplomatie et Culture*, Paris, 13 juin 2003.

¹⁷⁰ C'est la position qu'avait affirmée dès 1928 le Ministre de France en Grèce Clément-Simon. V. Athènes à Diplomatie n° 51, MAE, dossier Grèce 79, 17/2/1928.

¹⁷¹ Jean-Baptiste DUROSELLE, *Politique étrangère de la France. La décadence 1932-1939*, Paris, Imprimerie nationale, 1979, pp. 378-381.

ces recommandations dans des termes forts : « *le moment est venu de décider si nous sommes prêts à envisager des sacrifices somme toute légers (...) ou si nous acceptons de laisser la Roumanie et la Yougoslavie orienter définitivement leur vie économique et leur politique vers l'Allemagne* »¹⁷².

La mission Alphand ne devait certes pas avoir de résultats tangibles dans l'immédiat. Il n'en demeure pas moins qu'après plusieurs années d'inactivité, son envoi dans les Balkans fut la première initiative d'envergure que le ministère des Affaires étrangères prenait dans la région. Elle vint comme un soulagement pour les diplomates en poste qui avaient désormais la sensation d'avoir tenu bon face au risque de l'abandon définitif et d'avoir lancé au lendemain de Munich un processus de reconquête. Adrien Thierry écrivit ainsi à son ministre le 3 décembre 1938 : « *les efforts que la France fait dans tous les domaines en Roumanie depuis quelques semaines n'ont pas tardé à porter leurs fruits et recueillent l'approbation unanime* »¹⁷³.

3.2. Le retour des projets militaires orientaux.

L'action économique ne constituait cependant pas une fin en soi. Au fur et à mesure que la marche à la guerre était engagée, il devint clair que les diplomates et plus généralement les décideurs français envisageaient de reconquérir la région avec d'indéniables arrière-pensées militaires ; le regain d'intérêt pour les Balkans allait de pair avec la réactivation des vieux projets militaires centrés en Méditerranée orientale et surtout à Salonique.

Nous l'avons vu, à partir de 1938, l'état-major de la Marine considérait qu'en cas de conflit la Méditerranée serait un théâtre d'opérations où l'Italie tenterait de couper les communications maritimes franco-britanniques entre l'est et l'ouest du bassin. Or dans un tel cas de figure, la question des relais et des points d'appuis de la marine française en Méditerranée orientale devenait primordiale. Le 27 septembre 1938, l'attaché naval à Athènes, Paul Lahalle, écrivit en ce sens à son ministre César Campinchi : « *la question se pose pour la France : privée d'une aide sûre et régulière de la Métropole, ses forces*

¹⁷² Note du ministère des Affaires étrangères à Daladier citée dans Jean-Baptiste DUROSELLE, *Politique étrangère de la France. La décadence 1932-1939*, Paris, Imprimerie nationale, 1979, pp. 379-380. p. 379-380.

¹⁷³ Bucarest à Diplomatie n° 1143, MAE, dossier Roumanie 155, 3/12/1938.

en opérations dans cette zone doivent pouvoir s'appuyer sur un théâtre organisé et y vivre en autonomie. Ceci suppose le concours des pays riverains qui détiennent des points stratégiques importants ». Lahalle allait plus loin dans ses prévisions envisageant la possibilité non seulement d'utiliser la Méditerranée pour se défendre face à l'ennemi mais également pour l'attaquer. Selon lui, des *« opérations offensives peuvent être conçues en Méditerranée orientale pour immobiliser chez l'adversaire des moyens beaucoup plus importants que les moyens qui leur sont consacrés »*. La France cependant ne disposait que d'une base à Beyrouth, et sa situation ressemblait étrangement à celle de l'Allemagne en 1914. Pour l'attaché naval, il fallait envisager l'utilisation de bases en Egypte, en Palestine, au Liban, en Turquie et en Grèce mais il afficha clairement sa préférence en concluant : *« les seules rades capables d'abriter et d'entretenir en position stratégique favorable les forces navales destinées aux opérations de toutes natures que peut requérir la conduite de la guerre dans le bassin oriental se trouvent sous la souveraineté grecque ou turque »*. Une phrase à la toute fin du rapport élargissait même la perspective d'utilisation du territoire grec : elle faisait référence à Salonique, certes trop excentrée pour des opérations navales mais tête de pont possible pour des opérations vers l'intérieur¹⁷⁴.

L'attaché naval n'était sans doute pas isolé au sein de sa Légation, surtout en ce qui concerne l'allusion à Salonique. Le Ministre de France à Athènes Henri Cosme revenait à la même époque constamment au besoin d'utiliser le territoire grec sur un plan militaire dans le cas d'un conflit contre l'Allemagne. En janvier 1938, il avait déjà conseillé à Yvan Delbos d'encourager l'influence britannique en Grèce dans l'espoir que la France pourrait en tirer des avantages militaires : *« nos intérêts concordent avec ceux de l'Angleterre en ce sens que le jour où ce dernier pays disposera des côtes et des ports grecs, nous pourrons plus aisément nous-même utiliser, au profit de nos alliés d'Europe centrale, le port de Salonique »*¹⁷⁵. En juillet 1938, Henri Cosme reprit et élargit son propos dans une nouvelle dépêche adressée cette fois à Georges Bonnet : *« Il n'est pas indifférent, me semble-t-il, que le maintien du statu quo en Méditerranée orientale soit affirmé par les deux puissances qui en sont les principales riveraines. Que l'on considère*

¹⁷⁴ Athènes à Marine n° 230, SHD-DM, carton 1BB7168, 27/9/1938.

¹⁷⁵ Athènes à Diplomatie n° 2, MAE, dossier SDN-Grèce 2102, 7/1/1938.

*en effet le rôle de Salonique comme base de ravitaillement, ou bien la sécurité des lignes de communication avec la Syrie, ou encore l'accès de la mer noire ou des canaux de Suez et de Corinthe et, en fin de compte, le débouché naturel des pétroles de l'Irak. Il est bien évident que la Méditerranée orientale, et particulièrement l'articulation des côtes turque et grecque, sont appelées à jouer, à l'occasion d'une guerre européenne, un rôle essentiel pour nous »*¹⁷⁶. Franchissant le pas, Cosme proposa quelques semaines plus tard à son ministère de reprendre l'initiative diplomatique et d'élaborer un traité « *qui serait de nature à servir en Méditerranée orientale les intérêts conjugués de la France, de la Turquie et de la Grèce »*¹⁷⁷.

L'idée d'une alliance militaire en Méditerranée orientale faisait également son chemin au sein des missions françaises au Proche-Orient, et plus précisément au sein de l'administration du mandat syrien. Principal responsable militaire français dans la région, le Commandant Supérieur des Troupes du Levant, le général Huntziger, envoya ainsi dès février 1938 une « *Note relative aux accords militaires à établir avec la Turquie »*. Le général y écrivait clairement qu'en cas de conflit contre l'Allemagne et l'Italie, il était nécessaire d'établir un accord avec Ankara afin de protéger contre d'éventuels raids italiens la côte syrienne ainsi que des carrefours maritimes stratégiques tels que les Détroits turcs ou le canal de Suez. L'accord pouvait également avoir une finalité offensive et prévoir la neutralisation du Dodécanèse italien et un blocus maritime sur les communications entre la Libye et l'Italie¹⁷⁸.

L'éventualité d'un conflit méditerranéen n'était pas le seul argument pour penser à une action militaire dans la région. Au cours du premier semestre de 1939, les rapports qui arrivaient à Paris soulevaient également la possibilité que l'Allemagne poursuive de manière plus violente son expansion vers le sud-est de l'Europe afin d'y assurer pour de bon son approvisionnement. En janvier 1939, un rapport de l'attaché militaire à Berlin Didelet avait en ce sens prévu une attaque allemande sur la Roumanie¹⁷⁹. D'autres projections plus alarmistes faisaient état d'une action commune germano-turque au

¹⁷⁶ Athènes à Diplomatie n° 72, MAE, dossier Grèce 203, 11/7/1938.

¹⁷⁷ Athènes à Diplomatie n° 114-115, MAE, dossier Grèce 203, 1/8/1938.

¹⁷⁸ Huntziger à Guerre, SHD-DM, carton 1BB²184, 19/2/1938.

¹⁷⁹ Jean-Baptiste DUROSELLE, *Politique étrangère de la France. La décadence 1932-1939*, Paris, Imprimerie nationale, 1979, pp. 401-402.

Proche Orient, grâce à laquelle la Turquie pourrait conquérir des anciens territoires ottomans sur la côte levantine ou dans le Caucase¹⁸⁰.

Cet enchaînement de nouvelles alarmantes en provenance des missions françaises finit par influencer les militaires parisiens, et plus précisément le chef d'état-major de la Défense Nationale. Dans la note qu'il envoya à Daladier au lendemain de Munich, le général Gamelin envisageait désormais l'idée d'une réaction militaire française aux coups de force allemands et italiens en Europe orientale : « *l'Allemagne pourrait reprendre ses visées en Europe orientale. En prévision de cette nouvelle manifestation du pangermanisme, la France doit porter ses efforts en Méditerranée par où s'effectuent ses liaisons avec l'Europe centrale. Même si la combinaison Rome-Berlin s'affaiblit, il y aura toujours un intérêt capital pour la France à disposer d'une situation solide en Méditerranée orientale. A cet effet, elle doit renforcer sa position au Levant* »¹⁸¹. Réagissant à la note de Daladier, l'amiral Darlan, chef d'état-major de la Marine, insista sur l'importance qu'aurait en cas de conflit le territoire grec qui offrait aux dires de l'amiral « *les meilleures bases d'opérations pouvant être trouvées à l'Est de la Méditerranée* »¹⁸².

3.3. Le nouveau souffle de la politique orientale : René Massigli à Ankara.

Le regain d'intérêt pour les Balkans connut un tournant majeur lors de la nomination de René Massigli à l'Ambassade de France à Ankara en novembre 1938. Massigli devait en effet donner un nouveau souffle à la présence française non seulement dans les Balkans mais plus généralement en Méditerranée orientale et ce jusqu'à la défaite de la France par l'Allemagne (qui précéda de peu son rappel à Paris) en juin 1940.

René Massigli aurait pu passer au second plan au sein de la diplomatie française étant donné qu'il se rendait en Turquie sans avoir été véritablement préparé à ce poste. Il n'avait jamais visité ce pays, jamais exercé une quelconque fonction à la direction d'Afrique-Levant dont dépendaient les affaires turques et n'avait eu de contacts avec les

¹⁸⁰ Diplomatie à Ankara n° 1033, MAE, dossier Massigli 23, 29/8/1939. Voir aussi Vincent JOLY, « A la recherche de l'allié turc? Quelques observations sur la déclaration d'assistance mutuelle franco-turque du 23 juin 1939 » dans Walud ARBID, Salgur KANÇAL, Jean-David MIZRAHI et Samir SAUL (dir.) *Méditerranée, Moyen-Orient: deux siècles de relations internationales. Recherches en hommage à Jacques Thobie*, Paris, l'Harmattan, 2003, pp. 521-542.

¹⁸¹ Général Gamelin, « Note sur la situation actuelle » n° 853, SHD-DAT, carton 5N579, 12/10/1938.

¹⁸² Amiral Darlan à EMA (Gamelin) n° 146 EMG/SE, SHD-DM, carton 1BB210, 17/10/1938.

dignitaires turcs que lors des conférences internationales de Lausanne en 1923 et de Nyon en 1937. Il se retrouvait néanmoins à un poste à proximité immédiate -si ce n'était à l'intérieur- d'une région qui n'avait cessé de le préoccuper depuis 1933, lorsqu'il avait été nommé directeur adjoint puis directeur aux affaires politiques et commerciales du Ministère des Affaires étrangères. Cette région était justement l'Europe orientale qui apparaissait comme la principale proie de l'expansion économique et politique du Reich.

Dès la remilitarisation de la Rhénanie en janvier 1936, Massigli avait clairement penché du côté de la reconquête en Europe du sud-est. Pendant les deux années qui suivirent, il n'avait cessé d'appeler la diplomatie française à reprendre pied dans la région et à jouer son propre jeu face au jeu allemand, mais en vain. Bien au contraire, ces positions étaient en opposition nette avec la ligne de l'apaisement suivie par son Ministre Georges Bonnet. Dans le grand mouvement diplomatique du lendemain de Munich, il fut limogé de ses fonctions au Quai d'Orsay et envoyé en Turquie pour remplacer un Henri Ponsot malade. Ambassadeur à Ankara, Massigli touchait à un terrain à la fois connu et inconnu : toute sa tâche allait être d'appliquer depuis la Turquie l'action qu'il avait préconisée lorsqu'il était à Paris¹⁸³.

En arrivant en Turquie en janvier 1939, Massigli trouva une situation qui n'était pas très différente de celle que décrivaient pour leurs pays d'accréditation ses homologues en poste dans les Balkans. Au contraire, elle était encore plus alourdie par le différend qui depuis les années 1920 opposait Paris et Ankara au sujet du sandjak d'Alexandrette. Appelée aussi Hatay, cette entité territoriale bordant la Méditerranée et située au sud de la Cilicie et en face de Chypre appartenait administrativement au mandat français de Syrie depuis les accords de San Remo. En 1921, en pleine guerre contre la Grèce, le gouvernement d'Ankara avait reconnu la souveraineté française sur le sandjak, mais il était depuis constamment revenu sur cette question, posant une revendication de plus en plus explicite fondée notamment sur le fait que la population du territoire était dans une majorité relative turcophone. En mai 1937, un accord franco-turc avait fait du Hatay un territoire autonome dirigé par une assemblée où la composante turque devait

¹⁸³ Les éléments biographiques ici présentés sont tirés de Raphaëlle ULRICH-PIER, *René Massigli: une vie de diplomate*, Bruxelles, Peter Lang, 2006, pp. 379-496.

avoir la majorité¹⁸⁴. En vertu de l'accord, 2500 soldats turcs furent autorisés à pénétrer dans la province en juin et un premier président turcophone fut élu en septembre. Depuis, soutenu par Ankara, l'élément turcophone se fondait sur ces acquis pour contrôler de plus en plus solidement l'administration, l'économie et la vie politique¹⁸⁵.

Dans ce climat difficile, Massigli consacra le premier mois de sa mission à nouer des relations cordiales voire amicales avec les principaux responsables du ministère turc des Affaires étrangères: le Ministre Şükrü Saraçoğlu, le secrétaire général Numan Menemencioğlu, le responsable du Sandjak Cevat Açıkalın, et le directeur des affaires européennes Feridun Cemal Erkin. Massigli compta également parmi ses amis proches l'ambassadeur grec Raphaël Raphaël qui était l'un des responsables de la bonne marche de l'alliance gréco-turque¹⁸⁶. De ses contacts, il tira rapidement la conclusion que l'intégration du Hatay à la Turquie était à long terme inévitable, et il le fit savoir au Quai d'Orsay dès son premier rapport envoyé le 24 janvier 1939. La réaction imaginée par Massigli face à cet état de fait était extrêmement audacieuse, car elle cherchait à profiter de l'annexion du sandjak à la Turquie pour faire d'Ankara le principal allié de la France dans les Balkans et en Méditerranée orientale. Plutôt que d'« *admettre la prolongation d'une situation qui dure depuis des mois, répondre aux initiatives successives des autorités du Hatay par des protestations qui demeurent vaines* » et ainsi se « *laisser grignoter* » la France pouvait tirer des avantages d'une cession en bonne et due forme du Sandjak: « *Nous pouvons (...) sinon nous prêter à une annexion, tout au moins donner en ce qui nous concerne notre adhésion à cette annexion (...) avoir le plein bénéfice de notre attitude et obtenir une contrepartie* »¹⁸⁷. Cette recommandation dépassait largement les instructions officielles envoyées au nouvel ambassadeur et qui lui demandaient d'agir sur les plans culturel et économique ; elle tentait d'engager la diplomatie française sur une opération d'une ampleur bien plus large que celles jusque là entreprises.

¹⁸⁴ Jean-Baptiste DUROSELLE, *Politique étrangère de la France. La décadence 1932-1939*, Paris, Imprimerie nationale, 1979, p. 435.

¹⁸⁵ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, pp. 44 à 48. Pour l'histoire du Sandjak d'Alexandrette, voir également Jacques Thobie, « Le nouveau cours des relations franco-turques et l'affaire du Sandjak d'Alexandrette » dans Jacques Thobie (dir), *La France et l'Est Méditerranéen depuis 1850*, Istanbul, Editions Isis, 1993, pp. 365-374.

¹⁸⁶ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, pp. 78-82.

¹⁸⁷ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, p. 72.

L'idée de Massigli reposait en fait sur un double constat. D'une part la revendication sur le Hatay était constamment parmi les priorités de la politique étrangère turque ; le Sandjak apparaissait aux yeux des dirigeants et de l'opinion publique comme le dernier territoire en majorité turcophone du plateau anatolien à être resté en-dehors des frontières de la mère-patrie. De plus, la République turque traversait en cet automne 1938 une période délicate : son président et fondateur Kemal Atatürk était décédé le 10 novembre ; son successeur à la tête de l'Etat, İsmet İnönü, avait besoin d'un succès rapide pour souder son opinion publique et ce succès ne pouvait être obtenu qu'à Alexandrette. « *La Turquie d'İsmet İnönü* » écrivait Massigli dans sa première dépêche au département, « *tient à démontrer que la disparition d'Atatürk n'a pas été pour elle un affaiblissement (...). Le nouveau président ne peut donc pas s'offrir le luxe de faire preuve, dans l'affaire du Hatay, de l'esprit de temporisation dont s'est inspirée la politique du précédent gouvernement depuis 1937* »¹⁸⁸.

D'autre part, les dirigeants turcs étaient de plus en plus inquiets face au risque d'une attaque italienne. Alors que l'Italie disposait d'une puissante base au Dodécanèse - à moins de dix kilomètres des côtes d'Asie mineure par endroits- le pays était pratiquement sans marine nationale et s'empressait de réorienter son plan de défense vers les côtes anatoliennes¹⁸⁹. Les dirigeants turcs étaient également convaincus que face à cette menace l'Entente Balkanique ne pouvait suffire. Lors de la conférence des chefs d'état-major de l'Entente en décembre 1938, la délégation turque avait à ce titre remis un mémorandum qui statuait clairement que l'Entente était inefficace face à « *une puissance maritime qui désirerait porter aide à la Bulgarie* » ; le mémorandum se concluait ainsi : « *notre faiblesse maritime risque de compromettre la coopération des Etats de l'Entente Balkanique et de rendre douteuse l'issue d'une guerre éventuelle* »¹⁹⁰. La Turquie était ainsi à la recherche d'une alliance méditerranéenne, susceptible de la

¹⁸⁸ Ankara à Diplomatie n° 88, MAE, dossier Massigli 37, 24/1/1939. L'homologue grec et ami personnel de Massigli, Raphaël Raphaël, fit quelques jours plus tard un constat semblable à son propre département en estimant que « *le nouveau président de la République recherche un brillant succès intérieur afin de donner dès le début de l'aura à sa présidence* ». Ankara à YPEX n° 3045, AYE, dossier 1939/A/9/4, 24/1/1939.

¹⁸⁹ Selim DERİNGİL, *Turkish foreign policy during the second world war*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, pp. 32-35.

¹⁹⁰ Mémorandum turc déposé à la conférence d'Athènes, DHS, 14-721/A-21, 4/12/1938.

couvrir face au danger italien, tout comme l'alliance grecque et balkanique devait à terme la couvrir face au danger bulgare¹⁹¹.

Massigli comprit que ces deux points -la revendication sur le Hatay et la recherche d'une alliance méditerranéenne- pouvaient se compléter et constituer les deux faces de la même monnaie, celle d'une alliance militaire franco-turque. C'était un lien que, dès décembre 1937, le Ministre turc des Affaires étrangères Tefvik Rüştü Aras avait -à sa manière- clairement exposé au général Huntziger en visite à Ankara pour discuter de la défense commune du Hatay. Dans l'optique du dirigeant turc, la cession du Sandjak pouvait servir de monnaie d'échange à la conclusion d'une alliance. A travers le dialogue entre les deux hommes, l'attitude turque semblait clairement justifier les estimations de Massigli :

- Tefvik Rüştü Aras : *« Ou bien vous comprenez que nous ne pouvons pas admettre d'avoir à Alexandrette un gouvernement que nous soit hostile et alors nous pourrions avoir ensemble dès maintenant une collaboration discrète mais réelle. Dans ce cas, notre collaboration effective ne s'arrêtera pas aux frontières du Sandjak : elle pourra s'étendre à tout l'est méditerranéen et même ailleurs si vous le désirez. Nous y sommes prêts dans la mesure la plus large et vous verrez, à votre profit, que nous savons être fidèles à nos amitiés et à nos alliances ; ou bien vous ne savez pas comprendre que cette question du Sandjak est vitale pour nous. Dans ce cas nous deviendrons forcément des adversaires »*
- Général Huntziger : *« Dois-je penser que vous désirez que règne sur le Sandjak une sorte de condominium franco-turc moyennant quoi vous seriez prêts à nous accorder une très large coopération d'ordre militaire dans tous les domaines - tout en affectant de ne pas être d'accord avec nous pendant la période mandataire afin de donner le change- alors qu'au fond nous serions tout à fait d'accord ? »*
- Tefvik Rüştü Aras : *« C'est merveilleux !! Vous avez admirablement compris (...). N'oubliez pas que les puissances balkaniques sont particulièrement*

¹⁹¹ Jacques THOBIE, « La diplomatie kémaliste vue de Paris à la veille et au début de la seconde guerre mondiale », communication à *The Atatürk fourth international congress*, Turkistan-Kazakhstan, 25-29 octobre 1999, p. 3.

*sensibles à notre action. Toute affaire traitée avec elles a une résonance à Ankara ; elles sont nos alliées et elles ne s'engageront pas sans notre assentiment. Nous pouvons avoir sur vos relations avec elles une influence considérable. La France ne peut militairement rien pour nous ; c'est la géographie qui en décide ainsi. Mais nieriez-vous que la Turquie puisse être utile à la France en cas de guerre ? »*¹⁹².

Massigli avait incontestablement conscience de cette possibilité de marchander le sacrifice territorial du Hatay contre une alliance. Accepter l'offre turque équivalait à faire du sandjak le gage de confiance qui manquait si cruellement dans les relations entre la France et les Etats de la région. D'autre part, la Turquie pouvait -comme l'avait laissé entendre à Huntziger le Ministre turc- attacher ses alliés de l'Entente Balkanique à la France. Le Sandjak pouvait ainsi devenir la clé pour la réactivation des projets militaires français en Europe du sud-est.

Le nouvel ambassadeur ne perdit pas de temps. Ayant tiré des conclusions de ses premiers contacts, il se rendit à Paris dès la fin janvier 1939 dans l'espoir de gagner à sa cause les principaux responsables politiques et militaires. Selon ses mémoires, une réunion avec le général Gamelin et l'amiral Darlan aurait finalement adopté le principe de l'échange du Sandjak contre une alliance méditerranéenne. Au Quai d'Orsay, le secrétaire général Alexis Léger l'aurait timidement soutenu¹⁹³. A son retour à Ankara le 9 février 1939, René Massigli pouvait avoir le sentiment que, centrée sur la Turquie, la machine diplomatique française se remettait véritablement en marche dans les Balkans.

3.4. Un désir de reconquête sans unanimité.

Il faut néanmoins relativiser. En dépit de toutes les sympathies dont pouvaient jouir à Paris les efforts des missions françaises dans les Balkans, les dirigeants parisiens étaient en fait profondément divisés sur la politique à mener à l'est. C'était d'ailleurs l'un des principaux sujets de débats lors du congrès du Parti radical qui s'est tenu à Marseille en octobre 1938, sous la présidence du Président du Conseil Edouard Daladier. Certes les partisans d'une politique plus ferme face à l'Allemagne comme le ministre de

¹⁹² Huntziger à Guerre n° 2485/3, SHD-DM, carton 1BB²184, 22/12/1937.

¹⁹³ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, pp. 84-85.

l'Education Jean Zay ou le ministre de la Marine César Campinchi plaidaient pour une reconstruction du système d'alliances à l'est. Le ministre des Affaires étrangères Georges Bonnet faisait cependant partie des personnalités qui considéraient un tel pari perdu d'avance: il fallait autant que possible s'accommoder de la présence germano-italienne dans les Balkans, poursuivre une politique d'apaisement en Europe avec ces deux puissances et rabattre tout l'effort de la France sur l'Empire colonial. Ainsi Bonnet était toujours réticent à s'engager dans de nouvelles alliances perçues comme la source de nouvelles obligations pour Paris sans de réels contrepoids. Aux appels d'Henri Cosme pour la mise en place d'une alliance avec Athènes, le ministre répondit lui-même qu'il jugeait « *difficile et au surplus inopportun de chercher à obtenir en Grèce des engagements précis devant lesquels elle se dérobera sans doute* »¹⁹⁴. Entre ces deux tendances, le président du Conseil Edouard Daladier adopta au début de 1939 une position à mi-chemin, tendant avant tout à gagner du temps et n'excluant à long terme ni une guerre contre l'Allemagne ni un apaisement avec elle¹⁹⁵.

Cette indécision avait d'indéniables effets sur l'action française dans les Balkans, et d'abord sur l'action économique qu'avait préconisée la mission Alphan. Au cours d'incessantes réunions, le Cabinet ne parvenait pas à se mettre d'accord sur les investissements à effectuer en Europe de l'est. Les diplomates du Quai d'Orsay enthousiastes devant la perspective de freiner la domination économique allemande s'opposaient au Ministre de l'Agriculture Henri Queuille pour qui il était hors de question que la France achète les surplus agricoles des Balkans. Finalement le 30 janvier, Daladier dut trancher : certes le principe d'une action économique était adopté, mais les achats aux pays balkaniques seraient finalement beaucoup plus limités que ce qui était recommandé par la mission. Selon Jean-Baptiste Duroselle « *la contre-offensive économique sur l'Europe du sud-est fait pratiquement long feu* »¹⁹⁶.

La situation était pareillement complexe en ce qui concernait la Turquie. La politique préconisée par Massigli comportait tant dans la région qu'à Paris des

¹⁹⁴ Diplomatie à Athènes n° 278-280, MAE, dossier Grèce 203, 4/8/1938.

¹⁹⁵ Elisabeth DU REAU, « Gouvernement et Haut Commandement français devant la perspective de la guerre. Septembre 1938-Septembre 1939 » dans *Guerres Mondiales et Conflits Contemporains* n° 166, Paris, 1992.

¹⁹⁶ Jean-Baptiste DUROSELLE, *Politique étrangère de la France. La décadence 1932-1939*, Paris, Imprimerie nationale, 1979, pp. 379-380.

adversaires qui voyaient une éventuelle cession du Sandjak comme une sorte Munich levantin. Quelques mois après avoir cédé aux pressions allemandes sur la question des Sudètes, la France reculerait à nouveau face au fait accompli d'une annexion en bonne et due forme. Bien au contraire, en résistant aux pressions turques sur le Hatay, il devenait possible de contrebalancer en quelque sorte le recul dans la question des Sudètes et montrer que la politique française pouvait faire preuve de fermeté. C'était l'avis ardemment soutenu par le Haut-Commissaire de la France en Syrie Gabriel Puaux, par la direction Afrique-Levant du Quai d'Orsay, ainsi que par l'aile droite de la Chambre des députés qui s'était empressée de faire connaître son opposition à tout abandon du Hatay¹⁹⁷. Massigli rejetait ce raisonnement comme étant le produit du « *mythe de l'expansionnisme turc* » et poursuivit tout au long de l'hiver 1939 ses efforts pour la cession du Sandjak, jusqu'à en arriver à écrire une dépêche intitulée « *Au secours !* » au secrétaire général du Quai d'Orsay, Alexis Léger¹⁹⁸. Aucune instruction officielle ne devait cependant parvenir à Ankara avant la mi-mars.

L'incertitude autour de la politique à suivre était également renforcée par la position britannique qui était, comme nous l'avons vu, beaucoup plus prudente voire réticente vis-à-vis de la construction d'alliances en Europe orientale. L'Ambassade du Royaume-Uni à Paris intervenait ainsi souvent dans le débat français et désapprouvait les mouvements trop ambitieux que la diplomatie française engageait dans les Balkans. C'est ce qui arriva par exemple dans une affaire d'importance plutôt symbolique que réelle : en novembre 1938, afin de manifester l'importance que la France accordait à la situation de la Roumanie, Edouard Daladier décida d'élever au rang d'Ambassade la Légation de France à Bucarest. Chamberlain lui fit alors immédiatement part de son hostilité à ce projet qui aurait pu forcer la Grande Bretagne à faire de même avec ses Légations à Belgrade ou à Athènes, ce qui aurait été très mal perçu à Berlin ou à Rome. Ce n'est qu'au terme de négociations franco-britanniques que Londres céda, mais la délégation britannique obtint en échange que Daladier s'engage à ne pas élever au rang

¹⁹⁷ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, p. 53.

¹⁹⁸ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, pp. 107 et suiv.

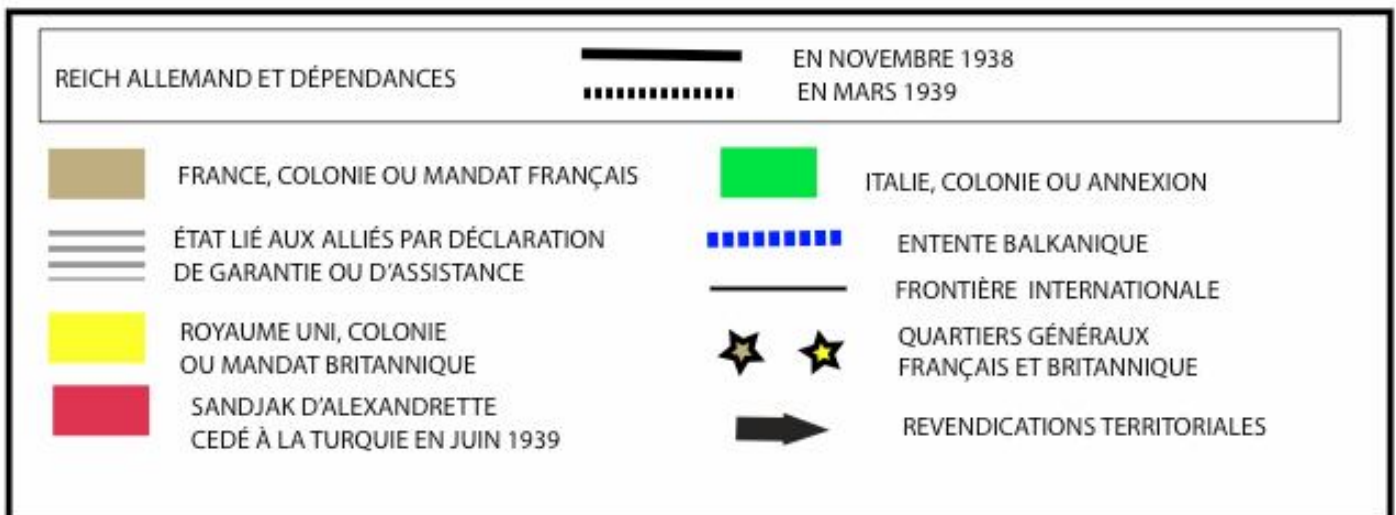
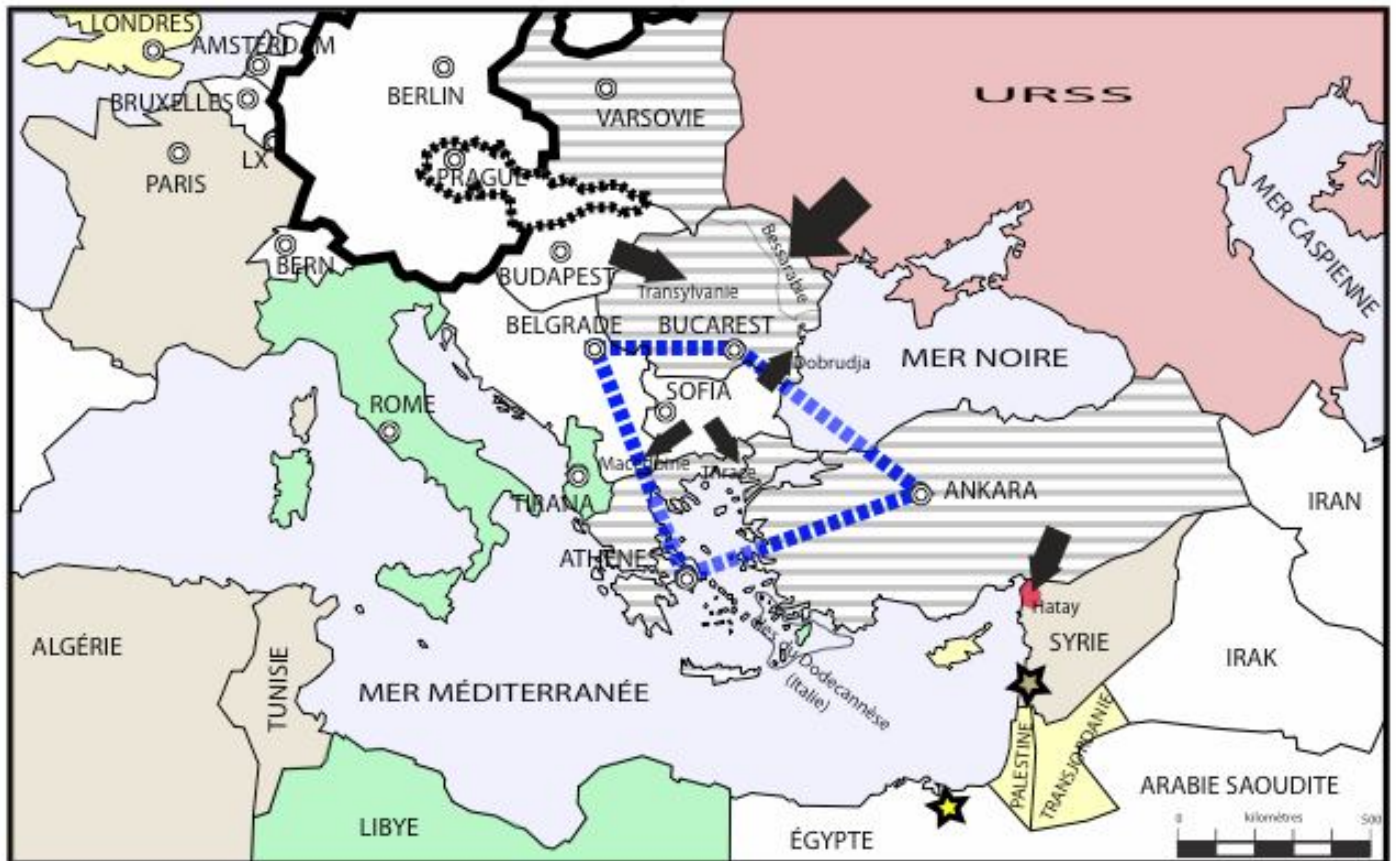
d'Ambassade les autres Légations françaises dans les Balkans, ce qui aurait très bien pu être son intention¹⁹⁹. L'action britannique arrivait ainsi à freiner les ambitions françaises.

Au moment où s'ouvrait l'année 1939, plusieurs constats s'imposaient pour les décideurs français. D'une part, les Balkans et plus généralement la Méditerranée orientale pouvaient devenir des positions décisives à tenir dans le cas d'une guerre contre l'Allemagne et son allié italien. Le scénario de 1914 semblait en passe de se représenter. Il fallait donc agir, et agir vite pour arriver à une alliance militaire sous égide française dans la région. Après avoir pendant longtemps lancé leurs appels dans le désert, les diplomates en poste dans les Balkans ont progressivement trouvé un soutien à Paris et reçu le renfort incalculable de René Massigli.

Il était cependant tout aussi clair que, pour s'affirmer, la politique française devait s'adapter à une multitude de facteurs qu'elle avait laissés se développer tout au long de l'entre deux guerres : la mainmise économique allemande, l'expansion italienne, l'extrême prudence de la politique britannique et le double visage des politiques balkaniques. Il n'est pas sûr que, neuf mois avant le début des hostilités, les diplomates, militaires et hommes politiques de la République avaient conscience de l'extrême enchevêtrement de tous ces facteurs, et notamment du facteur balkanique.

¹⁹⁹ « Conversations franco-britanniques de Paris », MAE, dossier Hoppenot 7, 24/11/1938.

LA SUPERPOSITION DES SYSTEMES GEOPOLITQUES EN EUROPE DU SUD-EST EN AOÛT 1939



Chapitre 2
**ENTENTE OU
MALENTENDU D'ORIENT ?
mars – août 1939**

Si l'année 1938 avait été celle des hésitations, il ne pouvait en être de même à partir du printemps 1939. Les coups de force de l'Allemagne et de l'Italie en direction de l'Europe orientale, de la Baltique aux Balkans, se multiplièrent. En trois mois, on devait désormais compter avec la présence des troupes de l'Axe en Bohême, en Slovaquie, à Memel et en Albanie, et anticiper la menace de nouveaux coups de force en Pologne, en Roumanie, en Yougoslavie ou en Grèce.

À la suite de ces événements, et alors que la guerre devint à l'été 1939 une quasi-certitude, le dilemme devint encore plus pressant en France sur l'avenir de l'Europe orientale : l'abandonner complètement à l'Axe et se replier sur l'Empire colonial, ou au contraire s'engager dans une reconquête en renouant avec la tradition des alliances de diversion ? On pouvait s'attendre à ce que les partisans de la deuxième solution, avec René Massigli en tête, donnent suffisamment de voix pour imposer un nouvel investissement français à l'est. Mais la procédure risquait d'être longue : aborder les derniers Etats orientaux non soumis à l'Axe, résoudre le différend territorial avec la Turquie, tout cela afin d'établir une alliance et un véritable plan de guerre dans la région.

De plus, le jeu oriental était toujours aussi, sinon plus, complexe qu'un an auparavant et les acteurs ne manquaient pas. La Grande Bretagne était le partenaire inévitable d'une guerre contre l'Axe. Après avoir vu l'édifice de l'apaisement avec l'Allemagne s'effondrer, son gouvernement était désormais prêt à engager des contacts d'États-majors pour préparer un éventuel conflit. Mais son point de vue sur la conduite de la guerre était toujours prudent et hésitant. Les grandes alliances militaires orientales ne risquaient-elles pas de faciliter l'éclatement d'un conflit, plutôt que de l'éviter ? Et d'autre part, pourquoi s'engager en Europe continentale lorsque la plupart des intérêts britanniques se situaient toujours en Méditerranée ?

Incertain, l'appoint britannique n'était pas suffisant pour mettre un coup d'arrêt à la fulgurante progression allemande vers l'est. De même qu'en 1914, le soutien russe était également nécessaire pour que la menace d'une guerre sur deux fronts fût crédible. Frontalière de la Pologne et de la Roumanie, alliée de longue date à la Turquie, l'Union Soviétique devint un passage obligé pour parler de front d'Orient. Mais, en ce printemps 1939, le Kremlin brouillait constamment les messages aux alliés : était-il sincèrement animé du désir de participer à une alliance orientale ? Ne cherchait-il pas plutôt au travers de conditions sans cesse renouvelées à asseoir sa propre influence en Europe de l'est et en Méditerranée ?

Il y avait enfin la question des Etats balkaniques, sur lesquels la pression des événements devint encore plus asphyxiante et les forçait à faire leurs choix : allaient-ils rester figés dans leur neutralité officielle ? Solliciteraient-ils au contraire un rapprochement avec les alliés face aux nouvelles menaces ? Mais même dans ce dernier cas, ce rapprochement n'allait-il pas être assorti d'une multitude de conditions et de demandes susceptibles de rétablir les liens de confiance ? On voyait mal la Grèce ou la Roumanie renoncer à leurs demandes en matériel militaire ou la Turquie à sa revendication sur le Sandjak d'Alexandrette. On voyait encore plus difficilement tous ces Etats, quelles que fussent les monnaies d'échange, se jeter corps et âmes dans une alliance avec la France sans veiller à garder les bases de la politique des équilibres qu'ils avaient menée tout au long de l'entre deux guerres.

C'est dans ces conditions perplexes que Paris fit en 1939 le choix stratégique d'une action orientale, et déploya progressivement ses moyens diplomatiques et militaires dans ce but. Les négociations franco-britanniques sur un front d'Orient, les garanties données à l'intégrité de la Grèce et de la Roumanie, les missions Weygand à Ankara et Bucarest, la cession d'Alexandrette et la déclaration franco-turque d'assistance mutuelle, et la mise en place d'un commandement militaire à Beyrouth furent autant d'étapes d'un parcours laborieux qui, à l'été 1939, fit croire à la renaissance du front d'Orient.

1. La nouvelle donne orientale au printemps 1939.

1.1. Les coups de force allemands de mars 1939 et leurs conséquences.

Le 15 mars 1939, les troupes allemandes envahirent ce qui restait de la République tchécoslovaque et occupèrent Prague dans la matinée. La Bohême et la Moravie furent proclamées par Hitler protectorat du Reich tandis que la Slovaquie proclama son indépendance et se plaça bénévolement sous la protection de Berlin. Le 16, la Hongrie s'associa à l'action allemande et annexa la Ruthénie subcarpathique. Le 22, la Lituanie céda à son tour à un ultimatum allemand et abandonna au Reich la ville de Memel. Quelques jours plus tard, le ministre allemand des Affaires étrangères, Joachim Von Ribbentrop, présenta officiellement à la Pologne la revendication allemande sur Dantzig, inaugurant une nouvelle phase de tension en Europe centrale et orientale²⁰⁰.

La crise du printemps 1939 toucha également les Balkans. Dès le 15 mars, le bruit courut que l'Allemagne avait présenté à Bucarest un ultimatum menaçant la Roumanie d'une invasion²⁰¹. Le gouvernement roumain démentit dans un premier temps ces rumeurs par la voix de son Ambassadeur à Londres Virgil Tilea²⁰². Cependant au cours d'une discussion plus officieuse qu'il eut avec son homologue français Charles Corbin, Tilea confirma -sans parler explicitement d'ultimatum- que son pays était bien l'objet de pressions allemandes mettant en cause son intégrité territoriale. Selon les conclusions que tira Corbin de l'entretien, « *au cours des dernières conversations économiques, les délégués allemands ont déclaré au gouvernement roumain que le Reich n'accepterait de garantir les frontières de la Roumanie que si celle-ci consentait à supprimer toutes ses industries pour consacrer toutes ses ressources à la production agricole* »²⁰³, ce qui voulait dire en clair qu'en tant que grande importatrice de produits agricoles et exportatrice de produits industriels, l'Allemagne se préparait d'une façon ou d'une autre à annexer économiquement la Roumanie. Le 23 mars, un accord entre l'Allemagne et la Roumanie instaura un plan économique pluriannuel entre les deux pays : les échanges de

²⁰⁰ Jean-Baptiste DUROSELLE, *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, 12^{ème} édition revue par André Kaspi, Paris, Armand Colin, 2001, p. 229.

²⁰¹ Londres à Diplomatie n° 827, MAE, dossier Allemagne 724, 19/3/1939.

²⁰² Londres à Diplomatie, repris dans Diplomatie à Washington n° 358, MAE, dossier Allemagne 724, 20/3/1939.

²⁰³ Londres à Diplomatie, repris dans Diplomatie à Washington n° 419-422, MAE, dossier Allemagne 724, 17/3/1939.

matières premières roumaines contre des produits industriels allemands étaient intensifiés ; une société mixte germano-roumaine était désormais en charge de l'exploitation d'une grande partie des gisements de pétrole sur le territoire roumain ; Bucarest s'engageait à passer au Reich ses commandes en équipement militaire et notamment aéronautique²⁰⁴. Par la technique du coup de force et de la menace, l'Allemagne réalisa ainsi un nouveau pas vers le contrôle total des économies balkaniques au moment même où, à Paris, les conseils et commissions ministériels s'interrogeaient encore sur l'opportunité d'adopter l'ensemble des recommandations de la mission Alaphand sur le commerce avec l'Europe du sud-est.

Face à cette avalanche de reculs, les gouvernements français et britannique s'empressèrent tant bien que mal de réagir diplomatiquement pour éviter une nouvelle action allemande contre la Pologne ou la Roumanie. Les deux capitales étaient appelées à s'investir d'avantage dans les affaires d'Europe orientale, ce qui jusque là avait fait l'objet d'hésitations à Paris et de franche hostilité à Londres. Le point principal de cet investissement fut incontestablement l'ouverture à l'URSS, avec laquelle les premières négociations politiques furent engagées dès le 17 mars²⁰⁵. Cette nouvelle politique orientale ne se limita pourtant pas à l'option russe. Elle conduisit Paris à Londres à porter leurs efforts en direction du sud-est et notamment de la Turquie.

1.1.1. La victoire de René Massigli dans le débat turc.

Dans ses mémoires publiées en 1948, Georges Bonnet ne laisse pas d'ambiguïtés sur son état d'esprit en ce début de printemps 1939 : alors que l'Allemagne avançait ses positions en Europe orientale, la France ne pouvait plus s'offrir le luxe d'être en froid avec la Turquie et voir en cas de conflit armé se répéter la situation de 1914. Le Sandjakd'Alexandrette était une monnaie d'échange qui risquait fort d'être perdue car entre le contrôle indirect de la province et son annexion pure et simple par Ankara « *il n'y avait qu'un pas. Il était évident que la Turquie tenterait de le franchir* »²⁰⁶. Ainsi, le

²⁰⁴ « Traité destiné à parfaire les rapports économiques entre le Royaume de Roumanie et le Reich allemand », MAE, dossier Roumanie 187, 23/3/1939.

²⁰⁵ Jean-Baptiste DUROSELLE, *Politique étrangère de la France. La décadence 1932-1939*, Paris, Imprimerie nationale, 1979, p. 418.

²⁰⁶ Georges BONNET, *Défense de la paix. Tome II: fin d'une Europe (de Munich à la guerre)*, Les éditions du cheval ailé, Genève, 1948, p. 93.

ministre envoya dès le 20 mars à Massigli des instructions pour engager la négociation sur la cession d’Alexandrette.

Le processus aurait été en fait bien plus laborieux, et l’unanimité de la diplomatie française bien moins manifeste. Pour que Bonnet donne à Massigli son feu vert, il aura fallu qu’Ankara ajoute sa propre contribution aux chocs diplomatiques qui secouaient la France. Le 13 mars, l’assemblée du Hatay adopta la Livre Turque pour monnaie officielle et, selon René Massigli, était prête à profiter de la confusion européenne pour annexer *de facto* la province²⁰⁷. Au lendemain de l’entrée des troupes allemandes à Prague et « *au risque de passer pour un maniaque* », l’ambassadeur écrivit une nouvelle fois à son ministre et lia dans son message l’évolution des questions tchèque et turque par des allusions régulières aux événements de Bohême : « *les événements d’Europe centrale produisent un effet profond et apportent à l’appui de la thèse dynamique un argument qui semble de poids (...). Ces considérations ne vaudraient évidemment pas si nous étions résolus à revenir sur les concessions faites les unes après les autres dans l’affaire du Sandjak; mais, dans ce cas, il faudrait assumer des risques que l’état général de l’Europe nous recommande d’éviter* »²⁰⁸.

A défaut de provoquer un sursaut du ministre, le ton pressant et presque menaçant du message de Massigli conduit le ministère à mettre fin à l’hésitation et l’attentisme qui avaient jusque là été les siens. Le 17 mars, alors que les premiers bruits d’ultimatum allemand à Bucarest avaient commencé à circuler, le directeur de la section Afrique-Levant du ministère des Affaires étrangères, Ernest Lagarde, convoqua des représentants des États-majors des trois armées afin d’obtenir leurs opinions sur les instructions qu’il convenait de donner à Massigli sur le Sandjak.

La réunion examina visiblement la question turque au regard des recommandations envoyées par les missions diplomatiques et militaires en Turquie et dans les Balkans, qui toutes -comme nous l’avons évoqué- insistaient sur l’intérêt stratégique du territoire turc en cas de guerre, et particulièrement pour des opérations contre les forces navales italiennes. L’un des auteurs de ces recommandations, le général Huntziger, participait à la réunion en tant que représentant de l’état-major de l’Armée.

²⁰⁷ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Plon, Paris, 1964, p. 113.

²⁰⁸ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Plon, Paris, 1964, pp. 113-115.

L'état-major de la marine était constamment hostile à l'Italie et son chef, l'amiral Darlan, avait à maintes reprises lors des mois précédents répété qu'il était nécessaire de combattre l'Italie à partir de bases en Méditerranée orientale.

Ainsi, la probabilité d'un conflit armé en Europe s'étant subitement renforcée, à lire le procès-verbal de la réunion du 17 mars, l'opportunité d'une négociation franco-turque fut acceptée presque sans débat. Pour le général Huntziger, même si les Turcs « *à la manière de M. Hitler* » jouaient « *la force menaçante* », il fallait désormais « *négocier notre reculade obligatoire* » au Sandjak. Le contre-amiral Le Luc toucha au fond du problème en affirmant « *l'intérêt que voit la marine du point de vue général pour son action contre les lignes de communications maritimes adverses, à toutes décisions qui nous promettaient une attitude bienveillante ou neutre de la Turquie* ». Au nom de l'Aviation, le général Mendigal se joignit pleinement à ces propos et, après un bref « *échange de vues sur la vanité des pactes* », la réunion se mit d'accord sur les instructions à envoyer à Massigli. Il était prévu de demander à l'ambassadeur de poursuivre la négociation avec Ankara et de ne pas décourager sa revendication sur le Sandjak, dans l'idée de lui céder la province après l'expiration du mandat syrien. Mentionnées sur le procès-verbal de la réunion, les instructions se terminaient ainsi : « *sur ces bases, monnayer nos lâchages en essayant d'amener les Turcs à une conversation d'états-majors ou à un pacte frisant l'assistance* »²⁰⁹.

René Massigli venait d'emporter une victoire considérable. La réunion avait adopté son idée maîtresse qui était que la question du Sandjak et la recherche d'une alliance méditerranéenne constituaient les deux faces de la même monnaie. La cession du Hatay était désormais ouvertement liée à la conduite d'un conflit armé contre l'Italie en Méditerranée, et, plus généralement, de la préparation de la France à la guerre. Ce lien mettait Massigli en état d'alliance objective avec le clan anti-italien au Quai d'Orsay, dont le chef était le secrétaire général du ministère, Alexis Léger. C'était là un terrain d'autant plus favorable qu'en ce printemps 1939, le président du conseil Edouard

²⁰⁹ Procès-verbal de la réunion du 17/3/1939, SHD-DM, carton 1BB²184, 17/3/1939.

Daladier sembla définitivement renoncer à toute tentative de conciliation avec Rome et opter pour la ligne dure préconisée par Léger²¹⁰.

C'est dans ces conditions que Georges Bonnet se résigna à envoyer le 20 mars à Massigli des instructions lui demandant d'engager la conversation. Bonnet avait revu à la baisse les recommandations formulées trois jours auparavant par Lagarde et les militaires. Massigli devait d'abord sonder les intentions turques et ne proposer qu'un retrait partiel et progressif du Sandjak, en échange de quoi la Turquie céderait à une entreprise française la ligne de chemin de fer dans la province et s'engagerait dans une « *collaboration amicale dans toute conjoncture dont le développement paraîtrait de nature à rompre l'équilibre présent ou à altérer le statu quo dans le bassin oriental de la Méditerranée* »²¹¹. Le 23 mars, le jour où l'accord germano-roumain était signé, se tenaient les premiers contacts franco-turcs sur l'avenir du Sandjak d'Alexandrette.

1.1.2. La timide révolution britannique en Europe de l'est et en Turquie.

De même qu'en France, les coups de force hitlériens provoquèrent un hésitant sursaut en Grande Bretagne. Dès le 18 mars, le Cabinet britannique traita prioritairement de la situation en Roumanie dont l'évolution paraissait décisive pour le maintien du *statu quo* non seulement dans les Balkans mais également en Méditerranée orientale. Un rapport des chefs d'état-major remis au Cabinet était très clair sur ce point : en cas d'asservissement économique de la Roumanie, « *la position stratégique de l'Allemagne serait considérablement améliorée, étant donné qu'elle pourrait presque neutraliser les efforts de la marine britannique de lui imposer un blocus en temps de guerre (...). Plus rien ne pourrait empêcher l'Allemagne de progresser vers la Méditerranée, sachant qu'elle pourrait compter sur l'amitié de la Bulgarie* »²¹². Face à cette éventualité qu'il fallait éviter, le Cabinet considéra que seul un encerclement diplomatique tant à l'ouest qu'à l'est permettrait d'affronter efficacement l'expansionnisme allemand. Ainsi, le Cabinet décida « *d'entamer des contacts avec la Russie, la Pologne, la Yougoslavie, la Turquie, la Grèce et la Roumanie afin d'en obtenir la garantie qu'ils se joindront à nous*

²¹⁰ Elisabeth du REAU, *Edouard Daladier*, Paris, Fayard, 1993, p. 334.

²¹¹ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Plon, Paris, 1964, pp. 115-116.

²¹² Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° 12(39), TNA, CAB 23/98, 18/3/1939.

pour résister à toute acte allemand d'agression dont le but serait d'obtenir la domination de l'Europe du sud-est ».

L'enthousiasme était cependant moins unanime que ne le laissait transparaître le procès-verbal: le ministre de la Défense Lord Chatfield avait très peu confiance en la parole et les capacités de tous les Etats d'Europe orientale pour soutenir le gouvernement britannique, et proposait de limiter les contacts aux Etats occupant des positions stratégiques cruciales ou dotés d'armées capables de résister à une invasion allemande. En fait seules la Pologne, l'Union Soviétique et la Turquie pouvaient être, aux yeux du ministre de la Défense, des alliés potentiels de confiance. La Roumanie n'avait pas d'armée digne de ce nom et il était impossible de lui prêter une quelconque assistance sans avoir l'accès aux détroits turcs. Quant à la Grèce, sa valeur stratégique à la jonction de la Méditerranée orientale et des Balkans était certes reconnue mais son armée était jugée sans valeur militaire. De ce fait, Chatfield avait tiré la conclusion qu'il faudrait qu'elle soit « *un neutre, plutôt qu'un allié* ». Le ministre des Affaires Étrangères, Lord Halifax, était d'accord avec cet avis : si une alliance orientale devait être construite, elle devrait concerner exclusivement le couple franco-britannique, la Pologne, la Turquie et l'URSS.

Deux jours plus tard, lors d'une nouvelle réunion du Cabinet, Chamberlain lui-même se joignit à cette vision plus prudente du problème oriental. Une alliance générale avec les petits Etats risquait de dissoudre les efforts britanniques dans les complexes intrigues de l'Europe orientale sans offrir de réelles contreparties : « *si les petits Etats devaient tous devenir des parties de l'arrangement initié, ils seront tentés d'adopter une ligne très rigide sur des questions secondaires et pourraient nous précipiter dans la situation précise que nous souhaitons éviter* ». La Yougoslavie, la Grèce ou la Roumanie -dont les problèmes étaient pourtant à l'origine des réunions du Cabinet- se retrouvaient par conséquent en-dehors du champ des priorités immédiates britanniques. En ce qui concernait la Turquie, Chamberlain demeurait sur la traditionnelle hésitation de la politique britannique : il reconnaissait l'immense valeur stratégique de ce pays ainsi que ses capacités militaires, mais craignait que son inclusion dans la déclaration ne provoque la rupture du fragile équilibre des forces avec l'Italie en Méditerranée. Ainsi, le Cabinet limita finalement à la Pologne et la Russie le groupe de pays avec lesquels la France et la

Grande Bretagne devaient se concerter, initialement dans le cadre d'une déclaration commune prévoyant des consultations « *en cas d'action contre l'indépendance politique d'un Etat européen* »²¹³.

Même si le virage britannique était somme toute extrêmement prudent, il n'en demeurait pas moins que Londres avait au lendemain des crises tchèque et roumaine accepté l'idée d'un front diplomatique oriental comme base de la politique à mener vis-à-vis de l'Allemagne, qui avait été jusque là constamment rejeté. C'était un pas de plus vers le rapprochement timidement initié avec la Turquie au lendemain de la guerre d'Ethiopie. La suite des événements compliqua cependant un peu plus la donne. En effet, il s'avéra rapidement que faire signer une déclaration commune à la Pologne et à l'Union Soviétique relevait en ce printemps 1939 de la combinaison impossible, Varsovie refusant constamment de voir Moscou obtenir par une telle déclaration un droit de regard sur sa défense nationale²¹⁴. En attendant qu'un *modus vivendi* puisse être trouvé avec l'URSS, le gouvernement britannique se résigna le 31 mars à garantir seul l'intégrité territoriale de la Pologne. La négociation avec l'Union Soviétique s'annonçait de plus très perplexe en partie car Chamberlain ne croyait ni en la parole du régime bolchevik, ni en la valeur de l'Armée Rouge après les purges de 1937 : le Premier ministre aurait accordé aux contacts avec Moscou une valeur surtout symbolique qui aurait éventuellement pu faire réfléchir Hitler sur le risque d'une guerre²¹⁵.

Dans ce dispositif oriental encore très lacunaire et incertain, la perspective d'une alliance directe avec la Turquie, sans être officiellement adoptée, suscitait un intérêt certain²¹⁶. A la fin du mois de mars, et alors que Massigli avait enfin reçu l'autorisation de négocier avec le gouvernement turc, le *Foreign Office* gardait vis-à-vis d'Ankara une attitude attentiste qui laissait cette perspective complètement ouverte. Le 22 mars, la question fut ouvertement discutée entre Lord Halifax et l'ambassadeur turc à Londres,

²¹³ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° 13(39), TNA, CAB 23/98, 20/3/1939.

²¹⁴ « Négociations franco-anglo-russes », note de la sous-direction Europe, MAE, dossier Allemagne 727, 12/5/1939.

²¹⁵ David REYNOLDS, *Britannia overruled. British Policy and World Power in the 20th Century*, Londres, Longman, 1991, p. 139.

²¹⁶ C'est l'opinion exposée dans Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 1998, p. 174.

Tevfik Rüştü Aras²¹⁷. Le 26, il en fut de même entre le nouvel ambassadeur britannique à Ankara, Sir Hugue Knatchbull-Hugessen, et Şükrü Saraçoğlu qui avait succédé à Aras à la tête de la diplomatie turque²¹⁸. En dépit d'un scepticisme et d'une hésitation toujours manifestes, la Grande Bretagne rejoignait progressivement la France sur le terrain de l'alliance turque.

Il n'en demeurait pas moins une différence de poids dans l'approche qu'avaient les deux pays du problème oriental. Pour Paris, le rapprochement avec la Turquie allait de pair avec la mise en place d'une stratégie militaire en vue d'un conflit armé en Méditerranée orientale et en Europe du sud-est. Dans le même temps, le Cabinet britannique continuait à modeler sa politique sur un plan principalement diplomatique, considérant qu'une simple politique de rapprochement avec la Pologne, l'URSS ou la Turquie suffirait à dissuader l'Allemagne d'entrer en guerre et éviterait de ce fait un conflit armé²¹⁹. Cet écart de perceptions fut en partie comblé lors des conversations d'états-majors de Londres qui suivirent la crise en Europe centrale.

1.2. Le militaire prend le pas : l'action orientale et le scénario d'une guerre méditerranéenne.

Les deux gouvernements avaient décidé de tenir des conversations d'états-majors dès le début de 1939, lorsque des rumeurs avaient commencé à circuler sur une éventuelle attaque allemande à l'ouest contre la Belgique ou les Pays Bas. Dans cette hypothèse, le gouvernement britannique avait accepté le principe du déploiement d'un corps expéditionnaire anglais en France²²⁰ et de discuter des modalités dans lesquelles les deux armées collaboreraient dans le cas d'un conflit armé.

Décidées alors que Londres n'avait pas totalement abandonné la ligne de l'apaisement et que Paris hésitait toujours sur l'opportunité d'investir politiquement en Europe du sud-est, ces négociations prirent une autre dimension au fur et à mesure que la tension remonta en Europe orientale. Pour les chefs militaires des deux pays, il fallait

²¹⁷ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° 14(39), TNA, CAB 23/98, 22/3/1939.

²¹⁸ Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, p. 173.

²¹⁹ R.A.C. PARKER, « La politique britannique » dans *L'Europe en guerre septembre 1939-juin 1940. Historiens et Géographes*, Hors-série, 1990, pp. 51-59.

²²⁰ ELEANOR M. GATES, *End of the affair: the collapse of the Anglo-French Alliance 1939-1940*, Berkeley LA, University of California Press, 1981, p. 15.

désormais coordonner l'action militaire pour faire face à un scénario de guerre européenne dans laquelle l'Allemagne et l'Italie seraient opposées à la France et à la Grande Bretagne.

1.2.1. A la veille des négociations : les deux Hauts Commandements face au principe de l'action orientale.

En même temps qu'ils acceptèrent l'idée d'envoyer en France un corps expéditionnaire en cas d'attaque allemande à l'ouest, les chefs d'état-major britanniques avaient examiné plus attentivement le scénario possible d'une guerre. Le 20 février 1939, le Comité gouvernemental de Défense Impériale présenta au Cabinet ses propositions. Considérant que l'Allemagne serait probablement rejointe par l'Italie en cas de guerre, le comité proposait de mener un conflit de nature différente avec chacun de ces deux pays. Puissante militairement, l'Allemagne devait d'abord être affrontée au moyen d'un blocus économique et non d'une attaque contre son territoire. Au contraire, les membres du comité se montraient plutôt favorables à l'idée d'une politique plus agressive en Méditerranée contre l'Italie²²¹.

Au moment où s'ouvraient les discussions de Londres, la délégation britannique exprima clairement ce point de vue, complètement nouveau pour la ligne de conduite qu'avait suivie Londres jusque là, dans une note parvenue à l'état-major français. « *Nous admettons que le but final de l'Italie est d'accroître son Empire colonial aux dépens de la France et de l'Angleterre et, en nous voyant engagés avec l'Allemagne, elle pourrait saisir une occasion profitable* ». Ayant ainsi posé le principe d'une Italie alliée à l'Allemagne en cas de conflit, la note fixait comme but à la France et à la Grande Bretagne de « *sauvegarder leurs intérêts en Méditerranée orientale et dans tout le Proche Orient, tout en éliminant l'Italie de la guerre le plus tôt possible. Ceci impliquerait une action navale offensive dès le début partout où cela serait possible en s'en prenant en forces navales, au littoral et aux bases de l'Italie* ». Pour accomplir ce but, les territoires et colonies des alliés ne suffisaient pas. A côté de Malte, Gibraltar, Alexandrie et Toulon, il était recommandé d'utiliser également le territoire turc pour

²²¹ Lynn H. CURTRIGHT, « Great Britain, the Balkans and Turkey in the Autumn of 1939 » dans *The International Historic Review*, X, 3, août 1988, pp. 433-455; et aussi Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, pp. 163-166.

attaquer ou menacer le Dodécanèse : *« l'Italie se verrait obligée de consacrer des forces à la défense du Dodécanèse au lieu de pouvoir utiliser l'Archipel comme base d'attaques. Nous pourrions nous servir utilement de Smyrne comme base navale et utiliser aussi les bases aériennes turques »*. Dépassant même les doutes de Lord Chatfield sur les capacités militaires de l'armée hellénique, les auteurs considéraient qu'il était *« très important d'obtenir que la Grèce soit notre alliée »*²²². Allant au-delà de l'attitude prudente du Cabinet, la note avait de fait posé une option pour une opération en Méditerranée orientale en cas de conflit armé.

Du côté français, c'est le 7 mars 1939 le Conseil Supérieur de la Défense Nationale (qui était depuis 1938 l'organe gouvernemental pour la direction générale de la guerre²²³) envoya ses directives en vue des négociations militaires de Londres. Le document plaçait également comme point de départ de sa réflexion *« un conflit mettant aux prises l'Angleterre et la France d'une part, l'Allemagne et l'Italie d'autre part »*. Il ajoutait que *« le gros morceau est à coup sûr l'Allemagne, matériellement et moralement beaucoup plus solide que son alliée »*²²⁴.

Sur la base de scénario, les recommandations prévoyaient également dans un premier temps des actions à mener contre *« l'Italie continentale, insulaire et coloniale »*²²⁵. Mais à la différence du point de vue britannique, la liste des actions à mener ne s'arrêtait pas là. Comme pour affirmer que la question italienne n'était pas l'affaire principale dans la conduite de la guerre, les consignes se poursuivaient ainsi : *« pendant ce temps-là, il faudra se couvrir soigneusement contre l'Allemagne au triple point de vue terrestre, maritime et aérien, spécialement pour le cas où l'Allemagne, disposant de la totalité de ses forces - si elles ne sont pas accrochées sérieusement par nos alliés en Europe centrale- pourrait agir par la Belgique (et la Hollande) ou la Suisse »*. Par son allusion en apparence secondaire à l'Europe centrale, le passage devenait extrêmement intéressant. La formulation laissait en fait entendre qu'une guerre

²²² « Méditerranée et Proche Orient », doc. n° AFC (J) 15, SHD-DM, carton 1BB2-183, non daté.

²²³ Jean DOISE et Maurice VAISSE, *Diplomatie et outil militaire 1871-1969*, Paris, Imprimerie Nationale, 1987, p. 328.

²²⁴ « Note sur les accords d'État-major franco-anglais », SHD-DM, carton TTA5, 7/3/1939.

²²⁵ On retrouvait d'ailleurs là la vieille conception du Haut Commandement français en vertu de laquelle l'Italie était sans réelle valeur militaire Jean-Marie PALAYRET, *L'alliance impossible. Diplomatie et outil militaire dans les relations franco-italiennes*, Vincennes, Service Historique de la Marine, 2004, pp. 479-480.

sur le territoire français pouvait être, sinon évitée, du moins très limitée si une action était menée du côté oriental. La vieille idée selon laquelle en 1914 un front oriental aurait pu, s'il avait été planifié dès le début des hostilités, éviter à la France les carnages de la Grande Guerre revenait à travers ces lignes du CSDN. A partir de cette phrase le texte restait focalisé sur l'Europe orientale et utilisait le terme « offensive » pour décrire une éventuelle action contre l'Allemagne : « *de même la nécessité de porter secours aux puissances de l'Europe orientale qui se joindraient à nous pourrait nous amener à envisager certaines offensives (au moins locales) de diversion* ».

Cette fois-ci le mot était ouvertement prononcé. Plusieurs années après que le deuxième bureau de l'État-major de l'Armée eut interrompu -faute d'alliances- l'étude de projets d'attaque de l'Allemagne à l'est, le Haut Commandement français faisait à nouveau de la diversion orientale l'un des principes de la conduite de la guerre²²⁶. Dans l'esprit des rédacteurs, le soutien militaire aux alliés orientaux permettait à tout le moins d'« accrocher » les forces allemandes et donc de neutraliser les capacités du Reich sur le front occidental. Cette neutralisation apparaissait en tête de la liste des priorités par laquelle les consignes se terminaient : il fallait avant tout « *maintenir un front solide* ». Suivaient dans les priorités le blocage des « *communications de l'Allemagne* », et en troisième position l'offensive contre l'Italie. L'attaque directe sur l'Allemagne venait en dernier, « *après des résultats décisifs ou tout au moins importants sur l'Italie et la réunion de très gros moyens matériels franco-anglais* ».

De ces quatre priorités, les trois dépendaient, en partie ou en totalité, d'une action orientale. Le maintien d'un front solide était conditionné à l'accrochage des forces allemandes par les alliés orientaux. Si on accorde au terme de « *communications de l'Allemagne* » une dimension économique et commerciale, on comprend aisément que ce

²²⁶ On pourra remarquer que la phrase « *la nécessité de porter secours aux puissances de l'Europe orientale qui se joindraient à nous pourrait nous amener à envisager certaines offensives (au moins locales) de diversion* » manque un peu de clarté. S'agissait-il de mener une action de diversion à l'est pour aller au-devant d'une attaque allemande contre les alliés orientaux, ou plutôt à l'ouest pour obliger le Reich à porter vers l'occident une partie des forces mobilisées pour une éventuelle attaque sur la Roumanie ou la Pologne ? Nous avons opté -sans en avoir l'assurance- pour la première hypothèse en tenant compte du lourd héritage que représentait le souvenir des diversions orientales de 1915 dans les esprits de l'état-major français. Quel que soit le cas, il est clair que la note posait à nouveau l'idée d'une guerre sur deux fronts -occidental et oriental- également importants comme élément fédérateur de l'action à mener face à l'Allemagne.

blocage était inconcevable sans présence militaire dans les Balkans. Quant à l'offensive à mener contre l'Italie, elle pouvait difficilement se passer d'une action contre le Dodécanèse, même si le nom de l'archipel n'apparaissait pas explicitement dans les directives. Les autres priorités furent reprises en tant que « *phases de la guerre* » dans la note que la délégation française déposa à son tour lors des négociations de Londres²²⁷.

1.2.2. Les négociations de Londres et l'adoption du scénario méditerranéen.

C'est dans ces conditions que les délégations française et britannique se retrouvèrent à Londres du 29 mars au 4 avril 1939 pour une première phase de conversations. Même s'ils ne font pas état en détail des conversations qui se sont tenues, les documents disponibles au Service Historique de la Marine à Vincennes témoignent d'une incontestable convergence de vues.

Les deux délégations se sont mises d'accord sur la conduite générale de la guerre. Celle-ci devait comporter trois phases. Dans un premier temps la consolidation défensive des Empires devait aller de pair avec une pression économique à exercer sur les belligérants. La deuxième phase consistait à mettre hors de cause l'Italie avant de lancer, dans un dernier temps, une offensive finale contre l'Allemagne. Dans le détail des phases, la question italienne ne sembla pas poser trop de problèmes. Elle fut débattue le 31 mars lors d'une séance à l'Amirauté au cours de laquelle les deux délégations reconnurent, chacune à sa manière, qu'il était important d'obtenir des alliances solides en Méditerranée orientale, afin que des offensives puissent être menées à partir de là. Pour la délégation britannique, la Grèce était -même en conservant sa neutralité- une base plus ou moins acquise. Selon le rapport français de la réunion, il était ressorti des entretiens qu'Athènes « *se laisserait faire violence, avec protestation au besoin, pour l'usage éventuel et rapide de ses bases par les Anglais* » ; plutôt que de s'engager dans une alliance avec la Grèce, on pouvait plus ou moins réitérer les méthodes de la Grande Guerre vis-à-vis d'elle. De toutes façons, les militaires britanniques ne considéraient pas indispensable l'utilisation du territoire grec pour une action efficace contre l'Italie. À

²²⁷ « Le problème stratégique d'ensemble pour la conduite de la guerre », doc. n° DF6, SHD-DM, carton 1BB2-183, 1/4/1939.

défaut, il était possible de « *maintenir une croisière entre Cerigo²²⁸ et la Crète, à partir d’Alexandrie* » afin de fermer à la flotte italienne les accès à la mer Noire. La question des alliances se posait différemment en ce qui concernait Ankara : « *les Anglais voudraient une Turquie amie et se lanceraient volontiers sur le Dodécanèse bien qu’il soit, dit-on, formidablement fortifié* »²²⁹.

La délégation française rejoignait tout à fait son interlocuteur britannique sur cette question de l’importance stratégique du Levant. Une note rédigée en ce sens insistait sur trois points sur la stratégie militaire à mener dans la région. En premier lieu, il fallait obtenir le plus rapidement possible une maîtrise du bassin oriental de la Méditerranée. Deuxièmement, une Turquie alliée avait un rôle essentiel à jouer dans ce dispositif. Enfin, la note proposait la constitution d’une force mobile de quelques bataillons, escadrons et batteries à envoyer en Egypte, qui pourrait ensuite servir de noyau pour une force plus importante à faire venir de Madagascar, d’Afrique du Nord ou d’Extrême Orient. C’était la première fois au cours des négociations qu’il était en fait question de baser au Levant une sorte de corps expéditionnaire à renforcer progressivement²³⁰. La note française n’est pas assez détaillée pour faire comprendre à quelles fins pouvait être utilisé ce corps, mais il est difficile de ne pas y voir à nouveau la tentation de rejouer en mieux le scénario de l’Armée d’orient. Quant au côté britannique, il ne ressort en aucun point des documents consultés qu’il avait l’intention d’envoyer un quelconque corps expéditionnaire en Méditerranée orientale, les offensives contre l’Italie devant être menées par les marines avec l’appoint éventuel de forces alliées c’est-à-dire turques.

En dépit de ce décalage de conceptions, les discussions de Londres montrèrent une convergence certaine sur la question de la guerre en Méditerranée : les militaires des deux pays affirmaient l’importance d’une politique d’alliances militaires d’abord avec la Turquie et éventuellement avec la Grèce. Ils étaient d’accord pour affirmer que l’issue du combat contre les forces italiennes pouvait se jouer en mer Égée.

Est-ce à dire qu’il n’y avait pas de divergences entre les deux états-majors ? Au bout de cinq jours de discussions, c’était plus qu’incertain. Selon le procès-verbal de la

²²⁸ Il s’agit de l’île de Cythère, au sud du Péloponnèse.

²²⁹ « Conversations d’État-major . Séance du 31/3 à l’Amirauté », SHD-DM, carton TTA5, non daté.

²³⁰ « Levant », doc. n° DF5, SHD-DM, carton 1BB2-183, non daté.

dernière séance qui s'est tenue le 4 avril 1939, tous les points soulevés n'avaient pas été abordés et il fallait reporter ultérieurement et en fonction des conditions politiques du moment l'«*éventualité d'une participation à la guerre de la Pologne et d'autres puissances européennes*»²³¹. En effet, bien qu'évoquées dans les instructions envoyées à la délégation française, les questions relatives à une éventuelle action orientale en Europe continentale n'avaient pas été traitées. Ainsi, en dépit des convergences de vues sur une éventuelle action à mener contre l'Italie, le côté français était un peu resté sur sa faim. A la tête de la délégation française, le général Lelong fit part de sa déception à Gamelin : «*sur le plan général de la conduite d'une guerre de coalition, nous avons tout d'abord trouvé nos interlocuteurs presque obsédés de défensive sur tous les théâtres ; ce n'est que peu à peu qu'ils ont admis que l'occasion de prendre l'offensive ne devait pas être abandonnée a priori*». Lelong annonçait néanmoins que la deuxième phase des négociations porterait désormais sur l'ensemble des fronts, y compris ceux de l'Europe orientale et du Proche Orient²³².

Il n'en demeure pas moins qu'après les diplomates, c'était au tour des militaires français et britanniques de se retrouver sur le terrain de l'action orientale. Les deux gouvernements semblaient désormais s'accorder sur l'énorme intérêt de s'assurer au moins l'alliance turque pour affronter -en temps de paix armée comme en temps de guerre ouverte- l'axe germano-italien.

1.3. Le temps rattrape les alliés : les événements d'Albanie et l'improvisation des garanties à la Grèce et la Roumanie.

1.3.1. Les Etats balkaniques face aux coups de force de l'Axe.

Pour les capitales balkaniques, l'annexion de la Bohême par Hitler marqua la fin d'une illusion entretenue depuis Munich, selon laquelle le règlement de la question des Sudètes aurait permis d'instaurer une nouvelle entente entre les quatre grandes puissances européennes. L'événement marqua la faillite définitive de la sécurité collective et les dirigeants balkaniques craignirent à nouveau de se retrouver pris dans un conflit armé susceptible d'éclater à tout moment entre les grandes puissances. Nous avons vu

²³¹ « Conversations franco-britanniques. Procès-verbal de la 8^{ème} séance », SHD-DM, carton 1BB2-183, 4/4/1939.

²³² AM Londres à EMA (Gamelin) n° 56/S, SHD-DM, carton 1BB2-183, 5/4/1939.

comment la Roumanie se retrouva en première ligne des nouvelles ambitions allemandes en Europe du sud-est. En Grèce, Métaxas vécut ces jours comme « *la semaine de la Passion* », craignant désormais que l'Italie ne se lance à son tour dans une vague d'agressions sur ses voisins, éventualité dans laquelle il avait pris la « *terrible décision* » de résister quel que fut le prix²³³. Le gouvernement demeura néanmoins extrêmement prudent : en l'absence de tout signe venu de Paris ou de Londres, il fut dès 15 mars l'un des premiers à reconnaître le fait accompli allemand en Bohême-Moravie en abaissant sa Légation à Prague au rang de Consulat général²³⁴.

Du côté turc, le ton changea également : la confiance en l'entente des quatre grandes puissances pour maintenir la paix disparut et *Cumhuriyet* titra pour la première fois en mars : « *Et maintenant, vers une nouvelle guerre mondiale* »²³⁵. D'autre part, la conquête de l'espace vital allemand, qui fut la raison officielle invoquée par Hitler pour annexer la Bohême, avait désormais l'allure d'un retour complet au *drang nach Osten* du deuxième Reich. Au lendemain des événements de Prague le ministre turc des affaires étrangères Şükrü Saraçoğlu convoqua le chargé d'affaires du Reich à Ankara, Kroll, et lui demanda où se situaient les limites de l'espace vital allemand²³⁶. Plutôt que de se lancer dans une explication de texte pour le moins risquée, Kroll se borna à justifier l'occupation de la Bohême, mais il ne calma pas les craintes turques : désormais, le danger pour Ankara venait tant de la mer que du continent. L'Entente Balkanique et l'alliance gréco-turque ne suffisant absolument pas face au risque d'une descente coordonnée germano-bulgare, il fallait là aussi se tourner vers les forces anti-révisionnistes²³⁷. Ainsi, après avoir été le chantre de l'entente entre toutes les grandes

²³³ Ioannis METAXAS, *To προσωπικό του ημερολόγιο* (Son journal personnel), texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, 12-19/3/1939, p. 359.

²³⁴ Annivas Velliadis, *Μεταξάς-Χίτλερ. Οι Ελληνογερμανικές σχέσεις στην Μεταξική δικτατορία 1936-1941* (Métaxas-Hitler. Les relations germano-helléniques durant la dictature de Métaxas), Athènes, Enalios, 2003, p. 91.

²³⁵ Selon Yunus Nadi qui signa l'éditorial de la version française du journal, « *la fin de la Tchécoslovaquie heurte les coutumes et la morale internationales. Il ne subsiste plus aucune base de droit confirmée par des signatures et admises par les traditions réglant les rapports entre les peuples. Telle est la dernière conclusion qui découle de l'examen de la situation et qui semble régler la politique des puissances occidentales* ». *La République*, 20/3/1939.

²³⁶ Cemil KOÇAK, *Türkiye'de Milli Şef Dönemi 1938-1945* (La Turquie à l'époque du Chef National), İletişim Yayınları, Istanbul, 1986, deuxième édition 1996, pp. 240-241.

²³⁷ Cemil KOÇAK, *Türkiye'de Milli Şef Dönemi 1938-1945* (La Turquie à l'époque du Chef National), İletişim Yayınları, Istanbul, 1986, deuxième édition 1996, p. 238.

puissances européennes, la presse turque se mit subitement à blâmer la France et la Grande Bretagne pour leur passivité continue face à l'Allemagne et leur réticence à s'associer à l'URSS pour former un front contre le Reich : « *les honorables démocraties* », écrivait *Cumhuriyet*, « *tout en tremblant devant les progrès de l'extension allemande, préfèrent s'incliner devant le Reich et lui livrer le passage* »²³⁸.

Désormais, il importait pour la diplomatie turque d'alerter ses alliés balkaniques sur la situation en Europe du sud-est et d'orienter l'Entente vers la France et la Grande Bretagne. C'est ainsi que le 8 avril 1939, Saraçoğlu se rendit à Istanbul afin d'y rencontrer son homologue roumain, Grégoire Gafenco, qui y était de passage. Tournant visiblement le dos au ton extrêmement mesuré qu'avait adopté la conférence de l'Entente Balkanique moins de deux mois auparavant, les deux ministres s'engagèrent dans un communiqué secret à résister à l'effort de domination qui menaçait l'Europe du sud-est. Le point 3 de ce communiqué était déterminant : « *si les événements doivent imposer, soit à la Roumanie, soit à la Turquie, soit aux deux Etats ensemble, soit à l'Entente Balkanique dans son entier, de faire un choix et de prendre une position définie entre les deux groupes qui se trouvent aujourd'hui face à face, il est bien entendu que la Roumanie et la Turquie se rallieront -et insisteront même pour que leurs alliés de l'Entente Balkanique agissent de même- au groupement qui s'unit et s'organise en vue de créer une résistance aux tendances d'hégémonie menaçant leur indépendance et leur sécurité* ». Le ralliement aux alliés n'était cependant pas envisagé sans contreparties. Le point 6 précisait qu'en préalable « *la Roumanie et la Turquie s'efforceront d'obtenir toutes les précisions nécessaires en vue d'un appui militaire effectif (troupes, flotte, matériel, munitions, flotte, aviation) afin que leur participation à la résistance commune puisse contribuer de façon efficace au succès final* »²³⁹. Ainsi, après avoir pendant longtemps espéré se tenir à distance des querelles européennes, deux Etats balkaniques se décidaient à envisager leur participation au possible conflit, et par là même à s'engager dans un rapprochement politique avec la France et la Grande Bretagne.

²³⁸ « Pourquoi ne peuvent-elles pas s'y opposer ? », *La République*, 30/3/1939.

²³⁹ Grégoire GAFENCO, *Derniers jours de l'Europe: un voyage diplomatique en 1939*, Paris, Egloff, 1946, pp.167-168.

La concertation face à la menace de l'Axe était en effet devenue urgente. Au jour de la rencontre entre les deux ministres, les troupes italiennes avaient débarqué en Albanie. En trois jours, elles avaient accompli leur mission : le roi Zog quitta le pays et Victor Emmanuel, jusque là roi d'Italie et empereur d'Ethiopie, fut également proclamé roi d'Albanie. Ainsi, l'Italie fasciste annexa de fait un territoire balkanique et pouvait désormais en faire une solide tête de pont pour des opérations ultérieures dans la péninsule.

Cette fois-ci, ce fut un véritable vent de panique qui secoua les Balkans. En Turquie les titres de *Cumhuriyet* se firent l'écho d'un bruit de guerre balkanique imminente : « *Belgrade recevrait un ultimatum de Rome et de Berlin dès que l'occupation de l'Albanie serait un fait accompli. Révélations sensationnelles sur les projets italo-allemands. Le Reich aurait promis certains pays balkaniques à l'Italie. Lui de son côté reprend la migration millénaire du germanisme vers l'Est pour dominer les pays qui le séparent de l'URSS* »²⁴⁰. Du côté grec, on n'en était plus à annoncer ces inquiétantes nouvelles par voie de presse. Craignant que l'imposant contingent italien d'Albanie ne se tourne immédiatement contre Corfou ou Salonique, le gouvernement grec appela immédiatement à l'aide le *Foreign Office*. Convoqué en urgence au ministère hellénique des affaires étrangères, le ministre britannique à Athènes, Sydney Waterlow, fut sommé par Métaxas de se faire donner une « *indication immédiate* » des intentions britanniques en cas d'attaque italienne sur Corfou. Le premier ministre grec insista particulièrement en précisant que selon l'attaché militaire grec à Rome, une telle attaque était imminente²⁴¹.

Le lendemain, c'était au tour de René Massigli et de son homologue britannique Knatchbull-Hugessen d'être convoqués au ministère turc des Affaires Étrangères. Şükrü Saraçoğlu se montra extrêmement déçu de la passivité des deux puissances face à l'Italie, et laissa entendre que la Turquie souhaitait en préalable à toute négociation l'assurance qu'une nouvelle action italienne dans les Balkans constituerait un *casus belli* pour Paris et Londres²⁴². Face à une menace qui les obligeait à s'éloigner de leur traditionnelle

²⁴⁰ *La République*, 10/4/1939.

²⁴¹ Athènes au *Foreign Office* n° 115-116, DBFP, 3, V, doc. 97, 9/4/1939.

²⁴² Ankara au *Foreign Office* n° 108 et n° 109, DBFP, 3, V, doc. 119 et 120, 10/4/1939.

neutralité, Ankara et surtout Athènes pressaient les puissances occidentales de leur donner enfin l'assurance à la fois matérielle et psychologique de leur soutien. C'était d'ailleurs l'assurance qu'elles avaient en vain recherchée au moment de la guerre d'Ethiopie.

1.3.2. L'engagement forcé : les garanties franco-britanniques à la Grèce et la Roumanie

Au moment où les troupes italiennes se lançaient à l'assaut de l'Albanie, les diplomaties françaises et britanniques étaient toujours à la recherche d'une formule acceptable pour joindre à eux l'Union Soviétique ainsi que les Etats de l'Europe orientale potentiellement menacés par l'Allemagne. Refusant de s'immiscer directement dans les complexes équilibres de la région, le côté britannique pressait pour un engagement diplomatique aussi modéré que possible. Son idée était que Paris et Londres devaient n'accorder leur alliance qu'à quelques uns de ces Etats, qui ensuite se chargeraient d'organiser défensivement l'Europe de l'est.

Ainsi, Londres accorda le 31 mars sa garantie sur l'intégrité territoriale de la Pologne, dans l'idée qu'elle n'aurait pas à répéter ce geste pour d'autres pays. Il appartenait à une Pologne renforcée par la garantie directe britannique de nouer une alliance avec Bucarest, qui à son tour impliquerait dans ce réseau d'alliances les pays de l'Entente Balkanique. Venu à Londres dans la première semaine d'avril 1939, le colonel Beck, chef de la diplomatie polonaise, se vit fixer des conditions en ce sens pour que la garantie britannique prenne l'allure d'une véritable alliance militaire : Varsovie devait au plus vite engager des négociations avec Bucarest pour parvenir à un traité d'assistance mutuelle contre toutes les formes d'agression²⁴³. Qu'en était-il dès lors de la Grèce et de la Turquie qui, face à la menace italienne, demandaient un engagement britannique direct et rapide ? Le jour même où l'Albanie était envahie, Halifax avait demandé à l'ambassadeur turc à Londres, Tevfik Rüştü Aras, d'attendre : « *lorsque l'arrangement entre la Pologne et la Roumanie sera complet, nous serons en mesure de discuter avec les gouvernements grec et turc la façon dont il seraient prêts à coopérer* »²⁴⁴.

²⁴³ Les deux pays étaient jusque là liés par un traité d'assistance mutuelle signé en 1931, qui ne concernait que le scénario d'une agression venue de l'est. « Record of conversations », DBFP, 3, V, doc. 1, 4/4/1939.

²⁴⁴ *Foreign Office* à Ankara n° 76, DBFP, 3, V, doc 25, 7/4/1939.

L'évolution de la situation dans les Balkans rendit subitement la temporisation beaucoup plus difficile. Dès les premières rumeurs d'une action sur Corfou, certains cercles de l'état-major pressés d'en découdre avec l'Italie auraient envisagé d'organiser une démonstration navale en mer ionienne, avant d'en être dissuadés par l'Amirauté²⁴⁵. Au lendemain de cette réaction à chaud, le 8 avril 1939, le Cabinet se réunit en urgence pour examiner -sur fond d'appels pressants venant des Balkans- la nouvelle donne. Halifax clarifia qu'il était désormais nécessaire de faire un geste envers la Grèce et la Turquie avec lesquelles il fallait également sérieusement envisager la possibilité d'une alliance²⁴⁶.

Encore fallait-il connaître les intentions françaises. Edouard Daladier reçut le 9 avril Eric Phipps qui était l'ambassadeur britannique à Paris. Le président du Conseil s'est montré déterminé à aller de l'avant dans le sens d'un engagement oriental. Il fallait selon lui clarifier que la France et la Grande Bretagne déclareraient la guerre à l'Italie si celle-ci entreprenait une action en Grèce : « *Monsieur Daladier ne croit pas aux assurances italiennes. Il a le sentiment qu'on a affaire à des gangsters qui tout au plus visent à nous jeter de la poussière dans les yeux* »²⁴⁷. La Méditerranée, poursuivait Daladier, était désormais « *le point vital* » pour la France et la Grande Bretagne : « *si elle est perdue, tout est perdu* ».

L'enthousiasme de Daladier n'était cependant pas partagé à Londres. En dépit de l'affaire albanaise, la diplomatie britannique demeurerait toujours aussi hésitante sur l'opportunité de prendre en Méditerranée des engagements qui pourraient conduire à une rupture avec l'Italie. Selon l'ambassadeur de France Charles Corbin, le gouvernement anglais ne prendrait pas le risque d'une telle rupture « *avant que n'ait été tenté un ultime effort pour dissocier les deux partenaires de l'Axe* »²⁴⁸. D'autre part, dès lors que les bruits d'une action immédiate sur Corfou ne furent pas confirmés, une partie des diplomates britanniques considéra que l'annexion de l'Albanie n'avait pas fondamentalement changé le *statu quo* méditerranéen. Halifax s'était empressé de clarifier le 8 avril que l'Italie avait agi en Albanie en vertu d'un droit de regard qu'elle

²⁴⁵ Londres à Diplomatie n° 303, MAE, dossier Allemagne 726, 14/4/1939.

²⁴⁶ Procès-verbal de la réunion du Cabinet (non numéroté), TNA, CAB 23/98, 8/4/1939.

²⁴⁷ Paris au *Foreign Office* n° 155, DBFP, 3, V, doc. 155, 9/4/1939.

²⁴⁸ Londres à Diplomatie n° 1162, MAE, dossier Allemagne 726, 11/4/1939.

s'était acquis sur ce pays dès 1921, et la presse londonienne allait même plus loin dans cette appréciation : aux dires du *Daily Express*, « *l'occupation de l'Albanie ne modifie guère le statu quo de la Méditerranée, ce pays se trouvant déjà sous le contrôle de l'Italie* »²⁴⁹. Enfin, contrairement à Daladier, le *Foreign Office* sembla se satisfaire d'une série d'assurances formelles qui lui furent données par les officiels italiens sur le respect de l'intégrité de la Grèce. Le 8 avril, Ciano parla en ce sens à l'ambassadeur britannique Lord Perth²⁵⁰. Le lendemain, c'est un lord Halifax visiblement rassuré qui déclara au chargé d'affaires italien, Crolla, que « *le gouvernement de Sa Majesté fera tout pour préserver les bonnes relations entre lui-même et le gouvernement italien* »²⁵¹ ; il demanda simplement à son interlocuteur que le gouvernement italien fasse publiquement ces assurances²⁵². Le 10 avril en effet, le chargé d'affaires de la Légation d'Italie à Athènes visita Métaxas et l'assura que « *le gouvernement fasciste confirme son intention de respecter, de la manière la plus absolue, l'intégrité territoriale et insulaire de la Grèce* »²⁵³. Cette assurance verbale obtenue, il devint hors de question pour le Cabinet britannique de rompre fondamentalement avec la politique d'apaisement méditerranéen qu'il avait suivie vis-à-vis de l'Italie.

Il n'en demeurait pas moins qu'il fallait répondre aux attentes grecques et turques. Les représentants britanniques en poste sur place alertaient sur les conséquences néfastes du silence des alliés. Le 10 avril, Knatchbull-Hugessen écrivit à Halifax que l'état d'esprit des dirigeants turcs dans cette situation était doublement dommageable : « *il mine la confiance et l'initiative du gouvernement turc ; il provoquera sans doute un effet similaire sur les autres Etats balkaniques* ». L'ambassadeur demandait d'urgence l'autorisation « *de parler ouvertement de notre attitude dans le cas d'une menace italienne sur la Grèce et la Turquie* »²⁵⁴. Le jour même où ce télégramme était envoyé, le Cabinet se réunit à nouveau pour trouver un engagement susceptible de ne pas gêner

²⁴⁹ Londres à Diplomatie n° 1177, MAE, dossier Allemagne 726, 12/4/1939.

²⁵⁰ *Foreign Office* à Paris n° 836, DBFP, 3, V, doc. 92, 8/4/1939.

²⁵¹ *Foreign Office* à Rome n° 176, DBFP, 3, V, doc. 101, 9/4/1939.

²⁵² La conversation fut rapportée dans son intégralité par Halifax au ministre grec Haralambos Simopoulos qu'il reçut à la suite du diplomate italien. Londres à YPEX, dans Ioannis METAXAS, *Το προσωπικό του ημερολόγιο* (Son journal personnel), texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, p. 366.

²⁵³ YPEX à Rome dans Ioannis METAXAS, *Το προσωπικό του ημερολόγιο* (Son journal personnel), texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, p. 367.

²⁵⁴ Ankara au *Foreign Office* n° 112, DBFP, 3, V, doc. 124, 10/4/1939.

l'Italie. Halifax proposa en ce sens une déclaration unilatérale britannique garantissant l'intégrité de la Grèce, après en avoir informé l'Italie²⁵⁵.

Beaucoup moins sceptique que son allié, le gouvernement français espéra profiter de l'occasion pour enraciner solidement l'engagement allié dans toute l'Europe du sud-est. Il proposa donc immédiatement de faire une déclaration semblable pour la Roumanie qui était l'autre Etat immédiatement menacé par l'Axe germano-italien. Le gouvernement britannique opposa néanmoins un refus net à la proposition. Interrogé par Corbin, Halifax répondit que « *la Roumanie n'est pas menacée d'agression imminente, alors que nous pouvions craindre d'un jour à l'autre une attaque sur Corfou quand l'Albanie a été envahie par les troupes italiennes* »²⁵⁶. Au-delà de cet argument quelque peu hasardeux, Halifax considérait que la proposition française, si elle était appliquée, découragerait tous les efforts menés par Londres pour que les Etats d'Europe orientale organisent eux-mêmes leur défense. Une Roumanie garantie n'aurait plus aucune raison de s'entendre avec la Pologne ou la Bulgarie²⁵⁷.

Le *Foreign Office* voulut donc appliquer son idée d'alliances par paliers et de demanda à la Turquie de s'associer à la garantie sur la Grèce et de garantir elle-même l'intégrité roumaine en échange d'une déclaration britannique garantissant sa propre souveraineté²⁵⁸. Ce fut un échec complet : comme l'écrivit Corbin à son ministère, « *animé d'une méfiance incoercible contre les décisions finales de la France et de l'Angleterre, le gouvernement turc se refusait de faire en faveur de la Roumanie le geste compromettant que nous attendions de lui avant d'être complètement sûr de l'attitude des puissances occidentales* ». Corbin clarifia dès lors à ses interlocuteurs britanniques que « *le plus sûr moyen de le décider sera sans doute de le fixer irrévocablement sur notre intention de défendre la Roumanie* »²⁵⁹.

C'est dans ces conditions que le Cabinet dut prendre une décision lors de sa réunion du 13 avril. Juste auparavant le Comité de Politique Etrangère s'était lui-même

²⁵⁵ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° 19(39), TNA, CAB 23/98, 10/4/1939. Conformément à la proposition de Halifax, Lord Perth reçut le même jour la consigne d'informer immédiatement Ciano de la possible déclaration britannique. *Foreign Office* à Rome n° 192, DBFP, 3,V, doc. 139, 12/4/1939.

²⁵⁶ Londres à Diplomatie n° 1194-1201, dossier Allemagne 726, 12/4/1939.

²⁵⁷ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° 20(39), TNA, CAB 23/98, 13/4/1939.

²⁵⁸ *Foreign Office* à Ankara n° 92, DBFP, 3,V, doc. 128, 11/4/1939

²⁵⁹ Londres à Diplomatie n° 303, MAE, dossier Allemagne 726, 14/4/1939.

réuni et avait insisté sur l'urgence de faire une déclaration au sujet de la Grèce au Parlement, mais était resté très réticent au sujet de la Roumanie. Cependant Chamberlain ne se faisait pas d'illusions : il n'était plus question d'influencer Daladier qui était décidé à faire une déclaration qui couvrirait à la fois la Grèce et la Roumanie. Du fait de son alliance avec Paris, le gouvernement britannique se retrouverait obligé de soutenir la France si celle-ci entrait en guerre contre l'Allemagne pour honorer sa garantie à Bucarest, ce qui revenait de fait à garantir Bucarest. Le premier ministre essaya donc d'être réaliste et de ne pas provoquer une divergence ouverte avec son homologue français. Il accepta de s'associer à la garantie sur la Roumanie. Néanmoins, pour éviter ce genre d'improvisation à l'avenir, le Cabinet décida enfin de lancer immédiatement des négociations en vue d'une alliance avec la Turquie²⁶⁰. C'était une hésitation de plusieurs années qui prenait fin.

C'est ainsi que le même jour, Neville Chamberlain prit la parole devant la chambre des Communes pour faire la déclaration suivante : « *Le Gouvernement de Sa Majesté pense accomplir son devoir et rendre service en ne laissant aucun doute subsister sur ses intentions futures. Je profite donc de cette occasion pour déclarer en son nom qu'il accorde la plus grande importance à ce que soit évité tout bouleversement par la violence ou la menace de la violence du statu quo de la Méditerranée et de la péninsule balkanique. Dans le cas d'une menace claire contre l'indépendance de la Grèce et de la Roumanie, menace face à laquelle les gouvernements grec et roumain jugeraient nécessaire de résister avec leurs forces nationales, le gouvernement britannique se considérera tenu d'offrir aux gouvernements grec et roumain toute l'assistance en son pouvoir. Nous communiquons cette déclaration aux gouvernements concernés, ainsi qu'au gouvernement turc, dont les liens étroits avec le gouvernement grec sont connus* ». Quelques heures plus tard à la Chambre des Députés, c'était au tour de Daladier, dans des termes strictement identiques, d'engager la garantie de la France sur les indépendances grecque et roumaine²⁶¹.

²⁶⁰ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° 20(39), TNA, CAB 23/98, 13/4/1939

²⁶¹ Les textes sont reproduits dans Ioannis METAXAS, *To προσωπικό του ημερολόγιο (Son journal personnel)*, texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, p. 368.

Les garanties franco-britanniques sont souvent considérées comme une véritable rupture dans la marche à la guerre. Désormais les deux puissances avaient formellement lié leur sort à celui de l'Europe orientale et de ses petites puissances menacées par l'Allemagne et l'Italie. En France, la logique de la guerre l'emporta sur celle du compromis avec l'Allemagne et la Grande Bretagne acquiesça enfin à l'idée d'une guerre sur deux fronts²⁶².

Au regard des événements du premier trimestre de 1939, il faudrait néanmoins relativiser ce jugement. Les garanties apparaissent comme l'aboutissement d'un processus extrêmement laborieux et ponctué par une multitude de désaccords et de divergences entre Français et Britanniques ainsi qu'entre diplomates et militaires. En France, l'ardeur de René Massigli et plus généralement du clan « anti-italien » put mettre au premier plan les diplomates et militaires souhaitant au plus vite préparer un véritable plan de guerre en Méditerranée orientale et dans les Balkans. En Grande Bretagne, seuls certains militaires caressaient de telles idées, et encore dans un strict cadre méditerranéen pour en découdre avec l'Italie. En-dehors de cela, le Cabinet continuait à espérer qu'un message fort envoyé d'une seule voix par tous les Etats orientaux sous l'égide des alliés pouvait décourager l'Axe d'entrer en guerre²⁶³.

Dans un tel cadre, les garanties prirent l'allure d'une grande improvisation : face à des appels pressants de chefs d'Etat paniqués à l'idée de partager d'un jour à l'autre le sort du président tchécoslovaque Hacha, il a bien fallu faire savoir par une déclaration que ces appels avaient été entendus. Mais de la façon dont elles étaient formulées, les garanties prenaient plus l'allure d'un avertissement à l'Axe, que d'une réelle assistance aux Etats menacés²⁶⁴. D'autre part, les garanties n'avaient en rien éclipsé les différences de conception entre Paris et Londres. Ainsi, il n'y avait que sur la décision d'engager des négociations en vue d'une alliance avec la Turquie que tous les acteurs se rejoignaient complètement. Pour le reste, l'engagement oriental et les projets qui l'accompagnaient étaient porteurs de lourds handicaps.

²⁶² Eleanor M. GATES, *End of the affair: the collapse of the Anglo-French Alliance 1939-1940*, Berkeley LA, University of California Press, 1981, p. 16.

²⁶³ Georges-Henri SOUTOU, *L'Europe de 1815 à nos jours*, Paris, P.U.F, 2007, p. 231.

²⁶⁴ Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, p. 180.

2. La négociation de l'alliance turque, l'imbroglia balkanique et le retour du facteur soviétique.

2.1. Les Balkans au lendemain des garanties.

2.1.1. Déception, craintes et équilibres.

Au lendemain de l'annonce des garanties, le journal athénien *Ethnos* fit paraître en première page de son édition la nouvelle. La même nuit, le journaliste Georges Skouras qui avait rédigé l'article reçut la visite de deux agents de police qui le conduisirent sans grand ménagement au ministère des Affaires Étrangères. Là, le général Métaxas en personne, dans une colère manifeste, demanda au journaliste de quel droit il s'était permis de diffuser ainsi la nouvelle des garanties. Il lui promit que, puisqu'il aimait tant s'occuper de politique étrangère, il ne manquerait pas la prochaine fois de l'envoyer faire un « *voyage de décontraction* » en exil.

Raconté par Skouras dans ses mémoires²⁶⁵, cet épisode est révélateur de l'ambiance dans laquelle le gouvernement hellénique accueillit les déclarations française et britannique sur son intégrité territoriale. Les appels à l'aide avaient été lancés dans l'espoir d'obtenir enfin la satisfaction des conditions posées dès 1935 par les militaires pour une alliance entre la Grèce et les alliés dans le cas d'une guerre méditerranéenne : à Athènes on avait espéré à que serait annoncé le renforcement imminent du pays en matériel militaire ou en crédits, et on ne reçut qu'une déclaration assurant qu'un tel renforcement serait envisagé une fois que le territoire national serait attaqué. D'autre part, la Légation de Grèce à Londres avait vu de près la diplomatie britannique accorder la priorité à la bonne entente avec Rome plutôt qu'à la protection d'Athènes. Ainsi, le jugement du ministre Haralambos Simopoulos était très mesuré : « *il ne faut pas perdre de vue qu'une garantie unilatérale peut prendre fin au moment où le voudra celui qui l'a accordée* ». Même si la Grèce se trouvait incontestablement dans le rayon des intérêts britanniques, il ne fallait pas se faire d'illusions. La Grande Bretagne s'était engagée en une garantie unilatérale et non en une alliance bilatérale²⁶⁶. Du côté des militaires, le chef d'état-major de l'Armée, le général Alexandre Papagos, exprima à Métaxas un avis

²⁶⁵ Georgios K. SKOURAS, *Οι 42 πρωθυπουργοί, κυβερνήτες της χώρας μας 1922-1981. Άγνωστες μνήμες και διδάγματα από την δράση τους* (Les 42 premiers ministres, gouverneurs de notre pays. Mémoires inconnues et enseignements de leur action), Athènes, Helliniki Euroekdotiki, 1985, pp. 161-165.

²⁶⁶ Londres à YPEX n° 1514, AYE, dossier 1939/A/8/3, 5/4/1939.

semblable : « *donnée sans réciprocité, cette déclaration ne nous permet pas d'entrer en contact avec les Anglo-français afin de définir l'aide qu'ils nous accorderaient* »²⁶⁷.

A ce qui paraissait comme une indécision alliée s'ajoutait la politique allemande vis-à-vis de la Grèce, qui combinait très efficacement la dépendance économique continue et des pressions et menaces politiques proférées régulièrement à diverses occasions. Quelques semaines auparavant, le gouverneur d'Athènes, Constantinos Kotzias, s'était rendu en visite en Allemagne. Lors de ses contacts, notamment avec le ministre de la Propagande, Joseph Goebbels, il reçut une multitude de critiques sur les tendances anglophiles du roi Georges II et fut sommé de clarifier la position grecque en cas de conflit européen. La pression fut telle que Métaxas s'empressa de donner pour instructions à Kotzias, via la Légation de Grèce à Berlin, de déclarer formellement « *que les informations sur Sa Majesté le roi sont d'un bout à l'autre erronées et que la politique étrangère est de la responsabilité du gouvernement* ». Les instructions demandaient également de préciser que « *la Grèce, en tant que puissance méditerranéenne, exercera vis-à-vis de toutes les grandes puissances une politique d'amitié et de sévère neutralité, en évitant soigneusement de s'impliquer dans des affaires extra-balkaniques* »²⁶⁸.

Dès lors, en dépit des garanties, il n'était pas question pour le gouvernement grec de prendre le risque de se déclarer d'une façon ou d'une autre en faveur de la France et de la Grande Bretagne dans le conflit qui se dessinait en Europe orientale. Il fallait à nouveau s'accommoder du nouvel état de choses dans les Balkans et jouer des équilibres toujours plus périlleux entre les grandes puissances. Les garanties franco-britanniques furent donc officiellement publiées en même temps et sur le même plan que les assurances verbales italiennes du 10 avril. Le 15, le quotidien *Kathimerini* annonça donc la nouvelle des garanties ainsi: « *après les assurances catégoriques du gouvernement italien sur l'absolu respect de l'intégrité de l'indépendance grecques, deux autres puissances méditerranéennes reconnaissent de leur propre initiative, sans même qu'elles*

²⁶⁷ GES (Papagos) à YPEX (Métaxas) n° 60235, GAK, dossier K65/105, 25/4/1939.

²⁶⁸ Berlin à YPEX n° 828 et YPEX à Berlin n° 5424/A, GAK, dossier K65/30, 6/3/1939.

y aient été invitées par la Grèce, le besoin de respecter l'indépendance et l'intégrité de la Grèce »²⁶⁹.

Cette interprétation pouvait éventuellement faire les affaires de la Grande Bretagne, dont une part notable du gouvernement croyait toujours en la possibilité d'un apaisement méditerranéen sous égide anglo-italienne. Elle ne pouvait certainement pas plaire au gouvernement français, dont le représentant à Athènes Gaston Maugras était partagé entre déception et colère : *« la chaleur avec laquelle une presse asservie a dû célébrer la déclaration italienne de non-agression, l'équivoque que le gouvernement s'est appliqué à faire planer sur le véritable caractère des déclarations franco-anglaises, les louanges immodérées que Monsieur Métaxas s'est décernées à lui-même en faisant écrire par ses publicistes que si tous les pays juraient à l'envi de respecter la Grèce c'était parce qu'elle était si bien gouvernée, tout cela a fortement indisposé l'opinion qui eût aimé, en ces heures graves, trouver plus de courage et moins de préoccupations personnelles de la part de ses dirigeants »*²⁷⁰. Métaxas avait en effet reçu Maugras le 15 avril. Tout en le remerciant pour les garanties, le chef du gouvernement revint complètement sur ses craintes de la semaine passée : *« si la paix générale lui paraît gravement menacée »*, écrivait Maugras, *« il ne croit plus que ce soit une violation du territoire grec qui mette le feu aux poudres »*. Sur la question de la menace que pourraient représenter les troupes italiennes en Albanie, le dictateur ajouta que *« les histoires de divisions motorisées n'étaient que des fables mises en circulation par des gens que la vue de quelques motocyclettes avait égarés »*²⁷¹.

Dans l'autre pays garanti, la Roumanie, l'ambiance était tout aussi réservée. Jusque là, l'intention britannique de lier le sort de ce pays à celui de la Pologne n'avait pas été du goût des diplomates roumains. A Londres, Virgil Tilea avait d'ailleurs ouvertement regretté, lors d'un entretien avec Charles Corbin, que *« la conclusion d'un accord anglo-roumain dépende maintenant de la Pologne »*²⁷². Force est de constater que les déclarations ne changèrent que peu de choses. Alors que Londres considérait avoir fait un pas immense vis-à-vis de Bucarest, ce pas se situait visiblement bien en deçà

²⁶⁹ *H Καθημερινή (Le Quotidien)*, 15/4/1939.

²⁷⁰ Athènes à Diplomatie n° 38, MAE, dossier Allemagne 728, 18/4/1939.

²⁷¹ Athènes à Diplomatie n° 61-64, MAE, dossier Allemagne 726, 15/4/1939.

²⁷² Londres à Diplomatie n° 113, MAE, dossier Fouques-Duparc 59, 7/4/1939.

des attentes du gouvernement roumain. Ainsi, la politique étrangère du pays demeura attachée au maintien des équilibres entre les grandes puissances, comme en témoigne cette note envoyée le 20 avril par Grégoire Gafenco à son gouvernement : « *nous jugeons la présence des Anglo-français en Europe orientale comme absolument nécessaire ; car ce serait une faute dangereuse que de laisser en cette région de l'Europe un seul arbitre qui deviendrait fatalement un maître. Je montrerai toutefois qu'il serait imprudent de nous faire participer à de nouveaux engagements, car cela nous exposerait à des dangers directs et immédiats, et risquerait de compromettre la paix au lieu de la consolider* »²⁷³.

Gafenco avait écrit cette note dans le train qui l'emmenait de Berlin vers Bruxelles, alors qu'il accomplissait un voyage à travers les grandes capitales européennes. En Allemagne, il avait été averti par les dignitaires nazis que les garanties risquaient fort de conduire à un conflit armé. Face à cette menace à peine voilée, le ton que le ministre trouva à Londres du 23 au 26 avril 1939 était toujours extrêmement prudent. Il n'était pas question pour ses interlocuteurs britanniques de transformer la garantie unilatérale en alliance bilatérale. A la demande roumaine d'une aide de 10 millions de Livres en matériel militaire, Chamberlain répondit que la Grande Bretagne ne pouvait aider que ponctuellement la Roumanie à se réarmer²⁷⁴. Halifax, puis Winston Churchill, conseillèrent plutôt à Gafenco de renforcer l'Entente Balkanique, quitte à faire des concessions territoriales à la Bulgarie pour en obtenir l'adhésion.

Dans ses mémoires, Gafenco résumait donc ainsi la politique balkanique de la Grande Bretagne au lendemain des garanties : « *il ne s'agissait plus de faire participer chaque Etat du sud-est séparément à une alliance générale ; il fallait créer une organisation régionale étroitement cimentée, capable de jouer un rôle décisif pour empêcher la guerre d'éclater* »²⁷⁵. Il était clair que le ministre trouva à Londres plus d'encouragements (volontaires ou involontaires) pour poursuivre la politique des équilibres que pour se rapprocher de la Grande Bretagne et de la France. Encore restait-il que l'idée de concessions territoriales à la Bulgarie, de plus en plus défendue par le

²⁷³ Grégoire GAFENCO, *Derniers jours de l'Europe: un voyage diplomatique en 1939*, Paris, Egloff, 1946, p. 120.

²⁷⁴ *Record of conversations*, DBFP, 3, V, doc. 279, 24/4/1939.

²⁷⁵ Grégoire GAFENCO, *Derniers jours de l'Europe: un voyage diplomatique en 1939*, Paris, Egloff, 1946, p. 147.

Foreign Office pour consolider la stabilité balkanique, n'était pas exactement du goût des diplomates roumaine ou grecque ; pour ces dernières, la condition *sine qua non* pour l'adhésion de la Bulgarie à l'Entente Balkanique était au contraire la reconnaissance définitive par Sofia des frontières de 1919²⁷⁶.

On ne pouvait pas attendre plus d'engagement de la part de la Yougoslavie, même si, après la conquête de l'Albanie, la menace italienne jouxtait directement ses frontières. Certes, Milan Stojadinović qui avait rapproché Belgrade de Rome et de Berlin avait été remercié en janvier 1939 par le régent Paul et remplacé par Dragiša Cvetković à la présidence du Conseil et par Alexandre Cincar-Marković aux Affaires étrangères. Néanmoins, la situation interne du pays ne laissait que peu de marges de manœuvre au gouvernement. Le séparatisme croate qui était encouragé et financé par Rome refaisait surface. Plutôt que de se jeter dans les bras des alliés, Belgrade chercha donc à établir un équilibre géopolitique à la fois interne et externe, capable de garantir au pays en même temps son intégrité territoriale et sa position entre les grandes puissances européennes. Le principal pas en direction de cet équilibre devait être quelques mois plus tard la cession de l'autonomie aux Croates par la création d'une banovine distincte²⁷⁷.

Les garanties n'avaient donc pas véritablement débloqué la situation diplomatique des Balkans. C'était d'ailleurs en substance ce que ressortit de la visite qu'effectua Grégoire Gafenco à Paris lors de sa visite le 27 avril 1939, sur l'invitation de son homologue Georges Bonnet. L'élargissement de l'Entente Balkanique était pour le moment difficile : face à une Bulgarie dont, selon le ministre, la loyauté laissait à désirer, on ne pouvait envisager que des accords sur le traitement des minorités bulgares en Roumanie et rien de plus. Pour ce qui était d'une grande alliance orientale, le ministre promit de travailler à un accord polono-roumain, mais refusa catégoriquement -tout comme le gouvernement polonais un mois auparavant- de voir l'URSS associée à un

²⁷⁶ Métaxas demanda ainsi le 27 avril, via sa Légation à Londres, que cessent dans la presse britannique les « *encouragements* » à l'irréductibilisme bulgare. YPEX à Londres dans Ioannis METAXAS, *Το προσωπικό του ημερολόγιου* (Son journal personnel), texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, p. 370.

²⁷⁷ La décision fut officiellement prise le 26 août 1939. Dusan T. BATAKOVIC, *Histoire du peuple serbe*, Paris, L'Âge d'Homme, 2005, p. 300.

quelconque dispositif oriental²⁷⁸. L'entretien avait eu lieu alors que la Turquie elle-même avait, à sa manière, soulevé la question soviétique.

2.1.2. La déclaration turque et la réserve soviétique.

En vertu de la décision du Cabinet britannique, le jour même où Chamberlain accordait sa garantie unilatérale à la Grèce et à la Roumanie, Knatchbull-Hugessen était chargé de proposer officiellement la conclusion d'une alliance à Ankara. Le 15 avril 1939, il visita Saraçoğlu, à qui il remit la déclaration suivante : « *le gouvernement de Sa Majesté est prêt en principe à venir au secours de la Turquie dans le cas d'une menace que l'Italie ferait peser, directement ou indirectement, à l'indépendance de la Turquie dans la zone méditerranéenne et à laquelle le gouvernement turc résisterait pleinement, à condition que le gouvernement turc se déclare prêt de son côté à venir au secours du gouvernement de Sa Majesté dans le cas où le gouvernement de Sa Majesté se retrouverait impliqué dans une guerre avec l'Italie* ». D'autre part, Knatchbull-Hugessen rappela le désir du gouvernement britannique de voir la Turquie s'impliquer dans les garanties données à la Grèce et à la Roumanie²⁷⁹. Deux jours plus tard, c'était au tour d'un René Massigli visiblement renforcé après les événements d'Albanie de visiter le ministre turc et de lui faire une déclaration semblable. En échange d'un engagement turc à s'associer aux garanties, le gouvernement français était prêt à lui offrir sur une base de réciprocité son assistance face à l'Italie en Méditerranée²⁸⁰.

En réponse aux démarches britannique et française, Saraçoğlu remit aux deux ambassadeurs le texte d'une « communication orale » qui explicitait les intentions turques dans l'éventualité d'un conflit²⁸¹. Le texte commençait par affirmer de manière claire la solidarité d'intérêts nouvelle qui existait entre les trois Etats, non seulement face à l'Italie, mais également désormais face à l'Allemagne : « *La domination de l'Europe par les puissances de l'Axe et la mise en danger de l'existence des pays constituent des*

²⁷⁸ Compte-rendu de l'entretien entre Georges Bonnet et Grégoire Gafenco, MAE, dossier Hoppenot 4, 27/4/1939.

²⁷⁹ D'après le télégramme des instructions envoyées par Halifax à son ambassadeur, *Foreign Office* à Ankara, complément au n° 92, DBFP, 3,V, doc. 138, 12/4/1939.

²⁸⁰ Ankara à Diplomatie du 16/4/1939, repris dans Diplomatie à Londres n° 772-774, MAE, dossier Allemagne 727, 17/4/1939.

²⁸¹ Nous reprenons ici la note remise à Knatchbull-Hugessen, dans DBFP, 3,V, doc. 199 (annexes 1 et 2), 15/4/1939.

*éventualités en opposition totale avec les intérêts de la Paix générale et ceux particuliers et prédominants de la Turquie (...). Cette manière de voir qui est fondamentale pour la Turquie montre clairement le parallélisme existant dans la conjoncture actuelle entre les intérêts de la Turquie et ceux de la Grande Bretagne*²⁸²».

Néanmoins, en dépit de la solidarité d'intérêts, l'alliance n'était pas ouvertement proclamée. Le principe d'une entrée en guerre aux côtés des alliés était formulé par une figure rhétorique pour le moins prudente : *« à moins que les Puissances de l'Axe ne se livrent à une agression dans la Méditerranée ou contre les Balkans, la Turquie gardera sa neutralité »*. D'autre part, la communication invoquait le danger d'une rapide descente allemande vers les Détroits et posait des conditions préalables. Ankara demandait à *« être préalablement fixée sur l'aide que l'Angleterre et éventuellement la France et l'Union Soviétique pourraient effectivement lui fournir »*. Cette première condition reprenait en fait la vieille exigence des Etats balkaniques d'être préalablement fixés sur le soutien qu'ils recevraient dans le cadre d'une alliance avant de se déclarer en faveur de celle-ci. Le texte turc n'en restait cependant pas là, puisqu'il posait une seconde condition, d'ordre purement politique cette fois-ci : *« pour arriver à une décision en ce qui concerne les exigences de la situation actuelle le Gouvernement de la République est obligé de savoir très exactement la ligne de conduite que l'Union Soviétique se propose de suivre en cette occurrence »*. En clair, l'alliance entre la Turquie et les alliés était conditionnée à la bonne entente entre les alliés et Moscou.

Ankara revenait en fait à son idée de 1938, qui était de lier, en un ensemble gravitant autour de la Turquie, Français, Britanniques, Soviétiques et Balkaniques. Un an auparavant, le projet avait buté sur les réticences anglaises. Cependant, en avril 1939, les conditions n'étaient plus les mêmes. La question de l'alliance avec l'Union Soviétique contre l'Allemagne était devenue un véritable casse-tête pour Paris et Londres. Si le principe en était plus ou moins accepté, il fallait déjà en convaincre la Pologne et la Roumanie qui craignaient tout autant Berlin que Moscou. D'autre part, les négociations politiques qui avaient été engagées par les trois puissances dès la fin mars n'avaient cessé de traîner dans un climat de très fortes suspicions mutuelles²⁸³. Dans ce cadre

²⁸² « de la France » dans le texte remis à Massigli.

²⁸³ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Plon, Paris, 1964, p.189.

extrêmement difficile à tenir, la Turquie apparaissait désormais comme un possible médiateur entre les alliés, l'Union Soviétique et l'Entente Balkanique²⁸⁴.

La déclaration turque n'était donc pas une adhésion inconditionnelle au front de la paix. Par sa formulation, elle rappelait au contraire que la Turquie demeurerait neutre tant qu'elle n'aurait pas eu certaines assurances sur sa sécurité et surtout sur le maintien des équilibres régionaux auxquels elle était particulièrement attachée. D'autre part, même si elle ne pouvait apparaître dans le texte de la déclaration, la question du Sandjak, qui n'avait pas véritablement évolué, demeurait toujours une possible entrave au rapprochement entre Paris et Ankara.

Néanmoins, les diplomates français et britanniques s'efforcèrent de voir le bon côté des choses. Halifax se réjouit qu'Ankara ait enfin rejoint la vision de Londres sur la situation européenne²⁸⁵. Lors de la réunion du Cabinet qui se tint le 19 avril, le chef du *Foreign Office* proposa de poursuivre le rapprochement avec Ankara pour aboutir à une déclaration bilatérale, puis à un accord d'assistance assorti de conversations d'États-majors²⁸⁶. Du côté français, Massigli faisait également des plans pour les suites à donner à la déclaration turque : en-dehors de la poursuite du rapprochement diplomatique, il pensait également à la mise en place d'un dispositif militaire comprenant troupes, matériel et commandement dans l'éventualité d'opérations dans la région.

2.2. Le front balkanique en débat : les contacts militaires entre Paris, Londres et Ankara

2.2.1. La seconde phase des négociations militaires franco-britanniques et la question d'un front continental à l'est.

Le 24 avril 1939, alors que le paysage diplomatique en Europe du sud-est avait considérablement évolué, les états-majors français et britannique étaient appelés à reprendre leurs contacts en vue de coordonner leur action militaire dans le cas d'un conflit²⁸⁷. Quinze jours auparavant, une première phase de discussions avait plus ou moins amené à une coïncidence de vues en ce qui concernait la nécessité d'une action

²⁸⁴ A. BILGE (dir), *Olaylarla Türk Dış Politikası (1919-1965) (La politique étrangère turque dans les faits 1919-1965)*, Faculté de Sciences Politiques de l'Université d'Ankara, 1969, nouvelle édition 1974, p. 150.

²⁸⁵ *Foreign Office* à Ankara n° 126, DBFP, 3, V, doc. 219, 19/4/1939.

²⁸⁶ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° 21(39), TNA, CAB 23/98, 19/4/1939.

²⁸⁷ Les procès-verbaux des réunions sont en annexe dans la note « Conversations d'État-major franco-britanniques » n° 122/S, SHD-DM, carton 1BB2-183, 12/5/1939.

méditerranéenne contre l'Italie depuis des bases en Egypte, en Turquie et éventuellement en Grèce. Cette coïncidence de vues fut d'ailleurs confirmée lors des réunions tenues le 25 avril, qui examinèrent également la situation militaire en Extrême-Orient dans le cas d'un Japon hostile.

Soulevée par la délégation française, la question d'un engagement militaire en Europe orientale avait été laissée de côté lors de la première phase des discussions. Cette fois-ci, elle figurait bien dans l'ordre du jour des réunions qui se tinrent le 26 avril. Tenant pour acquise la participation soviétique à l'alliance franco-britannique, les deux délégations examinèrent ce qu'il convenait de faire au moment où la Pologne serait attaquée par l'Allemagne. Visiblement surestimée, l'armée polonaise paraissait en mesure de bloquer pendant quelques mois l'avancée de la *Wehrmacht* sur son territoire. Plus à l'est, l'Union Soviétique pouvait servir de base de ravitaillement aux armées polonaises et faire constamment planer la menace d'une action de l'Armée rouge contre les troupes allemandes. Ce front d'Orient imposerait donc une guerre d'usure à l'Allemagne, pendant que Français et Britanniques régleraient son compte à l'Italie et s'assureraient le contrôle des voies méditerranéennes.

L'autre pays menacé par une action allemande à l'est était la Roumanie. On l'avu, les diplomates -et notamment les Britanniques- espéraient qu'une entente entre Bucarest et Varsovie permettrait à l'armée polonaise de se porter au secours des troupes roumaines et d'unifier de fait les fronts des deux pays. On savait cependant que ces efforts étaient encore incertains, surtout au regard de l'enjeu que représentait une partie du territoire roumain : comme le Cabinet britannique l'avait fait remarquer au lendemain de la crise tchèque, l'Allemagne pouvait, en occupant la Roumanie, mettre la main sur une production pétrolière pouvant atteindre les trente millions de tonnes annuelles. La France et la Grande Bretagne seraient du coup privées des 17 millions de tonnes qu'elles achetaient chaque année au royaume, mais là n'était pas le plus grave. Ainsi renforcée du point de vue énergétique l'Allemagne pourrait difficilement succomber à un quelconque blocus franco-britannique. Il s'agissait donc d'avoir l'assurance que le Reich ne pourrait en aucun cas -et même en se rendant maître du pays- profiter des ressources roumaines.

Ce scénario à éviter avait été déjà vécu en 1916, lorsque l'armée allemande parvint facilement à contrôler le territoire roumain avec ses champs pétrolifères, ainsi que la voie navigable du Danube. A l'époque, l'Entente avait dû à la va-vite convaincre le gouvernement roumain de détruire contre dédommagement un maximum de puits de pétrole et en priver l'économie de guerre allemande²⁸⁸. Plus de vingt ans plus tard, la question était à nouveau un souci pour Paris et Londres. A Londres, nous l'avons vu, elle avait occupé à maintes reprises le Cabinet. Pour ce qui était de Paris, l'attaché militaire français à Berlin avait recommandé dès le mois de février 1939 de prendre des mesures contre une éventuelle occupation allemande des puits de pétrole. Le 18 avril Georges Bonnet annonça à Daladier qu'il avait commandé à l'ambassade de France à Londres une étude sur la destruction éventuelle des puits de pétrole roumains²⁸⁹. Dans l'attente de ces études, les deux délégations se mirent d'accord pour rappeler l'importance primordiale des champs pétrolifères roumains. Elles préconisèrent aussi deux moyens d'action pour en interdire l'exploitation au profit de l'Allemagne : d'une part la destruction des puits de pétrole, et d'autre part l'interruption, d'une façon ou d'une autre, du trafic maritime sur la partie roumaine du Danube.

Une guerre d'usure en Pologne, une action éventuelle contre l'acheminement du pétrole roumain, les projets orientaux des deux alliés s'arrêtaient là. Au-delà de la Pologne et de la Roumanie, c'était à nouveau la divergence de vues qui prévalait. Dès la séance du 26 la délégation britannique s'était empressée de modérer tout enthousiasme au sujet de la Turquie : ce pays ne devait servir que dans le cadre d'une action maritime commune contre l'Italie, ou à la limite à tenir en respect la Bulgarie. La participation turque au conflit était de ce fait quasi-automatiquement liée à l'attitude italienne. Le 2 mai, le chef de la délégation britannique, Danckwerts, fut dans une lettre au général Lelong (son homologue français) plus précis. Dans le cadre des négociations d'états-majors, on ne demanderait que quatre choses à la Turquie : fermer les Détroits, s'associer à une action contre le Dodécanèse, accorder ses facilités portuaires aux alliés et, s'il s'avérait impossible de maintenir Sofia en-dehors du conflit, « *attaquer la Bulgarie pour*

²⁸⁸ Diplomatie à Londres n° 645, SHD-DAT, carton 2N235/4, 17/4/1939.

²⁸⁹ Bonnet à Daladier, SHD-DAT, carton 2N235/4, 17/4/1939.

défendre les intérêts de la Roumanie et de la Grèce »²⁹⁰. Le lendemain, Danckwerts rappela que les projets de collaboration avec l'état-major turc « *ne dépasseraient pas les questions relatives au théâtre d'opérations méditerranéen* ».

Du côté français, on n'entendait pas la question turque de cette oreille. Le général Lelong saisis l'occasion pour revenir sur l'idée d'un corps expéditionnaire. Même dans le cas où une Italie neutre annulait les projets communs en Méditerranée orientale, il fallait profiter de l'occasion pour « *constituer une réserve de forces qui pourrait être envoyée en renfort sur le front oriental et qui comprendrait surtout des spécialistes et du matériel* ». Pour mieux étayer ces propos, la délégation française déposa à l'issue de la séance une « *Note sur les conséquences de la neutralité éventuelle de l'Italie* ». Dès l'introduction, c'était le vieux thème de la diversion orientale qui réapparaissait : la neutralité italienne permettait de mener une offensive contre l'Allemagne, en utilisant la route ouverte de la Méditerranée pour l'envoi de matériel, de cadres, voire « *éventuellement d'unités combattantes* ». « *Cette aide* », poursuivait la note, « *augmentera considérablement les possibilités de nos alliés d'orient, initialement dans la phase de résistance à l'attaque allemande, ultérieurement dans leurs possibilités de coopérer à une offensive contre l'Allemagne* ». L'évolution de la pensée française par rapport aux négociations militaires du début avril était assez impressionnante, et tout se passait comme si le souvenir du front d'Orient était devenu encore plus obsédant après l'affaire des garanties. Trois semaines auparavant, les notes françaises parlaient assez vaguement d'un corps expéditionnaire à baser au Levant. Cette fois-ci, la conclusion de cette nouvelle note ne laissait plus de doute sur les intentions de ses auteurs : « *de toute façon, la libre disposition des bases de ravitaillement ou de débarquement des Bouches de Danube et de Grèce (Salonique) présente un intérêt primordial* ». Le Danube, puis Salonique : autant de souvenirs équivoques de la Grande Guerre qu'il s'agissait désormais de faire revivre.

Tout compte fait, au-delà d'un programme minimum de soutien direct ou indirect aux Etats menacés d'Europe orientale, Français et Britanniques étaient bien en grande divergence sur les possibilités d'action à l'est. Seule l'action contre l'Italie -dans la

²⁹⁰ Dankwerts à Lelong, SHD-DM, carton 1BB2-183, 2/5/1939.

mesure où celle-ci entra en guerre- demeurait un dénominateur commun des deux stratégies. Pour le reste, chacun des deux partenaires semblait suivre sa propre voie : c'est dans ce contexte qu'entra en scène le général Weygand.

2.2.2. La mission Weygand à Ankara et Bucarest.

L'idée d'une présence militaire française en orient était également dans l'esprit de René Massigli à Ankara. Ce dernier avait continué tout au long du mois d'avril à presser le Quai d'Orsay pour un règlement aussi rapide que possible de la question d'Alexandrette. Comme nous l'avons vu, en dépit de fortes résistances dans les milieux politiques parisiens, ses positions étaient de plus en plus entendues, en particulier par les milieux anti-italiens de la diplomatie et de l'armée.

Avant de penser à l'envoi de troupes ou de matériel militaire, Massigli se préoccupait plutôt de l'envoi d'un commandement. « *Il était nécessaire* », écrit-il dans ses mémoires, « *de pouvoir détacher à Ankara (...) une personnalité militaire susceptible, par son rang comme par son autorité personnelle, de s'imposer dans le rôle délicat de conseiller auprès d'un état-major qui avait conservé un fâcheux souvenir de l'autocratie indiscret des généraux allemands de la guerre mondiale. Cette personnalité devait être à portée le plus tôt possible, en Syrie par exemple, prête à répondre au premier appel* »²⁹¹. Le 25 avril, Massigli prit l'initiative et fit part de ses projets à au ministère: « *puisque nous avons le devoir de prévoir le pire, nous ne disposons donc de pas trop de temps (...) pour envisager dès maintenant comment serait assurée la coordination de l'action de la Turquie avec celle de la France et celle de l'Angleterre* ». Massigli préconisa que fut envoyée dès que possible cette haute personnalité militaire appelée à devenir les relais militaire entre Paris et Ankara²⁹². Au moment où il écrivait ces lignes, l'ambassadeur avait d'ailleurs déjà son idée sur le nom de la personnalité en question. « *La presse avait annoncé que le général Weygand était placé à la tête de la délégation envoyée par la France au mariage du prince héritier d'Iran (...). Le 19 avril, je télégraphiai à notre ministre à Téhéran d'inviter de ma part le*

²⁹¹ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Plon, Paris, 1964, p. 140.

²⁹² Ankara à Diplomatie, MAE, dossier Turquie 628, 25/4/1939.

*Général Weygand à descendre à l'ambassade au cas où, sur la route du retour, il pourrait s'arrêter à Ankara »*²⁹³.

Ce n'était pas uniquement parce que Maxime Weygand était dans la région que Massigli pensa faire appel à lui. Comme il l'explique dans ses mémoires, l'ambassadeur recherchait une haute personnalité militaire à la fois sensible aux questions orientales et capable d'imposer cette sensibilité au gouvernement et à l'état-major français où les résistances à la cession du Sandjak étaient encore fortes²⁹⁴. Fort d'une expérience cinquantenaire au sein de l'armée française, Weygand avait plusieurs raisons pour correspondre à ce profil²⁹⁵. Le général n'était pas insensible aux problèmes orientaux pour les avoir connus de près dans les années 1920 : il avait été chef de la mission militaire française venue épauler l'armée polonaise dans son succès final face aux troupes soviétiques en 1920 ; entre 1923 et 1925, il s'était vu confier la fonction de Haut-Commissaire de la France et commandant des troupes françaises en Syrie. En cette qualité, il avait fait partie de la délégation française à la conférence de Lausanne, aux côtés justement de René Massigli. Selon ce dernier, Weygand s'était d'ailleurs acquis durant la conférence l'estime et l'amitié de ses interlocuteurs turcs, au premier rang desquels İsmet İnönü²⁹⁶.

Massigli comptait également beaucoup sur l'autorité avec laquelle Weygand pourrait convaincre les hautes sphères parisiennes d'adhérer aux projets orientaux. A Paris, le vieux général était toujours auréolé de la gloire des hautes fonctions qu'il avait occupées depuis la grande guerre : chef d'état-major du Maréchal Foch jusqu'en 1918, membre du Conseil supérieur de la Guerre en 1924, chef d'état-major général de l'Armée de 1930 à 1935 et enfin successeur de Joffre à l'Académie française depuis 1931. Depuis 1935, Weygand avait cédé sa place de chef d'état-major général à Maurice Gamelin, mais demeurait officiellement toujours en activité sans limite d'âge, et espérait probablement, en cas de difficultés, être rappelé au service.

²⁹³ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Plon, Paris, 1964, pp. 140-141.

²⁹⁴ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Plon, Paris, 1964, p. 141.

²⁹⁵ Les éléments biographiques sont tirés de Maurice VAISSE, « Maxime Weygand », dans Jean-François SIRINELLI (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française au 20^{ème} siècle*, Paris, P.U.F, 1995, pp. 1064-1065.

²⁹⁶ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Plon, Paris, 1964, p. 142.

En invitant Weygand à Ankara, Massigli emportait une nouvelle victoire pour imposer ses vues à son ministère, puisque le vieux général paraissait en bien de points comme l'*alter ego* militaire de l'ambassadeur. C'est ainsi que Weygand n'eut aucun mal à être convaincu de l'utilité d'un détour sur le chemin qui le ramenait de Téhéran à Paris, et accepta d'effectuer, à titre privé, une visite à Ankara. Arrivé le premier mai, il demeura trois jours dans la capitale turque, et s'entretint successivement avec le chef d'État-major de l'armée Maréchal Fevzi Çakmak et le président İsmet İnönü avant de participer à une réunion rassemblant les hauts responsables politiques et militaires de la Turquie.

Il apparut rapidement, comme Massigli l'avait imaginé, qu'en tant que vétéran de la Grande Guerre et connaisseur du Levant, Weygand était un partisan résolu d'un nouveau front d'Orient. Le général ne s'en cacha d'ailleurs pas à ses interlocuteurs, et profita probablement du compte-rendu de mission qu'il rédigea pour en faire part également à ses correspondants parisiens : *« en cas de conflit général, il est probable qu'une décision serait très difficile à obtenir sur le front fortifié franco-allemand où il y aura sensiblement équilibre des forces. La guerre risque d'être longue et coûteuse, et l'on a intérêt à vaincre le plus tôt possible. Le Général croit qu'il importe d'élargir le cercle des conceptions militaires et de préparer de larges manœuvres, non seulement sur le front même d'attaque mais sur l'ensemble du continent. Il peut donc y avoir intérêt, pour les puissances occidentales, à débarquer des forces importantes sur une autre partie du théâtre d'opérations européen, par exemple en Thrace, à Dédéagatch²⁹⁷ ou à Salonique (...). Pour concrétiser, il croit intéressant dans l'intérêt général d'assurer dès le début, en dehors de celle de la Thrace, la possession à Salonique et à Dédéagatch de têtes de pont susceptibles de favoriser ces manœuvres. L'Entente Balkanique devrait réaliser une communauté d'efforts pour ouvrir dès le début aux alliés ces possibilités »*²⁹⁸.

Ayant posé de la sorte la question de la collaboration militaire franco-turque, Weygand parut enthousiasmé des réactions d'İnönü, de Çakmak ainsi que du secrétaire général du ministère des affaires étrangères, Numan Menemencioğlu. Le président, le

²⁹⁷ Il s'agit du port d'Alexandroupolis en Thrace grecque, que les cartes internationales désignaient encore largement sous le nom turc qu'il avait porté jusqu'en 1919.

²⁹⁸ « Rapport du général Weygand sur sa mission à Ankara », MAE, dossier Massigli 104, 5/1939.

maréchal et le secrétaire général, tous semblaient converger sur les mêmes vues: « *il s'est dégagé tout d'abord, du point de vue militaire, la résolution de la Turquie de s'opposer, aux côtés des puissances occidentales, aux tentatives de domination de l'Axe* ». Les dirigeants turcs paraissaient décidés à parvenir avec la France à un accord militaire « *qui équivaldra à une rupture avec l'Allemagne* ». Toujours préoccupés par la tournure de plus en plus agressive que prenaient les ambitions allemandes en Europe orientale, ils demandèrent le soutien français pour la fortification de la frontière européenne du pays en Thrace. Cette région était d'ailleurs aux dires de Menemencioglu la meilleure base possible pour de futures opérations dans les Balkans. N'oubliant pas pour autant la menace italienne, le président İnönü insista également sur le besoin de « *chasser dès que possible les Italiens du Dodécanèse* ». En somme, les propos turcs semblaient rejoindre les vues de Weygand: « *le président İnönü comprend parfaitement les avantages de la constitution d'un front oriental fort et soudé, aussi bien pour la conservation de la paix que comme facteur déterminant de supériorité militaire en cas de conflit. Il a confiance dans la force de l'armée turque pour être au sud le point d'attache de ce front, à la condition que l'aide matérielle que la Turquie lui demande lui soit fournie* ».

La fin de ce dernier propos devait cependant modérer l'enthousiasme. Toujours dans la ligne de conduite que les Etats balkaniques n'avaient cessé de suivre, Ankara n'adhérait pas aux projets français, mais posait des conditions pour y adhérer. La première concernait bien évidemment une demande de soutien matériel sans lequel l'armée turque n'était pas en mesure de s'engager aussi ouvertement dans le conflit. La deuxième était d'ordre plus politique et avait été énoncée par İnönü au moment de parler de la défense de la Thrace : « *le président de la République estime indispensable d'engager, en cas de conflit, les armées russes dans la bataille, en raison du danger que présenterait, au moment d'un règlement de comptes, l'existence d'armées russes fraîches en présence de forces alliées épuisées* ». Formulée dans la « communication orale » que remit Saraçoğlu à Massigli le 15 avril, la « réserve soviétique » réapparaissait en termes militaires dans les propos du président turc : on ne pouvait envisager en Europe orientale un quelconque front qui ne respecterait pas l'équilibre des puissances avec l'Union Soviétique. Surtout, telle qu'elle était formulée, cette condition montrait que derrière le

souci turc de s'assurer la bienveillance soviétique se cachait avant tout la crainte d'une reprise des ambitions russes en direction du sud-est.

Il est enfin probable qu' İnönü et Çakmak aient également érigé la cession du Sandjak en condition de l'alliance. Cela expliquerait que Weygand ait conclu son rapport sur ces deux entretiens dans les termes suivants : « *le Général Weygand se permet d'indiquer qu'il est urgent de terminer l'affaire du Sandjak d'Alexandrette et de faire passer ce qui lui paraît être essentiel avant ce qui est devenu accessoire* ». Massigli venait de s'acquérir un allié de poids, et voyait l'approche qu'il avait timidement amorcée avec les dirigeants turcs franchir une nouvelle étape, celle des discussions militaires.

En effet, en dépit des réserves et des conditions, c'était un accueil plutôt favorable qu'Ankara réserva aux propos de Weygand. Après la déception qu'avaient représentée les garanties, la visite d'un responsable militaire aussi haut placé a pu donner le sentiment aux dirigeants turcs que la France désirait sincèrement traiter d'égal à égal avec eux dans le cadre d'une grande alliance. Le 4 mai, c'est un Weygand en uniforme qui était officiellement raccompagné à la gare d'Ankara avec tous les honneurs du protocole, en présence de nombreux membres du gouvernement turc ainsi que des ministres de Pologne, de Roumanie et de Grèce²⁹⁹. De privée, la visite était devenue officielle.

Sur cet élan, Weygand se décida à ajouter un nouveau détour à son voyage vers Paris et s'arrêta le 6 mai à Bucarest pour y rencontrer lors d'une réunion le roi Carol, le Premier ministre Calinesco, le chef d'état-major Tenesco et le ministre des Affaires étrangères Gafenco. Devant les dignitaires roumains, le général reprit son thème du grand front d'Orient allant de la Pologne à la Roumanie, et auquel participerait également l'Union Soviétique, en insistant sur le fait que les Turcs avaient été acquis à cette idée. Le roi Carol et Calinesco le furent cependant beaucoup moins. Comme ils l'affirmèrent au général, 1939 n'était pas 1916, car la Roumanie n'avait cette fois-ci absolument rien à gagner d'une entrée en guerre. Le pays serait certes prêt à exprimer sa solidarité avec la France dans le cas où le conflit venait à éclater dans les Balkans, mais pour le reste, le propos roumain consistait en une série de demandes en matériel militaire, condition *sine qua non* pour tout contact d'état-major. Quant à la collaboration avec l'Union Soviétique,

²⁹⁹ Ankara à Diplomatie n° 117, MAE, dossier Allemagne 727, 8/5/1939.

le roi ne voulut pas en entendre parler³⁰⁰. Weygand ne se fit pas d'allusion : le compte-rendu qu'il rédigea sur sa mission à Bucarest ne cacha pas les réticences roumaines³⁰¹. Cependant, la déception ne pouvait qu'être éclipsée par le succès de la mission turque du général, de loin la plus importante.

En somme, les missions Weygand avaient constitué en bien des points un véritable tournant. Après plusieurs mois d'hésitants gestes diplomatiques, la France était à nouveau présente sur le terrain oriental en renouant avec la tradition des missions militaires de haut rang. D'autre part, l'apport du général pouvait s'avérer décisif pour faire cesser les dernières hésitations parisiennes sur l'opportunité de l'engagement oriental. Enfin, par son âge et son expérience, Weygand devenait le lien direct entre le souvenir de la Grande Guerre et la planification d'un nouveau front d'Orient.

Il y avait aussi cependant des points beaucoup plus problématiques qui ressortaient de ces missions : alors que la France était censée planifier son action de concert avec la Grande Bretagne, les entretiens du général se firent avec l'absence remarquée de tout représentant britannique. Quelques semaines à peine après les désaccords des deux États-majors sur l'ampleur du front d'Orient, il devenait évident que la France suivait seule la voie de l'engagement militaire direct dans les Balkans. Il ne fallait pas non plus sous-estimer la franche hostilité roumaine au front d'Orient, pas plus que la multitude de conditions que la Turquie mit en préalable à sa participation. L'entente d'Orient que Massigli pensait avoir obtenue pouvait fort bien n'être qu'un malentendu.

2.3. La Turquie dans le « front de la paix ».

Trois mois après la fin officielle de l'apaisement européen, les événements avaient amené la France et la Grande Bretagne à concentrer pratiquement tout leur intérêt oriental sur la Turquie. La Grande Bretagne était prête à négocier un accord sur la base de la communication remise par Saraçoğlu le 15 avril. La France continuait à laisser ouverte la question d'Alexandrette et avait envoyé sur place l'un de ses militaires les plus prestigieux.

³⁰⁰ Bucarest à Diplomatie n° 538, MAE, dossier Fouques-Duparc 59, 6/5/1939.

³⁰¹ « Rapport du Général Weygand sur sa mission à Bucarest », MAE, dossier Massigli 104, 5/1939.

De fait, Français et Britanniques avaient bien conscience que de la position turque devait dépendre également le sort des autres Etats balkaniques, pour lesquels la situation demeurait figée. Pour Londres, ils n'étaient -ni eux, ni surtout leurs armées- dignes d'une attention particulière, et il fallait profiter de l'alliance turque pour confier à Ankara le soin de coordonner leurs défenses. Plus intéressée par l'intervention directe en Grèce et en Roumanie, Paris pouvait quant à elle espérer qu'un engagement des dirigeants turcs aurait un effet psychologique fort sur l'Entente Balkanique, suffisant pour l'entraîner à abandonner son hésitante politique des équilibres. Les deux alliés attendaient également beaucoup de la position turque pour l'évolution de leurs entretiens avec Moscou qui étaient toujours en train de piétiner.

Quelle que fût la façon dont on concevait le front d'Orient, c'était bien à Ankara que son sort semblait se jouer en ce début de ce mois de mai 1939. Pour les dirigeants turcs, il fallait désormais rapidement peser le pour et le contre d'une alliance.

2.3.1. Au terme de deux mois d'échanges et de sondages : le revirement complet de la politique étrangère turque

Le général Weygand n'avait pas été le seul haut dignitaire étranger à visiter la Turquie. A la fin du mois d'avril 1939, Ankara était devenue un grand carrefour d'intenses négociations et marchandages sur l'avenir de l'Europe du sud-est. Le bal avait été ouvert le 27 avril par l'ancien chancelier allemand Franz von Papen, venu prendre ses nouvelles fonctions d'ambassadeur du Reich à Ankara. Face au rapprochement de plus en plus manifeste entre la Turquie et les alliés, von Papen avait visiblement été envoyé par Hitler pour tenter d'enrayer la tendance et mener, selon les termes de Massigli, « *un effort désespéré de l'Allemagne pour maintenir ce pays dans la neutralité* »³⁰². Le choix de la personne était loin d'être hasardeux : Papen avait séjourné pendant la première guerre mondiale en Turquie, où, en sa qualité d'officier, il était devenu chef d'état-major de la quatrième armée ottomane³⁰³. Il en avait gardé une bonne connaissance des milieux dirigeants turcs, au sein desquels il avait conservé une solide réputation. Dès les premiers jours de sa mission, Von Papen considéra que le principal moteur du rapprochement entre

³⁰² Ankara à Diplomatie, MAE, dossier Turquie 628, 25/4/1939.

³⁰³ Lynn H. CURTRIGHT, « Great Britain, the Balkans and Turkey in the Autumn of 1939 » dans *The International Historic Review*, X, 3, août 1988, pp.433-455.

la Turquie et les ennemis de l'Allemagne n'était autre que les ambitions italiennes en Anatolie. Il recommanda immédiatement à son gouvernement de modérer la politique de Rome dans la région, sans obtenir apparemment de succès³⁰⁴. La rumeur diplomatique devait même tout au long des mois qui suivirent prêter à l'Ambassadeur allemand le projet encore plus ambitieux d'une alliance germano-turque dans laquelle la Turquie se verrait promettre des anciens territoires ottomans comme le Dodécanèse italien, voire des acquisitions dans le Caucase soviétique³⁰⁵.

L'arrivée de Von Papen fut cependant éclipsée par la visite qu'effectua en Turquie le commissaire-adjoint aux Affaires Étrangères de l'Union Soviétique, Vladimir Potemkine. Après être passé par Bucarest et Sofia, celui-ci arriva à Ankara le 28 avril 1939, afin de sonder, pour le compte du commissaire aux Affaires Étrangères Maxime Litvinov, la situation diplomatique balkanique. Alors que les négociations entre Moscou et les alliés n'avançaient que très lentement, Potemkine constata dès son arrivée la rapidité avec laquelle avançaient au contraire les contacts entre la Turquie et les alliés. Il rappela donc à Saraçoğlu que, du point de vue du Kremlin, tout accord était soumis au respect des intérêts soviétiques en Turquie et dans la péninsule balkanique. D'autre part, tout pacte anglo-franco-turc devait être rapidement complété par un pacte entre Moscou et Ankara. Le chef de la diplomatie turque rassura pleinement le commissaire-adjoint, en acceptant de se rendre à Moscou dans les mois à suivre, afin de négocier un accord turco-soviétique. De son point de vue, les propos de Potemkine montraient que Moscou était désormais sur le point de conclure sa propre alliance avec Paris et Londres, et qu'en effet il n'y avait plus qu'à lier les deux alliances³⁰⁶. Sans qu'aucun accord n'ait été encore formellement acquis entre les alliés et l'Union Soviétique, et alors que le premier mai 1939 Staline limogea Litvinov et le remplaça par Molotov, Saraçoğlu considéra un peu

³⁰⁴ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Plon, Paris, 1964, pp. 169-176.

³⁰⁵ Diplomatie à Ankara n° 1033, MAE, dossier Massigli 23, 29/8/1939. La question d'une éventuelle cession du Dodécanèse par l'Italie sur pression allemande est évoquée par Lynn H. CURTRIGHT, « Great Britain, the Balkans and Turkey in the Autumn of 1939 » dans *The International Historic Review*, X, 3, août 1988, pp. 433-455. Sur les rumeurs d'alliance germano-turque, voir aussi Vincent Joly, « A la recherche de l'allié turc? Quelques observations sur la déclaration d'assistance mutuelle franco-turque du 23 juin 1939 » dans Walud Arbid, Salgur Kançal, Jean-David Mizrahi et Samir Saul (dir.) *Méditerranée, Moyen-Orient: deux siècles de relations internationales. Recherches en hommage à Jacques Thobie*, L'Harmattan, Paris, 2003, pp. 521-542.

³⁰⁶ Franck MARZARI, « Western-Soviet Rivalry in Turkey 1939 » dans *Middle Eastern Studies*, vol. VII, 1971, n° 1, pp. 70-71.

prématurément que la « réserve soviétique » de la diplomatie turque avait été comblée. C'est ainsi que le 4 mai, alors que Weygand effectuait à son tour sa propre mission à Ankara, un télégramme envoyé par Saraçoğlu aux postes diplomatiques turcs annonça la décision d'Ankara de rejoindre les alliés³⁰⁷.

2.3.2. La cession du Sandjak et les déclarations d'assistance mutuelle.

Il restait désormais à formaliser le plus rapidement possible le rapprochement entre Ankara, Paris et Londres. Dès le 29 avril, Halifax, par l'intermédiaire de Knatchbull-Hugessen, fit savoir au gouvernement turc que le gouvernement britannique souhaitait qu'une déclaration publique d'assistance mutuelle soit faite le plus vite possible en attendant la conclusion d'un véritable traité³⁰⁸. Il restait cependant de nombreux points en suspens pour qu'une telle déclaration tripartite puisse voir le jour, le plus sérieux d'entre eux étant l'éternelle question du Sandjak.

Face au renforcement de plus en plus manifeste des positions de Massigli, Georges Bonnet continuait depuis Paris à temporiser en envoyant ses instructions au compte-gouttes. Dans un télégramme daté du 3 mai, il réfuta l'opportunité de l'échange entre le Hatay et l'alliance turque en affirmant que « *cette compensation a cessé d'être disponible le jour où s'est ouverte la négociation où nous nous trouvons aux côtés de l'Angleterre (...). Tandis que Londres pour recevoir la même assistance n'a eu qu'à offrir la réciprocité, la France a dû, elle, fournir un appoint substantiel* »³⁰⁹. Le ministre espérait-il réellement que la France pouvait désormais se passer de la cession d'Alexandrette ? Se résignait-il plutôt à une temporisation de façade pour ne pas perdre la face ? Toujours est-il que son homologue turc sut habilement manœuvrer face à ces hésitations en utilisant l'arme britannique. Le 7 mai, il convoqua Knatchbull-Hugessen et, sur le ton de la complicité, se plaignit ouvertement du comportement français. Il fit remarquer à son interlocuteur que « *le gouvernement français était en train de marchander pour quelques villages, au moment où la Turquie offrait tout son potentiel humain pour coopérer avec les puissances occidentales* ». Knatchbull-Hugessen se laissa convaincre de la mauvaise volonté de la France et proposa à son gouvernement de ne pas

³⁰⁷ Cemil KOÇAK, *Türkiye'de Milli Şef Dönemi 1938-1945 (La Turquie à l'époque du Chef National)*, Istanbul, İletişim Yayınları, 1986, deuxième édition 1996, pp. 241-242.

³⁰⁸ *Foreign Office* à Ankara n° 144, DBFP, 3, V, doc. 310, 29/4/1939

³⁰⁹ Diplomatie à Ankara n° 459-470, MAE, dossier Fouques-Duparc 71, 3/5/1939.

attendre Paris pour faire la déclaration d'assistance avec la Turquie³¹⁰. En temporisant dans l'affaire du Sandjak, la France se faisait dépasser par l'Angleterre sur le terrain turc, alors que les deux puissances avaient une vision très différente de l'action militaire à mener dans la région. Massigli tenta de dissuader Saraçoğlu d'accepter l'offre d'un accord avec l'Angleterre seule³¹¹, mais en vain : ses efforts risquaient désormais d'être réduits à néant par l'entêtement de son ministre.

Le 10 mai, le Cabinet accepta le principe d'une déclaration bilatérale. Celle-ci devait reprendre dans ses grandes lignes la note remise par Saraçoğlu le 15 avril. Halifax obtint cependant du côté turc une rectification de poids : le *casus foederis* était soumis non à une « *agression dans la Méditerranée ou contre les Balkans* » comme l'avait initialement demandé Ankara, mais à « *un acte d'agression conduisant à la guerre en Méditerranée* ». D'autre part, la déclaration devait prévoir des consultations permanentes sur la « *sécurité dans les Balkans* ». La nouvelle formulation de ces clauses élargissait considérablement le champ d'application de l'alliance turco-britannique : pour le Cabinet, elle faisait véritablement de la Turquie le mandataire de la stratégie britannique en Méditerranée et surtout dans les Balkans, déchargeant du coup Londres d'une implication directe dans la région. C'est ainsi que le 12 mai 1939, Londres et Ankara publièrent une déclaration commune en sept points, annonçant tout d'abord la conclusion à venir d'un traité d'assistance. En attendant, les deux gouvernements déclarèrent que « *dans le cas d'un acte d'agression conduisant à la guerre dans la région de la Méditerranée, ils seraient prêts à coopérer effectivement et à se prêter toute l'aide et l'assistance en leur pouvoir* »³¹².

Restait désormais la question des rapports franco-turcs. Le choix qui s'offrait pour Paris était désormais d'échanger le Sandjak contre son adhésion à la déclaration anglo-turque. En dépit des résistances toujours affichées de Georges Bonnet, le danger de voir la Grande Bretagne fixer seule les modalités de l'alliance turque fit définitivement pencher la balance. Le 23 juin, Bonnet dut se résigner à signer avec l'ambassadeur turc

³¹⁰ Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, pp. 182-183.

³¹¹ Diplomatie à Londres n° 855-858, MAE, dossier Allemagne 727, 4/5/1939.

³¹² Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, p. 183.

en France, Suat Davaz, l'« *arrangement portant règlement définitif des questions territoriales entre la Turquie et la Syrie* ». Aux termes de l'accord qui satisfaisait pratiquement toutes les exigences d'Ankara, il était prévu que le Sandjak passerait sous pleine souveraineté turque dans un délai d'un mois³¹³. Le même jour, le Premier ministre turc Refik Saydam annonça à l'Assemblée le contenu d'une déclaration franco-turque dont le contenu était identique en tous points à la déclaration anglo-turque du 12 mai. L'échange pour lequel Massigli avait mené un combat de plusieurs mois venait d'avoir lieu.

Deux mois après l'affaire des garanties, la France et la Grande Bretagne étaient parvenues à conclure un engagement réciproque avec la Turquie, jetant enfin les bases d'une éventuelle action militaire en Méditerranée orientale et dans les Balkans. A en croire les titres les journaux turcs eux-mêmes, l'engagement d'Ankara aux côtés des alliés ne faisait pas de doute : « *la République turque a abandonné la politique de stricte neutralité qu'elle s'est efforcée de suivre jusqu'à présent et a adhéré au front démocratique* »³¹⁴.

Ce résultat n'avait pas été obtenu sans sacrifices : Paris céda aux revendications les plus maximalistes de la Turquie dans l'affaire du Sandjak, tandis que Londres dû prendre le risque de mettre à mal l'apaisement méditerranéen avec l'Italie. Surtout, la France avait payé cher la résolution tardive de la question du Sandjak, laissant la Turquie et la Grande Bretagne fixer seules les termes de la déclaration d'assistance. C'était d'autant plus préoccupant qu'il était clair à l'été 1939 que Paris et Londres n'étaient pas d'accord sur la façon d'utiliser l'appoint turc. Les deux gouvernements persisteront dans ce domaine à suivre chacun sa propre voie.

³¹³ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Plon, Paris, 1964, p. 213.

³¹⁴ *La République*, 13/5/1939.

3. Préparer le front d'Orient : les négociations de l'été 1939

3.1. Les ambitions françaises au lendemain des déclarations

3.1.1. Le retour en force de Salonique dans les débats parisiens.

En mai 1939, pendant qu'à Ankara la question du Sandjak bloquait la signature de la déclaration franco-turque, à Vincennes le Haut-Commandement français s'affairait à imaginer les formes que pourrait prendre une alliance avec la Turquie. En effet, après que le général Weygand eut assuré du succès de sa mission à Ankara, et en attendant que Georges Bonnet se résigne enfin à l'inévitable cession d'Alexandrette, le troisième bureau de l'état-major de l'Armée tenta de définir les grandes lignes d'une action militaire française à partir du territoire turc. Le 10 mai, une note adressée au Conseil Supérieur de la Défense Nationale citait les avantages que pouvait offrir la Turquie en termes militaires : des bases pour la réduction du Dodécanèse, l'utilisation des Détroits, une jonction plus facile avec les forces russes au nord, ainsi que la possibilité d'établir une tête de pont en Thrace contre la Bulgarie. Toutes ces actions étaient fédérées autour de la constitution d'un grand front oriental auquel, selon la note, l'alliance turque pouvait fournir « *un môle d'amarrage vers le sud* »³¹⁵.

Comme on pouvait s'y attendre, du front d'Orient à Salonique, il n'y avait qu'un pas qui fut à nouveau immédiatement franchi à la fin du printemps 1939. Les diplomates eux-mêmes s'impatientsaient : depuis Belgrade, Brugère informait Alexis Léger qu'un débarquement français à Salonique était discrètement souhaité par les dirigeants yougoslaves. Le secrétaire général s'empressa le 25 mai de communiquer la dépêche à Daladier, qui à son tour la transmet à Gamelin³¹⁶. Le premier juin, Gamelin prit prétexte de la dépêche de Brugère pour convoquer pour le surlendemain une réunion des chefs d'état-major sur la question³¹⁷.

En attendant la réunion, une nouvelle note du CSDN reprit pleinement l'hypothèse d'une guerre sur deux fronts, l'un, occidental, « *de la ligne Maginot à la Tunisie* », et l'autre, oriental, « *de la Baltique à la Turquie et à la mer Rouge* », la base de

³¹⁵ « Note concernant une collaboration éventuelle avec la Turquie » n° 5/82, SHD-DAT, carton 2N235-5, 10/5/1939.

³¹⁶ Diplomatie (Léger) à Guerre (Daladier) n° 2242, SHD-DAT, carton 2N235-6, 25/5/1939.

³¹⁷ Note aux Chefs d'état-major n° 1118 DN/3, SHD-DAT, carton 2N235-6, 1/6/1939.

la conduite de la guerre étant de « *relier les deux fronts soit par le nord (Baltique), ce qui est difficile, soit par la Méditerranée* ». Ainsi, c'était plutôt au sud-est qu'il fallait attendre la décision du conflit, et le rédacteur de la note craignait à ce titre « *une action italo-allemande, ou simplement allemande, sur la Grèce et dans les Balkans dès le début d'un conflit* ». Dans ces conditions, il recommandait avant toute chose de « *devancer l'axe en s'installant (avant même le premier coup de canon) à Salonique et en Crète* »³¹⁸. La boucle était désormais bouclée : après n'avoir été pendant longtemps qu'allusion dans les dépêches diplomatiques ou les propos des militaires français, l'occupation de Salonique devenait une nouvelle doctrine pour la conduite de la guerre.

Ainsi, à la réunion du 3 juin 1939, le principe d'un débarquement à Salonique semblait pratiquement acquis. Pour Gamelin l'opportunité de débarquer dans le port macédonien était tout autant évidente que le front d'Orient lui-même : « *il est important* », fit remarquer le général à ses collègues, « *qu'au début des hostilités, le drapeau français soit à Salonique* »³¹⁹. Il s'agissait de ne pas répéter l'improvisation de 1915 et de créer rapidement une véritable force balkanique encadrée par les alliés. La réunion des chefs d'État-major décida ainsi de « *(1) constituer par des éléments en majeure partie turcs et grecs les forces terrestres à installer à Salonique ; (2) réaliser les ententes nécessaires pour que la France et la Grande Bretagne soient représentées dans la même région par des détachements de forces terrestres et aériennes* ». En attendant que toutes les conditions nécessaires soient réunies pour débarquer, les chefs d'état-major décidèrent de « *baser, dès le temps de paix, sur le Levant les forces françaises destinées à être dirigées sur Salonique* »³²⁰. Ainsi, il fallait également planifier la mise en place d'une base levantine, même provisoire.

Cette décision prise, et alors qu'il n'y avait encore pas d'accord formel avec la Turquie (et encore moins avec la Grèce), la question de Salonique fut dominante dans les études et la correspondance interne de l'état-major. Le 9 juin, le troisième bureau de l'EMA annonça dans une note qu'il étudiait « *la mise sur pied d'une division au Levant en vue de son envoi éventuel à Salonique* ». Selon les premiers résultats de l'étude, la

³¹⁸ « Note sur l'intérêt d'une occupation préventive de Salonique », SHD-DAT, carton 2N225, 2/6/1939.

³¹⁹ Compte-rendu de la réunion des Chefs d'État-major, SHD-DAT, carton 2N225, 3/6/1939.

³²⁰ EMA (Gamelin) à Guerre (Daladier) n° 1141, SHD-DAT, carton 2N225, 5/6/1939.

mission de cette division pouvait aller « *d'une simple action de présence à des opérations en liaison avec les armées alliées des Balkans* ». Cette division devait être une antenne d'un corps expéditionnaire franco-britannique à baser dans la région. Enfin, le point sur lequel la note laissait plus de doute, était celui du commandement de ce corps : « *il y a tout intérêt à ce que nous nous ménagions la possibilité de le prendre à notre charge et, pour cela, que nous nous implantions solidement les premiers à Salonique, le moment venu* »³²¹.

Les notes et études continuèrent à circuler à Vincennes tout au long de l'été. D'autres projets d'opérations venaient se greffer au débarquement à Salonique avec en premier lieu les plans d'action sur le Danube qui avaient été évoqués tant à Paris qu'à Londres dès le mois d'avril. C'était l'un des points sur lesquels la coordination franco-britannique fonctionnait de manière satisfaisante et les archives attestent qu'à la fin juin les représentants des deux pays à Bucarest travaillaient sérieusement sur un plan de destruction des gisements de pétrole et d'obstruction du Danube par leurs propres forces, sans avoir nécessairement recours à l'armée roumaine dont l'efficacité était sérieusement mise en doute³²².

Ce projet d'action sur le Danube séduisait l'état-major parisien, non seulement pour interdire le moment venu l'accès allemand au ravitaillement roumain. Un débarquement en Roumanie pouvait permettre d'établir une seconde tête de pont balkanique, à lier à Salonique par le front d'Orient. Ainsi, le 7 juillet, une nouvelle note du deuxième bureau de l'EMA évoqua cette fois-ci d'une double expédition dans les Balkans. La note parlait de « la nécessité d'atteindre le Danube en un point à fixer qui jalonnera la droite du front minimum à atteindre : ce sera la premier but essentiel du concours turc. Un second but également essentiel est la conservation à tout prix de Salonique, indispensable au développement ultérieur des opérations (guerre 1914-1918). Cette nécessité fixe un deuxième jalon du front minimum à atteindre et à garder »³²³.

³²¹ « Note concernant certaines mesures relatives à des opérations dans les Balkans », SHD-DAT, carton 4H272-1, 9/6/1939.

³²² V. Bucarest à EMAA/2 n° 187 du 29/5/1939, ainsi que la note « Destruction des puits de pétrole roumains » du 9/6/1939, SHD-DAT, carton 2N235-4.

³²³ « Suggestions pouvant être retenues pour l'établissement d'un accord militaire avec les Turcs », SHD-DAT, carton 7N3256-3, 7/7/1939.

3.1.2. La préparation de la mission Huntziger à Ankara.

Comme il était précisé dans son intitulé, cette note avait été rédigée pour donner des lignes directrices pour de futures discussions avec les Turcs qui ne devaient plus tarder. En effet, le 23 juin 1939, la signature de la déclaration franco-turque avait ouvert la voie à une nouvelle phase de négociations militaires avec Ankara, en vue cette fois de la conclusion d'un traité d'alliance. C'était cette fois le général Huntziger qui fut chargé de se rendre à Ankara afin de préparer une convention militaire qui compléterait le traité au moment de sa signature. Avant de partir, Huntziger participa le 11 juillet à une grande réunion à laquelle furent également conviés, outre les chefs d'état-major, René Massigli et l'attaché militaire en Turquie le Général Voirin, qui avaient fait dans ce but le voyage depuis Ankara.

Cette réunion semblait arriver à point nommé : dans le même temps, le gouvernement soviétique avait également demandé l'envoi à Moscou d'une délégation franco-britannique en vue de la signature d'une convention militaire. Ainsi, la France devait s'engager dans une double négociation, à la fois avec Moscou et Ankara. Gamelin tira de cette nouvelle des conclusions qui justifiaient pleinement les aspirations de l'État-major français à un grand front d'Orient. Comme l'écrivit dans ses mémoires Pierre-André Bourget, *« il ne doutait pas que ces conversations toutes prochaines eussent un heureux résultat, grâce à quoi le bloc puissant des armées russe et polonaise barrerait conjointement les routes de l'est aux Allemands ; il voyait déjà la Roumanie, objet de la 'garantie' des puissances occidentales, rallier ce bloc et assurer la liaison avec les forces anglo-franco-turques réunies dans l'Orient méditerranéen, auxquelles la Grèce, également objet d'une 'garantie', ne manquerait pas de se joindre à point nommé. Ainsi l'Allemagne serait-elle obligée de se battre sur trois fronts : front d'occident, front russo-polonais et front balkanique, dans des conditions aussi dangereuses pour elle que riches, pour ses adversaires, de perspectives stratégiques décisives »*³²⁴. C'est à la réalisation d'un projet aussi ambitieux que devait contribuer la mission Huntziger.

³²⁴ Pierre-André BOURGET, *De Beyrouth à Bordeaux : la guerre 39-40 vue du PC de Weygand*, Paris, Berget-Levrault, 1946, pp. 2-3. Ce récit de la réunion du 11 juillet ne clarifie pas si Bourget, qui fut à partir de septembre 1939 Chef d'État-major du général Weygand, faisait partie des participants et était donc un témoin direct des propos du général Gamelin.

Huntziger quitta la réunion avec trois messages à transmettre aux dirigeants turcs : premièrement, la France était prête à soutenir matériellement Ankara pour neutraliser ou occuper le Dodécanèse, mais ne pourrait pas s'engager elle-même dans une telle opération. En effet, là n'était pas le point le plus important dans l'esprit de Gamelin : celui-ci voyait probablement l'archipel comme une sorte de salaire donné à la Turquie pour son entrée en guerre et considérait que l'appoint de la marine britannique, ou de l'aviation soviétique, suffisait amplement pour le neutraliser³²⁵. Deuxièmement, il incombait à l'armée turque d'immobiliser les forces bulgares sur la frontière de Thrace afin de soulager autant que possible les armées grecques et roumaine, dès lors disponibles pour d'autres opérations. Ces conditions réalisées, on pouvait en troisième lieu prévoir trois théâtres d'opérations communes entre les alliés, la Turquie et les Etats balkaniques en Egypte, à Salonique et en Roumanie. Enfin, le général fut mandaté pour proposer aux dirigeants turcs qu'une personnalité militaire de haut rang soit envoyée dès que possible pour coordonner, comme en 1915, l'ensemble des opérations communes entre les armées alliées et balkaniques³²⁶.

Ce vaste programme s'éloignait en fait beaucoup des clauses initiales de la déclaration franco-turque du 23 juin : alors que celle-ci avait un caractère avant tout défensif et dans un cadre strictement régional, Huntziger avait pour mission d'impliquer la Turquie dans un plan en bien des points offensif -puisque'il s'agissait d'intervenir dans les Balkans avant le début des hostilités- à l'échelle d'une très vaste zone allant de la Baltique à la Méditerranée. La tâche du général s'annonçait fort difficile : Daladier lui-même se montra fort réservé sur les chances de succès d'une mission qui prenait le risque « *d'indisposer les Turcs* »³²⁷.

3.2. Un projet partagé ?

Il n'y avait cependant pas que les Turcs qui risquaient d'être indisposés par les projets français. Loin de porter exclusivement sur une assistance mutuelle franco-turque,

³²⁵ C'est le point de vue qu'adopte François Delpla au regard des papiers du général Doumenc qui fut dans les mêmes jours chargé de mener les négociations militaires avec l'URSS. François DELPLA, *Les papiers secrets du général Doumenc. Un autre regard sur 39-40*, Paris, éd. Olivier Orban, 1992, pp. 47-48.

³²⁶ « Résumé des questions traitées à la réunion des Chefs d'État-major généraux », SHD-DAT, carton 7N 3256-3, 11/7/1939.

³²⁷ EMA (Gamelin) à Guerre (Daladier) n° 1444/DN3, SHD-DAT, carton 2N235-6, 17/7/1939. Nous reprenons les notes manuscrites de Daladier sur cette dépêche.

ces projets mettaient en jeu tout un complexe anneau d'alliances et de solidarités en Europe du sud-est, dans lequel il fallait également compter la Grande Bretagne, l'Union Soviétique, la Grèce, la Roumanie et la Yougoslavie. C'est tous ces acteurs qu'il fallait d'une façon ou d'une autre gagner à l'idée du grand front d'Orient et du débarquement à Salonique.

3.2.1. Les conférences franco-britanniques de l'été 1939 : deux visions pour un front.

Au cours du mois de juin 1939, le gouvernement français avait trouvé l'occasion d'exposer ses vues sur la question aux militaires anglais. Et justement, ces derniers avaient soulevé, lors de conférences bilatérales tenues à Rabat le 4 mai, puis à Jérusalem le 3 juin 1939, la question des forces à stationner au Proche Orient. Mais dans l'esprit des Britanniques, ces forces n'étaient nullement destinées à se déplacer pour aller ouvrir un quelconque front balkanique, mais à défendre l'Egypte et la côté levantine contre une éventuelle attaque italienne, et éventuellement répliquer à celle-ci en envahissant la Libye. Le général Gamelin avait pris conscience du décalage d'opinions entre les deux délégations. A la veille de la conférence de Jérusalem, il adressa ses consignes au chef de la délégation française, Commandant Supérieur des Troupes françaises au Levant, le général Caillault : le projet britannique qui avait été présenté à Rabat était trop défensif, alors que la force à stationner au Levant devait être « *destinée à opérer le cas échéant dans le Proche Orient, et notamment à Salonique* ». Il fallait soulever la question lors de la nouvelle conférence³²⁸.

Le général Caillault ne parvint pas cependant à imposer ces vues à la conférence de Jérusalem. Selon le rapport qu'il envoya à Edouard Daladier et à l'état-major de l'Armée, les entretiens se sont bornés à évoquer la défense locale des frontières. En ce qui concerne les bases et les théâtres d'opérations, on n'avait parlé que du canal de Suez, de la Syrie et éventuellement de Chypre qui pourrait servir de rampe de lancement pour une opération contre le Dodécanèse. Gamelin ne se découragea pas pour autant : sur les notes qu'il écrivit à la marge du rapport, il proposa d' « *élever le problème sur les bases que j'ai indiquées* » ; justement l'une de ces bases était d'évaluer les « *forces disponibles*

³²⁸ Guerre à CSTL Beyrouth n° 02749-3/EMA, SHD-DAT, carton 4H272, 22/5/1939 (date incertaine).

pour l’Égypte et Salonique »³²⁹. Le chef d’état-major espérait-il placer le moment venu les Britanniques devant le fait accompli d’une expédition prévue pour la Libye et détournée à Salonique ? Si c’est le cas, l’issue d’un tel pari était plus qu’incertaine.

En effet, à l’été 1939, la position britannique sur les opérations en Méditerranée orientale devint encore plus vacillante, remettant même en cause des points qui semblaient acquis depuis le début du printemps. A la fin juin, on se mit à nouveau à douter à Londres de l’opportunité d’une guerre avec l’Italie. Certes, des personnalités comme le *Home Secretary*, Samuel Hoare, étaient proches des conceptions françaises et considéraient qu’en mettant rapidement hors d’état de nuire l’Italie, l’armée britannique pouvait contribuer de manière décisive au ravitaillement de l’Europe de l’est et donc à l’assistance à la Pologne. Mais au début juillet, cette thèse était contestée par les chefs d’État-major eux-mêmes : selon une note soumise au Cabinet le 18 juillet, ceux-ci considéraient désormais qu’une guerre avec l’Italie occuperait trop d’effectifs britanniques, qui dès lors devraient être retirés d’autres théâtres d’opérations, en particulier en Asie. Il était d’autre part assez douteux que la Pologne puisse être efficacement ravitaillée depuis la Méditerranée. Face à une opération extrêmement coûteuse aux résultats incertains, les chefs d’état-major recommandaient donc de ne rien tenter contre l’Italie en Méditerranée tant que celle-ci ne bougerait pas.

C’était sur ce dernier point que se trouvait la clé de la position britannique : à partir du mois de juillet, les missions anglaises en Italie, et tout d’abord l’ambassadeur Percy Loraine lui-même, avaient commencé à avertir le Cabinet qu’il était probable que, faute de moyens pour mener à bien un conflit contre les marines alliées, Rome restât neutre dans le cadre d’un conflit opposant l’Allemagne à la France et à la Grande Bretagne. Dès lors la vieille hésitation sur la possibilité de ménager l’Italie en Méditerranée venait perturber la politique britannique. De ce fait, le consensus minimum atteint avec la France lors des discussions du printemps 1939 sur les opérations à mener en Méditerranée risquait de voler en éclats³³⁰.

³²⁹ CSTL Beyrouth à Guerre et EMA/ 2 et 3, SHD-DAT, carton 4H272, 10/6/1939.

³³⁰ L’analyse est largement reprise de Lynn H. CURTRIGHT, « Great Britain, the Balkans and Turkey in the Autumn of 1939 » dans *The International Historic Review*, X, 3, août 1988, pp. 433-455.

L'hésitation britannique fut particulièrement visible, lorsque le 13 juillet 1939 les deux hauts commandements se retrouvèrent pour discuter de ligne de conduite à suivre dans les négociations militaires avec l'Union Soviétique. Gamelin et son homologue britannique le général Gort y étaient présents, de même que le général Huntziger qui n'était pas encore parti pour Ankara. Gamelin réexposa à Gort dans une version plus complète sa vision des opérations orientales: la marine britannique aiderait les troupes turques à attaquer et occuper le Dodécanèse ; quant aux troupes françaises, le général affirma qu'elles « *ont mieux à faire à Salonique* ». En effet, il était désormais dans les intentions de Gamelin d'envoyer dès le début des hostilités des troupes françaises utilisées au Levant, en utilisant d'abord la voie de chemin de fer jusqu'à Izmir, puis des bateaux grecs, turcs et soviétiques. A Salonique seraient aussi stationnés deux groupes d'aviation (un de reconnaissance, un de bombardement), ainsi qu'un général français chargé de coordonner les troupes grecques, turques et également yougoslaves qui ne manqueraient pas de rejoindre la base alliée. Bref, Gamelin proposait en fait aux Britanniques de prendre en charge les opérations contre l'Italie dans une zone allant de Djibouti à la Palestine, tandis que l'armée française aurait la responsabilité de la base balkanique³³¹. Aux Soviétiques on proposerait de participer à l'action maritime en Mer Egée ainsi qu'aux opérations aériennes contre le Dodécanèse. Ils seraient également appelés à stationner des troupes en Thrace pour surveiller les mouvements bulgares et assurer le ravitaillement en matériel des armées balkaniques³³².

Face à cette avalanche de propositions, les Britanniques formulaient des instructions qui étaient, pour reprendre les termes du général Doumenc, « *beaucoup plus réticentes, quoique beaucoup plus longuement rédigées (...) où toutes les faces du problème étaient examinées, mais d'où ne se dégageait aucune idée directrice. (...) Il était recommandé de ne procéder qu'avec la plus extrême prudence, de ne livrer aucun renseignement intéressant, d'avoir toujours présent à l'esprit qu'une collusion germano-soviétique était possible, et enfin d'avoir à conduire les négociations avec la plus grande lenteur (...). Il semblait que les Anglais ne s'étaient fait aucune illusion sur le résultat* ».

³³¹ « Conversations d'État-major . Troisième phase », SHD-DM, carton 1BB2-183, 13/7/1939.

³³² « Questions russes dont l'étude a été proposée par la général Gamelin au cours des conversations franco-britanniques du 13 juillet 1939 », SHD-DAT, carton 2N225, 15/7/1939.

prochain des conversations qui allaient s'ouvrir, et qu'ils comptaient surtout gagner du temps»³³³.

Ainsi, Paris et Londres envisagèrent la négociation parallèle avec Moscou et Ankara sous des angles très différents. L'alliance britannique devenait très problématique dès lors que le front d'Orient était en question. C'était là un premier handicap des projets de débarquement à Salonique, et ce n'était pas le seul.

3.2.2. L'Entente Balkanique toujours immobile.

L'autre partie concernée par le projet d'un débarquement à Salonique était bien évidemment celle des autres Etats de l'Entente Balkanique : la Grèce qui -bien que ceci n'ait pas été rappelé une seule fois dans les innombrables études de l'EMA- possédait la souveraineté de la ville ; la Yougoslavie dont Gamelin espérait que les troupes rejoindraient automatiquement les armées alliées à Salonique ; la Roumanie enfin, sur le territoire de laquelle on désirait établir une autre tête de pont afin d'aboutir à un front sur le Danube.

Paris escomptait que la décision turque de rejoindre les alliés allait avoir un indéniable effet politique sur ses partenaires de l'Entente Balkanique, qui seraient encouragés à s'engager à leur tour dans la collaboration diplomatique et militaire avec Paris³³⁴. Ce ne fut que très partiellement le cas. Depuis l'affaire des garanties, les gouvernements grec et roumain étaient toujours restés dans leur déception de n'avoir reçu que des promesses d'assistance au mois d'avril de la part de Paris et Londres, tandis que Belgrade poursuivait son rapprochement avec Rome. Ainsi, en dépit de toute l'influence que la politique étrangère de la Turquie pouvait avoir sur celle de ses voisins, ces derniers restèrent prudents et demeurèrent dans l'attente d'une aide concrète de la part des alliés.

C'est ce qui pouvait par exemple ressortir des propos que, le jour même de la déclaration anglo-turque, le ministre de Grèce en France Nicolas Politis avait tenus à l'État-major de l'Armée au général Georges. Le ministre lui conseilla vivement que la France s'engage dans une politique plus active vis-à-vis des Balkans en matière de

³³³ François DELPLA, *Les papiers secrets du général Doumenc. Un autre regard sur 39-40*, Paris, éd. Olivier Orban, 1992, p. 49.

³³⁴ « Note concernant une collaboration éventuelle avec la Turquie » n° 5/82, SHD-DAT, carton 2N235-5, 10/5/1939.

propagande, de contacts d'États-majors et surtout d'aide en matériel militaire³³⁵. Au moment cependant où ces conseils étaient donnés -probablement à titre officieux et amical- la France et la Grande Bretagne avaient centré toute leur activité orientale sur la Turquie. Dès lors, il était légitime pour les autres Etats orientaux de craindre que l'alliance entre la Turquie et les alliés ne ferait que rapprocher d'eux le théâtre d'opérations, sans pour autant leur offrir la protection directe à laquelle ils aspiraient.

Au mois de juin 1939, Belgrade et Bucarest tentèrent donc de désengager autant que possible leurs pays des termes de l'alliance anglo-franco-turque. Du côté roumain, Gafenco se rendit pour la deuxième fois en Turquie afin de recueillir des informations sur les négociations en cours entre Ankara et Paris. Selon Massigli, il aurait demandé que la déclaration franco-turque ne fasse pas mention des Balkans³³⁶, mais face au refus de ses interlocuteurs « *le ministre roumain se serait finalement incliné devant la manière de voir turque* »³³⁷. Ainsi la Roumanie accueillit sans réaction officielle la signature de la déclaration franco-turque, ce qui ne fut toutefois pas le cas du gouvernement yougoslave. Belgrade s'était empressée dès le 16 mai de désapprouver publiquement la déclaration anglo-turque en précisant que celle-ci était en fait contraire aux principes et à l'esprit de l'Entente Balkanique et qu'il engageait la Turquie « *dans un système qui, même pacifique, donnera aux grandes puissances un droit de s'immiscer dans les affaires balkaniques* »³³⁸. Preuve tangible que la politique yougoslave continuait à s'éloigner de Paris, quelques semaines plus tard le Régent Paul se rendit en visite officielle à Berlin, tandis que des rumeurs sur une alliance bulgaro-yougoslave recommencèrent à circuler³³⁹.

Restait enfin la politique adoptée à Athènes. Le gouvernement grec s'abstint également de toute réaction officielle, bien qu'une rumeur venue de l'ambassade de Turquie à Athènes lui ait prêté l'intention de se joindre à la déclaration yougoslave dans le but de retarder au moins la conclusion de l'accord franco-turc³⁴⁰. On n'alla certes pas

³³⁵ Note manuscrite du général Georges, SHD-DAT, carton 2N235-6, 12/5/1939.

³³⁶ Ankara à Diplomatie n° 899-902, MAE, dossier Fouques-Duparc 71, 13/6/1939.

³³⁷ Ankara à Diplomatie n° 940-944, MAE, dossier Fouques-Duparc 59, 15/6/1939.

³³⁸ Bucarest à Diplomatie, repris dans Diplomatie à Athènes n° 225-227, MAE, dossier Yougoslavie 180, 16/5/1939.

³³⁹ Rome à Diplomatie n° 2378-2379, MAE, dossier Yougoslavie 180, 8/6/1939.

³⁴⁰ Ankara à Diplomatie n° 960, MAE, dossier Fouques-Duparc 72, 18/6/1939.

aussi loin. Toutefois, au lendemain de la déclaration du 23 juin, le secrétaire d'Etat permanent aux affaires étrangères et principal collaborateur diplomatique de Métaxas, Nicolas Mavroudis, exclut à Gaston Maugras tout nouvel engagement grec vis-à-vis des alliés. « *Quelque intime que fût l'amitié entre Athènes et Ankara* » déclara Mavroudis au ministre de France, « *cette unité ne jouait que sur le terrain balkanique et, par conséquent, l'attitude que prenait la Turquie à l'égard des puissances de l'Axe resterait sans influence sur celle de la Grèce* »³⁴¹. Le gouvernement grec n'en surveillait pas moins de très près l'évolution des contacts franco-turcs et apprit rapidement que le territoire du royaume était au centre des projets français. Le 24 juillet 1939 son ambassadeur à Ankara Raphaël Raphaël l'informait en effet qu'un projet de débarquement à Salonique était à l'ordre du jour des contacts du général Huntziger³⁴².

3.3. Beyrouth, en attendant Salonique : la mission Huntziger à Ankara et l'envoi de Weygand au Levant

3.3.1. La mission Huntziger et ses suites: un succès?

Au moment où se dessinaient les contours de la mission Huntziger, on savait fort bien à Paris que la France partait dans les négociations militaires avec la Turquie en ayant toujours une longueur de retard sur la Grande Bretagne. En effet, plus d'un mois s'était écoulé entre les déclarations anglo-turque et franco-turque. Londres avait naturellement mis à profit ce mois pour engager en premier les contacts en vue d'une convention militaire et il était évident que la priorité britannique pour ces contacts n'allait pas au projet d'un débarquement à Salonique. Dès la fin mai, Knatchbull-Hugessen avait réussi à faire conclure un accord en vertu une mission militaire britannique se rendrait dès que possible à Ankara tandis qu'une mission turque irait à Londres pour passer des commandes en matériel militaire. La partie semblait donc mal engagée pour Paris. Néanmoins, une maladresse du côté anglais allait donner une chance inespérée à la mission Huntziger de jouer le premier rôle dans ce complexe jeu tripartite.

Le 5 juin 1939, l'État-major britannique envoya à Ankara une mission dirigée par le colonel Lund, directeur adjoint des services de renseignement de l'armée. Lund

³⁴¹ Athènes à Quai d'Orsay, MAE, dossier Allemagne 731, 25/6/1939.

³⁴² Note de la section balkanique du Ministère hellénique des Affaires Étrangères, AYE, carton 1940/1.4 non daté (probablement rédigé à la fin septembre 1939).

resta sur place un mois, mais sa mission fut à tous égards un échec. Le Maréchal Çakmak refusa de le recevoir, et ses interlocuteurs lui posèrent des exigences que l'officier trouva exorbitantes : la marine britannique devait soutenir de toutes ses forces l'attaque sur le Dodécanèse pour le compte des Turcs, tandis que l'armée turque garderait toujours le contrôle exclusif des Détroits. D'autre part, au bout de quelques semaines, Ankara décida de suspendre les discussions avec Lund tant qu'aucune aide financière ou en matériel ne serait parvenue de Londres. Ainsi, le 3 juillet, le colonel et sa suite se résignèrent à rentrer à Londres sans avoir conclu un quelconque accord militaire.

Cet échec aussi brutal de la mission Lund pouvait paraître surprenant. Il a cependant ses raisons, dont l'une n'avait pas échappé à Massigli. Au moment où les revers de Lund commencèrent à circuler dans les couloirs diplomatiques, l'Ambassadeur de France écrivit au Quai d'Orsay que de son point de vue la mission britannique avait « *commis quelques erreurs de psychologie* »³⁴³. Soixante ans après les événements, l'historien Brock Millman reprit et explicita cette interprétation: « *Lund n'était qu'un colonel d'État-major et un officier trop jeune et inexpérimenté pour être envoyé dans une mission aussi importante (...). Sensibles au protocole et à leur dignité, les Turcs, et particulièrement le maréchal Çakmak, prirent l'envoi d'un simple colonel comme une insulte* »³⁴⁴. L'interprétation paraît extrêmement plausible : nous l'avons vu, tant les Turcs que le reste des dirigeants balkaniques faisaient du traitement -même sur un plan symbolique- d'égal à égal une condition incontournable de toute négociation avec les grandes puissances. La maladresse britannique était lourde de conséquences à Ankara, où on avait gardé un bien mauvais souvenir de l'attitude arrogante des officiers allemands venus opérer avec l'armée ottomane pendant la première guerre mondiale.

Il est ainsi probable que, faute de confiance vis-à-vis des Britanniques, les Turcs aient finalement préféré attendre l'arrivée de la mission française pour négocier. Face à la déception de voir arriver de Londres un simple colonel, ils gardaient le souvenir récent de

³⁴³ Ankara à Diplomatie n° 1028, MAE, dossier Fouques-Duparc 71, 23/6/1939.

³⁴⁴ Pour envenimer d'ailleurs encore plus la situation, une rumeur -plus tard formellement démentie par les autorités britanniques- se mit à circuler, selon laquelle Lund était déjà venu en Turquie en tant que membre des troupes britanniques qui avaient occupé Istanbul pendant la guerre d'indépendance turque en 1919-1923, et avait été logé dans une maison perquisitionnée appartenant en fait à la famille du... maréchal Çakmak. Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 1998, pp. 192-193. L'ensemble du récit de la mission Lund est repris de cet ouvrage.

la visite que leur avait rendu deux mois auparavant un officier aussi prestigieux que le général Weygand. Ils s'apprêtaient désormais à accueillir en la personne de Charles Huntziger un général de division, ancien officier de l'Armée d'Orient et fin connaisseur du Levant, avec lequel ils avaient déjà eu l'occasion de négocier.

Huntziger traversa l'Europe par le Simplon Orient Express et arriva à Ankara le 16 juillet. Sa venue fut saluée le même jour en gros titres par la presse turque, contrairement à discrétion qui avait couvert l'arrivée du général Weygand deux mois auparavant³⁴⁵. Le général amorça ses contacts dès le lendemain par un entretien avec le secrétaire général des affaires étrangères Numan Menemencioğlu, à la suite duquel il rencontra le président İnönü puis s'engagea dans une longue série de conférences d'État-major qui durèrent jusqu'au 25 juillet. Ces conférences aboutirent à un projet de convention militaire qui reprenait tous les points auxquels l'État-major français était sensible : la Turquie tiendrait en respect, et si besoin était neutraliserait, la Bulgarie (article 2) ; la marine turque pourrait occuper le Dodécannèse en collaboration avec les marines française et britannique (article 3) ; des préparatifs seraient mis en œuvre en vue de l'établissement d'une base à Salonique, en vue desquels les chefs d'état-major turcs consulteraient sans tarder leurs homologues hellènes (article 4).

Cette bonne volonté turque avait ses raisons : la principale était que les messages qui arrivaient de Moscou aux dirigeants turcs semblaient aller dans le sens d'un accord entre les alliés et l'Union Soviétique. Le 22 juillet en effet, Molotov avait demandé au Chargé d'Affaires de Turquie à Moscou la reprise des contacts bilatéraux en vue de la signature d'un traité turco-soviétique³⁴⁶. Numan Menemencioğlu avait accueilli la nouvelle avec beaucoup d'optimisme et déclara à Massigli qu'en dépit des changements intervenus à Moscou, « *les tendances du gouvernement soviétique restent au fond les mêmes* »³⁴⁷. Le 4 août l'ambassadeur soviétique en Turquie Terentieff annonça d'ailleurs à Saraçoğlu que les négociations entre son pays et les alliés progressaient de manière satisfaisante³⁴⁸. Ainsi, Ankara aurait sincèrement cru en la possibilité d'un grand front

³⁴⁵ « Une mission militaire française arrive aujourd'hui en notre ville », *La République*, 16/7/1939.

³⁴⁶ Ankara à Diplomatie n° 1124-1125, MAE, dossier Fouques-Duparc 73, 22/7/1939

³⁴⁷ Ankara à Diplomatie n° 1156, MAE, dossier Fouques-Duparc 75, 22/7/1939.

³⁴⁸ Baskın ORAN (dir), *Türk Dış Politikası, Kurtuluş Savaşından Bugüne. Cilt I: 1919-1980 (La politique étrangère turque de la guerre de Libération à aujourd'hui. Tome I: 1919-1980)*, Ankara, İletişim Yayınları,

oriental qui d'une part éloignerait le danger allemand et italien, et d'autre part tiendrait les équilibres entre les ambitions soviétiques, françaises et britanniques dans les Balkans et la région de la Mer Noire. La participation soviétique au front demeurait d'ailleurs une condition *sine qua non* de l'application de la convention militaire, ce qui était explicitement signalé dans l'article 6 du projet³⁴⁹.

Il y avait aussi d'autres conditions à la bonne marche de la collaboration entre les deux pays, qui relativisaient quelque peu le succès de la mission Huntziger. Lors des dernières réunions avec le général, les militaires turcs soulevèrent la question de l'aide que la Turquie estimait indispensable pour pouvoir participer au conflit. Il s'agissait non seulement pour Ankara de se fournir en matériel militaire, mais également d'obtenir de la part des alliés les crédits nécessaires pour acheter ce matériel. Durant l'été, et parallèlement au bal des missions militaires qui se déroulait à Ankara, ces exigences devinrent plus claires. En ce qui concerne le crédit, Massigli estimait les demandes formulées en juillet à Paris et à Londres à 60 millions de Livres Sterling, dont 15 millions en or³⁵⁰. Pour ce qui est du matériel, l'État-major turc avait délégué dès le mois de juin une mission technique dirigée par le général Kazim Orbay. Celle-ci se rendit d'abord à Londres, puis à Paris au mois d'août. Elle présenta aux deux gouvernements des demandes considérables : à la Grande Bretagne quatre contre-torpilleurs, quatre sous-marins ainsi que 131 avions³⁵¹ ; à la France 170 avions (dont 45 de chasse), 600 mitrailleuses, ainsi que du matériel d'infanterie et d'artillerie pour 300 millions de Francs³⁵².

Parallèlement cependant à ces lourdes conditions, les Turcs montrèrent dès le départ de la mission Huntziger leur volonté d'aider la France dans ses projets. Le 2 août, Saraçoğlu demanda au ministre grec, Raphaël Raphaël, que la Grèce s'implique dans la

2001), p. 418. Il est à remarquer que selon Feridun Cemal Erkin qui était à l'époque directeur des affaires européennes à Ankara, les Soviétiques avaient délibérément menti au gouvernement turc afin d'éviter que celui-ci ne tombe entièrement sous l'influence franco-britannique. Feridun Cemal ERKIN, *Les relations turco-soviétiques et la question des Détroits*, Ankara, 1968, p. 156.

³⁴⁹ « Projet de convention militaire », SHD-DAT, carton 7N3256-3, juillet 1939.

³⁵⁰ Ankara à Diplomatie n° 1560-1571, MAE, dossier Fouques-Duparc 73, 15/9/1939.

³⁵¹ Claude D'ABZAC-EPEZY, « L'aide aérienne alliée à la Turquie en 1939 » dans *Revue Historique des Armées* n° 217, Paris, décembre 1999, p. 60.

³⁵² Jacques PLOQUIN, « Alliances militaires et marchés d'avions pendant l'entre-deux-guerres : le cas français (1936-1940) » (troisième partie) dans Service Historique de la Défense, *Recueil d'articles et d'études (1981-1983)*, Vincennes, SHAA, 1987, pp. 53-88.

collaboration militaire entre Paris et Ankara³⁵³. En réponse à cette démarche, Métaxas envoya à Istanbul le 13 son vice-ministre des affaires étrangères, Nicolas Mavroudis, s'enquérir des intentions turques³⁵⁴. Lors de sa rencontre avec le président İnönü, celui-ci acquiesça à ce qu'une mission militaire turque se rende à Athènes afin de discuter -entre autres- de la question de Salonique. Les résultats de cette visite furent immédiatement communiqués à Massigli, qui s'empessa d'en informer le Quai d'Orsay³⁵⁵ qui à son tour transmet la nouvelle au Conseil Supérieur de la Défense Nationale³⁵⁶.

Tout compte fait, la mission Huntziger avait réussi tant bien que mal à mettre sur les rails une action coordonnée en orient, et surtout le projet d'une base à Salonique. Elle avait bénéficié pour cela d'un concours de circonstances assez exceptionnel, marqué par l'échec de la mission Lund et les négociations anglo-franco-soviétiques qui semblaient aller dans le bon sens. Les conditions turques passaient donc au second plan par rapport à l'accord de principe qui était ressorti entre les deux États-majors. Alors qu'au mois d'août la tension germano-polonaise sur Dantzig laissait supposer que le conflit armé n'était plus qu'une question de semaines, il fallait désormais envoyer au plus vite la fameuse « personnalité militaire » chargée de conduire le futur front balkanique.

3.3.2. Le retour du général Weygand au front.

Dans l'attente des résultats des discussions anglo-britanniques, de la mission Huntziger à Ankara et des entretiens de Moscou, on avait continué à Paris à établir des contacts et des études en vue de l'installation d'une base orientale. Comme nous l'avons vu, l'État-major avait proposé qu'une base provisoire fut installée au Levant, en attendant que les conditions soient remplies pour débarquer à Salonique.

A l'été 1939, l'armée française ne disposait au Levant que de trois commandements terrestres (nord, sud, Liban) supervisés par le Commandement Supérieur des Troupes du Levant. Son chef, le général Caillaud, avait été mis au courant du projet de Salonique dès la fin mai par une lettre dans laquelle Daladier lui demandait

³⁵³ Ankara à YPEX n° 19073, AYE, dossier 1940/4.3, 2/8/1939.

³⁵⁴ *La République*, 13/8/1939.

³⁵⁵ Istanbul à Diplomatie n° 1287-1288, MAE, dossier Fouques-Duparc 73, 15/8/1939. Ce télégramme est d'ailleurs la seule source à nous avoir permis de connaître les résultats de la mission Mavroudis. Les archives diplomatiques grecques (de même que les archives Métaxas) n'en possèdent aucune trace.

³⁵⁶ Bonnet à Jamet n° 424, SHD-DAT, carton 2N235, 16/8/1939.

d'énumérer les besoins du commandement dans cette optique³⁵⁷. Le 18 juillet, Caillaud donna sa réponse. Les forces disponibles au Levant étaient totalement insuffisantes pour participer à une guerre européenne. Il fallait les renforcer en matériel, en hommes, et surtout d'un commandement, pour lequel Caillaud proposait que fussent envoyés un général de brigade et son État-major. Enfin, il était nécessaire d'établir un plan de transport vers Salonique³⁵⁸.

Renforcer les troupes du Levant était une chose ; trouver les unités sur lesquelles ces renforcements seraient puisés en était une autre. En expédiant les troupes de Métropole en orient, on risquait d'exposer le territoire français à une attaque allemande; en expédiant les troupes d'Afrique du Nord, on rendait la Tunisie plus vulnérable à une attaque italienne. Or, pour être acceptable par les militaires, la diversion orientale devait s'organiser sans mettre en danger le front occidental. Conscient du problème, le général Gamelin avait rassuré les autres chefs d'État-major lors de leur réunion du 3 juin 1939 : le renforcement des effectifs en Syrie aurait lieu « *sans toucher aux forces de la Métropole et de l'Afrique du Nord Française* »³⁵⁹. L'État-major de l'Armée devait donc concilier l'inconciliable pour mener à bien son projet oriental. Il constitua, en vertu de ce principe, à la deuxième quinzaine d'août les « *Forces Françaises du théâtre de la Méditerranée orientale* » et les expédia immédiatement au Levant. Prélevé sur des unités originaires de la Métropole et d'Afrique du Nord, ce corps expéditionnaire était cependant d'une valeur plutôt symbolique : deux brigades accompagnées d'une compagnie de sapeurs mineurs et d'une compagnie de sapeurs télégraphistes, en attendant d'éventuels renforts en septembre.

Cela n'empêchait pas l'État-major de voir les choses en grand en ce qui concernait le commandement. Une note interne du 22 août 1939 précisait que « *ce corps expéditionnaire est destiné à opérer sur un théâtre encore indéterminé, mais les Forces Françaises du théâtre de la Méditerranée orientale seraient placées sous les ordres d'un général d'armée, Commandant en Chef de ces forces, à Salonique* ». La note ajoutait assez curieusement que l'installation de ce chef à Salonique se ferait en vertu d'une -

³⁵⁷ Guerre à CSTL Beyrouth n° 02749-3/EMA, SHD-DAT, carton 4H272, 22/5/1939 (date incertaine).

³⁵⁸ CSTL Beyrouth à Guerre et EMA/3; SHD-DAT, carton 4H272, 18/7/1939.

³⁵⁹ Note manuscrite de l'Amiral Darlan sur la réunion des Chefs d'États-majors généraux, SHD-DM, carton 1BB2-210, 3/6/1939.

encore inexistante- « *Convention franco-hellénique* »³⁶⁰. Le choix de ce chef qui avait pour tâche de transformer deux brigades du Levant en corps expéditionnaire à Salonique ne se fit pas attendre. Le 27 août, le président Albert Lebrun et Edouard Daladier signèrent un décret confiant la mission au général Weygand. En-dehors du commandement des troupes françaises du Levant, Weygand était également « *chargé de coordonner l'action de nos missions militaires auprès des armées turques, grecque, yougoslave et roumaine* » et de « *communiquer directement avec le Commandant en Chef britannique en Egypte* »³⁶¹. De fait, le général se voyait doté d'un incontestable rôle politique dans la région.

Weygand accepta avec enthousiasme son rappel au service et arriva à Beyrouth dès le 31 août, ce qui lui valut ultérieurement de nombreux sarcasmes de la part de ces contemporains, et de quelques historiens. Le général n'aurait en fait pas compris que sa nomination était un cadeau empoisonné, par lequel le général Gamelin se débarrassait d'un prédécesseur trop influent de la scène parisienne en l'envoyant quasiment en exil, commandant d'une armée inexistante dans un improbable théâtre d'opérations. L'un des officiers du CSTL, le général de Edgar de Larminat, ne manqua pas dans ces mémoires d'ironiser sur cette nomination de Weygand qui avait pendant longtemps cherché à être rappelé au service ne fût-ce -d'après ce que le général aurait lui-même par moments affirmé- que pour prendre en charge le commandement d'une « *brigade au Kamtchaka* »³⁶², voire un poste de balayeur. « *Sur quoi, faute de balai sans doute* », écrivit Larminat, « *il fut bombardé Commandant en Chef du Théâtre d'Opérations de Méditerranée Orientale, chargé de préparer l'action offensive dont il avait évidemment défini tous les termes* »³⁶³.

Il n'est pas sûr cependant que Weygand ait à ce point été la dupe de l'État-major parisien. Il était envoyé au Levant pour mener à bien un projet qui n'avait cessé d'obstiner cet État-major tout au long du printemps 1939. Son siège à Beyrouth n'était que provisoire, c'était en fait à Salonique qu'il devait un jour aboutir pour y conduire en une vaste coalition orientale des troupes françaises, britanniques et balkaniques contre

³⁶⁰ « Note concernant le renforcement des troupes du Levant », SHD-DAT, carton 4H272, 22/8/1939.

³⁶¹ « Mission du Général Weygand en cas de mobilisation », SHD-DAT, carton 5N580, 27/8/1939.

³⁶² Bernard DESTREMAU, *Weygand*, Paris, Perrin, 1989, p. 374.

³⁶³ Edgar de LARMINAT, *Chroniques irrévérencieuses*, Paris, Plon, 1962.

l'Axe. De fait, le projet de front d'Orient portait en lui le grand espoir d'une issue favorable au conflit avec l'Allemagne. En même temps qu'il se débarrassait du vieux général, Gamelin lui confiait une mission qui pouvait faire de lui un nouveau Franchet d'Esperay. Pour Weygand comme pour les autres en effet, « *à l'automne 1939, le mirage oriental gardait toute sa séduction* »³⁶⁴.

« *La nécessité d'un front oriental solide qui force l'Allemagne et l'Italie à mener la guerre sur deux fronts ne se discute plus* »³⁶⁵ : cette phrase tirée d'une lettre envoyée par Gamelin à Daladier montre à quel point à l'été 1939, Paris était finalement revenue au principe de la diversion orientale, après avoir, tout au long des années 1930, douté de son efficacité. Les chocs du printemps 1939 avaient donné aux partisans de l'engagement oriental le socle nécessaire pour pouvoir imposer leurs vues et demander que cesse la reculade ininterrompue de la France en Europe de l'est. Un certain succès couronna l'entreprise : le rapprochement avec l'Union Soviétique, les garanties à la Grèce et la Roumanie, la déclaration franco-turque d'assistance mutuelle furent incontestablement à la base d'une entente d'orient.

A cette entente est venu se greffer le souvenir de la guerre de diversion menée en 1918 à partir de Salonique, toujours présent dans les esprits des militaires. L'un des plus prestigieux d'entre eux, le général Weygand, avait d'ailleurs été astucieusement introduit par René Massigli dans le jeu du rapprochement franco-turc. A l'été 1939, l'entente d'orient n'était plus au service d'une vague réaction au nouveau *Drang nach Osten* du Reich, mais d'un débarquement français à Salonique et d'un nouveau front de diversion. Même si les moyens déployés sur place étaient toujours nettement insuffisants pour mener une action de cette ampleur, les partisans de ce nouveau front avaient nettement emporté la partie à Paris.

L'équation orientale possédait néanmoins d'autres inconnues, sur lesquelles Paris avait apparemment fait l'impasse. Le gouvernement s'obstinait à ignorer les réticences du

³⁶⁴ Bernard DESTREMAU, *Weygand*, Paris, Perrin, 1989, p. 374.

³⁶⁵ EMA (Gamelin) à Guerre (Daladier) n° 1001, SHD-DAT, carton 2N225, 15/5/1939.

Cabinet britannique qui n'avait à aucun moment acquiescé à un quelconque projet de corps expéditionnaire à Salonique et hésitait même sur l'opportunité d'actions contre l'Italie en mer Egée. Le troisième bureau de l'État-major de l'Armée, puis le Conseil Supérieur de la Défense Nationale élaborèrent leurs plans sans s'être véritablement concertés avec leurs homologues anglais, de peur probablement d'évoquer un sujet qui fâchait, et pensant peut-être placer Londres le jour venu devant le fait accompli du débarquement à Salonique. Aucun acquiescement explicite n'était non plus venu de la Grèce qui, de même que la Roumanie et la Yougoslavie, hésitait toujours à se lancer dans une entente orientale avant d'avoir reçu des assurances plus précises qu'une simple garantie unilatérale sur leur sécurité.

Il restait bien sûr que la Turquie avait fait des pas décisifs en direction de sa participation à un front d'Orient : l'accueil réservé aux missions Weygand et Huntziger fut là pour en témoigner. Cependant, l'attitude du gouvernement turc était bien plus complexe qu'on ne voulait le croire à Paris. L'entente avec lui avait non seulement un prix élevé en crédits et en matériel militaire, mais elle était également conditionnée au maintien de l'équilibre régional que la Turquie avait elle-même construit avec l'Union Soviétique : sans Moscou, pas de front d'Orient.

Néanmoins, là n'était pas le souci lorsque, à la mi-août, s'embarquaient pour le Levant les premiers contingents du futur corps expéditionnaire oriental. A Paris comme à Ankara, on se fondait sur les entretiens en cours à Moscou pour croire que la condition soviétique avait été pratiquement remplie. Le temps cependant que le contingent eut traversé la Méditerranée et le général Weygand eut été nommé à sa tête, la donne orientale se retrouvait bouleversée par la signature, le 23 août 1939, du pacte germano-soviétique.

Chapitre 3

LE TEMPS DES INCERTITUDES

septembre 1939 – novembre 1939

Le 3 septembre 1939, en vertu de leurs engagements vis-à-vis de la Pologne, la France et la Grande Bretagne déclarèrent la guerre au Reich. Même si, depuis la signature du pacte germano-soviétique, on ne pouvait escompter un quelconque appoint soviétique à l'est, même s'il devint évident dès la première semaine du conflit que la Pologne serait rapidement défaite, on continuait au sein de l'armée française à appréhender le conflit qui venait d'éclater dans l'optique d'une répétition du scénario de la Grande Guerre. Pour Tony Albord qui observait la situation depuis la Légation de France à Budapest, « *nous nous retrouvions dans une situation comparable à celle que nous avons connue au début de 1918, après la défection russe* »³⁶⁶, et avant, pourrait-on ajouter, la grande offensive salvatrice du maréchal Franchet d'Espéray.

Le besoin d'un front oriental ne s'était donc apparemment pas évanoui. Le drapeau français allait-il donc, comme le général Gamelin l'avait ouvertement souhaité, bientôt flotter à Salonique et servir de base, comme en 1917, à un nouveau grand front d'Orient contre l'Axe ? Au moment où la guerre était déclarée, le général Weygand, qui avait été mandaté à cette fin par le gouvernement français, venait de s'installer à Beyrouth. Le 7 septembre 1939, les Etats sous mandat français au Levant étaient pleinement intégrées à la zone des armées (et donc au Grand Quartier Général) sous le nom de « Théâtre d'Opérations la Méditerranée Orientale » ou TOMO. Des renforts en officiers, en hommes et en matériel étaient à prévoir. Beyrouth se préparait en apparence à conduire l'action orientale.

Le schéma stratégique n'était cependant pas aussi simple. En-dehors du TOMO, d'autres centres chargés de la conduite de la guerre, aux compétences souvent mal

³⁶⁶ Tony ALBORD, « Weygand devant le problème oriental 1919-1940 » dans *La Revue des deux Mondes*, juin 1965, pp. 321-337.

définies, pouvaient influencer sur le cours des événements militaires en orient. En France, il fallait compter avec les conseils et les comités de guerre qui rassemblaient gouvernement et état-major, ce dernier étant du reste sans véritable autorité coordinatrice entre le Grand Quartier Général des Forces Terrestres, l'Amirauté et le Grand Quartier Général de l'Aviation. D'autre part, les décisions françaises étaient soumises à l'approbation des organes de coordination avec l'allié britannique, à savoir le Conseil Suprême Interallié (qui commença à se réunir dès septembre 1939) ainsi que le Centre d'Etudes Militaires Interallié. Dès lors, l'action orientale était aussi une affaire du Cabinet britannique, qui était souvent traversé par ses propres contradictions internes. Enfin, trop souvent sous-estimés par l'historiographie, les Etats balkaniques -au premier rang desquels la Turquie- avaient toujours leur mot à dire dans l'affaire, tant individuellement qu'au sein de leur organe commun, l'Entente Balkanique.

La situation s'annonçait donc complexe. Cette multitude d'acteurs avait au printemps 1939 plus ou moins réussi à atteindre une imparfaite convergence de vues susceptible de créer les conditions politiques pour une action orientale. Mais cette convergence était-elle toujours là en septembre 1939 ? On peut légitimement en douter, au regard des bouleversements qui étaient survenus depuis. Loin de se résoudre, l'équation géopolitique balkanique avait en effet deux nouvelles inconnues: la collusion germano-soviétique et surtout la non-belligérance italienne.

1. Le rêve brisé du débarquement rapide à Salonique.

1.1. La mise en place et l'organisation du TOMO.

Le 30 août 1939, alors que la guerre n'était manifestement plus qu'une question de jours, Maxime Weygand arriva à Beyrouth avec deux missions: d'une part organiser une base capable d'accueillir un corps expéditionnaire et de la préparer à agir le moment venu en direction de la Turquie ou des Balkans. D'autre part, il fallait le plus rapidement possible créer les conditions nécessaires pour que soit installée à Salonique ne serait-ce qu'un avant-garde de ce corps expéditionnaire.

La tâche s'annonçait ardue : rappelons qu'au premier jour des hostilités, il n'y avait au Levant que trois commandements chargés de maintenir l'ordre intérieur en Syrie et au Liban, ainsi que deux brigades venant à peine d'arriver d'Afrique du Nord et de

Métropole. Weygand ne disposait que d'un État-major réduit qu'il avait lui-même constitué à Paris, avec le colonel Bourget pour chef. Dès son arrivée, il écrivit au général Gamelin pour lui faire connaître les besoins à satisfaire d'urgence, en attendant des renforts ultérieurs : deux généraux de brigade et deux officiers brevetés pour l'État-major, l'ensemble des réservistes français résidant en Turquie et dans les Etats balkaniques, ainsi qu'un groupe d'aviation de chasse en vue d'une éventuelle action au Dodécanèse³⁶⁷. Deux jours plus tard, il pensa aux modalités de déplacement de cette force à Salonique. Comme il l'écrivit à Gamelin, on pouvait, plutôt que de déplacer le corps expéditionnaire directement de Beyrouth à Salonique, faire parvenir en Grèce une avant-garde de deux divisions en empruntant la voie ferroviaire jusqu'à Smyrne³⁶⁸, puis la voie maritime, expédition qui prendrait au minimum entre quinze et vingt-cinq jours. La neutralité italienne, gage de calme en Méditerranée, représentait une occasion indéniable pour que ce transport se passe à l'abri d'une attaque de la marine italienne. Il fallait donc profiter le plus rapidement possible de ce répit, et décider les Etats balkaniques, et d'abord la Grèce et la Turquie, à soutenir l'expédition³⁶⁹.

A Paris, la tendance n'était pas à première vue négative. En vertu des études menées au printemps 1939, l'ouverture d'un front oriental était toujours à l'ordre du jour. De ce fait, dès lors qu'il devint rapidement visible que la Pologne ne pourrait résister à l'offensive allemande, c'est automatiquement vers Salonique et les Balkans que se tournèrent les regards au ministère de la Guerre et au Grand Quartier Général. Le principe d'une offensive extérieure était ainsi toujours en vigueur. Pour le mener à bien, le général Gamelin confia au général Henri Dentz, qui justement avait été officier de Weygand lorsque celui-ci était haut-commissaire au Levant, le poste d'aide-major général pour les théâtres d'opérations extérieurs (AMG-TOE), qui devait servir d'interface entre le TOMO, les légations balkaniques en France et l'état-major parisien³⁷⁰.

³⁶⁷ TOMO à Guerre, SHD-DAT, carton 27N246/1, 30/8/1939.

³⁶⁸ Pour les noms de lieux, nous reprenons les versions utilisées dans les documents consultés (Smyrne à la place d'Izmir dans ce cas).

³⁶⁹ TOMO à Guerre n° 504-507, SHD-DAT, carton 27N246/1, 1/9/1939.

³⁷⁰ Une « note réglant les attributions du général aide-major général pour les théâtres d'opérations extérieurs » fut d'ailleurs communiquée au gouvernement grec, comme probablement aux autres gouvernements balkaniques. AKAM Paris à GES n° 184, AYE, dossier 1939/1, 2/10/1939.

Du côté des Affaires Étrangères, en dépit de l'attitude toujours attentiste du ministre Georges Bonnet, les pressions pour une action diplomatique d'envergure dans les Balkans se poursuivaient. Le 3 septembre déjà, Gamelin avait pris lui-même l'initiative d'informer Bonnet des projets de Weygand et de lui demander de faire sonder le gouvernement grec sur un possible débarquement à Salonique³⁷¹. D'autre part, le projet balkanique était constamment alimenté par les nouvelles en provenance de la Légation de France à Belgrade. Selon celles-ci, la partie la plus francophile des dirigeants yougoslaves souhaitait que la France intervint militairement dans les Balkans afin de pouvoir engager leur pays dans le conflit aux côtés des alliés. Le 4 septembre, le régent Paul lui-même avait escompté lors d'une conversation avec le ministre de France Raymond Brugère que les troupes françaises débarquent à Salonique « *avec ou sans le consentement de l'Italie* »³⁷². L'attaché de l'air français avait quant à lui tiré les mêmes conclusions lors d'un entretien avec le général Simović, chef d'état-major de l'aviation yougoslave³⁷³.

Au fur et à mesure qu'elles parvenaient à Paris, les nouvelles de Beyrouth étaient ainsi examinées avec attention et la question balkanique demeura à l'ordre du jour des réunions en haut lieu. Le 7 septembre 1939, alors qu'il était visible que le front polonais ne tiendrait pas, Daladier et les commandants en chef de l'Armée se mirent d'accord sur le principe du « *maintien d'un front oriental* » et d'une « *expédition de Salonique* ». Le but était clairement affiché : « *éviter une invasion du territoire français et rechercher une décision sur d'autres théâtres* »³⁷⁴. Le lendemain, le comité de guerre se réunit à l'Élysée, avec la participation cette fois-ci du président de la République Albert Lebrun, de Daladier, du ministre de l'Air Guy La Chambre, ainsi que des trois commandants en chef. Le maintien du front d'Orient fut à nouveau au centre des débats. Daladier se demanda si quelque chose pouvait être fait pour « *empêcher et retarder la chute de la Pologne* », mais, de l'avis général, il était difficile d'envoyer autre chose qu'un peu de matériel. Dès lors, Gamelin en revint sur l'éventualité d'une action au sud : « *il serait intéressant de constituer un point de force en Orient. Les Anglais l'ont compris et*

³⁷¹ GQG (Gamelin) à Diplomatie (Bonnet) AMG-TOE/FT, MAE, dossier Fouques-Duparc 46, 3/9/1939.

³⁷² Belgrade à Diplomatie, repris dans Diplomatie à Rome n° 827-834, MAE, dossier Italie 275, 5/9/1939.

³⁷³ AA Belgrade à Air n° 115, SHD-DAA, carton 1D32, 6/9/1939

³⁷⁴ Procès-verbal de la réunion du Comité de guerre restreint, MAE, dossier Daladier 4, 7/9/1939.

renforcent l’Egypte ». Un corps expéditionnaire de quatre divisions, deux du Levant, une d’Afrique du Nord et une coloniale, pourrait, de l’avis du général, s’installer à Salonique et à Istanbul. Pour l’amiral Darlan, une telle opération nécessitait vingt-deux navires et une quinzaine de jours de chargement et traversée pour chaque division transportée. La réunion convint enfin qu’il était nécessaire de convaincre au préalable la Grèce de se prêter à l’opération. Quant à l’Italie encore neutre, Daladier clarifia que « *le gouvernement n’acceptera pas le double jeu de Monsieur Mussolini* » ; au cas où la marine italienne tentait de s’opposer à l’acheminement des troupes, il fallait ouvrir les hostilités contre elle³⁷⁵.

Les obstacles ne manquaient pourtant pas. Weygand demandait d’urgence des troupes. La Grèce, qu’on voulait associer à l’opération, était elle aussi en attente d’une commande de vingt-quatre avions de bombardement Potez 633 qu’elle avait passée à Paris en janvier 1938, et dont elle n’avait reçu que la moitié en août 1939, au terme de fortes pressions de sa Légation en France. Posé dès l’été 1939, le problème était pour Paris toujours le même : quel front dégarnir pour renforcer l’orient ? Pour les avions demandés par la Grèce, le Conseil de guerre pensait qu’il était plus utile de les envoyer en renfort à la Pologne qui était en danger immédiat³⁷⁶. Quant à l’envoi de renforts au TOMO, il était handicapé par l’obsession de ne pas affaiblir les contingents de la Métropole et de l’Afrique du Nord face à l’Allemagne et à ses alliés éventuels, l’Italie et l’Espagne. Cependant, ces deux derniers pays étant restés neutres, Gamelin se sentit en mesure de promettre à Weygand une modeste expédition de deux divisions en Méditerranée orientale³⁷⁷. Il n’en envoya finalement qu’une.

Prélevée sur les contingents d’Algérie faisant face à une éventuelle menace espagnole, la 86^e division d’infanterie s’embarqua en effet à Oran à partir du 15 septembre 1939³⁷⁸ et avait dans sa quasi-intégralité atteint Beyrouth le 30³⁷⁹. D’autres éléments d’infanterie furent également envoyés et rassemblés sur place en deux

³⁷⁵ Procès-verbal de la réunion du Comité de guerre, SHD-DAT, carton 2N26, 8/9/1939.

³⁷⁶ Jacques PLOQUIN, « Alliances militaires et marchés d’avions pendant l’entre-deux-guerres : le cas français (1936-1940) » dans Service Historique de la Défense, *Recueil d’articles et d’études (1981-1983)*, Vincennes, SHAA, 1987, pp. 53-88.

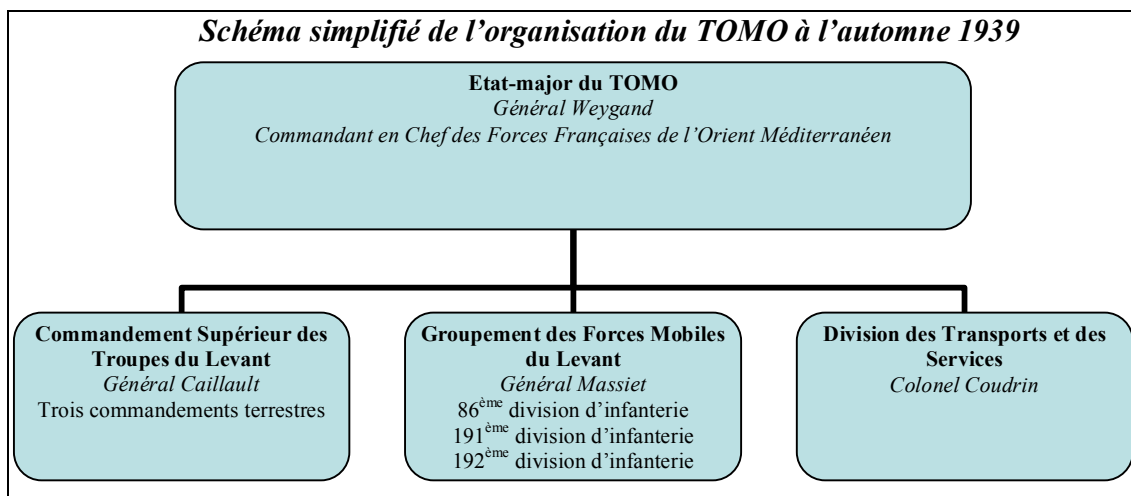
³⁷⁷ Guerre à TOMO n° 199, SHD-DAT, carton 27N246/2, 31/8/1939.

³⁷⁸ Guerre à TOMO n° 9/AMG-ST, SHD-DAT, carton 27N246, 15/9/1939.

³⁷⁹ Journal de Marche de l’État-major du CEC des Forces Françaises de l’Orient Méditerranéen, SHD-DAT, carton 27N246, 30/9/1939.

« embryons de divisions » à compléter ultérieurement. En ce qui concernait le commandement que Weygand avait demandé afin d'encadrer le futur corps expéditionnaire, un état-major de 70 officiers (dont beaucoup avaient participé à l'Armée d'Orient en 1915), provisoirement nommé C.A. « L », fut constitué le 19 septembre en Métropole. Il quitta Marseille le premier octobre et arriva à Beyrouth le 8.

A la mi-octobre, le TOMO comprenait donc les troupes du CSTL, la 86^e division d'infanterie ainsi que les deux groupes de divisions encore incomplets qui furent rebaptisés 191^e et 192^e divisions d'infanterie. Encadrées par le CA « L », les trois divisions constituèrent le 23 octobre le noyau du corps expéditionnaire sous le nom de Groupement des Forces Mobiles du Levant (GFML). Enfin, une Direction des Transports et des Services était en charge des ressources et des bases du TOMO. En tout, c'étaient près de 985 officiers, 25100 sous-officiers et 33112 hommes qui s'étaient rassemblés au Levant au cours de l'automne 1939³⁸⁰.



En dépit de la faiblesse des effectifs, il ne faut pas sous-estimer l'influence potentielle du TOMO sur le Grand Quartier Général français. Par sa composition en plusieurs armées et par le prestige et la personnalité de son commandant en chef, le TOMO avait pris *grosso modo* l'allure d'un Groupe d'Armées au même titre que les Théâtres du Nord-Est, du Sud-Est et de l'Afrique du Nord : Weygand était donc un

³⁸⁰ Maurice ALBORD, *L'armée française et les Etats du Levant 1936-1946*, Paris, CNRS, 2000, pp. 72-78.

interlocuteur direct du gouvernement et du général Gamelin, au même titre que les généraux Georges, Billotte ou Noguès³⁸¹. D'autre part, le général déborda souvent de ses fonctions officielles de coordination d'une éventuelle action militaire dans la région et imposa rapidement son autorité directe sur l'ensemble des effectifs et surtout le GFML³⁸². Enfin, le chef du TOMO n'eut pas de difficultés à se partager avec le haut-commissaire René Puaux la direction politique des affaires levantines. Pour reprendre les termes de Bernard Destremau « *s'il incombe à M. Gabriel Puaux de conduire la diplomatie régionale, le général Weygand quant à lui se préoccupe de celle qui, en ralliant à notre cause les nations proches, pourrait nous permettre de porter un coup à revers sur le troisième Reich* »³⁸³.

Weygand s'empressa de mettre cette diplomatie personnelle au service de la mission qui lui avait été assignée : un rapide débarquement à Salonique. A peine installé à Beyrouth, il décida d'effectuer une série de déplacements : à Alexandrie d'abord pour y rencontrer le général Archibald Wavell qui venait d'être nommé commandant en chef des forces britanniques au Moyen Orient. Le général avait aussi prévu de se rendre dans la même semaine en Turquie et même en Grèce. En Turquie, il espérait entériner le projet de convention militaire qu'avait négocié deux mois auparavant le général Huntziger. En Grèce, il désirait s'entretenir du projet de Salonique avec Métaxas et le général Papagos. Il fit ainsi déposer une demande de visa pour accéder en territoire grec³⁸⁴ et demanda à René Massigli de transmettre à Gaston Maugras sa décision de visiter Athènes³⁸⁵.

Les visites à Alexandrie et à Ankara ne semblaient pas poser de problèmes. En ce qui concernait la Grèce cependant, Massigli craignit que, toujours officiellement neutre, ce pays refusât la visite d'un militaire français aussi haut placé que Weygand. L'Ambassadeur de France à Ankara modéra donc quelque peu la demande du général et proposa à Maugras qu'un officier de l'état-major grec se rende à Ankara pour y

³⁸¹ Jean-Baptiste DUROSELLE, *Politique étrangère de la France. L'abîme 1939-1944*, Paris, Imprimerie nationale, 1982, p. 52.

³⁸² « Mise sur pied du Corps Expéditionnaire de l'Armée du Levant », rapport du chef de bataillon breveté Magnillat au Ministre et l'EMA/3, SHD-DAT, carton 4H272/2, 30/11/1940. Les éléments sur l'organisation du TOMO sont dans leur majorité repris de ce rapport.

³⁸³ Bernard DESTREMAU, *Weygand*, Paris, Perrin, 1989, p. 376.

³⁸⁴ YPEX à GES, AYE, dossier 1940/4, 31/8/1939.

³⁸⁵ TOMO à Ankara n° 367, MAE, dossier Fouques-Duparc 71, 31/8/1939.

rencontrer Weygand au moment où celui-ci visiterait la capitale turque³⁸⁶. Le 5 septembre, confirmant l'estimation de Massigli, Maugras répondit que le gouvernement grec acceptait d'envoyer à titre privé un officier qualifié à Ankara³⁸⁷. Le général Papagos avait choisi pour cette mission l'un de ses plus proches collaborateurs, chef du bureau des opérations de l'état-major grec, le lieutenant-colonel Constantin Dovas.

Après ces préparatifs, Weygand pouvait donc amorcer ses contacts dans la région dans l'espoir d'obtenir une collaboration entre le TOMO, les forces britanniques du Moyen-Orient, l'armée turque et l'armée grecque.

1.2. La difficile entente franco-britannique sur le terrain oriental.

Les choses ne devaient cependant pas se passer comme Weygand l'avait escompté, et cela fut visible dès ses premiers contacts avec le général Wavell. Fraîchement débarqué à Alexandrie, celui-ci était tout comme Weygand un ancien connaisseur de la région, ayant, au cours d'une carrière de quarante ans, eu l'occasion de servir en Turquie et en Palestine. Il était désormais à la tête de douze divisions dont la mission était essentiellement de défendre l'Égypte et les bases maritimes britanniques contre des éventuelles incursions italiennes³⁸⁸.

Lors de l'entretien qu'il eut avec lui le 31 août 1939, Weygand lui parla immédiatement de Salonique. Il demanda le soutien britannique pour lancer une expédition, c'est-à-dire cinq bataillons prélevés d'Égypte, l'aide de la flotte de la Méditerranée pour le transport du corps expéditionnaire ainsi que des facilités aériennes à Chypre³⁸⁹. Au moment cependant où ces projets lui étaient présentés, Wavell avait reçu, au même titre que le commandant en chef de la flotte de la Méditerranée, l'amiral Andrew Cunningham, l'instruction de ne rien tenter en Méditerranée qui puisse être perçu comme une provocation de la part de l'Italie. Ainsi, Wavell ne promit rien, et, à son

³⁸⁶ Ankara à Athènes n° 1437, MAE, dossier Fouques-Duparc 71, 31/8/1939.

³⁸⁷ Ankara à TOMO, repris dans Ankara à Diplomatie n° 1473, MAE, dossier Fouques-Duparc, 5/9/1939.

³⁸⁸ Jean-Baptiste DUROSELLE, *Politique étrangère de la France. L'abîme 1939-1944*, Paris, Imprimerie nationale, 1982, p. 26.

³⁸⁹ Mideast à Troopers n° ME 33, TNA, WO201/838, 1/9/1939.

retour à Beyrouth, Weygand dut redessiner ses projets en fonction de la réticence britannique qui le privait surtout de moyens maritimes considérables.

Fallait-il s'étonner de cette réticence ? On se souvient qu'au printemps 1939 déjà, lors des entretiens franco-britanniques, les projets balkaniques n'avaient pas suscité d'accord entre les deux délégations, et l'état-major français avait soigneusement évité de revenir sur cette question, peut-être dans l'espoir inavoué de placer les Britanniques devant le fait accompli. C'était incontestablement une erreur car l'appoint anglais était indispensable au débarquement à Salonique, et un refus de collaborer pouvait être lourd de conséquences.

Cependant, du point de vue britannique, aucun nouvel élément n'était de nature à lever la forte réticence vis-à-vis d'un engagement militaire dans les Balkans. Dans un cadre général, le Cabinet pensait que la guerre était gagnable en adoptant une ligne défensive généralisée. Associée à blocus sur l'Allemagne, elle pouvait conduire à moyen terme à une usure poussée -si ce n'est un effondrement- du Reich³⁹⁰. Cette ligne défensive était à mener sur tous les fronts. A l'ouest, le territoire britannique pouvait être protégé par l'action de l'aviation, et le territoire français par la ligne Maginot (dont la garde pouvait être renforcée par la présence d'un corps expéditionnaire britannique d'une dizaine de divisions). Tout au plus, pouvait-on, selon le Cabinet, envisager des attaques ponctuelles contre la marine allemande en mer du nord ainsi que le parachutage de tracts sur le territoire du Reich³⁹¹.

En vertu de ce principe défensif, la ligne de conduite britannique divergeait par rapport à celle de Paris pour ce qui était de la stratégie à mener au sud et à l'est. Le Cabinet considérait dans sa très grande majorité que l'essentiel était de maintenir *la statu quo* méditerranéen qui garantissait à la Grande Bretagne un contrôle satisfaisant des grands Axes maritimes³⁹². Dans ce but, les chefs d'état-major avaient dès l'été plaidé

³⁹⁰ François BEDARIDA, *La stratégie secrète de la drôle de guerre. Le Conseil suprême interallié, septembre 1939-avril 1940*, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques & Éditions du C.N.R.S., 1979, pp. 80-81.

³⁹¹ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM2(39), TNA, CAB 65/1, 4/9/1939.

³⁹² R.A.C. PARKER, « La politique britannique » dans *L'Europe en guerre septembre 1939-juin 1940. Historiens et Géographes*, Hors-série, 1990, pp. 51-59.

pour le maintien d'une Italie neutre qui tiendrait la guerre éloignée de la Méditerranée³⁹³. Plutôt que de forcer l'Italie à se prononcer dans le conflit -comme l'avait suggéré Daladier- il fallait plutôt lui donner des gages pour qu'elle reste non-belligérante. Ambassadeur à Rome, Percy Loraine avait proposé dans ce but une politique d'accroissement des échanges commerciaux entre Londres et Rome. Débattue au Cabinet de guerre du 5 septembre, cette proposition recueillit un assentiment quasi-général³⁹⁴.

Sur la base de cette ligne de conduite générale, l'Europe orientale n'était certes pas complètement ignorée. Cependant, à la différence de Paris qui rêvait d'opérations diplomatiques et militaires de grande envergure, l'intérêt du Cabinet se focalisait uniquement sur deux pays: la Turquie et la Roumanie. En ce qui concernait la Turquie, Londres souhaitait toujours que le rapprochement opéré par la déclaration du 12 mai fut concrétisé par un traité à signer dès que possible. Cependant, dès lors que des opérations contre l'Italie n'étaient plus à l'ordre du jour, l'alliance turque était avant tout perçue comme un gage garantissant qu'Ankara ne rejoindrait pas, comme en 1914, le camp allemand. Certes, ce but était très important aux yeux de Chamberlain et Halifax, qui confirmèrent lors de la réunion du Cabinet du 5 septembre qu'ils étaient prêts à mettre le prix qu'il faudrait pour se lier à la Turquie³⁹⁵. Il n'en demeurait pas moins qu'il n'y avait, dans l'état des choses en septembre 1939, aucune intention d'utiliser le territoire turc pour une quelconque expédition militaire et que la non-belligérance d'Ankara apparaissait comme la meilleure option pour Londres. Pour maintenir cette non-belligérance, Halifax était d'ailleurs décidé à respecter à la lettre les stipulations de la convention de Montreux sur le passage des Détroits, ce qui excluait de fait les convois militaires britanniques de l'accès à la mer Noire et à la Roumanie vis-à-vis de laquelle Londres était pourtant engagée par les garanties d'avril 1939³⁹⁶.

La question d'une éventuelle assistance à la Roumanie s'était en effet posée dès la première réunion du Cabinet de guerre le 3 septembre 1939. Dans le même esprit que ses collègues en poste des autres pays balkaniques, l'Ambassadeur de France à Bucarest

³⁹³ L'état-major français avait d'ailleurs officiellement été informé de cette directive lors d'une réunion commune d'états-majors tenue le 31 août. Compte-rendu dans SHD-DM, carton 1BB2-183, 31/8/1939.

³⁹⁴ Lynn H. CURTRIGHT, « Great Britain, the Balkans and Turkey in the Autumn of 1939 » dans *The International Historic Review*, X, 3, août 1988, p. 445.

³⁹⁵ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM3(39), TNA, CAB 65/1, 5/9/1939.

³⁹⁶ Halifax, « *Note on the use of the Straits* » n° WP(39)12, TNA, CAB 66/1, 5/9/1939.

Adrien Thierry faisait pression auprès de son homologue britannique, Sir Reginald Hoare, pour qu'une action diplomatique commune force le gouvernement roumain à rejoindre le camp allié. Une Roumanie en guerre aux côtés des alliés ne pouvait-elle pas, en effet, être efficace pour soulager la Pologne et retarder sinon éviter l'effondrement du front d'Orient³⁹⁷? A cette question les chefs d'état-major répondirent négativement dans un mémorandum le 4 septembre. Depuis le pacte germano-soviétique, ce pays était « *entouré d'ennemis potentiels, à savoir la Russie, la Hongrie et la Bulgarie* ». De même qu'en 1916, en la poussant à se déclarer en faveur des alliés, on prenait le risque de la voir s'effondrer. La neutralité de Bucarest avait donc pour avantage « *d'éviter l'humiliation de voir un allié être submergé* »³⁹⁸. D'autre part, le soutien militaire à la Roumanie supposait que des convois armés fussent libres de traverser les Détroits, ce qui remettait naturellement en cause la non-belligérance turque à laquelle le Cabinet était très attaché pour éviter les frictions avec l'Italie. Il n'était donc pas question non plus d'intervenir militairement en Roumanie.

Cependant, le problème roumain était plus complexe. Nous l'avons vu, les Britanniques, tout comme les Français, étaient dans la constante angoisse que par un coup de force sur le pays l'Allemagne pourrait à tout moment s'assurer le monopole de la production roumaine de pétrole. Face à cette inquiétude commune, une réelle collaboration avait vu le jour entre les deux Ambassades à Bucarest, et le 10 septembre 1939, Paris et Londres étaient parvenues à un accord de stratégie commune. Les deux gouvernements offriraient près de 600000 livres au gouvernement roumain pour que celui-ci détruise, en cas de danger imminent, ses puits de pétrole³⁹⁹. Sur place, Léon Wenger, président-directeur général de la société Petrofina et membre du comité franco-anglais des pétroles roumains, avait été chargé par le gouvernement français d'étudier les modalités pratiques de la destruction des puits⁴⁰⁰.

En-dehors cependant de cette collaboration, il n'y avait finalement aucune convergence au sujet du front d'Orient qui était en train de s'effondrer en Pologne. Au

³⁹⁷ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM1(39), TNA, CAB 65/1, 3/9/1939.

³⁹⁸ « *COS committee report : position of Roumania* » n° WP(39)3, TNA, CAB 66/1, 4/9/1939.

³⁹⁹ Diplomatie à CSDN n° 462, SHD-DAT, carton 2N235, 27/8/1939. Guerre à Diplomatie n° 44/3 EM.DN, 10/9/1939.

⁴⁰⁰ Note du ministère des Affaires Étrangères, SHD-DAT, carton 2N235, 13/9/1939.

moment où le gouvernement français pensait le ressusciter à Salonique, le Cabinet britannique considérait que ces opérations n'avaient pas de sens, surtout dès lors que l'Italie n'engageait pas d'hostilités en Méditerranée orientale. Averti dès le 5 septembre du voyage imminent de Weygand à Ankara par le général Wavell, puis par son Ambassadeur en Turquie Knatchbull-Hugessen, le *Foreign Office* réagit très négativement. A lire les notes des diplomates du département méridional, une entreprise dans les Balkans représentait avant tout le risque de donner à l'Axe l'occasion d'entreprendre une descente dans la péninsule, risque qu'il était impératif de prévenir et d'éviter⁴⁰¹. Ainsi, le 7 septembre, le Cabinet décida de demander au gouvernement français de s'abstenir de toute activité dans les Balkans, tant que l'Italie serait neutre⁴⁰². Deux jours plus tard, l'Ambassade britannique à Paris remit au gouvernement français une mise en garde d'un ton ferme, qui dénonçait à sa manière l'activité du TOMO et surtout la mission de son chef à Ankara: « *Lord Halifax espère que le gouvernement de la République fera en sorte que ni son Ambassadeur à Ankara ni le général Weygand ne feront à l'heure actuelle rien qui pourrait faire croire au gouvernement turc que les alliés envisagent une intervention militaire dans les Balkans* »⁴⁰³. Parallèlement, les représentants britanniques en poste dans les Balkans furent immédiatement avertis des plans français. Le *Foreign Office* leur demandait en retour de trouver les moyens pour garder les Etats balkaniques dans la neutralité⁴⁰⁴.

1.3. L'échec de la mission de Weygand à Ankara

Que le général Weygand eût connaissance ou pas de la mise en garde britannique, il ne renonça pas pour autant à sa mission à Ankara. Arrivé dans la capitale turque le 9 septembre, il y resta jusqu'au 13. Sa tâche cependant s'annonçait à nouveau difficile, car la nouvelle donne en Méditerranée avait également fortement influé sur la position de la Grèce et de la Turquie. Deux mois auparavant, Huntziger avait négocié avec les Turcs en tenant pour acquis que l'Italie entrerait en guerre immédiatement. Cette situation n'avait pas changé au cours du mois d'août 1939, car au fur et à mesure que l'attaque allemande

⁴⁰¹ Lynn H. CURTRIGHT, « Great Britain, the Balkans and Turkey in the Autumn of 1939 » dans *The International Historic Review*, X, 3, août 1988, p. 446.

⁴⁰² Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM7(39), TNA, CAB 65/1, 7/9/1939.

⁴⁰³ « Aide-mémoire de l'Ambassade d'Angleterre », MAE, dossier Fouques-Duparc n° 46, 9/9/1939.

⁴⁰⁴ Lynn H. CURTRIGHT, « Great Britain, the Balkans and Turkey in the Autumn of 1939 » dans *The International Historic Review*, X, 3, août 1988, p. 448.

contre la Pologne se profilait, la rumeur d'une attaque simultanée de l'Italie contre la Grèce avait continué de circuler au sein des réseaux diplomatiques⁴⁰⁵. Mais la déclaration italienne de non-belligérance avait créé une nouvelle configuration, qui fut confirmée par une série d'ouvertures du gouvernement romain en direction d'Athènes. En effet, au moment où les entretiens d'Ankara devaient se tenir, le ministre italien à Athènes avait rendu deux fois visite à Métaxas pour le rassurer sur l'intention de son pays de respecter l'intégrité territoriale de la Grèce. Surtout, le 9 septembre, Mussolini passa de la parole aux actes en annonçant le retrait des contingents stationnés en Albanie à vingt kilomètres de la frontière avec la Grèce⁴⁰⁶.

De fait, sans menace italienne imminente, ni Ankara ni Athènes n'étaient pressées de collaborer activement avec la France. La Turquie pouvait rester en-dehors du conflit et continuer -comme pendant l'été 1939- à poser ses demandes en crédits et en matériel en condition de son rapprochement avec les alliés. Comme le constatait René Massigli, « *on s'est rendu compte que la neutralité de Rome comportait, au moins pour quelque temps, certains avantages. Pour le moment on admet que, aussi longtemps que les matériels de guerre n'auront pas été débarqués dans les ports turcs, la situation est, somme toute, avantageuse pour la Turquie. L'Ambassadeur concluait donc que « la neutralité italienne fournit un argument puissant à tous ceux qui préconisent la neutralité turque, c'est-à-dire au parti germanophile* »⁴⁰⁷.

Le problème du matériel était également déterminant en ce qui concernait la Grèce. Le 2 septembre 1939, le général Papagos avait exposé dans une note à Métaxas les demandes qu'il comptait poser le moment venu aux attachés militaires français et britannique : « *le renforcement de la sécurité directe de nos communications maritimes par les flottes alliées ; notre renforcement préalable en aviation de chasse et de bombardement ; en ce qui concerne le Dodécanèse, la mise hors d'état de nuire de ce foyer pourrait nous être bénéfique* »⁴⁰⁸. Il faut dire que le commandement grec avait de larges raisons pour s'estimer déçu de la politique française sur ces points, surtout après la

⁴⁰⁵ Voir par exemple Rome à Diplomatie n° 3513, MAE, dossier Italie 275, 31/8/1939.

⁴⁰⁶ YPEX à Rome du 13/9/1939 et du 17/9/1939, dans Ioannis METAXAS, *To προσωπικό του ημερολόγιο (Son journal personnel)*, texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, pp. 394-395.

⁴⁰⁷ Ankara à Diplomatie, MAE, dossier Massigli 23, 12/9/1939.

⁴⁰⁸ Papagos à Métaxas n° 70998 dans Alexandros PAPAGOS, *Ο πόλεμος της Ελλάδος 1940-1941, (La guerre de Grèce 1940-1941)*, Athènes, éditions Ethnikos Kyrix, 1945, nouvelle édition 1953, pp. 39-40.

décision du Conseil de guerre de suspendre la livraison des Potez 633. En vertu d'une ligne prudente, il fut donc conseillé à Dovas de rester coopératif mais mesuré dans ses entretiens avec le général Weygand. Pour reprendre les termes utilisés par Papagos dans ses mémoires, Dovas avait pour instructions de « *donner au général toutes les informations d'ordre militaire sur l'armée grecque que le général pourrait lui demander, exposer le point de vue grec sur l'exécution des garanties franco-britanniques, mais éviter toute discussion d'ordre politique et déclarer que la Grèce, en l'absence d'une attaque, avait décidé de garder et défendre sa neutralité. Je fournis d'ailleurs au lieutenant-colonel Dovas* », poursuit Papagos dans son récit, « *un tableau avec le matériel commandé à la France et à la Grande Bretagne ainsi que d'autres demandes, afin qu'il le remette au général et qu'il lui demande de ma part qu'il exerce son influence pour une satisfaction rapide de nos besoins* »⁴⁰⁹.

C'est dans ce cadre que, arrivé à Ankara, le général Weygand rencontra le 10 septembre le maréchal Çakmak. Celui-ci se disait désormais moins pressé d'en découdre avec l'Italie au Dodécanèse. En ce qui concernait Salonique, il promit de saisir l'état-major grec dès que la convention militaire franco-turque serait signée⁴¹⁰. Mais pour que cette convention fut signée, les Turcs avaient à l'été 1939 -comme nous l'avons vu- demandé au préalable la signature d'un traité politique et le règlement de la question des crédits demandés par Ankara pour se fournir en matériel militaire. A la veille de la visite de Weygand à Ankara, tant İnönü que Saraçoğlu avaient à nouveau répété à Massigli qu'un traité d'alliance n'entrerait pleinement en vigueur qu'après la satisfaction des clauses économiques et militaires⁴¹¹. On ne pouvait donc pas attendre grand chose pour le moment et, dans son rapport, Weygand ne retira qu'une bonne impression de la résolution turque à collaborer avec Paris.

Du côté grec, l'entretien avec le lieutenant-colonel Dovas eut lieu le 11 septembre à l'Ambassade de France à Ankara. Weygand alla directement au cœur du sujet : « *Après la mise hors d'état de nuire de la Pologne* », dit-il à Dovas, « *l'Italie entrera en guerre*

⁴⁰⁹ Alexandros PAPAGOS, *Ο πόλεμος της Ελλάδος 1940-1941*, (La guerre de Grèce 1940-1941), Athènes, éditions Ethnikos Kyrix, 1945, nouvelle édition 1953, p. 22.

⁴¹⁰ « Voyage du général Weygand à Ankara », compte-rendu adressé à Edouard Daladier et au général Gamelin, SHD-DAT, carton 27N247/6, 12/9/1939.

⁴¹¹ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Plon, Paris, 1964, p. 264 ;

aux côtés de l'Allemagne. (...) Je suppose que la guerre ne pourra pas se jouer sur le front occidental. Je pense que le front balkanique jouera rapidement un rôle primordial pour les deux camps et je crois que c'est là-dessus que la guerre se jouera. Ce que Franchet d'Esperay entama mais n'eût pas le temps de mener à son terme à cause de l'armistice, sera très probablement réalisé maintenant. C'est pour cela que j'ai besoin de certaines informations. J'ai à Beyrouth des forces françaises prêtes à être déplacées, et j'en aurai d'autres sous peu ». Weygand en vint naturellement ensuite à la vieille tête de pont qui avait été installée à Salonique en 1915 et demanda ensuite à son interlocuteur : *« ne pensez-vous pas qu'il est temps de commencer à l'organiser ? »*. Répondant visiblement lui-même à cette question, le chef du TOMO proposa que deux de ses officiers fussent autorisés à se rendre secrètement à Salonique afin d'y mener des études préliminaires.

Face à un Weygand visiblement beaucoup plus intéressé par le territoire de la Grèce que par son armée, Dovas suivit les instructions de Papagos et réorienta la discussion sur la question du soutien en matériel. *« J'ai dit au général »* écrivit Dovas dans son rapport de mission, *« que ce ne sont pas les deux-trois divisions qui manquent dans les Balkans, que nous disposons nous-même de vingt divisions, que si nous les complétons en matériel et disposons d'une aviation, nous pouvons, si nous sommes attaqués, engager des opérations offensives contre l'Albanie dans le but final de jeter les Italiens à la mer »*. Quant à Salonique, Dovas fit remarquer que la tête de pont éventuelle était très limitée et se demanda ouvertement *« comment il serait possible d'engager des opérations offensives d'une telle ampleur »*. Il fallait, de l'avis de l'officier grec, une tête de pont bien plus étendue *« à rechercher au moins au niveau de plateau de Sofia »*, ce qui supposait, comme il fit explicitement remarquer, de se débarrasser de la Bulgarie. Weygand convint certes qu' *« il faut que la Bulgarie soit mise hors d'état de nuire »* mais il n'avait visiblement pas de plans pour engager la conversation sur ce thème, pourtant beaucoup plus porteur en Grèce que la tête de pont de Salonique. De toutes façons, la discussion, toujours très courtoise, n'alla pas plus loin : en ce qui concernait la question d'une visite éventuelle des officiers du TOMO à Salonique, Dovas recommanda

à Weygand de transmettre sa demande au gouvernement par le biais de l'Ambassade de Grèce à Ankara⁴¹².

Les projets du général Weygand allaient visiblement trop loin dans les conditions du moment. L'Ambassade de France à Ankara l'avait réalisé et se chargea de les modérer quelque peu dès le lendemain de cette rencontre franco-hellénique. Le général Voirin qui, en tant qu'attaché militaire à Ankara avait assisté à l'entretien, rencontra seul Dovas et l'assura qu'il n'était pas question que les troupes françaises débarquent en Grèce si celle-ci n'était pas attaquée. Tout se passait comme si l'attaché militaire avait anticipé la réticence du gouvernement hellénique face aux projets Weygand. Le 14 septembre, à la lecture du rapport de Dovas, Métaxas écrivit sur son journal de bord que « *les affaires du front d'Orient ne paraissent pas sérieuses pour l'instant* »⁴¹³. Quant à l'idée de faire visiter Salonique par deux officiers du TOMO, elle fut évidemment rejetée à Athènes.

1.4. L'échec du débarquement et le retour aux interrogations politiques.

Alors qu'à Ankara la mission Weygand piétinait, à Paris le Quai d'Orsay commençait également à reconsidérer la politique orientale. Le ministre des Affaires Étrangères Georges Bonnet n'avait jusque là pas eu l'occasion d'exprimer son avis lors des réunions du Comité de guerre, car il n'en faisait pas partie⁴¹⁴. Mais, depuis que l'Ambassade de Grande Bretagne en France avait adressé au Quai d'Orsay son aide-mémoire du 9 septembre (aide-mémoire qui demandait une réponse), Bonnet avait été impliqué dans la question et trouva l'occasion de faire valoir ses vues.

Le 11 septembre 1939, avant de répondre à l'Ambassade britannique, le ministre rédigea une note sur la question, qui s'alignait parfaitement sur les thèses britanniques: « *on peut se demander si la constitution d'une base à Salonique alors que la défaite si rapide de la Pologne va inciter plus que jamais les Etats balkaniques à tenter de se réfugier dans la neutralité, ne serait pas de nature à presser l'Allemagne de s'assurer*

⁴¹² Rapport du général Dovas, dans Alexandros PAPAGOS, *Ο πόλεμος της Ελλάδος 1940-1941*, (La guerre de Grèce 1940-1941), Athènes, éditions Ethnikos Kyrix, 1945, nouvelle édition 1953, p. 42.

⁴¹³ Ioannis METAXAS, *Το προσωπικό του ημερολόγιου* (Son journal personnel), texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, p. 394.

⁴¹⁴ Elisabeth DU REAU, « Le gouvernement et la conduite de la guerre » dans *L'Europe en guerre septembre 1939-juin 1940. Historiens et Géographes*, Hors-série, 1990, pp. 11-27.

militairement la maîtrise des Balkans et surtout n'aurait pas effet d'amener l'Italie à prendre parti contre nous ». Bonnet proposait une préparation politique, de concert avec le gouvernement britannique, visant à intéresser le gouvernement italien à l'expédition, en le persuadant que *« l'entreprise de Salonique ne serait pas dirigée contre l'Italie mais uniquement contre l'Allemagne et qu'elle permettrait même de sauvegarder son influence dans les Balkans »*⁴¹⁵. Avant donc d'entreprendre une quelconque initiative diplomatique dans les Balkans, c'était à Rome qu'il fallait s'adresser.

Cette position attentiste avait ses partisans au Quai d'Orsay. Elle était constamment alimentée et renforcée par les prises de position du très influent Ambassadeur de France à Rome, André François-Poncet. Celui-ci avait dès le printemps 1939 évoqué un possible antagonisme italo-allemand dans les Balkans, dont l'annexion de l'Albanie était une des expressions. *« Tout en opérant au profit de l'Axe »*, avait alors écrit François-Poncet, *« l'Italie travaille surtout pour elle »*⁴¹⁶. En septembre 1939, la non-belligérance italienne avait, aux yeux de l'Ambassadeur, confirmé cette politique égoïste : dans la mesure où elle affaiblissait l'Axe, elle était à encourager. Ainsi, lors d'une visite au Quai d'Orsay le 11 septembre 1939, François-Poncet se montra très hostile aux projets orientaux : *« pour conserver cette neutralité, il faudra tout d'abord ne pas rejeter les offres de discussion qui vont nous être adressées. (...) Il faudra ensuite non seulement nous garder de demander des gages mais aussi nous abstenir d'aller à Salonique »*⁴¹⁷.

Face à François-Poncet, l'intervention orientale gardait néanmoins ses partisans aux Affaires Étrangères. Il ne s'agissait pas que d'agents en poste à l'étranger, comme Massigli ou Brugère. Il fallait compter aussi avec le « clan anti-italien » du ministère, dominé par le secrétaire général, Alexis Léger, ainsi que le sous-directeur pour l'Europe, Henri Hoppenot. Dans ces conditions, la réponse à l'aide-mémoire britannique tentait de tenir l'équilibre entre toutes les tendances de la diplomatie. Elle affirmait certes dès son premier paragraphe qu' *« une action éventuelle de la France et de l'Angleterre ne saurait*

⁴¹⁵ Note du ministre des Affaires Étrangères, MAE, dossier Fouques-Duparc 36, 11/9/1939.

⁴¹⁶ Rome à Diplomatie n° 210, MAE, dossier Italie 273, 13/4/1939.

⁴¹⁷ Propos rapportés dans Paul de VILLELUME, *Journal d'une défaite. Août 1939-Juin 1940*, Paris, Fayard, 1976, p. 30. Le colonel de Villelume était à l'époque officier de liaison entre le Ministère des Affaires Étrangères et l'état-major du général Gamelin.

être conçue en fonction d'une Italie hostile », ce qui de fait remettait en cause les conclusions des comités de guerre tenus sur la question. Cependant, le revirement n'était pas complet. L'expédition à Salonique pouvait se révéler nécessaire « sur la plan spécial d'un aménagement défensif de notre dispositif d'assistance éventuel à la Roumanie. (...) Si cette éventualité se réalise, il appartiendrait aux gouvernements français et anglais d'entreprendre auprès du gouvernement italien, avec toute la prudence désirable, l'action diplomatique nécessaire pour mettre en lumière le caractère réel et la justification de notre action. (...) Justifiée par ces motifs impérieux, entourée même de toutes les garanties que l'Italie pourrait légitimement souhaiter, cette opération devrait bénéficier au moins de l'assentiment de Rome. Il n'échappera pas au gouvernement britannique que si cet assentiment nous était, dans ces conditions, refusé, nous serions fondés à voir dans cette attitude de l'Italie une contre-épreuve significative de ses intentions réelles et la marque de sa détermination de se prêter aux plans d'hégémonie de l'Allemagne en Europe orientale et balkanique »⁴¹⁸.

Le Quai d'Orsay formulait ainsi au sujet de la politique orientale une position officielle qui s'efforçait de prendre en compte tous les points de vue qui s'étaient exprimés depuis dix jours : le souci de Gamelin de maintenir un front d'Orient, la volonté de Bonnet de ne pas rompre avec Rome, ainsi que la détermination de Daladier à ouvrir les hostilités avec l'Italie si celle-ci s'opposait à l'expédition de Salonique. Face à la clarté de l'aide-mémoire auquel elle répondait, c'était une position somme toutes alambiquée et confuse.

Le sujet fut à nouveau évoqué entre Français et Britanniques dès le 12 septembre, lors de la première réunion du Conseil Suprême Interallié à Abbeville. En vertu des décisions qui avaient été prises par les gouvernements français et britanniques à l'été 1939, celui-ci rassembla, en tant qu'organe commun de conduite de la guerre, Daladier et Gamelin du côté français, Chamberlain et son ministre de la Défense Lord Chatfield du côté britannique. Comme il fallait s'y attendre, ces deux derniers s'opposèrent à une action immédiate à Salonique et, à lire le compte-rendu du conseil, ne firent que peu de concessions aux positions de Daladier au sujet du front d'Orient. Certes, bien qu'il fut

⁴¹⁸ Réponse à l'aide-mémoire britannique du 3 septembre 1939, MAE, dossier Fouques-Duparc 46, 11/9/1939.

reconnu qu'il n'y avait pas de moyens de soutenir la Pologne, le Conseil exprima la volonté de maintenir, malgré tout, un front oriental. Cependant, la portée d'un tel front était considérablement réduite. Il s'agissait de « *se tenir prêt à agir rapidement si, après avoir écrasé la Pologne, l'Allemagne poursuit son action vers la Roumanie et la Yougoslavie* ». Quant au rôle du TOMO dans cette préparation, le conseil se disait simplement « *informé que la mission du général Weygand au Proche-Orient a pour but d'étudier les dispositions à prendre sur le front balkanique pour faire face aux deux éventualités d'une intervention italienne ou d'une avance allemande vers les Balkans. On fait ressortir* », concluait cependant le procès-verbal, « *combien il est important que ces sûretés soient prises sans paraître au grand jour et ne puissent pas être considérées par l'Italie comme dirigées contre elles* »⁴¹⁹.

Ainsi, quelle que fût la formulation du communiqué final, le gouvernement français rejoignait la position britannique : la priorité en Europe orientale n'était pas de s'implanter rapidement dans les Balkans, mais plutôt de préserver le fragile rapport de forces avec l'Italie. De l'avis de Jean-Baptiste Duroselle, Daladier se faisait peu à peu convaincre par Chamberlain sur ce point, rejoignant ainsi lui-même le parti « italophile » des décideurs français⁴²⁰. Ayant, au lendemain du conseil, pris en charge lui-même le ministère des Affaires Étrangères -il garda également le contrôle de la défense nationale- le président du conseil français s'orienta en effet vers une politique de rapprochement avec l'Italie. Dès le 15 septembre 1939, les accords franco-italiens de San Remo remettaient sur les rails la collaboration commerciale entre les deux pays⁴²¹. Ce même jour à Londres, le ministre de Grèce, Haralambos Simopoulos, recevait de la part de Lord Halifax l'assurance qu'il n'y aurait pas de débarquement allié à Salonique⁴²².

⁴¹⁹ François BEDARIDA, *La stratégie secrète de la drôle de guerre. Le Conseil suprême interallié, septembre 1939-avril 1940*, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques & Éditions du C.N.R.S., 1979, p. 104.

⁴²⁰ Jean-Baptiste DUROSELLE, *Politique étrangère de la France. L'abîme 1939-1944*, Paris, Imprimerie nationale, 1982, p. 76.

⁴²¹ Jean-Marie PALAYRET, « Les relations franco-italiennes entre guerre et collaboration économique (1939-1940) » dans *Revue Historique des Armées* n° 219, Paris, juin 2000, pp. 13-25.

⁴²² Propos repris dans une note interne du ministère hellénique des Affaires Étrangères, AYE, dossier 1940/4, avril 1940.

Caressé à Paris dès le printemps 1939, l'espoir d'un débarquement préventif à Salonique, sembla s'évanouir en moins de deux semaines. Le 12 septembre 1939, Weygand quittait Ankara avec les mains pratiquement vides, tandis qu'au CSI d'Abbeville le projet était sacrifié sur l'autel de la neutralité italienne. Quant aux Etats balkaniques, ils s'étaient pour le moment installés dans la neutralité. Il fallait s'y résoudre : les conditions politiques d'un débarquement à Salonique n'étaient pas réunies. Il appartenait à nouveau à ceux qui y croyaient encore de reprendre l'initiative pour raffermir l'alliance orientale. L'affaire du front d'Orient repassait donc aux mains des diplomates et des politiques, et l'œuvre du printemps 1939 était à compléter, ou peut-être à refaire.

2. Les bouleversements balkaniques et le succès du traité d'Ankara.

2.1. Le projet de la ligue des neutres : un nouveau péril pour les alliés ?

2.1.1. Des Balkans indépendants ? Le retour en force du projet balkanique

« *La Roumanie déclara sa neutralité. La Yougoslavie déclara qu'elle poursuivrait la politique des liens envers tous. La Turquie déclara qu'elle était non-belligérante. La Grèce ne déclara rien du tout. Face à un événement aussi important que la déclaration de la guerre, la solidarité balkanique n'avait pas fonctionné* ». C'est en ces termes qu'un jeune diplomate grec de l'époque, Panayotis Pipinélis, résuma dans ses mémoires la situation telle qu'elle se présentait dans les Balkans au bout de quelques jours de conflit⁴²³. Comme le général Weygand avait pu le constater lors de sa visite à Ankara, la collaboration avec la Grèce et la Turquie avait marqué le pas. En ce qui concernait la Roumanie, les négociations avec la France et la Grande Bretagne ne portaient que sur la destruction éventuelle des puits de pétrole. Quant à la Yougoslavie, aucune tentative de rapprochement concret n'était venue de Belgrade en-dehors de bruits rapportés par Brugère sur les sympathies du régent Paul.

Cet immobilisme avait ses explications. En dépit des efforts du printemps 1939, la France n'était parvenue à rétablir que très partiellement la confiance avec la Turquie, et encore moins avec la Grèce et la Roumanie. A l'opposé, les gouvernements de ces

⁴²³ Panayotis PIPINELIS, *Ιστορία της εξωτερικής πολιτικής της Ελλάδος (Histoire de la politique étrangère de la Grèce)*, Athènes, Saliveros, 1948, p. 297

derniers considéraient que la Bulgarie révisionniste bénéficiait d'un soutien logistique de plus en plus important de la part de l'Allemagne qui pouvait utiliser les ambitions de Sofia pour organiser sa propre descente dans les Balkans⁴²⁴. Ne pouvant parvenir à une véritable alliance avec Paris et Londres, confrontés au danger d'une extension du conflit, certains diplomates des Balkans se tournèrent alors vers l'autre pilier de la sécurité régionale, l'Entente Balkanique. Le 11 septembre 1939 le gouvernement roumain, qui détenait pour 1939 la présidence du Conseil de l'Entente, adressa à ses trois partenaires un projet « *destiné à resserrer la solidarité des Etats balkaniques, Bulgarie comprise, qui devraient s'entendre (a) pour une politique commune de solidarité ; (b) pour prendre un engagement mutuel d'assistance en cas d'agression dirigée contre l'un d'entre eux* »⁴²⁵.

Le projet devint plus précis le 19 septembre 1939, lorsque le ministre roumain des Affaires Étrangères, Grégoire Gafenco, rencontra son homologue yougoslave dans la ville de Jebel, à la frontière entre les deux pays. Les deux ministres se mirent d'accord que « *pour renforcer l'Entente Balkanique et préciser une attitude commune dans les Balkans, il était possible d'essayer de trouver entre les quatre puissances de l'Entente Balkanique une solution au problème bulgare* ». Pour cela, il était prévu que :

- (1) *La Bulgarie fera partie, au préalable, de l'Entente Balkanique, et se soumettra à tous les engagements et obligations des Etats membres de cette Entente. Les satisfactions qui lui seront données tendront à créer l'unité comprenant les intérêts communs de tous les Etats balkaniques.*
- (2) *Les satisfactions à consentir à la Bulgarie consisteront en apports que chacun des membres de l'Entente Balkanique fait à la communauté balkanique.*
- (3) *Le gouvernement bulgare qui acceptera cet acte de solidarité et d'amitié de ses voisins devra être l'expression de l'opinion publique bulgare dans son*

⁴²⁴ Selon les informations que Métaxas faisait parvenir à Gaston Maugras, la Bulgarie avait reçu au cours du mois de septembre soixante avions allemands, et devait en recevoir encore une centaine dans les mois à venir. Athènes à Diplomatie n° 243 à 245, MAE, dossier Bulgarie 120, 7/10/1939.

⁴²⁵ Ankara à Diplomatie n° 1523-1524, MAE, dossier Fouques-Duparc 16, 11/9/1939.

*ensemble, ceci afin d'éviter les courants contraires qui pourraient compromettre l'œuvre d'apaisement »*⁴²⁶.

On pouvait comprendre qu'il était proposé qu'en échange de certaines concessions territoriales de la part de ses voisins, la Bulgarie reconnaisse définitivement le *statu quo* territorial et adhère à l'Entente. D'autre part, Sofia devait, en éloignant de son gouvernement les membres trop favorables à l'Axe, aligner sa politique étrangère sur celle de ses nouveaux partenaires.

C'est sur ce dernier point que le projet de Gafenco pouvait représenter un bouleversement fondamental du *statu quo* balkanique. Le ministre roumain, chez qui l'idée avait mûri depuis le printemps 1939, était persuadé qu'une fois élargie, l'Entente pourrait fixer une politique commune de neutralité, d'équilibre et de bonne entente avec toutes les puissances⁴²⁷. La formation de ce nouvel ensemble ne pouvait être désapprouvée par la Grande Bretagne qui n'avait cessé d'appeler à un règlement pacifique des différends balkaniques. La présence de la Turquie était une garantie pour obtenir la bienveillance soviétique. « *Quant à l'Axe* », conclut Gafenco dans ses mémoires, « *il n'était pas probable qu'il essayât d'entraver par la force le développement de la solidarité balkanique. Quel intérêt les gouvernements de Berlin et de Rome eussent-ils eu à créer un front balkanique ennemi, que Moscou aurait encouragé, et auquel l'Angleterre et la France auraient prêté l'appui de leur armée de Syrie et de leurs forces navales en Méditerranée orientale ?* »⁴²⁸.

Il ne fallait pas s'y tromper. En dépit de toute la précipitation, c'était bien le vieux projet d'un grand système politique balkanique, destiné à remplacer les influences des grandes puissances, qui refaisait surface. Après avoir échoué à garantir pleinement la « *sécurité balkanique* » par une alliance en bonne et due forme avec la France et la Grande Bretagne, c'était donc vers l'objectif de l'« *indépendance balkanique* » que le

⁴²⁶ Procès-verbal de la rencontre, repris dans Grégoire Gafenco, *Préliminaires de la guerre à l'Est. De l'accord de Moscou aux hostilités de Russie*, Egloff, Paris, 1944, p. 313.

⁴²⁷ Le gouvernement roumain faisait de toute façon pression sur ses partenaires pour une déclaration commune de neutralité.

⁴²⁸ Grégoire GAFENCO, *Préliminaires de la guerre à l'Est. De l'accord de Moscou aux hostilités de Russie*, Paris, Egloff, 1944, p. 295.

ministre roumain s'orientait désormais⁴²⁹. Il était évident que, dans ce nouveau cadre, il n'y avait que peu ou pas de place pour un débarquement préventif à Salonique ou ailleurs dans les Balkans. Lorsqu'il lui présenta son projet, Gafenco avait d'ailleurs lui-même assuré le ministre de Grèce à Bucarest, Constantin Kollas, que « *le danger de reformation du front d'Orient sera évité* »⁴³⁰.

2.1.2. Entente Balkanique ou ligue italienne ?

Alors que Paris mettait sous silence ses ambitions balkaniques pour ne pas risquer un conflit avec l'Italie, cette dernière tentait justement de profiter de sa position de non-belligérant pour asseoir son influence sur les Balkans. Le gouvernement de Rome avait déjà fait un geste de conciliation en direction de la Grèce, en retirant ses troupes à vingt kilomètres de la frontière gréco-albanaise. Il avait également, par une note remise à Métaxas le 12 septembre 1939, proposé que fut renouvelé le pacte d'amitié qui avait été signé entre les deux pays en 1928 et qui arrivait à expiration le 1^{er} octobre. La proposition italienne prévoyait que ce renouvellement pouvait prendre « *la forme simple d'un pacte de non-agression ou de neutralité, les obligations des deux côtés vis-à-vis de tiers restant en l'état* »⁴³¹. Dans le contexte d'un conflit dans lequel l'Italie était non-belligérante, une reconduction de ce pacte marquait une rupture politique de poids. Après avoir pendant longtemps été soupçonnée de vouloir attaquer le territoire grec, Rome se proposait désormais de lier la Grèce à sa politique de non-belligérance. Le ministre italien à Athènes avait à ce titre assuré Nicolas Mavroudis que l'Italie menait désormais une politique régionale visant à garder, face à la menace soviétique, l'ensemble de la péninsule en-dehors du conflit: « *si les Balkans suivaient eux aussi une politique de neutralité, la guerre serait évitée dans cette région* »⁴³².

⁴²⁹ Cette dialectique entre sécurité et indépendance est exposée par Gafenco lui-même en tant qu'Axe majeur de la politique étrangère roumaine en 1939. « *Il fallait concilier l'idée de sécurité balkanique, qui ne pouvait se passer de l'appui indirect que lui donnait la politique de garantie de l'Angleterre et de la France, et l'idée d'indépendance balkanique, qu'il était indispensable de pouvoir opposer à l'Allemagne, pour désarmer sa méfiance et lui enlever tout prétexte d'intervention* ». Grégoire Gafenco, *Préliminaires de la guerre à l'Est. De l'accord de Moscou aux hostilités de Russie*, Paris, Egloff, 1944, p. 296.

⁴³⁰ Propos tenus le 17 septembre 1939 et repris dans une note du ministère hellénique des Affaires Étrangères, AYE, dossier 1940/4, avril 1940.

⁴³¹ Panayotis PIPINELIS, *Ιστορία της εξωτερικής πολιτικής της Ελλάδος (Histoire de la politique étrangère de la Grèce)*, Athènes, Saliveros, 1948, p. 292.

⁴³² Panayotis PIPINELIS, *Ιστορία της εξωτερικής πολιτικής της Ελλάδος (Histoire de la politique étrangère de la Grèce)*, Athènes, Saliveros, 1948, p. 292.

L'allusion aux Balkans n'était pas hasardeuse. C'était en effet l'Entente Balkanique dans son ensemble que l'Italie espérait arrimer à sa politique européenne. Depuis qu'il avait annexé l'Albanie, l'Italie était en effet devenu elle-même un Etat balkanique et, à ce titre, absolument à même d'adhérer à l'Entente. Le ministre des Affaires Étrangères, Galeazzo Ciano, pensait aller plus loin en transformant l'Entente en une grande ligue des neutres, pouvant inclure non seulement la Bulgarie, mais également la Hongrie. Le ministre pensait ainsi substituer l'influence italienne à l'influence allemande, britannique et française dans les Balkans, et peut-être d'autre part renforcer, par ce moyen d'expansion pacifique, la neutralité italienne⁴³³. Quant aux Etats balkaniques, ils pouvaient trouver en l'Italie une grande puissance régionale neutre dans le conflit, mais capable de les protéger dans le cas d'une conflagration régionale. Rome se proposait de donc combler, au sein du carrefour d'influences balkanique, le vide que n'avaient pu remplir les tentatives françaises.

2.1.3. Front d'Orient ou bloc des neutres ?

La France et la Grande Bretagne n'avaient pas été tenues au secret de ces évolutions. Le gouvernement turc, qui en dépit de sa non-belligérance était toujours lié à elles par les déclarations du printemps, sonda immédiatement à ce sujet les deux Ambassades à Ankara. Du côté français, Massigli transmet le projet roumain à la sous-direction Europe qui était, comme nous l'avons vu, dirigée par l'une des personnalités marquantes du clan anti-italien, Henri Hoppenot. Celui-ci réagit très négativement. Par sa neutralité, l'Entente Balkanique empêcherait toute intervention française dans la région et au contraire arrimerait les Balkans à l'Italie alors que celle-ci était encore liée à l'Allemagne par le pacte d'acier. « *Tout se passe* », devait-il écrire dans une note le 12 septembre, « *comme si le Pacte projeté devait étendre autour des Balkans un écran qui protégerait l'Allemagne et l'Italie contre toute surprise provenant de ce côté, leur permettant de mettre à pied d'œuvre les préparatifs de leur action en direction de la Mer Noire et de la Mer Egée, et paralyserait au contraire la France et l'Angleterre dans la mise en place de tout dispositif de prévention* ». Le pacte annulerait de fait tous les efforts

⁴³³ C'est la thèse de Franck Marzari qui a produit l'analyse la plus détaillée de la question (analyse qui est la principale référence de cette partie). Frank MARZARI, « Projects for an Italian-led Balkan bloc of Neutrals » dans *The Historical Journal*, vol. XIII, n°4, Londres, 1970, pp. 767-788.

et les sacrifices qui avaient été faits au printemps pour obtenir l'alliance turque⁴³⁴. Ainsi, le sous-directeur recommandait d'appeler la Turquie à rejeter l'offre roumaine.

C'était à nouveau sans compter le facteur britannique. Mis au courant par Knatchbull-Hugessen, le Cabinet demanda l'opinion du *Foreign Office*, qui s'adressa d'abord aux chefs d'état-major. Dans leur réponse, ceux-ci rappelèrent qu'ils n'avaient pas changé de ligne directrice générale: « *réduire le terrain réel de nos opérations, au moins jusqu'au moment où les ressources de notre Empire auront été pleinement mobilisés* ». Dès lors, les chefs d'état-major n'avaient pas d'hésitation à soutenir les projets italiens dans les Balkans: « *il est clair que le Gouvernement de Sa Majesté devrait se consacrer, tant que l'Italie demeure neutre et tant que nous accordons une importance cruciale à cette neutralité, à garantir la formation d'un bloc neutre dans les Balkans* »⁴³⁵. A la séance du 14 septembre 1939, Halifax fit sienne cette opinion: « *une Italie neutre et a fortiori amicale semble plus bénéfique pour nous que des Balkans que nous aurions forcés à la belligérance* ». Le Cabinet approuva ces recommandations et se chargea de soutenir le projet⁴³⁶. L'occasion devait se présenter dès le 22 septembre 1939, lors du deuxième Conseil Suprême Interallié qui se tint à Brighton.

Entre-temps, le 17 septembre 1939, l'Union Soviétique avait envahi et occupé la partie orientale de la Pologne, sans rencontrer de résistance polonaise ou allemande. Pour Chamberlain, cette évolution mettait définitivement fin au front d'Orient et consolidait un nouvel équilibre en Europe orientale. Il y avait dès lors, comme le répéta le premier ministre au Cabinet, encore moins de raisons de prévoir une extension du conflit vers le sud-est: « *l'occupation russe du sud-est de la Pologne a rendu encore moins probable une invasion immédiate de la Roumanie par les Allemands. Le geste russe devrait probablement être interprété dans le sens 'ne touchez pas aux Balkans'* »⁴³⁷. Les objectifs de la politique britannique se voyaient donc renforcés: poursuivre le rapprochement avec Ankara pour éviter de voir la Turquie basculer du côté de l'Axe, consolider la neutralité du bloc balkanique en associant si possible l'Italie à ce dessein.

⁴³⁴ Note du sous-directeur pour l'Europe sur le projet de pacte balkanique proposé par la Roumanie, MAE, dossier Balkans 21, 12/9/1939.

⁴³⁵ Note « *Position in the Balkans* » n° WP(39)25, TNA, CAB 66/1, 12/9/1939.

⁴³⁶ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM15(39), TNA, CAB 65/1, 14/9/1939.

⁴³⁷ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM24(39), TNA, CAB 65/1, 23/9/1939.

Tout comme dix jours auparavant à Abbeville, la partie britannique parvint à imposer ses points de vue au Conseil Suprême Interallié du 22 septembre. L'idée d'un débarquement à Salonique fut à nouveau rejetée au profit du projet d'un bloc balkanique neutre sous égide italienne⁴³⁸. Le front d'Orient qui s'était définitivement effondré en Pologne ne devait plus renaître et le but des alliés étant désormais de maintenir le *statu quo* en Europe orientale en attendant que l'Allemagne s'effondre de l'intérieur ou que les alliés disposent des moyens pour attaquer frontalement le Reich à l'ouest.

2.2. Sauver l'alliance: la réaction française et l'écho hellénique.

2.2.1. La réprobation larvée des conclusions du CSI.

Les décisions du Conseil Suprême Interallié furent reçues avec beaucoup de réticence chez certains diplomates français. En dépit de l'accord de principe, la position britannique était toujours jugée dangereuse pour la liberté d'action alliée. « *Contrairement à ce qu'on paraissait parfois supposer à Londres* » devait par exemple écrire René Massigli, « *la neutralité balkanique ne trouve une justification suffisante dans le seul fait qu'elle conditionnerait la neutralité de l'Italie et de l'URSS. Il faut encore que la communauté qu'elle ressemblera possède sous l'égide d'une Turquie amie une cohésion et une autonomie suffisantes pour demeurer à tout moment maîtresse de ses décisions et en mesure de s'opposer à toute action contraire à son intérêt et au notre* »⁴³⁹. En fait, Massigli désapprouvait à sa manière tout changement par rapport à la politique active, centrée sur une Turquie alliée de la France, qui avait été dessinée au printemps 1939. Son appel ne devait pas rester sans écho.

Le jour même où ce télégramme de Massigli était arrivé à Paris, Daladier s'exprima à son tour sur la question. La note qu'il rédigea présentait *a priori* favorablement l'idée d'un bloc des neutres, qualifié de « *digue qui protège d'importants intérêts français et anglais. L'exécution de notre engagement d'assistance envers la Roumanie et envers la Grèce en serait éventuellement fortifiée. (...) Ces avantages* », poursuivait Daladier, « *ont évidemment pour contrepartie l'impossibilité où nous nous*

⁴³⁸ FRANÇOIS BEDARIDA, *La stratégie secrète de la drôle de guerre. Le Conseil suprême interallié, septembre 1939-avril 1940*, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques & Éditions du C.N.R.S., 1979, pp. 142-143.

⁴³⁹ Ankara à Diplomatie n° 1349-1357, MAE, dossier Fouques-Duparc 16, 25/9/1939.

trouverions placés de constituer une base d'opérations (...) et d'entraver les facilités de ravitaillement que le Reich trouverait dans ces pays abrités derrière cette neutralité. Il ne paraît pas que dans la phase actuelle de la guerre ces inconvénients dussent l'emporter à mes yeux ». Le président du Conseil semblait donc s'être une nouvelle fois laissé convaincre par Chamberlain, et avoir définitivement abandonné le projet d'un front d'Orient.

Il fallait pourtant lire le texte entre les lignes et relativiser ce jugement. D'une part, la note acceptait de renoncer à la constitution d'une base d'opérations « *dans la phase actuelle de la guerre* », sans définir précisément en quoi consistait cette phase : la neutralité de l'Italie ? Le temps des discussions avec la Turquie ? L'ambiguïté avait son importance car la note rejetait ouvertement un bloc neutre sous l'égide d'une Italie « *qui se prétendrait garante* ». Elle recommandait au contraire que cette association des Etats balkaniques fût « *fédérée sous l'égide de la Turquie par une politique de neutralité et d'assistance mutuelle qui laisserait intactes les obligations contractées par la Turquie à notre égard* »⁴⁴⁰. Le président du conseil lançait ainsi un évident message à Massigli et au clan anti-italien du Quai d'Orsay. La formation de la nouvelle entente ne devait pas remettre en cause l'œuvre du printemps 1939 et laisser, le moment venu, la voie ouverte à des opérations dans les Balkans. La France ne s'était donc qu'en partie alignée sur les positions britanniques dans l'espoir de retourner, le moment donné, le jeu oriental à son profit.

2.2.2. Le coup d'arrêt grec à la Ligue des neutres.

En vertu de la ligne de conduite fixée au lendemain du deuxième CSI, le Quai d'Orsay envoya des instructions précises à ses agents dans les Balkans. Plutôt qu'un bloc des neutres, ceux-ci devaient favoriser des déclarations séparées de neutralité, en attendant que les conditions soient réunies pour un effort allié dans la région⁴⁴¹. D'autre part, il fallait décourager l'implication italienne dans la politique étrangère des Etats balkaniques, à commencer par la Grèce. En effet, dès qu'elle fut connue, la possibilité d'un pacte de neutralité italo-grec avait été rejetée par les Affaires Étrangères dans les instructions envoyées à Maugras : « *tout en souhaitant voir aboutir les initiatives de*

⁴⁴⁰ Diplomatie à Londres n° 2338 à 2346, MAE, dossier Balkans 21, 25/9/1939.

⁴⁴¹ Diplomatie à Ankara n° 1310, MAE, dossier Fouques-Duparc 16, 24/9/1939.

nature à augmenter la sécurité de la Grèce, nous comptons naturellement sur la prudence de son gouvernement pour s'abstenir de tout engagement qui risquerait de l'isoler au sein de la communauté balkanique et de restreindre en présence de certaines éventualités sa liberté de décision et d'action »⁴⁴². Si la Grèce s'arrimait à la politique italienne, Salonique risquait de se retrouver pour de bon en-dehors du champ d'action potentiel de l'armée française. Depuis Beyrouth, Weygand anticipait déjà pour Athènes un « *fâcheux accord de dupe avec l'Italie* »⁴⁴³.

Après quelques jours d'attente, la réaction grecque alla cependant dans le sens des souhaits parisiens. Le 30 septembre 1939, Métaxas rejeta diplomatiquement l'offre italienne d'un nouveau pacte et ne promit que de « *s'inspirer des principes énoncés dans le pacte d'amitié, de conciliation et de règlement judiciaire signé à Rome le 23 septembre 1928* ». « *En somme* », commenta Maugras en transmettant la nouvelle au Quai, « *le gouvernement grec décline l'offre italienne tout en se déclarant pénétré de l'esprit qui l'inspirait* »⁴⁴⁴. Cette décision grecque n'allait pas de soi, d'autant plus qu'elle ne semble pas avoir été unanimement approuvée par les diplomates hellènes. « *Cette tactique* », écrivit dans ses mémoires Pipinélis (alors Ambassadeur à Sofia), « *était complètement contraire à la circonspection que Métaxas avait montrée en ce qui concernait l'Italie, ainsi qu'à son désir d'épuiser jusqu'au dernier recours d'apaisement envers elle* »⁴⁴⁵. L'événement était en effet important. Par son geste, le gouvernement hellénique mettait un coup d'arrêt à la politique des équilibres qu'il s'était jusque là efforcé de suivre, puisqu'il prenait la responsabilité d'un refroidissement de ses relations avec l'Italie.

Il faut en effet se pencher sur le détail de la décision pour en mesurer la portée. Métaxas refusa l'offre italienne après avoir demandé l'avis de la Légation britannique à Athènes. Après avoir consulté le département méridional du *Foreign Office*, celle-ci lui recommanda de s'abstenir de tout traité qui limiterait la marge de manœuvre du gouvernement grec dans le cas d'un conflit anglo-italien en Méditerranée ou dans les

⁴⁴² Diplomatie à Athènes n° 388, MAE, dossier Italie 275, 19/9/1939.

⁴⁴³ Weygand à Massigli, MAE, dossier Massigli 104, 25/9/1939.

⁴⁴⁴ Athènes à Diplomatie n° 218-220 du 30/9/1939, repris dans Diplomatie à Londres n° 2456, MAE, dossier Italie 276, 3/10/1939.

⁴⁴⁵ Panayotis PIPINELIS, *Ιστορία της εξωτερικής πολιτικής της Ελλάδος (Histoire de la politique étrangère de la Grèce)*, Athènes, Saliveros, 1948, p. 292.

Balkans⁴⁴⁶. Une telle recommandation était capitale à plus d'un titre. D'une part, elle modérait la bienveillance dont avaient fait preuve jusque là les représentations diplomatiques britanniques vis-à-vis de l'influence italienne dans les Balkans. Le *Foreign Office* aurait finalement été moins unanime qu'il n'y paraissait sur l'opportunité d'une telle politique. Alors que le Quai d'Orsay avait craint de voir Halifax plutôt favorable à un traité gréco-italien⁴⁴⁷, le nouveau ministre britannique à Athènes, Michael Palairret, sut imposer une ligne beaucoup plus réservée, et se retrouva ainsi en parfaite concordance de vues avec son homologue français Gaston Maugras.

Face à cette mise en garde britannique, Métaxas s'était retrouvé dans le dilemme qu'il avait tant redouté, celui du choix politique entre l'Axe et les alliés. Cependant, depuis l'affaire albanaise du printemps 1939, le dirigeant grec avait pris ces décisions. Marqué par une irréductible suspicion à l'égard des grandes puissances, il était visiblement plus incrédule à l'égard des offres italiennes que britanniques⁴⁴⁸. D'autre part, il n'oubliait jamais qu'il devait son maintien au pouvoir à un monarque très proche de Londres.

La pression britannique n'expliquait cependant pas tout. Métaxas était d'autant plus réticent face à l'offre italienne que celle-ci était ouvertement liée au projet roumain d'une grande Entente Balkanique neutre. Or, à la différence du gouvernement yougoslave, le dictateur grec avait reçu les propositions de cessions territoriales à la Bulgarie comme une véritable trahison de l'Entente Balkanique par ses membres. Apprenant les résultats de la conférence de Jebel, il inscrivit sur journal de bord : « *la Yougoslavie a déserté face aux Bulgares* »⁴⁴⁹. En accord avec Métaxas, son bras droit aux Affaires Étrangères Nicolas Mavroudis, ainsi que la quasi-totalité de l'état-major ne voulaient pas entendre parler d'une quelconque cession territoriale à la Bulgarie, et ce quelle que fût la monnaie d'échange. Tout au plus, Métaxas pouvait-il déclarer que la Grèce était « *prête à assurer (à la Bulgarie) le débouché économique prévu par les*

⁴⁴⁶ John S. KOLIOPOULOS, « Metaxas and Greek Foreign Relations 1936-1941 », dans Robin HIGHAM et Thanos VEREMIS, *Aspects of Greece 1936-1940. The Metaxas dictatorship*, Athènes, Eliamep, 1993, p. 96.

⁴⁴⁷ Londres à Diplomatie n° 3202 du 17/9/1/1939, repris dans Diplomatie à Athènes, MAE, dossier Italie 275, 18/9/1939.

⁴⁴⁸ Panayotis PIPINELIS, *Ιστορία της εξωτερικής πολιτικής της Ελλάδος (Histoire de la politique étrangère de la Grèce)*, Athènes, Saliveros, 1948, p. 293.

⁴⁴⁹ Ioannis METAXAS, *Το προσωπικό του ημερολόγιο (Son journal personnel)*, texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, 27/9/1939, p. 397.

traités »⁴⁵⁰. Pour le reste, il existait à Athènes un consensus assez large pour voir un arrangement territorial avec Sofia comme un « *Munich égéen* »⁴⁵¹.

Ainsi, au début octobre, les adversaires de la Ligue des neutres avaient quelques raisons d'être satisfaits. Athènes montrait nettement sa réticence vis-à-vis d'un tel projet avec ou sans l'Italie, et en cela s'orientait vers une solidarité d'intérêts accrue avec les alliés. Cependant, au moment où Métaxas prenait ses distances vis-à-vis des tentations neutralistes de ses voisins balkaniques, il savait que l'équilibre politique de la région était en grande partie dans les mains du gouvernement turc : « *est-ce qu'il nous abandonnera aussi ?* » s'interrogeait-il ainsi le 4 octobre, alors que Saraçoğlu était, depuis plusieurs jours déjà, à Moscou⁴⁵².

2.3. L'alliance sauvée : le retournement soviétique.

2.3.1. Moscou, capitale des Balkans ? Les enjeux de la visite de Saraçoğlu en URSS et la carte diplomatique balkanique.

L'instabilité du décor balkanique était en effet largement renforcée par l'inertie que montraient les relations entre la Turquie et les alliés depuis la déclaration de la guerre et l'échec de la mission Weygand à Ankara. Au-delà des bonnes paroles qu'il pût entendre de la part du maréchal Çakmak, le général avait constaté lui-même que la collaboration militaire demeurerait soumise à la signature d'un traité politique, elle-même soumise à la satisfaction d'une série de conditions financières posées par le gouvernement turc. Entre-temps cependant, la diplomatie turque avait trouvé également une autre raison pour retarder la signature d'un traité d'alliance avec Paris et Londres : le facteur soviétique.

Nous l'avons vu, depuis qu'ils avaient décidé de se rapprocher des alliés le mois d'avril 1939, les dirigeants turcs espéraient que l'alliance orientale aurait une forme triangulaire entre les alliés, Ankara et Moscou. Encouragés dans un premier temps par les entretiens entre alliés et soviétiques de l'été, ils avaient accueilli, le 23 août, la nouvelle

⁴⁵⁰ Le traité de Neuilly prévoyait en effet la cession de facilités commerciales à la Bulgarie dans les ports de Cavalla et d'Alexandroupolis en Macédoine et en Thrace grecques. Athènes à Diplomatie n° 436-437, MAE, dossier Balkans 21, 1/10/1939.

⁴⁵¹ Expression rapportée par le général Papagos dans son rapport à Métaxas n° 67484, AYE, dossier 1939/A/1, 28/4/1939.

⁴⁵² Ioannis METAXAS, *To προσωπικό του ημερολόγιο (Son journal personnel)*, texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, 4/10/1939, p. 399.

du pacte germano-soviétique avec plus de circonspection que de stupeur. Il faut en effet ici se garder de tout anachronisme. Au moment où il était signé, le pacte entre Berlin et Moscou avait provoqué certes des répréhensions mais surtout des interrogations sur la politique soviétique. Les diplomates turcs donnèrent rapidement leur interprétation : le pacte était une ultime tentative de la diplomatie soviétique d'éloigner d'elle l'agressivité allemande, et non une collaboration durable entre les deux puissances pour se partager l'Europe orientale. *Cumhuriyet* par exemple invita ses lecteurs à « *prendre ce pacte de non-agression comme une trêve* »⁴⁵³. Selon l'éditorialiste Yunus Nadi, les Soviétiques avaient échangé leur non-intervention dans le conflit contre des garanties sur les limites de l'expansion allemande vers l'Europe du sud-est. Nadi en concluait que l'URSS continuerait à défendre le maintien du *statu quo* dans les Balkans et en mer Noire, au besoin par la force⁴⁵⁴. Ainsi, l'intervention soviétique en Pologne avait été -de même qu'à Londres- perçue comme un coup d'arrêt à l'avancée allemande vers l'est. « *Il serait plus exact de dire* » écrivait au regard de ces événements *Cumhuriyet* du 18 septembre, « *que ce pacte est, en réalité, non pas un pacte de non-agression, mais un pacte d'agression* ». Quant aux rumeurs « *d'une alliance entre le Reich et la Russie et même le Japon pour un partage du monde* », elles étaient dignes, selon l'éditorial, « *d'être considérées comme une légende, qui laisse loin derrière elle les contes des mille et une nuits* »⁴⁵⁵. Aux yeux du gouvernement turc, les buts géopolitiques n'avaient donc pas *a priori* considérablement changé depuis le temps où Potemkine proposait à Ankara une alliance couvrant la mer Noire.

Justement, en ce début du mois de septembre, Saraçoğlu fut officiellement invité à se rendre à Moscou pour poursuivre la discussion bilatérale qu'avait amorcée cinq mois auparavant le commissaire-adjoint soviétique. Le ministre turc décida d'accepter l'invitation, dans l'espoir de confirmer ses vues sur la politique moscovite et de parvenir enfin à un traité d'assistance bilatéral sur la mer Noire et les détroits, parallèle à celui qui devait être signé avec Paris et Londres sur la Méditerranée et les Balkans. Les deux traités seraient liés entre eux par des clauses parallèles, interdisant pour le traité avec la

⁴⁵³ « L'entente germano-russe », *La République*, 23/8/1939.

⁴⁵⁴ « Le pacte germano-russe ne doit troubler personne et les Balkans moins que n'importe qui », *La République*, 27/8/1939.

⁴⁵⁵ « Les limites de la surprise », *La République*, 18/9/1939.

France et la Grande Bretagne toute action ayant pour conséquence d'entraîner la Turquie dans une guerre avec l'URSS, et, réciproquement, toute action ayant pour conséquence d'entraîner la Turquie dans une guerre avec la France et la Grande Bretagne pour le traité avec l'URSS⁴⁵⁶. Le 22 septembre Saraçoğlu partit donc pour Moscou, après avoir assuré Massigli que son but était de « *voir clair dans le jeu soviétique* » et que la politique turque « *ne subira aucun changement* »⁴⁵⁷.

Il faut cependant relativiser l'apparente confiance du ministre turc. Quelles que fussent les assurances qu'il avait pu donner à Massigli, celui-ci alla négocier avec le gouvernement soviétique alors que l'alliance avec la France et la Grande Bretagne n'avait toujours pas été concrétisée de manière formelle. Ce ne fut que le 28 septembre qu'au terme de fortes pressions de la part de Massigli et de Knatchbull-Hugessen, Ankara accepta qu'un traité d'alliance (reprenant les termes des déclarations du printemps) fût simplement paraphé par les trois parties. Mais, au-delà, le gouvernement turc ne souhaitait visiblement pas mettre l'URSS devant le fait accompli d'un traité signé⁴⁵⁸. Par là même, il trahissait cependant une certaine incertitude quant aux intentions réelles de l'Union Soviétique dans le conflit européen. René Massigli fit remarquer ce point le 26 septembre au département, trouvant du même coup l'occasion d'imputer aux hésitations britanniques la responsabilité pour la non-signature du traité⁴⁵⁹.

Il n'en demeurait pas moins que ce voyage vers Moscou ne semblait pas en contradiction avec la prudente politique que suivait alors Paris vis-à-vis de l'Union Soviétique. Au Quai d'Orsay, l'interprétation que la sous-direction Europe accordait au pacte germano-soviétique n'était pas très différente de la thèse officielle turque : tout en ayant pour but la défaite de l'Allemagne, Moscou profitait de ce pacte de circonstance pour prendre des gages en Europe orientale. Ainsi, il était possible de négocier un revirement de l'URSS vers les alliés, en lui proposant notamment de satisfaire certains de

⁴⁵⁶ Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, p. 215.

⁴⁵⁷ Ankara à Diplomatie n° 1575 du 16/9/1939, repris dans Diplomatie à Rome n° 945, MAE, dossier Allemagne 735, 18/9/1939.

⁴⁵⁸ Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, p. 215.

⁴⁵⁹ Ankara à Diplomatie n° 1712-1716 du 26/9/1939, repris dans Diplomatie à Londres n° 2361-2365, MAE, dossier Allemagne 735, 27/9/1939.

ses buts de guerre⁴⁶⁰. Cette ligne était renforcée par les conseils de prudence du chargé d'affaires français à Moscou Jean Payart, auxquels Daladier était particulièrement sensible⁴⁶¹. Par conséquent, il n'y avait pas d'objections *a priori* pour que Saraçoğlu se rende à Moscou, dès lors que l'Ambassade de France sur place pouvait être en proche contact avec le ministre turc.

La visite de Saraçoğlu à Moscou était également suivie de très près dans les Balkans, et notamment par la Yougoslavie et la Roumanie qui tentaient toujours de promouvoir leur projet de ligue des neutres. Lors de leur rencontre à Jebel, les deux ministres des Affaires Étrangères avaient décidé de ne pas lancer officiellement la nouvelle entente avant d'avoir saisi, via le gouvernement turc, les intentions soviétiques dans les Balkans⁴⁶². En effet, si, comme le disait l'interprétation officielle turque, le gouvernement soviétique était toujours attaché au maintien du *statu quo* en Europe du sud-est, il était possible de construire la neutralité balkanique (et la sécurité roumaine) sur l'équilibre des forces entre Allemagne et URSS. Dans l'esprit du ministre roumain qui avait conçu le projet, il y avait cependant une autre interprétation du pacte germano-soviétique, bien plus préoccupante : celle d'une concertation pour la partage de toute l'Europe orientale, de la Baltique aux Détroits. Dans ce cas, si l'URSS n'avait plus d'états d'âme à se joindre aux ambitions allemandes dans les Balkans, il devenait évident que la ligue des neutres, faute d'un antagonisme germano-soviétique sur lequel elle pourrait asseoir une politique d'équilibre, n'avait pas de raison d'être. Il fallait alors jouer le tout pour le tout, abandonner les ambitions d'autarcie diplomatique régionale, et obtenir la protection franco-britannique pour résister à une attaque concertée germano-soviétique.

Dans l'attente du retour de Saraçoğlu, la Roumanie garda donc toutes les options ouvertes, dans un climat qui devenait de plus en plus pressant pour elle. Le 21 septembre, le président du conseil, Armand Calinesco, était tué par des miliciens du mouvement fasciste « la garde d'acier ». Son assassinat pouvait aisément être interprété comme une

⁴⁶⁰ Note « URSS », MAE, dossier Fouques-Duparc 83, 1/10/1939.

⁴⁶¹ Georges-Henri SOUTOU, Introduction au chapitre « La stratégie » dans Christine LAVISSE-TOUILLE (dir) *La campagne de 1940*, Paris, Tallandier, 2001, pp. 26 et 27.

⁴⁶² Grégoire GAFENCO, *Préliminaires de la guerre à l'Est. De l'accord de Moscou aux hostilités de Russie*, Paris, Egloff, 1944, p. 313.

mise en garde allemande face à un éventuel rapprochement entre la Roumanie et les alliés⁴⁶³, d'autant plus que le gouvernement roumain avait provoqué la colère du Reich en laissant transiter par son territoire l'armée polonaise en déroute⁴⁶⁴. Le successeur de Calinesco, le général Gheorghe Argeșanu, mena donc une politique encore plus prudente en attendant que la situation diplomatique balkanique soit clarifiée. D'un côté, son gouvernement (où Gafencu occupait toujours le portefeuille des Affaires Étrangères) poursuivait le chemin de la neutralité absolue dans le conflit européen, allant même jusqu'à faire de l'excès de zèle. Ainsi, lorsque le gouvernement et l'état-major polonais se réfugièrent sur son territoire, il les fit, au nom de la neutralité, tous interner, alors que les lois internationales ne l'obligeaient à interner que les militaires et non les politiques⁴⁶⁵. À côté cependant de cette neutralité rigide, le gouvernement roumain se préparait dans le même temps à l'éventualité d'une collusion germano-soviétique face à laquelle il se décida à sonder les alliés : le 29 septembre 1939, son ministre à Londres Virgil Tilea demanda à Halifax si la garantie que la Grande Bretagne et la France avaient donnée à son pays six mois auparavant pouvait couvrir également le cas d'une agression soviétique⁴⁶⁶.

Ces points étaient évidemment cruciaux pour l'avenir de la politique de la France. Pendant que les dirigeants balkaniques s'interrogeaient sur la politique moscovite, Weygand attendait toujours depuis Beyrouth le signal pour mettre en œuvre ses ambitieux projets. Ainsi, par un retournement assez impressionnant, c'était l'Union Soviétique, plus que l'Allemagne et l'Italie, qui devenait le facteur déterminant pour la construction du front d'Orient.

2.3.2. La rupture turco-soviétique : feu vert pour l'alliance ?

C'est dans ces conditions que le 25 septembre 1939, Şükrü Saraçoğlu arriva à Moscou, pour effectuer une mission riche en tractations et rebondissements entre Soviétiques, Turcs, Français et Britanniques ; mission, qui, au final, devait durer pendant plus de quinze jours psychologiquement éprouvants pour le ministre . C'est ce qui

⁴⁶³ Bucarest à Diplomatie n° 1052, repris dans Diplomatie à Washington n° 1376-1378, MAE, dossier Roumanie 173, 23/9/1939.

⁴⁶⁴ Georges CASTELLAN, *Histoire des Balkans*, Paris, Fayard, 1991, p. 439.

⁴⁶⁵ Point relevé dans le Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM22(39), TNA, CAB 65/1, 21/9/1939.

⁴⁶⁶ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM31(39), TNA, CAB 65/1, 29/9/1939.

ressort, entre autres, du compte-rendu qu'en fit l'attaché militaire français à Moscou, le général Palasse⁴⁶⁷.

En effet, alors que Saraçoğlu était habité par l'espoir que le gouvernement soviétique avait, comme au printemps, besoin de la Turquie pour se rapprocher des alliés, il ne vit au Kremlin aucun empressement en ce sens. Bien au contraire, il fut pratiquement laissé sans programme officiel entre le 27 et le 30 septembre, alors que le chef de la diplomatie allemande, Joachim von Ribbentrop, était également en visite dans la capitale soviétique. Pour le ministre turc c'était une première désillusion, « *la répétition du scénario d'août dernier avec les missions militaires française et anglaise* » pour reprendre les termes du général Palasse. Après avoir menacé de rentrer en Turquie, Saraçoğlu fut finalement reçu par Staline et Molotov le premier octobre 1939.

Cette fois aussi, le ministre turc eut une mauvaise surprise. En préalable à toute discussion sur un éventuel traité d'alliance, les deux dirigeants soviétiques posèrent une série d'exigences sur les autres engagements contractuels de la Turquie. Le traité d'assistance que signerait Ankara avec la France et la Grande Bretagne ne devait pas jouer dans le cas d'un conflit entre ces derniers et l'URSS. Dans le cas où les alliés devaient honorer leurs garanties à la Grèce et à la Roumanie, la Turquie ne les assisterait pas automatiquement mais se consulterait avec eux, de même qu'avec l'Union Soviétique. De plus, la convention de Montreux devait être modifiée de façon à verrouiller les Détroits à tout navire de guerre d'un Etat non-riverain de la mer Noire, ce qui équivalait de fait à remettre la sécurité de l'Europe du sud-est uniquement entre les mains de l'Armée rouge. Saraçoğlu pour sa part rejeta formellement toute discussion sur ce dernier point, obligeant Staline à y renoncer⁴⁶⁸. Pour ce qui était des modifications à apporter au futur traité avec les alliés, le ministre turc accepta de consulter son gouvernement. Il était vrai que ces points n'étaient pas totalement contraires à la politique étrangère turque dont le but était traditionnellement de tenir la Turquie en-dehors d'un éventuel conflit anglo-russe. Gardant néanmoins en souvenir la récente visite de von Ribbentrop au Kremlin, Saraçoğlu -et pas seulement lui- commençait à se demander s'il

⁴⁶⁷ « Les pourparlers soviéto-turcs de Moscou », Moscou à Diplomatie n° 87, MAE, dossier URSS 1026, 20/10/1939.

⁴⁶⁸ Moscou à Diplomatie n° 1274-1279, repris dans Diplomatie à Rome n° 1168-1173, MAE, dossier URSS 1026, 18/10/1939.

avait affaire à des exigences soviétiques, ou plutôt à des exigences allemandes formulées par les Soviétiques.

A Ankara cependant, on se montrait toujours confiant sur les intentions de Moscou. Informé des demandes du Kremlin, le gouvernement manda le secrétaire général du ministère des Affaires Étrangères, Numan Menemencioğlu, pour sonder à ce sujet les Ambassadeurs français et britannique. Ainsi, le 5 octobre 1939, Menemencioğlu rencontra Massigli et lui proposa que les propositions de Staline figurent dans les clauses du traité. Selon le secrétaire général, ces modifications ne visaient qu'à protéger la Turquie dans le cas d'une agression russe de concert avec l'Allemagne, ce qui, de toutes façons, était fort improbable. D'autre part, un double accord entre les alliés et la Turquie et entre la Turquie et l'Union Soviétique n'allait-il pas rapprocher les alliés de l'URSS et créer une brèche durable dans le pacte germano-soviétique ? « *Ce serait à en croire Numan Menemencioğlu une surprise fort désagréable pour l'Allemagne* », fit remarquer Massigli à l'issue d'un de ses entretiens avec le secrétaire général. Et puis, plus généralement, Menemencioğlu n'avait que peu de doutes sur la véritable nature des relations entre Berlin et Moscou : « *il est vrai* », dit-il à Massigli, « *que vous croyez à la collusion germano-soviétique. Nous n'y croyons pas* »⁴⁶⁹. Ainsi, la diplomatie turque continuait apparemment à croire à la grande alliance orientale, tandis que le concepteur de cette alliance, René Massigli, tendait désormais -les propos de Menemencioğlu le trahissent- à voir Moscou comme ayant partie liée avec Berlin en Europe orientale. L'Ambassadeur ne s'en cacha que difficilement quant il transmit à Daladier les propos du secrétaire général. « *Votre Excellence en jugera d'après l'ensemble des renseignements dont elle dispose. Pour ma part j'ai beaucoup de peine à croire que Monsieur de Ribbentrop ait été laissé dans la complète ignorance de ces projets* »⁴⁷⁰.

Les inquiétudes de l'Ambassadeur étaient visiblement partagées à Paris. En recevant ces nouvelles d'Ankara, le président du Conseil français réagit très négativement aux modifications proposées. « *Il résulterait* » répondit-il à Massigli, « *que si la Russie s'engage à soutenir l'Allemagne dans l'assistance que celle-ci prêterait éventuellement à*

⁴⁶⁹ Ankara à Diplomatie n° 1800-1804, repris dans Diplomatie à Londres n° 2490-2495, MAE, dossier Allemagne 735, 5/10/1939.

⁴⁷⁰ Ankara à Diplomatie n° 1769-1773, repris dans Diplomatie à Londres n° 2443-2451, MAE, dossier URSS 1026, 3/10/1939.

une Italie en guerre à la fois contre la France, la Grande Bretagne et la Turquie, ce simple engagement de la part de l'URSS empêcherait la Turquie de nous prêter contre l'Italie une assistance »⁴⁷¹. De fait, les changements proposés risquaient de vider le traité de sa substance. Fallait-il donc demander au gouvernement turc de les rejeter, au risque de provoquer un refroidissement avec Ankara, ou encore une rupture turco-soviétique ? La question était bien sûr extrêmement complexe, tant que le jeu soviétique n'était pas entièrement décrypté. L'assurance dont faisait preuve le gouvernement turc retenait les éventuels élans anti-soviétiques des diplomates alliés à Ankara. Ainsi, en même temps qu'il exprimait sa suspicion à l'égard de la politique soviétique, Massigli tenait visiblement à ménager les positions et les sensibilités des dirigeants turcs avec lesquels il avait noué un lien étroit d'estime et de confiance mutuelles.

A Londres également, le gouvernement fut perplexe face à la nouvelle donne. De même qu'à Paris, sa réaction fut *a priori* plutôt négative face aux demandes de Staline vis-à-vis d'un traité dans lequel, rappelons-le, Moscou n'était pas partie prenante. Lors de la réunion que tint le Cabinet le 4 octobre, les ministres semblaient se mettre d'accord pour un rejet des modifications. Pour reprendre les termes du procès-verbal, *«sur la base des informations disponibles, le sentiment général était que si nous devons accepter les modifications demandées, nous subirions une sérieuse défaite diplomatique* »⁴⁷². D'autre part, Lord Halifax ne se faisait pas d'illusions : accepter les modifications reviendrait à altérer profondément l'accord avec la Turquie, qui pouvait se retrouver réduit en pratique à un engagement de consultation en cas de guerre méditerranéenne.

Cependant, au fil des jours, le Cabinet examina à nouveau sa position, en tenant compte de sa volonté première qui était de tenir autant que possible les Balkans à l'écart d'un conflit armé. Lors de la réunion du 6 octobre, Chamberlain exposa donc un nouveau point de vue. Les modifications soviétiques pouvaient empêcher la France et la Grande Bretagne d'emprunter les Détroits pour venir au secours de la Roumanie d'une part, et d'autre part (comme l'avait déjà fait remarquer Daladier) porter atteinte à l'assistance mutuelle contre l'Italie si Rome bénéficiait d'un soutien germano-soviétique. Pour le

⁴⁷¹ Diplomatie à Ankara, repris dans Diplomatie à Londres n° 2498-2501, MAE, dossier Allemagne 735, 6/10/1939.

⁴⁷² Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM36(39), TNA, CAB 65/1, 4/10/1939.

premier ministre britannique, les deux cas de figure étaient cependant très improbables. Après l'occupation soviétique de la Pologne orientale, l'Allemagne ne se risquerait pas à attaquer la Roumanie : il n'y avait donc que peu de chances pour que la Grande Bretagne doive honorer ses engagements. Pour ce qui était de l'assistance contre l'Italie, la politique de non-belligérance du gouvernement fasciste rendait tout aussi improbable un conflit avec les alliés. Et puis, plus généralement, les modifications pouvaient être dangereuses dans le cas d'une véritable alliance militaire germano-soviétique, et il était certain que l'URSS n'était pas liée à l'Allemagne au point d'envisager une guerre à ses côtés contre les alliés. Se refusant à croire à la collusion germano-soviétique, Chamberlain se rangeait donc à l'avis turc pour accepter les modifications et parvenir ensuite à un traité turco-soviétique : « *le monde verrait ainsi la Grande Bretagne, la France, la Turquie et l'URSS s'engager dans des accords (...) et pourrait ainsi juger combien était creuse la vantardise qu'a montrée l'Allemagne pour son alliance avec l'URSS* ». Ainsi, le Cabinet décida d'accepter les modifications soviétiques⁴⁷³.

Du côté français, l'hésitation demeurait toujours, mais Massigli se faisait progressivement convaincre tant par Knatchbull-Hugessen que par les Turcs eux-mêmes. Après avoir proposé que les amendements proposés soient remplacés par des assurances verbales au gouvernement soviétique, il accepta à la limite la modification de la clause « balkanique ». Selon les mémoires de l'Ambassadeur, ce fut Jean Payart qui, à Moscou, recommanda finalement d'accepter les deux amendements pour éviter une rupture entre Turcs et Soviétiques⁴⁷⁴. Plus d'une semaine plus tard, Daladier lui-même envoya à Moscou les instructions finales du gouvernement français, acquiesçant aux modifications soviétiques⁴⁷⁵. Saraçoğlu pouvait désormais négocier avec Staline les modalités du pacte turco-soviétique.

Mais cette fois encore, le ministre turc devait se trouver confronté à une série d'exigences soviétiques. Le 16 octobre en effet, Molotov revint sur la révision de la convention de Montreux et, d'autre part, demanda que le traité entre la Turquie et les alliés soit désormais complètement inopérant en cas de conflit dans les Balkans, même si

⁴⁷³ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM39(39), TNA, CAB 65/1, 6/10/1939.

⁴⁷⁴ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, p. 283.

⁴⁷⁵ Diplomatie à Ankara n° 1532-1538, MAE, dossier Fouques-Duparc 73, 16/10/1939.

c'était l'Allemagne et non l'URSS qui était l'agresseur. Par ces modifications, la sécurité de l'Europe du sud-est échappait aux alliés et la politique équilibrée que s'était efforcée de suivre Ankara entre Moscou, Paris et Londres était annihilée: c'était la raison pour laquelle Şükrü Saraçoğlu rompit sur le champ les entretiens avec les dirigeants soviétiques et quitta Moscou le 18 octobre. Un communiqué officiel du gouvernement turc précisa que « *les demandes de l'URSS n'ont pas été jugées compatibles avec la politique turque sur les Détroits, ni avec nos engagements antérieurs envers l'Angleterre et la France* »⁴⁷⁶. Il n'y aurait donc pas de pacte turco-soviétique, mais uniquement un traité liant la Turquie à la France et à la Grande Bretagne.

Ces négociations de quinze jours avaient été pour le moins surprenantes, comme si elles avaient pris l'allure d'un énorme quiproquo. Alors que la Turquie avait tenté de lier Moscou aux alliés, Moscou avait, elle, essayé de détacher la Turquie de ces mêmes alliés⁴⁷⁷! Certes, nul n'avait escompté que les échanges seraient faciles. On pouvait s'attendre à ce que Staline craignît et tentât d'éviter une situation où les alliés seraient les principaux partenaires stratégiques de la Turquie. Les diplomates soviétiques n'ignoraient pas -voire même surestimaient- les projets d'action militaire à Salonique ou en Roumanie, et avertissaient le Kremlin que ces opérations pourraient très bien se retourner, le cas échéant, en une action contre les intérêts soviétiques en mer Noire, voire une nouvelle guerre de Crimée⁴⁷⁸.

Cependant, l'obstination soviétique à saboter toute possibilité d'entente avec la Turquie et les alliés avait de quoi étonner. Aux yeux de plusieurs observateurs, tout cela ne pouvait être indépendant de la visite qu'avait effectuée à Moscou (en même temps que Saraçoğlu) Joachim von Ribbentrop qui avait visiblement fait pression sur Staline pour que les alliés soient définitivement écartés de l'Europe du sud-est et des Détroits. Que s'était-il donc passé? Le Kremlin aurait-il provoqué la rupture avec Ankara afin de l'utiliser comme alibi face aux pressions allemandes, et garder la porte ouverte à une éventuelle négociation future avec la Turquie et les alliés? Il n'avait pas échappé aux

⁴⁷⁶ *La République*, 18/10/1939.

⁴⁷⁷ Selim DERINGIL, *Turkish foreign policy during the second world war*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, p. 75.

⁴⁷⁸ Gabriel GORODETSKY, *Le grand jeu de dupes. Staline et l'invasion allemande*, traduction en français d'Isabelle Rozenbaumas, Paris, Les belles lettres, 2000, p. 40.

observateurs occidentaux que Molotov avait accompagné lui-même Saraçoğlu à la gare lors de son départ et fait publier un communiqué remerciant le ministre turc et laissant la voie ouverte à une éventuelle renégociation ultérieure.

Pour d'autres observateurs cependant, la mission Saraçoğlu avait bien montré que la politique soviétique s'était résolument engagée dans la voie du pacte de non-agression. « *La négociation avait un grand avantage* », écrivit ainsi Massigli le jour même de la rupture, « *en ce sens qu'elle fournissait l'occasion de voir clair dans le jeu soviétique et, éventuellement, de démontrer la réalité de la collusion germano-soviétique qu'on s'obstinait à nier ici* »⁴⁷⁹. Staline ne s'était pas livré à une quelconque manœuvre pour tenir les Allemands loin des Balkans, mais agissait ouvertement contre les intérêts alliés en orient, en vertu d'un partage d'influences décidé avec l'Allemagne et couvrant l'Europe balkanique et la Mer Noire. Jean Payart lui-même concédait désormais que « *la réserve où les Soviets se sont tenus depuis vingt ans a pris fin* »⁴⁸⁰. Au sein du Cabinet britannique également, on commençait à avoir des doutes sur l'attitude soviétique. Halifax déclarait lors de la réunion du 18 octobre que « *la rupture laissait entrevoir la possibilité que quelque arrangement secret puisse exister entre l'URSS et l'Allemagne en ce qui concerne les Balkans. Si c'était le cas, cet arrangement doit être suffisamment favorable à l'URSS pour avoir convaincu Monsieur Staline qu'il pouvait sans crainte se passer de bonnes relations avec la Turquie* »⁴⁸¹. Ainsi, la perspective de la grande alliance orientale semblait très compromise. Il fallait désormais utiliser l'alliance turque pour construire autre chose en orient.

Pour la diplomatie britannique, il n'y avait que peu de doutes sur ce qu'il fallait faire. Le Cabinet du 18 octobre convint que l'évolution des événements ne devait pas changer l'orientation prise depuis le début du conflit. « *Nous ferions bien* », conclut Halifax, « *d'établir des bonnes relations avec l'Italie et, avec elle, d'établir un bloc balkanique neutre* ». Etant donné qu'il était impossible, avec une Union Soviétique hostile, de prêter une quelconque assistance à la Roumanie, il fallait aussi longtemps que

⁴⁷⁹ Ankara à Diplomatie n° 1891-1895 du 18/10/1939, repris dans Diplomatie à Londres n° 2631-2634, MAE, dossier URSS 1026, 20/10/1939.

⁴⁸⁰ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, p. 283.

⁴⁸¹ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM51(39), TNA, CAB 65/1, 18/10/1939.

possible garder la péninsule hors du conflit, tout en s'assurant de la bienveillance de la Turquie.

Mais cette ligue des neutres était-elle encore réalisable ? Son principal artisan, Grégoire Gafenco avait tiré de la mission Saraçoğlu une profonde désillusion sur les perspectives de paix dans les Balkans. « *Jamais* », peut-on lire dans ses mémoires, « *visite diplomatique ne fut aussi prolongée. Jamais non plus l'insuccès d'un effort si méritoire par la bonne volonté, la bonne foi et la patience ne fut plus manifeste. (...) Il était clair que le gouvernement de Moscou n'était plus enclin à consentir à la Turquie des conditions favorables qui lui permissent de jouer aux côtés des puissances balkaniques, un rôle prépondérant dans le maintien de la paix et de l'ordre établi* »⁴⁸². Indépendamment de l'ampleur de la collaboration germano-soviétique, on savait désormais que la politique soviétique n'était pas soucieuse de contribuer au maintien des équilibres balkaniques. Dans ce cadre nouveau, on pouvait au moins se reconforter de ce que Saraçoğlu ait tenu bon et n'ait pas flanché face aux pressions du Kremlin. « *C'est un cauchemar qui s'est dégagé de ma poitrine* » avait avoué dans son journal de bord le général Métaxas⁴⁸³.

C'était surtout aux yeux de certains milieux français, et notamment du point de vue de René Massigli, que l'échec des entretiens de Moscou avait constitué un éclaircissement de la situation. L'Ambassadeur à Ankara avait accueilli la nouvelle de la rupture turco-soviétique presque avec soulagement, ayant été dès le début opposé à toute concession face aux demandes de Staline et Molotov. Qui plus est, Massigli avait fait le pas d'envisager une alliance active avec la Turquie, même en cas de rupture turco-soviétique. Les propos qu'il avait envoyés à Daladier le 3 octobre 1939 étaient à ce titre éloquents. « *J'estime que l'entente germano-russe, si redoutable qu'elle soit pour ce pays, ne suffira pas à faire plier les Turcs. Le gouvernement et la partie éclairée de l'opinion ont conscience du risque immense que comporterait pour la Turquie une action conjuguée du Reich et des Soviets* »⁴⁸⁴. Deux semaines plus tard, le retour mouvementé

⁴⁸² Grégoire GAFENCO, *Préliminaires de la guerre à l'Est. De l'accord de Moscou aux hostilités de Russie*, Paris, Egloff, 1944, pp. 314-315.

⁴⁸³ Ioannis METAXAS, *Το προσωπικό του ημερολόγιο (Son journal personnel)*, texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, 4/10/1939, p. 401.

⁴⁸⁴ Ankara à Diplomatie n° 1780-1787, MAE, dossier Fouques-Duparc 73, 3/10/1939.

de Saraçoğlu allait peut-être marquer une nouvelle solidarité d'intérêts entre Paris et Ankara. C'était à ce prix que l'on pouvait sauver l'alliance et le front d'Orient.

3. La signature du traité d'Ankara et l'imparfaite alliance turque.

3.1. L'interminable marchandage de l'alliance.

Le retour de Saraçoğlu à Ankara avait visiblement clarifié la situation en ce qui concernait les relations avec l'Union Soviétique. N'ayant rien à attendre de Moscou à court terme, le gouvernement turc pouvait désormais signer l'alliance avec Paris et Londres, en y incluant bien entendu la « réserve soviétique », c'est-à-dire la clause interdisant aux alliés de contraindre la Turquie à une guerre avec l'URSS. Quelle que fût l'évolution future des relations entre les alliés et l'URSS, la Turquie pouvait donc conserver sa liberté d'action vis-à-vis de Moscou et gardait même la porte à un éventuel nouveau rapprochement turco-soviétique ouverte à moyen terme.

Cependant, le côté turc n'avait pas, pour formaliser l'alliance, des exigences uniquement politiques mais également financières. Il faut ici faire un rapide retour en arrière sur ce point de la question, qui, bien que n'étant pas à proprement parler politique, avait une forte influence sur le marchandage de l'alliance orientale. Dès le début de ses ouvertures vers les alliés en 1938, le gouvernement turc avait présenté un point de vue inaltérable. Selon celui-ci, les alliés devaient d'abord combler les pertes que le commerce turc subirait du fait de l'inévitable refroidissement avec l'Allemagne qui était jusque là son principal partenaire économique⁴⁸⁵. D'autre part, il incombait à Paris et à Londres d'aider le pays à renforcer son armée pour participer efficacement à un conflit, soit en le dotant directement en armes, soit en lui faisant crédit pour qu'il se fournisse lui-même auprès de leurs industries. Au cours des longs mois de négociations et de tractations diplomatiques (marqués notamment par la visite du général Orbay à Paris et à Londres à l'été 1939), ces demandes avaient été tant répétées et présentées comme un préalable à toute collaboration de fond, que, lorsque la guerre éclata, les gouvernements français et

⁴⁸⁵ Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, p. 231.

britanniques ne se faisaient pas d'illusions. Quelle que fût l'évolution de la négociation politique, il restait toujours un prix élevé à payer pour assurer l'alliance turque⁴⁸⁶.

Il n'était pourtant pas aisé de répondre aux demandes turques. Il faut le rappeler, lors de sa mission à Paris et à Londres à l'été 1939, le général Orbay avait présenté une liste de demandes en matériel militaire qui étaient évaluées à près de 120 millions de Livres Sterling⁴⁸⁷. Tant à Paris qu'à Londres, les services militaires et financiers étaient tout naturellement réticents face à la perspective d'un tel investissement. Il y avait en effet d'évidentes difficultés pratiques à orienter vers la Turquie une grande partie de la production militaire, au moment même où les deux puissances tentaient de réarmer leurs propres armées. Ainsi, les chefs d'état-major britanniques avaient jugé qu'il était très difficile que les demandes turques puissent être honorées avant le mois de juillet 1941 : pour le moment, il fallait se satisfaire de matériel militaire ne dépassant pas les dix millions de Livres⁴⁸⁸. Du côté parisien, on ne se montrait pas plus disponible. Comme on avait pu le constater lorsqu'il s'était agi d'envoyer des troupes au Levant, on ne savait quelle partie du front français dégarnir pour renforcer en hommes et en matériel le front d'Orient. D'autre part, dans l'optique d'un débarquement à Istanbul ou à Salonique, il était évident qu'on trouvait infiniment plus utile de renforcer les troupes françaises dans la région, plutôt que le gouvernement turc vis-à-vis duquel la France avait déjà du sacrifier le Sandjak d'Alexandrette⁴⁸⁹.

Il n'en demeurait pas moins que la Turquie se refusait à signer un traité d'alliance tant que cette question n'avait pas été réglée. Les missions alliées à Ankara devaient donc rapidement constater qu'il était nécessaire de faire un geste envers elle, au moins pour satisfaire une partie de ses exigences financières. Sur les pressions de René Massigli, le gouvernement français avait ainsi le 9 septembre 1939 proposé à Ankara un emprunt de dix millions de Livres, ainsi qu'un crédit de deux millions en matériel de guerre, tandis

⁴⁸⁶ C'était notamment la conclusion que tirait sur la question le procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM3(39), TNA, CAB 65/1, 5/9/1939.

⁴⁸⁷ Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, p. 235.

⁴⁸⁸ Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, pp. 234 et 240.

⁴⁸⁹ Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, p. 237.

que Londres proposait pour sa part un crédit de cinq millions⁴⁹⁰. On était encore toutefois loin du compte, d'autant plus que, selon Massigli, le gouvernement turc ne cessait d'alourdir ses demandes en matériel militaire et en crédits. Selon les estimations britanniques, Ankara réclamait encore 33 millions de Livres.

On pouvait désormais se demander si la négociation allait finalement aboutir dans de telles conditions, alors qu'Ankara ne cessait d'ajouter des conditions politiques et financières à la conclusion de l'alliance. Une partie des gouvernements alliés commençait même à s'interroger sur l'opportunité de l'engagement. Lors de sa réunion du 15 septembre 1939, le Cabinet fut très réticent à accorder de tels sacrifices alors que « *c'étaient les intérêts vitaux de la Turquie plutôt que ceux du Royaume-Uni qui demandaient la conclusion du traité anglo-turc* »⁴⁹¹. Sur place cependant, Knatchbull-Hugessen et surtout Massigli demeuraient fermes dans leur raisonnement. Les demandes turques ne servaient selon eux qu'à mieux arrimer le pays aux alliés. Knatchbull-Hugessen ne les trouvait pas si déraisonnables : les Turcs, selon lui, « *avaient l'exemple de la Pologne devant eux ; aucun gouvernement ne serait aussi insensé pour entrer en guerre avec des défenses dans l'état de celles de la Turquie actuellement* »⁴⁹². Il convenait d'accepter les demandes avec bienveillance, « *compte tenu* », écrivit Massigli à Daladier le 15 septembre, « *d'une part de l'intérêt, plus grand que jamais, que semble présenter pour nous le concours militaire et politique de la Turquie et, d'autre part, de nos possibilités industrielles et financières* »⁴⁹³.

Cette pression a apparemment porté ses résultats. « *Quelques coups de téléphone aidant et après de suprêmes marchandages* » écrivit plus tard Massigli, « *la marge de désaccord se réduisait* »⁴⁹⁴. Le 23 septembre, alors que Saraçoğlu était désormais à Moscou, un accord spécial entre les trois gouvernements prévoyait pour la Turquie un crédit pour matériels de guerre de 25 millions de Livres Sterling, avec une avance de 15 millions en or. Une mission turque, dirigée à nouveau par le général Kazim Orbay, se

⁴⁹⁰ Ankara à Diplomatie n° 1560-1571, MAE, dossier Fouques-Duparc 73, 15/9/1939. René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, p. 265.

⁴⁹¹ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM16(39), TNA, CAB 65/1, 15/9/1939.

⁴⁹² Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, p. 253.

⁴⁹³ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, p. 266.

⁴⁹⁴ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, p. 267.

rendit à Londres dès le 2 octobre pour fixer une liste de matériels absolument nécessaire pour la défense des frontières européennes de la Turquie⁴⁹⁵. Orbay repartit trois semaines plus tard avec la promesse de livraisons rapides de canons anti-chars, d'artillerie de DCA et d'avions Morane et Henriot⁴⁹⁶.

Ces accords avaient une valeur tout autant financière que politique, étant donné que la bonne marche de l'alliance y était explicitement soumise. En effet, les gouvernements français et britannique reconnaissaient formellement à la Turquie le droit de ne pas remplir les obligations résultant du traité politique tant que les crédits et une partie du matériel de guerre n'auraient pas été versés. Ajoutée à la réserve soviétique, cette reconnaissance laissait à Ankara une très large marge de manœuvre et rendait l'alliance imparfaite ; une alliance cependant qui avait le mérite d'exister et de représenter un indéniable succès diplomatique pour Paris et Londres.

3.2. La signature du traité d'Ankara

Lorsque, le 17 octobre 1939, Şükrü Saraçoğlu revint à Ankara, il n'y avait donc plus de points en suspens pour la conclusion formelle de l'alliance. Un traité devant comprendre à la fois la réserve soviétique et la clause suspendant son application en attendant le règlement des questions financières ainsi qu'une convention militaire sur la base des accords de juillet 1939 pouvaient ouvrir la voie à une véritable collaboration entre la Turquie et les alliés face à l'Axe . Il n'y avait plus qu'à convier à Ankara les personnalités devant signer le traité et les protocoles annexes. C'est ce qui fut fait l'après-midi du 18 octobre, lorsque les généraux Weygand et Wavell arrivèrent à Ankara.

Le lendemain, le traité tripartite, trois protocoles annexes, un accord spécial et une convention militaire furent signés par le premier ministre Refik Saydam et le général Fevzi Çakmak pour le côté turc, René Massigli et le général Weygand pour le côté français ainsi que Hugue Knatchbull-Hugessen et le général Wavell pour le côté

⁴⁹⁵ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM32(39), TNA, CAB 65/1, 30/9/1939.

⁴⁹⁶ « Conversations anglo-franco-turques : note du secrétaire » n° MR(J)(39)35, SHD-DAT, carton 27N6-1(2), 19/10/1939.

britannique. Nous présenterons ici l'essentiel de ces accords, en séparant le traité politique en soi des protocoles additionnels et de la convention militaire⁴⁹⁷.

3.2.1. Le traité politique.

Les neuf articles du traité prévoyaient que:

- (1). La France et la Grande Bretagne fourniraient à la Turquie, si celle-ci était victime d'une agression de la part d'une puissance européenne, toute l'aide et l'assistance en leur pouvoir.
- (2). La Turquie fournirait à la France et au Royaume Uni toute l'aide et l'assistance en son pouvoir « *dans le cas d'un acte d'agression commis par une puissance européenne et conduisant dans la zone méditerranéenne à une guerre où ces deux puissances seraient impliquées* ». Les mêmes obligations incombaient à la France et au Royaume Uni si la Turquie était la puissance attaquée.
- (3). L'assistance de la Turquie serait également due à la France et au Royaume Uni dans le cas où, du fait des garanties données par elles à la Grèce et à la Roumanie, ces puissances se trouveraient engagées dans des hostilités.
- (4). Les puissances contractantes se consulteraient immédiatement si la France et le Royaume Uni se trouvaient engagés dans des hostilités avec une puissance européenne à l'extérieur de la zone méditerranéenne. En pareil cas, la Turquie observerait « *au moins une neutralité bienveillante* » à l'égard de ses partenaires.
- (5). Les puissances contractantes se consulteraient également dans tout cas de conflit provoqué par une agression de la part d'une puissance européenne.
- (6). Le traité avait un caractère purement défensif et n'était dirigé contre aucune autre puissance.
- (7). Les engagements contractés entre les trois pays étaient également des engagements bilatéraux.
- (8). Toute paix séparée était interdite en cas de conflit.

⁴⁹⁷ Nous reprenons les résumés établis dans René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, pp. 292-295, ainsi que Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, p. 220.

- (9). Le traité était valable pour une durée de quinze ans.

3.2.2. Les protocoles annexes et l'accord spécial.

Au traité étaient pleinement annexés trois protocoles secrets prévoyant que:

- Le traité serait mis en vigueur dès sa signature, sans attendre les ratifications.
- Les engagements assumés par la Turquie ne pourraient la contraindre « *à un acte ayant pour effet ou pour conséquence de l'entraîner dans un conflit armé avec l'URSS* ».
- La France et le Royaume Uni s'engageaient à coopérer activement avec la Turquie et à lui prêter toute l'aide et l'assistance en leur pouvoir « *dès le moment où une action militaire déclenchée par une puissance européenne atteindrait les frontières de la Bulgarie ou de la Grèce* ».

Enfin, un « accord spécial » énonçait les modalités du soutien matériel et financier que les alliés étaient tenus de fournir à la Turquie. Un crédit de 25 millions de Livres sterling, remboursable en vingt ans, était ouvert pour la fourniture de matériel de guerre. Une partie de ce matériel serait livrée dans des délais aussi brefs que possible, pour permettre à la Turquie de se prémunir face à une éventuelle attaque contre ses frontières européennes. D'autre part, afin d'aider l'économie turque à se désengager de l'emprise allemande, Paris et Londres octroyaient un emprunt de 15 millions de livres dont la contre-valeur en or serait remise à Ankara, et qui serait amorti en vingt ans en Livres turques à employer pour des achats de produits turcs. Surtout, l'accord prévoyait que la Turquie ne serait tenue de remplir les engagements découlant pour elle du traité qu'après la mise à disposition des matériels à livrer immédiatement ainsi que le versement de la contre-valeur de l'emprunt-or.

3.2.3. La convention militaire.

La conclusion du traité politique et des protocoles annexes ouvrit naturellement la voie à la signature de la convention militaire. Celle-ci reprit dans ses grands Axes les termes mis au point par la mission Huntziger en juillet 1939, en adaptant quelques points à la réserve soviétique, notamment en ce qui concernait les allusions à la mer noire. Les dix articles de la conventions prévoyaient que:

- (1). Les mesures militaires prévues seraient prises sans autres consultations.
- (2). En cas d'agression d'une tierce puissance conduisant à une guerre dans les Balkans, des mesures militaires seraient prises contre la Bulgarie.
- (3). En cas d'hostilité italienne, le Dodécanèse serait réduit par une opération des forces turques soutenues par les marines et les aviations alliées.
- (4). La France enverrait depuis le Levant un corps expéditionnaire à Salonique. L'état-major turc serait chargé du contact avec l'état-major grec.
- (5). La Turquie faciliterait le transport de troupes alliées à travers son territoire.
- (6). La défense du territoire roumain incomberait d'abord à l'armée roumaine, la Turquie pouvant soutenir la Roumanie par l'application des articles (2) et (5) de la convention.
- (7). La marine britannique serait chargée de garantir les communications maritimes avec la Turquie.
- (8). La France et la Grande Bretagne fourniraient la Turquie avec le matériel nécessaire aux opérations.
- (9). Les trois armées s'échangeraient leurs renseignements.
- (10). La convention militaire aurait la même durée que le traité politique⁴⁹⁸.

3.3. Victoire ou paralysie ?

La signature du traité tripartite fut naturellement saluée tant à Paris qu'à Londres. « *Depuis les sombres journées d'août* », écrivit Massigli, « *la signature du traité d'alliance était le premier succès diplomatique des alliés ; c'est sous cet angle d'abord que l'opinion internationale le considérerait* »⁴⁹⁹. Comme le montraient les cartes de la propagande française, la Turquie était désormais à inclure dans les territoires alliés, aux côtés de la Syrie et du Liban sous mandat français, ainsi que de Chypre ou Suez sous contrôle britannique. Ankara pouvait apparaître comme la maille stratégique d'une nouvelle chaîne d'alliances, capable de s'étendre vers l'Europe du sud-est et serrer un peu

⁴⁹⁸ « Convention militaire faisant suite au traité tripartite », SHD-DAT, carton 2N235-5, 19/10/1939.

⁴⁹⁹ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, p. 296.

plus l'encerclement de l'Allemagne et de ses alliés. La réalisation du front d'Orient avait franchi une étape décisive.

Il fallait cependant rester prudent et prendre les clauses du traité pour ce qu'elles étaient vraiment. La coopération avec la Turquie demeurait suspendue à deux facteurs essentiels à savoir l'assistance technique des alliés d'une part, et surtout l'évolution de la politique soviétique d'autre part. Tant que le gouvernement turc ne se considérerait pas suffisamment couvert en matériel militaire, il n'était pas tenu d'appliquer le traité. Il pouvait faire de même s'il considérait d'autre part que l'application du traité portait préjudice à l'équilibre entre les influences britannique et soviétique. De ce fait, le traité réglait ce que la Turquie ne ferait pas en cas de conflit, bien plus que ce qu'elle ferait⁵⁰⁰.

Cet état de choses montrait clairement que la solidarité d'intérêts sur laquelle se fondait le traité demeurait toujours imparfaite. Il y avait un évident problème de confiance que la cession du Sandjak d'Alexandrette n'avait pas résolu. Pour le gouvernement turc, la présence des généraux Wavell et Weygand à la tête de leurs troupes ne suffisait pas à garantir la détermination des alliés à secourir efficacement le territoire turc en cas d'agression. La confiance en la solidité des engagements français et britanniques avait pour préalable la livraison du matériel avec lequel l'armée turque pourrait pratiquement à elle seule se défendre. Il n'y avait rien de nouveau ni d'original dans cette attitude d'Ankara : le gouvernement turc avait réussi à faire accepter des exigences que le gouvernement grec tentait en vain d'imposer depuis la crise abyssinienne.

D'autre part, l'environnement géopolitique régional ne permettait pas à la Turquie de considérer que sa sécurité pouvait être garantie par une alliance exclusive avec la France et la Grande Bretagne. Par la réserve soviétique, il était clairement affirmé que la solidarité d'intérêts avec ces deux puissances ne dépassait pas la Méditerranée et à la limite les Balkans méridionaux. Pour ce qui était de la Mer Noire, Ankara entendait continuer à vivre de sa solidarité d'intérêts avec l'Union Soviétique, peut-être dans l'espoir inavoué de parvenir rapidement à concilier et équilibrer les deux.

⁵⁰⁰ Expression de l'Ambassadeur britannique à Washington, Lord Lothian, citée dans Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montréal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, p. 220.

Ainsi, l'œuvre amorcée au printemps 1939 n'avait que partiellement réussi, et s'était mal adaptée à l'instabilité géopolitique que connaissaient la Méditerranée et l'Europe orientales depuis que la guerre avait éclaté. Les imperfections de l'alliance pouvaient bien évidemment difficilement cacher le grand succès diplomatique que représentait pour les alliés la signature du traité. Elles n'en étaient pas moins des obstacles considérables à son application.

4. Que faire du succès ? Le problème de la mise en application du traité.

La signature du traité tripartite n'a pas -loin s'en fallait- véritablement ouvert à la politique française une dynamique d'action dans les Balkans et en Méditerranée orientale. En dépit de l'important impact symbolique de l'événement, les hésitations et les désaccords n'avaient que peu de raisons de disparaître. Si nul ne mettait en doute l'opportunité du traité, il fallait désormais trouver les modalités dans lesquelles la France et la Grande Bretagne pouvaient en tirer profit pour accomplir leurs buts stratégiques. Les projets de grand front d'Orient de l'été 1939 semblaient en effet dépassés : la Pologne avait disparu, l'URSS poursuivait son expansion vers les pays baltes, l'Italie n'entrait toujours pas en guerre et la Turquie se réservait le droit de ne pas honorer l'alliance si celle-ci devait la conduire à une rupture avec l'Union Soviétique. Que faire dès lors ? Attendre que les conditions d'application soient à nouveau réunies ? Tenter plutôt d'adapter l'alliance tripartite à la nouvelle donne géopolitique en Europe orientale ? C'étaient autant de dilemmes qui prolongeaient en cet automne 1939 le temps des incertitudes.

4.1. Balkans, Roumanie, mer Noire : la remise en route des projets militaires.

4.1.1. De Salonique au Danube, le mûrissement des projets d'action dans les Balkans

Pendant que les tractations diplomatiques sur le traité tripartite se poursuivaient, le général Weygand n'était pas resté inerte. D'une part, comme nous l'avons vu, le TOMO s'était progressivement renforcé en troupes et en matériel, tandis qu'un petit état-major avait pu se constituer à Beyrouth. Une nouvelle étape dans cette organisation fut franchie le 21 novembre 1939. Répondant aux demandes de renfort, le chef d'état-major de l'Aviation, le général Vuillemin, signa l'ordre général créant un

Commandement des Forces Aériennes Françaises en Orient. Placé sous l'autorité du général Jauneaud, celui-ci avait pour missions d'étudier les aviations balkaniques, instruire les pilotes au Levant et développer les bases d'aviation en vue, si possible, de la constitution d'un arsenal. Le général Jauneaud devait recevoir des ordres de Weygand en ce qui concernait les opérations, et de Vuillemin pour ce qui était des questions techniques⁵⁰¹.

Weygand s'était également soucie de se créer dans les Etats Balkaniques un réseau de collaborateurs, le plus souvent en les personnes des attachés militaires français, qui le tenaient informé de la situation militaire et se chargeaient de faire pression sur les autorités des pays auprès desquels ils étaient accrédités afin qu'elles acceptent de collaborer avec le TOMO. Dès le début du mois d'octobre, le chef du TOMO demanda et rassembla ainsi une multitude d'informations sur l'état du réseau routier et ferré entre la Yougoslavie et la Grèce⁵⁰², les infrastructures des ports de la côte macédonienne et thrace de la Grèce⁵⁰³, ou encore les concentrations de troupes à la frontière soviéto-iranienne⁵⁰⁴. Au-delà de ce canal officiel d'information et d'échanges, il est probable que le TOMO ait également eu des informateurs plus officieux dans les Balkans. En Grèce, le service gouvernemental de contre-espionnage (agissant sous le couvert d'une « Direction du Service des Etrangers ») aurait ainsi rapidement localisé et soudoyé un employé du consulat français de Salonique travaillant pour le compte de Weygand en vue d'un débarquement⁵⁰⁵.

Il y avait également la question des contacts avec le Grand Quartier Général à Vincennes. Weygand avait une correspondance directe avec le général Gamelin, mais il avait en outre désigné un officier de liaison avec le GQG en la personne du chef de Bataillon Pelaguet. Celui-ci effectua une mission à Paris pendant la dernière quinzaine d'octobre 1939 et fut reçu deux fois par le général Gamelin, les 15 et 21 octobre. A la suite de ces entretiens, il dressa à Weygand un rapport sur les intentions de l'état-major parisien, qui semblait se désintéresser désormais d'une action orientale, sans pour autant

⁵⁰¹ Journal de Marche de l'État-major du CEC des Forces Françaises de l'Orient Méditerranéen, SHD-DAT, carton 27N246, 23 et 29/11/1939.

⁵⁰² TOMO à AM Belgrade n° 430/3, SHD-DAT, carton 27N246/1, 19/10/1939.

⁵⁰³ TOMO à AM Athènes n° 334-335/W, SHD-DAT, carton 27N246/1, 25/10/1939.

⁵⁰⁴ TOMO à AM Téhéran n° 344, SHD-DAT, carton 27N246/1, 27/10/1939.

⁵⁰⁵ Papagos à Métaxas n° 3537, AYE, carton 1939/21-A/9/2, 2/11/1939.

l'exclure à plus long terme. Selon les propos du général Gamelin, il était peu probable, après le partage de la Pologne, que l'Allemagne continue sa poussée en direction de la Roumanie, mais il fallait probablement s'attendre au contraire à une offensive massive de la *Wehrmacht* sur le front occidental. « *Du point de vue militaire* » poursuivit Gamelin, « *nous avons en ce moment besoin de tous nos moyens en France* ». Le Théâtre d'Opérations de la Méditerranée Orientale devait donc plutôt rester « *en sommeil* », en attendant un éclaircissement de la situation dans la région, qui rendrait les conditions politiques favorables à une intervention : « *les influences conjuguées de la Russie de l'Allemagne, de la France et de l'Italie s'affrontent en ce moment dans les Balkans et nous ne savons pas ce qui peut en sortir* ». Cependant, Gamelin ne souhaitait pas fermer la porte aux projets de Weygand. A la fin novembre, lorsque l'Allemagne ne pourrait plus rien tenter sur le front occidental du fait des conditions météorologiques, le Grand Quartier Général pourrait envisager, sinon des opérations, au moins l'envoi de nouveaux renforts en orient⁵⁰⁶.

Il faut néanmoins constater que, au moment même où les négociations avec la Turquie aboutissaient heureusement à la signature du traité tripartite, les états-majors alliés semblaient désormais se désintéresser complètement d'une action orientale. De la fin du mois d'octobre au milieu du mois de novembre, les réunions des commandants en chef français ne se sont occupées que de l'action à prévoir en Belgique et en Hollande en cas d'attaque allemande à l'ouest⁵⁰⁷. C'est le front ouest qui fut également au centre des débats lors du Conseil Suprême Interallié qui se tint à Londres le 17 novembre 1939. Evoquée en fin de réunion sur l'initiative de Daladier (et en dépit de la réticence de Chamberlain), la question orientale fut laconiquement mentionnée dans le point cinq des résolutions dans des termes assez vagues : « *la possibilité d'une attaque allemande ne devrait pas être perdue de vue ; la question des mesures à prendre de la part des forces*

⁵⁰⁶ « Compte-rendu de communications faites par le général Gamelin à l'officier de liaison », SHD-DAT, carton 27N247/1, 24/10/1939.

⁵⁰⁷ Voir les rapports dans SHD-DAT, carton 27N5/1, 2/11, 5/11, 9/11, 13/11 et 17/11/1939.

militaires, navales et aériennes franco-britanniques dans les différentes hypothèses devra faire l'objet d'études constantes de la part des experts militaires des deux pays »⁵⁰⁸.

Weygand n'entendait cependant pas attendre les études et les experts. Aussitôt rentré d'Ankara où il avait signé le traité tripartite, il écrivit à Gamelin en lui demandant « *de prendre sans plus tarder les décisions qui s'imposent concernant la préparation politique, morale et matérielle de la défense des Balkans : (...) une action politique et diplomatique affermissant la volonté de résistance et de salut des nations balkaniques. Il faut également, quelles que puissent être les difficultés, augmenter la puissance défensive des nations balkaniques en les pourvoyant progressivement de l'aviation et du matériel moderne qu'elles réclament pour ne pas partager le sort de la Pologne* »⁵⁰⁹. Le 31 octobre, Weygand poursuivit sa pression en direction de l'état-major en écrivant au chef de Cabinet de Gamelin, le colonel Petitbon : « *nous risquons de voir ce qui devrait être le bloc balkanique s'effriter par morceaux, l'Allemagne apparaître en Méditerranée, et de perdre une occasion d'infliger à nos adversaires une usure certaine et peut-être une défaite* »⁵¹⁰. Finalement, consterné par l'inertie dont il trouvait que Paris faisait preuve, le chef du TOMO décida de se rendre lui-même en France au début du mois de décembre, afin de faire pression en faveur de ses projets⁵¹¹.

En quoi finalement ces projets consistaient-ils ? En recevant des informations depuis les Balkans, Weygand avait demandé aux deuxième et troisième bureaux de son état-major de préparer des études précises pour une expédition balkanique. Tout au long du mois de novembre, ces études avaient été expédiées à l'aide-major général pour les théâtres d'opérations extérieurs, le général Dentz. Au début du mois de décembre, Dentz avait synthétisé en un rapport ces études que Weygand avait menées avant de partir pour Paris⁵¹². Les projets de Weygand prévoyaient d'abord l'installation de deux têtes de pont. L'une serait à Salonique, couverte par quatre divisions d'infanterie et d'un périmètre entre 155 et 325 kilomètres. L'autre tête de pont était baptisée « réduit roumain » et

⁵⁰⁸ FRANÇOIS BEDARIDA, *La stratégie secrète de la drôle de guerre. Le Conseil suprême interallié, septembre 1939-avril 1940*, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques & Éditions du C.N.R.S., 1979, p. 179.

⁵⁰⁹ TOMO (Weygand) à GQG (Gamelin) n° 548, MAE, dossier Massigli 104, 26/10/1939.

⁵¹⁰ TOMO (Weygand) à GQG (Petitbon) n° 733/3, MAE, dossier Massigli 104, 31/10/1939.

⁵¹¹ Weygand à Massigli n° 603, MAE, dossier Massigli 104, 22/11/1939.

⁵¹² « Résumé des études du général Weygand concernant les opérations éventuelles dans les Balkans » n° 342, SHD-DAT, carton 27N14/1, 2/12/1939.

devait faire face à une éventuelle invasion simultanée de la Roumanie par tous ses voisins (y compris l'URSS). Vingt divisions devaient alors couvrir une zone délimitée par les Portes de Fer, les Alpes de Transylvanie, Focsani, les cours inférieur du Sereth et les bouches du Danube, tandis que le ravitaillement pouvait se faire par la Dobroudja dès lors que la Bulgarie aurait été réduite par l'action de l'armée turque.

La constitution de ces bases n'était pas une fin en soi. Celles-ci devaient servir à la constitution de « fronts *optimum* ». Celui de Roumanie devait couvrir la Transylvanie face à l'Allemagne, la Bukovine, la Moldavie et la Bessarabie face à l'URSS, ainsi que la Valachie et la Dobroudja face à la Bulgarie. Du côté grec, le front *optimum* devait couvrir la plaine liant Salonique au Danube, en se couvrant à la fois face aux menaces bulgare à l'est et italienne à l'ouest. Enfin, la participation de la Yougoslavie permettrait d'ouvrir un grand front d'une centaine de kilomètres de part et d'autre du Danube pour lancer, comme en 1918, une offensive de Belgrade à Vienne.

Quel écho des projets si ambitieux pouvaient-ils susciter au sein des hautes sphères militaires? Le débarquement à Salonique était, on le savait, une idée très chère à Weygand, qui, souvent seul contre tous, tentait de la garder constamment dans l'actualité. Nous l'avons dit, en ce mois d'octobre 1939, les réunions politiques et militaires interalliées ne lui accordaient quasiment aucune importance. Au contraire, l'idée d'une action en Roumanie était, elle, beaucoup plus répandue à la fois à Paris et à Londres, et paraissait même sur le point de dépasser le stade des études pour celui de l'exécution.

Le principal problème qui se posait aux militaires des deux pays était toujours le même. Comment éviter que, d'une façon ou d'une autre, l'Allemagne prenne le contrôle total de la production et du transport du pétrole roumain et réussisse ainsi à rendre inefficace tout blocus économique? En dépit des pressions alliées, les autorités roumaines n'étaient pas prêtes à cesser leurs livraisons au Reich ou à détruire leurs puits de pétrole en cas d'invasion allemande. Les missions venues de Paris et de Londres pour convaincre en ce sens le gouvernement roumain se trouvaient confrontées à une temporisation et un marchandage permanents, qui reflétaient en fait l'hésitation de

Bucarest à s'engager aussi loin avec les alliés⁵¹³. Pour aggraver le tout, on s'est rapidement rendu compte que les ports roumains de la mer Noire ainsi que le Danube étaient désormais empruntés par des convois de matières premières soviétiques (notamment du pétrole du Caucase) et devenaient ainsi une des principales voies de ravitaillement de l'Allemagne, donc de contournement du blocus⁵¹⁴. Si on voulait priver l'Allemagne de toutes ces ressources, il fallait donc envisager des actions visant à couper durablement le trafic sur le Danube, et ce en collaboration ou non avec les autorités roumaines, ce qui ne manquait pas de poser quelques problèmes juridiques.

En théorie, le fleuve était en effet doté depuis 1938 de deux statuts. De la mer Noire jusqu'à la ville de Galați, la Roumanie avait repris par l'accord de Sinaïa la pleine souveraineté du fleuve à l'ancienne commission européenne qui l'avait gérée pendant près d'un demi-siècle selon les règles du droit maritime international. Le reste du Danube était toujours soumis à la juridiction de la commission internationale créée en 1921, à laquelle participaient les Etats riverains et les grandes puissances européennes, mais qui avait été de plus en plus dominée par l'action diplomatique et économique du Reich, au fur et à mesure que celui-ci s'était étendu vers le sud-est. Si on voulait intervenir, il fallait néanmoins tenir compte à la fois du gouvernement de Bucarest et de la commission internationale⁵¹⁵.

Au début du mois d'octobre, cette question occupait désormais constamment les deux Ambassades alliées à Bucarest, et notamment leurs attachés navals, Brossac de Vazelhes pour la France et Despard pour la Grande Bretagne. Brossac de Vazelhes était en contact permanent avec l'amiral Darlan et le deuxième bureau des Forces Maritimes Françaises. A Londres, l'affaire était suivie par les comités gouvernementaux *Inter-Departmental Committee on River Transport* et *Danube Committee* qui rassemblaient des représentants du *Foreign Office*, du ministère de la Défense, de l'Amirauté, de l'Intelligence navale et de la Trésorerie.

⁵¹³ Il s'agit des missions Wenger et Bridgeman. V. le rapport de la mission Bridgeman « *Romania : report on oil situation* », TNA, CAB 63/104, 1/1/1940.

⁵¹⁴ Hankey à Halifax, TNA, CAB 104/185, 22/10/1939.

⁵¹⁵ Jean-Marie GAUTHEY, « La coopération internationale sur le Danube : Géopolitique de l'intégration du fleuve au continent européen » dans *Balkanologie*, Vol. X, n° 1-2, mai 2008, mis en ligne le 09 juin 2008. URL : <http://balkanologie.revues.org/index409.html>. Consulté le 30 juillet 2009, paragraphes 43-66.

Que décider dès lors? Les études se sont orientées vers l'obstruction du Danube en l'un de ses passages les plus étroits, les Portes de Fer, ou encore la frontière entre la Roumanie et la Yougoslavie. Cette obstruction pouvait se faire à l'aide de chalands chargés de ciment prélevés sur ce tiers de la flotte du Danube qui appartenait à des intérêts français et britanniques⁵¹⁶. C'était une option qui suscitait apparemment l'accord britannique sur le principe, mais pas sur les modalités et surtout le moment de son exécution. Le 17 novembre, le sous-secrétaire d'Etat délégué au *Foreign Office*, Sir Orme Sargent, informa ainsi le ministre de la Défense britannique, Lord Chatfield, que les préparations pour un blocage du Danube aux Portes de Fer étaient pratiquement achevées. « *Il n'y a plus qu'à donner le mot 'GO' pour les lancer* » poursuivait Sargent. Cependant, dès lors que tout semblait prêt, l'attaché militaire français à Bucarest pressait pour une exécution immédiate du plan en arguant que le fleuve risquait de ne pas geler pendant l'hiver, offrant à l'Allemagne de précieuses semaines de ravitaillement. Cette pression s'est toutefois heurtée à la ferme opposition de l'Ambassade britannique et du *Foreign Office* qui désiraient remettre l'opération au printemps, et poursuivre entre-temps les négociations avec le gouvernement roumain.

Sargent justifiait pleinement ce choix qui était avant tout d'ordre politique. « *La communication française* », concluait-il, « *évite le point essentiel, qui est bien sûr l'effet politique qu'une action de ce type pourrait avoir dans les Balkans* »⁵¹⁷. Les implications d'une telle action n'étaient en effet pas des moindres. Comme nous l'avons vu, les chefs d'état-major britanniques avaient prévenu qu'il était imprudent de donner à l'Allemagne le prétexte pour envahir la Roumanie qui était incapable de lui résister. D'autre part, et on ne saurait ignorer ce nouveau point, dès lors que le Danube était également emprunté par des convois transportant des marchandises soviétiques en direction de l'Allemagne, une action visant à couper le trafic fluvial aurait inévitablement des conséquences sur les relations entre les alliés et l'URSS⁵¹⁸. Ainsi, à travers l'action en Roumanie, c'était bien la perspective d'un front d'Orient contre l'armée rouge qui se profilait.

⁵¹⁶ AN Bucarest à FMF n° 11, SHD-DM, carton TTA48, 7/10/1939.

⁵¹⁷ Sargent à Chatfield, TNA, CAB 104/185, 17/11/1939.

⁵¹⁸ Un rapport de la trésorerie britannique à Halifax indiquait ainsi clairement qu'« *on pourrait difficilement dans les conditions actuelles étendre notre contrôle sur le Danube sans grave risque sur nos relations avec la Russie* ». Hankey à Halifax, TNA, CAB 104/185, 22/10/1939.

4.1.2. La tentation anti-soviétique.

Moins d'une semaine après la signature du traité d'Ankara, René Massigli écrivit au département une longue dépêche titrée « *La Turquie après les accords et la constitution d'un corps expéditionnaire au Proche-Orient* »⁵¹⁹. L'Ambassadeur énumérait les possibilités qu'offrait selon lui l'alliance nouvellement scellée, et donc les objectifs qui devaient être poursuivis par les alliés. Il s'agissait de « *préparer ce pays et les Balkans en général à l'événement qu'il importe de prévoir pour le printemps prochain, c'est-à-dire un puissant effort de l'Allemagne, conjugué ou non avec une action soviétique pour s'assurer la maîtrise économique et sans doute politique des Balkans, afin d'atteindre la Méditerranée* ». Massigli reprenait la vieille thématique qu'il n'avait cessé de développer depuis son arrivée à Ankara, celle du coup d'arrêt à apporter à l'expansion allemande vers le sud-est⁵²⁰, tenant même temps pour acquise la collusion germano-soviétique et ajoutant logiquement l'expansion soviétique à la liste des menaces. Il fallait selon lui immédiatement renforcer le blocus contre l'Allemagne en coupant toute voie de contournement de la Méditerranée comme l'Anatolie, les Détroits ou le Danube.

Les propos de Massigli ne s'arrêtaient pas là. Comme le montre la suite de la dépêche ils reprenaient directement la thématique du front de diversion du conflit en ajoutant « *la préparation politique et militaire à réaliser ne préjugant d'ailleurs pas la question de savoir si, en définitive, les gouvernements français et britannique n'auront pas la possibilité de créer eux-mêmes telle situation où ils auraient la faculté de devancer l'action allemande et qui ouvrirait à leurs armes les possibilités de manœuvre et d'action de large envergure que le front occidental leur refuse pour le moment* ». L'Ambassadeur envisageait donc la possibilité d'actions offensives à partir de la Turquie et des Balkans. Il soutenait par conséquent pleinement dans sa dépêche le projet d'un corps expéditionnaire à Salonique, et demandait que le gouvernement grec soit pressé d'accepter au moins le dépôt de matériel. En échange, tant la Grèce que les autres pays balkaniques devaient être fournis en matériel militaire.

⁵¹⁹ Ankara à Diplomatie n° 1969, MAE, dossier Allemagne 737, 23/10/1939.

⁵²⁰ Massigli écrivit d'ailleurs dans ses mémoires que c'était la conviction générale à Ankara que, faute d'une décision facile sur le front occidental, l'Allemagne tenterait un nouveau coup de force dans les Balkans cette fois-ci. René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, p. 296. Voir aussi Raphaëlle ULRICH-PIER, *René Massigli: une vie de diplomate*, Bruxelles, Peter Lang, 2006.

Ces projets n'étaient pas à proprement parler nouveaux par rapport à ceux qui avaient circulé depuis le printemps 1939 au sein de l'état-major français, et que Weygand tentait depuis Beyrouth de mettre en œuvre. Cependant, Massigli allait encore plus loin. Dès lors que pour lui l'alliance germano-soviétique était durable, il fallait prévoir des actions visant à tenir en respect également l'Union Soviétique, et notamment en mer Noire : « *des sous-marins français et anglais doivent bien pouvoir remonter les Détroits de nuit et entreprendre en Mer Noire des raids dont l'effet serait d'autant plus grand que le tonnage disponible dans une mer pratiquement fermée ne pourrait être que difficilement renouvelé* ». Le schéma était pour le moins ambitieux et surprenant. Contre qui de tels raids allaient-ils être entrepris ? Des navires allemands tentant de contourner le blocus ? Des convois ravitaillant l'Allemagne en matières premières soviétiques ? Des convois soviétiques ? Quoi qu'il en fût, Massigli envisageait une action des marines alliées dans une zone explicitement exclue des dispositions du traité tripartite. L'Ambassadeur ne pensait pas pour autant en arriver à violer le traité et les susceptibilités turques. Il considérait cependant que, face à la politique expansionniste du Kremlin qui avançait irrémédiablement vers le sud-est, les rapports entre Moscou et Ankara étaient appelés à se dégrader, et la réserve soviétique à disparaître d'elle-même. Comme il l'écrivit à Daladier le 22 octobre, en dépit de cette réserve, « *la Turquie n'en conserve pas moins sa liberté d'action en telle circonstance que ses intérêts lui commandent d'agir en conséquence* »⁵²¹.

Considérer que la Turquie allait finalement devenir une base pour tenir en respect une Union Soviétique désormais hostile revenait à redessiner complètement les projets orientaux. C'était une idée audacieuse certes, mais pas entièrement nouvelle. Elle avait progressivement fait son chemin à Paris et à Londres au fur et à mesure que les doutes s'étaient installés sur les intentions du Kremlin vis-à-vis de la Méditerranée orientale et sa connivence avec le Reich. Si l'Union Soviétique nourrissait de nouvelles ambitions en direction des Balkans, des Détroits et du Moyen Orient, il y avait désormais lieu de revoir toute la planification orientale, ne serait-ce que pour surveiller les mouvements russes. Le rôle de la Turquie, proche à la fois géographiquement et politiquement de Moscou, ne s'en trouvait que plus renforcé. Le 4 octobre 1939, alors que les nouvelles sur les

⁵²¹ Diplomatie à Ankara n° 1638-1640, MAE, dossier Fouques-Duparc 73, 22/10/1939.

entretiens de Saraçoğlu à Moscou étaient peu rassurantes, le général Gamelin avait ainsi constaté, lors d'une réunion des commandants en chef, que « *l'intérêt qui paraissait devoir surtout se porter sur Salonique, se porte maintenant sur Constantinople, pour une aide éventuelle, non plus aux pays balkaniques, mais à la Turquie* »⁵²². Le lendemain, le général Lelong, attaché militaire en Grande Bretagne, informa le ministère de la guerre que l'état-major britannique envisageait désormais la possibilité d'installer des troupes en Thrace et désirait que la France envoie deux divisions là, plutôt qu'à Salonique⁵²³.

Ainsi, pour la première fois, les Britanniques envisageaient un engagement militaire direct sur le terrain oriental, et la signature du traité tripartite renforça cette option. Lors de la séance du Cabinet du 20 octobre, Winston Churchill alla plus loin en déclarant : « *maintenant que le traité avec la Turquie a été signé, nos bateaux pourraient toujours être disponibles pour soutenir la défense de la Turquie (...). Sur l'invitation du gouvernement turc, nos navires pourraient avancer sur la Mer Noire en nombre supérieur à ceux de la flotte russe de la mer Noire. Si la convention de Montreux devait se poser en obstacle sur la voie des opérations navales en mer Noire, la mer de Marmara serait un foyer très pratique à mi-chemin. De là nos bateaux pourraient frapper soit en Méditerranée soit en Mer Noire* »⁵²⁴.

Dans ce climat changeant, les recommandations de Massigli furent donc accueillies de manière plutôt positive en France, dans l'optique d'opérations à préparer une fois que la menace d'une attaque allemande à l'ouest serait passée. Lors de la réunion des commandants en chef du 29 octobre 1939, Gamelin fit connaître son accord avec les positions exprimées dans la dépêche, tout en insistant sur le besoin de ménager l'Italie⁵²⁵. Le lendemain, Edouard Daladier demanda dans un télégramme au deuxième bureau de l'état-major de l'Armée, que les recommandations de Massigli soient pleinement suivies, à commencer par les livraisons de matériel à la Turquie⁵²⁶. D'autre part, les études que menait le général Dentz sur la constitution d'un front d'Orient au printemps s'orientèrent également vers le scénario d'une attaque contre l'Union Soviétique. Dans une de ces

⁵²² Procès-verbal de la réunion des Commandants en Chef n° 22/i, SHD-DAT, carton 27N5/1, 4/10/1939.

⁵²³ AM Londres à Guerre n° 591, SHD-DAT, carton 7N2821, 5/10/1939.

⁵²⁴ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM54(39), TNA, CAB 65/1, 20/10/1939.

⁵²⁵ Procès-verbal de la réunion des Commandants en Chef n° 34/i, SHD-DAT, carton 27N5/1, 29/10/1939.

⁵²⁶ Daladier à EMA/2 n° 5167, SHD-DAT, carton 7N3263, 30/10/1939.

notes, Dentz ajoutait aux principes d'une stratégie globale au Proche Orient l'idée de « *menacer les pétroles du Caucase (région Batoum et Bakou) et peser de ce fait sur les décisions de l'URSS et indirectement de l'Allemagne* ». Allant un peu plus loin dans sa réflexion, Dentz proposait à l'état-major d'étudier, en cas d'attaque germano-soviétique sur les Balkans, une « *contre-offensive franco-anglo-turque sur le Caucase russe* »⁵²⁷.

L'application du traité tripartite ouvrait donc des dilemmes cruciaux pour les gouvernements alliés. Avant d'être militaire, la question demeurait fondamentalement politique. Si on voulait que le traité ait quelque valeur autre que de conserver un très fragile équilibre régional, il fallait dépasser la réserve soviétique et se décider à prendre le risque d'un conflit avec l'URSS. Mais sur quels critères ce risque pouvait-il être pris ? Il fallait d'abord comprendre si Moscou avait bel et bien opté pour une stratégie d'alliance avec l'Allemagne, et donc résolument hostile aux intérêts alliés en Europe et en Méditerranée orientales. D'autre part, il appartenait aux Etats balkaniques eux-mêmes, et d'abord à la Turquie, de montrer s'ils étaient prêts à s'engager dans cette nouvelle voie.

4.2. De la ligue des neutres au syndrome de San Stefano, les hésitations balkaniques et leurs répercussions.

4.2.1. La dernière tentative pour une ligue des neutres.

Au lendemain de la signature du traité d'Ankara, le roi de Bulgarie Boris compara l'alliance turque avec un paratonnerre. Selon le souverain, l'alliance risquait d'attirer sur les Balkans la guerre, comme le paratonnerre attire systématiquement la foudre sur lui⁵²⁸. Cette métaphore hantait les responsables balkaniques qui étaient toujours très partagés. Certes, le traité tripartite rapprochait un peu d'eux la protection alliée en cas de conflit, mais sans pour autant leur en garantir l'efficacité dans le cas d'une invasion ennemie. Ainsi, les réactions officielles furent très mesurées, quelles que pouvaient être les sympathies pour la cause alliée. A Athènes, la presse présentait l'accord comme une « *nouvelle garantie de paix aux Etats balkaniques dont la seule préoccupation est de rester loin du feu et qui entretiennent d'excellentes relations avec les grandes*

⁵²⁷ AMG-TOE, « Note pour le commandement au sujet de la construction d'un front d'orient », SHD-DAT, carton 27N248/1, 16/11/1939.

⁵²⁸ Panayotis PIPINELIS, *Ιστορία της εξωτερικής πολιτικής της Ελλάδος (Histoire de la politique étrangère de la Grèce)*, Athènes, Saliveros, 1948, p. 309.

puissances »⁵²⁹. La Yougoslavie adressa quant à elle une protestation pour son implication indirecte dans les clauses du traité, même si la Légation de France à Belgrade considérait que le gouvernement en était secrètement satisfait⁵³⁰.

En fait, la politique des équilibres avait toujours ses partisans dans les Balkans. Elle continuait à se fonder sur l'intime conviction de certains cercles diplomatiques que le pacte germano-soviétique montrerait bientôt ses limites. En Turquie, la position officielle se fondait toujours sur cette hypothèse. Saraçoğlu lui-même déclara quelques jours après être rentré de Moscou à René Massigli que « *les Soviets ont une peur bleue de la guerre* » et qu'« *il n'y a pas plus d'accord sur les Balkans qu'il n'y en avait sur la Pologne* »⁵³¹. Confirmant les propos du ministre, *Cumhuriyet* ne laissait que peu de doutes: « *un moment, il sembla que le pangermanisme et la panslavisme marchaient de pair. Mais bientôt, l'extension de l'URSS vers l'Europe centrale et la fermeture d'une partie importante de la route des Balkans nous montra que l'accord des deux ennemis se réduisait au nord au partage de la Pologne et à la redistribution des rives baltes. Et cet état de choses constitua une sorte d'équilibre en Europe centrale* ». L'éditorial donnait donc une piste pour consolider ce fragile équilibre de forces dans les Balkans. « *Mais l'équilibre n'était pas complet. L'Italie, qui songeait depuis longtemps à une sorte d'espace vital, d'activité et d'intérêts dans le bassin danubien se mit à faire les efforts nécessaires afin de ne pas permettre au bouleversement qui s'était étendu jusqu'à la frontière hongroise d'aller plus loin. (...) C'est là en effet, une politique qui a pour but de compléter l'équilibre des forces, base de la paix réelle. Les Balkaniques (...) peuvent aussi s'appuyer sur elle pour organiser le bloc dont la constitution s'impose et s'imposera toujours* »⁵³².

Au moment où elle était ainsi formulée, l'idée d'un nouveau bloc balkanique n'était pas nouvelle. Elle avait été remise en route par le gouvernement roumain qui demeurait constamment obstiné par le risque d'une attaque allemande qui serait

⁵²⁹ Athènes à Diplomatie n° 266, MAE, dossier Allemagne 736, 23/10/1939.

⁵³⁰ Belgrade à Diplomatie n° 778-780 du 20/10/1939, repris dans Diplomatie à Athènes n° 556-558, MAE, dossier Allemagne 736, 23/10/1939.

⁵³¹ AM Ankara à Guerre n° 81, SHD-DAT, carton 7N3227, 27/10/1939.

⁵³² « Le bloc balkanique » dans *La République*, 27/10/1939.

provoquée par ses sympathies pro-alliées⁵³³. Grégoire Gafenco avait donc conçu à la fin du mois d'octobre un nouveau projet de ligue des neutres comprenant cette fois-ci les quatre Etats de l'Entente Balkanique, la Bulgarie, la Hongrie et l'Italie. Les sept pays s'engageraient à rester neutres dans le conflit, signeraient entre eux un pacte de non-agression, afficheraient une neutralité bienveillante si l'un d'entre eux était attaqué par une puissance externe et développeraient leurs contacts politiques et économiques. Ce nouveau projet tentait d'adapter la vieille idée de Gafenco aux nouvelles conditions créées après le 19 octobre. Puisque l'alliance entre la Turquie et les alliés était désormais un fait accompli, le principe n'était plus tant d'éloigner les différentes influences politiques étrangères, mais au contraire de les équilibrer entre elles, en faisant adhérer à la ligue autant de membres proches des alliés que de membres proches de l'Axe. A la neutralité bienveillante aux alliés qu'affichait désormais Ankara pouvait répondre la proximité politique de l'Italie non-belligérante vis-à-vis de l'Allemagne. La Grèce, la Roumanie, la Hongrie et la Bulgarie offraient un parfait gradient de sympathies entre l'Axe et les alliés dont les influences pouvaient dès lors se contrebalancer⁵³⁴. Enfin -et là était peut-être l'objectif inavoué du projet- Gafenco avait probablement jugé qu'il était possible le moment échéant d'unir tous ces acteurs -et notamment l'Italie et la Turquie- dans une lutte commune face à l'Union Soviétique et plus généralement au communisme.

Ce second projet roumain circula à nouveau dans les capitales balkaniques, et fut porté par Saraçoğlu à la connaissance des gouvernements français et britannique, qui naturellement y réagirent très différemment. Le problème politique qui se posait à eux était toujours le même : leur stratégie visait-elle à maintenir tant bien que mal le *statu quo* balkanique et garder la région hors du conflit, ou à prendre dès que possible l'initiative face au danger d'une attaque allemande ou germano-soviétique ? Du côté britannique, le *Foreign Office* avait répondu à ce dilemme, sa priorité essentielle étant de maintenir les Balkans en-dehors du conflit et poursuivre le rapprochement avec l'Italie. Par conséquent

⁵³³ Pour reprendre les termes d'Adrien Thierry, « à mesure que s'affirme le sentiment que, devant la persistance de la menace germano-russe, les petits Etats de cette région de l'Europe sont, en fait, isolés et ne peuvent espérer d'aide efficace de la part des grandes puissances, l'idée d'un tel groupement provoque dans l'opinion roumaine un intérêt de plus en plus marqué ». Bucarest à Diplomatie n° 709, MAE, dossier Balkans 21, 16/10/1939.

⁵³⁴ Frank MARZARI, « Projects for an Italian-led Balkan bloc of Neutrals » dans *The Historical Journal*, vol. XIII, n°4, Londres, 1970, pp. 767-788.

le Cabinet britannique du 26 octobre, décida de soutenir le projet et de faire pression sur la France pour qu'elle l'accepte aussi⁵³⁵. Deux jours plus tard, l'Ambassade britannique à Paris fit donc connaître cette approbation au gouvernement français, en lui demandant de ne pas s'opposer à l'égide italienne sur la nouvelle entente. « *Il semble* », précisait l'aide-mémoire de l'Ambassade, « *que l'Italie soit anxieuse d'éviter l'extension de la guerre dans cette région (...). De plus des informations reçues de divers côtés par le gouvernement britannique semblent indiquer que les Etats balkaniques se trouvent actuellement en état d'être influencés et qu'il est important de saisir ce moment psychologique* »⁵³⁶.

Du côté français, il y avait certes quelques tentations, largement entretenues par l'Ambassadeur à Rome André François-Poncet, pour éloigner l'Italie de l'Allemagne en collaborant avec elle dans les Balkans. Néanmoins, tel qu'il était estimé par François-Poncet, le prix à payer semblait élevé. « *L'Italie* », devait écrire ce dernier au lendemain du traité d'Ankara, « *souhaite le maintien de la paix dans la péninsule balkanique. Mais, ajoute-t-on, le gouvernement fasciste n'entend pas, pour autant, travailler à la consolidation du statu quo balkanique, qu'il importe au contraire, selon lui, de réviser, au moins dans une certaine mesure. On voudrait que la Turquie s'associât jusqu'à un certain point à la politique de révisionnisme modéré préconisé par le gouvernement de Rome. (...) Du même coup, l'Italie se trouverait rapprochée de la France et de la Grande Bretagne* »⁵³⁷. Cautionner le révisionnisme dans les Balkans paraissait être un sacrifice trop lourd et trop risqué pour le Quai d'Orsay. C'était en ce sens que le ministère répondit le premier novembre à l'Ambassade britannique : « *au regard des intérêts français et anglais, la neutralité balkanique paraît d'ores et déjà établie sur des bases suffisamment solides et satisfaisantes puisque nous sommes assurés qu'aucun de ces Etats, la Bulgarie y compris, ne prendra l'initiative de la rompre à notre détriment, et que la place prépondérante occupée par la Turquie au sein de l'Entente Balkanique proprement dite nous garantit l'orientation la plus favorable possible à nos intérêts de ce groupement. Il y aurait les plus graves inconvénients à laisser le gouvernement italien*

⁵³⁵ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM61(39), TNA, CAB 65/1, 26/10/1939.

⁵³⁶ Aide-mémoire de l'Ambassade britannique à Paris n° 161/1635/39, MAE, dossier Balkans 21, 28/10/1939.

⁵³⁷ Rome à Diplomatie n° 533, MAE, dossier Italie 276, 23/10/1939.

retirer l'impression que la France et l'Angleterre favorisent immédiatement la constitution sous son égide d'un bloc de neutralité balkanique. Ni la Turquie n'accepterait l'idée d'un bloc balkanique dominé par l'Italie, ni la Grèce que nous avons garantie contre les visées que l'on pourrait prêter à cette dernière, ne comprendrait que nous favorisons un regroupement de la communauté balkanique sous l'égide italienne »⁵³⁸. Cette réponse rejoignait largement les vues de René Massigli qui depuis Ankara s'était opposé vivement au projet, arguant que rien dans celui-ci n'obligeait réellement l'Italie à respecter le *statu quo* balkanique⁵³⁹.

L'absence de soutien français pouvait désormais porter un coup sérieux au projet balkanique. Liée contractuellement à Paris, Ankara pouvait difficilement ignorer sa réticence, et il était de toutes façons douteux que les dirigeants turcs aient pu accepter de la sorte une égide italienne sur l'Entente Balkanique. Dès lors, le gouvernement grec, qui avait attendu la position turque pour s'exprimer à son tour, fut tout aussi réticent à cautionner un projet qui, selon le ministre adjoint aux Affaires étrangères Nicolas Mavroudis, « *pour s'assurer le soutien de l'Italie, songe à lui donner dans les Balkans un titre juridique dont elle pourra se réclamer pour s'ingérer dans leurs affaires* »⁵⁴⁰. Ainsi, le 15 novembre 1939, Adrien Thierry informa le Quai d'Orsay que Gafenco avait suspendu ses consultations sur la ligue des neutres « *devant les réactions provoquées dans les différentes capitales par son projet* »⁵⁴¹.

Les réticences françaises n'étaient cependant pas le seul facteur qui éloigna les capitales balkaniques du projet roumain. Au-delà des espérances et des illusions, le maintien de l'équilibre des puissances dans les Balkans paraissait de plus en plus difficile à garantir. Ce qui était en cause, c'était surtout ce qui paraissait comme une ingérence de plus en plus inquiétante de Moscou dans les affaires balkaniques, et avant tout dans les affaires bulgares.

⁵³⁸ Réponse à l'aide-mémoire de l'Ambassade britannique, MAE, dossier Balkans 21, 1/11/1939.

⁵³⁹ Pour Massigli en effet « *si le bloc était lié par des engagements d'assistance mutuelle contre l'agression d'une autre puissance, la participation italienne pourrait être d'une grande valeur. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Au cas où la guerre s'étendait aux Balkans, rien n'assure que finalement l'Italie se trouverait dans le même camp que la Turquie* ». Ankara à Diplomatie n° 2073-2079, MAE, dossier Fouques-Duparc 16, 2/11/1939.

⁵⁴⁰ Athènes à Diplomatie n° 281-283, MAE, dossier Balkans 21, 2/11/1939.

⁵⁴¹ Bucarest à Diplomatie n° 1408, MAE, dossier Balkans 21, 15/11/1939.

4.2.2. Vers le syndrome de San Stefano : l'énigme des relations soviéto-bulgares.

Il faut ici revenir sur l'apparente assurance de certains dirigeants balkaniques, et notamment turcs, au sujet de la politique soviétique. Si l'idée d'une collusion généralisée entre Moscou et Berlin paraissait toujours peu probable, on n'excluait plus le cas d'une collusion de circonstances dans laquelle l'Union Soviétique profiterait de l'instabilité régionale pour asseoir son influence sur les Balkans. René Massigli avait certainement pu remarquer cette ambivalence lorsque, le 23 octobre, Saraçoğlu était venu en apparence le rassurer sur les intentions soviétiques. Après avoir formellement nié l'existence de tout accord germano-soviétique, le ministre turc, selon Massigli, *« n'exclut aucunement l'hypothèse au printemps d'une poussée allemande vers le sud-est, et il exprime l'opinion que si la Yougoslavie s'effondre, les Soviets ne manqueront pas d'intervenir pour s'assurer une zone d'influence. Les Soviets n'ont rien abandonné de leurs aspirations sur les Détroits et les Balkans mais ils ne comptent les faire aboutir qu'en exploitant la situation du moment »*⁵⁴². Ainsi, pour la première fois, un responsable turc affichait aussi ouvertement que possible des craintes vis-à-vis de la politique soviétique. De fait, on se demandait de plus en plus dans les Balkans s'il n'y avait pas lieu de considérer l'Union Soviétique comme un ennemi potentiel, qu'il fut collaborateur officiel ou de circonstances de l'Allemagne. En Turquie, le colonel Evangélos Apokoritis qui était l'attaché militaire grec, considérait depuis la visite mouvementée de Saraçoğlu à Moscou qu'en dépit de la sérénité officielle vis-à-vis de la politique soviétique, *« une très grave différence de conceptions était latente parmi les dirigeants »*⁵⁴³. Le double propos de Saraçoğlu à Massigli n'aurait alors été que l'expression de cette différence.

Cette crainte latente n'était pas exclusivement fondée sur une peur générale du communisme et des ambitions russes vers les mers chaudes. Elle s'appuyait également sur des éléments qui paraissaient plus concrets, et que Saraçoğlu avait clairement exposés à Massigli lors de leur rencontre : *« le ministre soupçonne l'URSS de chercher à s'assurer le concours bulgare pour appuyer sa politique balkanique et par la même rendre la Turquie plus souple à son égard »*⁵⁴⁴. Il n'y avait que la Turquie à soupçonner

⁵⁴² AM Ankara à Guerre n° 81, SHD-DAT, carton 7N3227, 27/10/1939.

⁵⁴³ AKAM Ankara à GES n° 276, AYE, dossier 1939/1-A/1, 5/10/1939.

⁵⁴⁴ Ankara à Diplomatie n° 1978-1980, MAE, dossier Fouques-Duparc 17, 24/10/1939.

la Bulgarie d'agir désormais pour le compte soviétique. Le général Métaxas lui-même avait adopté une position analogue lors d'un de ses entretiens avec le ministre de France à Athènes, Gaston Maugras. De même que Saraçoğlu, Métaxas n'acceptait pas l'idée d'une collusion généralisée entre Berlin et Moscou, surtout en ce qui concernait les Balkans et la Méditerranée : « *les Détroits ne sont pas comme la Pologne une proie qu'on puisse partager* », selon le dictateur grec. Cependant, le tableau n'était pas à ses yeux aussi clair qu'il n'y paraissait. L'Union Soviétique pouvait avancer ses pions dans les Balkans sous couvert de l'Allemagne avec laquelle elle semblait liée, selon Métaxas, « *par un mélange de complicités et de rivalités* ». Dès lors, le premier ministre craignait lui aussi une éventuelle mainmise soviétique sur la Bulgarie : « *là le roi et le premier ministre sont des gens raisonnables, mais le Slavisme et le Communisme exercent une grande attraction sur les masses, et de Sofia pourraient bien venir un jour ou l'autre pour les Balkans des surprises désagréables* »⁵⁴⁵.

Qu'en était-il vraiment ? La Bulgarie était dans une position diplomatique assez spéciale. Elle ne désirait pas seulement, comme ses voisins, se maintenir hors du conflit, mais espérait constamment profiter de la situation géopolitique pour satisfaire autant que possible ses revendications territoriales qui visaient *grosso modo* à la rétablir dans ses frontières de 1913. En théorie, l'Entente Balkanique était censée à elle seule prémunir ses quatre voisins contre une éventuelle attaque qu'elle lancerait contre eux. Cette entente était cependant, comme nous l'avons vu, pratiquement inopérante dans le cas où une attaque bulgare se faisait sous le couvert d'une grande puissance qui désirerait s'immiscer dans les affaires balkaniques. Il fallait dans ce cas absolument demander l'aide militaire si ce n'était l'intervention des alliés. C'était d'ailleurs la raison pour laquelle l'état-major turc avait constamment placé la question bulgare à l'ordre du jour de ses entretiens avec les Français et les Britanniques. D'autre part, on se souvient que l'affaire de la résistance à une attaque bulgare avait été la seule question franchement posée par le colonel Dovas lors de ses entretiens avec le général Weygand.

Depuis le début du conflit, la peur de cette collusion entre la Bulgarie et l'Axe était si forte que Bucarest et Belgrade étaient à moitié prêtes à faire quelques concessions

⁵⁴⁵ « Entretien avec Monsieur Métaxas », document incomplet sans signature, MAE, dossier Papiers 40 - Hoppenot 2, sans date.

territoriales pour s'assurer de la neutralité du gouvernement de Sofia dans le conflit. Les capitales balkaniques n'en étaient pas moins à la recherche de signes révélateurs d'une éventuelle instrumentalisation de la Bulgarie par les grandes puissances révisionnistes. Au début du mois de septembre, les diplomates français rapportaient au Quai d'Orsay que les inquiétudes de leurs homologues balkaniques allaient vers une éventuelle attaque allemande ou italienne à laquelle se joindrait l'armée bulgare⁵⁴⁶. Ces inquiétudes semblaient cependant infondées à court terme. Après la défaite de la Pologne, l'Allemagne ne paraissait pas désireuse de lancer une offensive balkanique, tandis que l'Italie s'engageait dans une politique de détente régionale, en plein débat sur la ligue des neutres⁵⁴⁷.

Au moment où la Pologne était partagée entre Berlin et Moscou, c'était cependant une nouvelle inquiétude qui se profilait. Les entretiens de Saraçoğlu au Kremlin avaient montré que la politique soviétique devenait incontestablement beaucoup plus active dans les Balkans. En Bulgarie même, l'opinion publique s'attendait désormais, pour reprendre les termes du ministre de France à Sofia Olivier Ristelhueber, « *que la satisfaction de ses revendications nationales serait réalisée grâce à la protection de l'URSS et peut-être du Reich* »⁵⁴⁸. Cette impression, qui n'avait bien sûr pas échappé aux gouvernements de l'Entente Balkanique, lançait désormais l'hypothèse d'une prise en main de la Bulgarie par l'URSS. Elle était constamment alimentée par des rumeurs supposées ou réelles faisant état de pressions accrues du Kremlin sur le gouvernement bulgare, souvent entretenues par les diplomates bulgares eux-mêmes. André François-Poncet s'empressa ainsi de rapporter les propos que tenait constamment à ses collègues son homologue bulgare Pomanoff, en vertu desquelles l'influence communiste ne cessait de se développer en Bulgarie, en puisant dans le terreau de l'irrédentisme. Pour Pomanoff, après avoir eu un « *Tsar libérateur* », son pays risquait fort de se retrouver avec un « *Staline libérateur* »⁵⁴⁹. Les rumeurs faisaient généralement état d'une collaboration accrue entre les deux pays dans le domaine militaire. Dans son rapport sur

⁵⁴⁶ Par exemple Belgrade à Diplomatie n° 630-631 du 11/9/1939, repris dans Diplomatie à Athènes n° 346-347, MAE, dossier Bulgarie 135, 12/9/1939.

⁵⁴⁷ C'était par exemple la position qu'exprima à Athènes Nicolas Mavroudis à Gaston Maugras. Athènes à Diplomatie n° 198-199, MAE, dossier Bulgarie 135, 13/9/1939.

⁵⁴⁸ Sofia à Diplomatie n° 223, MAE, dossier Bulgarie 135, 3/10/1939.

⁵⁴⁹ Rome à Diplomatie n° 4798, MAE, dossier Bulgarie 135, 8/11/1939.

le mois de novembre 1939, le service du contre-espionnage grec faisait état d'importantes livraisons de matériel militaire soviétique à la Bulgarie, ainsi que de pressions certaines du Kremlin sur la politique étrangère du gouvernement bulgare. De fait, l'influence soviétique semblait désormais sur le point de concurrencer sérieusement l'influence allemande⁵⁵⁰, et on pouvait désormais craindre une ouverture du pays aux forces armées soviétiques. C'était, ne l'oublions pas, un scénario qui venait de se jouer dans les pays baltes que l'URSS avait pratiquement annexés au début du mois d'octobre en leur imposant la signature de traités d'assistance mutuelle⁵⁵¹.

Cette nouvelle inquiétude pouvait être suffisante pour influencer de manière décisive la politique étrangère des pays balkaniques. Une Bulgarie qui fonctionnerait comme un bras balkanique de l'Union Soviétique romprait bien entendu tout espoir de maintenir l'équilibre des puissances dans les Balkans et rendait désormais très probable la possibilité d'une descente soviétique (ou germano-soviétique) sur la péninsule. L'éventualité d'une répétition du scénario de 1877, c'est-à-dire de la constitution d'une grande Bulgarie inféodée à la Russie, véritable cauchemar avorté des autres pays balkaniques, refaisait soudainement surface. Les rumeurs sur la montée de l'influence russe et communiste à Sofia étaient sans doute renforcées par ce qu'on pourrait appeler un « syndrome de San Stefano »⁵⁵².

Que faire dès lors pour éviter ce scénario catastrophe? La voie des concessions territoriales spontanées à la Bulgarie en échange de sa neutralité avait pratiquement échoué en novembre 1939 et il fallait désormais ouvertement prévoir la façon dont on pouvait résister à cette éventuelle offensive combinée. Lors de son entretien avec Maugras, Métaxas avait préconisé une résistance commune avec la Grèce et la Turquie, ainsi que des contacts avec la France et la Grande Bretagne. C'était le moyen d'aboutir à

⁵⁵⁰ DYA (Service de renseignements du gouvernement grec) à YPEX n° 17, AYE, dossier 1939/1-A/1, 8/12/1939.

⁵⁵¹ Jean-Baptiste DUROSELLE, *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, 12ème édition revue par André Kaspi, Paris, Armand Colin, 2001, p. 260.

⁵⁵² Cette suspicion à l'égard d'une Bulgarie qui ne serait que l'instrument du panslavisme dans les Balkans apparaît par exemple clairement dans les mémoires de Panayotis Pipinélis qui était à l'époque ambassadeur de Grèce à Sofia : « *Du fait de sa position géographique et stratégique, la Bulgarie a constitué depuis sa création l'avant-poste idéal pour la pression politique en provenance de la masse continentale européenne –qu'elle fût allemande ou slave- vers les mers chaudes et les positions stratégiques du Sud* ». Panayotis PIPINELIS, *Ιστορία της εξωτερικής πολιτικής της Ελλάδος* (*Histoire de la politique étrangère de la Grèce*), Athènes, Saliveros, 1948, p. 90.

une entente « *qui permette le cas échéant aux forces de défense d'entrer immédiatement en jeu et d'agir efficacement* »⁵⁵³. Depuis que le conflit avait éclaté, c'était la première fois que le premier ministre grec envisageait, vaguement mais ouvertement, la possibilité d'une action militaire commune entre forces balkaniques et alliées. Du côté turc, le secrétaire général du ministère des Affaires Étrangères Numan Menemencioğlu, connu pour sa prudence extrême, profita de sa visite à Paris pour envisager également la possibilité de mesures militaires face à l'expansionnisme soviétique. Comme il le déclara le 25 novembre, alors qu'il était en visite à Paris, à Alexis Léger, « *pour maintenir les Russes dans la peur effective d'un conflit général, il importe de procéder à l'organisation d'un front de Thrace* »⁵⁵⁴.

Les politiques des deux pays ne faisaient que suivre les militaires qui avaient bien avant eux commencé à presser pour que la collaboration militaire entre leurs pays et les alliés fût approfondie, en couvrant également le cas d'un conflit avec l'Union Soviétique. Lors des entretiens qui ont suivi la signature du traité d'Ankara, Massigli constata (non sans satisfaction) qu'« *en dépit de la réserve russe jointe au Traité, le Maréchal Çakmak s'est déclaré d'accord pour que les études auxquelles les états-majors vont se livrer en commun envisagent l'hypothèse d'une action russe dans les Balkans ou ailleurs* »⁵⁵⁵. Du côté grec, le général Papagos paraissait aussi plus intéressé par la perspective de la collaboration militaire avec la France. A la mi-novembre, il rencontra l'attaché militaire français et accepta de discuter l'idée du débarquement d'un corps expéditionnaire à Salonique, demandant cependant qu'une action diplomatique convainque également le général Métaxas l'utilité de l'opération⁵⁵⁶. De même, l'état-major yougoslave donna à l'attaché militaire français, le général Merson, des signes encourageants en vue d'une collaboration devant être mise en place au printemps. Le 25 novembre, le chef d'état-major de l'armée yougoslave, le général Simović, déclara même à l'attaché militaire que

⁵⁵³ « Entretien avec Monsieur Métaxas », document incomplet sans signature, MAE, dossier Papiers 40 - Hoppenot 2, sans date.

⁵⁵⁴ Note d'audience entre Alexis Léger et Numan Menemencioğlu du 25/11, MAE, dossier Papiers 40-Hoppenot 2, 27/11/1939.

⁵⁵⁵ Ankara à Diplomatie n° 1942-1943, MAE, dossier Fouques-Duparc 71, 21/10/1939.

⁵⁵⁶ GQG (Gamelin) à Guerre (Daladier) n° 280 AMG/TOE, SHD-DAT, carton 5N580/7, 18/11/1939. Le 28 novembre, Daladier donna son accord à une démarche diplomatique franco-britannique auprès de Métaxas et demanda à ce que le *Foreign Office* soit sondé sur ce point. Guerre (Daladier) à GQG (Gamelin) n° 5766, SHD-DAT, carton 5N580/7, 28/11/1939.

cette collaboration pouvait aboutir à un débarquement en Adriatique, « *suivi d'une action offensive en direction du nord-est* ». Pour reprendre les termes de Merson dans son rapport de fin de mission, depuis le premier novembre « *la Yougoslavie avançait vers la collaboration militaire avec la France* »⁵⁵⁷.

L'hésitation franco-britannique sur les opérations orientales se doublait ainsi d'une hésitation balkanique. Au souci de maintenir les équilibres régionaux venait en effet se superposer une nouvelle conception en vertu de laquelle le maintien de ces équilibres était désormais impossible du fait de l'action soviétique. La collaboration avec les alliés devenait-elle donc la seule voie possible ? C'était considérer qu'il n'y avait qu'une inconnue à l'équation. Il fallait aussi que les alliés puissent dépasser eux-mêmes leurs interrogations et se décider à prendre le risque d'un conflit avec l'Union Soviétique. Cette situation complexe apparut au grand jour lorsqu'il s'est agi de répondre à la démarche roumaine sur l'extension de la garantie franco-britannique.

4.2.3. Les alliés et l'intenable dilemme de l'assistance à la Roumanie.

On se souvient qu'à la fin septembre, inquiet face à l'expansionnisme soviétique, Bucarest avait demandé aux gouvernements français et britannique si leur garantie était valable également en cas d'attaque de l'Armée rouge. Les deux gouvernements n'excluaient évidemment pas une attaque soviétique vers la Bessarabie : bien au contraire, les informations qu'ils recevaient de leurs postes diplomatiques leur faisaient craindre une telle probabilité à brève échéance⁵⁵⁸. L'assistance à la Roumanie dans ce cas était cependant une affaire très complexe. Elle présupposait d'une part que Paris et Londres soient prêts à s'engager dans un conflit armé avec l'URSS. D'autre part cette assistance était impossible si la Turquie n'ouvrait pas -en tenant compte de la convention de Montreux- aux marines alliées les Détroits dont le passage était nécessaire pour atteindre la mer noire et la côte roumaine. En examinant ces deux points, le Cabinet britannique avait décidé dès le 29 septembre qu'il n'était pas prêt à prendre le risque d'une guerre avec l'Union Soviétique en assistant la Roumanie. Comme l'affirma

⁵⁵⁷ Rapport du Général Merson sur sa mission en Yougoslavie, SHD-DAT, carton 27N247/6, mars 1941.

⁵⁵⁸ Au début octobre, l'Ambassade de France à Moscou avait par exemple fait remarquer une campagne de presse, laissant prévoir « *une action nouvelle de la part du gouvernement de Moscou et la reprise des revendications sur la Bessarabie* ». Moscou à Diplomatie n° 1244-1246, MAE, dossier Roumanie 200, 12/10/1939.

Halifax, « *si l'URSS devait envahir la Bessarabie, il n'y aurait pas de raison plus importante pour nous de déclarer la guerre qu'il n'y en avait quand elle avait envahi la Pologne, alors qu'il y avait beaucoup de désavantages si nous adoptions une telle position* ». Halifax supposait, sur la base d'une conversation qu'il avait eue avec Corbin, que « *le gouvernement français adopterait le même point de vue* »⁵⁵⁹.

Là encore cependant, les esprits devaient évoluer et devenir plus flexibles au gré des nouvelles en provenance de Moscou, et surtout après la signature du traité tripartite. A Ankara, Massigli tentait ouvertement de désengager autant que possible la Turquie de la réserve soviétique. Lorsque, le 26 octobre, l'Ambassadeur soviétique à Ankara Terentieff demanda et reçut du gouvernement turc l'assurance que celui-ci, en cas de guerre soviéto-roumaine, appliquerait à la lettre la convention de Montreux⁵⁶⁰, Massigli s'empressa de mettre en garde le chef de la diplomatie turque : « *j'ai dit à Monsieur Saraçoğlu que la question qui lui était posée faisait apparaître des desseins extrêmement suspects. Il était donc de la plus grande importance que, quel que fût son souci de ne pas provoquer Moscou, le gouvernement turc ne donnât à aucun degré l'impression qu'il pourrait éventuellement donner au protocole n°3 l'interprétation maxima que les Soviets souhaiteraient puisqu'elle leur permettrait d'espérer que l'accès à la Mer Noire serait fermée aux Franco-britanniques* »⁵⁶¹.

Même si tous les diplomates français et britanniques ne partageaient pas la motivation de Massigli, force était de constater qu'au cours du mois de novembre 1939, l'idée d'un rejet pur et simple des demandes roumaines avait cédé la place à l'incertitude. Alors que la réponse officielle des deux gouvernements se faisait toujours attendre plusieurs personnalités diplomatiques dont Coulondre à Paris, François-Poncet à Rome, le secrétaire général du *Foreign Office* Alexander Cadogan à Londres, ainsi que Saraçoğlu à Ankara avaient assuré les diplomates roumains qu'en cas d'agression soviétique les flottes française et britannique traverseraient les Détroits pour secourir la

⁵⁵⁹ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM31(39), TNA, CAB 65/1, 29/9/1939.

⁵⁶⁰ Plus précisément, le gouvernement turc répondit positivement à la question suivante du gouvernement soviétique (qui était visiblement au courant des tractations entre la Roumanie et les alliés) : « *si l'URSS était en guerre avec la Roumanie, comment la Turquie appliquerait-elle la Convention des Détroits ?* ». Ankara à Diplomatie n° 1997-2001, MAE, dossier Fouques-Duparc 60, 26/10/1939.

⁵⁶¹ Ankara à Diplomatie n° 2002-2004, MAE, dossier Fouques-Duparc 60, 26/10/1939.

Roumanie⁵⁶². Halifax lui-même qui avait été si rigide pour rejeter la demande roumaine était en position de plus en plus difficile pour maintenir son point de vue face aux Roumains.

C'est ce qui ressort à la lecture des notes manuscrites conservées au Quai d'Orsay et faisant état d'un entretien que Halifax eut le 12 novembre avec le ministre de Roumanie, Virgil Tilea⁵⁶³. Celui-ci avertit que si la garantie n'était pas étendue à une attaque contre l'Union Soviétique, Bucarest se tournerait vers l'Allemagne et accepterait de lui livrer près de quatre mille tonnes et demi de pétrole par an. D'autre part, le gouvernement roumain s'était d'ores et déjà tourné vers Rome et « *si le gouvernement britannique acceptait la suggestion qui lui était faite aujourd'hui, il partagerait dans les Balkans le bénéfice de la situation que va s'assurer à l'Italie* ». Halifax ne pouvait prendre le risque d'accepter les demandes de son interlocuteur, mais son argumentation devenait plus chancelante : « *le gouvernement britannique, sans posséder d'informations précises, considérerait une avance russe comme plus probable qu'une avance allemande ; mais les Russes eux-mêmes hésiteraient peut-être à augmenter les difficultés qu'ils éprouvent actuellement* ». Tilea lui répondit qu'il ne faisait plus de doute qu'il existait un accord germano-soviétique « *soit pour provoquer la conclusion d'un accord germano-roumain, soit pour établir en Roumanie des sphères d'influence* », et que « *la Russie se contenterait de chercher à éloigner l'Allemagne du Danube et lui abandonnerait les -mot clé pour la stratégie britannique- pétroles* ». Halifax changea alors d'argumentation : l'assistance britannique était de fait soumise à la position turque et aux troupes disponibles dans la région, à quoi Tilea répondit qu'« *il suffirait d'un léger encouragement anglais pour amener le gouvernement d'Ankara à offrir à Bucarest un pacte d'assistance mutuelle contre les Soviets* ». Quant aux troupes disponibles, le ministre roumain pensait pouvoir compter avec les deux millions et demi d'hommes de l'armée roumaine, les troupes britanniques d'Égypte, l'armée Weygand ainsi qu'un renfort turc de cinq cent mille hommes. Enfin Halifax posa le problème d'une Italie

⁵⁶² C'était du moins la version que Gafenco présenta aux Ambassadeurs de France et de Grande Bretagne à Bucarest. Bucarest à Diplomatie n° 1349-1353, repris dans Diplomatie à Londres n° 2861-2865, MAE, dossier Roumanie 181, 5/11/1939.

⁵⁶³ « Résumé d'une conversation entre Lord Halifax et le ministre de Roumanie à Londres », MAE, dossier Roumanie 181, 12/11/1939.

hostile, qui gênerait les transports en Méditerranée. Tilea reprit à son compte l'argument en répondant que l'assistance à la Roumanie représentait « *une occasion merveilleuse de décider l'Italie à se prononcer contre la Russie* », c'est-à-dire d'attirer pour de bon l'Italie dans le camp allié.

Face à l'attitude britannique, l'Ambassade de France à Londres était à la recherche d'une solution permettant à la fois de ne pas s'engager dans la voie de Bucarest, sans pour autant fermer la porte aux demandes roumaines. Dès le 8 novembre, Charles Corbin avait proposé un communiqué commun des deux gouvernements demandant à la Roumanie de sonder d'abord la Turquie sur son attitude éventuelle en cas d'invasion soviétique. Au-delà de cette réserve, au demeurant capitale, Corbin avait clarifié plus informellement à Tilea que « *les déclarations du 16 avril peuvent s'appliquer à l'URSS comme à toute autre puissance qui attaquerait la Roumanie* »⁵⁶⁴. Même s'il ne voulait pas couper le dialogue avec le gouvernement de Bucarest, Halifax n'était cependant pas disposé à aller aussi loin. Une démarche roumaine à la Turquie était trop risquée. Si Ankara répondait négativement aux Roumains en s'appuyant sur la réserve soviétique, les relations entre la Turquie et les alliés seraient inévitablement troublées par ce refus. Si au contraire le gouvernement turc acceptait la démarche roumaine et ouvrait des consultations dans l'optique d'un conflit avec l'URSS, il risquait de provoquer immédiatement l'hostilité ouverte du Kremlin vis-à-vis de Paris et de Londres.

Dans cette situation extrêmement alambiquée, le *Foreign Office* imagina une échappatoire, en proposant que les contacts avec le côté roumain gardent un caractère officieux et non officiel. « *Il serait préférable* » écrivit Cadogan à Corbin, « *que le gouvernement roumain ne nous demande pas officiellement ce que nous ferions dans l'éventualité d'une invasion russe de la Bessarabie, étant donné que notre réponse serait très vraisemblablement négative* »⁵⁶⁵. C'était toute l'hésitation sur la donne en Europe orientale qui transparaissait à travers cette non-réponse. Il était évident que, tel qu'il avait été finalement rédigé, le traité tripartite condamnait à l'immobilisme. Il ne garantissait pas l'alliance turque, pas plus qu'il n'assurait les Etats balkaniques -et notamment la

⁵⁶⁴ Londres à Diplomatie n° 824, MAE, dossier Roumanie 181, 18/11/1939.

⁵⁶⁵ Cadogan à Corbin, MAE, dossier Roumanie 181, 20/11/1939.

Roumanie- des intentions franco-britanniques en cas d'attaque soviétique. Si on voulait dépasser ces obstacles, il fallait rendre le traité plus opérant en en dégageant la réserve soviétique, ce qui revenait à prendre ouvertement le risque d'une guerre avec l'URSS.

Il se trouvait certes des diplomates français, au premier rang desquels Massigli, qui, tenant pour acquise la collusion germano-soviétique, étaient prêts à prendre le risque de la rupture et redessiner entièrement la stratégie orientale. Mais leurs efforts buttaient inévitablement sur l'extrême réserve des milieux britanniques. Charles Corbin devait lui-même le constater à propos de l'affaire roumaine : « *tandis que nous sommes soucieux de ménager notre liberté et nos moyens d'action pour l'avenir, le Foreign Office s'inquiète plutôt de limiter ses engagements sans équivoque possible et d'éviter les questions qui pourraient lui être posées au sujet d'une assistance éventuelle dont la mise en jeu lui paraît pour le moment impraticable* »⁵⁶⁶. Il faut bien s'arrêter sur l'expression « *pour le moment* ». Par ces propos, Corbin confirmait que les conditions pouvaient sous peu de temps conduire Londres à considérer l'hostilité soviétique comme un fait accompli et engager les opérations orientales.

En effet, pendant que ces intenable hésitations hantaient tant les alliés que les Balkaniques, l'Union Soviétique paraissait dévoiler chaque jour un peu plus sa politique. Elle était, depuis le mois d'octobre, engagée dans de laborieuses négociations avec la Finlande, à laquelle elle avait proposé des modifications dans le tracé de leur frontière commune⁵⁶⁷. A Paris, à Londres et dans les Balkans, cette négociation, et surtout son issue, apparaissaient comme un véritable révélateur des intentions du Kremlin en Europe de l'est, à commencer par la Roumanie et les Balkans. Comme le notait l'Ambassadeur de France à Moscou Paul-Emile Naggiar, « *il ne faudrait pas croire que la Roumanie se trouve hors de cause. Avant de pouvoir montrer aucun pronostic, il faut d'abord attendre qu'une solution soit intervenue pour la Finlande. Ce règlement montrera dans quelle mesure le Kremlin est enclin à l'heure actuelle à recourir à la force* »⁵⁶⁸.

⁵⁶⁶ Londres à Diplomatie n° 823, MAE, dossier Roumanie 181, 21/11/1939.

⁵⁶⁷ Jean-Baptiste DUROSELLE, *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, 12ème édition revue par André Kaspî, Paris, Armand Colin, 2001, p. 264.

⁵⁶⁸ Moscou à Diplomatie n° 1303-1306, repris dans Diplomatie à Athènes n° 548-551, MAE, dossier Roumanie 200, 23/10/1939.

Au moment où la guerre faisait à nouveau son apparition en Europe, on pouvait s'attendre à un recul, ou du moins une plus grande passivité, de la diplomatie française sur le théâtre oriental. Il n'en fut rien. La multitude de négociations et de bouleversements que nous avons évoquée dans ce chapitre montre que cette impression est quelque peu erronée. Les surprises qu'ont représentées la non-belligérance italienne et la collusion germano-soviétique en Europe orientale ont pratiquement rendu caducs tous les plans militaires qui avaient été laborieusement négociés au cours du printemps et de l'été 1939. L'échec de la mission du général Weygand à Ankara en septembre en faisait foi. Désormais, on parlait beaucoup plus de la ligue des neutres balkaniques que du front d'Orient.

La diplomatie française (et notamment son représentant à Ankara) a cependant pu tant bien que mal sauver ce qui pouvait l'être, à commencer par l'alliance turque. En dépit des obstacles, des réticences londoniennes, de l'immixtion italienne et des pressions soviétiques, la négociation politique avec la Turquie a pu aboutir et parvenir, enfin, à la signature d'un traité d'alliance et d'une convention militaire. Les autres pays des Balkans, à commencer par la Grèce, pouvaient dès lors encore être gagnés à la cause alliée, et le TOMO gardait sa raison d'être.

On pourrait certes constamment revenir sur les énormes failles du traité d'Ankara, la clause suspensive, la réserve soviétique, tous ces éléments qui rendent l'aboutissement de la négociation avec la Turquie «*pas glorieux*»⁵⁶⁹. Cependant, au fil des semaines, l'existence du traité d'Ankara clarifia progressivement, si ce n'est la situation, au moins les dilemmes politiques auxquels Français, Britanniques, Turcs et autres Balkaniques étaient confrontés. On comprenait désormais que la multitude des plans d'action auxquels on s'affairait à Beyrouth, Paris et Londres étaient très largement soumis à la décision politique de couper les ponts avec l'URSS, en commençant par supprimer la réserve soviétique. Pour qu'une telle décision fut prise, il fallait néanmoins s'assurer qu'il n'y avait plus d'espoir de faire revenir Moscou dans le giron de l'entente d'Orient, et une éventuelle attaque soviétique contre la Finlande pouvait donner cette assurance. Alors

⁵⁶⁹ Bernard DESTREMAU, *Weygand*, Paris, Perrin, 1989, p. 377.

que les négociations finno-soviétiques se trouvaient à un point crucial, c'était donc entre les mains de Staline que se trouvait, en très grande partie, l'avenir du front d'Orient.

Chapitre 4

LE TEMPS DES DECEPTIONS

décembre 1939 – mars 1940

Le 30 novembre 1939, après plus d'un mois de laborieuses négociations, l'URSS lançait l'Armée rouge à l'assaut du territoire finlandais, ouvrant ainsi un conflit armé dont on comprit rapidement qu'il n'aurait rien d'une guerre éclair : contrairement aux attentes, les troupes finlandaises sous la conduite du maréchal Mannerheim résistaient aux attaquants. Tandis que sur le front ouest le danger d'une attaque allemande semblait pour le moment être passé, la guerre européenne s'était d'elle-même déplacée à l'est. Aux yeux de beaucoup en France, en Grande Bretagne, dans les Balkans ou en Italie, tout se passait comme si le nouveau couple germano-soviétique suivait à la lettre un plan préétabli pour le partage pur et simple de l'Europe orientale de la Baltique aux Détroits.

La diversion orientale du conflit à laquelle rêvaient Weygand, Massigli et une bonne partie des décideurs français était donc en train de se réaliser d'elle-même et il importait désormais de reprendre le plus vite possible la main dans ce nouveau conflit. Prenant conscience de ce basculement de la guerre, les gouvernements et les états-majors alliés ne cessèrent de s'interroger sur l'opportunité d'intervenir en Finlande pour stopper le scénario catastrophe d'un orient germano-soviétique. Il leur était dès lors impossible de ne pas se soucier des Balkans et de la Turquie, de ne pas se rapprocher de leurs gouvernements inquiets face à la menace de l'invasion et de la bolchevisation. Plus qu'auparavant, les conditions politiques semblaient se réunir pour une intervention militaire orientale. De nombreux terrains s'offraient pour la construire : Salonique, le Danube, la Mer Noire, le Caucase.

Il fallait néanmoins toujours compter avec la multitude des centres de décision, éparpillés entre Paris, Londres, Beyrouth et Ankara. Tous n'avaient pas la même vision des conditions politiques, notamment de la possibilité d'entraîner l'Italie toujours neutre dans l'aventure orientale. Tous n'avaient pas les mêmes priorités pour conduire l'action

orientale : s'agissait-il simplement d'empêcher le couple germano-soviétique d'aller plus loin en lui coupant la voie du sud-est, ou au contraire de l'entraîner sur cette voie pour mener là le règlement de comptes final ? Les plans de guerre et surtout les moyens matériels consacrés étaient intimement liés à l'éclaircissement de ces dilemmes.

Il y avait également l'éternel problème des Etats balkaniques. Il était douteux que les nouvelles conditions politiques puissent suffire à combler entièrement l'énorme problème de confiance qui dominait dans leurs relations avec les alliés. Ainsi, leur adhésion au projets militaires demeurait toujours soumise à une série de conditions et la collaboration active de leurs états-majors risquait fort de progresser au compte-gouttes, et en gardant toujours ouvert l'échappatoire de l'Entente Balkanique.

1. La guerre de Finlande et ses conséquences pour la stratégie orientale.

1.1. Les effets de la guerre sur les Balkans.

1.1.1. Le renforcement du scénario d'une descente soviétique vers les Balkans.

Lorsque la nouvelle de l'invasion soviétique en Finlande parvint dans les capitales européennes, les affaires balkaniques gravaient toujours autour de l'énigme bulgare. Dans les derniers jours du mois de novembre, une étrange affaire diplomatique avait suscité encore plus d'interrogations sur les relations entre Sofia et Moscou. Le 28 novembre 1939 en effet, le ministre de Bulgarie à Moscou, Antonov, était démis de ses fonctions par le roi Boris pour avoir négocié, dans l'ignorance du souverain, un accord militaire bulgaro-soviétique prévoyant, entre autres, une attaque combinée puis un démembrement de la Roumanie par les deux pays⁵⁷⁰. Ce limogeage avait en apparence évité *in extremis* une vassalisation de la Bulgarie par le Kremlin. Il n'en avait pas moins renforcé l'impression d'une Bulgarie de moins en moins à même à ignorer les sirènes soviétiques. Le ministre de Grèce à Sofia, Panayotis Pipinélis, avait ainsi jugé au lendemain de l'affaire que le renvoi d'Antonov n'aurait que peu d'incidences sur l'évolution qu'avait prise la politique étrangère bulgare⁵⁷¹.

⁵⁷⁰ Moscou à Diplomatie n° 1488-1489, MAE, dossier Bulgarie 115, 28/11/1939.

⁵⁷¹ Sofia à YPEX n° 3324, AYE, dossier 1940/7, 30/11/1939.

Les rumeurs continuaient en effet à aller bon train tout au long du mois de décembre 1939. La légation de France en Yougoslavie rapporta qu'à Belgrade « *le bruit court que les Russes seraient à la veille de demander aux Bulgares l'établissement d'une base aérienne* »⁵⁷². A Athènes, on craignait, sur la base d'informations diplomatiques, que cette base fût installée dans le port d'Ahtopol, situé sur les rives de la Mer Noire et à une cinquantaine de kilomètres des frontières grecque et turque⁵⁷³. A Moscou, l'arrivée d'une mission économique bulgare fut également à la source de suspicions, étant, selon les termes de l'Ambassade de Turquie sur place, « *d'une importance que ne justifie pas le volume des échanges commerciaux entre les deux pays* »⁵⁷⁴. De toutes parts, la Bulgarie semblait suivre la voie des pays baltes. Son opinion publique avait apparemment pris fait et cause pour l'Armée rouge dans l'affaire finlandaise⁵⁷⁵. Même le ministre britannique à Sofia, Rendel, considérait impossible de se concilier la Bulgarie, à cause des « *progrès rapides de l'influence soviétique* »⁵⁷⁶.

Cette quasi-unanimité rendait plus plausible le scénario catastrophe de la soviétisation des Balkans et ne faisait que s'ajouter à la réprobation générale que causait partout -à commencer par la Turquie- l'attaque injustifiée de la Finlande. « *L'agression russe contre la Finlande a été très vivement ressentie* », écrivait par exemple Massigli sur la Turquie, « *non seulement parce qu'elle a été révélatrice des prochaines intentions soviétiques dans le sud-est de l'Europe mais aussi parce qu'elle atteint un petit peuple auquel les Turcs se considèrent comme liés par la race* »⁵⁷⁷. Les scénarii de la prochaine descente soviétique se multipliaient. En Roumanie, le nouveau président du conseil, Georges Tataresco, exprima à Adrien Thierry « *la certitude qu'a le gouvernement roumain d'être exposé à bref délai à une agression conjuguée ou non de la part de la Russie et de l'Allemagne* »⁵⁷⁸. A Londres, c'était l'un des conseillers de l'Ambassade de Turquie qui déclara à Charles Corbin qu'il considérait « *comme certain*

⁵⁷² Belgrade à Diplomatie n° 872 du 28/11/1939, repris dans Diplomatie à Athènes n° 650, MAE, dossier Bulgarie 136, 30/11/1939.

⁵⁷³ Consulat de Grèce à Bourgas à Légation de Grèce à Sofia n° 4/A1, AYE, dossier 1940/7, 2/1/1940.

⁵⁷⁴ Moscou à Diplomatie n° 1689-1691 du 17/12/1939, repris dans Diplomatie à Ankara n° 2074-2076, MAE, dossier Fouques-Duparc 17, 18/12/1939.

⁵⁷⁵ Sofia à Diplomatie n° 312, MAE, dossier URSS 991, 5/12/1939.

⁵⁷⁶ Ankara à Diplomatie n° 2433, MAE, dossier Fouques-Duparc 17, 23/12/1939.

⁵⁷⁷ Ankara à Diplomatie n° 2330-40, MAE, dossier Fouques-Duparc 74, 10/12/1939.

⁵⁷⁸ Bucarest à Diplomatie n° 1542-1548, MAE, dossier Fouques-Duparc 69, 7/12/1939.

*le retour des dirigeants russes à la politique traditionnelle des Tsars, aussi bien en Baltique que dans les Balkans, où les Détroits seraient de nouveau visés »*⁵⁷⁹. De même, l'ambassadeur de Turquie à Moscou, Haydar Aktay, dressa à son homologue hellène, Spyridon Marketis, un déroulé complet de la possible descente russe, que Marketis rapporta en détail à son département : *« il m' a dit que selon toutes les indications, après la fin de l'affaire finlandaise, les Soviets se tourneront vers la péninsule balkanique et qu'il était désormais convaincu que les impérialistes du Kremlin viseront à profiter des conditions actuelles pour réaliser les anciennes visées du régime tsariste vers les Détroits. Il considère que le gouvernement soviétique demandera à la Roumanie la conclusion d'une alliance semblable à celles qu'il a déjà conclues avec les Etats baltes, c'est-à-dire d'une alliance couplée à la cession de bases maritimes et d'aérodromes aux Soviets.(...) Après la vassalisation de la Roumanie, ils viseront à la bolchevisation de la Yougoslavie et de la Bulgarie ou, au moins, à ce qu'en échange de cessions territoriales aux dépens de la Grèce, ces Etats tombent dans la dépendance complète vis-à-vis des Soviets. Les Soviets se tourneront aussi contre la Turquie afin de réaliser les prétentions russes en direction d'Istanbul et des Détroits, et éventuellement contre la Grèce »*. Bien que moins alarmiste que lui, Marketis n'a pas démenti son collègue turc : *« j'ai répondu que j'avais depuis longtemps formé l'opinion et rapporté à mon gouvernement qu'aujourd'hui domine à Moscou l'esprit impérialiste d'avant la révolution russe (...) et que, bien que j'étais moins inquiet et pessimiste car je considérais que le roi de Bulgarie et le régent de Yougoslavie ne décideraient pas facilement d'attacher leurs pays au char des Bolcheviks (...), j'étais en principe d'accord pour penser qu'à la fin de l'affaire finlandaise la dynamique politique des Soviets se tournerait vers l'Europe du sud-est »*⁵⁸⁰.

1.1.2. L'entrée de la question de Salonique dans le dialogue gréco-turc.

En vue d'un tel revirement soviétique, il était évident que la politique des équilibres devenait un peu plus chimérique. D'autre part, les imparfaites dispositions militaires de l'Entente Balkanique ne pouvaient absolument pas suffire à affronter un bloc soviéto-bulgare. Les choix étaient donc réduits : il fallait sérieusement envisager

⁵⁷⁹ Londres à Diplomatie n° 1480-1481, MAE, dossier Roumanie 181, 4/12/1939.

⁵⁸⁰ Moscou à YPEX n° 4813, repris dans YPEX à Sofia n° 32982, AYE, dossier 1940/7, 17/12/1939.

une collaboration militaire avec les alliés. L'état-major turc avait d'ailleurs commencé à faire pression en ce sens sur son allié grec.

En effet, c'est à cette période qu'Athènes reçut la visite de deux officiers turcs, qui, se faisant les porte-parole des états-majors turc, français et britannique remirent une note au général Papagos. Celle-ci informait l'état-major hellénique qu'en cas de menace sur la Grèce les alliés étaient prêts à faire débarquer à Salonique quatre à cinq divisions auxquelles le gouvernement turc avait décidé d'accorder le transit par son territoire. Au-delà de cette information, la note turque demandait « *que soient mis à disposition d'autres ports entre Alexandroupolis et Salonique, (...) et que soit autorisé dès maintenant le transport et le stockage à Salonique d'une partie du ravitaillement et du matériel du corps expéditionnaire, dont la garde serait prise en charge par deux officiers d'état-major que les alliés souhaiteraient dès maintenant envoyer en civil et en secret en Grèce* ». Enfin, l'état-major grec était informé qu' « *au moment de la guerre le gouvernement français serait prêt à envoyer en Grèce une haute personnalité militaire* »⁵⁸¹.

L'événement avait de quoi étonner. Certes, on se souvient que cette mission militaire turque à Athènes avait été promise par le maréchal Çakmak au général Huntziger, lorsqu'ils négociaient en juillet 1939 les termes de la convention militaire. Çakmak avait cependant attendu la fin novembre -plus quatre mois- pour finalement envoyer les deux officiers en Grèce. Le choix du moment était à sa manière révélateur de l'urgence dans laquelle l'état-major turc avait désormais le sentiment de se trouver. D'autre part, alors que les Britanniques n'avaient en rien acquiescé à l'envoi de cinq divisions à Salonique, la note turque tenait cette idée comme une décision, voire comme un fait accompli dont il n'y avait plus qu'à étudier les modalités d'exécution : même l'arrivée du général Weygand dans le port grec ne semblait plus faire de doute ! De ce fait, après plusieurs mois d'hésitations et de négociations, la ligne de conduite de l'armée turque s'alignait en grande partie sur la politique du TOMO et de René Massigli, dont elle se faisait le porte-parole.

⁵⁸¹ Alexandros PAPAGOS, *Ο πόλεμος της Ελλάδος 1940-1941*, (La guerre de Grèce 1940-1941), Athènes, Ethnikos Kyrix, 1945, nouvelle édition 1953, p. 24.

Papagos comprit la manœuvre et apprécia peu le fait que, selon ses propres termes, « *les opinions franco-britanniques au sujet de l'aide à donner étaient transmises par le biais de l'état-major turc* ». A ses yeux, les deux puissances garantes de la Grèce refusaient toujours de la traiter en alliée égale et de s'engager dans des négociations directes avec elle. Cependant, le chef d'état-major grec ne voulut pas donner une fin de non-recevoir et rejeter les offres d'aide alliées. Rejetant la forme du contact et non le fond, il remit en retour aux deux officiers turcs une note qui commençait laborieusement par la formule suivante : « *si les gouvernements de l'Angleterre et de la France s'étaient directement adressées à la Grèce en vue des contacts qui devraient avoir lieu sur la base des garanties qui ont été accordées (ce qui jusqu'à ce jour n'a pas eu lieu), la Grèce aurait répondu ainsi* ». Officiellement donc, Athènes ne répondait pas à Ankara mais informait cette dernière de ce qu'elle répondrait si la même question était posée par Paris et Londres ! Sur le fond, la note de Papagos posait deux principes -si ce n'étaient des conditions- pour la collaboration militaire directe avec la France et la Grande Bretagne. D'une part, la Grèce devait être renforcée en matériel militaire (et notamment aérien et anti-aérien) et recevoir des crédits pour passer de nouvelles commandes. Le pays, rappelait Papagos, était toujours en attente d'avions français et britanniques, dont la livraison avait été suspendue depuis le début du conflit. « *Ce renforcement* », insistait la note, « *devrait être accordé dès que la Grèce le demanderait* ». D'autre part, un débarquement en Grèce ne devait avoir lieu « *qu'après la fin de la concentration de l'armée grecque* » et ce délai était également valable pour l'arrivée du matériel allié⁵⁸².

En dépit du caractère laborieux de ce premier échange, l'évolution était finalement assez sensible. Par sa démarche auprès des Grecs, l'état-major turc avait montré qu'il était désormais pour le moins intéressé par les projets français dans les Balkans. Quant à la position grecque, elle avait nettement évolué depuis la visite du lieutenant-colonel Dovas à Ankara en septembre. Désormais l'état-major hellénique ne se refusait pas à discuter d'une collaboration active avec les alliés, mais continuait bien sûr à poser ses conditions : des contacts directs et non par Turquie interposée, un soutien matériel important, une primauté au gouvernement et l'armée grecs dans la conduite des

⁵⁸² « Réponse de l'état-major hellénique à la note adressée par l'état-major turc », DHS, 14-722/B-4, 12/1939.

opérations. Bref, la Grèce ne demandait rien de plus ou rien de moins qu'un traitement semblable à celui qui était réservé à la Turquie.

Néanmoins, Athènes savait que la temporisation était devenue très difficile. Dans le contexte tendu et dangereux créé par la guerre de Finlande, le gouvernement et l'armée ouvrirent timidement un canal de communication avec la mission diplomatique française. Dès le 2 décembre, le ministre de France Gaston Maugras était reçu par le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et principal conseiller diplomatique de Métaxas, Nicolas Mavroudis. Ayant été jusqu'à cette rencontre extrêmement prudent et réservé dans ses entretiens, celui-ci se montra pour la première fois très préoccupé par la tournure que prenait la situation balkanique. La Roumanie était susceptible d'être démembrée par une action commune de l'URSS, de la Hongrie et de la Bulgarie. Dans ce cas, la Grèce et la Turquie ne pouvaient rester sans intervenir. *«Le sous-secrétaire d'Etat»*, rapporta Maugras au Quai d'Orsay, *«a reconnu qu'il s'était sans doute un peu mépris jusqu'alors sur la gravité et l'urgence du péril et que mes suggestions méritaient qu'on y réfléchit»*. Le ministre de France avait en effet proposé à Mavroudis que soient lancés de *«discrets contacts d'état-major»* pour remédier à la situation⁵⁸³.

Le même jour, le général Papagos rencontrait à nouveau l'attaché militaire français à Athènes et proposa que ces discrets contacts militaires aient lieu en évitant de prendre la forme d'un *«passage à Athènes de personnels quelconques qui puissent attirer l'attention des agresseurs éventuels, placés dans cet ordre, suivant les probabilités : Russes, Allemands, Italiens»*. D'autre part, le chef d'état-major de l'armée hellénique rappela les deux principes de la collaboration entre les deux armées : le renforcement de la Grèce en aviation et en DCA d'une part et, d'autre part que le débarquement allié à Salonique, n'ait pas lieu avant que l'armée hellénique ait terminé sa propre mobilisation. De Lobit ne s'y trompa pas. Comme il l'écrivit dans son rapport à Paris *«ce désir de causer résulte des récents événements de Finlande et des réflexions qui s'en suivent»*. L'attaché militaire français recommandait naturellement de ne pas laisser passer l'occasion qui s'offrait *«car»*, concluait-il, *«ce n'est qu'au cours de ces conversations que nous pourrions obtenir les renseignements qui nous sont fort utiles*

⁵⁸³ Athènes à Diplomatie n° 318-320, MAE, dossier Allemagne 736, 2/12/1939.

*pour préparer le débarquement et la mise en œuvre d'un corps expéditionnaire allié, renseignements, qui, pour le moment, sont fort difficiles à obtenir »*⁵⁸⁴.

1.2. A Paris, la reprise des discussions sur Salonique.

1.2.1. La guerre de Finlande et le nouvel intérêt politique pour une action orientale

L'écho qu'allaient rencontrer à Paris ces nouveaux appels en direction d'Athènes et plus généralement des Balkans n'était pas acquis. René Massigli devait s'en rendre compte lors de la visite qu'il effectua dans la capitale du 23 novembre au 4 décembre. L'ambassadeur était venu à Paris pour demander du matériel militaire en direction de la Turquie, afin que soit levée le plus vite possible la clause suspensive du traité d'Ankara. Il fut confronté à une indécision toujours aussi stable depuis l'automne. Si l'idée d'un front d'Orient à ouvrir au printemps était *a priori* la bienvenue, Massigli eut en effet le plus grand mal à recueillir une quelconque promesse précise de renforcement matériel. A la place de la décision qu'il aurait voulu voir, il trouva « *la sensation angoissée d'un train-train routinier et de l'atmosphère ouatée d'une chapelle, favorable à la méditation peut-être, mais aussi à la paresse intellectuelle* »⁵⁸⁵. Depuis le début de la guerre en effet, confrontés aux insolubles équations politiques orientales, le gouvernement et l'état-major parisiens avaient tout compte fait limité la préparation d'une action balkanique à d'interminables débats sur l'opportunité politique de débarquer à Salonique ou plutôt en Thrace⁵⁸⁶.

Le climat parisien était cependant en train d'évoluer pendant les premiers jours du mois de décembre. Jusque là, toute la stratégie orientale avait été en grande partie subordonnée au doute autour de la politique soviétique : y avait-il lieu, pour construire le front d'Orient, de prendre le risque d'un conflit avec l'URSS ? Fallait-il au contraire, comme le recommandait Jean Payart depuis Moscou, rester prudent en attendant une éventuelle rupture germano-soviétique ? Désormais, le risque semblait bon à prendre. En attaquant la Finlande, l'URSS menait un nouveau coup de force expansionniste en Europe de l'est, sans que ce coup ne donnât lieu à une réaction de la part du Reich. A

⁵⁸⁴ AM Athènes à Guerre n° 199, SHD-DAT, carton 7N2876, 2/12/1939.

⁵⁸⁵ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, p. 318.

⁵⁸⁶ Voir par exemple les références continues sur le sujet dans Paul de VILLELUME, *Journal d'une défaite. Août 1939-Juin 1940*, Paris, Fayard, 1976, pp. 105-115.

l'Ambassade de France à Moscou, la vision de la politique soviétique changeait : la ligne prudente de Payart cédait la place à celle, plus absolue, de l'ambassadeur Emile Naggiar pour qui Allemands et Soviétiques avaient pour de bon partie liée pour se partager l'espace géographique les séparant⁵⁸⁷. Après la Pologne, ils collaboraient maintenant en Scandinavie dont ils pouvaient faire une base stratégique pour la suite du conflit⁵⁸⁸. La ligne hésitante vis-à-vis de l'URSS était donc progressivement rompue. Dès que l'Armée rouge commença à s'enliser sur le front finlandais, Edouard Daladier adhéra lui-même à une ligne assez dure, envisageant de soutenir ouvertement Helsinki, quitte à prendre le risque d'une rupture franco-soviétique⁵⁸⁹. Comme il l'écrivit à Charles Corbin le 13 décembre, les alliés devaient se coordonner pour envoyer rapidement en Scandinavie des missions techniques et du matériel, en attendant de développer un plan général d'assistance à la Finlande. L'état-major français s'engagea dans une série de recherches et d'études pour arrêter l'avancée soviétique en Scandinavie et de saisir, par la même occasion, les zones d'extraction du minerai de fer suédois d'où l'Allemagne se fournissait⁵⁹⁰. C'était à une véritable nouvelle guerre, à la fois stratégique et économique, que l'on se préparait.

Par son ampleur, ce revirement progressif ne pouvait pas se limiter à l'enjeu scandinave ; bien au contraire, il devait rapidement mettre en jeu la question de la stratégie française en Europe du sud-est. « *En maintenant la Russie en difficulté* » écrivait Daladier à Corbin au sujet de la résistance finlandaise, « *elle la rend indisponible pour toute action balkanique que Moscou envisagerait d'entreprendre* »⁵⁹¹. Aux yeux du président du conseil, les Balkans étaient le revers de la monnaie scandinave. Le 6 décembre 1939, il déclara à l'ambassadeur britannique qu'il jugeait probable de « *voir bientôt un mouvement combiné germano-soviétique contre les Balkans* »⁵⁹². Il ne faut pas l'oublier, c'était justement au cours de ces premiers jours de décembre que les rapports

⁵⁸⁷ André KASPI, « Avertissement » dans *DDF 3/9/1939-31/12/1939*, Bruxelles, Peter Lang, 2002, p. XIII.

⁵⁸⁸ Georges-Henri SOUTOU, Introduction au chapitre « La stratégie » dans Christine Lavis-Touillé (dir) *La campagne de 1940*, Paris, Tallandier, 2001, pp. 21-37.

⁵⁸⁹ FRANÇOIS BEDARIDA, *La stratégie secrète de la drôle de guerre. Le Conseil suprême interallié, septembre 1939-avril 1940*, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques & Éditions du C.N.R.S., 1979, p. 192.

⁵⁹⁰ Elisabeth du REAU, *Edouard Daladier*, Paris, Fayard, 1993, p. 403.

⁵⁹¹ Diplomatie à Londres n° 3202-3208, dans *DDF 3/9/1939-31/12/1939*, Bruxelles, Peter Lang, 2002, doc. 405, 13/12/1939.

⁵⁹² Paris au *Foreign Office*, TNA, CAB 21/1179, 6/12/1939.

diplomatiques en provenance d'Ankara et d'Athènes faisaient état de la crainte grandissante d'une descente soviétique, d'abord en Bessarabie, puis dans le reste de la péninsule⁵⁹³. Les états-majors balkaniques, et notamment grec, faisaient enfin quelques pas pour collaborer plus activement avec l'état-major français. La résistance à l'expansionnisme soviétique pouvait constituer la base d'une nouvelle solidarité d'intérêts entre la France et les Balkans.

Il y avait plus. Pendant longtemps, le gouvernement français, pressé en cela par Londres, s'était abstenu de toute action concrète dans les Balkans tant que n'aurait pas été clarifié, dans un sens favorable ou tout au moins bienveillant aux alliés, la politique italienne. L'affaire finlandaise semblait, là aussi, faire bouger les choses. Dans l'abondante correspondance qu'il envoyait quotidiennement depuis Rome, André François-Poncet rapportait la profonde réprobation qu'avait causée, au sein du gouvernement et de l'opinion publique italiens, l'attaque soviétique contre la Finlande. Les déclarations de sympathie, les articles dans la presse, les manifestations populaires étaient autant d'éléments qui, selon François-Poncet, montraient une incontestable gêne du régime fasciste face à la fois à l'expansionnisme soviétique et à la collusion entre Moscou et Berlin. Il y avait désormais de fortes possibilités que l'Italie se détache du Reich pour mener une politique plus indépendante⁵⁹⁴. L'ambassadeur de France rêvait d'ailleurs depuis longtemps d'un scénario où la crainte de l'Union Soviétique jetterait Rome dans les bras des alliés, dans le cadre « *d'une solidarité méditerranéenne contre les Germains et les Slaves, d'une communauté d'intérêts des États chrétiens et catholiques en face du paganisme germanique et de l'athéisme moscovite* »⁵⁹⁵.

Au-delà de ces envolées télégraphiques de François-Poncet, on pouvait se demander si Rome n'était pas véritablement en train de rejoindre les alliés dans la lutte contre l'Union Soviétique, lutte qui se jouerait justement sur le terrain balkanique. Certains événements laissaient entendre une telle possibilité. Le 7 décembre 1939, à

⁵⁹³ Emile Naggiar écrivait ainsi depuis Moscou le 4 décembre 1939 : « *la question bessarabienne sera l'une des premières que posera le gouvernement de l'URSS après la solution de la crise finlandaise. Elle le sera plus ou moins prochainement et avec plus ou moins de brutalités suivant la durée et les difficultés que les Soviets rencontreront dans l'opération finlandaise* ». Moscou à Diplomatie n° 1557, MAE, dossier Fouques-Duparc 60, 4/12/1939.

⁵⁹⁴ Rome à Diplomatie n° 5301-5303, repris dans Diplomatie à Washington n° 1926-1928, MAE, dossier Italie 328, 7/12/1939.

⁵⁹⁵ Rome à Diplomatie n° 4251, MAE, dossier Italie 276, 13/10/1939.

l'issue de sa réunion, le Grand Conseil Fasciste publia un communiqué dont les allusions constantes aux Balkans pouvaient se prêter à beaucoup d'interprétations. La non-belligérance italienne, était-il annoncé, avait permis d'éviter l'extension du conflit vers l'Europe du sud-est et la Méditerranée. Néanmoins, pouvait-on y lire à la fin, « *tout ce qui peut se passer dans le bassin danubien et balkanique ne peut pas ne pas intéresser directement l'Italie, étant donnée la communauté de frontières territoriales et maritimes, encore accrue par l'union du royaume d'Albanie au royaume d'Italie* »⁵⁹⁶. Pour François-Poncet, il s'agissait là d'un « *avertissement adressé moins à nous-même qu'à la Russie alliée de l'Allemagne* »⁵⁹⁷. Un de ses informateurs italiens l'avait d'ailleurs assuré qu'en cas de descente soviétique au-delà de la Roumanie « *l'Italie prendrait position* » et « *ferait automatiquement bloc avec la Grande Bretagne, la France et la Turquie, ce qui entraînerait la rupture de l'alliance avec l'Allemagne, du moins en fait* »⁵⁹⁸. Ainsi, une campagne balkanique ayant pour cible l'Union Soviétique pouvait rassembler des troupes françaises, britanniques, balkaniques et italiennes. Le front d'Orient devenait un cheval de bataille pour les partisans du rapprochement avec Rome.

Il faut certes rester prudent. L'influence des longues dépêches de François-Poncet au sein du Quai d'Orsay n'était pas dominante, surtout face à la virulence dont faisait preuve le clan anti-italien d'Alexis Léger. L'interprétation de la politique italienne que formulait l'ambassadeur à Rome ne faisait pas l'unanimité. Son collègue auprès du Vatican, François Charles-Roux, jugeait quant à lui que l'avertissement du Grand Conseil Fasciste « *s'adresse indistinctement à quiconque agirait militairement dans le secteur européen mentionné : aux Franco-Anglais comme à tous les autres* » et que Rome réagirait donc négativement à toute intervention alliée dans la région⁵⁹⁹. Le débat autour de la question italienne n'était donc pas réglé. Il n'en demeurait pas moins que la guerre de Finlande était susceptible d'ajouter aux partisans du front d'Orient tous les défenseurs d'un rapprochement avec l'Italie.

C'était donc à une impressionnante recomposition géopolitique en Europe orientale que l'on assistait à Paris. Une nouvelle solidarité d'intérêts, plus efficace que

⁵⁹⁶ Rome à Diplomatie n° 5357, MAE, dossier Italie 277, 8/12/1939.

⁵⁹⁷ Rome à Diplomatie n° 5360-5365, MAE, dossier Italie 277, 8/12/1939.

⁵⁹⁸ Rome à Diplomatie n° 5389, MAE, dossier Italie 277, 8/12/1939.

⁵⁹⁹ Vatican à Diplomatie n° 481, MAE, dossier Italie 277, 10/12/1939.

celle de 1939, motivée par la crainte de l'Union Soviétique, et susceptible de fédérer autour de la France les nations balkaniques et l'Italie semblait en passe d'émerger. Ce n'était pas le moment d'abandonner le front d'Orient.

1.2.2. La visite de Weygand à Paris et la reprise des projets militaires.

Au cours de cette première moitié de décembre, la politique française se trouvait donc à un tournant. En fonction de la carte stratégique, de nouvelles possibilités militaires se profilaient, d'abord en Scandinavie, ensuite dans les Balkans. Bloqué jusque là par les hésitations des politiques, l'état-major pouvait sérieusement penser à se mettre au travail pour préparer ces nouvelles opérations, en attendant que les conditions de leur exécution fussent réunies. C'était là tout le sens des propos que le général Gamelin tint le 2 décembre au général Koeltz lors d'un entretien sur les Balkans. Le chef d'état-major de la Défense nationale avait alors demandé à ce que toutes les options militaires restent ouvertes, et puissent être proposées « *en fonction des diverses situations politiques que peuvent nous offrir les diplomates* ». Plutôt que d'hésiter constamment sur l'opportunité politique de débarquer à Salonique ou plutôt en Thrace, Gamelin était désormais partisan d'étudier les deux options⁶⁰⁰.

Ces propos n'étaient pas tenus au hasard. Le lendemain, Gamelin et Koeltz devaient recevoir à Vincennes le général Weygand qui avait fait le déplacement depuis Beyrouth dans l'espoir de lancer enfin les préparatifs à ses projets orientaux. Comme il le déclara dès le début de l'entretien à ses interlocuteurs, ces projets étaient fondés sur « *une tête de pont à Salonique, et un réduit en Roumanie* », pour la constitution d'un front qui ne serait pas simplement défensif : « *si nous savons nous y prendre, nous pourrons d'abord établir un front d'usure, peut-être ensuite un front de décision. Mais il ne faut pas nous laisser précéder par les Allemands* ». Weygand escomptait qu'au total une quinzaine de divisions fussent envoyées à Salonique et éventuellement en Roumanie. Il fallait naturellement pour cela qu'une action diplomatique fut rapidement menée dans la région : « *là où l'Italie a échoué en essayant de constituer un bloc balkanique, Français, Anglais et Turcs doivent s'efforcer de réussir* ».

⁶⁰⁰ Procès-verbal de la réunion relative au problème des Balkans n° 52/i, SHD-DAT, carton 27N5/1, 2/12/1939.

A lire les conclusions de la réunion, tout cela ne suscita pas d'objections de la part de Gamelin. « *Le général Gamelin* », était-il écrit, « *est d'accord avec le général Weygand pour attribuer une importance considérable à la constitution d'un front balkanique, dont l'avantage essentiel serait d'absorber une partie des forces allemandes accumulées sur leur front ouest* ». Néanmoins, la dissension demeurait dans les points de vue des deux militaires. Tandis que Weygand rêvait ouvertement d'un front de décision, Gamelin refusait d'aller plus loin qu'un simple front d'usure. Le commandant en chef de l'Armée centrait toujours sa réflexion sur le front ouest, au service duquel devait être menée toute action périphérique : le front de Salonique ne pouvait être que secondaire, tout juste utile à fixer contre lui certaines divisions allemandes. Gamelin n'avait donc que partiellement adhéré au principe de la diversion du conflit et n'était pas prêt à engager dans les Balkans les quinze divisions réclamées par Weygand. Tout juste pouvait-on en expédier une directement de Marseille aux Balkans, lorsque les conditions pour un débarquement à Salonique seraient réunies⁶⁰¹.

L'essentiel était cependant qu'un semblant d'accord était intervenu entre le TOMO et le Grand Quartier Général sur l'opportunité d'un débarquement à Salonique, et Weygand sembla pour le moment s'en satisfaire. Le 5 décembre, lors d'une nouvelle réunion des commandants en chef à laquelle il participa, celui-ci modéra considérablement ses ambitions, en demandant simplement un « *minimum d'armement pour les pays balkaniques* » afin de les préparer à accueillir un corps expéditionnaire allié. Sur ces bases, on décida de convoquer pour le 11 décembre une nouvelle réunion avec, cette fois-ci, des représentants britanniques, afin de discuter du problème⁶⁰².

En sortant de ces entretiens, Weygand était visiblement partagé, comme on peut le comprendre à travers la lettre qu'il envoya à son chef d'état-major à Beyrouth, le colonel Bourget. D'un côté, il y ressentait une incontestable satisfaction en ressentant que « *la température civile et militaire est favorable* » au principe de ses projets. D'autre part cependant, le général ne sous-estimait pas que le consensus auquel il était arrivé était minime et se basait sur l'idée d'un front d'usure et non de dissuasion, qu'il était

⁶⁰¹ Procès-verbal de la réunion relative au problème balkanique n° 53/i, SHD-DAT, carton 27N5/1, 3/12/1939.

⁶⁰² Procès-verbal de la réunion des commandants en chef n° 56/i, SHD-DAT, carton 27N5/1, 5/12/1939.

inopportun de renforcer en troupes et en matériel au détriment du front ouest. Il livrait ainsi à Bourget « *un détail qui a son importance : ne comptez pas sur la Métropole pour avoir une paire de chaussures* ». L'ambition des projets de Weygand n'avait apparemment d'égale que la faiblesse des moyens qui Gamelin était prêt à y consacrer.

Cependant, le chef du TOMO ne se décourageait pas. La base acquise lui semblait suffisante pour poursuivre ses contacts. Au fur et à mesure que l'intérêt pour la Finlande grossissait en France, il pensait trouver un indéniable soutien, dont il rendait compte à Bourget. Rencontré le 5 décembre, Daladier lui parut « *bien orienté* ». Au sein de l'état-major, il constata un indéniable intérêt, même s'il trouva que « *le moteur est froid* »⁶⁰³. Tout compte fait, un certain consensus se dégagait de sa mission à Paris. Désormais, comme il l'écrivit, « *la pierre d'achoppement est l'Angleterre* »⁶⁰⁴. Il fallait dépasser l'obstacle lors de la réunion des deux états-majors qui était prévue pour le 11 décembre.

2. Accord ou jeu de dupes ? Le fragile consensus stratégique.

2.1. Les effets de la nouvelle donne sur la position britannique.

A ses premiers jours, l'éclatement de l'affaire finlandaise n'avait pas fondamentalement altéré la ligne de conduite britannique. A la réunion du Cabinet qui se tint le 30 novembre, il était clair que toute idée d'engagement dans les Balkans ou même d'assistance à la Finlande était dangereuse car elle risquait de rompre le fragile *statu quo* régional et surtout de jeter l'URSS dans les bras de l'Allemagne. Sur la Finlande, Halifax considérait que le gouvernement pouvait faire part de sa « *désapprobation de l'action soviétique* » au parlement comme à la Société des Nations, mais rien de plus. En ce qui concernait les Balkans, le chef du *Foreign Office* considérait toujours qu'il fallait profiter de la visite du général Weygand à Paris pour le « *dissuader de prendre des mesures qui pourraient porter atteinte à l'équilibre actuel* ». Il n'y avait que Winston Churchill qui semblait se détacher quelque peu de cette ligne de prudence, rappelant qu'il n'était pas possible de rejeter sèchement les propositions d'une « *personnalité aussi distinguée que le général Weygand* », et laissant pour sa part la porte ouverte à une éventuelle action balkanique. Le procès-verbal de la réunion rapportait en effet que Churchill « *croyait*

⁶⁰³ Weygand à Bourget, SHD-DAT, carton 27N247, 13/12/1939.

⁶⁰⁴ Weygand à Bourget, SHD-DAT, carton 27N247, 9/12/1939.

*personnellement que les Balkans se tournaient progressivement vers les alliés ; et que si la Grèce, la Roumanie et la Yougoslavie devaient venir de notre côté, il serait même possible que l'Italie déclare finalement la guerre en faveur des alliés »*⁶⁰⁵.

Au fil des jours cependant, cette position rigide évolua de manière sensible. Dès lors que l'Armée rouge s'était durablement engagée dans une entreprise belliqueuse en Europe orientale, on se demandait sérieusement dans les cercles dirigeants si une guerre avec l'Union Soviétique n'était pas tout simplement inévitable. Que son action fût concertée avec l'Allemagne ou pas, le Kremlin avait peut-être des ambitions couvrant l'Europe du sud-est et l'Asie. L'ambassade britannique aux Etats-Unis signalait d'ailleurs que la Russie se tournerait vers les Balkans dès que la question finlandaise serait close. Lors de la réunion du 2 décembre, les participants au Cabinet de guerre n'avaient pas d'illusions : de tels projets expansionnistes seraient incontestablement « *à notre désavantage* », et il fallait les prévenir. Pour les chefs d'état-major qui venaient de remettre un rapport en ce sens au Cabinet, « *si une agression russe devait se produire en Europe du sud-est, nous pourrions être forcés à lui déclarer la guerre, que nous le voulions ou non* ». Halifax devait compléter cette hypothèse en prévoyant dans ce cas de faire appel à l'Italie afin d'obtenir sa collaboration dans les Balkans⁶⁰⁶. Ainsi, une première brèche était ouverte dans l'opposition absolue à l'engagement oriental.

Il faut dire que dans les Balkans, certains représentants britanniques pressaient désormais pour que fût préparée une action de grande envergure en collaboration avec la France. C'était particulièrement le cas en Roumanie où, jusque là, le souci d'éviter une guerre avec l'URSS avait bloqué le projet d'obstruction du Danube. Désormais, il n'en était rien. Dans une dépêche envoyée à l'Amirauté le 7 décembre 1939, le capitaine Max Despard, attaché naval à Bucarest, redoutait les intentions soviétiques et s'attendait pour le printemps 1940 à une attaque de l'Armée rouge sur la Bessarabie. L'Allemagne, poursuivait Despard, ne resterait pas indifférente : soit elle se joindrait à l'attaque en vertu d'un accord avec Moscou, soit elle interviendrait pour freiner une descente de l'Armée rouge vers les Détroits et lancer par la même occasion une grande alliance de l'Europe orientale contre le bolchevisme. Dans ce dernier cas, le gouvernement roumain

⁶⁰⁵ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM99(39), TNA, CAB 65/2, 30/11/1939.

⁶⁰⁶ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM101(39), TNA, CAB 65/2, 2/12/1939.

se tournerait sans hésitation vers le Reich et délaisserait sa laborieuse collaboration avec les alliés. Despard prévenait donc dans cette perspective que le dispositif allié en Roumanie était complètement insuffisant pour empêcher l'Allemagne de prendre le contrôle des puits de pétrole. « *Il semble* », écrivait l'attaché naval, « *qu'il faille désormais plus de forces disponibles et qu'un plan plus large, à même de répondre à tous les cas de figure, doive être développé. S'il y avait une force puissante (j'ai entendu parler de Weygand) disponible au Moyen Orient, organisée et prête à se déplacer à court terme, en empruntant, disons, la vallée de la Morava (...), et si les Allemands le savaient, cela pourrait être un très grand dissuasif pour toute aventure balkanique. L'Italie, la Yougoslavie et une force alliée sur les flancs d'une marche vers la Mer Noire seraient une assez bonne garantie contre une telle aventure* »⁶⁰⁷.

En dépit de leur caractère un peu hasardeux, les allusions à l'armée Weygand, à la vallée de la Morava et à la collusion des armées balkaniques et alliées montraient clairement un rapprochement qui s'était visiblement opéré entre les représentants militaires français et britanniques en Roumanie. Désormais, l'idée d'un corps expéditionnaire et d'un front d'Orient (au moins préventif) avait ses partisans britanniques. Tout se passait comme si l'obstruction du Danube, la guerre économique, et plus généralement la conduite de la guerre menée à Londres pouvaient se concilier avec les projets français.

Ce rapprochement de conceptions n'était certes pas de taille à concilier totalement conceptions britanniques et françaises. Il n'en était pas moins le fruit d'une certaine hésitation du côté de Londres, qui faisait qu'à défaut d'adhérer aux projets français, le Cabinet ne leur fermait pas complètement la porte. On sait par exemple que l'assistance éventuelle à la Finlande représentait somme toute une incontestable tentation. Même si on n'était pas prêt à engager un conflit avec l'URSS, certains membres du gouvernement (et notamment Churchill) y voyaient une occasion pour intervenir en Scandinavie et couper le ravitaillement allemand en fer suédois⁶⁰⁸. De même qu'en Roumanie, les projets français pouvaient donc éventuellement servir des buts britanniques.

⁶⁰⁷ NA Bucarest à *Admiralty*, TNA, HS5/210, 7/12/1939.

⁶⁰⁸ Eleanor M. GATES, *End of the affair: the collapse of the Anglo-French Alliance 1939-1940*, Berkeley LA, University of California Press, 1981, p. 38.

En ce qui concernait les Balkans, l'hésitation était également visible. Une séance entière du Cabinet dut être consacrée le 7 décembre à fixer une ligne de conduite sur cette question. Dans le rapport qu'ils avaient rédigé pour l'occasion, les chefs d'état-major se montraient préoccupés. Selon eux, Weygand avait pendant son passage à Paris réussi à lier à sa cause tant Daladier que Gamelin. Désormais, les principaux dirigeants français demandaient « *des négociations immédiates pour préparer une expédition* », en comptant d'avance sur un soutien logistique britannique pour mener à bien cette dernière. *A priori*, les chefs d'état-major, soutenus par le Cabinet, étaient toujours aussi négatifs sur ce point et ne se déplaçaient pas de la ligne de conduite tracée à l'automne : « *nous devons faire ce que nous pouvons, aussi peu soit-il, pour honorer nos obligations vis-à-vis de la Turquie. Nous ne souhaitons pas cependant nous impliquer à une action militaire de large envergure dans la région* ». Une action balkanique risquait toujours, d'ailleurs, de jeter l'Italie dans les bras de l'Allemagne.

La discussion ne s'arrêta cependant pas là. Les membres du Cabinet relevèrent toute une série de problèmes créés par la nouvelle donne du conflit, que la ligne de prudence n'avait pas résolus. Premièrement, jusqu'où était-on prêt à aller pour interdire à l'Allemagne l'accès aux ressources roumaines ? Deuxièmement, la réserve turque vis-à-vis de l'URSS n'était plus aussi inflexible, et risquait fort de basculer en hostilité ouverte si Ankara considérait qu'une descente soviétique vers le Danube menaçait ses intérêts. La Grande Bretagne ne serait-elle donc pas tenue dans un cas pareil de soutenir l'armée turque contre l'Armée rouge ? Enfin, quel que fût le souci de ne pas déplaire à l'Italie, le Cabinet se rendait bien compte qu'un minimum de concertation était nécessaire avec les états-majors balkaniques dès lors que la guerre risquait de se déplacer à l'est. Ne fallait-il pas en fin de compte tenir quelques contacts dans la plus grande discrétion ?

Les décisions de ce Cabinet du 9 décembre répondaient donc à un nouveau souci : trouver une ligne médiane entre la prudence britannique et les audacieuses propositions françaises qu'on commençait à voir avec un peu plus d'intérêt qu'auparavant. Le débarquement à Salonique paraissait comme une idée intéressante, mais irréalisable. Même si le contrôle du port grec permettait de tenir en respect la Bulgarie et de couvrir l'accès à la mer Egée, il nécessitait une vingtaine de divisions alliées qui pouvaient difficilement être trouvées dans la région. Par contre, une tête de pont pouvait être tenue

avec moins de forces un peu plus au sud, au niveau du détroit d'Eubée. En modérant ainsi les ambitions françaises on pouvait « *tenir les Détroits aux mains de la coalition anglo-franco-turque dans tous les cas, et, si possible, interdire l'accès à la mer Egée* ». En ce qui concernait la Turquie, le Cabinet décida d'avoir le cœur net en sondant le gouvernement d'Ankara sur ses intentions vis-à-vis de l'Union Soviétique.

Le procès-verbal de la réunion rappelait en conclusion qu'« *il avait été convenu que les propositions françaises (...) étaient en désaccord fondamental avec les vues britanniques* »⁶⁰⁹. Cette apparente fermeté avait néanmoins été démentie par la longueur des débats et la force des hésitations et des arrière-pensées autour de la question balkanique. Désormais, l'idée de l'action orientale n'était plus un tabou.

2.2. Les laborieux accords de Paris.

2.2.1. Le consensus militaire de la réunion du 11 décembre.

Le 11 décembre 1939, une réunion rassembla à Paris les chefs d'état-major français et britanniques, les généraux Weygand et Wavell, ainsi que les membres du Comité d'Etudes Militaires Interallié, dans le but de fixer une ligne commune autour de la question balkanique.

Du côté français, on s'était désormais mis d'accord pour adopter les positions de Gamelin sur la besoin d'ouvrir un front d'Orient, qui ne serait cependant qu'un front secondaire. Ainsi Gamelin lui-même, après avoir dit qu'il lui paraissait « *essentiel de préparer la constitution dans les Balkans d'un front qui couvrirait la mer Egée et les Détroits* » et demandé à ses interlocuteurs de ne « *pas oublier le rôle important que Salonique a joué pendant la dernière guerre* », précisa que « *le théâtre des opérations décisives reste sur le front occidental* ». Gamelin rappela pour appuyer sa thèse que les pays balkaniques étaient sur le point d'accepter une collaboration militaire avec les alliés. Il venait d'ailleurs d'apprendre qu'en Grèce, le général Métaxas avait enfin donné son aval pour que des contacts fussent inaugurés avec les Français⁶¹⁰.

Cette position plutôt modérée pouvait rassurer les Britanniques qui avaient craint que Weygand n'eût amené l'état-major français à soutenir sa propre vision d'un front de

⁶⁰⁹ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM107(39), TNA, CAB 65/2, 7/12/1939.

⁶¹⁰ AM Athènes à Guerre n° 220, SHD-DAT, carton 7N2876, 8/12/1939.

détournement. Les débats au Cabinet avaient montré que l'idée d'un front d'usure n'était plus complètement exclue par les Anglais, ne fut-ce que pour pouvoir surveiller les mouvements allemands et surtout soviétiques vers la Méditerranée. Ainsi, une certaine convergence de vues se dégagait des entretiens, en dépit d'une prudence britannique bien plus forte. Pour le chef d'état-major de l'Aviation impériale, le maréchal Newall, il fallait pour le moment « *se limiter à des préparatifs sans bruit* ». L'armée britannique n'avait pas les ressources requises pour monter une opération balkanique, surtout s'il n'était pas assuré que l'Italie. « *Tant que la neutralité italienne ne sera pas absolument certaine* », poursuivit en effet Newall, « *les Britanniques ne pourront presque rien prélever de leurs forces du Moyen-Orient en vue d'agir dans les Balkans* ». Les deux autres chefs britanniques se tinrent sur la même ligne, certes prudente, mais pas totalement hostile aux positions françaises. Du côté de la Marine, l'amiral Dudley Pound allait même plus loin en envisageant que les marines alliées fussent amenées à combattre la flotte soviétique en mer Noire. Quant au chef de l'état-major impérial, le maréchal Edmund Ironside, il reconnut que l'idée d'une expédition balkanique pouvait être intéressante pour donner une issue favorable à la guerre. Il rappela cependant que les expéditions orientales ne recelaient pas que de bons souvenirs, en mentionnant par exemple la défaite des marines alliées aux Dardanelles. Pour Ironside, il ne fallait pas prendre le risque de détourner le conflit à l'est.

Reprenant la parole, Gamelin voulut rassurer à nouveau les Britanniques. Comme il le déclara, « *il n'est pas question de rechercher une ultime décision dans les Balkans* ». Des actions militaires auraient lieu dans la région soit en réponse à une initiative de l'ennemi, soit sur une initiative alliée prise « *non pas dans l'idée d'y remporter un succès décisif, mais en vue de contribuer à hâter le succès final* ». Finalement, Gamelin constatait que les deux délégations étaient d'accord sur plusieurs points : un discret travail préparatoire pouvait être entrepris en vue d'un débarquement à Salonique. Ce travail pouvait aller de pair avec des livraisons d'armes aux Etats balkaniques. Enfin, il fallait, avant tout passage à l'acte, résoudre le problème politique, c'est-à-dire trouver un

moyen pour obtenir, sinon l'acquiescement, du moins la bienveillance italienne à l'opération⁶¹¹.

A l'issue de la réunion, il était tout compte fait difficile de comprendre si des progrès avaient été accomplis pour débloquer les désaccords fondamentaux qui séparaient Français et Britanniques sur la question balkanique. Gamelin était apparemment parvenu à concilier tout le monde. Il avait accordé à Weygand la nécessité d'un débarquement à Salonique et d'un front d'Orient, et aux Britanniques la nécessité de ne pas prendre de risques en ouvrant un front d'Orient ! Néanmoins, dans les jours qui suivirent la réunion, le côté français -Weygand comme Gamelin- devait constater qu'en dépit de la bonne volonté réciproque les divergences demeuraient. L'état-major britannique n'avait pas rejeté les projets français, mais n'avait pas pris non plus d'engagement à les soutenir. Pour Gamelin, la question balkanique demeurait donc en suspens du fait de la réticence britannique⁶¹². Weygand était beaucoup moins diplomate en écrivant à Bourget que les Britanniques « *n'y vont que d'une seule fesse* »⁶¹³. Visiblement agacé par cette attitude, il proposa dans une note qu'il remit à Gamelin et au Quai d'Orsay sur la préparation d'une action balkanique de « *prévoir le cas où nos alliés britanniques feraient attendre leur décision. Dans cette hypothèse* », concluait-il, « *toutes les mesures préparatoires devraient, sans plus attendre, être prises du côté français* »⁶¹⁴. Les Britanniques ne demandaient peut-être pas mieux.

Il fallait en effet reconnaître que, sans rien promettre de leur côté, les chefs d'état-major britanniques étaient parvenus à garder toutes les options ouvertes. Leur position permettait de répondre aux incertitudes et hésitations politiques dans lesquelles se trouvait le Cabinet qui se demandait, selon les termes de Brock Millman, « *si le danger que représentaient les contacts balkaniques était plus lourd que le risque qu'il y avait à ne pas engager de tels contacts* ». De ce fait, lors de la réunion du 11 décembre, tout s'était passé comme si l'armée britannique avait tacitement autorisé l'état-major français « *à engager des contacts d'états-majors avec les nations balkaniques, tout en insistant*

⁶¹¹ « Notes prises lors d'une conférence tenue au Quartier Général du général Gamelin », SHD-DAT, carton 27N5/1, 11/12/1939.

⁶¹² Procès-verbal de la réunion des commandants en chef n° 60/i, SHD-DAT, carton 27N5/1, 14/12/1939.

⁶¹³ Weygand à Bourget, SHD-DAT, carton 27N247, 13/12/1939.

⁶¹⁴ Note TOMO n° 3/WP, MAE, dossier Fouques-Duparc 16, 13/12/1939.

qu'elle ne serait engagée par aucune de leurs conclusions »⁶¹⁵. En vertu de cette ligne, les chefs d'état-major y remirent au Cabinet dès leur retour un mémorandum dans lequel ils recommandaient de laisser les Français poursuivre leurs contacts balkaniques, et de préparer des plans pour l'installation éventuelle d'une base alliée à Salonique⁶¹⁶.

La réunion du 11 décembre n'avait donc pas été sans résultats. Les militaires des deux pays s'étaient implicitement mis d'accord sur le principe d'études et de contacts préliminaires à mener par l'état-major français. Il appartenait ensuite au Comité d'Etudes Militaires Interallié de se charger de reformuler ces études sur une base plus consensuelle. Ce relatif succès était à porter au crédit du général Gamelin qui était parvenu à créer, d'abord avec Weygand, puis avec les Britanniques, une base d'entente minimum. Sa méthode avait été d'évacuer autant que possible des débats le problème politique d'une opération balkanique et de présenter celle-ci comme une simple option à préparer, indépendamment de savoir si elle devait se concrétiser⁶¹⁷. Pour le reste, la balle était à nouveau dans le camp des politiques.

2.2.2. Vers la décision politique : le CSI de Paris.

A Londres, les résultats de la réunion furent reçus avec perplexité. Certes, la réunion du 11 décembre avait ouvert quelques pistes intéressantes, et avait eu le grand mérite de calmer les ambitions extrêmes de Weygand. Elle n'avait pas pour autant résolu le problème politique, qui tournait toujours autour des énigmes soviétique et italienne. Le 13 décembre, le Cabinet décida de profiter de la visite que devait effectuer Chamberlain sur le front ouest pour demander l'organisation d'un Conseil Suprême Interallié devant porter d'abord sur la question balkanique, et ensuite sur l'assistance éventuelle à la Finlande⁶¹⁸. La réunion fut fixée pour le 19 décembre 1939 à Paris.

En France, on abordait cette réunion avec plus de certitudes qu'auparavant. Du côté des militaires, l'accord du 11 décembre donnait enfin le sentiment que le temps de l'inaction était dépassé. Une nouvelle réunion des chefs d'état-major décida enfin de

⁶¹⁵ Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, pp. 305-306.

⁶¹⁶ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM115(39), TNA, CAB 65/2, 15/12/1939.

⁶¹⁷ Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, p. 307.

⁶¹⁸ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM113(39), TNA, CAB 65/2, 13/12/1939.

repandre dès les premiers mois de 1940 les cessions d'armements au pays balkaniques, en chars, en DCA et en artillerie. Reconnaisant que, jusque là, « *la situation dans les Balkans n'avait pas paru suffisamment claire pour mesurer l'opportunité et l'importance des sacrifices à consentir* », Gamelin approuva le 16 décembre une liste de livraisons à fournir aux quatre pays de l'Entente Balkanique jusqu'au premier avril⁶¹⁹. Comme l'écrivit Weygand à Bourget, on avait clairement l'impression que « *le carrosse a démarré* »⁶²⁰.

Cette impression n'était pas uniquement parisienne. En effet, les nouvelles qui parvenaient des Balkans faisaient toutes état d'un désir nouveau et concret de collaboration. Du côté turc, on semblait aussi se préparer à affronter au printemps l'éventualité d'une descente soviétique. Après avoir rencontré le président İnönü, René Massigli constatait qu'en dépit de sa réserve habituelle, ce dernier n'excluait nullement « *que dans un avenir plus ou moins proche la Turquie ne se trouve en conflit avec l'URSS. (...) Le président* », concluait Massigli, « *est plus près de nous qu'il ne l'a jamais été* »⁶²¹. De l'avis général, les Turcs montraient un indéniable intérêt pour rendre totalement opérationnelle leur alliance avec Paris et Londres. Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Numan Menemencioğlu, était à Londres depuis plusieurs semaines afin de clore les questions commerciales et financières entre les trois pays -notamment les modalités de versement et de remboursement du crédit de 25 millions de Livres- et pouvoir ainsi lever la clause suspensive du traité. Ses négociations avec les autorités britanniques avaient bien avancé⁶²². Attendu à Paris aux alentours du 20 décembre, Menemencioğlu n'avait, selon Charles Corbin, besoin que de quelques concessions pour qu'il signe la levée de la clause⁶²³.

⁶¹⁹ On se proposait de livrer aux Balkans, entre autres, trois bataillons de chars R35, deux cent quarante matériels de 25 anti-aériens, six cents fusils mitrailleurs, trois cent mille grenades, deux cent quatre-vingt mortiers de 81, dix mille obus et cent mille masques. GQG (Gamelin) à Guerre (Daladier) n° 166, SHD-DAT, carton 27N9/1, 16/12/1939.

⁶²⁰ Weygand à Bourget, SHD-DAT, carton 27N247/1, 16/12/1939.

⁶²¹ Ankara à Diplomatie n° 2330-2340, MAE, dossier Fouques-Duparc 74, 10/12/1939.

⁶²² A la réunion du Cabinet du 12 décembre 1939, le Chancelier de l'Echiquier, Sir John Simon, avait proposé d'accorder à Ankara que le crédit versé fût remboursé par la vente à la France et la Grande Bretagne de produits turcs (tels que raisins, noix et figues). En échange, la Turquie devait s'engager à baisser ses exportations en chrome vers l'Allemagne. Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM112(39), TNA, CAB 65/2, 12/12/1939.

⁶²³ Londres à Diplomatie n° 4408, MAE, dossier Allemagne 736, 16/12/1939.

Dans les autres pays balkaniques, le rapprochement s'effectuait également. En Grèce, les discrets contacts d'état-major souhaités par le gouvernement prenaient forme. Le 12 décembre le général Papagos reçut des mains de l'attaché militaire français un questionnaire sur l'état des infrastructures du pays, et particulièrement des ports et des aérodromes de la Grèce du nord et s'engagea à donner toutes informations demandées⁶²⁴. De discrètes missions militaires se mettaient en place. Le 15 décembre, Gamelin informa les commandants en chef du départ imminent du lieutenant-colonel Mariot pour la Grèce⁶²⁵. En Yougoslavie, Gamelin avait déjà pu, grâce aux efforts de l'attaché militaire français, le général Merson, envoyer à Belgrade le chef de bataillon Carolet, qui rencontra les généraux Nedić et Simović, ministre de la Guerre et chef d'état-major de l'Armée yougoslave respectivement. Les premiers entretiens furent très fructueux. Comme Carolet l'écrivit dans un rapport du 13 décembre, le gouvernement yougoslave craignait qu'une descente soviétique vers les Balkans ne provoquât automatiquement une riposte italienne sur la péninsule. Là aussi, la politique des équilibres devenait illusoire. Le général Nedić était ainsi prêt à envisager une collaboration entre les deux armées en vue d'opérations au printemps, pourvu que Belgrade fût suffisamment équipée en armes. Pour le reste, le général Nedić avait paru à Carolet « *tout disposé à accepter la subordination de l'armée yougoslave à un commandement français et à entamer dès maintenant des échanges de vues entre états-majors pour préparer l'entrée en ligne de la Yougoslavie ainsi que l'arrivée d'un corps expéditionnaire franco-britannique* »⁶²⁶.

A la direction politique du Quai d'Orsay, on adhérait désormais plus volontiers à l'aventure orientale. Les blocages politiques qui avaient rendu chimérique le débarquement à Salonique étaient apparemment en train de sauter, et c'était une occasion à ne pas rater, sous peine de voir l'ensemble de la péninsule passer sous le contrôle allemand et soviétique. Henri Hoppenot s'empressa d'en avertir le 15 décembre le ministre de France à Athènes, Gaston Maugras, dans une lettre rédigée en des termes pour le moins enthousiastes : « *ce qui n'a pu paraître au début que rêve de stratèges de café, rentre aujourd'hui dans la phase, sinon des réalisations, du moins des études diplomatiques et militaires approfondies* ». Cette phase était celle de la « *préparation*

⁶²⁴ AM Athènes à Guerre n° 240, SHD-DAT, carton 7N2876, 12/12/1939.

⁶²⁵ QGQ (Gamelin) à Amiraute (Darlan) n° 163 cab/dn, SHD-DAT, carton 27N9/2, 15/12/1939.

⁶²⁶ Carolet à Gamelin n° 87, SHD-DAT, carton 7N3194, 13/12/1939.

*d'une action préventive, qui nous mette à pied d'œuvre pour parer à une entreprise allemande, ou qui fasse hésiter l'Allemagne à se lancer dans une aventure qui nous trouverait immédiatement à même de lui opposer une parade efficace : c'est la base de Salonique »*⁶²⁷. Deux jours plus tard, à l'avant-veille du Conseil Suprême Interallié, la sous-direction Europe que dirigeait Hoppenot rédigea une note détaillée sur la question. Les gouvernements balkaniques, pouvait-on y lire, étaient pleinement conscients « *du danger dont les menace, dans un avenir plus ou moins prochain, la collusion germano-soviétique* ». La Roumanie était à la recherche d'un « *dispositif de défense commune* » contre l'URSS, la Turquie envisageait de suspendre la réserve soviétique, la Yougoslavie et la Grèce étaient désormais entrées dans de discrets contacts d'états-majors. « *La convergence de ces éléments favorables et nouveaux* », poursuivait la note, « *demande à être exploitée avec toute l'activité désirable* ». En-dehors de la poursuite des contacts militaires, il était préconisé qu'une action diplomatique soit dirigée vers ces quatre pays pour les assurer de l'assistance franco-britannique en cas d'action soviétique, étant entendu que « *les modalités de cette assistance, pour que celle-ci soit effective, doivent être dès maintenant étudiées et concertées* ». Quant à la neutralité balkanique, celle-ci n'avait de sens « *que si elle est basée sur une solidarité de défense et d'entraide mutuelles, avec, à l'arrière-plan, l'assistance des puissances garantes* ». En conclusion, la note insistait sur la caractère pressant de l'affaire : « *nous disposons vraisemblablement de trois mois pour mettre au point cette double organisation technique et diplomatique d'un bastion de résistance balkanique aux entreprises allemandes et russes. Si nous ne y appliquons pas avec la persévérance et la foi dont dépend le succès, la tentation sera grande, au printemps, pour le Reich et l'URSS de modifier fondamentalement à leur avantage la carte de la guerre, pour l'Italie d'entrer, par une prise de gage lucrative, dans leur complicité. L'Italie à Corfou et peut-être à Salonique, l'Allemagne sur la mer Egée, la Russie à Stamboul : il suffit d'évoquer ces perspectives pour mesurer de quel poids leur réalisation pèserait sur l'issue finale de la guerre* »⁶²⁸.

⁶²⁷ Hoppenot à Maugras, MAE, dossier Hoppenot 18, 15/12/1939.

⁶²⁸ Note de la direction politique-Europe, MAE, dossier Roumanie 181, 17/12/1939.

De l'autre côté de la Manche, le Cabinet était bien sûr beaucoup moins enclin à se lancer dans une telle opération, mais ses membres savaient bien que c'était une option qu'on ne pouvait exclure, surtout dans le cas d'un conflit turco-soviétique. Interrogé sur ce sujet par Halifax, Numan Menemencioğlu, n'avait en effet pas apaisé les doutes britanniques. Par ses réponses, le diplomate turc avait tenu à garder toutes les options ouvertes pour son pays.

- *« Question : est-ce que le gouvernement turc considérerait la prise de la Bessarabie par l'URSS comme une action devant mener à des consultations selon les dispositions du traité anglo-turc ?*
- *Réponse : cela dépendrait des circonstances du moment.*
- *Question : est-ce que l'URSS était susceptible de continuer son attaque au sud de la Bessarabie ?*
- *Réponse : Une telle action ne saurait être exclue. Il n'était pas probable cependant que les Soviétiques aillent au-delà de la Bessarabie, sauf s'ils avaient pour but de prendre les Dardanelles et étaient de ce fait conduits à une guerre avec la Grande Bretagne.*
- *Question : quelle serait l'attitude adoptée par la Turquie si l'URSS allait au-delà des bouches du Danube ?*
- *Réponse : la décision prise par la Turquie dans cette éventualité dépendrait largement de l'attitude de la Bulgarie, mais en principe elle verrait une telle action soviétique comme une menace sur les intérêts vitaux de la Turquie »⁶²⁹.*

En clair, Ankara se réservait le droit de décider à tout moment de l'opportunité d'une rupture avec l'URSS, laissant habilement d'ailleurs entendre qu'une telle décision engagerait de fait la Grande Bretagne dans la même voie. La position turque confirmait ainsi qu'une action orientale ne pouvait être formellement exclue du point de vue politique.

Le 15 décembre, après que les chefs d'état-major eurent présenté les résultats de leur visite à Paris, Chamberlain adopta *grosso modo* le point de vue de ces derniers. Dans

⁶²⁹ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM112(39), TNA, CAB 65/2, 12/12/1939.

le cadre politique incertain du moment, il était utile de se préparer à affronter au printemps une descente germano-soviétique en Europe du sud-est, quitte à envisager pour cela le déplacement de certaines unités du front ouest vers les Balkans. Cette préparation répondait autant que possible à l'incertitude quant aux intentions soviétiques dans les Balkans et les Détroits. Restait alors la question italienne, sur laquelle les chefs d'état-major avaient eux-mêmes insisté : il fallait que la neutralité de Rome fut assurée de manière irréversible avant d'envoyer tout corps expéditionnaire. Cette condition pouvait fonctionner comme une véritable soupape de sécurité, utile pour freiner l'exécution des projets français si ceux-ci étaient jugés inopportuns. Clôturent la réunion du Cabinet, Chamberlain synthétisa la nouvelle position britannique : « *notre politique devrait donc être d'avancer dans la préparation d'une intervention dans les Balkans, dans la mesure où cela pourrait être fait sans en aucun cas se confronter à l'Italie* »⁶³⁰.

C'était donc dans ces conditions que le Conseil Suprême Interallié se réunit pour discuter avant tout de la question balkanique⁶³¹. Daladier étant avant tout soucieux de parvenir à un consensus avec la délégation britannique, il avait pris soin de refuser que Weygand, qui était pourtant toujours en France, assistât au conseil⁶³². Le président du Conseil avait visiblement compris que dans cette affaire, pour reprendre les termes de Yannis Mourélos, « *exprimer des intentions autres que celles de la stricte défense des intérêts alliés en orient produit chez les Anglais mauvais effet psychologique* »⁶³³. De même que Gamelin huit jours auparavant, Daladier s'efforça donc de présenter l'opération balkanique en insistant sur la portée limitée de ses buts. Il s'agissait de constituer une coalition des pays balkaniques, capable de résister efficacement à la descente allemande qu'on pouvait prévoir pour le printemps. Daladier concédait

⁶³⁰ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM115(39), TNA, CAB 65/2, 15/12/1939.

⁶³¹ Pour les détails du conseil, v. François BEDARIDA, *La stratégie secrète de la drôle de guerre. Le Conseil suprême interallié, septembre 1939-avril 1940*, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques & Éditions du C.N.R.S., 1979, pp. 203-229 ; et aussi Paul de VILLELUME, *Journal d'une défaite. Août 1939-Juin 1940*, Paris, Fayard, 1976, pp. 131-132.

⁶³² François BEDARIDA, *La stratégie secrète de la drôle de guerre. Le Conseil suprême interallié, septembre 1939-avril 1940*, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques & Éditions du C.N.R.S., 1979, p. 199.

⁶³³ Yannis MOURELOS, « Le pacte tripartite anglo-franco-turc d'octobre 1939 et ses problèmes de mise en application » dans Jean-Claude Allain (dir), *Des étoiles et des croix : mélanges offerts à Guy Pedroncini*, Economica, Paris, 1995, p. 418.

également qu'il était exclu d'envoyer tout corps expéditionnaire sans être sûr de la neutralité italienne.

Chamberlain ne parut pas opposé sur le principe à cette préparation. Il objecta cependant que les armées balkaniques étant de niveau très inégal, il importait de centrer toute la stratégie sur l'aide à la Turquie qui possédait de loin les forces armées les plus efficaces. D'autre part, pour être sûr de l'attitude italienne, il adopta le point de vue de l'ambassadeur britannique à Rome, Percy Loraine, qui conseillait d'informer officiellement le gouvernement de Rome sur les intentions alliées avant d'engager tout préparatif⁶³⁴. Sur ce dernier point, Daladier n'avait pas oublié les blocages politiques -et notamment ceux relatifs à la politique italienne- dont avait souffert le front d'Orient depuis septembre. Il se montra donc réticent à laisser à Rome et Londres le soin de stopper à nouveau la préparation : *« si nous interrogeons l'Italie tout de suite, sa réponse risque d'être défavorable. Si nous nous bornons à poursuivre nos préparatifs, sans entamer de discussion avec elle, nous verrons bien quelle sera sa réaction »*. L'idée de Daladier était sans doute que l'Italie ne pouvait rester neutre face à une expédition balkanique. Elle serait soit amenée à s'y opposer, offrant ainsi aux marines française et britannique l'occasion de l'attaquer, soit à la soutenir, et rejoindre de fait le combat des alliés.

En fait, le désaccord n'était pas inconciliable. Nous l'avons vu, les deux délégations étaient intéressées par la préparation d'une action balkanique, et ne se divisaient que sur l'ampleur et la profondeur de cette préparation. Une grande partie de la distance qui les séparait avait été couverte lors de la réunion militaire du 11 décembre. Le compromis ne fut pas très difficile à trouver. Au terme des débats, il fut décidé que les contacts discrets d'états-majors entre la France et les pays balkaniques seraient poursuivis, avec une attention particulière à la Turquie. Pendant ces préparatifs, et avant tout passage à l'acte, le gouvernement italien serait officiellement informé par les soins de Percy Loraine (donc du gouvernement britannique) que *« les alliés se proposaient de faire certains pas de caractère préparatoire et défensif contre une possible agression dans les Balkans par une action de l'Allemagne et/ou de la Russie »*. C'était finalement

⁶³⁴ Position officiellement adoptée par le Cabinet lors de sa seconde séance du 15 décembre. Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM116(39), TNA, CAB 65/2, 15/12/1939.

un compromis dont tous pouvaient se sentir gagnants. Le gouvernement français avait enfin obtenu l'approbation politique britannique au principe d'une opération orientale, et avait même la responsabilité d'en dessiner les contours. La partie britannique était ainsi déchargée d'une tâche qui paraissait à Londres nécessaire mais risquée. Tandis que Paris s'exposerait dans le terrain miné des entretiens balkaniques, Londres gardait l'entier contrôle de la soupape de sécurité italienne, et pouvait par conséquent à tout moment stopper l'opération. Cette idée n'était cependant pas à l'ordre du jour immédiat le gouvernement britannique. Au lendemain du CSI, le Cabinet estima qu'avant de bloquer les préparatifs orientaux en invoquant l'attitude négative de l'Italie, il fallait attendre que la situation orientale s'éclaircisse un peu. Comme il fut décidé, Lorraine ne ferait donc aucune démarche avant que cet éclaircissement n'ait eu lieu⁶³⁵.

Le CSI examina également la question finlandaise. Se montrant moins réservé qu'il ne l'avait fait sur les Balkans, Daladier ne parvint pas à obtenir le soutien britannique à un projet d'assistance directe à Helsinki ainsi qu'aux deux autres Etats scandinaves s'ils venaient à être à leur tour menacés. Néanmoins, par leur inclusion commune dans le même ordre du jour, les questions balkanique et scandinave étaient désormais intimement liées. Aux yeux des Français, elles étaient devenues les deux piliers d'une nouvelle stratégie orientale, susceptibles de dépasser les impasses politiques sur lesquelles on s'était jusque là heurté.

2.3. L'alliance en marche ? La levée de la clause suspensive.

Moins d'un mois après la tenue du CSI, un événement vint couronner le processus de rapprochement qui s'était engagé entre les alliés et la Turquie depuis près d'un an. Le 8 janvier 1940, Edouard Daladier, l'ambassadeur britannique en France Reginald Campbell et Numan Menemencioğlu signèrent à Paris une série d'accords commerciaux, clôturant ainsi plus de deux mois d'intenses négociations.

Comme le principe en avait été accepté lors de la signature du traité tripartite, Paris et Londres prirent deux engagements vis-à-vis de la Turquie. D'une part, les deux gouvernements lui accordèrent un crédit de vingt cinq millions de Livres Sterling, remboursable en quarante semestrialités à partir de juin 1940, qui lui permettrait de se

⁶³⁵ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM120(39), TNA, CAB 65/2, 20/12/1939.

fournir en matériel militaire. Un calendrier échelonné de janvier à juin 1940 prévoyait à ce titre une série de livraisons en matériel anti-char, anti-aérien et aéronautique. D'autre part, un effort financier considérable était fourni pour aider Ankara à désengager son économie vis-à-vis du Reich. Comme promis en octobre 1939, le gouvernement turc obtenait un emprunt en or d'une valeur de quinze millions de Livres Sterling. De plus, les alliés s'engageaient à acheter en deux ans jusqu'à deux cent cinquante mille tonnes de minerai de chrome que la Turquie vendait jusque là principalement à l'Allemagne. Ils achèteraient également jusqu'à la fin du conflit l'essentiel des exportations turques en tabac et fruits secs. Ces achats devaient coûter annuellement près de un million trois cent mille Livres à la Grande Bretagne et cent vingt quatre millions de Francs à la France.

Le coût de ces accords était considérable pour les alliés, mais ceux-ci obtenaient d'Ankara un pas supplémentaire vers une collaboration militaire pleine et entière. Un protocole joint aux accords prévoyait la levée de la clause suspensive dès que serait mis à disposition du gouvernement turc l'emprunt en or⁶³⁶. Cette ultime étape ne tarda pas à être franchie. Le 28 janvier 1940, un train transportant l'or promis arriva à Ankara après avoir traversé la frontière turco-syrienne. Après avoir fait peser et vérifier chaque lingot qui lui était parvenu, la Banque Centrale turque constata que l'emprunt avait bien été versé. Le premier février, le premier ministre turc Refik Saydam annonça à Massigli et à Knatchbull-Hugessen que la clause suspensive était caduque⁶³⁷.

L'alliance turque était-elle pour autant complète et pleinement opérationnelle ? C'était à relativiser, car le gouvernement turc gardait toujours le contrôle de plusieurs soupapes de sécurité qui lui permettaient de conditionner sa solidarité et sa coopération avec les alliés. D'une part, dès lors que les livraisons de matériel militaire avaient fait l'objet d'un échelonnement au nom duquel la clause suspensive avait été levée, il suffisait à Ankara de constater un quelconque retard dans les livraisons pour déclarer que les termes de l'accord du 8 janvier n'avaient pas été respectés⁶³⁸. D'autre part, il ne fallait pas perdre de vue que, quelles que pouvaient être les appréhensions des diplomates turcs

⁶³⁶ Le texte des accords se trouve dans la « Note pour le Cabinet du ministre » n° 15/RB (rédigée par la direction des relations commerciales du Quai d'Orsay), MAE, dossier Y-694, 20/1/1940.

⁶³⁷ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, pp. 338-339.

⁶³⁸ Baskın ORAN (dir), *Türk Dış Politikası, Kurtuluş Savaşından Bugüne. Cilt I: 1919-1980 (La politique étrangère turque de la guerre de Libération à aujourd'hui. Tome I: 1919-1980)*, Ankara, İletişim Yayınları, 2001, p. 394.

face à l'expansionnisme du Kremlin, il n'avait pas jusque là pas été question de lever la réserve soviétique. C'était un levier particulièrement important aux mains du gouvernement d'Ankara, au moment même où la collusion germano-soviétique semblait être aux yeux de beaucoup un fait accompli.

Un mois après son commencement, la guerre de Finlande avait donc considérablement fait évoluer la situation orientale. Français, Britanniques et Balkaniques étaient désormais conscients qu'il y avait lieu au moins de penser à la constitution d'un front d'Orient, dès lors que le centre de gravité conflit européen s'était déplacé vers l'est. Face à la menace soviétique sur les Balkans, la solidarité d'intérêts semblait se reconstituer.

La lecture des événements montre cependant que la situation n'était pas aussi simple. Si les ambitions soviétiques en Europe orientale préoccupaient tout le monde, chacun avait sa propre approche de la politique à suivre vis-à-vis de Moscou. Cette approche allait de la simple réserve en ce qui concernait Londres à la franche hostilité en ce qui concernait certains cercles du gouvernement français, et probablement Daladier lui-même. Les Etats balkaniques de même que la Turquie se retrouvaient quant à eux à cheval entre ces deux tendances.

Au moment où la levée de la clause suspensive du traité d'Ankara ouvrait la voie à la préparation pratique d'une action militaire, il n'existait donc pas de ligne de conduite cohérente, ni au sein du gouvernement français, ni au sein des alliés, et ce en dépit des efforts considérables qu'avait consacrés le général Gamelin pour concilier -au moins dans la forme- tous les points de vue. Dès lors, l'arrivée sur la scène orientale de l'Union Soviétique était de nature à compliquer un peu plus la donne. Comme le remarquait Louis Dillemann, «à mesure que le nombre des acteurs grandissait sur le Théâtre d'Opérations de la Méditerranée Orientale, les perspectives de leur futur rôle s'embrouillaient, d'autant plus que chacune partait de données imaginaires »⁶³⁹.

⁶³⁹ Louis DILLEMANN, « T.O.M.O. 1939-1940 », dans *Revue de l'occident musulman et de la Méditerranée*, n° 36, 1983, p. 122.

3. De l'espoir au blocage : le casse-tête des contradictions interalliées.

3.1. Le nouveau cadre stratégique français.

3.1.1. La stratégie française à l'heure de la guerre contre l'Union Soviétique.

A Paris, on n'avait pas attendu les décisions du CSI pour lancer les études sur des éventuelles actions dans les Balkans. Depuis la mi-décembre, on assistait à un foisonnement bien plus large de projets militaires, dont le but était de trouver, par une combinaison d'actions géographiquement éloignées, une nouvelle issue au conflit.

Il faut ici insister sur un point essentiel: dans les premières semaines de 1940, alors que l'Armée rouge s'enlisait toujours en Carélie, la politique intérieure française évoluait dans un sens de plus en plus anti-soviétique, faisant de la défense de la Finlande l'enjeu capital de la conduite de la guerre⁶⁴⁰. Après avoir été une guerre contre l'Allemagne, le conflit devenait, pour reprendre les termes de François Fonvieille-Alquier, une croisade des démocraties contre tous les totalitarismes, voire une véritable lutte de la civilisation européenne et chrétienne contre le barbarisme athée venu d'Asie⁶⁴¹. Marqué par une intense propagande pro-finlandaise, ce nouveau cadre était naturellement de nature à influencer l'ensemble de la conception générale du conflit et donc des plans d'action militaire. Jusque là, Salonique avait été l'unique point de diversion d'un conflit opposant la France à l'Allemagne. Désormais il n'en était rien. Dans le cadre d'une guerre menée à la fois contre l'Allemagne et l'Union Soviétique, c'était tout un réseau d'opérations couvrant l'ensemble de l'Europe centrale et orientale qui constituait la colonne vertébrale de la stratégie française.

Au service historique de la Défense, les archives du Cabinet d'Edouard Daladier comportent ainsi une « *note sur la conduite stratégique de la guerre* », datée du 30 décembre 1939. Pour son rédacteur, la situation politique d'ensemble était marquée par la collusion germano-soviétique, qui « *déclarée depuis quatre mois, apparaît maintenant suffisamment solide pour penser que les Russes et les Allemands se sont mis d'accord*

⁶⁴⁰ François BEDARIDA, *La stratégie secrète de la drôle de guerre. Le Conseil suprême interallié, septembre 1939-avril 1940*, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques & Éditions du C.N.R.S., 1979, p. 236.

⁶⁴¹ François FONVIEILLE-ALQUIER, *The French and the phoney war 1939-1940* cité par Eleanor Gates, *End of the affair: the collapse of the Anglo-French alliance 1939-1940*, University of California Press, Berkeley LA, 1981, pp. 62-63.

pour sur un partage de l'Europe centrale, orientale et balkanique en zones d'influence ou d'asservissement ». Pour battre cette nouvelle alliance, on ne pouvait penser à une action d'envergure sur le front ouest. On revenait ainsi au principe de la diversion du conflit, à partir de trois fronts extérieurs permettant de combattre en même temps l'Allemagne et l'URSS.

Le premier front était la Scandinavie. En commençant par soutenir la Finlande contre l'URSS, il s'agissait d'interdire à l'Allemagne l'accès à la Norvège, et donc lui couper le ravitaillement en minerai de fer. Le rédacteur de la note proposait l'envoi, dans un premier temps, d'une « légion française » en Finlande. Le deuxième front était nouveau et devait se centrer sur le Caucase. Eminemment économique, le but premier d'une opération caucasienne était de « *détruire la pipe-line Bakou-Batoum et si possible les exploitations de Bakou, d'où proviennent les trois quarts du pétrole russe* ». Dès lors, la Turquie, pièce maîtresse d'une stratégie jusque là primordialement balkanique, s'intégrait pleinement dans ces opérations : « *il semble possible d'obtenir du gouvernement d'Ankara qu'il ferme les yeux sur l'existence de bandes armées qui auraient pour mission de couper la pipe-line et de détruire quelques stations de pompage. Ces bandes pourraient être à base de Tcherkesses ou de Kurdes, réfugiés en Syrie et dont le pays d'origine est précisément le Caucase. Si on voulait monter des opérations de grande envergure on pourrait y intéresser les Turcs en leur promettant la Transcaucasie qui fut, récemment encore, possession ottomane* ».

Le troisième front se situait dans les Balkans et était présenté comme le plus intéressant des trois. Rejetant l'idée d'un simple dispositif à établir en Thrace ou à Salonique pour résister à une éventuelle attaque germano-soviétique, le rédacteur de la note espérait clairement y provoquer le détournement du conflit. « *Peut-être, d'un point de vue général, peut-on penser que nous aurions intérêt à provoquer une offensive ennemie sur la Roumanie, cette action étant susceptible de déterminer des prises de position favorables à nos intérêts* ». En effet, la note escomptait qu'une descente germano-soviétique dans les Balkans coaliserait contre elle, autour de la France, les Etats balkaniques ainsi que l'Italie qui « *a laissé entendre qu'elle s'opposerait par tous les moyens à une progression soviétique dans les Balkans. Dans ces conditions* », pouvait-on lire ensuite, « *il paraît possible de faire naître un front commun italo-balkanique contre*

une invasion germano-russe (...). Si l'Italie entre dans cette voie, il serait possible d'envisager un front italo-yougoslave sur le Brenner ».

Le projet de front balkanique avait été ainsi entièrement redessiné à la lumière des nouvelles conditions géopolitiques. Soutenu par les fronts scandinave et surtout caucasien il devait servir au détournement complet du conflit, rassembler les forces armées balkaniques et italienne et provoquer ainsi la défaite de l'Allemagne, confrontée selon la note à « *la dispersion de ses efforts, l'obligation de jouer des lignes intérieures à longue distance, l'usure corrélative de ses moyens de transport ferrés et automobiles* ». Ce n'était qu'à ce moment que l'on pourrait prendre l'initiative sur le front occidental en vue de donner le « *coup de grâce* »⁶⁴².

Ce revirement stratégique n'était pas ponctuel. Dans une note qu'il remit à Daladier le 23 janvier 1940, Gamelin en reprit les principes fondamentaux. Il constatait que le blocus n'était pas complet, puisque le Reich profitait pleinement de la Scandinavie et de la mer Noire pour se ravitailler. La conduite de la guerre était donc à un blocage et le commandant en chef proposait donc de préparer « *toute manœuvre de nature à troubler l'équilibre actuel pour 'en sortir'* ». Il était cependant exclu de tenter cette fuite en avant sur le front ouest où Gamelin pensait toujours impossible une décision rapide : « *si l'on admet, comme les Allemands, l'insuccès ou le prix excessif de toute manœuvre frontale, il n'y a, pour sortir de l'équilibre actuel, qu'une manœuvre d'aile ou excentrique* ».

Gamelin reprenait pleinement les trois fronts que proposait la note du 30 décembre. Toujours réticent à dégarnir le front occidental, il comptait cependant sur les forces des pays alliés pour mener le combat. Pour les Balkans, il considérait qu'une expédition n'était souhaitable « *que si elle a un but plus important que celui de constituer un front défensif et si elle contribue à ranger à nos côtés, non seulement les divisions de quelques nations balkaniques, mais les moyens plus puissants de l'Italie* ». Pour le Caucase, il appartenait à la Turquie d'ouvrir les Détroits aux marines alliées et à son armée d'occuper, avec sans appoint français, les champs pétrolifères de Bakou⁶⁴³.

⁶⁴² « Note sur la conduite stratégique de la guerre », SHD-DAT, carton 27N4/2, 30/12/1939.

⁶⁴³ Gamelin, « Note sur la conduite de la guerre », SHD-DM, carton TTA92, 23/1/1940.

Après avoir été délaissée pendant l'automne, la stratégie de la diversion refaisait donc son apparition. Cependant, cette diversion ne se fondait pas sur un mais sur trois projets parallèles qui pouvaient tout aussi bien se compléter que s'exclure l'un l'autre. Salonique faisait partie d'un triangle stratégique l'unifiant à la Scandinavie et au Caucase.

3.1.2. Les Balkans à l'ombre du Caucase.

Dans le cadre de cette stratégie nouvelle, l'idée d'une action au Caucase paraissait prioritaire par rapport au débarquement à Salonique, notamment dans l'optique d'une guerre économique. En effet, c'était au Caucase, à Bakou, Grozny et Maïkop qu'étaient produites et raffinées quelques vingt cinq millions de tonnes de pétrole par an, soit 87% de la production totale de l'URSS en pétrole. De plus, en vertu des accords germano-soviétiques de l'automne 1939, Moscou s'était engagée à livrer annuellement à Berlin près d'un million de tonnes de ce pétrole. Les alliés le savaient, leur blocus contre le Reich était allégrement contourné par ce trafic qui transitait par le port de Batoum, la mer Noire et le Danube pour rejoindre le Reich. En privant d'une façon ou d'une autre l'Union Soviétique de ces ressources pétrolières, on arrivait à frapper du même coup l'économie allemande.

Il y avait d'autres raisons qui faisaient que le Caucase était considéré comme le talon d'Achille de l'Union Soviétique. Cette région -composée d'une multitude de populations majoritairement non-russes- avait été pleinement soumise à la souveraineté soviétique au début des années 1920, après l'échec d'éphémères républiques indépendantes surgies après la révolution de 1917. Depuis, l'ensemble de l'Europe, et notamment la France et la Pologne, avait accueilli un réseau d'organisations caucasiennes exilées qui étaient parvenues à se fédérer autour d'un mouvement d'opposition au bolchevisme visant à rétablir la souveraineté des peuples non-russes de l'URSS. Gravitant autour de la revue *Prométhée* qui lui a donné son nom, ce mouvement avait acquis dans les années 1930 une influence considérable au sein des milieux politiques polonais et français⁶⁴⁴. Depuis que Moscou et Berlin agissaient de pair en Europe

⁶⁴⁴ Etienne COPEAUX, « Le mouvement prométhéen » dans *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n° 16, Paris, juillet-décembre 1993. Georges TARGALSKI, « Les plan polonais

orientale, le climat anti-soviétique qui s'imposait à Paris constituait un terreau favorable pour que l'idée d'une rébellion caucasienne revienne progressivement en force. Le gouvernement géorgien en exil à Paris (et en contact avec des milieux politiques français) établissait depuis le mois de septembre des plans de subversion visant à déstabiliser la région. En décembre 1939, l'idée était désormais discutée dans les sphères du gouvernement et du haut-commandement.

De même et peut-être mieux que dans les Balkans, une action périphérique au Caucase s'offrait donc pour accomplir plusieurs objectifs: au minimum, mener une guerre économique efficace en privant l'Allemagne d'une partie de son ravitaillement; au maximum, dans le cadre d'un conflit opposant les alliés à un bloc soudé germano-soviétique, réussir une diversion en la faisant partir d'un des points les plus vulnérables de ce bloc. Si cette diversion réussissait, on imaginait déjà un retournement complet du conflit. Frapper au Caucase tout en avançant simultanément depuis la Finlande vers Léninegrad conduisait à prendre en tenaille le territoire soviétique et peut-être faire chuter le régime communiste⁶⁴⁵. Les spéculations sur les chances de succès de l'entreprise allaient bon train. Au bureau des opérations du Grand Quartier Général, une « *note rédigée par deux Français connaissant à merveille la région* » affirmait que les mouvements sécessionnistes caucasiens n'attendaient que le renfort allié pour couper le trafic de pétrole, ôter le Caucase au contrôle de Moscou et provoquer dans la même lancée la chute du régime communiste⁶⁴⁶.

Au début de janvier 1940, les différents projets d'action au Caucase étaient l'objet de nombreuses notes rédigées à la direction politique du Quai d'Orsay⁶⁴⁷, ainsi qu'au troisième bureau du Grand Quartier Général. Le 19 janvier 1940, Edouard Daladier manifesta son intérêt pour l'entreprise. Il commanda au général Gamelin une étude sur une intervention éventuelle pour la destruction des pétroles russes en envisageant trois moyens: l'interruption du trafic de pétrole par une action des marines alliées en mer Noire; l'intervention directe au Caucase; le soutien aux mouvements d'émancipation des

concernant l'éclatement de l'URSS, le mouvement Prométhée et le Caucase », dans *Bulletin de l'observatoire de l'Asie centrale et du Caucase* n°3, Paris, mars 1997

⁶⁴⁵ Jean-Baptiste DUROSELLE, *Politique étrangère de la France. L'abîme 1939-1944*, Paris, Imprimerie nationale, 1982, p. 91.

⁶⁴⁶ « Note sur une opération contre les pétroles du Caucase », SHD-DAT, carton 27N9/3, 17/1/1940.

⁶⁴⁷ Voir par exemple Hoppenot à Rochat, MAE, dossier Fouques-Duparc 83, 23/12/1939.

populations musulmanes⁶⁴⁸. Jusque là centrée sur les Balkans, la stratégie de la diversion orientale voyait donc son centre de gravité déplacé vers l'est, tout en gardant le même point d'appui: le territoire turc.

Pour frapper au Caucase, la Turquie était en effet incontournable, quel que fût le type de l'action envisagé. L'entrée des troupes alliées en mer Noire était soumise à l'ouverture des Détroits. La frontière turco-soviétique était à quinze kilomètres de Batoum qui constituait l'une des cibles principales d'une intervention directe. Enfin, un soutien aux mouvements d'émancipation supposait l'existence de bases logistiques qui pouvaient s'implanter en territoire turc. A cheval entre Balkans et Caucase, après avoir été le pilier d'une expédition balkanique, la Turquie devenait la rampe de lancement d'une action caucasienne. La direction politique du Quai d'Orsay insista d'ailleurs sur ce point dans une note du 25 janvier 1940: *« il faut que nous nous assurions des dispositions de la Turquie dont le concours nous est indispensable et doit se traduire au minimum par l'ouverture des Détroits aux flottes alliées et l'octroi de survol à nos escadrilles. La Turquie se prêterait-elle, sinon à nous donner son concours actif dans cette guerre, tout au moins à nous accorder telles facilités qui nous permettent d'atteindre l'URSS au point le plus vulnérable de son équilibre économique et national »*⁶⁴⁹.

Tout cela n'était cependant pas très simple. L'alliance turque avait été conçue et conclue dans la perspective d'opérations méditerranéennes et balkaniques avec une Union Soviétique, sinon alliée, du moins non-belligérante. Pour qu'Ankara se prête à des entreprises contre les intérêts soviétiques en Mer Noire et au Caucase, il fallait qu'elle déclare la guerre à Moscou, ce qui était en totale contradiction avec le protocole n° 2 de son traité d'alliance. Quant aux Détroits, les clauses de la convention de Montreux imposaient à une Turquie neutre de ne les ouvrir qu'à des bâtiments portant assistance à un Etat victime d'une agression avec lequel la Turquie avait un traité d'assistance dans le cadre de la SDN⁶⁵⁰. Pour mener des opérations contre l'URSS, il y avait donc deux choix. On pouvait donner une interprétation large aux dispositions de Montreux en incluant les actions en Mer Noire dans le cadre de l'assistance à la Finlande et forcer ainsi la Turquie

⁶⁴⁸ Guerre (Daladier) à GQG (Gamelin), SHD-DAT, carton 27N9/3, 19/1/1940.

⁶⁴⁹ « Assistance à la Finlande », MAE, dossier Fouques-Duparc 75, 25/1/1940.

⁶⁵⁰ « Note sur les conditions juridiques d'une action maritime en mer Noire », SHD-DAT, carton 27N9/1, 18/1/1940.

à ouvrir les Détroits. La deuxième solution était de faire pression sur Ankara pour qu'elle rompe totalement avec l'URSS.

Depuis Ankara, René Massigli laissait entendre que la seconde solution, quoique difficile, n'était pas impossible à mettre en oeuvre, à condition de cultiver, en même temps que la crainte du gouvernement turc face aux ambitions du Kremlin, l'émotion et l'intérêt de l'opinion publique pour le sort des peuples musulmans (et en majorité turcophones) du Caucase. Après avoir connu ses heures de gloire avec les encouragements allemands au début du 20^{ème} siècle, le Pantouranisme, ce mouvement visant à la réunion de tous les peuples turcophones dans un même Etat refaisait surface dans les propos de l'ambassadeur français. Au début du mois de février 1940, Massigli constatait ainsi dans une note que *« dans le public, notamment dans les milieux militaires mais pas ceux-là seulement, on parle de plus en plus des Musulmans du Caucase et de Bakou (...). Dans la mesure où l'on croira constater davantage de faiblesse russe, ces idées peuvent gagner du terrain. Elles gagneront d'autant plus facilement que leurs partisans sauront mieux suivant l'interlocuteur auquel ils s'adresseront varier leur langage et parler tantôt 'Pantouranisme', tantôt 'fraternité de race', tantôt 'pétrole'. Il ne faut plus exclure que nous puissions faire jouer ce ressort le jour où nous estimerions y avoir intérêt »*⁶⁵¹.

En fait, cela faisait probablement plusieurs mois que des services de renseignement étaient à l'œuvre en Turquie pour préparer et encourager un tel mouvement et faire du territoire turc la base arrière d'actions de subversion. Selon l'historien Georges Mamoulia, un agent géorgien circulait depuis octobre 1939 entre Beyrouth, Ankara et la frontière turco-soviétique. A Beyrouth, il aurait reçu le soutien du général Weygand qui lui aurait promis d'influer sur le maréchal Çakmak pour que l'armée turque soutienne ces actions préparatoires⁶⁵². D'autre part, dans une coïncidence assez anecdotique, le gouvernement polonais (qui depuis son exil en France soutenait ouvertement les projets de subversion au Caucase) négociait avec le TOMO pour l'envoi en Syrie d'une brigade polonaise, composée de Polonais réfugiés en France et dans les Balkans, et chargée d'épauler le futur corps expéditionnaire oriental dans les opérations

⁶⁵¹ Ankara à Diplomatie n° 291, MAE, dossier Fouques-Duparc 83, 12/2/1940.

⁶⁵² Entretien avec Georges Mamoulia, Paris, juillet 2007.

que celui-ci aurait à mener. Au début de février 1940, une mission menée par le capitaine Schott arriva à Beyrouth pour fixer les détails du transfert des six mille hommes composant la brigade, dont l'arrivée au Levant était échelonnée entre les mois d'avril et de juin 1940⁶⁵³.

L'idée d'une action orientale avait donc été complètement revue à la lumière de la lutte contre l'Union Soviétique. Conçue pour préparer une opération balkanique, l'alliance turque était désormais au service d'une subversion au Caucase, tandis que le débarquement à Salonique était comme abandonné.

3.1.4. L'irréductible hésitation britannique sur la conduite de la guerre.

La complexité de ces nouveaux projets français était renforcée par l'attitude toujours hésitante de la Grande Bretagne, notamment lorsqu'il s'agissait de prendre le risque d'un conflit avec l'URSS, que ce fût en Scandinavie ou au Caucase.

Certes, dans la mesure où ces actions étaient des actes de guerre économique, elles ne laissaient pas indifférent le Cabinet et surtout l'état-major qui constataient clairement en ce début de 1940 que le blocus économique contre l'Allemagne était inefficace. Tout en veillant (à la différence de leurs homologues français) à ne pas se tromper d'ennemi, les chefs d'état-major n'excluaient plus de prendre des initiatives hostiles à l'Union Soviétique. Le 10 janvier, un rapport soumis au Cabinet estimait que si cela était le seul moyen pour intensifier la guerre économique et provoquer la défaite de l'Allemagne, alors « *les désavantages d'une guerre avec l'URSS devaient être acceptés* »⁶⁵⁴. Dans ces conditions, les projets d'actions périphériques faisaient leur chemin à Londres dans la mesure où ils se plaçaient dans la logique de la guerre économique. Ainsi, la Scandinavie ne laissait pas les Britanniques indifférents. Toujours était-il que, à la différence de Paris, ils ne concevaient pas l'assistance à la Finlande comme un moyen pour combattre l'URSS mais plutôt un prétexte pour débarquer en Scandinavie interrompre le flux de minerai de fer scandinave vers l'Allemagne; le tout

⁶⁵³ « Mission militaire franco-polonaise. Journal du détachement au Levant », SHD-DAT, carton 32N503/10, 25/9/1939.

⁶⁵⁴ Rapport cité dans Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, p. 345.

était de décider si, pour mener une telle opération, on était prêt à prendre le risque d'un conflit armé avec Moscou⁶⁵⁵.

Y avait-il, dans ces conditions, un terrain d'accord avec Paris sur les projets caucasiens? Depuis la fin de 1939, l'idée était connue du *Foreign Office* qui, fidèle à sa ligne prudente, avait totalement exclu d'intervenir dans la région dans le simple but d'y ouvrir des hostilités contre l'URSS. Dans un rapport qu'il avait remis à ce titre au Cabinet, Halifax avait précisé que « *toute tentative d'activités subversives au sein de l'Union Soviétique est en même temps indésirable et impraticable* »; ce n'était qu'au cas où l'URSS attaquait elle-même les intérêts britanniques au Moyen Orient que « *la possibilité de troubles en Transcaucasie serait très grande* »⁶⁵⁶. De même que pour les Balkans, on ne s'interdisait pas de penser à certaines actions, sans pour autant prendre la décision de les mener à exécution. Bien sûr, au sein du Cabinet, certains cercles étaient moins hésitants et, dans le cas du Caucase, voyaient tout le profit qui pouvait être tiré par une interruption du trafic du pétrole caucasien vers l'Allemagne. C'était particulièrement le cas de l'Amirauté et de son premier Lord. Comme nous l'avons vu, Churchill avait, dès la signature du traité d'Ankara, évoqué la possibilité d'utiliser les Détroits et la mer Noire afin d'agir contre l'URSS si celle-ci poussait trop loin sa collusion avec l'Allemagne en Europe orientale. Trois mois plus tard, en janvier 1940, la Marine Royale travaillait sur un projet visant à prendre par un coup de force le contrôle de la Mer Noire, avec le soutien tacite du gouvernement turc⁶⁵⁷.

Il n'en demeurait pas moins qu'au niveau politique ce processus était trop hésitant pour permettre une véritable coordination entre Paris et Londres. Face à Churchill ou au chef de l'état-major impérial Edmund Ironside qui étaient tentés par une action pouvant éventuellement conduire à une guerre avec l'URSS, Halifax et Chamberlain étaient toujours réticents à faire ce pas. Ainsi, pendant qu'à Paris on rêvait déjà d'une rébellion caucasienne conduisant à une grande marche des alliés vers Moscou, à Londres, les discussions sur l'opportunité de rompre avec l'URSS paraissaient interminables. Ce ne

⁶⁵⁵ ELEANOR M. GATES, *End of the affair: the collapse of the Anglo-French Alliance 1939-1940*, Berkeley LA, University of California Press, 1981, p. 39.

⁶⁵⁶ « *The Soviet threat to British interests in the Middle East* » n° WP(39)150, TNA, CAB 66/3, 6/12/1939.

⁶⁵⁷ Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, p. 348.

fut que le 29 janvier que, constatant l'enlissement des troupes soviétiques en Finlande, Chamberlain reconnut que « *les événements semblent conduire à des hostilités ouvertes avec l'URSS* » et demanda d'en parler avec le gouvernement français lors d'un Conseil Suprême Interallié⁶⁵⁸.

Tenu à Paris le 5 février 1939, celui-ci ne permit pas de grande avancée dans la collaboration entre les deux pays, le gouvernement britannique étant avant tout soucieux de calmer les élans belliqueux de Paris⁶⁵⁹. Limitée à la question scandinave, la discussion montra que, bien que n'excluant pas formellement l'idée d'une guerre contre l'Union Soviétique, le gouvernement britannique y était toujours réticent. Ainsi, la décision d'assister ouvertement la Finlande (et donc d'ouvrir les hostilités avec Moscou) fut soumise à un appel explicite à l'aide de la part du gouvernement d'Helsinki, ainsi qu'à l'autorisation des neutres norvégien et suédois pour que les troupes alliées traversent leurs territoires. Quant au Caucase, il n'y eut aucune référence à la question au cours du Conseil.

C'est ainsi qu'au début de 1940, les débats sur le front d'Orient avaient été rendus encore plus complexes qu'auparavant. Influencée par une opinion publique et une classe politique pressées d'en découdre avec l'URSS, la stratégie française réorientait tout son dispositif oriental dans cette optique, dans le cadre d'une coopération très elliptique avec le partenaire britannique.

La question était dès lors de savoir ce qui allait advenir du projet de Salonique qui se trouvait à l'ombre des projets caucasiens. Officiellement en effet, l'idée d'un front balkanique n'avait pas été abandonnée, des contacts d'états-majors devaient avoir lieu en Grèce et en Turquie, et Weygand se préparait toujours à conduire dans les Balkans son corps expéditionnaire.

⁶⁵⁸ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM26(40), TNA, CAB 65/5, 29/1/1940.

⁶⁵⁹ FRANÇOIS BEDARIDA, *La stratégie secrète de la drôle de guerre. Le Conseil suprême interallié, septembre 1939-avril 1940*, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques & Éditions du C.N.R.S., 1979, p. 271.

3.2. Salonique délaissée ?

3.2.1. L'insoluble problème italien.

Le projet de Salonique devait rapidement se retrouver bloqué par l'insoluble question de la politique italienne. Le CSI avait voulu en apparence clarifier la situation en décidant qu'une démarche serait menée à Rome par l'ambassadeur britannique Percy Loraine afin d'obtenir, sinon la collaboration, du moins la bienveillance italienne dans un débarquement à Salonique. Or, nous l'avons vu, le Cabinet britannique considérait que la démarche risquait de mettre en position difficile un gouvernement italien tiraillé entre son alliance avec l'Allemagne d'une part et sa non-belligérance d'autre part, et de le jeter dans les bras du Reich. Il fallait donc attendre d'y voir un peu plus clair dans la situation en Europe orientale avant de prendre ce risque⁶⁶⁰.

Dans cette politique attentiste, Londres avait un allié de taille en la personne de l'ambassadeur de France à Rome, André François-Poncet. Le 25 décembre 1939, ce dernier avait pris lui-même l'initiative de glisser, lors d'un entretien avec le comte Ciano, quelques allusions à la situation balkanique et à la volonté alliée de travailler avec l'Italie pour que fût évitée une invasion dans la péninsule. Ayant reçu en réponse que « *trop de hâte pourrait tout gâcher* »⁶⁶¹ l'ambassadeur fut d'accord avec Percy Loraine pour temporiser, pensant pour sa part que, si elle n'était pas l'objet de pressions intempestives, l'Italie viendrait d'elle-même à collaborer avec les alliés dans les Balkans. Pour François-Poncet, cette évolution se dessinait au fil des jours, lentement mais sûrement. La diplomatie romaine rejoignait les objectifs alliés dans les Balkans, à savoir la protection de la péninsule face à l'intrusion soviétique, et peut-être même allemande.

Il faut dire que, consciente de l'impossibilité pour l'Italie d'entrer en guerre avant 1941, la diplomatie fasciste continuait habilement à jouer dans les Balkans tantôt le rôle du protecteur des révisionnismes et tantôt celui de la puissance garante de la stabilité régionale face au péril soviétique. Au début du mois de janvier 1940, le ministre des Affaires étrangères hongrois, le comte Csaky, fut reçu à Venise par Ciano. Selon

⁶⁶⁰ Le gouvernement français fut d'ailleurs officiellement informé de cette décision par un aide-mémoire remis par le gouvernement britannique deux semaines après la tenue du CSI. Londres à Diplomatie n° 7, MAE, dossier Fouques-Duparc 46, 6/1/1940.

⁶⁶¹ « Initiatives prises par le gouvernement français en faveur d'un rapprochement franco-italien », MAE, dossier Fouques-Duparc 46, 17/4/1940.

François-Poncet, Ciano avait convaincu Csaky d'ajourner les revendications hongroises à l'égard de la Roumanie, en échange de quoi l'Italie se disait prête à prendre la tête d'une large alliance balkanique capable de résister à une attaque soviétique⁶⁶². Lentement mais sûrement donc, la situation semblait se débloquer en faveur des alliés. « *Le succès* », écrivit à ce sujet François-Poncet au Quai d'Orsay, « *est avant tout une affaire de sang-froid et de patience* »⁶⁶³. Il fallait pousser Rome dans cette voie, éviter en parlant de Salonique d'éveiller ses propres appétits vers la Grèce et la Yougoslavie, en attendant qu'elle vînt d'elle-même aux côtés des alliés.

Ce raisonnement n'était pas du goût des diplomates qui avaient dépensé toute leur énergie pour créer les conditions politiques favorables à un front d'Orient, à commencer par Massigli. Dans leur esprit, la démarche à Rome devait servir à obliger l'Italie à se prononcer dans le conflit et non à faciliter son attentisme ! Le 14 janvier 1940, Massigli profita d'une discussion qu'il eût avec Saraçoğlu sur la question italienne pour envoyer une dépêche au Quai d'Orsay, dans laquelle il parlait beaucoup moins des vues du ministre turc que de ses propres opinions. A côté de sa démarche pacificatrice, écrivait-il, Rome continuait à s'immiscer dans les affaires internes des Etats balkaniques, notamment de la Yougoslavie et de la Bulgarie. Elle n'avait pas arrêté son soutien aux mouvements irrédentistes croate et macédonien qu'elle pouvait à tout moment utiliser pour déstabiliser la péninsule et hypothéquer sérieusement les chances d'une intervention alliée : « *si les circonstances nous menaient à mettre à exécution un plan d'opération basé sur Salonique, la présence aux frontières de la Serbie du sud de bandes de comitadjis prêts à entreprendre une campagne d'attentats, à couper la voie ferrée de Nish etc., pourrait nous causer quelques embarras* ». L'ambassadeur désapprouvait donc la politique attentiste : « *je ne puis m'empêcher de penser que la politique italienne, avec ses dehors pacifiques et pacificateurs, a su créer la situation la plus propre à nous embarrasser, puisqu'elle a pour effet de laisser à l'Allemagne et à l'URSS tous les avantages de l'initiative* »⁶⁶⁴.

⁶⁶² Rome à Diplomatie n° 167-180, dans *DDF 1/1/1940-10/7/1940*, Bruxelles, Peter Lang, 2002, doc. 16, 9/1/1940.

⁶⁶³ « Initiatives prises par le gouvernement français en faveur d'un rapprochement franco-italien », MAE, dossier Fouques-Duparc 46, 17/4/1940.

⁶⁶⁴ Ankara à Diplomatie n° 73, MAE, dossier Massigli 23, 14/1/1940.

Quel que fût l'effet que Massigli attendait de sa dépêche, le fait fut que celle-ci ne rencontra pas beaucoup de soutien. Seul Weygand depuis Beyrouth avait constamment soutenu l'ambassadeur pour dénoncer « *cette habile manœuvre italienne qui nous coupe l'herbe sous le pied* »⁶⁶⁵. Pour le reste, François-Poncet augmenta encore sa pression sur le ministère en répondant à la dépêche de Massigli le 22 janvier. Le Duce, comme François-Poncet écrivit dans sa dépêche, « *n'a pas un programme dès maintenant débattu, arrêté dans ses grandes lignes et fixé dans les détails avec l'Allemagne et la Russie* ». Au contraire, il serait prêt à lâcher Hitler « *s'il n'y avait y trouver qu'avantages* ». « *L'Italie* », poursuivait-il, « *a plusieurs fers au feu et elle agira selon les circonstances. Elle essaie pour l'instant de sauver la paix dans les Balkans. Mais si elle n'y réussissait pas, si malgré elle la guerre gagnait l'Europe orientale, elle aurait des plan tout faits pour en profiter* ». Il fallait donc éviter de placer l'Italie devant le fait accompli d'une intervention alliée dans les Balkans : « *un débarquement franco-anglais à Salonique qui ne serait pas provoqué par les événements, par un geste de l'ennemi (...) constituerait, à mon avis la plus lourde erreur* »⁶⁶⁶.

En dépit donc des décisions du CSI, c'était l'éternel débat sur l'opportunité à forcer la main de l'Italie dans le conflit qui reprenait de plus belle dans les rangs de la diplomatie française. Or, dans ce débat, le gouvernement français avait apparemment opté depuis le mois d'octobre. En attendant un éclaircissement de la situation politique, la meilleure solution était de poursuivre les échanges économiques de maintenir le gouvernement fasciste dans « *une grasse neutralité* »⁶⁶⁷. La ligne de François-Poncet avait donc toutes les chances de bloquer le débarquement à Salonique.

3.2.2. L'échec de la collaboration franco-britannique.

Les partisans du front balkanique avaient également d'autres soucis à se faire. Incertaine sur l'opportunité d'un conflit avec l'URSS, obstinée par la question italienne et méfiante face aux intentions de Weygand, la politique britannique sabotait en douceur le projet de Salonique. En-dehors de l'autorisation donnée aux Français d'engager des contacts d'états-majors à Athènes et à Belgrade, le Cabinet ne voulait céder rien d'autre à

⁶⁶⁵ Weygand à Massigli, MAE, dossier Massigli 104, 10/1/1940.

⁶⁶⁶ Rome à Diplomatie n° 482, MAE, dossier Fouques-Duparc 46, 22/1/1940.

⁶⁶⁷ Jean-Baptiste DUROSELLE, *Politique étrangère de la France. L'abîme 1939-1944*, Paris, Imprimerie nationale, 1982, p. 123.

Paris. Le *Foreign Office* n'hésitait pas à démentir toute intention alliée de débarquer à Salonique. Au ministre de Yougoslavie venu l'interroger sur ce point, le sous-secrétaire adjoint aux Affaires étrangères, Orme Sargent, répondit que « *les histoires déconcertantes circulant à Paris et dans les Balkans au sujet de l'intention attribuée aux gouvernements français et anglais d'organiser un front balkanique* » n'étaient que « *des bruits sans fondement* »⁶⁶⁸.

D'autre part, si Weygand et Gamelin étaient libres de dessiner leurs études et d'en parler discrètement avec les Balkaniques, il n'était pas question pour l'état-major britannique de s'associer à ces démarches. Ainsi, les débats au sein du Conseil d'Etudes Militaire Interallié qui avait été chargé de dessiner un plan d'action en orient prirent très rapidement l'allure d'un dialogue de sourds. Dès le 21 décembre, la délégation britannique au CEMI déposa une note dans laquelle elle revint sur les conclusions de la réunion du 11 décembre. « *En ce qui touche Salonique* », pouvait-on y lire, « *nous estimons que, si désirable qu'il soit d'interdire ce port aux Allemands, la possibilité d'y parvenir est douteuse. A notre avis, notre objectif général dans les Balkans est de maintenir les détroits aux mains de la coalition anglo-franco-turque dans n'importe quelle éventualité et si possible d'interdire la Mer Egée à l'ennemi. Pour réaliser ce dessein, il faudra défendre une ligne joignant le détroit de l'Eubée au golfe de Corinthe, s'il devenait impossible de tenir Salonique* »⁶⁶⁹. Le consensus auquel étaient parvenues les réunions de Paris n'avait été qu'une illusion, et les débats repartaient pratiquement à zéro.

Entre le 20 janvier et le 9 février, dans le cadre de réunions quasi-quotidiennes, les représentants militaires des deux pays répétaient inlassablement les mêmes arguments. Pour le côté français, l'expédition de Salonique devait être préparée afin de prévenir une avance allemande dans les Balkans, tenir un front d'usure et provoquer peut-être un effondrement du Reich. Pour le côté britannique, la défense de Salonique nécessitait la présence de vingt quatre divisions dont ni les Grecs, ni les alliés ne pouvaient disposer, et que les infrastructures de la ville ne pouvaient contenir. Le port

⁶⁶⁸ Londres à Ankara n° 362-365, MAE, dossier Fouques-Duparc 16, 30/1/1940.

⁶⁶⁹ « Liaison franco-britannique. Politique balkanique », SHD-DAT, carton 27N6/1, 21/12/1939.

serait donc de toutes façons condamné dans le cas d'une attaque allemande vers la Mer Egée, qui ne pouvait être arrêtée que bien plus au sud, au niveau de l'isthme de Corinthe.

Le seul pays capable, aux yeux des Anglais, de se défendre efficacement en cas d'attaque ennemie était la Turquie. La délégation britannique n'acceptait par conséquent de discussion que sur les modalités de l'aide à apporter à Ankara pour la défense des Détroits⁶⁷⁰. Ainsi, en tout et pour tout, le secrétariat du CEMI, qui avait pour tâche de synthétiser les points de vue des délégations et les conclusions des débats, ne put faire paraître qu'un seul document important. Intitulé « *Salonique : résumé des points de vue français et britannique* », il ne faisait que constater l'écart des conceptions sur tous les aspects de la question⁶⁷¹.

On voyait mal, dans ces conditions, comment Weygand et Wavell pouvaient discuter de la question de Salonique. L'état-major britannique avait pris soin de prévenir dès le 18 janvier l'attaché militaire français à Londres que Wavell avait reçu pour consignes de ne parler que de l'aide à apporter à la Turquie. Le général Lelong avait naturellement réagi en trouvant le fait « *regrettable* » et en précisant que Weygand avait, quant à lui, toute latitude pour traiter de l'ensemble des questions balkaniques⁶⁷². Rien n'y ferait pourtant : par leur attitude, les Britanniques avaient limité le programme de l'action alliée en Méditerranée orientale en fonction de leurs propres priorités⁶⁷³, laissant Weygand seul pour mener à bien le projet de Salonique.

3.2.3. Le TOMO isolé.

Le désaccord franco-britannique n'était cependant pas le seul souci de Weygand, qui, depuis qu'il avait regagné Beyrouth le 27 décembre, rencontrait toujours autant de problèmes pour collaborer avec Paris. Dès son retour, encouragé par les résultats de sa visite en France et soucieux de reprendre au plus vite l'initiative, il avait rédigé une nouvelle « *note relative à une intervention alliée dans les Balkans* » dans laquelle il

⁶⁷⁰ Voir les documents du CEMI, MRJ(40)13 du 19/1/1940, ainsi que les comptes-rendus des réunions tenues à Londres puis Paris du 20 janvier au 9 février 1940, 1128T à 1131T, SHD-DAT, carton 27N6/1.

⁶⁷¹ « *Salonique : résumé des points de vue français et britannique* », note CEMI n° 1137, SHD-DAT, carton 27N6/1, 4/2/1940.

⁶⁷² AM Londres à Guerre, SHD-DAT, carton 7N2821, 18/1/1940.

⁶⁷³ Yannis MOURELOS, « Le pacte tripartite anglo-franco-turc d'octobre 1939 et ses problèmes de mise en application » dans Jean-Claude Allain (dir), *Des étoiles et des croix : mélanges offerts à Guy Pedroncini*, Paris, Economica, 1995, p. 420.

réitérait le principe d'une stratégie de diversion du conflit : « à lui seul, le front occidental offre peu de chances de manœuvres ou d'actions décisives. Et cependant, l'accomplissement des buts de guerre des alliés réclame une victoire complète et indiscutable. Seul, en Europe, le théâtre des Balkans peut offrir, dans l'état actuel des choses, des possibilités d'événements favorables, soit par l'usure qu'imposerait à l'adversaire l'ouverture d'un nouveau front, soit grâce au succès d'une attaque à revers visant ses centres vitaux. Ainsi, une intervention des puissances occidentales dans les Balkans peut devenir à bref délai une nécessité inévitable (...). En assurant la défense de nos alliés balkaniques, en barrant à l'Allemagne les chemins de la Méditerranée et de la Mer Noire, nous pouvons donc ouvrir du même coup de nouvelles perspectives à notre stratégie ». Il fallait lancer sans plus attendre une action diplomatique vers les Etats balkaniques, convaincre les états-majors de ces derniers d'accepter des missions de reconnaissances, pour pouvoir ensuite constituer et transporter le corps expéditionnaire⁶⁷⁴.

Cependant, les hésitations parisiennes demeuraient. Nous avons vu comment la question de la neutralité italienne avait complètement bloqué toute initiative diplomatique dans les Balkans. Du côté des Affaires étrangères, on était beaucoup plus intéressé par une action en mer Noire et au Caucase que par le front balkanique, qui semblait irréalisable⁶⁷⁵. Du côté du Grand Quartier Général, Gamelin ne rejetait certes pas les projets de Weygand, du moins dans ses propos. Dans sa correspondance avec les autres commandants en chef, il se déclarait convaincu de la nécessité de « faire du corps expéditionnaire d'orient une force mobile de qualité capable d'intervenir efficacement dans les Balkans », et envisageait toujours de renforcer le TOMO par une ou deux divisions supplémentaires prélevées en Afrique du nord⁶⁷⁶, qu'il pensait ajouter aux appoints britanniques et à la centaine de divisions dont disposaient en tout les Etats balkaniques. Pour le reste, Gamelin était toujours aussi réticent à dégarnir de quelque façon que ce fût le front occidental.

⁶⁷⁴ Weygand, note relative à une intervention alliée dans les Balkans, MAE, dossier Fouques-Duparc 16, janvier 1940.

⁶⁷⁵ Georges-Henri SOUTOU, Introduction au chapitre « La stratégie » dans Christine Lavis-Touillé (dir) *La campagne de 1940*, Paris, Tallandier, 2001, pp. 21-37.

⁶⁷⁶ GQG (Gamelin) à Noguès n° 408 AMG/TOE, SHD-DM, carton TTA94/2, 28/12/1939.

Tout le problème était là. Les renforts que demandait Weygand depuis la Métropole n'arrivaient pas. Dans les deux premiers mois de 1940, on ne vit arriver à Beyrouth que vingt six avions de chasse Morane 406⁶⁷⁷, ainsi que vingt locomotives et quarante wagons en vue d'un éventuel transit du corps expéditionnaire par le réseau ferré anatolien⁶⁷⁸. Pour le reste, les appels de Weygand restaient sans réponse, le front occidental demeurant la priorité de l'état-major français. Comme l'écrivit le commandant en chef de l'armée de l'air, le général Vuillemin, « *nous ne pouvons disperser nos forces en envoyant a priori sur le TOMO une partie des unités dont nous avons prévu l'envoi éventuel sur ce théâtre* »⁶⁷⁹.

La ligne de conduite parisienne était donc claire. Les études du Grand Quartier Général prévoyaient au maximum l'envoi de quatre divisions dans les Balkans à partir de Beyrouth et de la Métropole, au lieu des quinze demandées par Weygand. Un plan d'opérations rédigé à Vincennes le 27 décembre prévoyait de transporter ces unités en organisant un complexe mouvement de va-et-vient maritime entre la Métropole, le Levant et Salonique, impliquant quarante cinq bâtiments (dont quinze britanniques) faisant chacun quatre rotations d'une vingtaine de jours entre ces trois points. En tout, il fallait compter trois mois pour faire débarquer à Salonique ce que Weygand voyait comme l'avant-garde du corps expéditionnaire⁶⁸⁰. A Beyrouth, l'enthousiasme de décembre avait disparu : « *si les Allemands paraissaient dans les Balkans, l'armée Weygand, en admettant même qu'elle fût au point, arriverait certainement trop tard pour éviter la catastrophe. La déception du général fut alors si vive qu'il parla de résigner son commandement* » raconte dans ses mémoires le colonel Bourget⁶⁸¹.

De toutes façons, même les partisans de projets plus ambitieux dans les Balkans comprenaient mal l'obstination de Weygand à demander des renforts à Beyrouth en vue d'un débarquement à Salonique. Dès lors qu'il avait été entendu lors des réunions de décembre que ce débarquement ne pouvait avoir lieu sans la bienveillance italienne, « *il*

⁶⁷⁷ Maurice ALBORD, *L'armée française et les Etats du Levant 1936-1946*, Paris, CNRS, 2000, p. 76.

⁶⁷⁸ GQG (Gamelin) à TOMO (Weygand) n° 195/3FT, SHD-DAT, carton 27N248/3, janvier 1940.

⁶⁷⁹ GQGA (Vuillemin) à GQG (Gamelin) n° 1066/3/0S, SHD-DAT, carton 27N248/1, 16/2/1940.

⁶⁸⁰ Note relative au transport de forces expéditionnaires dans les Balkans, SHD-DM, carton TTA94, 27/12/1939.

⁶⁸¹ Pierre-André BOURGET, *De Beyrouth à Bordeaux : la guerre 39-40 vue du PC de Weygand*, Paris, Berget-Levrault, 1946, p. 23.

n'y aurait guère avantage », explique le colonel Bourget dans ses mémoires, «*à grossir d'avance les forces du Levant d'éléments qui risqueraient de faire défaut sur le front d'occident* »⁶⁸². En dépit des progrès réalisés lors de la visite de Weygand à Paris, l'impasse était donc totale, faute d'une entente entre le TOMO et Grand Quartier Général sur l'ampleur des opérations à mener à Salonique.

Le 20 janvier, Weygand accueillit à Beyrouth le général Wavell, pour une première conférence consacrée à la collaboration des deux puissances dans la région. Comme cela avait été imposé par l'état-major britannique, l'ordre du jour fut exclusivement consacré à la préparation d'études techniques sur les possibilités du territoire turc, notamment en matière de transports ferroviaires et maritimes, de bases navales et de terrains d'aviation⁶⁸³. Absent des débats, le projet de Salonique faisait les frais de l'enchaînement des problèmes politiques et militaires que les conférences de décembre 1939 n'avaient pas pu résoudre. De toutes façons d'ailleurs, à Paris on regardait depuis le début de l'année vers d'autres voies pour agir en Europe orientale.

3.3. Vers le coup de force ? Les projets d'action en Roumanie.

Contrairement au blocage général qui prévalait pour le projet de Salonique, la Roumanie était le terrain balkanique sur lequel Français et Britanniques esquisaient une ligne commune. Cela était notamment dû au travail que réalisaient en commun les deux attachés navals à Bucarest, les capitaines Despard et Vazelhes.

Sur place, la situation était en effet toujours préoccupante. Faute d'avoir obtenu l'extension de la garantie française et britannique dans le cas d'une attaque soviétique, le gouvernement roumain refuser de limiter les livraisons de pétrole à l'Allemagne, comme le lui demandaient Paris et Londres. En janvier 1940, Bucarest instaura officiellement une politique de quotas qui tenait autant que possible les équilibres entre l'Angleterre et l'Allemagne. Chacune de ces puissances devait recevoir un million trois cent mille tonnes de pétrole roumain par an, tandis que la France en recevait six cent mille⁶⁸⁴. A Londres, un rapport du ministère de la guerre économique décrivait en ces termes la situation

⁶⁸² Pierre-André BOURGET, *De Beyrouth à Bordeaux : la guerre 39-40 vue du PC de Weygand*, Paris, Berger-Levrault, 1946, p. 18.

⁶⁸³ Journal de Marche de l'Etat-Major du CEC des Forces Françaises de l'Orient Méditerranéen, SHD-DAT, carton 27N246, 20/1/1940.

⁶⁸⁴ *Foreign Office* à Bucarest n° 1, TNA, CAB63/104, 2/1/1940.

roumaine : « *la pression allemande et la peur d'une agression russe tendent à invalider les assurances roumaines, même quand elles sont données de bonne foi. Il est donc improbable que des résultats concrets puissent être atteints par un ou par une série d'accords, tant que cet état de choses persiste* »⁶⁸⁵.

Il fallait donc envisager la manière forte pour couper le cas échéant, le trafic de pétrole vers l'Allemagne. Le Cabinet prenait l'affaire très au sérieux et avait confié au ministre de la défense Lord Chatfield, la direction des quatre comités qui travaillaient sur la question⁶⁸⁶. Sur place l'affaire était également suivie par les services secrets de la *Military Intelligence* qui avait installé à Belgrade sa base balkanique. En décembre 1939 déjà, les services secrets britanniques avaient été soupçonnés d'être à l'origine d'une série d'incendies aux raffineries de Ploesti, qui depuis étaient gardées en permanence par deux divisions de l'armée roumaine. De plus, l'Amirauté entendait également avoir son mot à dire, dans l'idée que le Danube étant un fleuve, les opérations à y mener relevaient de ses propres services secrets⁶⁸⁷. Elle avait d'ailleurs son propre informateur en la personne du capitaine Despard.

En collaboration avec Vazelhes, Despard travaillait depuis plusieurs mois à un plan d'action qu'ils espéraient voir se réaliser pour le printemps. Depuis le début de la guerre russo-finlandaise, ils avaient accru leur pression en ce sens auprès de leurs chefs, considérant qu'une telle action pouvait renforcer de manière décisive la position des alliés sur l'ensemble de la péninsule balkanique⁶⁸⁸. En effet, comme l'écrivit Vazelhes à l'amiral Darlan, au-delà des hésitations et des craintes du gouvernement roumain, les deux attachés percevaient dans le pays, « *atmosphère favorable à une réaction dans le sens énergique sinon belliqueux* » contre l'URSS d'abord et l'Allemagne ensuite⁶⁸⁹. De son côté, Despard constatait, dans un rapport envoyé aux services secrets de l'amirauté, la même tendance chez les voisins de la Roumanie. La Turquie, pouvait-on y lire, réalisait que son intérêt national se situait sur les bouches du Danube et songeait à ouvrir les

⁶⁸⁵ « *Romania : report on oil situation* », CAB63/104, 20/1/1940.

⁶⁸⁶ Il s'agissait des comités nommés : *Preventing oil from reaching Germany*, *Committee on certain activities in Romania*, *Inter-Departmental committee on the Danube*, et *Committee on German oil position*. Nicholl à Hankey, CAB63/104, 20/1/1940.

⁶⁸⁷ Maurice PEARTON, « *SOE in Romania* », dans Mark SEAMAN (dir) *SOE: a new instrument of war*, Londres, Routledge, 2006, p. 123.

⁶⁸⁸ Un premier mémorandum commun fut envoyé aux deux amirautés le 17 décembre 1939.

⁶⁸⁹ AN Bucarest à Amirauté n° 51, SHD-DM, carton TTA48, 2/1/1940.

détroits à la flotte alliée en cas de menace. La Yougoslavie était prête à assister la Roumanie si elle était certaine de la détermination alliée à la soutenir. Bien préparée et coordonnée, une action en Roumanie permettait de répondre à ces attentes et coaliser autour du Danube et de la Mer Noire les forces balkaniques et alliées pour des opérations de plus large envergure : *« nous pourrions utiliser l'aide de la SDN à la Finlande pour annuler la convention de Montreux et peut-être essayer de frapper et détruire les champs pétrolifères de Bakou, et introduire des sous-marins dans la mer Noire afin d'arrêter le trafic entre l'Allemagne et le Levant et, avec les forces navales et aériennes, arrêter le trafic du Danube. Nous aurons le prétexte pour agir ainsi si nous créons aux Allemands suffisamment d'ennuis pour qu'ils essayent de prendre le contrôle naval et d'attaquer notre flotte en eaux neutres sur le Danube »*. Despard concluait ainsi : *« la décision de la France et de la Grande Bretagne de ne pas voir la Roumanie comme une deuxième Pologne pourrait bien conduire à la création d'un second front dans les Balkans (...). La possibilité d'une diversion limitée pourrait provoquer des résultats décisifs et favorables à nous en 1940 »*⁶⁹⁰.

L'ampleur de l'opération imaginée était impressionnante. Plutôt que de tenir la guerre hors des Balkans et de la Mer Noire, les deux attachés navals imaginaient au contraire que la France et la Grande Bretagne pouvaient provoquer par leur action une réaction allemande face à laquelle se mobiliseraient les territoires et les forces des autres Etats balkaniques. En touchant à la fois Bakou, les routes de la Mer Noire et le Danube, les alliés parviendraient ainsi à priver complètement l'Allemagne de son ravitaillement oriental et porter un coup très sérieux à son économie.

Il était évident qu'une telle action comportait des risques : violer la neutralité des Etats balkaniques en espérant leur forcer la main, provoquer une descente allemande vers le Danube associée ou non avec une offensive italienne en espérant pouvoir l'arrêter. Vazelhes et Despard avaient pleinement conscience des enjeux et demandaient, pour reprendre les termes de Despard *« avant de faire quoi que ce soit d'irrévocable sur le Danube, d'être clair sur ce que nous voulons, où nous allons et ce à quoi nous sommes*

⁶⁹⁰ NA Bucarest à *Admiralty Intelligence Division* (Berry), TNA, HS5/210, 5/1/1940.

prêts ». L'attaché naval britannique ne cachait pas son opinion sur ce point et prônait dans le même rapport « *d'accepter les risques qui sont inévitables dans une guerre* »⁶⁹¹.

Dans le fond, le débat n'était pas très différent de ceux qui provoquaient les dissensions franco-britanniques sur Salonique ou le Caucase. Le Cabinet britannique traita d'ailleurs l'affaire avec les mêmes hésitations et les mêmes réticences pour prendre le risque d'un conflit périphérique. Le 24 janvier, bien que conscient du problème du pétrole roumain, Chatfield déclara à ses collègues qu'il n'y avait pas de raison de changer de politique dans la région, proposant de poursuivre les négociations avec le gouvernement roumain pour que ce dernier limite lui-même ses livraisons à l'Allemagne⁶⁹². Cependant, l'implication directe de l'Amirauté et de Churchill dans le suivi de la question changeait considérablement la donne.

Il n'est pas besoin de répéter que Churchill se montrait constamment beaucoup plus audacieux que ses collègues du Cabinet sur les projets d'actions périphériques, surtout quand il s'agissait de forcer la main aux neutres. L'idée d'un blocage des voies maritimes et fluviales l'intéressait grandement : depuis le début de l'année, il faisait d'ailleurs pression sur le Cabinet pour que celui-ci s'engageât dans une entreprise de minage des eaux territoriales norvégiennes afin de couper le trafic maritime entre l'Allemagne et la Scandinavie, quitte pour cela à violer ouvertement la neutralité d'Oslo. C'était une opération qui en bien des aspects ressemblait à celle que proposaient Vazelhes et Despard pour le Danube.

Le 5 février, l'Amirauté britannique adressa donc un mémorandum sur la question à l'Amirauté française. Celui-ci proposait une série d'opérations dont le but était de « *priver l'ennemi des facilités du fleuve* » à l'aide des remorqueurs et autres bâtiments légers sous pavillon allié. Le plan en six phases prévoyait : « (a) *le blocage du fleuve dans la mesure du possible ; (b) l'armement des remorqueurs pour des opérations offensives ; (c) l'évacuation d'une partie de la flotte fluviale alliée ; (d) la destruction du reste de la flotte fluviale alliée ; (e) la pose de mines ; (f) la destruction des embarcations*

⁶⁹¹ Despard à Berry, TNA, HS5/210, 5/1/1940.

⁶⁹² Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM22(40), TNA, CAB 65/5, 24/1/1940.

maritimes appartenant à d'autres nationalités »⁶⁹³. Le mémorandum rappelait dans sa fin que l'opération était d'abord soumise à des choix politiques sur la conduite de la guerre : *« il n'existe pas de décision sur la politique. Si nous laissons faire le sabotage, et si cela perturbe sérieusement le trafic de l'Allemagne, il faut comprendre que nous suscitons une invasion allemande de la Roumanie. Est-ce que nous voulons cela ou non ? Si c'est le cas, sommes-nous prêts à agir ? »*. C'était plus ou moins l'équation de tous les projets d'action périphérique que posait cette conclusion. Néanmoins, alors que cette question finale restait sans réponse dans le mémorandum, on sentait bien dans sa formulation que l'Amirauté était tentée de prendre l'initiative que les politiques ne prenaient pas.

Du côté français également, l'amiral Darlan était prêt à lancer les préparatifs pour une opération sur le Danube. Le 16 février, il chargea Vazelhes d'une double opération : évacuer un maximum de matériel flottant du Danube et détruire le reste, en même temps que des installations portuaires de chargement et de déchargement⁶⁹⁴. Quoique dans le même esprit, ces opérations étaient différentes de celles envisagées par l'amirauté britannique. Au delà du contact permanent entre Despard et Vazelhes, la coopération entre Paris et Londres pour coordonner une opération danubienne avait donc ses limites, probablement faute d'une confiance suffisante entre les deux Amirautés. A Paris, on soupçonnait (probablement pas à tort) les services secrets de l'Amirauté britannique de préparer l'exécution des opérations à l'insu de tous, à commencer du MI6 qui étudiait lui-même des projets d'action⁶⁹⁵. Il n'en demeurait pas moins que, de tous les terrains orientaux, la Roumanie et le Danube étaient ceux qui posaient le moins de problèmes à une prise d'initiative de la part des alliés, si ce n'était pour l'ouverture d'un front d'Orient.

Au terme de deux mois de tractations et de planifications, le gouvernement et l'état-major français n'étaient finalement pas parvenus à mettre en œuvre une stratégie cohérente et ordonnée pour tirer les dividendes de l'alliance turque et plus généralement

⁶⁹³ « Admiralty Danube Committee. Memorandum on French and British Naval Attachés combined report. Security Measures for the Danube river fleet », DSH-DM, carton TTA48/4, 5/2/1940.

⁶⁹⁴ Amirauté à AN Bucarest, SHD-DM, carton TTA48/3, 16/2/1940.

⁶⁹⁵ Commentaires manuscrits de Darlan sur une dépêche de l'attaché naval à Belgrade, le capitaine de corvette Baule. Baule à Darlan n° 59, SHD-DM, carton TTA48/2, 27/3/1940.

du rapprochement avec les Etats balkaniques, bien que les idées et l'imagination ne manquaient pas. En fait, Paris ne parvenait pas à gérer l'interférence de sa stratégie avec la politique des autres puissances dans la région. La poursuite de la collusion germano-soviétique avait conduit le gouvernement Daladier à transformer les projets balkaniques en projets caucasiens. La préparation du débarquement à Salonique était de fait suspendue, si ce n'était sacrifiée sur l'autel de la neutralité italienne. Surtout, la différence essentielle de vision qui séparait Paris de Londres n'était toujours pas dépassée, Londres étant, en dépit ou en raison d'hésitations de plus en plus manifestes, toujours attachée à maintenir la région en-dehors du conflit. Il n'y avait qu'en Roumanie ou la bonne collaboration entre les deux attachés navals permettait aux deux puissances de conduire des politiques assez complémentaires entre elles.

En-dehors de la lenteur, si ce n'était de l'immobilisme dans la préparation des opérations, cette stratégie désordonnée avait un coût. Une occasion unique pour gagner fermement à la cause alliée les neutres balkaniques était en train de se perdre.

4. Le brouillage des cartes balkaniques.

L'évolution complexe de la stratégie alliée avait en effet un impact indéniable sur le désir des Etats balkaniques de coopérer militairement avec la France et la Grande Bretagne. L'évolution de l'affaire finlandaise était pour eux un avertissement. En même temps qu'elle montrait les faiblesses de l'armée soviétique, elle constituait également la démonstration de l'incapacité britannique et française à porter assistance à un allié agressé⁶⁹⁶. D'autre part, l'enlisement et l'usure de l'Armée rouge rendaient un peu moins crédible le scénario d'une descente germano-soviétique imminente vers les Balkans, donc un peu moins pressante la collaboration avec les alliés.

Faute d'une confiance suffisante et retrouvant une certaine liberté d'action, les Etats balkaniques assortissaient leur collaboration à une série de conditions de valeur à la fois matérielle et psychologique, tandis que la tentation du repli diplomatique sur les équilibres régionaux refaisait lentement surface.

⁶⁹⁶ Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, p. 344.

4.1. D'Ankara à Bucarest, la difficile convergence politique.

4.1.1. La Turquie et la poursuite de la politique des équilibres.

En janvier 1940, le climat à Ankara était a priori favorable à Paris et à Londres. Les relations entre les trois capitales étaient dans l'euphorie créée par les accords du 8 janvier. Le 30, avec l'arrivée du crédit en or à Istanbul, la clause suspensive fut définitivement levée et le traité d'Ankara devint pleinement fonctionnel.

Bien sûr, les éventuelles opérations contre l'URSS au Caucase supposaient que fût levé le protocole n° 2, qui interdisait aux alliés d'entraîner la Turquie dans une guerre avec l'Union Soviétique. Cependant, comme Massigli le faisait remarquer dans ses dépêches, une partie des cercles dirigeants voyait assez favorablement la préparation de telles opérations, sensible à la fois au thème de l'assistance à la Finlande et de la « libération » des peuples musulmans du Caucase.

On pouvait en effet observer que ces sujets étaient désormais au centre de la discussion sur la politique étrangère turque. Au début de janvier, Ankara avait ainsi reçu la visite du ministre de Finlande en Hongrie, Talas, qui vint faire pression sur le gouvernement pour que celui-ci s'engage les hostilités contre l'URSS en évoquant, entre autres, la libération des musulmans du Caucase de la tutelle soviétique⁶⁹⁷. Sous étroite censure, la presse également sortait quelque peu de sa réserve habituelle pour prendre le parti de la Finlande dans le conflit avec l'Union Soviétique et utilisait certaines allusions révélatrices de nouvelles solidarités. Le 26 décembre 1939, on pouvait déjà lire dans *La République* : « les puissances occidentales ont décidé d'aider la Finlande. L'Italie avait envoyé des avions avec leurs pilotes à Helsinki (...). De cette manière, les chances de délivrance de notre petit mais héroïque frère de race, la Finlande, ont augmenté de façon à ne pouvoir supporter la comparaison avec le début »⁶⁹⁸. Le 23 janvier, un éditorial du même journal allait un peu plus loin, en parlant pour la première fois du Caucase comme front possible d'un futur conflit entre les alliés et le bloc germano-soviétique. On pouvait y lire que les Allemands poussaient l'URSS à envahir l'Irak et le Moyen Orient « moins pour s'emparer des sources de pétrole de l'Iran et de l'Irak que pour profiter aux-mêmes

⁶⁹⁷ Cemil KOÇAK, *Türkiye'de Milli Şef Dönemi 1938-1945 (La Turquie à l'époque du Chef National)*, İletişim Yayınları, Istanbul, 1986, deuxième édition 1996, p. 292.

⁶⁹⁸ « Sur la guerre russo-finnoise », *La République*, 26/12/1939.

de celles du Caucase ». La conclusion était plus intéressante : « en tous cas, les préparatifs effectués en Syrie par la France et en Palestine par l'Angleterre ne sont pas sans inquiéter l'Allemagne. La France ne cache pas qu'elle a déjà concentré un demi million (sic) d'hommes en Syrie, chiffre qui sera, croit-on, porté à deux millions »⁶⁹⁹.

Fallait-il déduire de ces rumeurs et spéculations que la Turquie se préparait à rejoindre la France d'un nouveau front d'Orient anti-soviétique centré au Caucase ? Même si la recherche historique a sur ce point beaucoup à faire, une telle hypothèse est incontestablement à relativiser. Certes, dès la signature du traité d'Ankara, certains cercles de l'état-major étaient favorables à l'idée de se débarrasser de la menace soviétique et de renouer avec le Pantouranisme du début du siècle. A la fin de 1939, on envisageait déjà des préparatifs pour une subversion. C'était du moins ce que constatait l'ambassade britannique à Ankara qui surveillait de près, pour le compte des services de renseignement de l'armée, les activités de l'état-major turc. Le 18 novembre, 1939, l'ambassadeur britannique Knatchbull-Hugessen avait informé l'intelligence militaire que « l'état-major turc croit que dans le cas de guerre avec la Russie, il pourrait inciter la population à se révolter (...). L'état-major n'a pas un plan tout prêt pour diffuser sa propagande, mais il se prépare à en dessiner un (...). Tout ce qu'ils font pour le moment, c'est d'augmenter le nombre de leurs agents actifs (...), et ils pensent qu'ils pourraient introduire des armes dans le pays à l'usage des insurgés »⁷⁰⁰.

Que l'opinion publique et l'état-major aient favorisé une opération caucasienne ne voulait pas forcément dire que le gouvernement était prêt à en décider l'exécution. On le savait, entre le chef d'état-major le maréchal Çakmak d'une part et le président İnönü d'autre part existaient de nombreuses oppositions latentes et des antagonismes qui remontaient à la lutte qu'avaient menée les deux hommes en 1938 pour prendre la succession de Kemal Atatürk. En 1940, les deux chefs s'évitaient, et İnönü communiquait avec l'armée par le biais du chef d'état-major adjoint, le général Asım Gündüz⁷⁰¹. Il était donc possible que Çakmak ait pu mener ses propres projets militaires, sans avoir forcément le feu vert d'İnönü.

⁶⁹⁹ « Les pétroles de l'Iran et du Caucase », *La République*, 23/1/1940.

⁷⁰⁰ Ankara (Knatchbull-Hugessen) à WO (Collier) n° 6568/G, TNA, WO208/5358, 18/11/1939.

⁷⁰¹ William HALE, *Turkish Foreign Policy 1774-2000*, Londres, Cass, 2000, p. 81.

Il faut en effet constater que tout au long de la guerre russo-finlandaise, la politique étrangère (qui était dominée par İnönü) ne se joignit pas aux élans anti-soviétiques qui se développaient dans le pays. A l'émissaire finlandais venu encourager les projets de subversion au Caucase, le ministre des Affaires étrangères Saraçoğlu opposa une fin de non-recevoir. Comme le rapporta Massigli au Quai d'Orsay, Talas recueillait « *de tous côtés des témoignages de sympathie envers son pays (...) mais le ministre des Affaires étrangères ne lui a pas caché que le gouvernement d'Helsinki ne pouvait pas attendre de la Turquie qu'elle entamât la première des opérations contre l'URSS sans provocation de la part de celle-ci* »⁷⁰².

Une telle provocation ne semblait pas à l'ordre du jour. Au contraire, en lisant mieux les éditoriaux de la presse, on réalise que le gouvernement croyait toujours à un arrêt de l'expansion soviétique, surtout après les échecs répétés en Finlande. Dans *La République*, l'éditorial du 23 décembre 1939, après avoir loué la résistance finlandaise prévoyait -et espérait- une paix de compromis entre les deux belligérants : « *on peut prévoir que le gouvernement finlandais recherchera les moyens de conclure une entente honorable avec Moscou, pendant que l'armée déploie tous ses efforts pour accomplir son devoir. Souhaitons que le gouvernement soviétique ne tarde pas reconnaître l'indépendance méritée de l'héroïque Finlande* »⁷⁰³. Le 3 février, le même journal espérait que l'alliance germano-soviétique se dissoudrait d'elle-même à cause des contradictions entre les intérêts des deux puissances. « *A la suite du partage de la Pologne, les Soviets, s'avancant dans les Carpathes jusqu'aux frontières slovaques, fermèrent la voie de la Mer Noire à leurs rivaux et adversaires toujours probables, les Allemands (...). Qu'advient-il ensuite ? Qui pourrait s'opposer à une extension allemande vers l'intérieur des rives de la Mer Noire, dans le cas où le groupe germano-soviétique sortirait vainqueur de la guerre ? Ce sont là des questions auxquelles doit songer la Russie* »⁷⁰⁴.

Les éditoriaux de *La République* étaient révélateurs de la double tendance dans laquelle se trouvait la Turquie en ce début de 1940. D'un côté, on voyait se développer

⁷⁰² Ankara à Diplomatie n° 108-110, MAE, dossier Fouques-Duparc 75, 19/1/1940.

⁷⁰³ « Sur la guerre russo-finnoise », *La République*, 26/12/1939.

⁷⁰⁴ « En coulisse », *La République*, 3/2/1940.

une crainte de l'expansionnisme soviétique et une émotion manifeste face aux thèmes pantouraniens. De l'autre côté, le discours officiel demeurait extrêmement prudent et croyait toujours que l'Union Soviétique pouvait abandonner l'Allemagne et arrêter ses annexions. Ce contraste -qui séparait *grosso modo* les politiques des militaires- est à la source de nombreuses interprétations. S'agissait-il d'une opposition dans laquelle l'état-major prenait des initiatives à l'encontre du gouvernement pour le mettre devant le fait accompli ? S'agissait-il plutôt d'un jeu beaucoup plus complexe où le gouvernement laissait les cercles militaires gérer la préparation d'une opération caucasienne tout en restant lui-même sur une ligne de prudence⁷⁰⁵?

Toujours était-il qu'İnönü avait probablement fixé au niveau politique une ligne de conduite dont il ne se déplaçait pas vis-à-vis de l'Union Soviétique. Depuis qu'il avait négocié -en tant que premier ministre de Kemal Atatürk- l'alliance entre Ankara et Moscou à la fin des années 1920, il considérait que l'URSS ne deviendrait une menace pour son pays qu'une fois qu'elle aurait atteint et dépassé ses frontières de 1914⁷⁰⁶. Tant que cette ligne n'était pas franchie, le président turc se refusait à quitter sa politique des équilibres entre l'URSS d'une part et les alliés d'autre part, dont le symbole était la réserve soviétique du traité d'Ankara.

En janvier 1940, même si on tenait pour probable une vassalisation de la Finlande au Kremlin, l'URSS n'avait pas atteint les frontières russes de 1914. Certes, la Pologne orientale avait été annexée et les Etats baltes mis sous tutelle, mais il restait encore à l'Union Soviétique à annexer la Bessarabie et progresser vers les bouches du Danube. Comme le gouvernement turc l'avait affirmé aux Britanniques, il était prêt à tolérer l'annexion de la Bessarabie mais pas plus. Massigli avait très bien saisi ce point crucial de la politique turque lorsqu'il écrivit à ce sujet au Quai qu'« *à moins d'une imprudence de la politique russe dans les Balkans, il était peu vraisemblable que l'on prît ici l'initiative* »⁷⁰⁷. Ainsi, alors que le centre de gravité de la stratégie française s'était déplacé vers le Caucase, c'était toujours dans les Balkans que se jouait l'avenir de l'alliance turque.

⁷⁰⁵ Taline TER MINASSIAN « La neutralité de la Turquie pendant la seconde guerre mondiale » dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 194, Paris, décembre 1999, pp. 129-163.

⁷⁰⁶ Entretien avec Erdal İnönü, Istanbul, 12/5/2005.

⁷⁰⁷ Ankara à Diplomatie n° 108-110, MAE, dossier Fouques-Duparc 75, 19/1/1940.

4.1.2. (Més)entente franco-hellénique : la mission Mariot et ses suites.

Bien sûr, en dépit de la tentation caucasienne, la politique française n'était pas inactive dans les Balkans. En vertu des décisions du CSI de décembre 1939, des contacts d'états-majors devaient se tenir, d'abord avec la Grèce, afin de parvenir à un plan de défense commun pour résister à une attaque germano-soviétique sur la péninsule. Quelques semaines après le CSI, un premier pas avait été fait en ce sens avec l'envoi à Athènes de la mission Mariot.

C'était en effet le 23 décembre 1939, que le général Papagos reçut à son bureau à Athènes la visite du lieutenant-colonel Mariot. Arrivé secrètement sous le couvert d'une mission archéologique française, Mariot avait été envoyé par le général Gamelin avec pour instruction principale d'engager les contacts d'états-majors en vue d'une opération à Salonique. En échange, Mariot devait assurer Papagos que la France répondrait à toute demande d'aide de la Grèce en matériel et en hommes, quitte pour cela à renforcer le potentiel disponible au TOMO par des grandes unités de Métropole ou d'Afrique du nord⁷⁰⁸.

Après la déception qu'avait provoqué le premier contact par Turquie interposée, Papagos fut visiblement flatté par la visite et demanda avant tout à Mariot de remercier Gamelin « *pour l'intérêt que celui-ci a toujours montré pour la Grèce et plus spécialement pour l'armée hellénique* ». Comme il le montra dans l'exposé de la situation qu'il fit ensuite, Papagos avait un indéniable intérêt pour la perspective d'opérations alliées dans les Balkans. Son propos introductif laissa donc, certes avec beaucoup de prudence, ouverte la perspective d'ouverture d'un front balkanique : « *je crois* », dit-il, « *qu'il n'est pas exclu que la guerre s'étende dans les Balkans, même si pour le moment nous ne disposons d'aucun indice. Dans ce cas, il n'est pas exclu que la Grèce aussi se trouve impliquée dans la guerre soit automatiquement, en défendant son indépendance, soit en honorant ses obligations vis-à-vis des alliés, soit si le gouvernement grec le jugeait utile* ». Ainsi, rompant avec un discours officiel jusque là immuable, il laissait entendre que la Grèce pouvait s'engager dans le conflit pour des raisons autres que la défense de son territoire. Toujours aussi prudente, la suite du propos de Papagos

⁷⁰⁸ « Compte-rendu du lieutenant-colonel Mariot sur sa mission à Athènes », SHD-DAT, carton 7N2880, 15/1/1940.

confirmait cette ouverture : *« dans l'état actuel des conditions politiques dans la péninsule balkanique, une telle extension du conflit ne pourrait être provoquée que par une initiative de la combinaison qui s'oppose aux alliés, étant donné que ce ne serait que dans le cas où existerait une alliance entre tous les Etats de la péninsule balkanique, que les alliés auraient intérêt à rechercher eux-mêmes cette extension afin de réussir une diversion sérieuse contre leurs ennemis »*. Cette dernière partie de la phrase est complexe : était-elle prononcée pour montrer que, faute de réelle alliance balkanique, il était vain de penser à un front offensif ? Par une série de conditionnels et de doubles négations, Papagos ne laissait-il pas plutôt ouverte la possibilité pour que la Grèce, dans le cadre d'une Entente Balkanique renforcée, se prête à un front de diversion contre l'Allemagne ? Dans tous les cas, la position de Papagos marquait un net progrès par rapport à celle qu'avait tenue trois mois auparavant le colonel Dovas lors de sa rencontre avec le général Weygand à Ankara.

L'ouverture n'était cependant pas inconditionnelle. Papagos demanda à Mariot que l'état-major grec ait son mot à dire non seulement sur les modalités d'application des plans d'action dessinés à Beyrouth ou Paris, mais sur le contenu des plans d'action eux-mêmes. Comme il le déclara à Mariot, *« il serait utile, pendant les entretiens entre les états-majors concernés, que soit examiné, sur la base des cas les plus plausibles d'extension du conflit, le plan d'ensemble dans lequel sera définie, pour chacun des cas, quelle sera la mission de chacune des armées qui seront en collaboration »*. Papagos avait d'ailleurs déjà son idée sur le contenu de ces plans : *« ce qui devra être prioritairement recherché est une profondeur suffisante depuis la mer, et donc la mise hors de cause de la Bulgarie devra constituer le but primordial des alliés »*.

Les conditions ne s'arrêtaient pas là. Papagos posa ensuite trois principes pour la collaboration avec les alliés, dont certains avaient déjà été exposés à l'attaché militaire français. Premièrement, la Grèce devait être immédiatement renforcée en forces aériennes et en DCA, afin de parer à toute menace aérienne, surtout dans le cas d'une mobilisation. Deuxièmement, un renfort devait être également accordé sur mer pour assurer les communications maritimes du pays. Enfin, ce ne serait qu'une fois que l'armée grecque aurait terminé sa mobilisation que pourraient débarquer des forces alliées dans un nombre

« qui dépendra de l'importance que prendra le front balkanique »⁷⁰⁹. L'essentiel de ces positions fut remis par écrit à Mariot sous la forme d'un aide-mémoire, d'où étaient cependant absentes toutes les analyses politiques par lesquelles Papagos avait commencé son exposé oral. A cela s'ajouta, à la fin décembre, une série de fiches de renseignements sur les infrastructures portuaires et aéroportuaires du pays que l'état-major grec remit à l'attaché militaire français, en ajoutant par la même occasion une liste des matériels dont l'armée hellénique avait besoin⁷¹⁰. Enfin, Papagos accepta la visite d'un officier du TOMO pour des reconnaissances.

A première vue donc, l'état-major grec acceptait enfin de collaborer avec les alliés. Encore fallait-il tenir compte des positions du gouvernement, et notamment de Métaxas qui se montrait constamment beaucoup plus prudent et suspicieux que le chef d'état-major. Pendant son séjour qui dura jusqu'au 28 décembre, Mariot avait été prévenu en ce sens tant par Gaston Maugras que par Charles Picard qui, sous le couvert de sa mission de directeur de l'Ecole Française d'Athènes, dirigeait également les services de renseignement français en Grèce. Dans le compte-rendu de sa mission, Mariot rappelait donc que, du point de vue politique, *« des engagements trop précis, signifiant une prise de position trop apparente, ne peuvent être demandés actuellement »*. Par conséquent les contacts avec les autorités militaires grecques devaient porter sur des points exclusivement techniques. *« J'ai été amené à insister »*, poursuivit Mariot, *« sur l'aménagement du réseau routier de la région de Salonique et la mise en train des reconnaissances de terrains par nos officiers »*.

Pour le reste, Mariot n'accordait que peu d'importance aux propos de Papagos sur une collaboration des états-majors dans les plans d'opérations. L'allusion quelque peu condescendante qu'il en fit dans son rapport était éloquente : *« l'élaboration de plans d'opérations alliés dans diverses hypothèses, auxquels semble tenir le général Papagos qui doit être, cela se conçoit, assez curieux de savoir ce que l'on ferait de lui et de son armée dans l'affaire, me semble devoir lui être consentie dans la mesure et le sens que le commandement aura à juger, mais l'immédiat des résultats à obtenir réside, à mon avis, dans l'organisation matérielle, contrôlée de la base et de sa couverture »*. Ainsi, ce qui

⁷⁰⁹ GES (Papagos) à YPEX (Métaxas) n° 61622, AYE, dossier 1940/4, 27/12/1939.

⁷¹⁰ DHS, 14-722/B-5 et 14-722/E-1b, 12/1939.

pour Papagos était la première priorité de la collaboration ne devenait dans les propos du lieutenant-colonel qu'une option secondaire soumise à la bonne volonté du commandement français.

On ne saurait sous-estimer ce dernier point pour juger des résultats de la mission Mariot. Au-delà de la poursuite de leur collaboration technique, les deux états-majors étaient en désaccord sur un point fondamental, surtout du point de vue psychologique. Papagos concevait avec un certain enthousiasme les opérations orientales comme une collaboration militaire sur un pied d'égalité, probablement influencé en cela par la façon dont il voyait ses alliés Turcs discuter avec les Français et les Britanniques des détails de leur coopération. Ce point de vue ne pouvait être compatible avec la vision française d'une armée hellénique sans véritable valeur. Gamelin croyait en la possibilité d'utiliser les divisions grecques pour ne pas user des forces françaises, mais il était douteux qu'il ait pu concevoir une collaboration active au niveau des commandements. Quant à Weygand, il ne voyait dans les Etats balkaniques que des territoires à utiliser et non des armées dignes de ce nom⁷¹¹. Lorsqu'il apprit les résultats de la mission Mariot, il écrivit à l'attaché militaire à Athènes, le lieutenant-colonel de Lobit, pour lui faire part de sa déception face aux conditions auxquelles avait soumise Papagos la collaboration franco-hellénique. *« J'essaie en vain de découvrir sa véritable pensée »*. L'idée de faire débarquer les troupes alliées après la fin de la mobilisation grecque paraissait pour le moins infondée : *« c'est là une conception spécifiquement grecque qui ne tient pas compte de la situation générale dans les Balkans, de la nécessité qui peut s'imposer à nous de soutenir très vite l'armée yougoslave vers laquelle le seul chemin est Salonique »*. C'était dire que le chef du TOMO ne partageait pas la satisfaction de Mariot sur les intentions de l'armée grecque : *« comment en présence de cette irrésolution, de ce marchandage, peut-on croire qu'en laissant les choses aller, non pas seules, mais au gré de nos adversaires et de nos rivaux, et sans aucune action de notre côté, elles peuvent se résoudre dans un sens favorable ? »*⁷¹².

⁷¹¹ Claude D'ABZAC-EPEZY, « L'aide aérienne alliée à la Turquie en 1939 » dans *Revue Historique des Armées* n° 217, Paris, décembre 1999, p. 67.

⁷¹² TOMO à AM Athènes n° 102/2S, SHD-DAT, carton 27N247/5, 11/1/1940.

Weygand avait tort de n'accorder que peu de crédit à Papagos. Le chef d'état-major général grec était le partisan le plus fervent de la coopération militaire franco-hellénique à un moment où, du point de vue politique, l'orientation de la Grèce vers le camp allié était toujours hésitante. Le premier ministre Métaxas avait été probablement déçu par la passivité et les retournements des alliés dans l'affaire de Finlande⁷¹³. D'autre part, alors qu'il avait donné son assentiment à la préparation d'un débarquement à Salonique, ses informateurs à Paris lui donnaient des nouvelles préoccupantes sur les intentions françaises.

Le très expérimenté ministre de Grèce en France Nicolas Politis était depuis les années 1920 un familier des milieux politiques, diplomatiques et universitaires français. Vis-à-vis de ses interlocuteurs parisiens, il ne s'était jamais montré défavorable à un front d'Orient, tout en insistant constamment sur le besoin, pour que l'opération réussisse, de ravitailler la Grèce en armes et en crédits. Or, dans une dépêche qu'il envoya à Métaxas le 16 janvier 1940, à la veille de sa retraite, Politis avertit le premier ministre que les projets français visaient à associer l'Italie à un éventuel front balkanique contre l'Allemagne et l'URSS et souligna le danger d'une telle entreprise. *« Si l'intérêt de la Grèce coïncide avec celui de l'Italie pour que la guerre ne s'étende pas et que soit évitée toute invasion germano-russe, il se trouve au contraire en pleine opposition avec les ambitions italiennes, inavouées certes mais incontestables, dans la péninsule balkanique ; d'où un danger imminent pour nous. (...) Dans la presse anglaise et française, il est fait souvent référence aux intérêts vitaux de l'Italie dans les Balkans. Se dessine ainsi un danger sérieux pour nous, que perçoit dans les couleurs les plus obscures celui qui se souvient de la politique similaire qu'a suivie avec succès durant les vingt dernières années l'Italie en ce qui concerne l'Albanie »*⁷¹⁴.

Les mauvaises impressions depuis Paris se suivaient. À côté de la Légation, Métaxas avait installé, sous couvert d'un « bureau de presse », un véritable bureau de renseignements. Dirigé par Spyros Kosmetatos, il avait pour tâche de surveiller les

⁷¹³ Le 29 décembre 1939, le journal de bord de Métaxas portait l'inscription suivante : *« le monde humain n'est pas dirigé par le droit, mais par l'intérêt (...). La France et l'Angleterre ont déclaré la guerre à l'Allemagne car celle-ci a violé le droit dans le cas de la Pologne. Pourquoi est-ce qu'ils ne la déclarent pas aussi à la Russie dans l'affaire de Finlande ? »*. Ioannis METAXAS, *Το προσωπικό του ημερολόγιου (Son journal personnel)*, texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, p. 411.

⁷¹⁴ Paris à YPEX n° 266, AYE, dossier 1940/7/3, 16/1/1940.

opposants au régime grec qui s'étaient réfugiés à Paris. Dans leur majorité des anciens fidèles d'Eleuthérios Vénizelos, menés par le général Plastiras, ceux-ci étaient en contact avec les milieux politiques parisiens, notamment au sein du parti radical. En surveillant les vénizelistes, Kosmetatos portait donc son attention en même temps aux milieux diplomatiques français, au monde de la presse, ainsi qu'aux autres légations balkaniques⁷¹⁵.

Kosmetatos ne cessait dans ses rapports d'avertir Métaxas -qui les lisait régulièrement- sur les trames qui se dessinaient (ou qu'il croyait voir se dessiner) autour du front d'Orient à Paris. La plus sérieuse d'entre elles était, à en croire le chef du bureau de presse, que les opposants au régime voulaient profiter d'un débarquement à Salonique pour, à la manière de Vénizelos en 1916, renverser le gouvernement qu'ils suspectaient de germanophilie et aligner, dans le cadre d'un nouveau régime, la Grèce sur les alliés. Dès que l'idée d'un front de Salonique avait commencé à circuler au printemps 1939, Kosmetatos avait écrit que « *les espoirs de l'opposition se basent sur la diffamation du gouvernement grec pour germanophilie, dans l'attente de la répétition de l'invasion xeno-vénizeliste de 1917* »⁷¹⁶. Le 8 janvier 1940, l'informateur revint sur la question dans une lettre largement consacrée aux projets de front d'Orient : « *parmi nos réactionnaires d'ici* », écrivait-il, « *règne la confusion et une grogne caractéristique. Plastiras et les siens se consolent en rêvant d'un nouveau 1916* »⁷¹⁷.

Dans le même ton quelque peu préoccupant, Kosmetatos renseignait Métaxas sur le changement de stratégie française, notamment en ce qui concernait le Caucase. Le premier février, il l'informait que, selon ses sources, la Turquie avait donné son aval à l'opération, l'Ambassade de Turquie ayant conclu un traité secret visant « *à une expédition au Caucase avec pour but l'occupation de Batoum et Bakou* », dont la légation de Grèce n'avait pas été informée. Dans la même lettre, le chef du bureau de presse rappelait également que l'armée française en Syrie ne dépassait pas les trois divisions.

⁷¹⁵ Les activités de Kosmetatos sont décrites en détail dans Georgios N. MOSCHOPOULOS, *Από την παλινόρθωση στην βασιλο-μεταξική δικτατορία 1935-1940. Φως στα παρασκήνια*, (De la restauration à la dictature royaliste et métaxiste 1935-1940. Les coulisses éclairées), Athènes, Christakis, 1999.

⁷¹⁶ Kosmetatos à Maniadakis n° 24, dans Georgios N. MOSCHOPOULOS, *Από την παλινόρθωση στην βασιλο-μεταξική δικτατορία 1935-1940. Φως στα παρασκήνια*, (De la restauration à la dictature royaliste et métaxiste 1935-1940. Les coulisses éclairées), Athènes, Christakis, 1999, p. 482, 2/5/1939.

⁷¹⁷ Kosmetatos à Métaxas, GAK, dossier K65/34, 8/1/1940.

Enfin, il concluait son rapport en citant sa rencontre avec son « *collègue yougoslave* » : « *partisan de la neutralité balkanique, il craint aussi que l'évolution des événements ne démente ce désir balkanique partagé* »⁷¹⁸.

Le fait était que, très habilement, Kosmetatos mettait en garde Métaxas contre les projets français. Il est probable que Métaxas, par nature suspicieux et constamment dans l'angoisse d'un renversement de son gouvernement, n'ait pas été insensible à ces messages, et notamment à ceux ayant trait à la collusion supposée ou réelle entre ses opposants politiques à Paris d'une part et les partisans du front d'Orient d'autre part. Son carnet de bord en témoigne. Le 9 février, il nota l'existence de « *commérages à Paris* ». Le 16 le propos était plus clair : « *inquiétudes pour Weygand. Complot à Salonique. On cite même N. Politis. Situation désagréable* »⁷¹⁹.

Il serait bien sûr exagéré d'interpréter la conduite de la politique étrangère grecque face au péril de la guerre à la lumière de rumeurs entretenues par un agent gouvernemental. Toujours était-il cependant que la convergence des messages en provenance de Paris était de nature à donner au premier ministre grec l'image d'une France revenue à ses traditions politiques de la Grande Guerre, dont le symbole pour les milieux conservateurs grecs était le souvenir jamais digéré du débarquement allié à Salonique en 1916 et de l'intervention ouverte dans les affaires intérieures helléniques. Pour un homme comme Métaxas qui, en tant qu'officier royaliste, avait fait les frais de cette politique (ayant été exilé par les troupes françaises en Corse entre 1917 et 1920), cette impression contribuait incontestablement à calmer tout enthousiasme face à la protection française.

4.1.3. Alliance, matériel et confiance : les raisons de l'enlissement.

Il fallait constater que, à l'instar de la Turquie et de la Grèce, les Etats balkaniques s'adaptaient mal aux fluctuations et aux incohérences de la politique franco-britannique. Partout, après des gestes encourageants au début de la guerre de Finlande, la collaboration marquait le pas.

⁷¹⁸ Kosmetatos à Métaxas, GAK, dossier K65/34, 1/2/1940.

⁷¹⁹ Ioannis METAXAS, *To προσωπικό του ημερολόγιο* (Son journal personnel), texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, pp. 451-452.

C'est ce qui peut par exemple ressortir du rapport de fin de mission du général Merson, attaché militaire en Yougoslavie⁷²⁰. Il y est noté qu'à partir du début de janvier 1940, quelques semaines après la visite d'une mission militaire française, le ton des militaires yougoslaves changea subitement. Le général Simović qui, en tant que chef d'état-major général avait été le principal soutien de Merson, fut limogé (probablement pour des raisons internes à l'état-major) et remplacé par le général Kosić. Dès lors, le contact ne fut plus le même, Merson trouvant Kosić « *d'une intelligence à peine moyenne* » et l'état-major yougoslave ne cessant de porter des entraves à une coopération qu'il avait lui-même engagée. De même qu'à Athènes, Weygand avait envoyé des questionnaires pour connaître l'état des infrastructures du pays. Or, sous divers prétextes, l'état-major refusait d'y répondre. Ainsi, un mois après la visite de la mission Carolet, rien n'avait été fait.

Il y avait plusieurs raisons à ce raidissement. L'une était naturellement la politique italienne qui soufflait constamment le chaud et le froid dans la région, se posant tantôt en agresseur potentiel et tantôt en protecteur. Les réactions yougoslaves étaient également le reflet de l'incohérence dans laquelle s'était engagée la politique française. Alors que Merson se battait pour obtenir des réponses aux questionnaires de Weygand, son ministre de tutelle, Raymond Brugère, n'avait aucune consigne à ce sujet de la part du Quai d'Orsay qui s'occupait à l'époque beaucoup plus du Caucase que des Balkans. A Merson venu lui demander son soutien, Brugère aurait répondu : « *j'ignore si les intentions de mon gouvernement correspondent aux idées de votre chef* ». Ce n'était évidemment pas du côté de la Légation britannique que l'on pouvait attendre un quelconque soutien, l'attaché militaire anglais, le lieutenant colonel Clark, ayant reçu pour consigne de ne pas s'associer aux démarches de son homologue français.

Surtout, le général Merson ne tarda pas à se rendre compte que le soutien yougoslave n'était pas inconditionnel et que « *la bonne volonté qui fut manifestée en novembre et décembre était inspirée par le désir d'obtenir du matériel de guerre* ». Cette question était cruciale non seulement pour Belgrade mais pour les autres capitales balkaniques qui en faisaient le symbole d'un traitement équitable de la part des grandes

⁷²⁰ Rapport du général Merson sur sa mission en Yougoslavie, SHD-DAT, carton 27N247/6, mars 1941.

puissances. Or, quelle que fût la bonne volonté que le général Gamelin y mettait parfois, Paris sous-estimait constamment (sauf peut-être dans le cas de la Turquie), ce facteur qui était tout autant matériel que psychologique.

Il serait difficile ici de revenir sur l'ensemble des commandes des pays balkaniques à la France et les retards incessants dans leur livraison. A lui seul, le cas des commandes dans le domaine de l'aéronautique suffit pour montrer les difficultés en la matière. L'étude faite à ce sujet par Jacques Ploquin nous offre en effet une image saisissante⁷²¹. En janvier 1940, la Yougoslavie était toujours en attente de vingt huit avions commandés en 1938 et 1939, dont elle n'avait reçu que deux. D'abord décidé à livrer les avions commandés, le général Vuillemin décida finalement en février de les garder en France pour ne pas affaiblir le front ouest.

Le problème était semblable en Roumanie. Des vingt Potez commandés à la France depuis 1938, un seul était finalement parvenu en janvier 1940. Là encore, le gouvernement français hésitait à honorer les commandes et dégarnir le front ouest. Là encore, la question du matériel militaire influençait de manière décisive la coopération politique et militaire. Nous avons vu en ce qui concerne la Roumanie que le gouvernement de Bucarest refusait de soutenir pleinement le blocus allié en réduisant ses livraisons de pétrole à l'Allemagne. Faute de confiance, il ne s'engageait pas non plus dans la collaboration militaire. Par la voix de son ministre des Affaires étrangères, il visait au contraire à remettre autant que possible cette collaboration, en déclarant que le dispositif existant (c'est-à-dire les garanties et l'Entente Balkanique) était suffisant pour organiser une défense commune. Gafenco aurait ainsi déclaré lors d'un de ses entretiens avec Adrien Thierry : *« si même sans être belligérante la Turquie applique l'article 19 de la convention de Montreux et si la France et la Grande Bretagne décident d'intervenir, tout sera sauvé »*. Mis au courant de cette déclaration, le général Weygand manifesta sa colère à l'attaché militaire français à Bucarest, le général Delhomme : *« si Monsieur Gafenco croit que cette intervention est possible dans des délais qui la rendent efficace sans une préparation commune et très poussée des états-majors intéressés, il commet une*

⁷²¹ Jacques PLOQUIN, « Alliances militaires et marchés d'avions pendant l'entre-deux-guerres : le cas français (1936-1940) » dans Service Historique de la Défense, *Recueil d'articles et d'études (1981-1983)*, Vincennes, SHAA, 1987, pp. 5-21 et 53-88.

*dangereuse erreur. On voudrait ne rien faire et nous voir tomber du ciel avec armes et bagages le jour où on nous appellera. C'est une plaisanterie qui nous conduirait à un échec, et à laquelle je ne puis me prêter »*⁷²². Difficilement engagé en décembre 1939, le dialogue franco-balkanique arrivait à l'incompréhension et à l'impasse.

4.2. L'ultime espoir de la conférence balkanique.

C'était dans ces conditions perplexes qu'en vertu de ses statuts l'Entente Balkanique devait réunir dans les premiers mois de 1940 sa conférence annuelle des ministres des Affaires étrangères à Belgrade. L'organisation même de la conférence resta pendant longtemps incertaine. Depuis l'échec des projets pour une ligue des neutres, l'Entente Balkanique avait pratiquement disparu du champ diplomatique, d'autant plus que la crainte d'une collusion germano-soviétique dans les Balkans avait rendu illusoire toute ambition d'une neutralité régionale. L'équilibre des puissances cédait la place à l'alliance avec la France et la Grande Bretagne.

Les difficultés et les incompréhensions quotidiennes ne menaient cependant pas au résultat souhaité. Plus qu'un gage de sécurité, la protection des alliés paraissait souvent comme un fardeau posant plus de problèmes qu'il n'en résolvait. Il fallait donc gérer la menace pesante d'une extension du conflit vers les Balkans tout en évitant de tomber sous la tutelle exclusive de grandes puissances à la fois protectrices et égoïstes auxquelles on ne faisait pas confiance. C'était l'éternel problème balkanique qui se reposait inlassablement dans les mêmes termes mais avec toujours plus d'acuité.

4.2.1. « Les Bulgares sont toujours les Bulgares ».

Le centre du problème était naturellement toujours l'énigme de la politique bulgare qu'il fallait soit affronter avec fermeté, soit modérer par des concessions. Fort de son alliance avec la France et la Grande Bretagne, le ministère turc des Affaires étrangères espérait combiner les deux idées ; calmer en fait l'agitation bulgare à la fois en brandissant le spectre d'une action alliée à Salonique et en Thrace d'une part et en promettant certaines concessions pour la fin du conflit d'autre part. Ainsi, sur le chemin du retour de Paris à Ankara, le secrétaire général du ministère Numan Menemencioğlu s'arrêta le 13 janvier à Sofia pour y rencontrer le premier ministre bulgare Kiossévanoff.

⁷²² TOMO à AM Bucarest n° 101/2S, SHD-DAT, carton 27N247/5, 11/1/1940.

A la suite de la rencontre, les deux gouvernements publièrent une déclaration commune dans laquelle ils affirmaient leur attachement au maintien de la paix dans les Balkans. D'autre part, chaque capitale s'engageait à s'abstenir de tout acte d'agression tant que l'autre resterait neutre. Enfin, pour concrétiser ce nouvel état d'esprit, les deux pays décidèrent de retirer mutuellement les troupes qu'ils avaient mobilisées depuis l'automne sur leur frontière commune⁷²³.

On pouvait finalement croire que la Bulgarie s'était engagée à ne pas servir de base balkanique pour une attaque soviétique ou allemande et même à résister à toute incursion sur son territoire⁷²⁴. Le projet d'un grand bloc balkanique neutre refaisait dès lors surface. Ce n'était cependant pas exactement le cas. Les suspicions à l'égard de la Bulgarie étaient telles que les Etats voisins, à commencer par la Grèce et la Turquie, refusaient de croire en ses bonnes intentions. Depuis Sofia, le premier conseiller de l'Ambassade de Grèce, Kallergis, mettait en garde son gouvernement. La Bulgarie, écrivit-il dans une dépêche, « *non seulement ne prend aucune obligation formelle sur la question, mais il demeure douteux dans les faits que, face à une éventuelle attaque ou pression de la part d'une grande puissance, la résistance qui sera opposée pour la défense de la neutralité sera véritable et sincère* »⁷²⁵. A Ankara, Saraçoğlu était encore plus direct. La 19 janvier 1940, il déclara à Massigli qu'en dépit de leur apparent désir de collaboration « *les Bulgares sont toujours les Bulgares* »⁷²⁶.

En dépit de l'avancée bulgare, le dilemme pour les Balkans demeurait donc le même. Alliance avec les grandes puissances ou repli sur les équilibres régionaux ? La Yougoslavie tendait de plus en plus clairement pour la seconde solution, tandis que la Turquie et dans une moindre mesure la Grèce cherchaient toujours les modalités d'une bonne collaboration avec Paris et Londres.

⁷²³ Cemil KOÇAK, *Türkiye'de Milli Şef Dönemi 1938-1945 (La Turquie à l'époque du Chef National)*, İletişim Yayınları, Istanbul, 1986, deuxième édition 1996, p. 298.

⁷²⁴ C'était l'impression qu'en avait tirée le *Foreign Office*. Londres à Diplomatie n° 227-229, MAE, dossier Fouques-Duparc 17, 18/1/1940.

⁷²⁵ Sofia à YPEX n° 112, AYE, carton 1940/1/4, 14/1/1940.

⁷²⁶ Ankara à Diplomatie n° 106-107, MAE, dossier Fouques-Duparc 17, 19/1/1940.

4.2.2. La conférence de Belgrade ou l'impossible compromis.

Tenue les deux et trois février à Belgrade, la conférence de l'Entente Balkanique - qui devait être la dernière de l'organisation - eut pour but de clarifier le dilemme. Elle fut au centre de l'attention des diplomaties française et britannique qui naturellement n'en avaient pas les mêmes attentes. Londres espérait toujours que, dans la dynamique créée par la déclaration turco-bulgare du 13 janvier, la conférence aboutirait enfin à une détente généralisée permettant l'amélioration des rapports entre la Bulgarie et ses voisins et le maintien de la péninsule en-dehors du conflit. Le *Foreign Office* pensait, selon Charles Corbin, qu'un tel résultat pourrait mettre fin aux contacts d'états-majors dans lesquels s'étaient engagés sans résultats les Français depuis décembre 1939⁷²⁷. Par ailleurs, le Cabinet espérait toujours que l'Italie pouvait trouver sa place dans un tel dispositif⁷²⁸.

Du côté français, si le Quai d'Orsay se désintéressait quelque peu du problème balkanique, les diplomates français dans la région nourrissaient de grandes attentes. Par son influence auprès du gouvernement turc et particulièrement de Saraçoğlu, Massigli tentait de pousser la conférence vers l'affirmation d'une nouvelle solidarité balkanique, non dans le but de tenir les équilibres entre grandes puissances mais au contraire capable d'agir en commun face non seulement au danger bulgare mais également à toute menace externe⁷²⁹. On pouvait alors imaginer l'Entente fonctionnant comme l'aile balkanique des alliés, avec à sa tête la Turquie et la Grèce.

Ces espoirs français n'étaient pas totalement infondés. A la veille de la conférence, Athènes et Ankara montrèrent clairement qu'elles désiraient pousser l'Entente vers la collaboration avec les alliés. Avant de s'embarquer pour le train qui devait le conduire à Belgrade, Şükrü Saraçoğlu convoqua une conférence de presse pour déclarer : « *comme vous le savez, face aux conditions actuelles, notre pays n'est pas neutre mais seulement en-dehors du conflit* »⁷³⁰. Mettant de fait ses homologues balkaniques devant le fait accompli de cette déclaration officielle, Saraçoğlu parvenait

⁷²⁷ Londres à Diplomatie, dans *DDF 3/9/1939-31/12/1939*, Bruxelles, Peter Lang, 2002, doc. 43, 23/1/1940.

⁷²⁸ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM29(40), TNA, CAB 65/5, 1/2/1940.

⁷²⁹ Ankara à Diplomatie, dans *DDF 3/9/1939-31/12/1939*, Bruxelles, Peter Lang, 2002, doc. 45, 25/1/1940.

⁷³⁰ Cemil KOÇAK, *Türkiye'de Milli Şef Dönemi 1938-1945 (La Turquie à l'époque du Chef National)*, İletişim Yayınları, Istanbul, 1986, deuxième édition 1996, tome 1, p. 301.

ainsi à couper court à toute nouvelle discussion sur la formation d'une ligue des neutres⁷³¹. Sur le chemin de Belgrade, il s'arrêta à Sofia pour réitérer l'engagement turc à ne pas attaquer la Bulgarie et soutenir son entrée dans l'Entente Balkanique si celle-ci restait neutre. Enfin, il fut rejoint à Nis, en territoire yougoslave, par Métaxas avec qui il fit le reste du parcours. De cette rencontre qui dura toute une nuit n'est restée qu'une brève inscription sur le journal intime de Métaxas : « *rencontre à Nis avec Saraçoğlu. Très plaisante. Il est passé par Sofia, où il n'y a eu aucune allusion de revendications sur la Grèce. Discussion sur Weygand, et nous avons raison* »⁷³². Même si les allusions ne sont pas toujours claires, les deux hommes s'étaient apparemment entendus sur la ligne générale à suivre durant la conférence : collaboration collective avec les alliés ainsi que le TOMO, avec pour premier but de tenir en respect la Bulgarie.

Sans aller ouvertement aussi loin, la conférence témoigna d'un certain esprit de solidarité entre les quatre Etats de l'Entente. Selon le communiqué final, l'Entente Balkanique avait constaté : « *(1) l'intérêt commun des quatre Etats au maintien de la paix, de l'ordre et de la sécurité en Europe ; (2) leur ferme décision de poursuivre leur politique résolument pacifique afin de préserver de la guerre cette partie de l'Europe ; (3) leur volonté de rester de rester unis au sein d'une entente qui n'est dirigée contre personne et de veiller en commun à la sauvegarde des droits de chacun ; (5) la nécessité de perfectionner les liens économiques entre les Etats balkaniques en augmentant tout spécialement les échanges commerciaux à l'intérieur de l'Entente* ». Par ailleurs, le pacte de l'Entente Balkanique était renouvelé dans les mêmes termes pour une durée de sept ans, la prochaine conférence devant avoir lieu en février 1941⁷³³.

Les diplomates français étaient satisfaits. Ils insistaient sur le point que le terme de neutralité -au centre des projets balkaniques de l'automne 1939- ne figurait pas dans le communiqué. Depuis Belgrade, Raymond Brugère notait ainsi : « *quatre pays amis de la France sortent des échanges de vues plus unis qu'ils ne l'ont jamais été ; la manœuvre*

⁷³¹ Saraçoğlu lui-même expliqua une semaine plus tard à Knatchbull-Hugessen qu'il avait fait cette déclaration pour « *éviter tout malentendu à Belgrade, et toute tentative des autres puissances balkaniques de le pousser trop loin dans tout examen de la question de la neutralité* ». Ankara au Foreign Office n° 101, TNA, WO 208/14388, 8/2/1940.

⁷³² Ioannis METAXAS, *Το προσωπικό του ημερολόγιο (Son journal personnel)*, texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, p. 450, 1/2/1940.

⁷³³ *La République*, 5/2/1940.

qui aurait consisté à éliminer la Turquie des Balkans ou tout au moins à en saper l'influence a été déjouée. L'Italie ne s'est pas assurée dans ce groupe la position de garante qu'elle avait cherché à un moment donné à s'octroyer. En lieu et place d'un élargissement qui probablement eut été un élément de confusion plutôt que de force, nous avons à enregistrer un resserrement de l'Entente Balkanique. Pour ce qui est du communiqué même, il y a lieu de noter que le mot de neutralité a été évité et remplacé, conformément aux vues turques sur la non-belligérance par l'expression : maintien de la paix, de l'ordre et de la sécurité dans le sud-est de l'Europe »⁷³⁴. René Massigli voyait aussi l'Entente se rapprocher des alliés sous l'impulsion d'Ankara : « la Turquie, fortifiée par l'alliance franco-anglaise, va être au centre de cette organisation »⁷³⁵.

Il était vrai que les éléments poussant à la constitution d'un grand bloc balkanique neutre et autarcique étaient clairement au second plan, même s'ils n'étaient pas totalement absents des débats de la conférence. En marge des conclusions officielles, la Bulgarie se voyait offrir une place au conseil économique de l'Entente⁷³⁶, tandis que l'idée de concessions territoriales modérées à faire à Sofia en échange de son intégration pleine à l'Entente continuait à faire son chemin⁷³⁷.

Ce cadre certes encourageant mais encore incertain pouvait-il offrir des possibilités militaires et ouvrir la voie à la constitution d'un front balkanique ? Cette option n'avait évidemment pas été laissée en marge de la conférence. Sur insistance de Métaxas et de Saraçoğlu, le conseil de l'Entente avait décidé d'inaugurer des contacts entre les quatre états-majors balkaniques afin de préparer un plan de défense commun en cas d'invasion externe sur la péninsule. Comme le notait *Cumhuriyet* dans son édition du 7 février, un tel plan devait en principe tracer du nord au sud des Balkans des lignes de front successives derrière lesquelles les armées des quatre pays pouvaient se replier en cas d'attaque venue du nord : « l'Etat danubien ou balkanique sujet à l'agression se défendra de toutes ses forces. Il se pourrait que, devant les forces supérieures, les armées

⁷³⁴ Belgrade à Diplomatie n° 126-130, cité dans *DDF 3/9/1939-31/12/1939*, Bruxelles, Peter Lang, 2002, p. 156.

⁷³⁵ Ankara à Diplomatie n° 268-275, dans *DDF 3/9/1939-31/12/1939*, Bruxelles, Peter Lang, 2002, doc. 73, 10/2/1940.

⁷³⁶ *La République*, 7/2/1940.

⁷³⁷ Ankara à Diplomatie n° 259-267, dans *DDF 3/9/1939-31/12/1939*, Bruxelles, Peter Lang, 2002, doc. 72, 10/2/1940.

de ce pays se voient dans la nécessité de se replier. Dans ce cas, les armées en retrait arrivées aux frontières du pays balkanique suivant pourront franchir ces frontières comme s'il s'agissait d'une partie de leur propre pays. (...) La Hongrie peut se replier sur la Yougoslavie et la Roumanie. Celle-ci peut descendre vers le Danube et même vers la Bulgarie. Dans ce cas, si les circonstances l'exigent, les Turcs et les Hellènes, tout en gardant leur propre position de défense peuvent envoyer des renforts efficaces au secours des Etats danubiens. Et, dans la pire des éventualités, nous pouvons, en fin de compte, nous opposer avec les forces les plus grandes contre nos adversaires éventuels sur les frontières turques et grecques »⁷³⁸.

Un tel plan -plutôt de retrait coordonné que de véritable défense- était bien sûr loin des projets français, puisqu'il ne faisait en rien allusion à une collaboration militaire avec les troupes alliées. Le principe avait été accepté comme une base consensuelle minimum, non sans arrière-pensées de part et d'autre. Pour Belgrade, il s'agissait d'une tentative pour gérer un éventuel front balkanique sans faire appel à une aide extérieure, donc sans tenir les Français et les Britanniques même informés de ces plans⁷³⁹. Ankara et Athènes avaient au contraire des objectifs plus ambitieux, associant alliés et Balkaniques. Selon Raymond Brugère, le général Métaxas voulait tenir les études entre états-majors balkaniques « *non seulement pour la protection éventuelle de Salonique, mais aussi pour l'organisation d'un front d'Orient* »⁷⁴⁰.

Y avait-il pour Weygand et les siens lieu de se réjouir d'une telle décision ? Il fallait rester prudent. Certes, on voyait, au moins du côté grec, une certaine volonté à s'associer à un éventuel front de Salonique. Dès qu'il fut mis au courant des résultats de la conférence, le général Papagos se mit au travail pour présenter à ses homologues balkaniques un plan de coordination entre les armées alliées et celles de l'Entente. D'autres signes encourageants étaient à comptabiliser. A la fin février, des officiers du

⁷³⁸ « Comment la guerre ne peut s'étendre aux Balkans », *La République*, 7/2/1940.

⁷³⁹ Ankara à Diplomatie n° 268-275, dans *DDF 3/9/1939-31/12/1939*, Bruxelles, Peter Lang, 2002, doc. 73, 10/2/1940.

⁷⁴⁰ Belgrade à Diplomatie n° 112-115, dans *DDF 3/9/1939-31/12/1939*, Bruxelles, Peter Lang, 2002, doc. 64, 3/2/1940.

TOMO purent effectuer secrètement des reconnaissances en territoire grec, accompagnés par des officiers hellènes⁷⁴¹.

Il n'y avait cependant du côté grec nulle intention de laisser l'initiative, la gestion et le commandement des opérations balkaniques aux troupes alliées. Dans un projet de près de soixante dix pages qu'il envoya à son premier ministre, le chef d'état-major grec assignait lui-même aux différentes armées (balkaniques et alliées) leurs missions et refusait toujours tout débarquement préventif d'un corps expéditionnaire. Selon le projet de Papagos, les deux bases sur lesquelles reposait le plan de guerre étaient d'abord la collaboration entre les quatre armées balkaniques et ensuite « *l'apport immédiat -après demande- d'une aide importante de la part des Anglo-français* ». Il appartenait aux Etats balkaniques de prendre l'initiative « *dès que se manifesteront de manière menaçante les préparatifs des ennemis septentrionaux* ». Papagos attendait d'eux, dans l'ordre « (a) *qu'ils prennent sans retard et en commun les mesures nécessaires (mobilisation, concentration) ; (b) qu'ils invitent sans retard les Anglo-français à leur secours ; (c) qu'ils engagent sans hésitation et retard des opérations contre la Bulgarie dans le but de la neutraliser, même si celle-ci se déclare neutre* ». Après s'être débarrassé de la Bulgarie, le général espérait parvenir à la constitution d'un front « *sur une ligne couvrant au moins les centres militaires et industriels majeurs des Etats balkaniques septentrionaux* ». Enfin, en cas d'Italie hostile, il était précisé que « *la conquête de l'Albanie paraît nécessaire* »⁷⁴².

On pourrait aisément imaginer la réaction de Weygand -pour ne pas parler de celle des Britanniques- face à ce plan dont la principale caractéristique était d'impliquer les forces alliées dans un conflit conçu et dessiné par l'état-major hellénique. A travers ce plan de guerre, on pouvait désormais comprendre que, indépendamment des divergences internes, la conférence de l'Entente Balkanique recherchait toujours à garantir à la fois l'indépendance politique de la péninsule et le soutien allié. Cette combinaison impossible devait être l'axe d'une collaboration militaire pleine de malentendus entre alliés et Balkaniques, et cela fut particulièrement visible lors des conférences moyen-orientales qui se tenaient avec la Turquie.

⁷⁴¹ TOMO (Weygand) à AM Athènes n° 331/3S, SHD-DAT, carton 27N247/6, 14/3/1940.

⁷⁴² GES (Papagos) à YPEX (Métaxas), DHS, 14-722/H-3, 13/3/1940.

4.3. De Beyrouth à Alep, l'impasse des négociations militaires tripartites.

Couplées aux incohérences de stratégie alliée, les hésitations balkaniques étaient de nature à faire de la collaboration militaire entre toutes les parties une mission quasi-impossible. Français et Britanniques avaient l'occasion de le constater lors des conférences d'états-majors qui se tenaient à ce sujet au Levant dans le but de mettre enfin en œuvre la collaboration avec la Turquie.

En effet, depuis que la clause suspensive du traité d'Ankara avait été levée, rien ne s'opposait théoriquement à ce que les armées des trois pays coopèrent activement pour parer à une éventuelle extension du conflit en Méditerranée ou dans les Balkans. Cependant, dès lors qu'il n'existait pas de réel consensus sur les grandes lignes que pouvait prendre une action militaire alliée dans la région, les entretiens durent se limiter au plus petit dénominateur commun des vues française et britannique : la défense de la Thrace turque face à une attaque venue du nord. Les autres options étaient exclues : même le projet d'une attaque de Dodécanèse, pourtant cité dans la convention militaire anglo-franco-turque d'octobre, n'était pas examiné du fait des divergences sur la politique à tenir vis-à-vis de l'Italie.

Le 20 janvier, une première réunion rassembla à Beyrouth des représentants du TOMO d'une part et des forces britanniques au Moyen-Orient d'autre part. Elle aboutit à un programme d'études sur les modalités d'installation d'un corps expéditionnaire allié de trois ou quatre divisions (en majorité françaises) en Thrace⁷⁴³. Une semaine plus tard, Weygand et le général Hutchinson (représentant du général Wavell) se rendirent à Ankara où le maréchal Çakmak les autorisa à faire effectuer des reconnaissances dans une zone réservée couvrant la péninsule de Gallipoli et la frontière gréco-turque, mais d'où étaient exclus le détroit du Bosphore et plus généralement la région d'Istanbul⁷⁴⁴. Çakmak espérait aussi que les alliés pourraient tenir Salonique, mais rapporta à ses interlocuteurs la position du général Papagos excluant tout débarquement allié avant la fin de la mobilisation hellénique. De retour à Beyrouth, Weygand ne cacha pas son mécontentement vis-à-vis de ce point de vue. Il avait rêvé d'un débarquement massif à

⁷⁴³ Compte-rendu de la conférence de Beyrouth n°87 3/S, SHD-DAT, carton 27N246, 20/1/1940.

⁷⁴⁴ Journal de Marche de l'Etat-Major du CEC des Forces Françaises de l'Orient Méditerranéen, SHD-DAT, carton 27N246, 1/2/1940.

Salonique, et il se voyait organiser, selon le bon vouloir du maréchal Çakmak, des reconnaissances sur les routes de Thrace ! « *Nos forces* » écrivit-il à Gamelin, « *ne sont pas faites pour des missions accessoires que les armées balkaniques peuvent remplir elles-mêmes* ». Aux yeux du général, les Britanniques n'étaient pas en reste. Dans leur obstination à refuser une collaboration pleine et entière, les gouvernements balkaniques étaient « *certainement confirmés dans cette attitude négative par la désapprobation anglaise de tout rapprochement entre et avec les états-majors balkaniques* »⁷⁴⁵. Par conviction ou par souci de ne pas fâcher Weygand, Gamelin fut dans sa réponse tout à fait d'accord et alla plus loin dans la désapprobation du projet thrace : « *je suis en plein accord avec vous. Notre place est à Salonique et non en Thrace où nous serions bloqués. (...) De ce fait, les études concernant la Thrace turque ne doivent nous intéresser qu'à titre symbolique et avec l'arrière-pensée que nous n'aurons pas à nous en servir* »⁷⁴⁶.

En dépit cependant de ces contradictions flagrantes, le rituel des négociations se poursuivait, sans doute faute de mieux. Le 13 février, une nouvelle conférence se tint au Caire entre Weygand et Wavell. Weygand fut touché par l'accueil qui lui fut réservé, notamment la parade militaire organisée en son honneur à l'aéroport d'Héliopolis. Les bonnes impressions s'arrêtèrent cependant là. Au cours de la conférence, il fut établi que les reconnaissances dans la zone accordée par l'état-major turc avaient révélé que les voies de communication, les ports et les terrains d'aviation étaient « *moins que médiocres* ». Il fallait compter cinq à six mois de travaux avant de pouvoir les rendre praticables en vue d'une action militaire⁷⁴⁷. Pour Ankara les choses étaient claires. Lors d'une série de réunions avec les attachés militaires français et britanniques, l'état-major turc déclara reconnaître la nécessité de ces travaux, tout en précisant que, faute de moyens financiers, il n'était pas en mesure de les mener lui-même à bien⁷⁴⁸. En clair, pour que les armées française et britannique puissent prendre pied en territoire turc, il fallait que leurs gouvernements de tutelle en payent le prix. En effet, lors d'une nouvelle réunion tenue au Caire le 10 février, Wavell et Weygand décidèrent de demander à leurs gouvernements de financer les travaux d'aménagement en Thrace à hauteur de soixante

⁷⁴⁵ TOMO (Weygand) à GQG (Gamelin) n° 113/3S, SHD-DAT, carton 27N247, 1/2/1940.

⁷⁴⁶ GQG (Gamelin) à TOMO (Weygand) n° 391/3-FT, SHD-DAT, carton 27N248/1, 12/3/1940.

⁷⁴⁷ TOMO (Weygand) à GQG (Gamelin) n° 178/3S, SHD-DAT, carton 27N247, 13/2/1940.

⁷⁴⁸ TOMO (Weygand) à GQG (Gamelin) n° 234/3S, SHD-DAT, carton 27N247, 22/2/1940.

dix mille Livres Sterling pour la Grande Bretagne et de vingt millions de Francs pour la France⁷⁴⁹. Ce n'était qu'une fois les travaux bien avancés qu'il était possible d'envoyer en Turquie trois divisions françaises et deux divisions britanniques⁷⁵⁰. Plutôt qu'à un plan de guerre, les conférences moyen-orientales étaient en train d'aboutir à un programme de travaux publics⁷⁵¹.

Dans ces conditions, le dialogue pouvait se poursuivre avec les Turcs qui imposaient cependant leur tempo à la négociation. Initialement prévue pour le début mars, la conférence suivante fut reportée de deux semaines pour se tenir à Alep du 15 au 21 mars 1940. Ce retard n'allait pas être sans conséquences, surtout au regard de la situation en Scandinavie. Dans l'intervalle en effet, l'armée finlandaise à bout de forces avait cédé face à une contre-offensive de l'Armée rouge. Le 29 février, Helsinki engagea avec le gouvernement soviétique des pourparlers en vue d'un traité de paix qui fut finalement signé le 12 mars. Après trois mois de résistance sans réel soutien militaire allié, la Finlande céda sur l'essentiel des exigences du Kremlin⁷⁵². L'effet de la contre-offensive puis du traité de paix portait un nouveau coup au prestige allié dans les capitales balkaniques. La défaite finlandaise confirmait l'incapacité de Paris et de Londres à tenir leurs engagements vis-à-vis d'une petite puissance agressée, en dépit de leurs déclarations solennelles.

A Ankara, on n'ignorait pas cette dimension du problème et on freina de manière assez nette l'élan des négociations engagées depuis le début de l'année. Dès la fin de février en effet, la tendance à l'extrême prudence l'emporta nettement, notamment face aux spéculations au sujet d'une guerre contre l'Union Soviétique. Le 29 février 1940, sans qu'il y ait eu de véritable prétexte, le premier ministre turc Refik Saydam -un fidèle du président İnönü- prononça un discours que la presse qualifia de « *magistral* », dans

⁷⁴⁹ Ces dépenses furent approuvées le 6 mars par le Cabinet britannique. Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM22(40), TNA, CAB 65/5, 24/1/1940. A Paris, la demande de crédits fut formulée par Gamelin à Daladier « *pour vaincre l'inertie du gouvernement turc* » selon les termes du général. Le président du conseil approuva la dépense le 16 mars. V. GQG (Gamelin) à Guerre (Daladier) n° 378/FT du 11/3/1940 et Guerre (Daladier) à GQG (Gamelin) n° 321/CM du 16/3/1940, SHD-DAT, carton 27N248/1.

⁷⁵⁰ « Compte-rendu de la conférence interalliée tenue au GQG du Moyen-Orient le samedi 10 février 1940 » n° 801 (CEMI), SHD-DAT, carton 27N6/1, 27/2/1940.

⁷⁵¹ L'expression est de Louis Dillemann, qui était à l'époque officier au TOMO. Louis DILLEMANN, « T.O.M.O. 1939-1940 », dans *Revue de l'occident musulman et de la Méditerranée*, n° 36, 1983, p. 125.

⁷⁵² Jean-Baptiste DUROSELLE, *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, 12^{ème} édition revue par André Kaspi, Paris, Armand Colin, 2001, p. 266.

lequel il s'éleva « contre les propagandes insidieuses » et affirma « qu'il n'y a rien de changé entre la Turquie et Moscou »⁷⁵³. Le message s'adressait autant (si ce n'était moins) à Moscou qu'à Londres et Paris. René Massigli le saisit très bien et avertit immédiatement le Quai d'Orsay que les projets orientaux avaient été trop loin dans la divulgation: « nous devons retenir du discours d'hier l'indication qu'en répandant ces dernières semaines des nouvelles non contrôlées sur la situation aux confins turco-soviétiques, notre presse est apparue aux yeux des Turcs comme souhaitant une aggravation prochaine des affaires dans cette région »⁷⁵⁴.

Dans les mêmes jours, le Cabinet britannique, probablement sous la pression de Churchill, avait abordé le gouvernement turc sur les conditions sous lesquelles les bâtiments alliés pourraient accéder aux Détroits pour porter assistance à la Roumanie. La réponse d'Ankara fut très nette. Une telle éventualité n'était possible que si la Turquie elle-même était en guerre contre un ennemi commun. Si la Roumanie était attaquée, le gouvernement examinerait sa position en tenant compte du protocole n° 2 du traité d'Ankara. En donnant cette réponse officielle, Saraçoğlu concéda officieusement à Knatchbull-Hugessen que « si l'Allemagne et l'URSS (...) procédaient conjointement à une attaque contre la Roumanie, il est clair que nous nous trouverions devant un vaste plan de partage des Balkans, et la Turquie n'aurait aucune hésitation sur son intérêt et son devoir »⁷⁵⁵.

Il y avait cependant peu de choses à faire. La prudence d'Ankara se transforma en un incroyable raidissement lors de la conférence anglo-franco-turque d'Alep, qui devait, enfin, discuter sur des scénarii précis d'actions militaires. L'état-major turc n'était pas représenté par Çakmak, mais par son second, le général Gündüz qui avait la réputation d'être plus proche de l'extrême prudence du président İnönü. Face à lui, Weygand et Wavell étaient représentés par les chefs d'état-major, le général Smith et le colonel Bourget.

⁷⁵³ *La République*, 1/3/1940. Dans le même journal, l'éditorialiste Yunus Nadi commenta les propos de Saydam en écrivant : « si un beau jour les relations turco-russes sont destinées à être troublées, elles ne pourront l'être que par des agissements répréhensibles de la part de la Russie et si la Russie y donne lieu ».

⁷⁵⁴ Ankara à Diplomatie n° 435-439, MAE, dossier Fouques-Duparc 83, 1/3/1940.

⁷⁵⁵ Ankara à Diplomatie n° 417-423, MAE, dossier Fouques-Duparc 60, 1/3/1940.

Dès le 15 mars, il fut visible que la base de discussion qui avait été jusque là établie ne suffisait pas à la délégation turque. Avant de parler de l'appui franco-britannique en Thrace, Gündüz posa sur la table sept scénarii de guerre qu'il voulait préalablement étudier, et qui comportaient pratiquement tous les cas de figure d'une attaque, séparée ou combinée, de l'Allemagne, de l'URSS et de l'Italie. Gündüz voulait ainsi envisager non seulement une descente allemande ou germano-soviétique sur les détroits, mais également une attaque soviétique depuis le Caucase, ainsi qu'une attaque italienne qui viserait l'Anatolie après avoir traversé la Grèce.

On pouvait désormais comprendre que la politique alliée, loin de rassurer la Turquie, était au contraire à la source de nombreuses inquiétudes. Sur la question du Caucase, l'état-major turc, qui connaissait les projets qui se tramaient à Paris depuis décembre, demandait que les alliés s'engagent, au moyen de vingt divisions, à défendre l'Anatolie également en cas d'attaque venue de la frontière soviétique, ce qui était en-dehors de l'ordre du jour de la conférence. Plus importante était encore la question italienne que Français et Britanniques avaient mise de côté depuis le Conseil Suprême Interallié de Paris. Lorsque Bourget et Smith expliquèrent que leurs plans se fondaient sur le scénario d'une Italie neutre, la délégation turque sursauta et exigea d'envisager désormais une Italie hostile. Une telle discussion n'étant pas dans le cadre de leurs mandats, les deux délégations alliées demandèrent d'y revenir ultérieurement, ce à quoi Cevat Açıkalın qui représentait la diplomatie turque répondit sèchement que « *ultérieurement c'est aujourd'hui* ».

La suite de la conférence ne fut dès lors qu'une répétition de désaccords. Face aux Britanniques qui se proposaient d'établir un « *barrage du Bosphore* » pour pouvoir accéder en Mer Noire, les Turcs déclarèrent qu'ils se devaient de respecter les clauses de la convention de Montreux, à moins que les alliés ne fussent prêts à garantir qu'ils défendraient eux-mêmes l'Anatolie en cas d'attaque soviétique. Lorsqu'il s'est agi de parler du commandement des opérations communes, Gündüz proposa un schéma unique dans lequel le Grand Quartier Général turc superviserait l'ensemble des missions en liaison avec les commandements français et britannique. De fait, comme l'avait pressenti Weygand, c'étaient les armées alliées qui risquaient de passer sous la conduite du commandement turc et non le contraire ! La configuration était inacceptable, surtout pour

les Britanniques qui imaginaient difficilement leur marine se retrouver sous les ordres du maréchal Çakmak. Tout au plus acceptaient-ils de laisser au commandement turc la responsabilité des ports d'amarrage des bâtiments alliés. Après de laborieux débats, la conférence ne put constater que son échec à établir une décision. Finalement, au bout de six jours de conférence, on ne put se réjouir que de la poursuite des reconnaissances et des travaux préliminaires en Thrace⁷⁵⁶.

L'échec de la conférence d'Alep n'était pas surprenant. A elle seule, la conférence avait rassemblé toutes les contradictions qui s'étaient superposées dans les relations entre Français, Britanniques, Turcs et Balkaniques depuis le début de l'année 1940. Elle devait être le couronnement d'une dynamique de rapprochement face aux conditions créées par la guerre de Finlande en Méditerranée orientale et dans les Balkans. Elle ne fut finalement que le révélateur du caractère fragile et incertain de ce rapprochement. Sur la base d'une négociation limitant l'application du traité tripartite à des travaux de voirie en Thrace orientale, Français, Britanniques et Turcs jouaient désormais un véritable jeu de dupes dans lequel chacun espérait imposer sa volonté et sa vision du conflit à l'autre. C'était tout le malentendu d'Orient qui revenait à la surface.

Au lendemain de la conférence d'Alep, la sous-direction Europe du Quai d'Orsay constatait dans plusieurs notes le blocage complet de la situation balkanique, de façon telle qu'il était désormais impossible d'imaginer une action concertée avec les Etats balkaniques pour débarquer à Salonique⁷⁵⁷. L'évolution était considérable pour qui se souvenait que quelques mois auparavant, en décembre 1939, c'était cette même sous-direction qui pensait que le moment de l'action balkanique était arrivé. Appuyé sur une base juridique solide, le traité d'Ankara, le principe de la collaboration militaire entre alliés, Turcs et Balkaniques était apparemment accepté par tous pour prévenir le péril soviétique : il n'y avait plus qu'à le mettre en œuvre.

⁷⁵⁶ AN Ankara à Amirauté (Darlan) n° 506, SHD-DM, carton TTA94, 26/3/1940. V. aussi Yannis MOURELOS, « Le pacte tripartite anglo-franco-turc d'octobre 1939 et ses problèmes de mise en application » dans Jean-Claude Allain (dir), *Des étoiles et des croix: mélanges offerts à Guy Pedroncini*, Economica, Paris, 1995, pp. 421-422.

⁷⁵⁷ Voir les notes de la sous-direction Europe dans MAE, dossier Dejean 1, 20/3/1940 ainsi que dossier Hoppenot 7, 22/3/1940.

Au lieu de simplifier la donne orientale, l'entrée en scène inattendue du facteur soviétique l'avait cependant rendue bien plus compliquée. La possibilité d'un conflit entre les alliés et l'URSS multipliait, surtout aux yeux des Français, les scénarii et les possibilités d'action à partir des Balkans et de la Turquie. Les projets d'action couvraient une vaste zone allant de l'Adriatique au Caucase, tandis que le front d'Orient prenait la forme d'un véritable front de diversion du conflit vers le territoire soviétique.

Couplé à la multitude des centres de décision, cette transformation brouilla complètement les cartes de la coopération interalliée. Incapables de s'entendre sur l'opportunité de détourner le conflit et de le mener contre l'URSS, Français et Britanniques retombaient dans les oppositions stratégiques qui les séparaient depuis 1939. De ce fait, il n'y avait qu'en Roumanie où un certain consensus stratégique se dessinait sur le besoin d'interdire à l'Allemagne les ressources pétrolières. Pour le reste, les deux alliés durent s'entendre sur un programme minimum auquel personne ne croyait vraiment, l'assistance à la Turquie pour la défense de la Thrace orientale. Au-delà, il n'y avait ni de plan d'opérations couvrant l'ensemble des Balkans, ni surtout de politique coordonnée d'assistance matérielle aux Etats de la péninsule.

Cette anarchie stratégique était suffisante pour freiner le timide désir de collaboration qu'avaient montré les Etats balkaniques pour parer à la menace germano-soviétique. N'ayant pas vu la confiance se rétablir dans leur relation avec les alliés mais toujours dans la crainte d'une attaque externe, ceux-ci recherchaient, notamment par le biais de leur Entente, à réaliser l'impossible compromis : assurer à la fois le soutien allié en cas d'attaque d'une part et leur indépendance politique et militaire tant que cette attaque ne se serait pas manifestée d'autre part.

C'était donc l'ensemble du problème oriental qui se reposait avec toujours plus d'ardeur. De la mission Mariot à Athènes à la conférence tripartite d'Alep, les alliés pouvaient le constater à chaque contact. Tout s'était passé comme si dans ce jeu complexe chacun des acteurs impliqués était incapable d'offrir aux autres ce qu'ils attendaient de lui. Après le temps des incertitudes, et au moment même où le traité de paix finno-soviétique portait un coup sérieux au prestige des alliés, l'aventure du front d'Orient se soldait par une énorme déception.

Chapitre 5

« LES SAUVER MALGRE EUX »

mars 1940 – juin 1940

Depuis décembre 1940, les alliés, et primordialement la France, avaient fait de la sauvegarde de la Finlande la grande cause de leur combat en Europe. Trois mois plus tard, en mars 1940, il était évident que cette cause avait été perdue. « *La conséquence inévitable* », écrit à ce sujet François Bedarida, « *est que le jour où elle se produira, la défaite de la Finlande (...) sera ressentie comme une défaite humiliante et même intolérable des alliés, défaite qu'il s'agira d'effacer au plus tôt* »⁷⁵⁸. Face à l'échec complet d'une stratégie menée pendant plusieurs mois, la conduite de la guerre dans son ensemble, telle qu'elle avait été suivie depuis le printemps 1940, était remise en question.

En effet, il était évident que le temps ne travaillait pas pour les alliés, mais bien contre eux. Alors qu'on s'attendait à voir le Reich et ses partenaires s'isoler politiquement et s'user économiquement face au blocus, ces derniers s'étaient assurés depuis septembre 1939 des succès diplomatiques et militaires, des conquêtes territoriales, des débouchés économiques. Après avoir rencontré le Führer sur le col du Brenner le 20 mars 1940, Mussolini lui-même semblait pencher clairement du côté allemand. C'était dire que la stratégie générale d'attente avait montré ses impasses. Si on voulait prendre le dessus sur le rapport de forces, une posture offensive semblait être la voie obligée⁷⁵⁹ : une posture qui permettrait de gagner l'avantage à la fois sur les plans économique, politique et moral.

Après les impasses de l'hiver 1940, les projets d'actions périphériques revenaient donc tout logiquement dans l'agenda des alliés. Au début du mois d'avril, Français et

⁷⁵⁸ François BEDARIDA, *La stratégie secrète de la drôle de guerre. Le Conseil suprême interallié, septembre 1939-avril 1940*, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques & Éditions du C.N.R.S., 1979, pp. 236-237.

⁷⁵⁹ François BEDARIDA, « Convergences et divergences franco-britanniques » dans *Français et Britanniques dans la drôle de guerre*, ouvrage collectif, Paris, CNRS, 1979, pp. 359-378.

Britanniques montrèrent cette détermination nouvelle en minant les eaux norvégiennes et se lançant dans une guerre contre l'armée allemande en Norvège. La drôle de guerre franchissait ainsi un nouveau pas, celui de la « phase active ». Dans ce cadre général, l'orient n'était pas en reste. Le Caucase, la Roumanie, les Détroits, Salonique ou les îles de la Mer Egée étaient autant de bases d'où il était possible de reprendre l'initiative et d'infliger à l'ennemi, si ce n'était une défaite, du moins un coup d'arrêt à ses succès. De même qu'en Scandinavie, le moment de l'action n'était peut-être plus très loin.

Cette motivation nouvelle était-elle cependant suffisante pour conduire à une stratégie cohérente et opérationnelle, partagée par la France et la Grande Bretagne et acceptée par les Etats balkaniques ? Il faut ici garder en vue qu'à côté d'une volonté généralisée pour changer le cours des événements, les interrogations et incompréhensions étaient toujours vivaces entre Paris et Londres. En agissant à l'est, chercherait-on simplement à dissuader l'Allemagne, l'URSS et l'Italie d'aller plus loin dans leurs conquêtes ? Espérerait-on au contraire attirer l'un de ces adversaires (voire tous à la fois) dans un conflit armé sur un terrain oriental perçu comme favorable aux alliés ? Quels moyens allait-on dès lors allouer à ces opérations ? Résoudre ces interrogations fondamentales n'était bien évidemment pas facilité par la dispersion des centres de décision entre Paris, Londres, Beyrouth et le Caire.

Il faut enfin s'interroger sur la façon dont les Etats balkaniques allaient percevoir cette motivation alliée à agir sur leurs territoires. Il n'était pas sûr que, après une série de revers retentissants, les messages en provenance de Paris et de Londres allaient susciter la confiance dans les capitales balkaniques. Bien au contraire, la donne devait se compliquer encore un peu plus à partir du 10 mai 1940, alors que les pays de la péninsule assistaient stupéfaits à la déferlante allemande sur le front ouest, qui fut conclue par l'entrée de la *Wehrmacht* à Paris le 14 juin.

1. « Le printemps arrive » : la stratégie alliée et la recherche désespérée de l'initiative

Le 19 février 1940, un éditorial du magazine américain *Time* parvint au Cabinet du ministre de la Marine français. Consacré à la stratégie des alliés dans la guerre, il remarquait, en guise de titre, que « *le printemps arrive* » et, avec lui, s'annonçait un élargissement des opérations militaires. Celles-ci étaient désormais à prévoir non

seulement en Scandinavie (au-delà du front finlandais qui résistait toujours), mais également sur le théâtre de la Méditerranée orientale où étaient rassemblés, selon le journal, 275000 soldats français et 500000 britanniques. L'axe principal de ces fronts élargis serait de « *serrer l'étau sur l'Allemagne en menaçant terriblement la Russie au sud-est* »⁷⁶⁰.

L'article annonçait assez bien, si ce n'était les actions, du moins les intentions alliées qui allaient se déclarer ouvertement. Moins d'un mois plus tard, l'arrivée du printemps amena avec elle, outre la défaite de la Finlande, une recherche tous azimuts en vue de l'ouverture de nouveaux fronts.

1.1. « L'Orient demeure la grande affaire »

1.1.1. L'échec finlandais et le procès de la neutralité

Le 19 mars 1939, encore sous le choc de la paix finno-soviétique la Chambre des Députés se réunit en comité secret. Au cours d'une séance houleuse, le député des Indépendants Républicains Jean Fernand-Laurent interpella vivement Edouard Daladier et le gouvernement au sujet de la tragédie finlandaise. A entendre le député, l'échec de l'assistance à la Finlande ainsi que l'enlisement général du conflit étaient dus à « *certaines neutres ou faux neutres qui, cédant aux mauvais conseils de la peur ont préféré, pour tenter de sauver leur sécurité dans le présent, risquer tout leur avenir* ». Le gouvernement français était responsable dans la mesure où il avait toléré cette attitude passive. Il était désormais urgent de changer de cap, de « *faire la guerre et la conduire, c'est-à-dire avoir un plan d'action diplomatique et militaire, diriger les événements et non les subir* ». Les neutres étaient la clef d'une victoire totale et la France se devait de les pousser à la rejoindre dans le combat : « *Messieurs, pas d'hésitations! (...) Les neutres iront toujours à celui qui, usant de la menace comme de son arme favorite ne s'embarrasse pas de scrupules et montre sa force. Nous avons donc le devoir de chercher une guerre abrégée par l'audace, par un de ces coups de génie dont la France est capable* »⁷⁶¹.

⁷⁶⁰ « *Spring is coming* » dans *Time* du 19/2/1940. SHD-DM, carton TTA2.

⁷⁶¹ Procès-verbal du Comité Secret des Chambres, SHD-DAT, carton 5N580/2, 19/3/1940.

On peut supposer que dans son réquisitoire violent Fernand-Laurent s'en prenait aux neutres scandinaves, la Norvège et la Suède, qui pendant plusieurs mois s'étaient refusées à accorder leur territoire pour le transit du corps expéditionnaire allié qui devait porter assistance à la Finlande. De là à considérer que la colère des milieux conservateurs français ne concernait pas les autres neutres, ceux des Balkans, il n'y a qu'un pas qu'il est imprudent de franchir. Dans son discours Fernand-Laurent énumérait parmi les possibles coups de génie que la France pourrait mener, des actions non seulement en Scandinavie, mais également au Caucase et en Roumanie.

Ces actions n'étaient pas nouvelles. Elles avaient été longuement discutées et planifiées à Paris, à Londres et à Beyrouth depuis l'automne de 1939. Mais malgré plusieurs mois d'efforts plus ou moins ordonnés, aucun de ces projets ne paraissait en passe de voir le jour. Ainsi, dans la tendance générale de ce mois de mars 1940, on commençait sérieusement à voir dans la neutralité et les équilibres balkaniques la principale cause de blocage de la guerre.

Depuis le début du mois de mars 1940, les rapports et débats allaient tous en effet dans le même sens. Confrontés à la pression économique et politique de l'Allemagne, sans une sérieuse contre-pression de la part de l'autre camp, les Etats balkaniques faisaient tout pour garder aussi mesurée et discrète que possible leur collaboration avec les alliés. Le 7 mars, l'attaché de l'air français à Belgrade décelait dans les propos de l'état-major yougoslave « *un tableau effrayant de la puissance et des visées allemandes* » et concluait que « *seule une manifestation de notre puissance militaire pourrait contrarier ces effets de la pression allemande* »⁷⁶². En ce qui concernait la Grèce, Paris déplorait également que la collaboration engagée depuis le mois de décembre n'ait mené à rien de concret, hormis quelques inspections. De passage à Paris, le Ministre de France à Athènes Gaston Maugras recueillit ainsi la profonde déception d'Alexis Léger vis-à-vis des Grecs⁷⁶³.

Cependant, la principale inquiétude provenait de la Roumanie, qui était un Etat-clef pour mener à bien la guerre économique contre le Reich. A Vincennes, une dépêche rédigée par Adrien Thierry le 4 mars faisait grand bruit. En dépit des considérables

⁷⁶² AA Belgrade à Air n° 5259, SHD-DAA, carton 2B96/2, 7/3/1940.

⁷⁶³ Maugras à Hoppenot, MAE, dossier Hoppenot 18, 13/3/1940.

efforts déployés par la diplomatie française et alliée, l'ambassadeur constatait désormais une « *véritable invasion pacifique du pays par les Allemands* ». Les détails étaient éloquentes : la légation d'Allemagne à Bucarest ne comptait pas moins de cent cinquante agents diplomatiques et militaires. Les demandes de permis de séjour présentées par des citoyens du Reich -déjà au nombre de vingt mille dans le pays- avoisinaient quotidiennement la centaine. Il s'agissait là d'une « *vaste tentative d'immigration* » dont le but était de noyauter l'économie roumaine. Sur la base de l'accord commercial germano-roumain de mars 1939, on assistait à de nombreuses créations d'entreprises mixtes. Adrien Thierry en paraissait lui-même choqué. A ses yeux, la pénétration allemande faisait penser « *à la pénétration des barbares alliés lors des prodromes de la dislocation de l'Empire romain (...). Son action s'étend donc sans cesse par une sorte de prolifération continue, semblable à la propagation des colonies microbiennes qui dévorent les centres nerveux d'un organisme et menacent de les anéantir* ».

En face, l'action de la France paraissait bien limitée. Adrien Thierry faisait état de l'enthousiasme avec lequel le public de Bucarest se préparait à accueillir une tournée de la Comédie Française, mais il était évident que cela ne suffisait pas et qu'il fallait agir avec une intensité et une rapidité sans commune mesure avec ce qui avait été fait jusque là. « *La question se pose donc pour nous d'une part de rechercher les moyens de déclencher notre propre intervention avec assez de rapidité pour que ses effets se fassent sentir à temps, et d'autre part d'examiner si nous ne devrions pas constituer sur place l'embryon d'une organisation analogue (à celle des Allemands)* ». L'ambassadeur demandait donc avant tout « *d'augmenter le nombre des émissaires du général Weygand* » en précisant -et c'est peut-être le point le plus novateur de son argumentaire- que « *lorsque la collaboration des autorités locales n'est pas indispensable à l'action de nos agents, rien ne s'oppose à ce qu'ils viennent incognito en Roumanie* »⁷⁶⁴.

Il ne fallait pas s'y tromper. Derrière ces toutes ces formulations diplomatiques, se cachaient un agacement vis-à-vis des tergiversations balkaniques ainsi qu'une indéniable tentation d'imposer d'une façon ou d'une autre la collaboration à ces neutres orientaux. Depuis Beyrouth, le général Weygand était l'un des seuls à exprimer ouvertement ces

⁷⁶⁴ Note d'Adrien Thierry du 4/3/1940, reprise dans Blocus à CSDN n° 683, SHD-DAT, carton 2N235/4, 21/3/1940.

sentiments. Lorsque l'arraché militaire français à Belgrade lui fit part de sa déception devant la lenteur de la collaboration yougoslave, le général eut ces mots pour répondre : *« vous êtes dans la bonne voie, celle de 'la vérité et la vie' (...). S'il plaît pour le moment à nos amis de Yougoslavie de se complaire dans l'erreur et par là de risquer la mort, libre à eux. Mais nous devons tout faire pour les sauver malgré eux »*⁷⁶⁵.

Nous l'avons dit, ces critiques s'incluaient dans une remise en cause plus générale de la conduite de la guerre qui avait été suivie en France depuis le début du conflit ; remise en cause primordialement motivée par l'échec finlandais et qui devait finalement avoir raison du Cabinet d'Edouard Daladier. Le 19 mars 1940 en effet, après s'être réunis en comité secret, les Députés ne furent que 239 à accorder leur confiance au gouvernement, tandis que 300 préférèrent s'abstenir. Démissionnaire, Daladier était remplacé par Paul Reynaud qui avait la préférence des partisans d'une politique plus ferme et plus anti-soviétique⁷⁶⁶.

Investi de justesse par la Chambre des Députés, ayant pris lui-même en charge le Quai d'Orsay et laissé à Daladier le ministère de la Défense, le nouveau président du Conseil voulut montrer qu'il était décidé à mener une politique beaucoup plus active non seulement en Scandinavie, mais également dans les Balkans. Le 23 mars, au lendemain de son investiture, il envoya au gouvernement turc -par le biais de Massigli- un message annonçant que le nouveau gouvernement mènerait la lutte *« avec une énergie dans tous les domaines »* et que la solidarité avec la Turquie, dépassant les dispositions du traité d'Ankara *« s'étendrait à toutes les éventualités que les circonstances pourraient faire naître et qui donneraient l'occasion à la Turquie d'affermir dans les Balkans et en mer Noire sa position morale et d'y consolider ses intérêts légitimes »*⁷⁶⁷. Il était ainsi rappelé que la France n'avait en rien abandonné les projets de l'hiver 1940 et entendait les remettre rapidement sur les rails. Trois jours plus tard, le 26 mars 1940, le général Weygand était dans ce but convoqué d'urgence à Paris⁷⁶⁸.

⁷⁶⁵ TOMO à AM Belgrade, SHD-DAT, carton 27N247/1, 7/3/1940.

⁷⁶⁶ Jean-François SIRINELLI (dir.), *La France de 1914 à nos jours*, Paris, P.U.F., 1993, p. 170. Elisabeth du REAU, *Edouard Daladier*, Paris, Fayard, 1993, p. 410.

⁷⁶⁷ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, p. 390.

⁷⁶⁸ Cabinet Défense Nationale à TOMO n° 343, SHD-DAT, carton 27N246/1, 26/3/1940.

1.1.2. Des Balkans à Stalingrad, le mirage du coup de force oriental

La convocation de Weygand à Paris était là pour montrer que, tirant les leçons de l'échec finlandais, le gouvernement et l'état-major français s'apprêtaient à relancer la conduite de la guerre. Encore faut-il ici bien saisir les bases de cette relance. Il ne s'agissait pas de remettre en cause l'idée de guerre périphérique pour encercler et asphyxier l'Allemagne et son allié soviétique. Bien au contraire, on allait désormais rechercher les moyens pour exécuter vigoureusement cette politique qui, jusque là, était pratiquement restée sur le papier.

Dès le 15 mars, lors d'une réunion, les commandants en chef de l'armée française avaient réaffirmé le bien fondé des projets périphériques en dépit de l'échec de la stratégie finlandaise. Le front ouest n'étant toujours pas un terrain favorable pour obtenir une décision rapide au conflit, il fallait frapper sur les autres fronts dont on parlait avec insistance depuis le début de l'année 1940: la Scandinavie, le Caucase, peut-être aussi les Balkans. Pour le général Gamelin il n'y avait pas de doute : « *l'Orient demeure la grande affaire* »⁷⁶⁹. Il y avait toute une série d'opérations à accomplir pour « *renforcer le blocus pour que sa sévérité amène à une réaction de l'ennemi* ». En somme, comme l'écrivit le lendemain Gamelin à Daladier (dont le gouvernement vivait ses dernières heures), « *l'armistice russo-finlandais ne doit apporter aucun changement aux objectifs essentiels que nous pouvions nous proposer en 1940 : mais il doit nous inciter à agir plus vite et plus énergiquement* »⁷⁷⁰.

Comment les militaires concevaient-ils cette conduite plus énergique ? L'amiral Darlan devait poser un principe qui avait le mérite de la clarté : « *l'expérience de six mois de guerre montre que les neutres ont peur des coups ; qu'ils estiment qu'ils ne peuvent recevoir des coups que de l'Allemagne ; qu'il faut les dégoûter d'être neutres dans ces conditions et que par conséquent, il faut leur flanquer des coups* »⁷⁷¹. Plus modérés, ses collègues reprenaient en partie l'idée : par son action diplomatique et militaire, la France devait mobiliser les neutres autour de son combat. Pour Gamelin, en vue d'opérations au

⁷⁶⁹ Procès-verbal de la réunion des commandants en chef n° 106/i, SHD-DAT, carton 27N5/1, 15/3/1940.

⁷⁷⁰ GQG (Gamelin) à Guerre (Daladier) n° 327 Cab/DN, SHD-DAT, carton 27N4/2, 16/3/1940.

⁷⁷¹ Darlan, « Observations sur le projet de note sur la conduite de la guerre », SHD-DAT, carton 27N5/1, 16/3/1940.

Caucase et dans les Balkans, il était urgent de « *reprendre toute notre influence sur le commandement turc* »⁷⁷².

Sur place, les représentants français rappelaient pour leur part dans leurs rapports qu'il y avait encore de nombreuses possibilités d'action, si Paris se décidait à mener une politique plus audacieuse. La mission française à Bucarest était devenue un laboratoire pour la conception de cette audace nouvelle. L'attaché militaire, le général Delhomme, parlait ouvertement, dans une lettre à Weygand, de violer sans hésitation la neutralité des Etats balkaniques « *dont la plupart nous doivent tout et qui n'existeraient pas sans nous en tant qu'Etats indépendants. (...) Si nous n'utilisons pas les mêmes moyens de pression que l'Allemagne, si nous ne mettons pas ces pays en demeure de se prêter à notre politique qui est, en fin de compte, celle de leur propre indépendance* », poursuivait Delhomme, « *nous nous exposons à perdre la guerre parce que nous aurions conservé des scrupules dont notre adversaire est complètement dépourvu* »⁷⁷³.

Pour sa part, l'attaché naval français exposait à Darlan un nouveau plan d'action pour combattre l'Allemagne et l'Union Soviétique depuis la plaque tournante roumaine. Conçu lors d'un entretien avec l'attaché militaire français à Moscou, le général Palasse, le plan se proposait de devancer une possible attaque que l'Allemagne pouvait mener pour prendre le contrôle des puits de pétrole. Comme on peut comprendre dans les propos de Palasse que Vazelhes rapporta à l'amiral Darlan, cette action préventive ne se limiterait pas à défendre le territoire roumain, mais viserait à donner aux armées alliées une base pour détourner sur les Balkans l'ensemble du conflit. « *Préparée en secret, réalisée avec décision et de la façon la plus massive, l'arrivée dans les ports du Bas-Danube d'une puissante avant-garde amenée par les Détroits, accompagnée de forces importantes venues par la voie des airs après un rapide rassemblement en Thrace serait le premier pas -relativement facile- d'une opération décisive* ». Cette avant-garde serait suivie par « *un deuxième échelon par mer en Méditerranée occidentale ou orientale. Cet échelon (...) aurait de grandes chances de passer avant que l'Italie, surprise, puisse intervenir efficacement (...). Au contraire, la menace contre le Dodécanèse sera redoutable* ».

⁷⁷² Procès-verbal de la réunion des commandants en chef n° 106/i, SHD-DAT, carton 27N5/1, 15/3/1940.

⁷⁷³ AM Bucarest à TOMO, SHD-DAT, carton 27N247/1, 20/3/1940.

Une fois le corps expéditionnaire déployé en Roumanie, le général Palasse imaginait qu'« *une opération décisive partant de la place d'armes roumaines pourrait être conçue sur le schéma suivant : (a) mise en garde du côté de la Bulgarie et de la Hongrie ; (b) offensive politique sur la région de Lvov et ses puits de pétrole ; (c) offensive conjuguée avec la précédente en direction du nord-est de la Bukovine ; (d) après le succès de cette dernière, progression vers l'est par étapes dont chacune marquerait un degré de plus en plus marqué d'étouffement de l'URSS : la première étape aurait comme objectif la rive droite du Dniepr, la deuxième s'assurerait la Crimée, la troisième étape, au nord de la mer d'Azov, viserait Rostov et la bassin du Donets, une quatrième étape, qui ne serait probablement pas nécessaire, en poussant jusqu'à Stalingrad sur la Volga, isolerait en fait de la Russie tout le Kouban et le Caucase avec leurs richesses et surtout leurs pétroles* »⁷⁷⁴.

Bien sûr, les propos des diplomates et militaires français dans les Balkans n'allaient pas tous aussi loin que d'imaginer une bataille de Stalingrad avant la lettre. Commentant les propos que lui avait tenus le général Palasse, Vazelhes lui-même se doutait bien que, avant que le corps expéditionnaire allié n'ait atteint la Crimée et le Caucase, l'Allemagne aurait eu le temps d'agir militairement en Roumanie. Ainsi l'attaché naval à Bucarest continuait à plaider avant tout pour une action visant à couper la voie navigable du Danube. Il n'en demeurerait pas moins que Vazelhes voulait que ce projet fût préparé avec plus de fermeté en implantant préventivement des troupes alliées à proximité des rives du Danube, afin de forcer la main aux neutres. « *Les pays neutres* », écrivait ainsi Vazelhes à Darlan, « *seront rejetés vers l'Allemagne et adopteront une attitude nettement hostile aux alliés à moins que ceux-ci ne se montrent prêts, par le rassemblement à proximité immédiate de forces militaires importantes, à profiter de cette opération pour créer un front très dangereux pour les armées allemandes* »⁷⁷⁵.

A côté du Danube, le Caucase figurait également en bonne place des projets qu'on voulait mener à bien de manière plus audacieuse qu'auparavant. A Ankara, René Massigli avait conscience de la difficulté qu'il y avait à collaborer activement avec l'état-major turc sur ce terrain. Dans sa correspondance avec le Quai d'Orsay, l'ambassadeur

⁷⁷⁴ AN Bucarest à Amirauté (Darlan) n° 97, SHD-DM, carton TTA 48/ 1, 18/3/1940.

⁷⁷⁵ AN Bucarest à Amirauté (Darlan) n° 113, SHD-DM, carton TTA 48/ 1, 31/3/1940.

avait donc cru bon de remettre les choses au point : « *j'ai exposé dans mes télégrammes* » écrivait-il dès le 10 mars, « *comment il était vain de vouloir pousser la Turquie en avant contre l'URSS, mais comment il était, à mon avis, permis d'espérer l'entraîner à notre suite dans une entreprise contre les Soviets* »⁷⁷⁶.

La nuance n'était pas uniquement rhétorique. Bien au contraire, il est probable que Massigli pensait à ce moment, lui aussi, à la possibilité de mettre la Turquie officiellement neutre devant le fait accompli d'une action alliée à laquelle elle ne pourrait ensuite que prêter son soutien au moins tacite. Trois jours plus tard, il devait d'ailleurs trouver une occasion inespérée pour défendre auprès du département l'opportunité d'une telle option. Au cours d'un entretien en tête à tête, le ministre des Affaires étrangères Saraçoğlu avait demandé à l'ambassadeur de commenter des rumeurs qui venaient de lui parvenir. Au courant des projets de bombardement des champs pétrolifères du Caucase, Staline aurait commandé des études sur les conséquences possibles d'une telle action ; menées par des experts américains, celles-ci auraient conclu qu'une vague de bombardements pourrait créer des incendies qu'il serait impossible d'éteindre avant des semaines, sinon des mois. Massigli saisit l'occasion pour répondre qu'une telle opération nécessitait que des bombardiers partis de Syrie ou d'Irak eurent atteint le Caucase après avoir reçu l'accord des gouvernements turc et iranien pour survoler leurs territoires. Saraçoğlu aurait alors répondu : « *vous craignez donc la protestation de l'Iran ?* ».

Pour Massigli il ne faisait aucun doute que le ministre (à qui il était lié par une profonde amitié⁷⁷⁷) lui tendait -officiellement ou officieusement- une perche pour mettre à exécution le bombardement du Caucase. « *Il ne pouvait me laisser entendre plus clairement que ce n'était pas du côté turc que viendraient les difficultés* »⁷⁷⁸. Ainsi, le 28 mars, Massigli proposa, dans une dépêche envoyée à Paul Reynaud, de bombarder le Caucase à partir de la Djézireh syrienne en survolant la Turquie et en plaçant de ce fait le gouvernement d'Ankara « *sinon devant le fait accompli, au moins devant un fait en voie d'accomplissement* ». La suite du scénario est éloquent : « *il importe, si le gouvernement soviétique élève une protestation, qu'Ankara puisse déclarer avoir été tenue en-dehors de*

⁷⁷⁶ Ankara à Diplomatie n° 501-506, MAE, dossier Fouques-Duparc 75, 10/3/1940.

⁷⁷⁷ Raphaëlle ULRICH-PIER, *René Massigli: une vie de diplomate*, Bruxelles, Peter Lang, 2006, p. 583.

⁷⁷⁸ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, pp. 385-386.

*l'affaire ; s'il y a eu survol, il ne sera même pas mauvais qu'une protestation discrète nous soit adressée. Au cas où l'affaire s'envenimerait et où les Soviets réagiraient par des actes de guerre, il est en effet nécessaire que le gouvernement turc soit en mesure d'établir que l'initiative de l'agression incombe à Moscou »*⁷⁷⁹.

Il restait enfin la question de Salonique. Le projet avait évidemment beaucoup souffert des atermoiements franco-britanniques de janvier et février, ainsi que de l'irréductible interrogation sur la politique italienne. Néanmoins, Weygand y tenait plus qu'à tout. Avant de quitter Beyrouth pour Paris, le chef du TOMO avait rappelé à Gamelin l'importance d'une double intervention à Thrace et à Salonique, en précisant (probablement du fait des réticences britanniques) que *« cette dernière est particulièrement notre lot »*. Weygand comptait imposer à ses interlocuteurs parisiens trois priorités pour relancer le projet : *« (1) amener à leur force normale les Grandes Unités du Levant ; (2) moderniser les forces aériennes ; (3) il faut une action diplomatique et économique pour amener des contacts entre les états-majors balkaniques »*⁷⁸⁰.

Il y avait en fin de compte un sentiment assez largement répandu au sein des missions françaises dans la région. On pouvait croire qu'il suffisait d'une démonstration de force -diplomatique ou militaire- pour impressionner les neutres et les convaincre de lier ouvertement leur sort à celui des alliés. La direction politique du Quai d'Orsay avait d'ailleurs ouvertement fait sienne cette position, dans une note que la sous-direction d'Europe fit circuler le 24 mars 1940 : *« la conscience même que nous avons des garanties de sécurité et de liberté que tous les petits peuples tireront de notre victoire doit nous inciter à faire preuve à leur endroit de l'autorité nécessaire et à ne pas nous laisser entraver dans la poursuite de notre but pas des scrupules juridiques dont nos adversaires ont depuis longtemps fait litière »*. Cette pression sur les neutres devait, selon la note, amener les alliés sur trois terrains prioritaires : la Scandinavie, la mer Noire et le Caucase⁷⁸¹.

⁷⁷⁹ Ankara à Diplomatie n° 661, MAE, dossier Fouques-Duparc 75, 28/3/1940.

⁷⁸⁰ TOMO (Weygand) à GQG (Gamelin) n° 424/3-S, Journal de Marche de l'Etat-Major du CEC des Forces Françaises de l'Orient Méditerranéen, SHD-DAT, carton 27N246, 27/3/1940.

⁷⁸¹ Note de sous-direction Europe, MAE, dossier Dejean 1, 24/3/1940.

1.2. L'esquisse d'une nouvelle stratégie interalliée

Paul Reynaud savait naturellement que le premier pas pour que ces projets puissent être remis en marche était de mieux coordonner la stratégie interalliée. Lancée dès son arrivée à la présidence du conseil, l'idée d'un nouveau Conseil Suprême Interallié devait prendre forme le 28 mars 1940 à Londres, au moment même où le gouvernement britannique se posait de nombreuses questions sur les conséquences à tirer de l'échec finlandais.

1.2.1. Le timide nouveau pas britannique vers l'action orientale

A Londres comme à Paris en effet, l'évolution de l'affaire finlandaise avait naturellement accru les interrogations sur la façon dont la guerre avait été jusque là conduite. Le 18 mars, le Cabinet avait constaté que le revers finlandais avait eu d'indéniables conséquences sur le prestige des alliés en Europe, à commencer par les Balkans. La collaboration militaire avec la Turquie, principal instrument de la politique britannique dans la région, avait connu un net refroidissement lors de la conférence d'Alep⁷⁸².

Il ne s'agissait bien sûr pas que d'une simple question de prestige. A Londres, on réalisait bien que la guerre économique sur laquelle on avait tant investi et misé pour gagner le conflit risquait d'être perdue. De tous les côtés, l'Allemagne trouvait les voies pour se ravitailler en matières premières. Ainsi, si on voulait atteindre le but que l'on s'était fixé -gagner du temps pour parvenir à étrangler économiquement l'ennemi- on ne pouvait se passer d'un certain nombre d'actions ponctuelles et localisées afin de fermer les accès que le Reich s'était ouverts pour son ravitaillement. Il s'agissait, pour reprendre les termes officiels utilisés dans un procès-verbal du Cabinet, de « *harceler l'ennemi autant que cela est en notre pouvoir, tout en accroissant dans le même temps nos ressources* »⁷⁸³.

Où pouvait-on dès lors harceler l'Allemagne ? Il y avait incontestablement plusieurs possibilités. L'Amirauté faisait pression pour agir prioritairement dans le nord de l'Europe, c'est-à-dire en Scandinavie, afin de couper, une fois pour toutes, la route du

⁷⁸² Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM71(40), TNA, CAB 65/6, 18/3/1940.

⁷⁸³ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM76(40), TNA, CAB 65/6, 27/3/1940.

fer. De plus, Churchill avait conçu, sous le nom de *Royal Marine*, une opération de minage aérien des eaux du Rhin afin de couper le ravitaillement de l'Allemagne depuis la mer du Nord⁷⁸⁴. Le terrain oriental n'était pas en reste. Si on voulait couper les voies d'acheminement du pétrole, c'était au sud-est de l'Europe qu'il fallait agir, et prioritairement en Roumanie. A défaut, comme le constatait un rapport du ministère de l'Air, le Reich pouvait sous six mois avoir amplement ravitaillé ses stocks et être au-delà de tout « *danger point* » pour son économie de guerre⁷⁸⁵. Or, il était impossible d'agir en Roumanie sans le soutien turc et, plus généralement, la bienveillance balkanique.

Dans la dernière dizaine du mois de mars, le Cabinet était donc d'accord pour penser que des initiatives étaient nécessaires afin de sauver l'alliance turque, garder la bienveillance des autres Etats de la région, et mener à partir des Balkans la guerre économique contre l'Allemagne. Ainsi, en guise de première décision, il donna le 18 mars aux militaires la consigne de discuter avec l'état-major turc sur tous les scénarii que ce dernier pourrait soulever⁷⁸⁶. Afin de mieux relancer l'alliance, Lord Halifax proposa une semaine plus tard de se rendre en Turquie dès que possible et -pourquoi pas- profiter de l'occasion pour faire une rapide visite à Athènes ou à Bucarest. Comme le fit remarquer Churchill, il était nécessaire d'obtenir de cette visite au moins le libre passage des Détroits pour les navires alliés⁷⁸⁷.

Dans la même logique d'actions de harcèlement, le Cabinet se souciait également du Caucase. Avec beaucoup de prudence, Halifax posa la question comme l'un des possibles points de ses entretiens en Turquie. Bien sûr, il ne s'agissait pas de se prêter à un quelconque projet de déstabilisation interne ou d'attaque terrestre qui serait susceptible de détourner le conflit vers le Moyen-Orient et provoquer une riposte germano-soviétique sur l'Irak et l'Iran⁷⁸⁸. Cependant, on réalisait de plus en plus que les

⁷⁸⁴ Eleanor M. GATES, *End of the affair: the collapse of the Anglo-French Alliance 1939-1940*, Berkeley LA, University of California Press, 1981, p. 45

⁷⁸⁵ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM76(40), TNA, CAB 65/6, 27/3/1940.

⁷⁸⁶ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM71(40), TNA, CAB 65/6, 18/3/1940.

⁷⁸⁷ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM76(40), TNA, CAB 65/6, 27/3/1940.

⁷⁸⁸ Brock Millman donne une autre raison pour laquelle une collaboration anglo-turque pour organiser une subversion ethnique au Caucase était quasi-impossible. Selon lui, l'intelligence britannique dans la région n'avait des contacts qu'avec quelques groupes ethniques réfugiés en Irak (Kurdes, Assyriens, Arméniens), qui étaient beaucoup plus hostiles à la Turquie qu'à l'URSS. Ces groupes avaient été mobilisés dans les années 1920 dans l'éventualité d'une guerre anglo-turque provoquée par le conflit de Mossoul. Ankara avait gardé une profonde suspicion vis-à-vis des manœuvres britanniques dans ce domaine, ce qui

livraisons de pétrole soviétique à l'Allemagne étaient une donnée de l'impasse stratégique dans laquelle on se trouvait. Ainsi, l'idée d'une opération aérienne localisée (trois ou quatre vagues de frappes) faisait son chemin, celle-ci ayant, de l'avis de l'état-major de la *Royal Air Force*, l'avantage d'être peu coûteuse, flexible et relativement facile à mettre en oeuvre⁷⁸⁹. L'état-major britannique avait donc décidé d'engager des reconnaissances de terrains d'aviation pouvant se prêter à l'opération de bombardement. Par le biais du CEMI, il avait d'ailleurs demandé le 20 mars à l'état-major français d'autoriser des reconnaissances de ce type en Syrie et de collaborer à l'établissement de plans communs⁷⁹⁰. Quant au Cabinet, il jugea qu'à défaut d'avaliser l'opération, il était utile de poursuivre les études⁷⁹¹.

Après l'échec finlandais, Paris et Londres étaient-elles donc en train de se retrouver sur la base d'une audacieuse stratégie périphérique centrée notamment dans les Balkans et au Caucase ? Il faut rester prudent. Bien que d'accord pour constater que la conduite de la guerre était à revoir, ils n'en demeuraient pas moins profondément divisés sur les bases de cette conduite. Cela ressortit dès les premières tentatives de concertation, et notamment lors du Conseil Suprême Interallié du 28 mars.

1.2.2. La rencontre manquée ? Le CSI du 28 mars

C'était dans ces conditions assez instables que le 25 mars 1940, Paul Reynaud fit parvenir à son homologue britannique un mémorandum proposant une nouvelle ligne pour la conduite de la guerre. Dès le début, le président du Conseil clarifiait que de son point de vue c'était au sud-est de l'Europe que la défaite finlandaise avait eu le plus de conséquences, en reprenant à son compte les rapports en provenance des Balkans, et notamment de Roumanie. « *La défaite de la Finlande* » écrivait Reynaud, « *permet à l'URSS de poursuivre ses desseins dans les Balkans, desseins face auxquels la Roumanie peut être tentée de se garantir en recherchant la protection de l'Allemagne et qui en*

expliquait que Londres n'avait, en fin de compte, jamais sérieusement envisagé de jouer la carte ethnique au Caucase. Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, pp. 358-359.

⁷⁸⁹ Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, p. 351.

⁷⁹⁰ Représentant britannique pour l'Armée de l'air (Medhurst) aux représentants militaires français au CEMI n° 1500T/CEMI, SHD-DAT, carton 27N6/1, 20/3/1940. Voir aussi la « note concernant une attaque aérienne contre l'industrie pétrolière russe » n° 1501T/CEMI, SHD-DAT, carton 27N6/1, 21/3/1940.

⁷⁹¹ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM76(40), TNA, CAB 65/6, 27/3/1940.

même temps encourageront la Bulgarie dans sa politique équivoque ; elle rend plus difficile pour nous d'amener la Turquie à adopter une attitude active contre l'URSS et finalement libère l'Italie des principaux obstacles sur le chemin d'un rapprochement italo-russe ». Dans cette lignée, le président du Conseil préconisait donc de reprendre l'avantage sur le plan politique, économique et psychologique, en accroissant tout d'abord la pression sur les neutres. Si on était décidé à passer outre les considérations d'ordre légal sur la neutralité, il était possible de concevoir deux opérations, l'une au nord, l'autre au sud. En Scandinavie, les alliés devaient « *immédiatement prendre le contrôle de la navigation sur les eaux territoriales norvégiennes* » afin de couper le trafic de minerai de fer vers l'Allemagne, et, si le Reich réagissait militairement, en profiter pour occuper directement les gisements de fer situés en Norvège.

Encore plus ambitieuse était, au sud, l'opération de bombardement des pétroles du Caucase, proposée « *non seulement pour couper le ravitaillement de pétrole à l'Allemagne, mais par-dessus tout pour paralyser toute l'économie de l'URSS avant que le Reich ne la mobilise à son avantage* ». Dépassant les considérations d'ordre juridique, Reynaud ajoutait que le gouvernement français « *assumerait, si cela était nécessaire, la responsabilité d'une rupture avec l'URSS* ». Enfin, en attendant que le bombardement ait lieu et afin de prendre immédiatement l'avantage psychologique dans la région, il était envisagé que « *des sous-marins français et britanniques soient envoyés dans la mer Noire de toute urgence* » afin de couper le trafic maritime entre l'URSS et l'Allemagne, quitte à provoquer une entrée ouverte de l'Union Soviétique dans le conflit. L'opération, pensait Reynaud, « *aura les effets les plus salutaires dans tous les Balkans et au Proche Orient* »⁷⁹².

La lettre de Reynaud avait le mérite de la franchise et de la clarté, mais elle engageait mal les débats du Conseil Suprême Interallié. Les propos du président du Conseil français -déjà considéré comme trop instable et ambitieux par une partie du *Foreign Office*⁷⁹³- allaient visiblement trop loin pour la prudence avec laquelle le gouvernement britannique entendait revoir la conduite de la guerre. Même si la lettre

⁷⁹² « *French government's views on the future conduct of the war* » WP(40)109, TNA, CAB 66/6, 26/3/1940.

⁷⁹³ Eleanor M. GATES, *End of the affair: the collapse of the Anglo-French Alliance 1939-1940*, Berkeley LA, University of California Press, 1981, p. 43.

reprenait certaines des positions par moments avancées par l'Amirauté et Churchill, le Cabinet dans son ensemble n'était prêt ni à monter des opérations en ignorant complètement les Etats neutres, ni surtout à se lancer dans une guerre ouverte contre l'URSS. A la réunion du Cabinet du 27 mars, Chamberlain marqua nettement sa réserve vis-à-vis de la note de Reynaud qui « *tout en proposant certaines actions ambitieuses, ne donnait aucun détail et n'avancait aucun argument pour les mener à bien* ». Même si on pouvait accepter que du point de vue psychologique, une initiative spectaculaire pouvait être utile, il était hors de question de la mener si, à défaut d'être légale, elle ne paraissait pas totalement légitime aux yeux du monde et d'autre part si elle ne visait pas (directement et non indirectement) l'Allemagne⁷⁹⁴. C'était dire qu'en plaçant de telles réserves, le Cabinet britannique limitait considérablement l'ampleur et la portée des opérations proposées par Reynaud.

En effet, si on ne voulait s'en prendre qu'à l'Allemagne et sans trop presser les neutres, il fallait nettement réduire la portée des opérations envisagées. En Scandinavie, il s'agissait pour la majorité du Cabinet d'exercer une pression politique sur Oslo et Stockholm afin que les deux capitales limitent d'elles-mêmes le trafic de minerai de fer vers l'Allemagne. Si on était plus ambitieux, comme Churchill, on pouvait envisager de coupler cette opération avec le minage des eaux du Rhin⁷⁹⁵. C'étaient là les deux opérations que Londres proposa officiellement au gouvernement français par le biais d'un aide-mémoire délivré par son ambassade à Paris à la veille du Conseil Suprême Interallié⁷⁹⁶. Bien sûr, des projets comme l'obstruction du Danube, le blocage des Détroits et une action au Caucase étaient toujours l'objet d'intenses débats, mais ils étaient pour le moment en-dehors de la ligne officielle du Cabinet. Quant à une opération massive sur les Balkans, il n'en était pas question. Tout compte fait, en dépit du choc finlandais, la marge d'entente avec le nouveau Cabinet français demeurait très réduite.

C'était pourtant sur cette marge qu'un certain compromis réussit à se dégager lors du Conseil Suprême Interallié tenu à Londres le 28 mars 1940. Dans son journal, Paul de Villelume rapporta les résultats du conseil en ces termes : « *sous réserve de l'approbation*

⁷⁹⁴ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM76(40), TNA, CAB 65/6, 27/3/1940.

⁷⁹⁵ Eleanor M. GATES, *End of the affair: the collapse of the Anglo-French Alliance 1939-1940*, Berkeley LA, University of California Press, 1981, p. 45.

⁷⁹⁶ Aide-mémoire de l'ambassade britannique en France, MAE, dossier Dejean 1, 27/3/1940.

*du Cabinet de guerre, M. Paul Reynaud et le général Gamelin ont accepté la mise en application des projets de Churchill sur le lancement de mines fluviales dans le Rhin et les principales voies navigables allemandes. Il a été convenu aussi que des mines sous-marines seraient déposées dans les eaux territoriales norvégiennes. (...) On fera étudier par des experts les avantages et les inconvénients d'une déclaration de guerre à la Russie et d'une expédition au Caucase. On entravera la navigation des chalands pétroliers sur le Danube »*⁷⁹⁷. De fait, chaque allié avait concédé la préparation d'une opération à laquelle l'autre était particulièrement attaché, en échange d'une concession réciproque. En acceptant le minage des eaux du Rhin, Reynaud arrachait ainsi l'assentiment britannique à la préparation d'une action au Caucase. Enfin, le compromis du 28 mars donnait le feu vert pour le passage à l'acte en Roumanie.

Entrait-on finalement dans le temps de l'action orientale ? C'est évidemment à relativiser. En dépit d'une volonté d'agir affirmée dans les décisions du conseil, le compromis devait très rapidement montrer ses limites, aucun des alliés n'étant réellement décidé à s'engager pleinement dans les projets défendus par l'autre. Du côté français, le minage des eaux du Rhin était vu avec une extrême suspicion : ne risquait-il pas de provoquer une riposte immédiate de l'Allemagne sur le territoire français ? Ainsi, dès le 30 mars 1940, le comité de guerre français décidait de suspendre l'opération perçue comme trop risquée, sans beaucoup d'états d'âme vis-à-vis de la parole donnée à la Grande Bretagne⁷⁹⁸.

Du côté britannique, ce n'était pas beaucoup mieux. L'opération sur la Caucase était certes une option qu'on avait accepté d'étudier, mais pas plus. Au-delà des réticences à s'engager dans un conflit contre l'URSS, le Cabinet ne partageait pas l'assurance française sur la faisabilité du projet à court terme, notamment en ce qui concernait l'éventuelle participation (active ou même passive) de la Turquie. Les idées de Massigli à ce sujet étaient, de l'avis des membres du gouvernement britanniques, fondées sur les résultats de «*conversations plutôt hasardeuses* », référence tout aussi explicite

⁷⁹⁷ Parmi les autres résultats du conseil, il faut noter la déclaration par laquelle deux alliés s'engagèrent à ne pas conclure de paix séparée avec l'Allemagne. Paul de VILLELUME, *Journal d'une défaite. Août 1939-Juin 1940*, Paris, Fayard, 1976, p. 255.

⁷⁹⁸ Ajoutons à cela la concurrence toujours latente entre Paul Reynaud et Edouard Daladier, qui fit que le ministre de la Défense fut très actif pour rompre l'accord négocié par son président du conseil avec les Britanniques. Procès-verbal de la réunion du comité de guerre, SHD-DAT, carton 2N26, 30/3/1940.

qu'ironique au fameux entretien entre Massigli et Saraçoğlu⁷⁹⁹. Ainsi, un jour après avoir accepté la prise de nouvelles initiatives en Orient, le Cabinet reculait nettement. Même le projet de visite de Halifax en Turquie était remis en cause, puis finalement annulé, sur le conseil de Knatchbull-Hugessen qui craignait que le gouvernement turc ne profitât de l'occasion pour poser de nouvelles exigences financières⁸⁰⁰.

Que restait-il dès lors aux deux gouvernements pour reprendre l'initiative dans le conflit ? D'un côté il y avait l'action diplomatique et peut-être militaire en Scandinavie pour couper la route du fer ; d'autre part, l'obstruction du Danube pour couper le trafic de pétrole vers l'Allemagne. Pour le reste, le minage des eaux du Rhin était suspendu et le bombardement du Caucase toujours à l'état d'études. Ainsi, l'action périphérique s'engageait dans un climat confus de suspicions réciproques et d'indécision commune. Cela fut particulièrement visible lorsqu'il s'est agi de prendre l'initiative en Scandinavie. Effectués avec plusieurs jours de retard, la remise de notes diplomatiques à Oslo et Stockholm le 5 avril, puis le début du minage des eaux norvégiennes à partir du 8 ne purent prévenir une irruption militaire allemande au Danemark et au Norvège le 9 avril. Le premier théâtre de la guerre périphérique était donc ouvert avec un net désavantage pour les alliés. Entre le 14 et le 19 avril, ceux-ci réussirent à débarquer en plusieurs points de la Norvège centrale et septentrionale, établissant des têtes de pont qui, au fil des semaines, devaient s'avérer fragiles et éphémères. Une nouvelle phase de la drôle de guerre venait de s'ouvrir, sans que l'on puisse savoir si elle concernerait uniquement la Scandinavie ou si elle s'étendrait également aux théâtres périphériques orientaux.

2. Le temps de l'action ?

2.1. L'échec des coups de force

Avant même que la stratégie périphérique adoptée au CSI du 28 mars n'aboutisse à la guerre frontale en Norvège, et en dépit des contradictions interalliées, des initiatives étaient prises sur d'autres terrains. Après que l'opération de minage des eaux du Rhin eût été bloquée par le comité de guerre français, il restait, au sud-est, deux terrains sur lesquels agir : le Caucase et la Roumanie. La planification allait continuer tout au long du

⁷⁹⁹ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM77(40), TNA, CAB 65/6, 29/3/1940.

⁸⁰⁰ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM78(40), TNA, CAB 65/6, 1/4/1940.

mois d'avril, en dépit (et en complément) de l'attention primordiale portée sur le front scandinave.

2.1.1. L'opération caucasienne : de l'exécution à la temporisation

Dans les derniers jours du mois de mars, la préparation d'une opération caucasienne avait marqué certains progrès. Comme nous l'avons vu, le gouvernement britannique avait acquiescé à ce que des préparatifs furent entrepris (sans toutefois préjuger de leur exécution ou non), à commencer par des reconnaissances conjointes de terrains d'aviation en Djézireh, dans le nord de la Syrie. Du côté français, on donnait naturellement une grande importance au rapport de Massigli selon lequel Ankara pourrait fermer les yeux à un survol de son territoire par des avions allant bombarder les puits de pétrole.

Le choc de l'échec finlandais avait incontestablement fait entrer l'affaire du Caucase dans une phase plus active de planification, plus ou moins coordonnée entre Paris et Londres. Le 23 mars, une réunion entre les chefs d'état-major français et britanniques, le général Gamelin et le Field Marshal Ironside avait posé les bases de l'opération : les champs de pétrole de Bakou et les raffineries de Batoum seraient bombardés par neuf groupes aériens, avec le soutien de sous-marins qui auraient pénétré en MerNoire⁸⁰¹. Au début avril, le Grand Quartier Général de l'Aviation reçut de la part du ministère britannique de l'air la communication d'un plan nommé MA6 : selon ce plan, une opération au Caucase viserait à la fois les champs de pétrole, les raffineries ainsi que les systèmes de distribution (voies ferrées, pipe-lines, tankers) dans le but ultime de « *disloquer l'industrie pétrolière russe* ». L'étude estimait que l'opération nécessiterait 18 à 36 raids de trois *squadrons* pendant trois à six semaines, ce qui pouvait être réduit à une à trois semaines avec une opération conjointe franco-britannique⁸⁰².

Dans la première dizaine d'avril, et alors que la guerre venait d'éclater en Norvège, le Grand Quartier Général de l'Aviation poursuivit les préparatifs. Le 9 avril, le général Vuillemin demanda au chef des Forces Aériennes Françaises de l'Orient Méditerranéen, le général Jauneaud, de préparer le terrain en vue d'une première

⁸⁰¹ Procès-verbal de la réunion interalliée, SHD-DAT, carton 27N5/1, 23/3/1940.

⁸⁰² « *Appreciation of the attack of the Russian oil industry* », SHD-DAA, carton 1D33, 2/4/1940.

campagne de bombardements à partir du 15 mai. Le Grand Quartier Général devait mettre à disposition du TOMO cinq groupes d'avions de bombardement d'une portée de 2100 kilomètres, deux groupes de DCA ainsi que six sections de six canons. Il appartenait à Jauneaud de préparer les terrains en Djézireh et à Weygand de décider s'il était possible d'utiliser des terrains turcs comme bases de secours⁸⁰³. Le 11 avril une nouvelle note, envoyée cette fois à Weygand, détaillait un peu plus l'opération : Bakou serait bombardée par les forces britanniques d'Irak et Batoum par les forces françaises de Syrie. Pendant les quinze premiers jours, les bombardements viseraient à obtenir la désorganisation profonde de la production par l'attaque des distilleries. Au-delà de cette première phase, une nouvelle vague d'attaques poursuivrait et généraliserait les destructions et harcèlerait les travaux de remise en état⁸⁰⁴.

Cette planification correspondait-elle à une estimation réaliste de la situation ? En fait, il apparut dès les derniers jours de mars que les conditions n'étaient clairement pas rassemblées pour une exécution à court terme de l'opération. Il y avait, naturellement, une évidente question de matériel à disposition pour une action d'aussi large envergure. Formées en novembre 1939, les Forces Aériennes Françaises de l'Orient Méditerranéen ne disposaient à l'hiver que d'un groupe de reconnaissance, un groupe de chasse et un groupe de bombardement, qui avaient été partiellement renforcés par l'arrivée d'une trentaine d'avions de chasse supplémentaires à la fin février⁸⁰⁵. En dépit de la promesse de Vuillemin d'envoyer au Levant l'essentiel des forces devant bombardier le Caucase, on savait que renforcer les forces des théâtres périphériques en puisant sur les forces métropolitaines était toujours l'objet d'hésitations et d'oppositions.

Certes, on pouvait éventuellement compter sur la participation de l'aviation britannique qui viendrait apporter l'important renfort de ses forces basées au Moyen-Orient. Cependant, la coopération avec les Britanniques était loin d'être parfaite. Le soudain intérêt des militaires anglais pour une opération qu'ils avaient jusque là rejetée n'était pas sans effets pervers, allant jusqu'à augmenter la suspicion des autorités du

⁸⁰³ GQGA (Vuillemin) à FAFOM (Jauneaud) n° 275 3/OS, SHD-DAA, carton 1D33, 9/4/1940.

⁸⁰⁴ GQGA à TOMO n° 2498 3/OS, SHD-DAT, carton 27 N9/3, 11/4/1940.

⁸⁰⁵ François PERNOT, « L'armée de l'air et les projets périphériques 1939-1940 » dans *Revue Historique des Armées* n° 217, Paris, décembre 1999, p. 82 ; et aussi Maurice ALBORD, *L'armée française et les Etats du Levant 1936-1946*, Paris, CNRS, 2000, pp. 76-78.

TOMO. Weygand avait apparemment difficilement accepté que le CEMI lui recommande d'assister les reconnaissances britanniques en Djézireh, un territoire qui relevait de sa juridiction directe. Dès le 25 mars, il exprima dans une lettre à Gamelin une évidente mauvaise volonté à laisser les Anglais prendre la direction d'une opération orientale centrée sur le Caucase : *« laisser dans cette éventualité l'aviation anglaise prendre en Orient une supériorité aérienne aussi grande que celle que comporterait le succès d'attaques menées par elle seule sur Bakou, en partant de nos propres terrains, me semble être une politique à ne pas suivre. Elle serait très préjudiciable à notre prestige dans le Proche Orient et en particulier au Levant. Nous devrions être dans cette opération à égalité avec les Anglais »*⁸⁰⁶.

Il y avait donc toujours un problème politique autour de l'action au Caucase, et qui au surplus ne se limitait pas aux susceptibilités de Weygand. En dépit des préparatifs et des débats, le Cabinet britannique ne s'était pas décidé à exécuter l'opération. L'idée de prendre l'initiative d'un conflit avec l'URSS était globalement rejetée, et on ne manquait pas de le faire savoir aux Français. Paul Reynaud dut se résigner à cette idée en proposant le 15 avril que le bombardement du Caucase n'ait lieu qu'en réponse à un acte hostile de Moscou⁸⁰⁷. Outre qu'elle rendait désormais très hypothétique l'exécution de l'opération, cette issue ne résolvait pas tout, et notamment n'apportait pas une réponse à l'énigme de la position turque à laquelle Londres, beaucoup plus que Paris, était très attentive.

A Ankara en effet, après son fameux entretien avec Saraçoğlu, Massigli avait essayé d'exploiter la brèche anti-soviétique qu'il percevait au sein du gouvernement turc. A plusieurs reprises, il rendit visite au président İnönü pour sonder -et peut-être influencer- ses intentions vis-à-vis de l'Union Soviétique. Or, il apparut dès le premier entretien que, contrairement à son ministre des Affaires étrangères, le président turc demeurait attaché à une politique prudente vis-à-vis de Moscou, estimant que *« les Soviets répugnent toujours à s'abandonner complètement à l'Allemagne. L'importance du concours économique que l'URSS paraît vouloir fournir au Reich, l'intensification des courants de ravitaillement en mer Noire ne lui échappent pas, non plus que la gravité que*

⁸⁰⁶ TOMO (Weygand) à GQG (Gamelin) n° 399/3S, SHD-DAT, carton 27N82/6, 25/3/1940.

⁸⁰⁷ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM93(40), TNA, CAB 65/6, 15/4/1940.

*présente pour les alliés cette collaboration sur laquelle j'ai attiré son attention. Mais il veut conserver l'espoir que l'URSS sur ce point pourrait nous accorder certaines garanties »*⁸⁰⁸. Devant le résultat décevant de sa démarche, et probablement convaincu que les estimations du président ne correspondaient pas à la réalité, Massigli revint à son idée d'obliger en quelque sorte le gouvernement turc à proclamer son hostilité vis-à-vis l'URSS, en le poussant dans des démarches qui, à la longue, ne lui laisseraient pas d'autre solution. Comme il l'écrivit au ministère, « *nous avons intérêt à chercher à manœuvrer de telle manière que les Turcs puissent se convaincre eux-mêmes de leur erreur sans être fondés à nous reprocher par la suite une rupture dont ils prendront d'autant mieux leur parti qu'ils auront moins l'impression d'y avoir été conduits par nous »*⁸⁰⁹.

En quoi pouvait consister une telle manœuvre ? Le 31 mars, l'ambassadeur proposa qu'une démarche ait lieu, « *en priant le gouvernement turc de rechercher à Moscou, sans nous découvrir, si les Soviets seraient prêts à prendre des engagements, soumis au contrôle, en vue de limiter ou de supprimer l'exportation, à destination de l'Allemagne, de certains produits russes. Si, ce qui me paraît d'ailleurs fort peu vraisemblable, l'URSS acceptait, un résultat non négligeable au point de vue du blocus aurait été obtenu, et, sur le plan diplomatique, la Turquie se trouverait désormais intéressée à l'observation par les Soviets des engagements pris. Au cas, plus probable, où la démarche échouerait, nous disposerions d'un argument de valeur pour amener le gouvernement d'Ankara à favoriser les projets que nous pourrions former pour étendre à la mer Noire notre contrôle naval »*⁸¹⁰.

Les messages venant d'İnönü étaient cependant décourageants et trahissaient toute la divergence de vues avec Massigli. Le 5 avril, au cours d'un nouvel entretien, Massigli tenta d'amener le président à ses vues, en lui affirmant « *l'inopportunité de chercher à obtenir des engagements soviétiques en ce qui concerne le courant d'échanges avec l'Allemagne »*⁸¹¹. Si on croise le télégramme rédigé par Massigli avec le

⁸⁰⁸ Ankara à Diplomatie n° 652-654, MAE dossier Fouques-Duparc 74, 29/3/1940.

⁸⁰⁹ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, p. 398.

⁸¹⁰ Ankara à Diplomatie n° 666-667, MAE, dossier Fouques-Duparc 74, 31/3/1940.

⁸¹¹ La formulation ici semble assez curieuse, presque en contradiction avec la volonté de Massigli, formulée quelques jours auparavant, à pousser la Turquie à se lancer d'elle-même dans une négociation perdue

récit qu'il fait de la conversation dans ses mémoires, on découvre alors que le président turc n'entendait pas entrer dans le jeu français et sut trouver un moyen pour sortir de la discussion. Sans exclure formellement qu'un jour les événements amènent Ankara à suivre une politique plus active vis-à-vis de Moscou, le président rappela qu'en préalable à toute discussion se trouvaient la résolution des problèmes de matériel militaire. C'était un terrain prospère sur lequel il pouvait suspendre toute discussion sur la collaboration militaire. Comme l'écrit Massigli dans ses mémoires, « *ces récriminations n'étaient malheureusement que trop fondées : à la fin d'avril, 200 fusils mitrailleurs au lieu de 800 avaient été livrés ; 100 canons antichars au lieu de 350 ; 100 mortiers Brandt au lieu de 200 ; le reste à l'avenant. D'une manière générale, nous n'avons guère fourni que la moitié des matériels promis ; pour les masques à gaz, c'était pire : 75000 au lieu de 400000, et pire encore pour les matériels de transmission* »⁸¹².

Il ne faisait pas de doute que Massigli avait surestimé la valeur et la portée des propos que lui avait tenus Saraçoğlu le 13 mars sur une possible collaboration discrète de la Turquie à une action contre l'URSS, propos que, près de soixante dix ans plus tard, il est toujours bien difficile de mesurer précisément. Certes, on savait qu'au sein de la classe politique turque, Saraçoğlu était sans doute hostile à l'URSS, d'autant plus qu'il avait gardé un souvenir humiliant des pressions auxquelles il fut soumis par Molotov et Staline lors de sa visite à Moscou à l'automne⁸¹³. Le ministre avait-il pour autant agi de manière isolée, dans un pays où l'essentiel des prérogatives en matière de politique étrangère et de défense était entre les mains du président ? Ne fonctionnait-il pas plutôt comme une simple interface du pouvoir turc avec les alliés, tandis que le ministère était principalement dirigé par son très subtil secrétaire général (et proche du président İnönü), Numan Menemencioğlu⁸¹⁴ ?

De toutes façons, le président, ainsi qu'une grande partie du gouvernement et de l'état-major étaient très réticents face à une guerre contre l'URSS et adoptaient pour

d'avance avec l'URSS. Il est possible que l'ambassadeur ait voulu faire accepter par le président İnönü qu'une telle démarche ne servirait à rien, l'Union Soviétique étant décidée à fournir l'Allemagne en matières premières, ce qui équivaldrait à reconnaître la validité de la collusion germano-soviétique. Ankara à Diplomatie, MAE, dossier Fouques-Duparc 74, non daté.

⁸¹² René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, p. 400.

⁸¹³ Selim DERİNGİL, *Turkish foreign policy during the second world war*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, p. 87.

⁸¹⁴ Entretien avec Selim Deringil, Université du Bosphore, Istanbul, février 2005.

l'éviter une attitude négative vis-à-vis de toute démarche alliée. C'est ce qui ressort par exemple de l'entretien qu'eût à Athènes le général Papagos avec l'attaché militaire de l'ambassade de Turquie le 23 mars 1940. Alors même que le gouvernement grec était hésitant quant à l'attitude à adopter face aux projets alliés, l'attaché militaire déclara à Papagos que son gouvernement avait répondu négativement à toutes les initiatives qui pourraient mettre son pays en conflit avec l'URSS. « *La Turquie a opposé un refus net aux avances anglo-françaises pour qu'elle attaque le Caucase et occupe les puits de pétrole, non parce qu'une telle entreprise serait très difficile mais parce que la Turquie considère que lorsque la guerre aura pris fin et après un certain laps de temps, il sera facile aux Russes de reprendre tout ce qu'ils auraient perdu et occuper bien d'autres territoires de la Turquie. D'ailleurs, les troupes du général Weygand, dans leur majeure partie coloniales, dotées d'un armement ancien et au surplus indisciplinées selon les informations dont dispose la Turquie, non seulement ne sont pas, selon les Turcs, en position d'offrir une aide efficace, mais constituent même un danger pour les troupes turques si elles étaient amenées à combattre ensemble* ». L'attaché militaire conclut son propos en rappelant à Papagos que la Turquie « *avait conclu l'alliance avec les Anglo-français principalement en raison du danger italien* »⁸¹⁵.

Cette réticence turque n'échappait pas bien sûr aux Britanniques. A Ankara, Knatchbull-Hugessen avait fait ses propres sondages auprès du président İnönü et avait clairement conclu que la Turquie n'était pas prête à assister d'aucune manière que ce fût une attaque contre l'URSS. Pour que cela fût le cas, il fallait d'une part que le gouvernement fût convaincu de l'irréversibilité de la collusion germano-soviétique et que d'autre part, il eût suffisamment d'équipement pour s'estimer en mesure de contrer d'éventuelles représailles soviétiques en Anatolie. L'ambassadeur britannique ne se faisait pas d'illusions : à elle seule, la deuxième condition ne pouvait pas être accomplie avant plusieurs mois, probablement la fin de l'été 1940⁸¹⁶. Si on ajoute ce constat au refus londonien de provoquer un conflit avec l'URSS, on comprend aisément que le Cabinet ait décidé, le 15 avril 1940, de « *ne rien faire de plus qu'amener au plus haut niveau*

⁸¹⁵ Papagos à Métaxas, DHS, 14-736/IG-1, 23/3/1940.

⁸¹⁶ Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, pp. 356-358.

possible de préparation, les forces et le matériel que nous pourrions déjà avoir au Moyen-Orient »⁸¹⁷.

Il était naturellement dans ces conditions politiquement et militairement impossible de lancer une quelconque action contre l'URSS au Caucase. Le général Weygand reconnut, dans une lettre envoyée à Gamelin et Vuillemin le 17 avril, qu'il n'y avait pas d'accord possible avec le gouvernement turc : *« il ne peut être question actuellement ni d'autorisation de survol, encore moins de terrains tremplins en territoire turc, ni d'aide d'aucune sorte »*. Compte tenu de ces difficultés, une nouvelle préparation technique d'une cinquantaine de jours reportait l'opération à la fin du mois de juin ou au début du mois de juillet⁸¹⁸. En attendant cette hypothétique nouvelle échéance, il était évident que le coup de force caucasien avait échoué.

2.1.2. Naufrage à Giurgiu : l'opération danubienne et son échec

L'autre opération orientale discutée lors du CSI, l'obstruction du Danube, devait également être au centre d'un échec encore plus retentissant de la nouvelle stratégie alliée, en dépit de conditions apparemment plus favorables. En effet, à la différence de Salonique ou du Caucase, on se souvient que l'idée d'intervenir sur le Danube afin de couper le trafic pétrolier en direction de l'Allemagne suscitait un certain consensus, au moins entre les missions diplomatiques et militaires françaises et britanniques à Bucarest. Le 17 décembre 1939, les deux attachés navals avaient préconisé la mise en place d'une action de grande envergure, concertée avec le gouvernement de Bucarest, pour faire de la Roumanie la principale plateforme de la guerre économique dans les Balkans et en mer Noire.

La recommandation avait provoqué de fortes réticences, qui, plus de trois mois plus tard et en dépit de la tournure pressante que prenaient les événements, n'avaient pas disparu ; en effet, les gouvernements français et britannique se montraient incapables de décider s'ils étaient prêts, pour couper le trafic fluvial du Danube, à prendre le risque d'une descente allemande ou soviétique en Roumanie. Ainsi, en l'absence d'une véritable conduite politique, l'obstruction du Danube était préparée en parallèle par plusieurs

⁸¹⁷ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM93(40), TNA, CAB 65/6, 15/4/1940.

⁸¹⁸ TOMO à GQG et GQGA n° 538/3S, SHD-DAT, carton 27N9, 17/4/1940.

services et comités interministériels entre Paris, Londres et Bucarest, chacun d'entre eux modulant l'opération en fonction des risques qu'il était prêt à prendre. Comprendre dans le détail l'évolution de cette affaire, dont les traces, bien souvent incomplètes, sont éparpillées dans un impressionnant dédale d'archives françaises et britanniques, n'en devient que plus difficile. La recherche a encore beaucoup à faire pour compléter les grandes lignes de la question danubienne que nous présenterons ici⁸¹⁹.

A Londres, l'Amirauté avait progressivement réussi à rassembler des partisans pour l'action danubienne. Le premier lord Winston Churchill était toujours au centre d'un groupe du Cabinet de guerre qui voyait la « guerre fluviale » comme l'un des piliers de la guerre économique offensive qu'il souhaitait voir s'ouvrir depuis le conflit finlandais, et qui comptait parmi ses autres figures marquantes le ministre sans portefeuille chargé de la guerre économique, Lord Hankey. Après que le projet *Royal Marine* pour le minage des eaux du Rhin eut été suspendu par le comité de guerre français, les partisans de la guerre fluviale évoquaient la possibilité de relancer l'opération non à l'ouest mais à l'est, c'est-à-dire sur le Danube. Le 2 avril, un rapport remis au Cabinet par Lord Hankey déclarait que « *lorsqu'elle sera menée dans la région du Danube, l'opération Royal Marine sera particulièrement efficace* »⁸²⁰. L'idée de base était toujours la même : prendre le contrôle de la flotte du Danube (près d'un millier de bâtiments, sous le contrôle de plusieurs sociétés privées) et, le moment venu, en détruire une grande partie aux points les plus étroits du fleuve afin d'interrompre complètement et durablement le trafic vers l'Allemagne. Un mémorandum, dont une copie avait été communiquée à l'Amirauté française le 16 mars 1940, prévoyait un plan d'action en six phases, commençant par l'armement des bâtiments fluviaux contrôlés par les Britanniques et aboutissant à la destruction et au coulage de l'ensemble de la flotte⁸²¹.

⁸¹⁹ Le seul historien à avoir travaillé sur la question est Maurice Pearton, dans son ouvrage *Oil and the Romanian State*, Londres, Clarendon University Press 1971, ainsi que ses articles « SOE in Romania », dans Mark SEAMAN (dir) *SOE: a new instrument of war*, Londres, Routledge, 2006 et « Romanian neutrality » dans Neville WYLIE, *European neutrals and non-belligerents during the second world war*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, pp. 174-191.

⁸²⁰ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM79(40), TNA, CAB 65/6, 2/4/1940.

⁸²¹ Les six phases du plan étaient définies selon les noms de code suivants : *Balance* (armement des remorqueurs), *Balcony* (les embarcations lèvent le pavillon britannique et les hommes d'équipage sont en uniforme), *Baldpate* (mouillage de mines, coulage des embarcations, embouteillage du fleuve), *Baleful* (réquisition de toutes les embarcations alliées), *Ballad* (destructions de toutes les embarcations fluviales non alliées) et *Balustrade* (lancement simultané de toutes les actions précédentes). « Mémorandum

Dans le climat général de méfiance croissante vis-à-vis des Etats neutres, il ne s'agissait plus de négocier un tel processus avec le gouvernement roumain qui n'avait cessé depuis le début de la guerre de marchander la moindre concession envers les alliés. La logique acceptée par plusieurs membres du Cabinet était de rendre visible la présence britannique en Roumanie de façon à forcer la main à Bucarest. Comme le déclara à la réunion du Cabinet du 2 avril le ministre sans portefeuille Samuel Hoare, « *les Roumains étant un peuple semi-oriental, ils étaient très affectés par les apparences externes. (...) Nous aurions donc intérêt à être présents à un degré beaucoup plus impressionnant* »⁸²². Ainsi, sur les instructions des comités chargés de la question à Londres, l'attaché naval britannique, Max Despard, prenait, avec le soutien de son ministre à Bucarest Reginald Hoare, des initiatives ayant l'allure de coups de force en territoire étranger. Depuis le début de mois de mars, il tentait de soudoyer un maximum de pilotes de la flotte du Danube afin que, le moment venu, ils arrêtent le travail et se prêtent aux plans de destruction⁸²³. Dans le même temps, le comité du Cabinet chargé d'interrompre les livraisons de pétrole à l'Allemagne préparait, sous la direction de Lord Hankey, l'introduction en Roumanie des explosifs nécessaires au coulage de la flotte. A la fin mars, le comité avait adopté une première liste d'explosifs et désigné un officier de l'intelligence militaire pour exécuter le transport⁸²⁴.

Le 30 mars 1940, une note à l'intention de Lord Hankey faisait l'état des lieux et définissait les mouvements à venir. On pouvait y lire que la majeure partie de la flotte du Danube était désormais favorable à la Grande Bretagne, même si les pilotes n'étaient pas au-dessus de tout soupçon. Du personnel et des armes prélevés sur la flotte de la Méditerranée étaient en route pour stationner sur trois barges et trois tankers appartenant à des sociétés britanniques, tandis que trois tankers belges et deux bateaux grecs étaient mis en réserve en cas de besoin. Des dépôts de pétrole étaient installés sur des points stratégiques du fleuve à Tiurnu, Severin, Giurgiu et Sulina. Les opérations de blocage

concernant la procédure qui doit être utilisée au cours d'une certaine opération en Roumanie », SHD-DM, carton TTA 48/4, 16/3/1940. La source exacte du mémorandum n'est pas claire (première page manquante).

⁸²² Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM79(40), TNA, CAB 65/6, 2/4/1940.

⁸²³ Sur cette affaire voir la note de l'Amirauté du 8/3/1940, ainsi que Bucarest à FO du 14/3/1940 et du 20/3/1940, TNA, HS5/210.

⁸²⁴ Note de Lord Hankey, TNA, CAB 63/104, 20/3/1940.

proprement dites étaient préparées sur trois passages, à Coronini, Jutz et Greben. L'attaché naval britannique espérait avoir terminé tous les préparatifs jusqu'au 10 avril⁸²⁵.

En dépit cependant de ce tableau assez cohérent, les difficultés politiques donnaient à cette préparation des allures d'exercice d'équilibriste. Les comités qui la menaient à bien devaient tenir compte à la fois du besoin d'agir énergiquement et rapidement pour couper le trafic danubien d'une part, et d'autre part des réticences du Cabinet, et notamment du *Foreign Office*, à provoquer une descente allemande ou soviétique en Roumanie. Ainsi, la ligne de conduite politique qu'adopta le comité pour l'opération prescrivait une mission quasi-impossible : « *tenir un équilibre délicat entre l'infliction d'un maximum de soucis à l'ennemi et le point au-delà duquel ces soucis deviendraient si insupportables à l'Allemagne qu'elle serait amenée à agir soit en faisant descendre le fleuve à ses canonnières, soit par une invasion pure et simple* ». Il fallait donc passer à l'action tout en évitant la réaction. Fruit de trop nombreux et laborieux compromis entre les diverses administrations, la politique britannique demeurait toujours aussi indécise dans les Balkans.

La conséquence inévitable de cette difficile entente entre les acteurs britanniques était que, malgré la bonne collaboration entre les deux attachés navals à Bucarest, il n'y avait que peu de possibilités pour que l'opération danubienne s'intègre dans une véritable stratégie interalliée. Le Cabinet britannique craignait (de manière peut-être exagérée) les velléités d'une partie du gouvernement et de l'état-major français à prendre le risque d'ouvrir sur le Danube un véritable front balkanique avec l'Allemagne, tandis que le côté français était souvent agacé par l'indécision anglaise. Lorsqu'elle fut soulevée au CEMI, la question du Danube fut l'objet d'un désaccord entre les deux délégations. Le représentant français, l'amiral Odend'hal, accusa les Britanniques de pousser le projet « *sur la voie de petites réalisations timides, et n'avoir aucun désir de prendre des initiatives* »⁸²⁶. Dans ce climat de suspicion, les préparatifs anglais en Roumanie étaient donc faits sans concertation avec les autorités françaises, au moment même où celles-ci s'intéressaient également de près à la question.

⁸²⁵ Note à Lord Hankey, TNA, CAB 63/109, 30/3/1940.

⁸²⁶ CEMI (Odend'hal) à Amirauté (Darlan) n° 439, SHD-DM, carton TTA48/5, 7/3/1940.

Les archives du Service Historique de la Marine à Vincennes confirment en effet, de manière malheureusement lacunaire, que l'amirauté française était en train d'élaborer ses propres projets d'obstruction du Danube non seulement à partir de la Roumanie, mais également de la Yougoslavie. Au cours du mois de mars, l'amirauté renforça considérablement sa présence sur le Danube, en envoyant en Roumanie et en Yougoslavie des éléments prélevés sur la marine du Levant⁸²⁷. Le 27 mars, l'attaché naval à Belgrade, le capitaine de corvette Baule, annonçait à Darlan pour la mi-juin l'opération suivante : « *sous le couvert d'achats effectués en Yougoslavie de matières diverses destinées à l'armée du Levant, des chalands seront chargés de ciment dans les ports yougoslaves du Danube et dirigés vers l'aval. Ils seront coulés dans le secteur des Portes de Fer et des Cataractes de façon à constituer un barrage arrêtant toute navigation quelle que soit la hauteur des eaux* ». Baule confirmait par ailleurs deux points importants : d'une part l'opération se ferait à l'insu complet des autorités riveraines (roumaines et yougoslaves) face auxquelles il serait peut-être nécessaire d' « *agir ouvertement et peut-être résister par la force* ». D'autre part, l'attaché naval annonçait avec un certain regret n'avoir aucun contact avec les autorités britanniques, bien qu'il eût « *la conviction que les Anglais sont actuellement en train d'étudier le même problème* »⁸²⁸. Le 2 avril enfin, l'amiral Darlan écrivit à Gamelin qu'il attendait l'ordre du comité de guerre pour lancer les opérations danubiennes, tout en rappelant les risques politiques que comportait un tel coup de force en territoire neutre : « *si l'opération doit être exécutée à froid, la question se pose de savoir si le gouvernement - ayant admis que le sabotage soit commis par des mercenaires pouvant être reniés- est prêt aussi à prendre en charge l'esclandre que ne manquera pas de causer l'action de marins en activité de service sur un territoire en état de paix* »⁸²⁹.

C'était donc à un véritable enchevêtrement de missions et d'expéditions que l'on assistait sur le Danube, avec une coordination politique quasiment inexistante, tant entre Français et Britanniques qu'entre alliés, Roumains et Yougoslaves, tous travaillant à

⁸²⁷ Sur les détails techniques de la mission du Danube voir note Amirauté (deuxième bureau) « Danube », SHD-DM, carton TTA 48/3, 26/3/1940 ; et aussi « Compte-rendu d'opérations de la mission du Danube », SHD-DM, carton TTA 48/6, 28/6/1940.

⁸²⁸ AN Belgarde à Amirauté n° 59, SHD-DM, carton TTA 48/2, 27/3/1940.

⁸²⁹ Amirauté (Darlan) à GQG (Gamelin) n° 826, SHD-DM, carton TTA 48/3, 2/4/1940.

l'insu de tous. A la fin de son séjour en France, au cours d'une réunion des commandants en chef tenue à Vincennes le 4 avril, le général Weygand parla au sujet des opérations danubiennes d'un véritable « *abîme politique* » entre la France, la Grande Bretagne et la Roumanie, qui vouait les projets d'expédition à l'échec. Pour reprendre ses termes, « *nous ne voulons pas défendre les Balkans et nous nous limitons à de petites actions* »⁸³⁰. Weygand n'allait pas tarder à être confirmé par les événements. Au moment où à Vincennes se tenait la réunion des commandants en chef, se déroulait en Roumanie le premier et dernier épisode de l'obstruction du Danube.

Le 29 mars 1940, les services de la marine britannique étaient parvenus à introduire en Roumanie près de trente tonnes d'armes et d'explosifs ainsi que 68 officiers qui devaient se charger de les utiliser pour couler les chalands. Depuis le port de Sulina, sur le delta du Danube, la cargaison fut chargée sur une péniche qui, escortée par plusieurs embarcations fluviales, devait remonter le cours du fleuve afin de parvenir aux Portes de Fer⁸³¹. Le convoi n'alla cependant pas bien loin. Selon le rapport que fit, plusieurs jours plus tard, l'attaché naval français à Bucarest, l'opération fut conduite d'échec en échec, faute de préparation politique. « *Du côté britannique, on a cru qu'il suffirait de se concilier les autorités subalternes roumaines et de dissimuler le matériel suspect à bord des chalands et remorqueurs entrant sur le Danube pour aboutir au résultat désiré. Le premier incident, survenu à Braila, dans une maison de tolérance, a provoqué le rappel en Angleterre d'un officier britannique qui se livrait à une démonstration armée et tapageuse* ». Puis, les 4 et 5 avril, alors que le convoi était en ravitaillement dans le port de Giurgiu, les autorités roumaines perquisitionnèrent les chalands et découvrirent l'ensemble du matériel⁸³².

Probablement provoquée par une dénonciation de la part des services allemands qui avaient infiltré les autorités fluviales de Giurgiu, cette découverte ouvrit entre l'Allemagne et les alliés un véritable bras de fer pour le contrôle du Danube. Le ministre allemand à Bucarest, Fabricius, profita de l'incident pour demander à Gafenco d'expulser

⁸³⁰ Procès-verbal de la réunion des commandants en chef n° 117/i, SHD-DAT, carton 27N5/1, 5/4/1940.

⁸³¹ Afin de pouvoir introduire les explosifs clandestinement, l'attaché naval britannique disposa de 1500 Livres Sterling afin de s'assurer de la « *coopération* » du personnel des douanes à Sulina. Maurice PEARTON, « SOE in Romania », dans Mark SEAMAN (dir) *SOE: a new instrument of war*, Londres, Routledge, 2006, pp. 131-132.

⁸³² AN Bucarest à Amirauté n° 125, SHD-DM, carton TTA48/1, 13/4/1940.

l'ensemble du convoi et de contrôler les chalands empruntant le Danube, sous la menace d'une rupture des relations bilatérales. Placé dans une situation intenable, le gouvernement roumain s'exécuta. Les ambassadeurs britannique et français reçurent une protestation officielle de la part de Gafenco, et le convoi dut quitter la Roumanie le 10 avril 1940. Dès lors, travailler sur le Danube devint une mission quasi-impossible pour les services alliés, les autorités roumaines faisant la preuve d'un excès de zèle particulier afin de ne pas éveiller les soupçons allemands. Le 14 avril, quarante huit marins travaillant sur des remorqueurs sous pavillon français furent arrêtés à Sulina, sans qu'on sache s'ils préparaient une quelconque opération militaire. En réaction, l'ambassade de France envoya au gouvernement roumain une protestation officielle: « *le gouvernement roumain manque gravement à la neutralité qu'il prétend sauvegarder en laissant circuler librement dans ses canaux sur le Danube des douzaines de remorqueurs allemands avec équipages allemands et en refusant l'accès aux équipages français destinés à six remorqueurs français* »⁸³³. Ce n'était rien de plus que constater une situation de fait : l'échec de Giurgiu, contraste saisissant entre l'improvisation de l'action alliée et l'organisation de la réaction allemande, avait porté un coup très sévère aux équilibres que Bucarest entendait tenir dans ses relations avec les deux camps.

L'épilogue de cette affaire était d'ailleurs encore à écrire. Les 13 et 14 avril, la commission du Danube se réunit à Belgrade et, sur proposition de la Roumanie et de la Yougoslavie, décida d'interdire l'accès au fleuve des bateaux de guerre ou de commerce armés des Etats non-riverains, ainsi que le transport d'armes, de munitions, d'explosifs et de matériaux lourds à travers les Portes de Fer. En vertu de la décision, les Etats riverains se réservaient également le droit de contrôler les équipages des bateaux, auxquels il était interdit de dépasser un certain effectif⁸³⁴. Les marges de manœuvre franco-britannique sur le Danube étaient quasiment réduites à néant.

L'incident de Giurgiu et ses conséquences étaient révélateurs des impasses de la nouvelle stratégie alliée. D'une part, l'opération révélait clairement le désir dans certains cercles parisiens et londoniens de forcer la main aux neutres en intervenant sur leur

⁸³³ AN Bucarest à Amirauté, SHD-DM, carton TTA48/1, 23/4/1940.

⁸³⁴ AN Belgrade à Amirauté n° 83, SHD-DM, carton TTA 48/2, 24/4/1940. Voir aussi la note de bas de page n° 1 du télégramme Bucarest à Diplomatie n° 837-843, dans *DDF 3/9/1939-31/12/1939*, Bruxelles, Peter Lang, 2002, doc. 233, p. 530.

territoire sans leur consentement. En ce sens, c'était bien une nouvelle phase de la drôle de guerre qui s'était ouverte dans les Balkans, tout comme cela s'était fait à la même période en Scandinavie. Cependant, ce désir ne reposait pas sur un véritable consensus politique, capable de donner à l'opération les moyens dont elle avait véritablement besoin. Ainsi, la tentative d'obstruction du Danube prit l'allure d'un concours de circonstances menant plusieurs acteurs à tenter des opérations parallèles, plutôt que d'un véritable plan concerté s'inscrivant dans une stratégie globale non seulement pour la Roumanie, mais pour l'ensemble de l'Europe du sud-est.

LES PROJETS AVORTES D'OBSTRUCTION DU DANUBE 1939-1940



2.2. Les Balkans au seuil des « replis égoïstes »

L'affaire roumaine n'était que l'un des épisodes -certes le plus retentissant- d'une série d'échecs alliés dans les Balkans. En effet, surtout du côté français, les initiatives ne manquaient pas. Pendant son séjour à Paris, le général Weygand avait investi toute sa force de conviction pour faire progresser le dispositif diplomatique et militaire français dans les Balkans. Il avait rencontré le président de la République Albert Lebrun, le président du conseil Paul Reynaud, le ministre de la Défense Edouard Daladier ainsi que les trois chefs d'état-major ; au Quai d'Orsay, il s'entretint plusieurs fois avec Henri Hoppenot et Alexis Léger. Il profita également de la présence à Paris des représentants de la France en Turquie et en Yougoslavie René Massigli et Raymond Brugère. Enfin, le général alla voir lui-même les représentants des Etats balkaniques en France : l'ambassadeur de Turquie, le ministre de Roumanie, l'attaché militaire de la légation de Grèce, ainsi que Nicolas Politis qui, malgré sa mise à la retraite, continuait à exercer une influence notable sur les milieux grecs à Paris. A tous, Weygand avait demandé que la solidarité d'intérêts entre la France et les Balkans fût concrétisée par des événements concrets et marquants à commencer par l'échange d'informations, la collaboration militaire, le renforcement du TOMO et la mise sur pied d'un plan d'action militaire commune⁸³⁵. Dans ce but, le général déclara à ses interlocuteurs grecs son intention de se rendre lui-même secrètement dans la région, et notamment en Grèce pour y rencontrer le général Métaxas à l'endroit et au moment que ce dernier lui indiquerait.

A première vue, ces efforts ne furent pas entièrement vains. Les interlocuteurs de Weygand lui promirent de l'aider. Brugère par exemple accepta enfin de soutenir ouvertement auprès du gouvernement yougoslave les initiatives de son attaché militaire, le général Merson. Quant à Nicolas Politis, il écrivit sur le champ à Métaxas pour lui faire part du projet de Weygand de visiter la Grèce. Après avoir, en janvier, mis en garde son premier ministre au sujet des projets de fronts d'orient, Politis considérait désormais que

⁸³⁵ Journal de Marche de l'Etat-Major du CEC des Forces Françaises de l'Orient Méditerranéen, SHD-DAT, carton 27N246, 30/3/1940 au 12/4/1940.

cette offre marquait une nouvelle étape dans l'intérêt français pour la Grèce et écrivit à Métaxas qu'il y accordait une « *importance particulière* »⁸³⁶.

Tout cela n'alla pas cependant beaucoup plus loin. Après avoir assisté à la défaite de la Finlande, les capitales balkaniques voyaient avec stupeur la foudroyante avancée allemande en Norvège et la quasi-impossibilité pour les armées alliées d'y opposer une résistance efficace. Il n'était pas impossible que cette stupeur ait été teintée d'un certain soulagement d'avoir échappé, de peu peut-être, au sort de la Norvège : l'initiative scandinave n'était-elle pas un équivalent septentrional des projets de fronts d'orient, un « *Salonique du nord, Gallipoli en pire* », pour reprendre les termes de Brock Millman⁸³⁷? Ainsi, les Etats balkaniques tentaient d'échapper à cette situation qui apparaissait désormais comme un piège. Certains diplomates se rassuraient en pensant que l'équilibre des puissances pouvait toujours être sauvé dans la région. Les représentants hellènes à Bucarest, à Sofia et à Moscou revalorisaient à la baisse le péril soviétique. Après la laborieuse victoire en Finlande qui avait dévoilé les faiblesses de l'Armée Rouge, il était peu probable que Moscou se lançât dans une expédition balkanique⁸³⁸. Comme le notait le ministre de Grèce à Moscou, devant la crainte d'attirer, en riposte à une descente vers les Balkans, les armées alliées sur les Détroits et au Caucase, le Kremlin était en train de revoir ses plans et peut-être même d'abandonner son partenariat avec l'Allemagne⁸³⁹. Dès lors que la menace soviétique semblait s'atténuer, la stratégie de rapprochement prudent avec les alliés via l'Entente Balkanique était clairement remise en cause au profit d'une politique visant à consolider le fragile équilibre germano-soviétique. Comme le recommandait l'attaché militaire grec à Rome, le colonel Balodimos, « *dès lors que le ravitaillement de l'Allemagne depuis l'Union soviétique se déroule normalement, la paix des Balkans n'est pas en danger. (...) Cet équilibre pourrait être rompu par la rupture du ravitaillement de l'Allemagne suite à une intervention alliée qu'elle fût directe par la création d'un front dans les Balkans ou indirecte par des pressions sur la Roumanie pour*

⁸³⁶ Lettre de Politis à Métaxas, reproduite dans Ioannis METAXAS, *To προσωπικό του ημερολόγιο (Son journal personnel)*, texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, pp. 732-733, 11/4/1940.

⁸³⁷ Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998, p. 364.

⁸³⁸ Bucarest à YPEX n° 914 du 18/3/1940 et Sofia à YPEX du 21/3/1940, AYE, dossier 1940/7.

⁸³⁹ Moscou à YPEX, repris dans YPEX à Sofia n° 913, AYE, dossier 1940/7, 6/3/1940.

qu'elle arrête ce ravitaillement »⁸⁴⁰. En clair, l'engagement aux côtés des alliés prenait à nouveau l'allure d'un boulet plutôt susceptible d'amener la guerre dans les Balkans que de l'éviter.

Que restait-il dès lors de la collaboration militaire avec les alliés et surtout avec la France ? Les divers contacts d'états-majors s'accompagnaient d'exigences de plus en plus extrêmes du côté balkanique. Cela permettait soit de trouver dans un éventuel rejet une échappatoire à l'alliance, soit, dans le cas d'une acceptation, d'obtenir enfin des garanties suffisantes et crédibles sur le soutien allié en cas d'entrée en guerre.

2.2.1. Heurs et malheurs du général Merson en Yougoslavie

A ce titre, le rapport du général Merson est riche d'enseignements⁸⁴¹. A Belgrade, l'état-major yougoslave avait depuis la mi-mars soigneusement évité de rencontrer l'attaché militaire français, invoquant tantôt la crainte de représailles allemandes et tantôt la célébration de la Pâque orthodoxe. Le 21 mars, au terme de nouvelles pressions, le chef d'état-major général yougoslave consentit à remettre à l'attaché de l'air français, le commandant Genty, des informations sur un terrain d'aviation ; les informations se révélèrent si incomplètes au sujet de ce terrain que le commandant Genty « *démêla sans peine qu'il n'existait pas* ». Le 2 avril, Merson fit une nouvelle tentative en allant à la rencontre du ministre de la Guerre, le général Nedić. Celui-ci ne fut pas avare en demandes et conditions : la collaboration entre les deux armées ne serait pas engagée avant un an ; auparavant, les alliés devraient armer la Yougoslavie et auraient « *à la libérer du danger bulgare et du danger italien* », en donnant aux armées de l'Entente Balkanique un appoint de vingt divisions et de deux mille avions. Merson n'avait pas les instructions et encore moins la patience pour négocier sur ces bases. « *Ces extravagances* », écrit-il dans son rapport, « *me convainquirent que je n'arriverai à rien tant que j'aurais à faire au général Néditch* ». Ainsi, Merson mit fin à ses entretiens avec le ministre de la Guerre.

Quelques jours plus tard pourtant, on perçut une nouvelle lueur d'espoir. Raymond Brugère rentra de Paris convaincu de la nécessité de relancer au plus vite la

⁸⁴⁰ AKAM Rome à GES (Bulletin d'information), DHS, 14-734/ST-3, 23/3/1940.

⁸⁴¹ Rapport du général Merson sur sa mission en Yougoslavie, SHD-DAT, carton 27N247/6, mars 1941.

collaboration militaire. Prenant lui-même l'initiative, il alla voir directement le régent Paul. Au bout de plusieurs appels pressants, celui-ci consentit finalement à donner au général Nedić l'ordre de reprendre le contact avec la légation de France. C'était chose faite le 23 avril, à l'occasion d'une première réunion bilatérale à Belgrade, au cours de laquelle on se risqua même à parler d'un « *avenir meilleur* ». Il n'en était cependant rien et la bonne volonté yougoslave donna rapidement place à de nouvelles temporisations qui prenaient l'allure d'un véritable jeu de dupes. Belgrade avait par exemple accepté qu'un officier aviateur français, le commandant Curique, se rende secrètement en Yougoslavie pour inspecter des terrains d'aviation⁸⁴². A la fin avril, le commandant put effectuer une mission dont les résultats étaient, à lire le rapport de Merson, pour le moins surprenants : « *on le fit débarquer à Zagreb ; il venait soi-disant pour acheter des chevaux, et on le promena dans les foires pendant quatre ou cinq jours. Enfin, on lui fit visiter des aérodromes, et le commandant put se convaincre que l'officier chargé de le piloter ne connaissait pas plus que lui les terrains. Ce voyage fertile en incidents pittoresques ne servit pas à grand-chose* ». Après cette visite, le rapport de Merson ne mentionne plus aucun contact bilatéral substantiel. En dépit des initiatives de Brugère, la situation en Yougoslavie était donc complètement bloquée à la fin avril.

2.2.2. De la collaboration au complot ? Le blocage de la situation en Grèce

C'était un schéma semblable qui se dessinait en Grèce. Dès que la guerre de Finlande prit fin, le premier ministre Métaxas eut la sensation d'être sujet à une pression accentuée de la part des alliés afin qu'il se rapproche plus ouvertement de leur camp. Les notes que le dictateur tenait quotidiennement dans son journal intime sont un témoignage très éclairant à cet égard. Le 21 mars, il y écrivit : « *attaque des gouvernements anglais et français contre les neutres. Très nerveux* ». Le 23, il lia l'investiture probable de Paul Reynaud à la présidence du Conseil français à de possibles « *pressions sur les Balkans* »⁸⁴³.

Métaxas ne se trompait pas, mais il ne voyait pas ces pressions d'un bon œil et entendait bien, autant que possible, y résister. Le premier avril 1940, le ministre du

⁸⁴² AA Belgrade à Air n° 66, SHD-DAA, carton 1D32/2, 17/4/1940.

⁸⁴³ Ioannis METAXAS, *Το προσωπικό του ημερολόγιο (Son journal personnel)*, texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, p. 458, 21/ 3/1940.

Royaume-Uni Palairet vint lui rendre visite pour lui demander de contrôler la propagande allemande dans le pays qui, selon lui, prenait des proportions exagérées. Face à lui, Métaxas rejeta la démarche (qu'il considérait pour sa part infondée), en faisant porter sur les alliés toute la responsabilité pour le manque de collaboration avec Athènes. « *Je lui mentionne* », écrit-il dans son journal, « *ma proposition pour une alliance du temps de Waterlow*⁸⁴⁴ *et que, s'ils l'avaient acceptée, nous serions aujourd'hui comme la Turquie ; que c'étaient eux qui avaient voulu que nous restâmes neutres, et que par conséquent, nous devons tenir les règles de la neutralité* »⁸⁴⁵.

Le prochain épisode mentionné date du 11 avril, lorsque Métaxas reçut la lettre de Nicolas Politis sur une éventuelle visite de Weygand en Grèce. Il répondit à la proposition le 20, par la négative : « *en ce qui concerne le général Weygand, je nourris pour lui une estime illimitée et je me réjouis de ce que l'armée française du Moyen-Orient soit confiée entre ses mains (...). Je ne crois pas que soit recommandable, dans la période que nous traversons, sa venue ici qui, aussi secrètement qu'elle se réalise, viendra sans doute à être divulguée et nous entraînera à des complications avec la diplomatie italienne, vis-à-vis de laquelle le gouvernement anglais nous a conseillé d'éviter toute provocation, ainsi qu'avec nos alliés balkaniques, qui voient avec beaucoup de méfiance les mouvements du général Weygand* ». De toutes façons, Métaxas considérait que l'essentiel dans la collaboration avec la France était ailleurs : « *il nous serait possible d'affronter à temps toute situation hostile dans les Balkans et de laisser à nos amis le temps de venir à notre secours sans les pousser prématurément à une immixtion dangereuse, si les alliés nous donnaient le matériel de guerre que nous avons à plusieurs reprises demandé et dont nous avons besoin ; l'absence de ce matériel, dont le général Weygand est d'ailleurs au courant, ne saurait être comblée par aucun échange oral de vues* »⁸⁴⁶.

Ainsi, invoquant tantôt les règles de la neutralité pour répondre aux Anglais et tantôt les recommandations britanniques pour répondre à la France, Métaxas rejetait les

⁸⁴⁴ Waterlow était ministre du Royaume-Uni à Athènes en 1936, lorsque Métaxas avait fait la proposition d'une alliance équitable entre les deux pays, à laquelle Londres répondit négativement.

⁸⁴⁵ Ioannis METAXAS, *To προσωπικό του ημερολόγιο (Son journal personnel)*, texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, p. 460, 1^{er} et 2/4/1940.

⁸⁴⁶ Métaxas à Politis, dans Ioannis METAXAS, *To προσωπικό του ημερολόγιο (Son journal personnel)*, texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, p. 734, 20/4/1940

pressions. A ses yeux, au moment même où les alliés continuaient de reculer en Scandinavie, la question du matériel militaire demeurait primordiale car révélatrice des véritables intentions des grandes puissances vis-à-vis de la Grèce. Or, en ce mois d'avril 1940, la situation ne s'était guère améliorée sur ce terrain. Là encore, l'analyse de Jacques Ploquin sur les marchés d'avions est éclairante en tant qu'étude de cas. A la fin mars, Athènes était toujours en attente des vingt cinq avions Morane et des onze Potez qui avaient été commandés en 1939 et pour certains en 1938. Après que l'attaché militaire de la légation de Grèce se fût plaint à l'état-major de l'armée de l'air, Daladier et Vuillemin décidèrent finalement d'envoyer une première livraison d'avions pour le début mai. Cependant, les Morane 406 commandés n'étaient plus disponibles, le gouvernement ayant préféré quelques semaines auparavant les envoyer à l'armée finlandaise qui se battait toujours contre les Soviétiques⁸⁴⁷. Ainsi, faute de disponibilités, les Morane 406 devinrent des Blochs 151⁸⁴⁸.

Qu'ils fussent à Athènes ou à Paris, les responsables grecs, ne perdaient pas une occasion quant à eux pour rappeler à leurs interlocuteurs leurs besoins en matériel militaire et en crédits⁸⁴⁹. Cette attitude n'était pas sans agacer les milieux français qui considéraient désormais que la Grèce, comme ses voisins, ne voyait la collaboration que sous l'angle des fournitures en matériel, sans se soucier vraiment de soutenir activement la cause alliée. Paul de Villelume notait ainsi dans son journal à l'occasion d'un de ces entretiens : « *Métaxas a dit hier au ministre d'Angleterre que si la Yougoslavie est envahie, la Grèce joindra ses forces à celles des alliés pour la secourir (...). Et il a terminé en demandant un nouveau prêt de deux millions des livres. L'exorde n'aurait-il été fait que pour la conclusion ?* »⁸⁵⁰.

⁸⁴⁷ Paul de VILLELUME, *Journal d'une défaite. Août 1939-Juin 1940*, Paris, Fayard, 1976, p. 224.

⁸⁴⁸ Jacques PLOQUIN, « Alliances militaires et marchés d'avions pendant l'entre-deux-guerres : le cas français (1936-1940) » dans Service Historique de la Défense, *Recueil d'articles et d'études (1981-1983)*, Vincennes, SHAA, 1987, pp. 53-88.

⁸⁴⁹ L'une de ces démarches prit la forme d'une mission secrète d'un officier de l'état-major hellénique, réalisée à Paris à l'insu de tous, même de l'ambassade. L'officier, nommé Bazaïos, rencontra le 9 avril le général Weygand pour se plaindre sur la question du matériel. L'entretien ne conduisit visiblement à rien, Weygand ayant demandé de rencontrer Papagos en préalable à toute intervention à Vincennes. Paris à GES n° 1, AYE, dossier 1940/1/4, 9/4/1940.

⁸⁵⁰ Paul de VILLELUME, *Journal d'une défaite. Août 1939-Juin 1940*, Paris, Fayard, 1976, p. 259, 4/4/1940.

Il faut ajouter un dernier point à ce tableau d'incompréhensions, de griefs et de malentendus. Il n'est pas improbable que les réticences de Métaxas aient été renforcées par le soupçon que derrière les projets de fronts d'orient se trouvaient également des complots pour renverser ou tout du moins déstabiliser son régime. C'était, nous l'avons vu, un avertissement implicite que lui avait envoyé son homme de confiance à Paris, le directeur du bureau de presse de la Légation hellénique, Spyros Kosmétatos. Or, en ce mois d'avril 1940, une curieuse affaire vint renforcer cette hantise du complot. Aux alentours du 20, une rumeur circula dans certaines émissions de la radio française, selon laquelle Métaxas était en très mauvaise santé et pouvait être remplacé par un nouveau gouvernement, peut-être dirigé par Nicolas Politis. Il n'était pas clair d'où provenaient ces bruits, dont la seule base réelle était que le premier ministre grec était effectivement souffrant, mais simplement atteint d'une grippe intestinale. Politis s'empessa d'ailleurs de démentir toute implication personnelle dans de tels desseins. Toujours était-il que Kosmétatos prit la divulgation de ces rumeurs très au sérieux et écrivit à Métaxas que celle-ci n'était « *peut-être pas destinée à servir des objectifs grecs* »⁸⁵¹. Y avait-il un lien direct entre ces rumeurs qui circulèrent en France et les pressions que Paris exerçait sur le gouvernement grec ? Les opposants au régime réfugiés à Paris avaient-ils enfin trouvé dans les cercles politiques et militaires français des partisans d'un nouveau 1915 contre Métaxas ? L'état de la recherche ne permet pas de l'affirmer. Toujours était-il que cette version des faits pouvait apparaître crédible à Athènes et de ce fait affaiblir encore plus la volonté de collaboration active avec les alliés. Le ministre de France à Athènes Gaston Maugras prit d'ailleurs la liberté de signaler ce faux pas au ministère : « *je vous signale un point très important. Salonique est restée pour les Grecs un nom chargé de souvenirs explosifs. C'est une bannière de guerre civile. Pour les gens de l'équipe gouvernementale c'est Sarraïl, Jonnard, c'est l'exil, les persécutions. Aussi est-ce une énorme erreur que commet votre propagande quand elle donne l'impression de vouloir utiliser Politis pour déboulonner Métaxas et pousser la Grèce dans la guerre. (...) Je ne sais pas au juste ce qui s'est passé à Paris puisque je n'ai personne pour écouter nos émissions à l'usage de la Grèce, mais (...) les adversaires du régime ont pris texte pour annoncer que le*

⁸⁵¹ Kosmétatos à Métaxas, dans Ioannis METAXAS, *To προσωπικό του ημερολόγιο* (Son journal personnel), texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, p. 735, 24/4/1940.

*gouvernement français allait recommencer la politique de 1916, mettre à la porte Métaxas et installer à Salonique le général Weygand qui, nouveau Sarraïl, gouvernerait la Grèce en pays conquis et servirait les rancunes de tous les gens qui sont actuellement dans l'opposition »*⁸⁵².

Dans ce tissu de malentendus, il n'y aurait eu qu'une seule ouverture de la part de la Grèce, dont la portée est sujette à interrogation, compte tenu du manque de sources dont on dispose. Selon un télégramme du chargé d'affaires de France à Sofia, Jean Rablen, Métaxas aurait proposé le 3 avril à Maugras⁸⁵³ l'idée de mettre en demeure la Bulgarie de se déclarer dans le conflit et, faute de résultat favorable, de l'attaquer. Cette idée ne serait pas surprenante venant de la Grèce, car elle avait été ouvertement formulée par Papagos dans son projet d'action militaire commune entre les armées alliées et celles de l'Entente Balkanique. Il est néanmoins difficile de savoir si elle avait attiré quelque intérêt à Paris, même si le télégramme a été transmis par le ministère au deuxième bureau de l'état-major de l'armée. En tous cas, la Légation de France en Bulgarie fit connaître qu'elle ne jugeait pas opportun d'obliger Sofia à quitter sa neutralité, Rablen écrivant que « *l'attitude réticente de la Bulgarie était loin de ne présenter que des inconvénients* ». D'autre part, les archives grecques, y compris les fonds privés de Métaxas, ne comportent aucune trace d'une quelconque discussion avec les Français à ce sujet. S'agissait-il simplement d'un sondage du dictateur sur les intentions françaises ? D'une attitude encore plus ambiguë, proche de celle de la Yougoslavie, pour obtenir un refus français et lui faire porter la responsabilité de l'impasse de la collaboration ?

Quoi qu'il en fût, tous ces épisodes montraient bien que c'était le problème de la confiance qui se déclinait sous plusieurs formes et que, dans le difficile contexte de la campagne norvégienne, Paris était en train de perdre les quelques acquis des premiers mois de 1940.

⁸⁵² Maugras à Hoppenot, MAE, dossier Hoppenot 18, 2/5/1940.

⁸⁵³ Dans son télégramme au Quai d'Orsay, Jean Rablen fait référence à un télégramme envoyé par Maugras le 3 avril sous le numéro 79, demeuré introuvable aux archives diplomatiques à Paris. Sofia à Diplomatie, SHD-DAT, carton 7N2747, 14/4/1940.

2.2.3. L'Entente Balkanique dans la tourmente

La crise de confiance avec les alliés devait également toucher la collaboration au sein de l'Entente Balkanique. On se souvient que quelques semaines auparavant, lors du conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Entente, la Grèce et la Turquie avaient réussi à arracher à leurs deux partenaires la décision d'engager des conversations d'états-majors pour établir un plan de défense commun contre un danger extérieur. Chargé de coordonner l'effort, le général Papagos avait dessiné à la mi-mars un premier plan sur la base duquel les chefs d'état-major pouvaient discuter. Le chef d'état-major grec espérait pouvoir tenir à Athènes une première réunion, sinon avec ses homologues, du moins avec les attachés militaires balkaniques dans la deuxième dizaine du mois de mars⁸⁵⁴.

Cependant, le fragile consensus qui s'était dégagé à Belgrade ne résista pas à la crainte que, dans le contexte des succès soviétique puis allemand en Scandinavie, un tel plan, de fait favorable aux alliés et impossible à mettre en œuvre sans leur concours, risquait plus d'attirer sur lui l'attaque allemande que de pouvoir lui opposer une résistance efficace. Le 23 mars, Papagos attendait toujours l'organisation d'une réunion et demanda à son gouvernement de faire les démarches nécessaires pour que la rencontre ait lieu⁸⁵⁵. En vain : le 14 avril 1940, l'ambassadeur de Grèce en Yougoslavie, Raoul Rossettis, fut informé que le gouvernement yougoslave refusait de participer aux entretiens, présentant « *comme justification* » les « *grandes difficultés qu'il a avec l'Allemagne en ce qui concerne le Danube* » et « *le fait qu'il n'a pas complété ses fournitures en armement et attend au cours des prochains six mois du matériel militaire en provenance d'Allemagne* »⁸⁵⁶. Le gouvernement grec n'insista pas et prit acte du refus : dès le lendemain, le secrétaire d'Etat permanent aux Affaires étrangères, Nicolas Mavroudis, envoya aux archives le dossier contenant le projet de Papagos en ajoutant de sa main la mention suivante : « *rien n'a été fait car la Yougoslavie a refusé de participer aux entretiens d'Athènes, malgré ce qui a été entendu à Belgrade, sous divers prétextes* »⁸⁵⁷.

⁸⁵⁴ Papagos à Métaxas n° 99462, AYE, dossier 1940/9, 12/3/1940.

⁸⁵⁵ GES à YPEX, DHS, 14-721/D-15, 23/3/1940.

⁸⁵⁶ Belgrade à YPEX n° 913, AYE, dossier 1940/9, 14/4/1940.

⁸⁵⁷ Note manuscrite sur la lettre de Papagos à Métaxas n° 99469, AYE, dossier 1940/4, 13/3/1940.

On pouvait comprendre que, dans le contexte instable provoqué par les échecs alliés, personne n'avait désormais à cœur d'engager l'Entente Balkanique dans des plans de guerre. Belgrade avait sans doute saboté l'entreprise en refusant d'y participer, mais il ne semble pas que les autres capitales, y compris Athènes, aient fait beaucoup pour la défendre. Les idées, et la personnalité même, de Papagos paraissaient sans doute trop ambitieuses à la direction politique du pays et même à Métaxas qui aurait apparemment rejeté le projet comme irréalisable⁸⁵⁸. Ainsi, les alliés entraînaient dans leur discrédit l'Entente Balkanique tandis que, pour la première fois les Etats balkaniques s'éloignaient ouvertement de la collaboration régionale. Une nouvelle voie, presque désespérée s'ouvrait à eux pour échapper au conflit : celles des « *replis égoïstes* ».

A la fin avril 1940, près d'un mois après le CSI du 28 mars, toutes les tentatives alliées pour débloquer le conflit avaient visiblement échoué. Il n'y avait pas que la Scandinavie où les armées allemandes avaient pratiquement gagné le combat. Au Caucase, les études demeurèrent des études. En Roumanie, la première esquisse d'opération militaire avait lamentablement échoué face au manque évident de préparation politique. Dans le reste des Balkans, c'était cette préparation politique elle-même qui était contestée et freinée par les gouvernements nationaux. Tout cela, alors qu'à la fin du mois d'avril, on discutait sérieusement d'abandonner le front scandinave.

Le 23 avril, un nouveau CSI tenu à Paris ne put que constater ce délitement de la stratégie périphérique. On tenta donc de s'adapter. Sur pression britannique, il fut décidé que l'opération caucasienne ne serait préparée qu'à titre de menace pour dissuader l'Union Soviétique de lancer de nouvelles campagnes⁸⁵⁹. Aucune référence ne fut faite au Danube. Paris ne pouvait plus résister à ce recul. Compte tenu des conditions, la priorité n'était d'ailleurs plus à la prise d'initiatives, mais à nouveau, à la défense face aux initiatives que pouvaient prendre l'Allemagne et surtout l'Italie dans les Balkans après le nouveau succès de la *Wehrmacht* en Scandinavie.

⁸⁵⁸ Annivas VELLIADIS, *Μεταξάς-Χίτλερ. Οι Ελληνογερμανικές σχέσεις στην Μεταξική δικτατορία 1936-1941 (Μétaxas-Hitler. Les relations germano-helléniques durant la dictature de Métaxas)*, Enalios, Athènes, 2003, p. 115.

⁸⁵⁹ Procès-verbal de la 8^{ème} réunion du CSI, MAE, dossier Reynaud 3, 23/4/1940.

3. L'alliance sans alliés

3.1. La nouvelle équation stratégique orientale et l'opération Guatemala

3.1.1. La fin de l'énigme italienne

Pendant que les alliés cherchaient désespérément une échappatoire au blocage stratégique dans lequel ils se trouvaient, les regards se tournaient à nouveau avec un intérêt accru vers l'Italie. Pendant plusieurs mois, Français et Britanniques avaient pratiquement suspendu toute politique active dans les Balkans en attendant de voir plus clair dans les intentions de Rome, et également dans l'espoir de pouvoir les influencer en leur faveur. Cependant, dans la mesure où l'action semblait désormais la voie obligée pour reprendre l'initiative, cet attentisme ne pouvait plus durer. Il fallait avoir le cœur net et se décider à pousser l'Italie à se déclarer. Cela était d'ailleurs d'autant plus raisonnable que, depuis la fin du conflit finlandais, Rome montrait une inclinaison de plus en plus manifeste vers le Reich.

A ce titre, il est utile de se reporter à un rapport de la direction politique du Quai d'Orsay, rédigé le 17 avril 1940 et traçant le rapide historique de la relation franco-italienne depuis le début de l'année 1940⁸⁶⁰. Jusqu'à la mi-mars, on s'en souvient, et en dépit de fortes réticences dans les cercles du Quai d'Orsay, le gouvernement français avait suivi plus ou moins fidèlement les recommandations de son ambassadeur à Rome André François-Poncet qui visaient, par une politique prudente et des gestes amicaux, à encourager les tendances neutralistes voire pro-alliées (supposées ou réelles) de la diplomatie italienne. Mais à l'arrivée du printemps, l'image devait changer d'une manière aussi rapide que radicale. Le grand tournant fut en fait la reprise manifeste des échanges politiques germano-italiens au moment même où la Finlande et l'URSS signaient l'armistice. Le 12 mars, le ministre allemand des Affaires étrangères Joachim von Ribbentrop se rendait à Rome. Moins d'une semaine plus tard, le 18, c'était au tour de Mussolini d'aller au Brenner rendre visite à Hitler.

Ces rencontres -et surtout la deuxième- suscitèrent de nombreux commentaires tant à Paris qu'à Londres. Pour la majorité des commentateurs dans les deux capitales (et

⁸⁶⁰ « Initiatives prises par le gouvernement français en faveur d'un rapprochement franco-italien », MAE, dossier Fouques-Duparc 46, 17/4/1940.

surtout à Paris), elles marquaient la confirmation de l'orientation pro-allemande de Mussolini. Les informations concordaient : au Brenner, le *Duce* aurait promis au *Führer* de le joindre dans la guerre contre les alliés à un moment qui, certes, restait encore indéfini⁸⁶¹. Pour la direction politique du Quai d'Orsay, il s'agissait d'un pas considérable, qui montrait que « *s'il n'y a pas eu d'engagements concrets, Mussolini penche de plus en plus du côté de l'Allemagne* »⁸⁶². Les événements venaient confirmer cette impression. A partir de la rencontre du Brenner, et en dépit de la bonne volonté toujours affichée par François-Poncet, le gouvernement fasciste devait accueillir de plus en plus froidement toutes les avances françaises. Le 28 mars, la radio italienne avertissait « *que l'on se trompait fortement en France si l'on croyait que l'Italie était disposée à se laisser acheter* ». Le 10 avril, alors que la presse italienne saluait les premiers succès allemands en Scandinavie⁸⁶³, une nouvelle entrevue entre François-Poncet et le comte Ciano n'aboutit à aucun résultat⁸⁶⁴.

Il était de toutes façons difficile d'inverser le cours des choses au moment où en Scandinavie les armées allemandes faisaient une fois de plus la preuve de leur efficacité face à une stratégie périphérique alliée en déroute. Bien au contraire, l'écho de cette campagne était tel dans la presse comme au sein des cercles dirigeants, qu'à Paris et à Londres on commença à se demander si l'Italie n'allait pas profiter de l'occasion pour mener ses propres conquêtes. Et, dans ce cas de figure, c'était, comme un an auparavant, vers les Balkans que risquaient de se tourner les appétits fascistes.

L'éventualité d'une attaque italienne vers l'est (probablement concertée avec l'Allemagne) avait en effet commencé à préoccuper les observateurs à Rome dès les derniers jours du mois de mars. Dans un rapport envoyé une semaine après la rencontre du Brenner, le général Parisot, attaché militaire de l'ambassade de France, estimait que « *l'Italie s'apprête, en cas de conflit, à saisir immédiatement des gages en Dalmatie et en Croatie* »⁸⁶⁵. Au fur et à mesure des succès allemands en Scandinavie et des échecs alliés dans les Balkans, la rumeur était confirmée par plusieurs sources. Le 12 avril, André

⁸⁶¹ Jean-Baptiste DUROSELLE, *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, 12^{ème} édition revue par André Kaspi, Paris, Armand Colin, 2001, p. 269.

⁸⁶² « Les relations germano-italiennes », MAE, dossier Fouques-Duparc 46, 27/3/1940.

⁸⁶³ Note du MAE sur l'Italie, MAE, dossier Reynaud 5, 3/6/1940.

⁸⁶⁴ Rome à Diplomatie n° 2179, MAE, dossier Fouques-Duparc 46, 10/4/1940.

⁸⁶⁵ AM Rome, « Synthèse de la valise du 29/3/1940 » n° XXIII/S, SHD-DAT, carton 7N2914, 29/3/1940.

François-Poncet abandonnait l'optimisme qu'il avait jusque là montré et exprimait depuis Rome des inquiétudes pour l'attitude italienne: *«l'atmosphère que l'on respire ici rappelle celle de la fin août 1939, mais il n'est pas certain que la période actuelle se termine comme alors par une affirmation pacifique (...)». Les bruits d'un prochain raid sur Corfou se font plus nombreux ainsi que ceux d'une expédition peut-être imminente contre les îles grecques, action pour laquelle la flotte italienne serait déjà prête*⁸⁶⁶. D'autres sources confirmaient la rumeur: *«l'ambassade d'Angleterre»*, écrivait par exemple le même jour Massigli, *«a reçu des informations semblables à celles transmises par Monsieur François-Poncet, mais émanant d'Athènes»*. L'ambassadeur de Yougoslavie à Ankara possédait également des informations sur une descente commune des armées allemande et italienne vers son pays⁸⁶⁷. Les bulletins d'informations de l'armée de l'air française parlaient quant à eux d'un renforcement des forces italiennes dans le Dodécanèse, présageant peut-être une attaque en mer Egée⁸⁶⁸. On était bien loin de l'espoir d'un arrangement balkanique avec l'Italie. Même si des tentatives de rapprochement étaient toujours initiées, il fallait se préparer au scénario d'une offensive italienne dans les Balkans.

3.1.2. Retour à Salonique ?

La rumeur persistante soulevait une question inévitable. Quelle réponse apporter à cette éventuelle attaque italienne ? En vertu des garanties du printemps 1939, la France (comme son allié britannique) n'était tenue d'intervenir qu'en cas d'attaque sur la Grèce, en recevant le soutien de la Turquie. Une attaque italienne sur la Yougoslavie ne l'engageait à rien. Il allait cependant de soi que les implications de l'éventuelle réaction alliée étaient bien plus vastes que la simple question des engagements formels. D'une part, la Yougoslavie pouvait fort bien n'être que le premier pas de l'expansion italienne vers la Grèce et la Turquie. Surtout, une hostilité ouverte de l'Italie remettait à plat toutes les réserves qui avaient été formulées depuis le début du conflit au sujet d'une intervention dans les Balkans. Dès lors qu'il n'y avait plus de raison pour ménager les

⁸⁶⁶ Rome à Diplomatie n° 2239-2241 du 12/4/1940, repris dans Diplomatie à Tunis n° 181, MAE, dossier Fouques-Duparc 46, 12/4/1940.

⁸⁶⁷ Ankara à Diplomatie n° 747-749, MAE, dossier Fouques-Duparc 46, 12/4/1940.

⁸⁶⁸ Note EM Air/2 «Renforcement du corps d'occupation dans le Dodécanèse» n° 28, SHD-DAA, carton 2B85, 28/3/1940.

intérêts italiens dans la péninsule, on pouvait revenir sur tous les projets d'opérations dessinés avant le début du conflit et qui visaient à implanter militairement les alliés dans la région. La situation des alliances se rapprochait de celle du printemps 1939. Paris pouvait donc à nouveau évoquer tous ces projets progressivement enterrés au fil des premiers mois du conflit, le Dodécanèse, Salonique et le front balkanique.

Ces ambitions nouvelles refirent rapidement surface au Grand Quartier Général, et notamment au Cabinet de la défense nationale. Le 13 avril, un télégramme envoyé par le Cabinet à la mission militaire française à Londres définissait les priorités stratégiques en cas d'hostilité italienne : maintenir le contrôle des voies maritimes en Méditerranée orientale, soutenir une action turque contre le Dodécanèse à l'aide des forces du Levant et enfin de renforcer en grandes unités le corps expéditionnaire français⁸⁶⁹. Trois jours plus tard, le 16 avril, le comité de guerre alla dans le sens de ces recommandations. En vertu de ses décisions qui furent communiquées le jour même au Cabinet britannique, une attaque italienne sur la Yougoslavie devait automatiquement provoquer une réaction alliée dont la nature et l'ampleur dépendraient de la coopération avec et entre les états-majors balkaniques, avec lesquels il était urgent de reprendre les contacts⁸⁷⁰.

Sans attendre cependant les hypothétiques entretiens avec les états-majors balkaniques, le Grand Quartier Général continuait à énoncer des mesures militaires toujours plus larges à prendre dans les Balkans. Déjà, lors du comité de guerre, Gamelin avait évoqué à nouveau la possibilité d'envoyer à Salonique trois divisions en renfort des vingt divisions yougoslaves⁸⁷¹. Le 19 avril, un nouveau télégramme du Grand Quartier Général envoyé à la mission militaire française à Londres proposait trois actions majeures : le contrôle des voies navales, le soutien à une opération turque contre le Dodécanèse, ainsi qu'un débarquement Salonique et un renforcement des troupes turques en Thrace⁸⁷². Trois jours plus tard, le 22 avril, le Grand Quartier Général présenta au ministre de la Défense Edouard Daladier un plan d'opérations étendues, permettant d'affronter l'Italie tant en MerEgée que sur la péninsule balkanique elle-même. Conçu en

⁸⁶⁹ CDN à AM Londres n° 389 du 13/4/1940, repris dans « Opérations dans les Balkans : cas de l'Italie hostile (position du haut commandement français », SHD-DAT, carton 27N4/2, 24/4/1940.

⁸⁷⁰ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM95(40), TNA, CAB 65/6, 17/4/1940.

⁸⁷¹ Procès-verbal de la réunion du comité de guerre, MAE, dossier Daladier 7, 16/4/1940.

⁸⁷² CDN à AM Londres n° 419, repris dans « Opérations dans les Balkans : cas de l'Italie hostile (position du haut commandement français) », SHD-DAT, carton 27N4/2, 24/4/1940.

cinq phases, il prévoyait : (1) des attaques des communications maritimes italiennes ; (2) l'occupation par des troupes alliées de points stratégiques en territoire grec, à savoir les îles de Crète, de Milos, de Salamine ainsi que la base de Navarin ; (3) l'appui de troupes turques dans une attaque contre le Dodécanèse ; (4) le renforcement des troupes turques face à la Bulgarie ; (5) le soutien à la Yougoslavie par le débarquement d'une puissante avant-garde à Salonique⁸⁷³.

L'état-major français reprenait ainsi *grosso modo* ses plans du printemps 1939. Fait nouveau, il renforçait le débarquement à Salonique d'une occupation des îles grecques permettant de contrôler les grandes voies maritimes liant l'Italie au Dodécanèse et, plus généralement, aux Balkans et à la Méditerranée orientale. Les archives ne donnent aucune certitude quant à l'inspirateur de cette idée - Weygand ? Gamelin ? - qui apparaît subitement et pratiquement *ex nihilo* dans la correspondance du Grand Quartier Général. Toujours était-il qu'au-delà de son ampleur logistique, cette option avait une portée symbolique considérable. En dépit des appels à des contacts d'états-majors, la Grèce était vue beaucoup moins comme une alliée avec laquelle il fallait se concerter que comme un territoire stratégique à saisir et à utiliser contre l'axe. A lire le plan du Grand Quartier Général, on pouvait comprendre que Paris n'était pas insensible à l'idée weygandienne de forcer la main aux Balkaniques afin de « *les sauver malgré eux* ». Au Quai d'Orsay, le Cabinet de Paul Reynaud estimait dans une note interne du 21 avril que le débarquement à Salonique constituait la « *réaction première et minimum de notre part* » et qu'il y avait lieu, après s'être concerté avec les Britanniques, de « *faire part secrètement aux trois gouvernements yougoslave, grec et turc de nos intentions à cet égard* »⁸⁷⁴. Le probable rédacteur de cette note, Henri Hoppenot, devait d'ailleurs quelques jours plus tard écrire à Gaston Maugras qu'il aurait à « *expliquer aux Grecs que nous avons l'intention, si l'Italie attaque la Yougoslavie, de nous installer préventivement à Salonique* »⁸⁷⁵.

⁸⁷³ CDN à Défense Nationale n° 433, repris dans « Opérations dans les Balkans : cas de l'Italie hostile (position du haut commandement français) », SHD-DAT, carton 27N4/2, 24/4/1940.

⁸⁷⁴ Note de la sous-direction Europe, MAE, dossier Reynaud 3, 21/4/1940.

⁸⁷⁵ Diplomatie à Athènes n° 95, MAE, dossier Hoppenot 18, 24/4/1940.

3.1.3. Du CSI de Paris à la conférence d’Alexandrie, les attermolements de la coordination franco-britannique

C’était dans cet esprit déterminé que Paul Reynaud posait régulièrement la question italienne à ses interlocuteurs britanniques, dès que les premières rumeurs d’attaque sur la Yougoslavie se mirent à circuler. Selon le journal de Paul de Villelume, l’affaire fut brièvement débattue le 9 avril lors d’une réunion des deux chefs de gouvernement consacrée à la Scandinavie, et revint à l’ordre du jour du Conseil Suprême Interallié qui se tint à Paris le 23 avril 1940⁸⁷⁶.

Lors de ce débat, le président du conseil français ne laissa pas d’ambiguïtés sur sa vision des choses, qui rejoignait pleinement les positions du Grand Quartier Général. Il considérait que la menace d’une attaque italienne sur la Yougoslavie était très plausible, tenant pour acquis que « *l’opération se fera avec la collaboration allemande* ». Du côté des alliés, une réponse était inévitable : « *si nous restons passifs* » déclara-t-il, « *la Roumanie s’effondrera rapidement et la politique turque elle-même s’en trouvera influencée* ». A problème d’ampleur régionale, il fallait donc une solution régionale, qui passait inévitablement par Salonique : « *nous pourrions donc décider de débarquer à Salonique, d’accord avec la Grèce. Cela nous donnerait une base pour le ravitaillement de la Yougoslavie* ». Pour forcer la main à la Grèce, il appartenait aux alliés de lui signifier en cas de refus de coopérer qu’ils considéreraient « *périmés les engagements pris vis-à-vis d’elle* ».

Que pouvait-on attendre de Chamberlain qui fut appelé à réagir aux propos de Reynaud ? Naturellement, Londres n’était pas sans partager la préoccupation française au sujet du scénario d’une attaque italienne sur les Balkans. Les informations qui parvenaient au Cabinet depuis ses propres représentants en Italie, en Grèce et en Yougoslavie répétaient inlassablement les mêmes rumeurs, en alternant pour cibles Corfou et la côte dalmate⁸⁷⁷. Cependant, à la différence de Paris, on n’était pas convaincu de l’irréversibilité d’une telle évolution, et on s’accrochait à la possibilité, évoquée par

⁸⁷⁶ Paul de VILLELUME, *Journal d’une défaite. Août 1939-Juin 1940*, Paris, Fayard, 1976, pp. 270 et 295-299.

⁸⁷⁷ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM89(40), TNA, CAB 65/6, 12/4/1940.

Chamberlain à ses collègues du Cabinet le 16 avril, que Rome ne fût en train de bluffer dans le but de monnayer très chèrement sa non-belligérance⁸⁷⁸.

Ainsi la politique britannique hésitait toujours sur les buts à poursuivre vis-à-vis de Rome : se préparer à l'affronter en la devançant sur le terrain oriental, peut-être en débarquant à Corfou ? Ne prenait-on pas dans ce cas le risque de provoquer une attaque italienne qu'il était peut-être encore possible d'éviter ? Compte tenu des insuffisances en matériel, n'était-il pas plus raisonnable de continuer les approches au gouvernement italien ? Toutes ces interrogations conduisirent le Cabinet à rejeter dès le 17 avril la position trop tranchée du comité de guerre français et opter pour une politique d'extrême prudence consistant, pour reprendre les termes de Lord Halifax « *d'une part à tenir l'Italie hors de la guerre, et d'autre part à marquer notre mécontentement d'une manière qui ne soit pas dérisoire* »⁸⁷⁹.

Au Conseil Suprême Interallié de Paris, Chamberlain se fit donc l'écho de cette ambivalence. Répondant à Reynaud, le premier ministre reconnut que les alliés ne pourraient rester passifs en cas d'agression contre la Yougoslavie. Il plaidait cependant pour une action beaucoup plus modeste pour intimider et dissuader Mussolini, probablement une démonstration navale en Méditerranée orientale. Les conditions politiques et militaires ne permettaient pas, de l'avis de Chamberlain, de faire plus, et sûrement pas de débarquer à Salonique sans y avoir été invité par le gouvernement grec. L'intervention de Chamberlain limitait évidemment les possibilités des alliés, la seule action faisant l'objet d'un consensus étant une démarche auprès du gouvernement grec en vue d'un éventuel débarquement allié dans le cas d'une attaque italienne. Au-delà, les ambitions françaises étaient une fois de plus déçues et le 24 avril 1940 le Cabinet confirma pleinement la position prise par Chamberlain en décidant de privilégier une nouvelle tentative de rapprochement avec Rome⁸⁸⁰.

Les jours qui suivirent contribuèrent cependant à rendre plus souple la position britannique, notamment au regard de l'évolution des opérations en Scandinavie. Les troupes engagées en Norvège centrale subirent une série d'échecs, amenant le Cabinet à

⁸⁷⁸ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM94(40), TNA, CAB 65/6, 16/4/1940.

⁸⁷⁹ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM95(40), TNA, CAB 65/6, 17/4/1940.

⁸⁸⁰ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM102(40), TNA, CAB 65/6, 24/4/1940.

demander, lors d'un nouveau CSI qui fut tenu à Londres le 27 avril, le retrait du corps expéditionnaire. Or, on imaginait bien à Londres qu'un tel aveu d'échec aurait d'inévitables conséquences sur la politique italienne qui, convaincue de la supériorité de la *Wehrmacht*, ferait un pas de plus - probablement décisif - vers l'entrée en guerre aux côtés de l'Allemagne. On se rendait donc compte dans les tous derniers jours d'avril que poursuivre une politique d'apaisement vis-à-vis de Rome était probablement désormais une entreprise vouée à l'échec, qu'il fallait remplacer par des mesures préventives pour dissuader ou affronter l'armée italienne. Prises au fur et à mesure qu'arrivaient les nouvelles de Norvège, les décisions du Cabinet sont ainsi éclairantes : le 25 avril, il fut décidé de d'envoyer à Alexandrie les navires *Malaya* et *Royal Sovereign*. Le lendemain, le gouvernement abandonna l'idée de faire écrire au roi George VI une lettre adressée au roi d'Italie Victor-Emmanuel. Le 27 avril enfin, lors du CSI, Chamberlain déplaça clairement vers la Méditerranée le centre de gravité de l'intérêt britannique. Selon lui, il importait de prévenir les conséquences de la nécessaire évacuation en Scandinavie c'est-à-dire la radicalisation de l'hostilité italienne et le découragement des neutres balkaniques. Bien qu'hostile à un retrait complet de Scandinavie, Reynaud n'avait évidemment pas d'objection à débattre sur une éventuelle action contre l'Italie. Une nouvelle discussion pouvait dès lors s'engager.

Celle-ci fit ressortir plusieurs points. Premièrement, Salonique, les îles de la mer Egée et la Syrie étaient considérées (en même temps que les aérodromes de la côte méditerranéenne de la France) comme les meilleures bases à partir desquelles on pouvait mener les principaux objectifs d'un conflit armé contre les forces italiennes : tenir les voies de la Méditerranée et être en mesure de bombarder les forces et les installations militaires et industrielles de l'ennemi en Tripolitaine, au Dodécanèse et au nord-ouest de la péninsule italienne elle-même. Deuxièmement, on s'accordait sur l'importance du facteur aérien, au regard notamment des leçons retenues par la mésaventure scandinave. En tenant compte de l'impératif aérien, et toujours sceptique vis-à-vis des projets français, Chamberlain ne se montrait cependant pas convaincu par l'idée du débarquement à Salonique et plus généralement par les opérations en Grèce. Selon lui, avant toute action, avant toute démarche même auprès des Grecs, il importait d'avoir mis au point un « *plan vraiment pratique* », et envisager d'agir ailleurs au cas où Athènes

(tout comme Ankara) ne se montraient pas coopératives. Reynaud voulut rassurer : la France prendrait en charge l'aménagement des terrains d'aviation à Salonique. Quant à un éventuel refus d'Athènes, cela coûterait cher à la Grèce étant donné que les alliés pouvaient dès lors se déclarer dégagés de tous les engagements pris vis-à-vis d'elle. C'était dans ces grandes lignes que, sans avoir formellement pris de décision, se clôtura le CSI du 27 avril⁸⁸¹.

Etait-on enfin arrivé à ce consensus oriental qui avait si péniblement manqué aux alliés depuis l'automne ? Certes, après la défaite scandinave, et face à la possibilité d'une entrée en guerre prochaine de l'Italie, les Britanniques faisaient un certain pas en acceptant désormais de discuter sans *a priori* les projets français pour une action en Grèce, y compris à Salonique. Force est cependant de constater que ce pas était interprété très différemment à Londres et à Paris. A Londres, tant les militaires que les politiques continuaient à avoir de très forts doutes sur l'efficacité du projet, surtout tant qu'on ne connaissait pas les moyens dont on disposait, notamment en matière aérienne. Comme l'écrivaient dans un rapport les chefs d'état-major, une démarche à la Grèce risquait, dans ces conditions, d'entraîner les alliés « *dans une expédition sans avoir ni les défenses anti-aériennes, ni les forces aériennes nécessaires à défendre les forces débarquées à Salonique* ». Fort de cette recommandation, le Cabinet n'était pas prêt à prendre de risques, d'autant plus qu'il n'avait pas d'assurances sur la position des Etats concernés par les opérations, c'est-à-dire la Grèce et la Turquie. Le jour même où se tenait le CSI, il avait décidé qu'en cas d'attaque italienne sur la Yougoslavie à très court terme, il ne déclarerait pas la guerre à Rome mais se contenterait d'un avertissement au gouvernement italien, tout en sondant le gouvernement turc sur sa position actuelle et en poursuivant les études sur un débarquement à Salonique⁸⁸². Ainsi, Londres était prête à discuter mais non à agir. Il est probable que, comme ce fut le cas au printemps 1939, le Cabinet ait entretenu l'espoir que la simple préparation d'une intervention dans les Balkans fût en mesure de dissuader le gouvernement italien d'entrer en guerre.

⁸⁸¹ Procès-verbal de la 9^{ème} réunion du CSI, MAE, dossier Reynaud 3, 27/4/1940.

⁸⁸² Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM105(40), TNA, CAB 65/6, 27/4/1940.

3.1.4. Opération Guatemala

Cette temporisation n'était cependant pas du goût du gouvernement français qui commençait à s'agacer des hésitations des Anglais, à l'instar du ministre de la Défense Edouard Daladier: « *ce sont eux qui ont poussé à cette guerre* » devait déclarer ce dernier le 4 mai à ses collègues du comité de guerre, « *et ils se dérobent dès qu'il s'agit de prendre des mesures qui risqueraient d'affecter les œuvres vives de l'Angleterre* »⁸⁸³. Face à l'ambivalence londonienne, on semblait pressé à Paris de passer à la phase d'exécution des projets, d'autant plus que l'idée d'un rapprochement avec l'Italie devenait de jour en jour moins crédible⁸⁸⁴. Dans les derniers jours d'avril et les premiers jours de mai, la correspondance entre Paris et Beyrouth ainsi que les procès-verbaux des comités de guerre témoignaient donc de l'intérêt grandissant qu'on portait aux préparatifs d'un débarquement en plusieurs points du territoire grec. Le 28 avril, Gamelin écrivit à Weygand de se préparer à une éventuelle entrée immédiate de l'Italie en guerre⁸⁸⁵. Le 6 mai, le comité de guerre entérina une ligne de conduite générale en quatre points dans le cas d'une guerre contre l'Italie : on renforcerait la défense des Alpes et de l'Afrique du Nord ; on s'installerait sur les bases grecques de Crète, de Milos et de Salamine ; un soutien serait accordé à la Turquie dans une attaque contre le Dodécanèse ; enfin, on ferait débarquer à Salonique un corps expéditionnaire en provenance de la Métropole⁸⁸⁶. Le lendemain, Gamelin envoyait ses instructions à Weygand : en cas d'hostilité de l'Italie, il fallait envoyer un bataillon d'infanterie et des éléments de DCA en Crète et à Milos, et embarquer une avant-garde à destination de Salonique. Dans un deuxième temps, des renforts pouvaient atteindre Salonique en empruntant l'Anatolie et la Thrace, et un appui devait être donné à l'attaque turque sur le Dodécanèse⁸⁸⁷.

Comme à l'accoutumée, cette volonté politique manquait cruellement de moyens pour atteindre ses buts. Tenu régulièrement informé des projets de débarquement, le

⁸⁸³ Procès-verbal de la réunion du comité de guerre, SHD-DAT, carton 2N26, 4/5/1940.

⁸⁸⁴ Une nouvelle tentative de rapprochement avait échoué lorsque, le 26 avril, Mussolini répondit très négativement à une lettre que lui avait envoyée le 22 Paul Reynaud, dans laquelle ce dernier proposait avait une rencontre de conciliation entre les deux pays. Note du MAE sur l'Italie, MAE, dossier Reynaud 5, 3/6/1940.

⁸⁸⁵ GQG (Gamelin) à TOMO (Weygand) n° 450, SHD-DAT, carton 27N247/1, 28/4/1940.

⁸⁸⁶ Procès-verbal de la réunion du comité de guerre, SHD-DAT, carton 2N26, 6/5/1940.

⁸⁸⁷ GQG (Gamelin) à TOMO (Weygand) n° 860.3/FT, Journal de Marche de l'Etat-Major du CEC des Forces Françaises de l'Orient Méditerranéen, SHD-DAT, carton 27N246, 27/3/1940.

TOMO avait pourtant saisi l'occasion pour demander des renforts et des fonds. Déjà le 26 avril le général Jauneaud (qui était de visite à Paris) avait demandé au comité de guerre vingt cinq millions de Francs pour l'aménagement des terrains d'aviation dans les Balkans : dix pour la Grèce et quinze pour la Roumanie⁸⁸⁸. Weygand ne manqua pas non plus de faire connaître, une fois de plus, ses exigences. Le 27 avril, il demanda « *que l'on profite du moment où la Méditerranée est encore libre* » pour renforcer le TOMO d'éléments de DCA, de trois groupes d'aviation de chasse et de quatre groupes d'aviation de bombardement, ainsi que de six bateaux destinés à « *embarquer une avant-garde dotée d'aviation et d'engins motorisés* »⁸⁸⁹. Cinq jours plus tard, il représenta ces demandes à la hausse, demandant l'envoi à Beyrouth de la deuxième division d'infanterie coloniale qui lui avait été promise depuis le mois de septembre⁸⁹⁰.

Le problème majeur était que le général Gamelin ne s'éloignait pas de ce qui avait été sa position de toujours, à savoir qu'il était imprudent de renforcer matériellement le théâtre oriental aux dépens de la Métropole. Tout au plus pouvait-on envoyer en Grèce des unités en provenance du Levant, tandis qu'on comptait sur les forces britanniques d'Egypte pour fournir l'appoint nécessaire en DCA⁸⁹¹. L'idée, un moment caressée dans la correspondance entre Paris et Beyrouth, « *d'utiliser dans les îles des troupes sénégalaises ou nord-africaines* »⁸⁹² ne fit pas long chemin. Considérant que « *le principal effet de la présence de bataillons d'infanterie serait sans doute de remonter le moral des Grecs* », le chef du TOMO finit par juger « *préférable de ne pas envoyer des bataillons noirs dans les îles* »⁸⁹³.

Plus que jamais, la politique parisienne refusait de parer au contraste profond entre la fiction de ses plans stratégiques et la réalité des forces sur le terrain. Preuve s'il en fallait de cette attitude quasi-schizophrène, le jour même où le comité de guerre se prononça en faveur de l'occupation de Salonique et des îles grecques, il refusa de répondre favorablement aux demandes de Weygand, arguant, pour reprendre les termes

⁸⁸⁸ Procès-verbal de la réunion du comité de guerre, SHD-DAT, carton 2N26, 26/4/1940.

⁸⁸⁹ TOMO (Weygand) à GQG n° 1429-1432, SHD-DAT, carton 27N246/2, 29/4/1940.

⁸⁹⁰ TOMO (Weygand) à GQG, Journal de Marche de l'Etat-Major du CEC des Forces Françaises de l'Orient Méditerranéen, SHD-DAT, carton 27N246, 2/5/1940.

⁸⁹¹ « Note relative à l'étude d'opérations en Crète et à Milo en prévision d'hostilités avec l'Italie » n° DF 146 (document envoyé au CEMI), SHD-DAT, carton 27N6/1-3, 8/5/1940.

⁸⁹² TOMO (Weygand) à GQG n° 1475-6, SHD-DAT, carton 27N246/2, 7/5/1940.

⁸⁹³ TOMO (Weygand) à GQG n° 1495-1500, SHD-DAT, carton 27N246/2, 10/5/1940.

du général Gamelin, que « *c'est la bataille générale et c'est avant tout sur les fronts de France qu'il faut la gagner, car tout s'écroulerait si nous la perdions* »⁸⁹⁴. Ce n'était néanmoins pas pour autant que l'on allait arrêter les préparatifs politiques sur le terrain. Au début du mois de mai, Paris et Beyrouth planifiaient l'opération secrètement, au moyen d'un code remplaçant les noms des points stratégiques de la Grèce par des noms de pays d'Amérique du sud : Salonique par le Honduras, Salamine par le Chili, Navarin par la Colombie, Argostoli par la Bolivie, Milos par l'Argentine et la Crète par le Guatemala. Par Equateur il fallait entendre les Grecs et par Brésil les Turcs⁸⁹⁵.

En résumé, cette nouvelle affaire de Salonique était à nouveau prise dans les méandres des difficiles rapports franco-britanniques, et cela fut particulièrement clair, lorsque Weygand se rendit à Alexandrie le 10 mai 1940 pour en discuter avec les commandants en chef britanniques au Moyen Orient. Ceux-ci avaient reçu de la part de l'état-major londonien la consigne de discuter de l'occupation de la Crète mais sous plusieurs réserves à la fois politiques et pratiques. L'île devait être contrôlée « *pour en interdire l'utilisation à l'Italie plutôt que l'utiliser nous-mêmes* ». D'autre part, la Grande Bretagne n'enverrait aucun renfort au-delà de ses troupes déjà stationnées au Moyen Orient⁸⁹⁶. Cette ligne de conduite limita considérablement la marge de décision de la conférence : « *nous avons trouvé* » écrivit Weygand à ce sujet, « *très difficile de formuler aucun plan défini* »⁸⁹⁷. A défaut, les deux parties s'accordèrent sur un programme d'action que Weygand fit connaître à Paris et au CEMI en utilisant le nouveau langage codé : « (1) *demande à l'Equateur de faire occuper l'Argentine par un bataillon de sa division au Guatemala ; (2) fournir pour la défense du Guatemala et de l'Argentine de la DCA et si possible des canons de côte sous la forme de cession supposée de matériel ; (3) baser en permanence des sous-marins au Guatemala* »⁸⁹⁸.

⁸⁹⁴ Procès-verbal de la réunion du comité de guerre, SHD-DAT, carton 2N26, 6/5/1940.

⁸⁹⁵ Note du Grand Quartier Général « Appellations conventionnelles » n° 1028/3FT, reproduit dans Alain PETITJEAN, « La phase initiale de la seconde guerre mondiale », dans Rémy PORTE et Abdil BICER (dir), *Les relations militaires franco-grecques de la restauration à la seconde guerre mondiale*, Vincennes, Service Historique de la Défense, 2007, p. 181.

⁸⁹⁶ *Troopers à Mideast* n° 1515, TNA, WO201/2, 7/5/1940.

⁸⁹⁷ TOMO (Weygand) à GQG n° 1495-1500, SHD-DAT, carton 27N246/2, 10/5/1940.

⁸⁹⁸ « Note relative aux opérations dans le Moyen-Orient » n° DF 1165 (document envoyé au CEMI), SHD-DAT, carton 27N6/1-3, 15/5/1940.

Tous ces attermolements n'en exaspéraient pas moins le chef du TOMO: « *nous sommes* », écrivait-il, « *comme des filles distinguées contre des gangsters* »⁸⁹⁹. Cette situation était le résultat de l'incroyable enchevêtrement de conceptions stratégiques qui constituaient le tissu de la coopération interalliée. Au moment où les armées allemandes attaquaient sur l'ensemble du front ouest, et alors que l'Italie se préparait manifestement à porter un coup en Méditerranée, Français et Britanniques restaient pris dans un cercle vicieux qui les empêchait de coordonner une action conjointe ; et dans ce cercle vicieux, les Etats balkaniques, avaient, une fois de plus, toute leur part.

3.2. Suite et fin : le front d'Orient à l'heure du front d'Occident.

Le 10 mai 1940, la *Wehrmacht* attaqua simultanément les Pays Bas, la Belgique, le Luxembourg et la France. En moins d'une semaine, les Pays Bas et le Luxembourg étaient mis hors de combat, tandis que le front franco-belge était complètement enfoncé dans les Ardennes : la voie vers la Manche était ouverte aux armées allemandes. Cette évolution violente du conflit venait naturellement comme une énorme surprise : nul, à Paris comme à Londres, n'avait pu imaginer que ce serait le front ouest qui donnerait la décision au conflit. A la veille du 10 mai, on s'occupait toujours de l'évacuation de la Scandinavie et, surtout, des opérations à planifier en Grèce et dans les Balkans face à l'Italie.

La stratégie orientale perdait-elle pour autant sa raison d'être ? Bien sûr, constituer une base alliée à Salonique relevait dans ces conditions de la mission impossible. Bien sûr, le front occidental était désormais absolument prioritaire pour Paris et Londres. Cela fut d'ailleurs particulièrement visible lorsque, le 17 mai, le général Weygand quitta Beyrouth pour remplacer Gamelin à la tête des armées françaises. Cependant, à l'heure où le territoire français était menacé, et alors que l'Italie allait selon toute vraisemblance se lancer à son tour dans le conflit, l'alliance turque et les possibilités du territoire grec ne pouvaient-elle pas être utilisés pour harceler l'ennemi à l'est et l'obliger à relâcher sa pression sur l'ouest ? « *A Paris* », écrit ainsi Massigli dans ses mémoires, « *on attendait de mesures militaires de précaution, concertées entre les*

⁸⁹⁹ Yannis MOURELOS, « Le pacte tripartite anglo-franco-turc d'octobre 1939 et ses problèmes de mise en application » dans Jean-Claude Allain (dir), *Des étoiles et des croix: mélanges offerts à Guy Pedroncini*, Economica, Paris, 1995, p. 425.

gouvernements balkaniques, qu'elles inquiètent assez l'Italie pour l'empêcher de porter contre la France la totalité des forces »⁹⁰⁰. Du côté militaire, Gamelin continuait de soutenir l'idée d'un débarquement des troupes du Levant sur les îles grecques⁹⁰¹. Ainsi, face au désastre imminent, la logique de la diversion connaissait à Paris ses derniers soubresauts.

Cette vision de la situation n'était d'ailleurs pas forcément rejetée à Londres, où on comprenait que les hésitations stratégiques avaient coûté très cher et que le temps ne travaillait plus pour les alliés en Europe. Dans le contexte dramatique de l'attaque allemande à l'ouest, un changement était peut-être en train de s'opérer. Le 10 mai, Chamberlain fut remplacé à la tête du Cabinet par Winston Churchill qui n'avait cessé de défendre une politique plus audacieuse sur les fronts périphériques. Tenant très rapidement l'entrée en guerre de l'Italie comme un fait acquis, le nouveau Cabinet britannique devait placer parmi ses priorités l'élaboration d'un plan pour affronter Rome en Méditerranée orientale.

De ce fait, et de manière assez surprenante, l'attaque allemande à l'ouest ne devait pas arrêter les planifications et consultations en vue d'une action orientale. Sur la base des grandes orientations stratégiques tracées à la fin du mois d'avril, et avec le général Mittelhauser en tant que nouveau chef du TOMO, celles-ci se poursuivirent pratiquement jusqu'à la signature de l'armistice franco-allemand le 22 juin.

3.2.1. Les ultimes concertations orientales

De la défaite alliée en Scandinavie à l'offensive allemande sur le front ouest, les nouvelles en provenance d'occident n'étaient bien sûr pas de nature à rassurer les capitales balkaniques. Celles-ci, et avant tout Athènes et Ankara, se voyaient désormais prises dans un véritable étau dont il était très difficile de se dégager. D'une part, on n'ignorait pas les rumeurs d'une action italienne. Le gouvernement grec par exemple en était informé directement par l'attaché militaire de la Légation hellénique en Italie qui dès

⁹⁰⁰ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, p. 427 (note 1).

⁹⁰¹ Dans les premiers jours de la guerre à l'ouest, le Grand Quartier Général prévoyait d'envoyer en Grèce une partie des divisions d'infanterie stationnées au Levant : en Crète des éléments de la 86^{ème} division, à Milos des éléments de la 191^{ème} et de la 86^{ème} et à Salonique une avant-garde constituée par des éléments de la 86^{ème}. A cela s'ajoutaient des éléments de défense anti-aérienne. Note « Corps expéditionnaire du Levant », SHD-DAT, carton 27N82/3, 13/5/1940.

le 6 avril évoqua le scénario d'un possible renvoi de Ciano, suivi d'une entrée en guerre du gouvernement fasciste aux côtés de l'Allemagne⁹⁰². Ces nouvelles étaient naturellement prises très au sérieux, surtout après que la France fut attaquée. A Athènes, Papagos et une partie du corps diplomatique auraient fait pression sur Métaxas pour qu'il décrète la mobilisation générale alors que le pays était toujours officiellement neutre⁹⁰³.

La situation devenait cependant d'autant plus compliquée qu'il apparaissait vain de demander une quelconque assistance aux alliés dont on ne faisait que suivre les défaites successives. En ce sens, la campagne de France ne vint que confirmer les impressions de celle de Scandinavie, tandis que le problème des livraisons de matériel restait toujours présent. Entre l'agressivité de l'axe et l'incapacité des alliés, la situation semblait donc complètement bloquée, comme le résumait Métaxas dans l'inscription de son journal intime en date du 13 mai : « *notre position est difficile, les Français et les Britanniques nous ont laissés, ainsi que les Turcs et les autres sans ravitaillement, tandis que les Allemands ont armé les Bulgares. Les Allemands progressent sur le front occidental. L'Italie a une position menaçante. Les choses sont serrées* »⁹⁰⁴. Depuis Athènes, Maugras tentait de refléter cette situation qui naturellement coupait court la discussion sur Salonique : dans une lettre à Hoppenot, il écrivait que les Grecs « *ne sont pas très convaincus qu'en nous invitant à Salonique, ils ne se compromettraient pas sans profit, et que les Italiens ne nous devanceront pas* »⁹⁰⁵. L'impression n'était pas différente dans les autres pays de la région : Grégoire Gafenco constatait que « *la Roumanie était prise comme dans une souricière* »⁹⁰⁶. En ce qui concernait la Turquie, une dépêche du consul de France à Zonguldak Louis Lagarde indiquait un retournement clair des « *esprits indigènes* » qui « *commençaient, en somme, à se demander si leurs gouvernements ont fait le meilleur choix et surtout s'il était opportun de prendre parti* »⁹⁰⁷.

⁹⁰² AKAM Rome à GES, DHS, 14-734/ST-40, 13/4/1940.

⁹⁰³ Ioannis METAXAS, *To προσωπικό του ημερολόγιο (Son journal personnel)*, texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, p. 469, 15/5/1940.

⁹⁰⁴ Ioannis METAXAS, *To προσωπικό του ημερολόγιο (Son journal personnel)*, texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, p. 468, 13/5/1940.

⁹⁰⁵ Maugras à Hoppenot, MAE, dossier Hoppenot 18, 2/5/1940.

⁹⁰⁶ Grégoire GAFENCO, *Préliminaires de la guerre à l'Est. De l'accord de Moscou aux hostilités de Russie*, Paris, Egloff, 1944, p. 338.

⁹⁰⁷ Zonguldak à Ankara n° 58-59, MAE, dossier Massigli 22, 5/5/1940.

Cette situation rendait bien entendu extrêmement périlleuses les démarches diplomatiques et militaires pour préparer au moins la Grèce et la Turquie à une action coordonnée contre l'Italie. Déjà, au lendemain de l'attaque allemande sur le front occidental, Saraçoğlu refusa de rappeler l'ambassadeur turc à Berlin comme le lui avait demandé Massigli sur recommandation de Paul Reynaud⁹⁰⁸. Quelques jours plus tard, Massigli et son homologue britannique Knatchbull-Hugessen tentèrent une nouvelle démarche : invoquant la menace italienne, ils demandèrent à Saraçoğlu que soient relancés les contacts d'états-majors, tant entre la Turquie et les alliés qu'entre la Turquie et ses partenaires balkaniques⁹⁰⁹.

Du côté balkanique cependant, de tels contacts -même sans la participation alliée- suscitaient la crainte plutôt que l'espoir. La réunion des chefs d'état-major décidée lors de la conférence de Belgrade n'avait jamais été organisée, du fait des réticences yougoslaves. Cette fois-ci, les Grecs également refusaient cette idée. Métaxas considérait imprudent même l'envoi d'un officier grec à Ankara : « *nous ne devons pas nous exposer* », écrivit-il dans son journal le 18 mai⁹¹⁰. Le gouvernement yougoslave demeurait également très prudent, en se limitant à des sondages. Le 16 mai, sans exposer sa propre politique, il demanda au gouvernement grec ce qu'il ferait dans le cas d'une attaque italienne contre la Yougoslavie. Métaxas se borna à donner aussi peu d'informations que possible. Il répondit que la Grèce était prête à soutenir la Yougoslavie si cette dernière s'engageait à en faire autant et après des contacts d'états-majors, ajoutant (faussement) qu'il n'avait connaissance d'aucun projet allié d'intervenir militairement dans la région⁹¹¹. Le dictateur grec coupait ainsi court à toute discussion qui lui paraissait compromettante pour son pays. Il l'avoua d'ailleurs à son ambassadeur à Ankara Raphaël Raphaël dans un télégramme qu'il lui envoya le 17 mai : « *afin que notre réponse ne donne pas lieu à des discussions d'ordre plus large, nous avons délibérément omis de présenter les conditions en vertu desquelles toute décision est soumise à l'Angleterre et la France qui ont spontanément garanti l'intégrité et l'indépendance de la Grèce* ». Si les

⁹⁰⁸ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, p. 416.

⁹⁰⁹ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, p. 418.

⁹¹⁰ Comble de suspicion, Métaxas compléta cette phrase par la formule, « *là-bas se trouvent également des hommes de Plastiras* ». Ioannis METAXAS, *Το προσωπικό του ημερολόγιο* (Son journal personnel), texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, p. 469, 18/5/1940.

⁹¹¹ YPEX à Ankara n° 13648, AYE, 1940/9, 16/5/1940.

Français et Britanniques étaient prêts à soutenir l'armée grecque dans tous les cas de figure par l'envoi de forces armées, Métaxas se disait prêt à réengager la discussion. Ce n'était qu'une autre façon de rejeter la collaboration car le soutien que désirait Métaxas était très loin d'être acquis, comme il le reconnaissait lui-même en conclusion de son message: *« je dois ajouter qu'en dépit de nos demandes insistantes et plusieurs fois répétées aux premiers ministres et aux états-majors français et britanniques, leurs gouvernements, par manque de perception de la réalité, ne nous ont même pas fourni le matériel militaire indispensable »*⁹¹².

La diplomatie grecque hermétiquement fermée, la Yougoslavie refusant de s'engager avant les autres, à la fin du mois de mai il ne restait que la Turquie pour poursuivre les contacts militaires. Dans un climat général marqué par la débâcle des armées alliées à l'ouest, on organisa ainsi deux ultimes conférences tripartites pour tenter de s'entendre sur un plan coordonné en cas d'extension du conflit en Méditerranée orientale. Une première réunion fut tenue à Beyrouth les 20 et 21 mai dans des conditions difficiles. Sur le front ouest, les armées allemandes avaient définitivement ouvert une brèche dans le dispositif allié et étaient sur le point d'atteindre la Manche. A l'est, le TOMO était pratiquement sans chef, Weygand ayant rejoint Paris et son successeur n'ayant pas encore été nommé. Dans ces conditions, c'était au chef du Groupement des Forces Mobiles du Levant, le général Massiet, qu'il revenait de répéter les demandes françaises : une action préliminaire au Dodécanèse et sur les îles grecques afin de prendre le contrôle de la mer Egée, puis, à moyen terme, l'envoi de troupes à... Salonique. Face à ces plans ambitieux, le général Wavell et l'amiral Cunningham tentèrent de se montrer conciliants. Bien sûr, ils ne s'intéressaient pas à Salonique. Toutefois, tout en gardant leurs réserves quant à la faisabilité d'une telle opération à court terme, ils n'étaient pas fondamentalement opposés à l'attaque du Dodécanèse, ou du moins à son blocus, au moment où l'entrée en guerre de l'Italie n'était plus qu'une question de temps. A défaut de mener immédiatement l'opération, on pouvait du moins la planifier. Le 21 mai, le Quartier Général des troupes britanniques en Egypte désignait du nom de code *Sparrow* l'opération éventuelle consistant à faire débarquer un bataillon britannique en Crète⁹¹³

⁹¹² YPEX à Ankara n° 14018, AYE, 1940/9, 17/5/1940.

⁹¹³ Grand Head Quarters Middle East à Commander in Chief Mediterranean, TNA, WO201/2, 22/5/1940.

Cependant, comme le fait remarquer Yannis Mourélos, c'était des Turcs, et du général Çakmak qui les conduisait, que vinrent la plus grande réticence et la plus grande surprise : après avoir, pendant plusieurs mois, insisté pour que le Dodécanèse fût prioritaire dans les plans de guerre alliée, ils semblaient désormais réticents à s'engager directement dans la planification, laissant ce soin à leurs partenaires. Après deux jours de débats, les trois délégations se mirent d'accord pour reconnaître *a priori* la nécessité d'une action contre le Dodécanèse, mais remirent la planification logistique pour une nouvelle conférence devant avoir lieu, une semaine plus tard, à Haïffa⁹¹⁴. La conférence de Beyrouth allait avoir une suite : compte tenu des circonstances, il s'agissait donc d'un demi-succès qui masquait cependant mal le durcissement de la position turque.

Ressenti à Beyrouth, celui-ci devint flagrant à Haïffa, lors d'une conférence qui débuta le 27 mai dans un contexte catastrophique pour les alliés. Ceux-ci invitaient les Turcs à s'associer à leurs plans de guerre au moment même où sur le front ouest la *Wehrmacht* avait atteint la Manche et acculé à Dunkerque une grande partie des leurs armées, tandis que le gouvernement belge décidait de capituler. En ce qui concernait le TOMO, il avait certes retrouvé un chef en la personne du général Mittelhauser qui venait le jour même de prendre ses fonctions. Ayant dirigé la mission militaire française en Tchécoslovaquie, celui-ci avait une certaine expérience de la coopération avec les armées étrangères mais manquait cruellement du prestige personnel dont avait incontestablement bénéficié Weygand auprès de ses interlocuteurs turcs⁹¹⁵.

La composition de la délégation turque n'était d'ailleurs pas anodine. Elle était dirigée par le général Gündüz qui, proche du président İnönü, était apparu toujours beaucoup plus prudent face à la collaboration militaire avec la France. Elle comportait également Cevat Açıkalın, adjoint du secrétaire général des Affaires étrangères Numan Menemencioğlu qui représentait une tendance beaucoup moins pro-alliée que Saraçoğlu. Devait-on tirer de cette délégation -très différente de celle de Beyrouth- que les rapports de force internes à Ankara ne favorisaient pas les alliés ? Toujours était-il que les Turcs

⁹¹⁴ Procès-verbal de la conférence de Beyrouth n° 778/3S, dans Journal de Marche de l'Etat-Major du CEC des Forces Françaises de l'Orient Méditerranéen, SHD-DAT, carton 27N246, 23/5/1940. Yannis MOURELOS, « Le pacte tripartite anglo-franco-turc d'octobre 1939 et ses problèmes de mise en application » dans Jean-Claude Allain (dir), *Des étoiles et des croix: mélanges offerts à Guy Pedroncini*, Economica, Paris, 1995, pp. 426-429.

⁹¹⁵ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, p. 423.

ne refusaient pas de discuter des plans d'attaque sur le Dodécanèse. Bien au contraire, ils passèrent près de cinq jours à poser des conditions exorbitantes pour qu'ils acquiescent à l'opération. Français et Britanniques avaient réussi à dessiner les grandes lignes d'un plan graduel prévoyant dans l'ordre le blocus du Dodécanèse, la neutralisation de son aviation, et des débarquements limités dans des petites îles telles que Symi ou Kos, avant une ultime attaque sur Rhodes. Rejetant en bloc l'attaque graduée, le général Gündüz demanda d'emblée une « *attaque immédiate de Rhodes sans aucune préparation pouvant nuire à l'effet de surprise* », dans laquelle les alliés prendraient en charge « *l'écrasement de l'île* » en fournissant près de quatre cents avions. L'armée turque pourrait alors se charger du débarquement à Rhodes, à condition de recevoir des alliés soixante quinze chalands et dix remorqueurs. Face à un plan aussi irrationnel, les alliés étaient au départ convaincus, pour reprendre les termes du délégué britannique, le général Smith, que « *les difficultés apparaîtront et que les Turcs, se convaincant eux-mêmes du délai nécessaire de l'attaque de Rhodes, seront normalement conduits à accepter d'examiner les opérations préliminaires* ». En vain : sans céder d'un pouce sur la question du Dodécanèse, la délégation turque souleva lors des derniers jours la question d'un soutien allié aux troupes d'Anatolie dans le cas d'une attaque soviétique. Ainsi, le 4 juin, après d'inlassables débats, la conférence se sépara en ayant uniquement décidé de poursuivre les études⁹¹⁶.

Cette attitude n'était bien sûr pas indépendante de l'évolution sur le front ouest. Le général Gündüz reconnut ouvertement à ses interlocuteurs qu'il faisait monter les enchères sous l'influence des « *événements malheureux d'occident* »⁹¹⁷. Espérait-on pour autant vraiment forcer la main aux alliés pour qu'ils engagent de telles forces en leur faveur ? C'était douteux car, nous venons de le voir, l'état-major turc avait parfaitement conscience du désastre militaire qui se dessinait à l'ouest. C'était dès lors toute la stratégie qui changeait, se rapprochant de celle qu'avaient choisie depuis avril les autres Etats balkaniques. Le discours turc n'était pas sans rappeler les « *extravagances* » de

⁹¹⁶ « Compte-rendu sommaire de la conférence d'états-majors d'Haïffa », SHD-DM, carton TTA84, 7/6/1940.

⁹¹⁷ Yannis MOURELOS, « Le pacte tripartite anglo-franco-turc d'octobre 1939 et ses problèmes de mise en application » dans Jean-Claude Allain (dir), *Des étoiles et des croix : mélanges offerts à Guy Pedroncini*, Economica, Paris, 1995, p. 430.

l'état-major yougoslave qui avaient rendu furieux le général Merson. La ligne dure d'Ankara n'aurait ainsi été qu'une voie de sortie d'une alliance perçue comme un fardeau. Cela augurait bien mal du sort du traité d'Ankara dont l'entrée en guerre imminente de l'Italie devait, en théorie, provoquer l'application.

3.2.2. La fin des alliances orientales

Le 28 mai 1940, le Comte Ciano annonça informellement à l'ambassadeur britannique à Rome que l'entrée en guerre de l'Italie n'était plus qu'une question de temps, le Duce ayant « *pris sa décision* »⁹¹⁸. On pouvait naturellement imaginer que Mussolini n'hésiterait plus à se lancer dans le conflit compte tenu des circonstances : à l'ouest, l'armée allemande contrôlait totalement les Pays Bas, la Belgique, le Luxembourg ainsi que le territoire français au nord de la Somme, et se préparait à reprendre son offensive vers le sud. A l'est, la conférence de Haïffa se concluait sur la confusion la plus totale et aucun des Etats balkaniques ne semblait enclin à bouger pour aider les alliés.

La Roumanie venait d'ailleurs d'infliger à Paris et Londres un coup très rude. Le 29 mai, le roi Carol convoqua un conseil politique pour faire le point sur la situation du pays à la lumière des derniers événements. Rapportés par Gafenco dans ses mémoires, les propos des principaux responsables politiques étaient sans appel : « *l'Allemagne était désormais maîtresse du continent (...). L'URSS ne cachait pas son intention de reprendre la Bessarabie et de descendre vers le Danube (...). Il ne fallait plus compter sur l'Occident : la France était tombée, l'Angleterre, chassée du continent, s'apprêtait à subir un assaut suprême. Le lien entre les peuples des Balkans s'était dissous : chacun pensait à soi et détournait son regard des malheurs du voisin (...). La Roumanie devait tenir compte des réalités. Elle était un pays continental et ne pouvait se soustraire à la loi qui pesait sur le continent* »⁹¹⁹. Bucarest voyait véritablement s'effondrer toutes les options de la politique à plusieurs dimensions qu'elle avait tenté de suivre. Constatant l'échec d'une politique étrangère en grande partie personnelle, Gafenco démissionna du ministère des Affaires étrangères, et le pays se tourna donc vers ce qu'il lui semblait la

⁹¹⁸ Note du MAE sur l'Italie, MAE, dossier Reynaud 5, 3/6/1940.

⁹¹⁹ Grégoire GAFENCO, *Préliminaires de la guerre à l'Est. De l'accord de Moscou aux hostilités de Russie*, Paris, Egloff, 1944, p. 338-340.

seule issue : l'alliance avec l'Allemagne. Adrien Thierry devait d'ailleurs constater clairement ce revirement dès sa première rencontre avec le nouveau ministre des Affaires étrangères Ion Gigurtu. A lire les mots de l'ambassadeur, la Roumanie était désormais « *vraiment empreinte d'une résignation excessive à l'égard de l'Allemagne* »⁹²⁰.

Pour résumer, Français et Britanniques se retrouvaient dans une situation qu'ils n'avaient absolument pas prévue : le front ouest avait succombé aux coups allemands et l'Italie paraissait en mesure de donner le coup de grâce en Méditerranée orientale, face à une Entente Balkanique en complète dislocation. « *La révision de nos plans s'imposait d'urgence* » écrivit Massigli dans ses mémoires⁹²¹. En effet, dans ces conditions stratégiques, il restait aux alliés deux terrains sur lesquels ils pouvaient encore agir à l'est. D'une part, l'occupation des îles grecques pouvait s'avérer nécessaire pour interdire à l'Italie le contrôle de la mer Egée et de la Méditerranée orientale, et par là-même pour défendre le Moyen Orient, le canal de Suez et l'Égypte. D'autre part, la Turquie était toujours formellement liée à eux par le traité d'Ankara qui devait, normalement, contraindre Ankara à les rejoindre au combat en cas d'entrée en guerre de l'Italie. Ces deux terrains étaient naturellement liés entre eux, une entrée en guerre de la Turquie étant à même de faciliter les opérations alliées en mer Egée, voire, pour certains esprits très optimistes, de ressouder les nations balkaniques autour de Paris et Londres⁹²².

La question des opérations orientales arriva donc à l'ordre du jour du Conseil Suprême Interallié qui se tint à Paris le 31 mai 1940, en pleine évacuation de Dunkerque, pour évaluer les possibilités d'arrêter l'offensive allemande à l'ouest et de résister à une attaque italienne en Méditerranée. Sur ce dernier sujet, si le principe d'une occupation de la Crète et des îles environnantes était accepté par les deux parties, les modalités d'exécution furent à la source d'un dilemme que résuma le propos de Paul Reynaud à ce sujet : « *les îles ne sont pas à nous, mais à la Grèce. Faut-il signifier au dernier moment à cette puissance que l'intérêt commun exige que nous les occupions ? Ou convient-il de*

⁹²⁰ Bucarest à Diplomatie n° 1205, MAE, dossier Reynaud 4, 6/6/1940.

⁹²¹ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, p. 427.

⁹²² Yannis MOURELOS, « Le pacte tripartite anglo-franco-turc d'octobre 1939 et ses problèmes de mise en application » dans Jean-Claude Allain (dir), *Des étoiles et des croix: mélanges offerts à Guy Pedroncini*, Economica, Paris, 1995, p. 431.

ne déclencher l'opération que dans le cas où elle serait attaquée par l'Italie ?»⁹²³. En fait, il n'y avait que Weygand, qui, depuis son nouveau poste de commandant en chef de l'ensemble des armées françaises mais toujours fidèle à son idée de « *les sauver malgré eux* », défendait la première solution, celle d'une occupation préventive du territoire grec ; en attendant que les Italiens prennent l'initiative et que les Grecs appellent à l'aide, on risquait, pensait-il, d'arriver trop tard. Pour le reste, la quasi-totalité des participants à la réunion savaient, même sans l'avouer ouvertement, que les moyens politiques et militaires pour un tel coup de force en Grèce manquaient cruellement.

Politiquement, on avait essayé, des côtés tant français que britannique, de faire pression sur Athènes. Le 26 mai par exemple, l'attaché militaire de Grèce à Rome, le colonel Balodimos, avait entendu son homologue britannique prévoir une attaque italienne sur la Grèce, puis lui demander de faire connaître à Athènes « *qu'il serait bon que ce soit nous qui prenions l'avance sur les Italiens* ». Balodimos fut étonné de ce ton tout à fait nouveau de son interlocuteur britannique : « *c'est la première fois* », écrivit-il dans son rapport, « *que de telles injonctions ont lieu, tant par les Anglais que par les Français* ». L'attaché militaire évita bien sûr de prendre position, en répondant que son rôle « *était de transmettre des informations militaires, et non des recommandations* »⁹²⁴. Au-delà cependant de la réponse de Balodimos, les injonctions britanniques n'avaient que peu de chances d'influencer la position d'une Grèce de plus en plus repliée sur sa neutralité. Informé en même temps de l'imminence d'une entrée en guerre de l'Italie et des plans d'occupation des îles par les alliés, Métaxas donna dans son journal intime le ton de son état d'esprit vis-à-vis des événements : le 30 mai, il nota : « *avant la Belgique et la Hollande se préparait le front de Salonique. La campagne de Flandre, le rappel de Weygand etc. ont annulé les projets. Dieu nous a sauvés* ». Le lendemain, le dictateur constata : « *de presque partout viennent des informations que l'Italie entrera en guerre, et même mardi prochain (...). S'il y a quelque chose qui puisse nous sauver, c'est l'antagonisme pour l'Orient entre les trois dictatures amies, et Dieu. (...) Les Anglais et les Français nous ont laissés sans armes et presque sans défense* ». Il n'était donc pas étonnant que, plus que jamais pris en tenaille entre l'axe et les alliés, Métaxas donna le

⁹²³ Paul de VILLELUME, *Journal d'une défaite. Août 1939-Juin 1940*, Paris, Fayard, 1976, pp. 368-369.

⁹²⁴ AKAM Rome à GES (Bulletin d'information), DHS, 14-734/ST-74, 26/5/1940

premier juin pour instructions aux trois états-majors du pays « *d'interdire à quiconque* » l'accès à Corfou, Patras, Pylos dans le Péloponnèse, Souda en Crète ainsi que Milos⁹²⁵ : cinq bases, dont deux faisaient partie des plans d'occupation alliés.

Le seul point quelque peu encourageant était l'assurance qu'avait donnée à la fin mai Papagos à la Légation de France à Athènes : l'état-major grec ferait appel à l'assistance alliée dès le début d'une attaque italienne, et, en attendant, on pouvait envisager que du matériel militaire fût fictivement vendu à la Grèce, entreposé sur son territoire et remis aux alliés dès leur arrivée⁹²⁶. Au-delà cependant on n'était pas sans connaître l'absolue réticence grecque d'une occupation préventive des îles, tandis que les moyens pour passer outre manquaient cruellement.

On s'orienta donc inévitablement vers la deuxième solution qui était, en appliquant les garanties du printemps 1939, de procéder aux opérations après une attaque italienne sur la Grèce, sans toutefois attendre qu'Athènes eût officiellement appelé les alliés à son secours. Présenté le 30 mai 1940, après accord des deux états-majors alliés, au Cabinet britannique, ce projet -le dernier plan d'action orientale- se présentait ainsi : « *les bateaux partiraient sur l'ordre des commandants locaux, sans autre rapport à leurs gouvernements de tutelle (...). Le plan ne serait pas mis en œuvre, sauf si les Italiens tentaient d'attaquer le territoire grec. Les Grecs ne seraient pas mis au courant de notre intention d'occuper la Crète avant que l'ordre d'envoyer l'expédition ne fût donné. Tenir la Crète indéfiniment pourrait être difficile, les forces envoyées étant exposées à de lourdes attaques aériennes depuis le Dodécanèse ; cependant, en dispersant les troupes afin de les protéger contre une telle attaque, il serait probablement possible d'interdire aux Italiens l'utilisation de l'aérodrome. En dernier recours, l'aérodrome pourrait être miné avec des mines à action différée avant l'évacuation des forces* »⁹²⁷.

Dans les jours qui suivirent cette planification, la dégradation de la situation sur le front occidental détourna à nouveau l'attention. Le 5 juin, la *Wehrmacht* reprit son offensive vers Paris sans que l'armée française puisse l'arrêter tandis qu'au sein du

⁹²⁵ Ioannis METAXAS, *To προσωπικό του ημερολόγιου* (Son journal personnel), texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, p. 471.

⁹²⁶ Amiraute à Diplomatie n° 4212-4213, MAE, dossier Fouques-Duparc 36, 19/5/1940. V. aussi Beyrouth à Mideast n° JM 545, TNA, WO201/2, 22/5/1940.

⁹²⁷ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM148(40), TNA, CAB 65/7, 30/5/1940.

gouvernement français se multipliaient les voix demandant d'arrêter la lutte. Cependant, l'entrée en guerre de l'Italie, on le savait, n'allait plus tarder. Elle arriva le 10 juin 1940, relançant, même dans la situation désespérée des alliés, les spéculations sur l'ouverture d'un théâtre oriental auquel se joindrait enfin la Turquie.

Il faut dire ici que la marche à suivre vis-à-vis d'Ankara lors de l'entrée en guerre de l'Italie avait été pratiquement réglée par les diplomaties alliées dès la mi-mai. Massigli et Knatchbull-Hugessen avaient reçu pour instruction, de demander dans ce cas immédiatement au gouvernement turc « *l'application intégrale, sur le plan politique, des accords tripartites du 19 octobre 1939 (...). Cette stipulation entraîne pour le gouvernement turc* », poursuivaient les instructions, « *l'obligation de proclamer ouvertement que ses forces militaires et navales collaborent avec celles des alliés et de reconnaître par là même l'existence de l'état de guerre entre la Turquie et l'Italie* »⁹²⁸. Le Foreign Office suivait le pas sans réserves, clarifiant même le 26 mai, dans un télégramme à son ambassadeur à Ankara avec copie à Paris, qu'« *il serait extrêmement désirable que le gouvernement turc déclarât la guerre à l'Italie et occupât le Dodécanèse ainsi qu'il l'a envisagé* »⁹²⁹. Quant à la Grèce, il suffisait d'attendre l'attaque italienne sur son territoire et l'appel à l'aide de son chef d'état-major pour appliquer les termes des garanties et prendre position sur ses îles.

Cette vision était-elle réaliste ? Depuis Ankara, Massigli avait eu la lucidité de prévenir que, dans la situation désastreuse où se trouvaient les alliés, et au lendemain de l'échec de la conférence d'Haïffa, ces instructions n'avaient que peu de sens. « *L'hypothèse d'une attaque contre la Grèce* », écrivit-il au Quai d'Orsay le 28 mai, « *n'a pas été étudiée à Beyrouth ou l'état-major hellénique n'était pas représenté (...). L'opération du Dodécanèse est subordonnée à l'exécution préalable d'opérations devant nous assurer la supériorité navale en Méditerranée orientale. Dans ces conditions, et compte tenu de la faiblesse de l'armement anti-aérien de la Turquie ainsi que de l'insuffisance du concours que les alliés ont pu jusqu'à présent lui donner dans ce domaine, convient-il de pousser les Turcs à une déclaration de guerre immédiate qui les exposerait à des attaques aériennes contre lesquelles ils se défendraient mal (...) ou ne*

⁹²⁸ Diplomatie à Ankara n° 1086 et à Londres n° 2048, MAE, dossier Allemagne 736, 25/5/1940.

⁹²⁹ Londres à Diplomatie n° 2138-2142, MAE, dossier Allemagne 736, 26/5/1940.

*vaudrait-il pas mieux leur demander provisoirement de se limiter à la rupture des relations diplomatiques et à la mobilisation générale ? Le reste suivrait en son temps »*⁹³⁰.

Massigli avait-il des chances d'être entendu ou même d'être véritablement lu dans un ministère où l'on brûlait à la va-vite les dossiers opérationnels pour éviter de les voir tomber aux mains des Allemands ? Quoi qu'il en fût, ce furent incontestablement les mouvements tactiques de Mussolini qui vinrent jouer le véritable mauvais coup aux derniers plans orientaux des alliés. En jetant son pays dans les hostilités, le dictateur italien clarifia dans sa déclaration solennelle que « *l'Italie n'entend pas entraîner dans le conflit les autres peuples, ses voisins de terre ou de mer* » et poursuivit de manière encore plus explicite : « *que la Suisse, la Yougoslavie, la Grèce, la Turquie, l'Égypte, prennent acte de mes paroles. Il dépend d'elles, et seulement d'elles que ces paroles soient, ou non, rigoureusement confirmées* »⁹³¹. Cette déclaration coupait court aux spéculations qui depuis près d'un an, voulaient que l'Italie s'en prenne d'abord à ses voisins orientaux. Tout en provoquant un certain soulagement en Grèce, elle ôtait à la France et à la Grande Bretagne leur principale raison d'intervenir dans la région, qui était de la défendre face à l'agressivité romaine. Qui plus était, les termes de Mussolini constituaient de fait un appel à Athènes, Belgrade et Ankara de conserver leur neutralité si elles voulaient avoir une chance d'échapper au conflit. En un discours, Mussolini avait invalidé les derniers espoirs de diversion orientale, et cela fut immédiatement visible, tant à Athènes qu'à Ankara.

A Athènes, l'affaire fut vite réglée. Le journal de Métaxas nous apprend que le 10 juin au matin, alors que l'on attendait d'un moment à l'autre le discours du *Duce*, les ministres français et britannique demandèrent d'urgence une audience au premier ministre grec. Métaxas s'attendait à ce que, invoquant une attaque imminente de l'armée italienne sur la Grèce, les deux ministres lui demandent une mobilisation immédiate de l'armée hellénique, premier pas probablement vers les opérations d'occupation des îles. Mais alors, poursuit Métaxas dans son journal, « *à sept heures Mussolini déclare la guerre et donne des assurances à la Suisse, la Yougoslavie, la Grèce, la Turquie et*

⁹³⁰ Ankara à Diplomatie n° 1178-1180, MAE, dossier Allemagne 736, 28/5/1940.

⁹³¹ Discours de Mussolini aux Italiens, dans <http://www.lesbonsdocs.com/docs/ladefaitedequarante.htm>, page consultée le 17 mai 2009.

l’Egypte. A sept heures et demie (arrivent) le Français et l’Anglais, mais la situation a changé et leur requête reste sans résultat et sans signification. La situation a assurément changé. Dieu nous a aidés»⁹³². Au terme d’une journée que le dictateur qualifia d’«*enfer*», Athènes échappait donc une fois de plus à la guerre, et son chef remerciait Dieu d’avoir protégé le pays à la fois des agresseurs Italiens et des protecteurs Franco-Britanniques.

Dans le même temps à Ankara, René Massigli et son homologue britannique Hugue Knatchbull-Hugessen se rendirent d’urgence au ministère turc des Affaires étrangères. Reçus par le secrétaire général Numan Menemencioğlu, ils demandèrent qu’en vertu du traité d’Ankara, la Turquie rompe les relations diplomatiques avec le gouvernement italien et lui déclare la guerre à brève échéance. Leur interlocuteur prit simplement note de la demande et réserva pour les jours à suivre la réponse de son gouvernement.

En vertu de ses conceptions sur la situation des alliés, Massigli avait présenté la requête probablement sans grande conviction. Knatchbull-Hugessen ne se montrait pas non plus très optimiste sur les chances de succès de la démarche. Tout au plus, écrivit-il au *Foreign Office*, pouvait-on espérer une rupture des relations diplomatiques turco-italiennes, mais certainement pas une déclaration de guerre⁹³³. Une longue attente s’engagea, au cours de laquelle le gouvernement français abandonnait Paris déclarée ville ouverte, ce qui augurait assez mal des chances de redressement de l’alliance tripartite. Le 13 juin enfin, après quarante huit heures pendant lesquelles la presse turque avait gardé un silence quasi-absolu sur l’entrée en guerre de l’Italie, les deux ambassadeurs furent convoqués par Saraçoğlu qui leur annonça la décision du conseil des ministres. « *Sur un ton très grave, lisant lentement un texte préparé à l’avance* », raconte Massigli, « *il nous déclara que son gouvernement, ayant acquis la conviction que dans les circonstances actuelles, l’application pure et simple de l’article 2 du traité d’alliance serait susceptible d’entraîner la Turquie dans un conflit armé avec l’URSS, avait décidé de se reporter aux*

⁹³² Ioannis METAXAS, *Το προσωπικό του ημερολόγιο (Son journal personnel)*, texte annoté par Phaidon Gravas, Athènes, Govostis, 2005, p. 474.

⁹³³ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM164(40), TNA, CAB 65/7, 13/6/1940.

dispositions du protocole n° 2 faisant partie intégrante du dit traité »⁹³⁴. La Turquie n'allait donc pas rejoindre les alliés.

Il n'y avait pas vraiment lieu de s'interroger sur les raisons d'une décision dont tout le monde se doutait plus ou moins. L'invocation de la menace soviétique n'était pas en soi complètement infondée. Certes, depuis que les spéculations sur une attaque au Caucase avaient pratiquement pris fin, et au moment où la guerre s'était déplacée en occident, on n'entendait plus beaucoup parler de l'Union Soviétique. Cela ne voulait pas pour autant dire que le Kremlin avait abandonné ses ambitions en Europe orientale et son partenariat avec l'Axe. Au Cabinet britannique, on était informé qu'une « *activité considérable avait lieu entre la Russie et l'Italie, qui pourraient être en train d'envisager un plan d'action commune contre la Turquie pour ouvrir les Dardanelles* »⁹³⁵. Dans un télégramme au Quai d'Orsay, Massigli rapportait quant à lui la crainte d'Ankara « *qu'escomptant une victoire germano-italienne, l'URSS va chercher à pratiquer en mer Noire la politique des points d'appui qu'elle a si habilement mise en pratique dans la Baltique* »⁹³⁶. Sondant Molotov sur la position du Kremlin sur une éventuelle entrée en guerre de son pays, l'ambassadeur de Turquie à Moscou aurait reçu pour réponse un énigmatique « *faites comme il vous plaira* », ce qui, selon Selim Deringil, fut immédiatement interprété à Ankara comme une façon élégante pour signifier que la Turquie pouvait choisir par qui elle serait détruite⁹³⁷.

Cependant, contrairement à ce qu'avait déclaré Saraçoğlu aux ambassadeurs, la menace soviétique n'était pas à elle seule la raison qui avait motivée la décision turque. Bien au contraire, sous d'autres conditions, la conviction de l'existence d'un plan généralisé et imminent entre l'Allemagne, l'Italie et l'Union Soviétique pour le contrôle des Balkans aurait pu pousser Ankara à abandonner toute prétention aux équilibres régionaux et à rejoindre le camp allié. Cela équivalait toutefois à rejoindre un camp qui avait vogué d'échec en échec, non seulement depuis le mois de mai, mais également tout au long de la drôle de guerre. Cela équivalait également à se jeter dans le conflit le jour

⁹³⁴ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, p. 434.

⁹³⁵ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM164(40), TNA, CAB 65/7, 13/6/1940.

⁹³⁶ Ankara à Diplomatie n° 1321-1333, MAE, dossier Fouques-Duparc 74, 13/6/1940.

⁹³⁷ Selim DERINGIL, « The preservation of Turkey's neutrality during the second World War », dans *Middle Eastern Studies*, vol. XVIII, n°1, 1992, p. 39.

même de l'évacuation de Paris par le gouvernement français. Tout cela apparut à l'état-major turc et au président İnönü comme un véritable suicide. « *On est sincèrement et justement effrayé* », écrivait Massigli, « *par la persistance d'opérations en mer Noire sans le concours des flottes alliées (...). C'est peut-être -hélas !- l'élément essentiel, la successions de nos revers fait craindre que notre redressement militaire soit compromis* »⁹³⁸. Après Bucarest, Belgrade et Athènes, c'était au tour d'Ankara d'abandonner la fragile alliance orientale.

Dès lors, l'épilogue n'était pas long à écrire, d'autant plus que, le 16 juin 1940, un nouveau gouvernement français dirigé par la maréchal Pétain demandait à l'Allemagne l'armistice et annonçait son intention de cesser le combat. Tout au plus allait-on avoir le temps, en tout et pour tout, d'envoyer les 16 et 17 juin à Chypre un détachement des troupes du Levant, afin d'aider les Britanniques à défendre l'île face aux Italiens⁹³⁹. Créé pour diriger un véritable corps expéditionnaire dans les Balkans, le TOMO était condamné à disparaître dans la défaite.

Certes, la signature de l'armistice franco-allemand le 22 juin provoqua quelques hésitations et spéculations. L'armistice ne pouvait pas entrer en vigueur avant la signature d'un armistice avec l'Italie. Or, certains le craignaient ouvertement et d'autres le souhaitaient secrètement, Rome allait probablement poser des conditions exorbitantes en Méditerranée pour cesser les combats. Dans ce cas, le général Mittelhauser parut à un moment décidé à résister à l'Italie en constituant un « *front d'Empire* » reliant le TOMO aux troupes françaises d'Afrique du Nord dirigées par le général Noguès, et, le 24 juin, il aurait déclaré à ses troupes son intention de poursuivre la lutte, quitte à rompre avec la Métropole.

L'espoir fut cependant rapidement dissipé. Le 25 juin, le gouvernement italien présentait des conditions beaucoup plus modérées que prévu, ne soulevant aucune prétention ni sur l'Afrique du Nord, ni sur le Levant dont la majeure partie des troupes échappait au désarmement. Le 27 juin, le général Noguès décida d'observer les termes de l'armistice, suivi le lendemain par Mittelhauser, en dépit d'une ultime tentative du

⁹³⁸ Ankara à Diplomatie n° 1321-1333, MAE, dossier Fouques-Duparc 74, 13/6/1940.

⁹³⁹ Journal de Marche de l'Etat-Major du CEC des Forces Françaises de l'Orient Méditerranéen, SHD-DAT, carton 27N246, 16-17/6/1940.

général Wavell pour le faire changer d'avis. Le chef du TOMO ne se faisait pas d'illusions et annonça sa décision à Massigli en ces termes: « *la résurrection militaire souhaitée par ce moyen devient illusoire. Je me suis soumis au gouvernement de Bordeaux* »⁹⁴⁰. Le 28 juin, le Théâtre d'Opérations de Méditerranée Orientale était dissous. Seuls à poursuivre la lutte furent le colonel de Larminat, chef d'état-major du général Mittelhauser, qui déserta, les onze officiers et trois cents hommes qui refusèrent de quitter Chypre où ils avaient été envoyés dix jours plus tôt, ainsi que quelques autres éléments qui s'enfuirent en Palestine. Le général Mittelhauser regagna la France le 15 juillet⁹⁴¹. Il fut suivi par René Massigli qui, la veille, avait été limogé de ses fonctions à Ankara⁹⁴².

L'échec des derniers projets orientaux répond à un double mouvement, en apparence contradictoire : d'une part, Français et, dans une certaine mesure, Britanniques, montrèrent une détermination accrue pour mener « *une action brusquée, forçant l'indécision des Balkaniques et prenant même contre leur gré des initiatives attentatoires à leur souveraineté* »⁹⁴³. D'autre part cependant, cette détermination était mise en œuvre sur le fond d'une succession d'échecs opérationnels qui permirent à l'axe d'avorter le minage des eaux norvégiennes et l'obstruction du Danube, avant de s'emparer successivement du Danemark, de la Norvège, des Pays Bas, de la Belgique, du Luxembourg et de la France elle-même.

Ce contraste saisissant entre intentions et résultats, entre fictions et réalités donna aux Etats balkaniques un singulier dernier mot dans le jeu de négociations, de marchandages et de pressions qu'ils avaient joué pendant près de deux ans avec les alliés. La Roumanie, puis la Yougoslavie, puis la Grèce, puis, enfin et surtout, la Turquie trouvèrent dans les contradictions alliées les raisons et les moyens pour se désengager des

⁹⁴⁰ Yannis MOURELOS, « Le pacte tripartite anglo-franco-turc d'octobre 1939 et ses problèmes de mise en application » dans Jean-Claude Allain (dir), *Des étoiles et des croix: mélanges offerts à Guy Pedroncini*, Economica, Paris, 1995, p. 432.

⁹⁴¹ Sur la dissolution du TOMO, voir les notes suivantes : général Mittelhauser, « Rapport sur les événements survenus au Levant à partir du 16/6/1940 », SHD-DAT, carton 27N247/1, 14/7/1940 ; chef de bataillon breveté Magnillat à EMA/3, SHD-DAT, carton 4H272/2, 30/11/1940.

⁹⁴² René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, p. 480.

⁹⁴³ Chef de bataillon breveté Magnillat à EMA/3, SHD-DAT, carton 4H272/2, 30/11/1940.

alliances et poursuivre une politique de neutralité et d'équilibres qui, à une exception près, devait s'avérer éphémère.

Si l'histoire du front d'Orient s'ouvrit en octobre 1938 sur une initiative de la France, c'était bien une décision turque et balkanique qui la clôturait. Plus que jamais, le traditionnel rapport des puissances dans le sud-est européen était rompu.

CONCLUSION

*« Le problème est insoluble. Nous tournons en rond.
Disons-le court,
il faut que les Balkaniques prennent parti,
et pour y aboutir
il faut que nous leur donnions confiance,
ce qu'ils n'ont pas »*

Général Maxime Weygand, avril 1940⁹⁴⁴

*« Valait-il la peine de relater, dans leur détail, des négociations qui, en définitive, n'assurèrent point à la cause alliée les avantages positifs que nous avions en vue et qui, pour celui qui les mena au nom du gouvernement français, eurent une fin aussi brutale ? »*⁹⁴⁵. Soixante ans après les événements, cette première phrase du chapitre que Massigli rédigea en 1964 *« en guise de conclusion »* à ses mémoires serait la bienvenue pour ouvrir la conclusion de notre récit.

Certes, les projets de fronts d'orient furent un échec, un échec sans lendemain qu'une génération d'historiens ignore ou n'interpréta comme rien de plus que la preuve de la déchéance française de l'entre-deux-guerres. Cependant, nous avons pu voir comment, qu'on la souhaitât ou qu'on la craignît, la diversion orientale ne paraissait en son temps à personne comme un projet aussi dérisoire. Relever le paradoxe entre l'histoire telle que l'ont vécue ses acteurs et telle que l'ont lue les premiers historiens l'ayant étudiée revenait à reconnaître que la question méritait d'être réexaminée.

⁹⁴⁴ Weygand à Massigli, MAE, dossier Massigli 104, 24/4/1940.

⁹⁴⁵ René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964, p. 498.

« *La France, toujours en retard* »

L'interprétation des projets de fronts d'Orient et de leur échec comporte un premier niveau, centré avant tout sur les conditions internes de la France. Accrochés à la traditionnelle stratégie de la diversion et persuadés qu'une nouvelle guerre avec l'Allemagne suivrait les grandes lignes du conflit de 1914, les dirigeants français ont voulu recréer les conditions pour un débarquement à Salonique et la constitution, de la mer Baltique à la mer Egée, d'un nouveau front d'Orient, visant à prendre l'Italie de front et l'Allemagne à revers. C'était une stratégie mal conçue. Elle ne tenait compte ni de l'immense usure qu'avait subie l'influence française en Europe de l'est, ni du fait que l'essentiel de l'effort militaire français était centré sur la défense du territoire métropolitain autour de la ligne Maginot. Elle dut d'autre part faire face à la surprise du pacte germano-soviétique qui désorienta et divisa durablement les responsables français. Dans cette affaire, la France se retrouvait, pour reprendre les termes du journal roumain *Rivarol*, « *toujours en retard d'une année, d'une armée et d'une idée* »⁹⁴⁶. Mais, en dépit des difficultés, nombreux étaient ceux qui ne cessèrent de croire très sincèrement au front d'Orient. « *L'opinion répandue* » devait écrire quelques mois après la défaite un ancien officier du TOMO, « *était que l'action décisive reviendrait à l'Armée du Levant. Cette opinion fut d'ailleurs à la base des nombreuses demandes d'officiers du front occidental désireux de fuir l'inaction de la drôle de guerre et de participer aux opérations de l'Europe orientale qu'ils estimaient certaines* »⁹⁴⁷.

Il y avait plusieurs raisons à ce décalage entre la fiction et la réalité. Le souvenir de l'aventure orientale de la Grande Guerre était écrasant. Et, comme cette aventure avait débuté à Salonique en 1915, le port macédonien est devenu dans les esprits le socle à même de fédérer tous les plans autour d'un projet commun. Un rapide rappel des principaux projets sous cet angle peut s'avérer utile : la prise du Dodécanèse fut vue comme l'ouverture de la voie maritime égéenne menant à Salonique. Le débarquement en Thrace, un moment caressé à l'automne 1939 ne devait avoir lieu qu'en attendant que les conditions fussent rassemblées pour déplacer le corps expéditionnaire à Salonique. Les

⁹⁴⁶ Bucarest à Paris n° 514-516, MAE, dossier Roumanie 155, 15/3/1940.

⁹⁴⁷ « Mise sur pied du Corps Expéditionnaire de l'Armée du Levant », rapport du chef de bataillon breveté Magnillat au Ministre et l'EMA/3, SHD-DAT, carton 4H272/2, 30/11/1940.

plans de bombardement du Caucase étaient très souvent vus comme une des étapes préliminaires d'un plan oriental beaucoup plus large: en attaquant l'Union Soviétique alliée de l'Allemagne, on pouvait, pensait-on au printemps 1940, attirer les armées du Reich vers les Balkans qui, comme en 1918, étaient un terrain particulièrement favorable aux alliés débarqués en Roumanie et à Salonique. Ainsi, le souvenir du front balkanique apparaissait suffisamment fort pour donner un sens à une série de plans d'action dans les Balkans, en mer Noire et au Caucase. Cette référence largement symbolique permettait d'inclure en un vaste « Orient » tous les endroits où l'on pensait intervenir.

Ce souvenir et le désir de le faire revivre ont été ardemment portés par certaines personnalités, à commencer par René Massigli, dont la présence à l'ambassade de France à Ankara coïncida de manière frappante avec la naissance et la disparition des projets orientaux. Sans doute influencé dans sa réflexion par sa formation d'historien⁹⁴⁸, Massigli était profondément marqué par les enseignements de l'histoire récente qu'il avait souvent vécue de près et chercha à les appliquer en Turquie, ce qui conduisait inévitablement à tenter de rejouer le scénario des Dardanelles et de Salonique. D'une manière assez remarquable, il réussit en quelques semaines à combiner tout le « *faisceau des problèmes turcs* »⁹⁴⁹ pour en faire un projet visant à porter le grand coup qu'on n'avait pas pu porter en 1914 : s'implanter, dès le début du conflit, sur le territoire turc et lancer à partir de là une véritable diversion orientale. L'ambition de ce projet et la force de conviction de son concepteur furent, dans une très large mesure, des catalyseurs pour garder à la fois la Turquie et les projets orientaux au centre de l'intérêt parisien. Massigli se retrouvait ainsi dans la droite tradition des ambassadeurs – décideurs du 19^{ème} siècle, ayant pris sa « *revanche sur l'impuissance* » de ses années parisiennes⁹⁵⁰.

D'autres personnalités sont parallèlement venues jouer un rôle substantiel dans cette affaire, à commencer par le général Weygand. Celui-ci apporta à l'entreprise son grand prestige de militaire respecté, et la crédibilisa non seulement à Paris mais également auprès des capitales balkaniques. Enfin, les membres des missions françaises dans les Balkans -Adrien Thierry à Bucarest, Raymond Brugère à Belgrade, Gaston

⁹⁴⁸ Raphaëlle ULRICH-PIER, *René Massigli: une vie de diplomate*, Bruxelles, Peter Lang, 2006, p. 29.

⁹⁴⁹ Raphaëlle ULRICH-PIER, *René Massigli: une vie de diplomate*, Bruxelles, Peter Lang, 2006, p. 503.

⁹⁵⁰ Raphaëlle ULRICH-PIER, *René Massigli: une vie de diplomate*, Bruxelles, Peter Lang, 2006, p. 558.

Maugras à Athènes et bien d'autres- ont également eu à cœur de porter un projet qui, à leurs yeux, symbolisait la fin d'un processus au cours duquel la France avait progressivement lâché toutes ses positions en Europe du sud-est.

Tenir compte de ces facteurs permet de clarifier le projet dans sa dimension avant tout symbolique. Un souvenir fort, ciblé et fédérateur et des personnalités d'envergure ont pu donner au front d'Orient une certaine substance et, surtout, une véritable existence sur la scène européenne.

Délire ou réalité ? Le front d'Orient et les rapports de forces européens

Quels que furent la force du souvenir de la Grande Guerre et des personnalités qui le portèrent, tous les partisans du front d'Orient savaient, dès le début de la planification, que les opérations projetées ne pouvaient se réaliser sans une certaine coordination avec d'autres puissances, à commencer par l'allié britannique.

On a pu voir qu'aux yeux des Britanniques, le souvenir de Salonique était plutôt un traumatisme qu'un sujet de fascination. Par ailleurs, l'échelle sur laquelle travaillaient Français et Britanniques n'était pas la même. Paris concevait toute sa stratégie à l'échelle de l'Europe et très largement dans une optique continentale qui justifiait pleinement la diversion balkanique. Londres portait par contre le regard sur une échelle beaucoup plus large, à la fois européenne et asiatique, maritime plutôt que terrestre, dans laquelle seule la Turquie, pays charnière entre l'Europe et l'Asie, contrôlant à la fois des grandes voies terrestres et maritimes, était véritablement digne d'intérêt. Les différences de conception étaient donc fondamentales.

Ce jugement est néanmoins à relativiser. Pendant les dix huit mois que couvre notre récit, des brèches se sont progressivement ouvertes dans le front du refus anglais. Dans de nombreux cas, des éléments du front d'Orient ont été utilisés par certains acteurs gouvernementaux qui y voyaient l'occasion de promouvoir leurs stratégies personnelles. Winston Churchill comprit ainsi très rapidement que les projets français pouvaient servir les buts de guerre économique qu'il avait fixés, particulièrement par le contrôle des Détroits turcs et de la partie roumaine du Danube. Il exerça donc toute son influence auprès de ses collègues pour éviter un rejet complet des propositions françaises, invoquant tantôt l'argument de la guerre économique et tantôt le respect dû au général

Weygand. D'autre part, son ministère promut ses propres projets d'obstruction du Danube, en encourageant notamment le contact entre les deux attachés navals à Bucarest et parvint, tant bien que mal, à l'imposer au Cabinet.

Il faut en ce sens constater la lente mais certaine évolution britannique dans cette affaire, au fur et à mesure des échecs alliés. Jusqu'au début de 1939, Londres ne voulait pas entendre parler d'alliances de revers en Europe orientale. En moins de deux ans, le Cabinet avait néanmoins successivement porté sa garantie sur l'intégrité territoriale de la Roumanie et de la Grèce, signé un traité d'alliance avec la Turquie, engagé la discussion demandée par les Français sur un possible débarquement à Salonique ou le bombardement du Caucase et, enfin, accepté un plan minimal d'action militaire en mer Egée, qui ne vit certes jamais le jour. Comble de l'ironie, c'étaient les Britanniques eux-mêmes qui allaient, à l'hiver 1941, presser le gouvernement grec, en pleine guerre contre l'Italie, d'accepter des troupes à Salonique afin d'y créer un front contre le Reich⁹⁵¹...

Le rôle de l'Italie dans cette affaire fut également important, puisque le besoin de garder Rome en-dehors du conflit a constamment été l'ultime argument des Britanniques, et de certains cercles parisiens, pour rejeter le débarquement à Salonique et, plus généralement, bloquer toute éventualité d'opérations orientales. Au début de 1939, Anglais et Français avaient senti -et probablement surestimé- que Rome hésitait à s'allier pleinement à l'Allemagne pour élargir son influence dans les Balkans. Pour ceux qui pensaient investir dans une rivalité larvée interne à l'Axe, il convenait de ménager l'Italie en adaptant le front d'Orient à ses désirs : ne rien faire tant que la non-belligérance italienne ne serait pas entièrement garantie, voire même aller plus loin en transformant le front d'Orient en front « italo-balkanique ». La politique italienne avait probablement conscience des possibilités que donnait sa politique ambiguë pour prévenir une implantation alliée à Salonique. Chaque fois que les projets orientaux ont paru prendre une certaine consistance, au printemps et à l'automne 1939, l'Italie a donc pris dans les Balkans des initiatives visant à garder la région hors du conflit, allant de simples

⁹⁵¹ Le 8 février 1941, le ministre de Grande Bretagne à Athènes demanda en effet au premier ministre grec, Alexandros Koryzis, qu'un « *transport de forces armées britanniques en Macédoine ait lieu quand les troupes allemandes, ayant traversé le Danube ou les frontières de la Dobroudja, seraient entrées en Bulgarie* ». Note d'Alexandros Koryzis, dans *Ελληνικά διπλωματικά έγγραφα 1940-1941 (Documents diplomatiques grecs 1940-1941)*, Ministère Hellénique des Affaires Étrangères, Athènes, 1980, doc. n° 96, 8/2/1941.

déclarations rassurantes à un soutien poussé à une Ligue des Neutres balkaniques. Alliés et Italiens se sont ainsi pacifiquement neutralisés dans les Balkans : la peur d'une intervention franco-britannique a vraisemblablement poussé Rome à faire preuve de modération dans la région, tandis que les initiatives italiennes paralysèrent durablement la stratégie alliée.

Cette hypothèse d'une neutralisation mutuelle des politiques pourrait-elle être appliquée à l'autre grand acteur régional, l'Union Soviétique ? On a vu que, d'une façon ou d'une autre, Moscou était au courant des intentions alliées dans les Balkans qui étaient à même de revivifier chez les dirigeants soviétiques un syndrome d'encerclement méridional maintes fois vécu depuis le 19^{ème} siècle⁹⁵². La politique soviétique eut pour principe fondamental d'éviter ce scénario catastrophe en Europe du sud-est, en commençant par exercer des pressions sur la Turquie et les Etats balkaniques pour qu'ils placent tout mécanisme d'assistance mutuelle sous son propre patronage. En vain. Le 19 octobre 1939, en dépit de la « réserve soviétique » ajoutée par les Turcs au traité d'Ankara, Moscou se trouva en face d'un dispositif diplomatique et militaire potentiellement capable de lui porter de très graves coups sur son flanc méridional. Dès lors, malgré les rumeurs sur une descente soviétique vers les Balkans, Moscou suivit dans la région une politique très prudente, surtout quand on la compare à ses actions en Pologne, dans les pays Baltes et en Finlande. Il semble bien que le but ait été d'éviter de dépasser une certaine limite au-delà de laquelle pouvaient être enclenchées en réaction des opérations alliées soutenues par les Etats balkaniques, notamment en mer Noire et dans le Caucase. L'URSS a ainsi laissé la Turquie développer sa coopération militaire avec les alliés tout en veillant à éviter toute incursion des marines de ces derniers dans les Détroits, et s'est gardée d'attaquer la Bessarabie, bien que ce territoire lui avait été cédé par les clauses secrètes du pacte germano-soviétique. Les historiens vont parfois encore plus loin, en se demandant si la peur d'un bombardement du Caucase n'aurait pas provoqué l'arrêt de l'offensive de l'Armée rouge en Finlande et la signature de l'armistice soviéto-finnois⁹⁵³. Pour résumer, les projets de front d'Orient auraient bloqué

⁹⁵² Pour la perception soviétique des projets orientaux, voir Gabriel GORODETSKY, *Le grand jeu de dupes . Staline et l'invasion allemande*, traduction en français d'Isabelle Rozenbaumas, Paris, Les belles lettres, 2000, pp. 37-40.

⁹⁵³ Entretien avec Claire Mouradian, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, juin 2008.

une possible descente soviétique vers les Balkans, et leur disparition ouvert la voie à cette descente. Ne fallut-il pas attendre la défaite de la France pour voir, enfin, le Kremlin réclamer et obtenir de Bucarest la cession de la Bessarabie ?

Par une singularité de l'histoire, il n'y eut que l'Allemagne -contre laquelle le front était en principe dirigé- à ne pas avoir été fondamentalement influencée par le front d'Orient dans son choix principal : asseoir son influence économique et son prestige politique, et garder autant que possible la région dans la neutralité. Pour le reste, toutes les grandes puissances ont été d'une façon ou d'une autre impliquées dans le jeu diplomatique du front d'Orient. Celui-ci les a souvent dissuadées d'étendre le champ de la guerre vers les Balkans, mais, en même temps, il fut lui-même neutralisé par leurs politiques ambiguës.

Ainsi, le front d'Orient a fait pleinement partie d'un jeu d'équilibres des puissances auquel la région avait été habituée, et sur lequel les Etats balkaniques et surtout la Turquie ont tenté de bâtir leurs politiques étrangères.

Alliance et équilibre des puissances : l'énigme de la neutralité balkanique

En janvier 1940, l'un des esprits les plus brillants de la diplomatie européenne, Nicolas Politis, adressa à son gouvernement un long télégramme clôturant sa mission de ministre de Grèce en France. Après avoir analysé le complexe jeu des puissances dans les Balkans, il écrivit entre autres : *« malgré le profond respect et l'amour sincère que je nourris pour la France et la Grande Bretagne, ma confiance en leur jugement politique est plus que réduite quand il s'agit du sort de notre patrie »*. Cette phrase était emblématique de la relation duale que les Etats balkaniques entretenaient avec les alliés à cette période : d'un côté, l'admiration pour l'occident et la vision de la solidarité d'intérêts dans le conflit européen ; de l'autre, plusieurs décennies d'incompréhensions et d'amertume face à des puissances protectrices qui avaient failli à leur devoir vis-à-vis de leurs protégés. A cette dualité de sentiments est venue correspondre une dualité de politiques.

Face au conflit européen, les Etats balkaniques ont certes sollicité à maintes reprises la protection de la Grande Bretagne et de la France et se sont engagés dans des contacts sur de possibles opérations militaires orientales. Mais, à la différence de ce qui

s'était passé pendant la Grande Guerre, ils désiraient beaucoup plus une alliance qu'une simple protection. « *L'intérêt de la Grèce* », poursuivait Politis dans son télégramme, « *serait de se lier de plus près avec la Turquie et les puissances occidentales et d'obtenir, si besoin est, vis-à-vis d'elles, le titre et la place de l'allié, afin de se prémunir contre une possible manifestation à son détriment de l'égoïsme naturel des grandes puissances* »⁹⁵⁴. Cette recherche d'une relation égale s'est focalisée autour de plusieurs questions qui, au-delà de leur aspect opérationnel, avaient une valeur hautement symbolique. Parmi elles, l'affaire des livraisons de matériel militaire était primordiale : elle servait à prouver que la France et la Grande Bretagne étaient prêtes à tous les sacrifices pour soutenir leurs alliés balkaniques.

Paris et Londres n'ont jamais vraiment saisi cette dimension hautement symbolique du problème. Il est vrai que, de leur point de vue, on pouvait difficilement concevoir une alliance où des puissances d'envergure différente sur la scène internationale seraient à égalité. Au printemps 1940, le Cabinet britannique considérait par exemple que toute alliance avec la Grèce devait laisser à Londres toute la latitude pour « *décider si et quand la Grèce devrait entrer en guerre* »⁹⁵⁵. Ainsi, sur la base de logiques très différentes, les discussions prirent rapidement l'allure de négociations sans fin, de marchandages, d'incompréhensions, de suspicions voire de véritables antipathies. Dans un de ses moments de doute et de déception, Weygand en était ainsi arrivé à qualifier les Turcs de « *terriblement orientaux* »⁹⁵⁶.

Faute de parvenir à restaurer la confiance, la coopération demeurait donc limitée et ne franchissait jamais l'étape décisive de la prise de gages. En attendant, les Etats balkaniques se réfugiaient derrière leur neutralité et leur position d'Etats tampons entre grandes puissances et comptaient sur la neutralisation mutuelle des influences de ces dernières pour assurer leur survie. L'Entente Balkanique était l'expression parfaite de cette dualité des politiques. Beaucoup plus influente qu'on a tendance à le penser, cette organisation se présentait tantôt comme le bras balkanique des alliés et tantôt, pour reprendre à nouveau les termes de Politis, comme « *le seul contrepoids efficace, certain*

⁹⁵⁴ Paris à YPEX n° 2661, AYE, dossier 1940/7.1, 16/1/1940.

⁹⁵⁵ Procès-verbal de la réunion du Cabinet n° WM135(40), TNA, CAB 65/7, 23/5/1939.

⁹⁵⁶ Weygand à Massigli, MAE, dossier Massigli 104, 24/4/1940.

et permanent » à la relation avec les grandes puissances. En associant les efforts de ses Etats-membres, l'Entente a rêvé à une « *indépendance collective* »⁹⁵⁷ qui aurait supplanté les dépendances individuelles. Nous avons vu au cours de notre récit les multiples tentatives pour donner à ce contrepoids une forme concrète, notamment lors de l'initiative roumano-yougoslave pour la création d'une Ligue des Neutres englobant toute la péninsule et tenant les équilibres entre les puissances.

Toute cette ambivalence politique fut fatale non seulement au front d'Orient mais également aux Etats balkaniques eux-mêmes qui ne purent finalement échapper, après la défaite de la France, à la mise sous tutelle qu'ils avaient tant redoutée : au printemps 1941, ils s'étaient tous soumis à l'Allemagne. Seule la Turquie put véritablement assumer cette double politique et conserver durablement sa liberté d'action. Il faut dire qu'Ankara disposait d'une arme que les autres Etats balkaniques n'avaient pas : la tradition diplomatique de l'Empire ottoman disparu vingt ans auparavant et dont elle était la principale héritière. En majorité issus de l'élite ottomane, les diplomates turcs avaient, contrairement à leurs homologues balkaniques, appris à voir leur pays non comme une petite puissance à la recherche d'un protecteur mais comme un ensemble politique puissant jouant pleinement son rôle dans les équilibres européens. En octobre 1939, la Turquie avait ainsi pu nouer avec Paris et Londres une alliance en bonne et due forme, dont elle contrôlait l'évolution à part quasi-égale, et dont, à la manière d'une grande puissance, elle put se défaire lorsqu'elle le jugea utile. D'autre part, la diplomatie turque trouva une indéniable capacité à assurer les équilibres entre les grandes puissances, et notamment à assumer un très difficile jeu diplomatique entre les alliés et Moscou. Aux yeux des diplomates occidentaux, les dirigeants turcs avaient prouvé qu'ils étaient bien « *les descendants bien-portants de l'homme malade* » dont avait parlé en 1936 Percy Loraine⁹⁵⁸, et leur pays toujours une moyenne puissance, capable dans une large mesure de résister à la pression externe et d'imposer sa volonté à l'extérieur.

⁹⁵⁷ Le terme vient de Frank MARZARI, « Projects for an Italian-led Balkan bloc of Neutrals » dans *The Historical Journal*, vol. XIII, n°4, Londres, 1970, pp. 767-788.

⁹⁵⁸ Expression de Percy Loraine, reprise dans Selim DERINGIL, « Hasta Adam'ın dinç evlatları » (« Les enfants bien-portants de l'homme malade ») dans *Toplumsal Tarih (Histoire sociale)* n° 121, Istanbul, janvier 2004, pp. 76-81.

Récit d'histoire, leçons de géopolitique

En dépit de son échec, le front d'Orient est une étude de cas en histoire des relations internationales. Il implique la thématique, cruciale pour les relations internationales, de la puissance, se construit à plusieurs échelles -française, régionale, européenne- et puise dans des forces à la fois politiques, économiques et mentales. Pendant son mandat à Ankara, René Massigli avait à maintes reprises tenté de saisir tous ces critères pour comprendre l'attitude turque et balkanique face à l'alliance franco-britannique. « *Pour le réalisme turc* », avait-il écrit en mai 1939, à l'occasion des discussions sur un traité liant les alliés à Ankara et à Moscou, « *c'est avant tout question de géopolitique, pour employer le barbarisme que l'Orient a déjà pris à ses maîtres allemands* »⁹⁵⁹. Pourtant, quelle que pouvait être l'aversion de l'historien et diplomate français des années 1930 pour ce terme, aux yeux de l'historien d'aujourd'hui, le front d'Orient est également une affaire de géopolitique. Il a été une confrontation de représentations d'un vaste espace géographique allant de l'Adriatique à la mer Noire et du Danube au canal de Suez, occupé par le successeur d'un vieil Empire, des grandes puissances européennes et des jeunes Etats nationaux. Pour la France, c'était l'orient redécouvert et réapproprié au 19^{ème} siècle, l'Orient quasi-mythifié des épopées victorieuses, de la campagne d'Egypte, de la guerre de Crimée et du front de Salonique, l'espace à contrôler pour maîtriser les deux extrémités de l'Europe. Pour les autres grandes puissances européennes, c'était un maillon essentiel de leurs chaînes croisées d'intérêts. Pour les Balkaniques eux-mêmes enfin, il s'agissait de leur territoire qu'il fallait, après plus d'un siècle de guerres et d'ingérences extérieures, se réapproprier individuellement ou collectivement et mettre à égalité avec le reste de l'Europe. Tous les épisodes, toutes les contradictions, le destin même du front d'Orient ont très largement découlé de ces visions différentes.

Sans comparer l'incomparable, on peut trouver des traces de ces visions et de ces comportements dans les décennies qui suivirent. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le rideau de fer s'abattit pendant cinq décennies, du Caucase aux Balkans, le long des frontières septentrionales de la Grèce et de la Turquie. Après une longue période

⁹⁵⁹ Ankara à Diplomatie n° 124, MAE, dossier Massigli 23, 18/5/1939.

de fluidité, la région se retrouva divisée entre deux camps clairement définis. Face à la pression du bipolarisme, Athènes et surtout Ankara poursuivirent le processus enclenché en 1939 et firent le choix absolu de l'alliance avec le camp occidental, contre l'Union Soviétique. Ambassadeur de France à Londres à l'époque, René Massigli pensa d'abord pour cela faire renaître de ses cendres le traité d'Ankara (qui n'avait jamais été formellement dénoncé), avant que ne fût décidée en 1952 l'adhésion pure et simple des deux pays à l'OTAN⁹⁶⁰. La Bulgarie et la Roumanie entrèrent dans l'orbite soviétique, et seule la Yougoslavie titiste tenta de s'accrocher à la tradition des équilibres en prenant la tête du mouvement des non-alignés. En dépit de cette exception, le monde du front d'Orient resta divisé et gelé pendant quarante ans, jusqu'à la chute du rideau de fer en 1989.

Et aujourd'hui ? La fin de la guerre froide a amené à nouveau l'instabilité et la fluidité géopolitiques. La vaste zone autrefois couverte par le front d'Orient est à nouveau le carrefour obligé des grandes puissances qui ont bien sûr évolué. Dans ce contexte, il n'est pas inutile de prendre en compte les principaux éléments d'interprétation de cette affaire pour saisir la complexité géopolitique actuelle : prendre en compte d'abord le caractère hautement stratégique de cette zone allant de l'Adriatique au Caucase et du Danube à la Méditerranée, qui est l'objet de visions et d'ambitions à la fois vitales et contradictoires de la part des grandes puissances. Il faut ensuite retenir que dans ce jeu de visions et d'ambitions, les Etats de la région ont également leur participation et leurs responsabilités. Conscients d'être des petites puissances, ils entendent construire leur existence soit sur le patronage de grandes puissances protectrices, soit sur l'équilibre entre les influences de ces dernières.

Pour appréhender l'héritage historique et la réalité géopolitique du sud-est européen, un retour sur le front d'Orient n'est pas inutile. L'échec de la France sur l'échiquier oriental est riche d'enseignements : il permet de rendre un peu moins étrange la défaite de 1940, et rappelle l'extrême complexité de tout système en relations internationales.

⁹⁶⁰ Spyros PAGKRATIS, *Problèmes et perspectives d'un élargissement de l'OTAN : le cas de la position de la France vis-à-vis de l'adhésion de la Grèce à l'OTAN (1951-1952)*, mémoire de recherche sous la direction du Professeur Georges-Henri SOUTOU, Université de Paris-Sorbonne, décembre 2006, p. 64.

ANNEXES

Notices biographiques.....	410
1. France.....	410
Bonnet, Georges (1889-1973).....	410
Brugère, Raymond (1885-1966)	410
Daladier, Edouard (1884-1970).....	410
Gamelin, Maurice (1872-1958).....	411
Massigli, René (1888-1988)	411
Maugras, Gaston	411
Reynaud, Paul (1878-1966).....	412
Thierry, Adrien (1885-1961).....	412
Weygand, Maxime (1867-1965).....	412
2. Grèce	413
Georges II (1890-1947)	413
Métaxas, Ioannis (1871-1941).....	413
Papagos, Alexandros (1883-1955).....	413
Politis, Nikolaos (1872-1942)	414
3. Royaume-Uni	414
Chamberlain, Neville (1869-1940)	414
Churchill, Winston (1874-1965).....	414
Halifax, Vicomte de (1881-1959).....	414
Wavell, Archibald (1883-1950)	415
4. Roumanie.....	415
Carol II (1883-1953).....	415
Gafenco, Grégoire (1892-1957).....	415
5. Turquie.....	416
Çakmak, Fevzi (1876-1950).....	416
İnönü, İsmet (1884-1973).....	416
Menemencioğlu, Numan (1893-1958).....	416
Saraçoğlu, Şükrü (1887-1953)	417
Texte intégral du Traité anglo-franco-turc et des protocoles et accords annexes...	418
Aide-mémoire remis par le général Papagos au lieutenant-colonel Mariot.....	438
Cartes d'opérations dans les Balkans.....	441
Carte britannique du plan de bombardement du Caucase	444
Plan de transport des troupes de Beyrouth à Salonique	445

NOTICES BIOGRAPHIQUES

1. France



Bonnet, Georges (1889-1973)

Avocat de formation, il s'engagea pour la première fois dans la vie politique en tant que député de Dordogne en 1924. Après avoir occupé plusieurs portefeuilles ministériels, il fut nommé ambassadeur à Washington, puis revint en France en 1937 pour prendre en charge le ministère des Finances. Il fut ensuite ministre des Affaires étrangères d'avril 1938 à septembre 1939, puis ministre de la Justice jusqu'en mars 1940. Après une période d'exil en Suisse pendant les années de l'occupation, il réintégra l'Assemblée Nationale sous la 4^{ème} République.



Brugère, Raymond (1885-1966)

Né en 1885, il fit des études de Droit et de Sciences Politiques avant d'intégrer le ministère des Affaires étrangères en 1911, en tant qu'attaché au cabinet du ministre. Il fut ensuite envoyé à l'ambassade de Pékin (1912). Promu secrétaire 3^{ème} classe en 1919, il servit à la sous-direction des relations commerciales puis fut détaché au commissariat général d'Alsace-Lorraine. En tant que secrétaire 2^{ème} classe, il fut chef adjoint du cabinet du ministre (1921), puis, promu secrétaire 1^{ère} classe, il servit à Istanbul (1924) puis Bruxelles (1929). En 1933, il fut promu ministre plénipotentiaire 2^{ème} classe et fut envoyé à Ottawa (1934) avant de prendre en charge la légation de Belgrade en 1937 et d'être promu à la première classe en 1939. Ayant démissionné au lendemain de l'armistice, il fut interné par le régime de Vichy de 1942 à 1944. Il fut réintégré au corps diplomatique et promu au titre d'ambassadeur en 1944. Il fut alors nommé secrétaire général du ministère pendant trois semaines, puis ambassadeur à Bruxelles de 1944 à 1946.



Daladier, Edouard (1884-1970)

Agrégé d'Histoire, il devint maire de Carpentras en 1911, député du Vaucluse à partir de 1919 et président du Parti radical de 1927 à 1930, puis de 1936 à 1938. Il participa aux gouvernements du Cartel des Gauches et devint notamment président du Conseil en 1933, ministre de la Défense nationale en 1936, puis à nouveau président du Conseil d'avril 1938 à mars 1940, fonction qu'il cumula avec celles de ministre de la Défense nationale, et, à partir de septembre 1939 de ministre des Affaires étrangères. Renversé en mars 1940, il occupa dans les cabinets de Paul Reynaud le ministère de la Défense nationale puis celui des Affaires étrangères. Jugé et incarcéré sous le régime de Vichy, il réintégra la vie politique à partir de 1946 en tant que député du Vaucluse et maire d'Avignon, avant d'abandonner ses fonctions en 1958.



Gamelin, Maurice (1872-1958)

Diplômé de Saint-Cyr et de l'Ecole de Guerre, il devint en 1906 officier d'ordonnance du général Joffre qu'il suivit à l'état-major général en 1914. Pendant la Grande Guerre, il reçut divers commandements et fut promu lieutenant-colonel, colonel puis général. A la conclusion de la paix, il fut nommé chef de la mission militaire française au Brésil, puis commandant des troupes françaises du Levant entre 1924 et 1929. En 1931, il succéda au général Weygand au poste de chef d'état-major général, en cumulant, à partir de 1935, cette fonction avec celle d'inspecteur général de l'Armée. A la déclaration de guerre en septembre 1939, il était commandant en chef de l'Armée, poste qu'il garda jusqu'à son remplacement par Weygand le 19 mai 1940. Jugé et incarcéré par le régime de Vichy, il resta ensuite en retrait de la vie publique jusqu'à sa mort en 1958.



Massigli, René (1888-1988)

Normalien et agrégé d'Histoire, il rejoignit les milieux diplomatiques à l'occasion de la conférence de la Paix en 1919. Secrétaire général de la Conférence des ambassadeurs en 1920, il intégra en 1928 le ministère des Affaires étrangères en tant que chef du service français de la Société des Nations. En 1937, il fut nommé directeur des affaires politiques et commerciales, poste qu'il occupa jusqu'à sa nomination en tant qu'ambassadeur de France en Turquie en novembre 1938. Limogé de ses fonctions en juillet 1940, il rejoignit la France libre en 1943 en tant que commissaire des Affaires étrangères. A la fin 1944, il devint ambassadeur à Londres pendant une décennie, avant de devenir secrétaire général du MAE de 1954 à 1956.

Maugras, Gaston

Né en 1884, licencié ès-lettres et ès-droit, il intégra le corps diplomatique en 1908 en tant qu'attaché à la direction politique du Quai d'Orsay. Il servit ensuite en tant qu'attaché aux ambassades de Berlin (1908), en tant que secrétaire de 3^{ème} classe aux ambassades de Washington (1911) et de Tokyo (1912), en tant que secrétaire 2^{ème} classe aux ambassades de Bangkok (1918) et de Pékin (1919) et en tant que secrétaire 1^{ère} classe au cabinet du ministre (1922), au consulat général de Jérusalem (1924). Chargé de la légation à Téhéran en 1925, promu conseiller d'ambassade en 1926, il fut détaché en Syrie auprès du Haut-Commissaire Maxime Weygand jusqu'en 1929, lorsqu'il revint à Téhéran en tant que ministre résident. Après sa promotion en ministre plénipotentiaire 2^{ème} classe, il prit en charge les légations de Budapest en 1934, puis d'Athènes en 1938. Mis à disposition par le régime de Vichy en 1941, il réintégra le corps diplomatique en 1944 pour devenir ambassadeur à Ankara jusqu'à la fin de sa carrière en 1947.



Reynaud, Paul (1878-1966)

Juriste de formation, il fut élu à la Chambre des Députés en 1919 et devint pour la première fois ministre en 1930. En novembre 1938, il devint ministre des Finances au sein du gouvernement formé par Edouard Daladier avant de remplacer ce dernier à la présidence du Conseil en mars 1940. Dans cette période, il dirigea également le ministère Affaires étrangères jusqu'en mai 1940, puis le ministère de la Défense nationale. Il quitta toutes ses fonctions gouvernementales en juin pour céder la place au maréchal Pétain. Interné pendant l'occupation de la France, il réintégra la vie politique de la quatrième République, puis se rallia éphémèrement au général de Gaulle en 1958.

Thierry, Adrien (1885-1961)

Né en 1885, il fut nommé attaché au cabinet du ministre des Affaires étrangères en 1910, puis à l'ambassade de Londres en 1911. Il servit à Madrid en tant que secrétaire 3^{ème} classe (1917), à la direction politique et commerciale du ministère (1919) et à l'ambassade de Londres (1919) en tant que secrétaire 2^{ème} classe. Il fut promu secrétaire 1^{ère} classe en 1922, puis conseiller d'ambassade en 1925, grade avec lequel il servit à Madrid (1927). En tant que ministre plénipotentiaire 2^{ème} classe (1929), il servit à nouveau à Madrid, puis aux commissions internationales de l'Elbe et de l'Oder (1931), à la légation d'Athènes (1933). En 1936, il fut à nouveau promu ministre 1^{ère} classe et prit en charge la légation de Bucarest. Au cours de son mandat, cette dernière fut promue au rang d'ambassade et lui-même nommé ambassadeur. Au lendemain de la défaite de 1940, il fut nommé à Buenos Aires mais n'y résida pas. Entre 1945 et 1948, il accomplit la dernière partie de sa carrière en tant que président de la commission centrale pour la navigation sur le Rhin.



Weygand, Maxime (1867-1965)

Diplômé de Saint-Cyr et de l'école de cavalerie de Saumur, il fut nommé lieutenant, capitaine puis colonel. Pendant la Grande Guerre, il devint chef d'état-major du général Foch et fut promu en 1918 général de division et major général des armées alliées. C'est à ce titre qu'il participa aux côtés du général Foch aux négociations d'armistice à Rethondes. Dans les années 1920, il fut envoyé d'abord en Pologne en tant que conseiller de l'armée polonaise dans la guerre l'opposant aux troupes bolcheviques, puis au Levant où il devint Haut-commissaire en 1923. Promu général d'armée, il rentra en 1925 à Paris où il dirigea le Centre de Hautes Etudes Militaires avant de devenir, de 1930 à 1935, chef d'état-major général de l'Armée. Elu à l'Académie française en 1931, il revint au service actif en septembre 1939, lorsqu'il fut nommé commandant en chef du Théâtre d'Opérations de Méditerranée Orientale. Il conserva ce poste jusqu'à son rappel à Paris en mai 1940. Il prit alors en charge le commandement de l'ensemble des théâtres d'opérations et, à la signature de l'armistice, devint ministre de la Défense nationale puis Délégué général en Afrique française jusqu'en novembre 1941. Il fut alors interné pendant l'occupation, puis ne conserva que son siège à l'Académie jusqu'à sa mort en 1965.

2. Grèce



Georges II (1890-1947)

Né à Athènes, il était le fils aîné du prince héritier et futur roi des Hellènes Constantin. Après sa formation militaire en Grèce et en Allemagne, il participa aux côtés de son père aux campagnes des guerres balkaniques. Exilé de 1917 à 1920, il fut proclamé roi au lendemain des événements d'Asie Mineure en septembre 1922, mais son règne fut interrompu par la proclamation de la République en mars 1924. Après plusieurs années passées à Londres, il fut rappelé au trône par le gouvernement grec en novembre 1935. Son second règne fut intimement associé à la dictature du général Métaxas, qu'il cautionna jusqu'à la mort de ce dernier en janvier 1941. Pendant l'occupation allemande de la Grèce, il s'installa à nouveau à Londres et ne rentra à Athènes qu'en 1946, un an avant sa mort.



Métaxas, Ioannis (1871-1941)

Après des études à l'école militaire d'Athènes et l'Académie de Guerre de Berlin, il commença une carrière dans l'Armée hellénique où il se distingua rapidement. Officier à l'état-major général à Athènes, remarqué par le premier ministre Eleuthérios Vénizelos, il prit part à la préparation du pays aux guerres balkaniques puis aux campagnes de Macédoine et d'Epire en 1912 et 1913. A la conclusion de la paix de 1913, il devint chef d'état-major général. En 1917, du fait de son soutien à la politique de neutralité menée par le roi Constantin Ier, il fut expulsé et interné en Corse par les troupes alliées et ne regagna la Grèce qu'après le retour de Constantin en 1920. En 1923, il s'opposa à la proclamation de la République qu'il tenta d'avorter par un coup d'Etat, puis participa à la vie parlementaire avec son parti politique des « Libre-pensants ». Ministre des Transports entre 1926 et 1928, il fut ensuite dans l'opposition aux gouvernements de Vénizelos et soutint activement en 1935 le retour du roi Georges II. Nommé premier ministre en avril 1936 par ce dernier, il instaura le 4 août de cette année un régime dictatorial qui dura jusqu'à sa mort en janvier 1941, au cours de la guerre gréco-italienne.



Papagos, Alexandros (1883-1955)

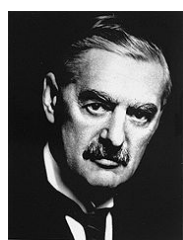
Né à Athènes, il a fait des études militaires à Bruxelles et à Ypres avant de rejoindre l'Armée grecque. Après avoir pris part aux guerres balkaniques et à la campagne d'Asie Mineure, il devint général de division puis, en 1931, sous-chef d'état-major général de l'Armée. Monarchiste convaincu, il participa au coup d'Etat de novembre 1935 qui ramena Georges II sur le trône et devint ministre des Armées puis, en 1936, chef d'état-major général de l'Armée. Pendant l'occupation allemande, il fut arrêté et déporté en Allemagne. A son retour en 1947, il fut promu général d'armée et prit le commandement des troupes monarchistes pendant la guerre civile. Nommé maréchal en 1949, il se lança dans la vie politique et devint premier ministre de 1952 jusqu'à sa mort en 1955.



Politis, Nikolaos (1872-1942)

Juriste et universitaire, il commença sa carrière en tant que professeur de Droit international à Aix en Provence puis Poitiers, avant de revenir en Grèce en 1914 en tant directeur du ministère des Affaires étrangères. En 1919, il représenta la Grèce à la conférence de Versailles, puis, entre 1920 et 1924, à la Société des Nations, devenant l'un des esprits les plus influents dans la construction des mécanismes de sécurité collective. En 1926, il fut nommé ministre de Grèce à Paris et conserva ce poste jusqu'en 1940. Il passa les dernières années de sa vie à Nice.

3. Royaume-Uni



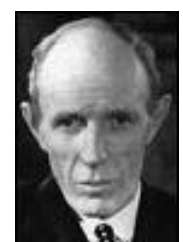
Chamberlain, Neville (1869-1940)

Après un début de carrière dans l'administration, il fut élu à la Chambre des Communes en 1918 et accéda au gouvernement en 1923 en tant que ministre de la Santé et demeura au gouvernement jusqu'en 1929. En 1937, il succéda à Baldwin au poste de premier ministre qu'il conserva jusqu'en mai 1940. Il demeura membre du Cabinet de guerre dirigé par Churchill jusqu'à sa mort quelques mois plus tard.



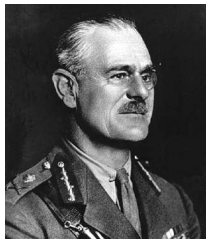
Churchill, Winston (1874-1965)

Après une carrière militaire, il rejoignit la vie politique en 1910 en tant que membre du Cabinet Asquith. Premier Lord de l'Amirauté en 1914, il dut démissionner suite à l'échec de la campagne des Dardanelles et ne revint au gouvernement qu'en 1924 en tant que chancelier de l'Echiquier. Isolé de la vie politique après la défaite des conservateurs aux élections de 1929, il revint au Cabinet de guerre le 3 septembre 1939, au poste de premier Lord de l'Amirauté. En mai 1940, il succéda à Chamberlain et resta premier ministre jusqu'en 1945, puis à nouveau de 1951 à 1955.



Halifax, Vicomte de (1881-1959)

Après avoir été élu pour la première fois membre de la Chambre des communes en 1910, il devint ministre de l'Agriculture en 1924, puis fut nommé vice-roi des Indes et servit ce poste entre 1926 et 1931. Il regagna le Cabinet en 1932, d'abord en tant que ministre de l'Education, puis en tant que secrétaire d'Etat à la Guerre. En février 1938, il remplaça Anthony Eden au *Foreign Office* et conserva cette charge jusqu'en janvier 1941. Il fut alors nommé ambassadeur à Washington et quitta la vie publique en 1946.



Wavell, Archibald (1883-1950)

Il commença sa carrière de militaire lors de la seconde guerre de Boers, avant d'être envoyé en mission en Inde, puis en Russie. Promu capitaine en 1914, il combat sur le front ouest, puis, en tant que lieutenant-colonel, sert au Caucase et en Egypte. En mars 1918, il combat avec le corps expéditionnaire d'Egypte en Palestine. De retour en Grande Bretagne en 1921, il est promu colonel en 1922, puis général en 1933. Envoyé à nouveau au Proche Orient en 1937, il devint en 1939 commandant en chef des troupes britanniques du Moyen-Orient. En juin 1941, il fut nommé commandant en chef des troupes britanniques en Inde, et devint vice-roi des Indes entre 1943 et 1947.

4. Roumanie



Carol II (1883-1953)

Fils du roi Ferdinand I^{er}, il fit ses études à Londres et Paris. Ecarté par son père de la succession en 1925 au profit de son fils Michel, il s'installa alors en France, mais réussit en juin 1930 à faire abroger cette décision et fut alors proclamé roi de Roumanie. Il consacra son règne à établir un régime personnel autoritaire en promulguant en 1938 une nouvelle constitution affaiblissant le Parlement et instaurant un régime de parti unique. En septembre 1940, après que l'Union Soviétique, la Bulgarie et la Hongrie eurent annexé de larges parties du territoire roumain, il abdiqua en faveur de son fils et se réfugia au Portugal où il mourut en 1953.

Gafenco, Grégoire (1892-1957)



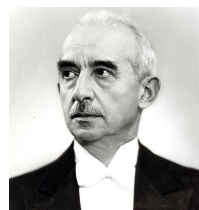
Juriste de formation, il commença une carrière de journaliste en Roumanie avant d'adhérer en 1924 au Parti National Paysan avec lequel il fut élu au Parlement roumain. En 1928, il fut nommé vice-ministre des Affaires étrangères, et, dix ans plus tard, prit en charge ce même ministère. Dans cette fonction, il fut président en exercice du Conseil de l'Entente Balkanique de février 1939 à février 1940. Démissionnaire en juin 1940, il fut nommé ministre de Roumanie à Moscou, poste qu'il occupa jusqu'à l'entrée de l'Union Soviétique en guerre en juin 1941. Il s'exila alors à Genève où il se consacra à la rédaction de ses mémoires et de nombreuses interventions dans la presse sur l'Europe de l'après-guerre.

5. Turquie



Çakmak, Fevzi (1876-1950)

Après une formation militaire à l'Académie de guerre d'Istanbul, il intégra l'armée ottomane en tant que lieutenant en 1895 et combattit pendant les guerres balkaniques de 1912 et 1913. Promu général en 1914, il fut nommé chef d'état-major général de l'Armée ottomane en 1918, puis ministre de la Guerre dans le gouvernement ottoman en 1920. Il abandonna ce poste quelques mois plus tard pour rejoindre le mouvement nationaliste de Mustafa Kemal qui le nomma premier ministre, puis, en 1921, chef d'état-major. Il fut confirmé dans ses fonctions après la proclamation de la République turque en 1923, et conserva ce poste jusqu'en 1944. Après son éviction par le président İnönü, il s'engagea dans la vie politique turque contre ce dernier.



İnönü, İsmet (1884-1973)

Né à Izmir, il fit ses études à l'Académie de guerre d'Istanbul avant de servir l'armée ottomane en Thrace, puis au Yémen. Pendant la première guerre mondiale, il fut commandant des troupes de Syrie, puis sous-secrétaire d'Etat à la Guerre en 1918. En 1920, il rejoignit le mouvement nationaliste de Mustafa Kemal qui le nomma chef d'état-major de l'Armée entre janvier et avril 1921. Nommé ministre des Affaires étrangères en 1922, il fut le principal négociateur turc à la conférence de Lausanne. A la proclamation de la République en 1923, il devint premier ministre et conserva ce poste jusqu'en 1937. En novembre 1938, l'assemblée nationale turque l'élit président de la République pour succéder à Kemal Atatürk qui venait de mourir. Officiellement surnommé le « Chef National », il quitta la présidence après la défaite de son parti aux élections de 1950 et devint chef de l'opposition. Après le coup d'Etat de 1960, il prit la tête de trois gouvernements de coalition. Il demeura chef du Parti Républicain du Peuple fondé par Atatürk jusqu'en 1972.



Menemencioğlu, Numan (1893-1958)

Après des études de Droit à Istanbul et en Suisse, il amorça en 1914 une carrière diplomatique auprès de l'ambassade ottomane à Berne. Sa carrière le mena ensuite à Bucarest en 1923, à Budapest en 1926 et à Beyrouth en 1927. De retour à l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères à Ankara en 1928, il fut élu député en 1937 et nommé directeur politique puis secrétaire général du ministère. En 1942, il fut promu ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Saraçoğlu. Nommé ambassadeur à Paris en 1944 puis à Lisbonne en 1949, il se retira du service diplomatique en 1956 et demeura député d'Istanbul jusqu'à sa mort en 1958.



Saraçoğlu, Şükrü (1887-1953)

Après des études de sciences politiques en Suisse, il servit l'administration ottomane et fut élu pour la première fois député de l'assemblée nationale turque en 1923. Il intégra les gouvernements kémalistes en tant que ministre de l'Education, de l'Economie puis des Affaires étrangères, poste auquel il fut confirmé en 1938 par le président İnönü. En 1942, il fut promu premier ministre et conserva cette fonction jusqu'en 1946. Entre 1947 et 1950, il acheva sa carrière politique en tant que président de l'assemblée nationale.

6. Yougoslavie



Paul, prince et régent de Yougoslavie (1893-1976)

Neveu du roi Pierre I^{er} de Serbie, il fut appelé à présider le conseil de la régence qui dirigea le pays après l'assassinat du roi Alexandre I^{er} en 1934 au nom du nouveau roi Pierre II encore mineur. Centralisant de plus en plus les pouvoirs de la régence autour de sa personne, il nomma à la tête du gouvernement Milan Stojadinović, puis, en février 1939, Dragiša Cvetković. En août 1939, il accepta la création d'une banovine croate, mettant fin à l'extrême centralisation de l'entre-deux-guerres. En mars 1941, il fit adhérer la Yougoslavie au Pacte tripartite. Renversé immédiatement par un coup d'Etat militaire qui proclama la majorité de Pierre II, il s'exila en Afrique puis en Europe et se retira de la vie publique jusqu'à sa mort.

**TEXTE INTEGRAL DU TRAITE ANGLO-FRANCO-TURC
ET DES PROTOCOLES ET ACCORDS ANNEXES,
SIGNES A ANKARA LE 19 OCTOBRE 1939**



La première page du journal Uluş du 20 octobre 1939 annonçant la signature du traité.

On reconnaît de gauche à droite le général Weygand, l'ambassadeur de France René Massigli, le premier ministre turc Refik Saydam,, l'ambassadeur britannique Hugue Knatchbull- Hugessen et le maréchal Fevzi Çakmak,, chef d'état-major général de l'Armée turque.

52

T R A I T É

Le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes (en ce qui concerne le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et le Président de la République turque,

Désirant conclure un Traité de caractère réciproque dans l'intérêt de leur sécurité nationale et s'assurer une assistance mutuelle pour résister à l'agression,

Ont désigné pour leurs Plénipotentiaires,
savoir :

Le Président de la République Française :

Monsieur René Massigli, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, Commandeur de la Légion d'Honneur;

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes (pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) :

Sir Hugh Montgomery Knatchbull-Hugessen, K.C.M.G. Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire;

Le Président

Le Président de la République Turque :

Monsieur le Mr. Refik Beydam, Président du Conseil,
Ministre des Affaires Etrangères a.i., Député d'Istanbul

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en
bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1

Dans le cas où la Turquie serait engagée dans des hos-
tilités avec une Puissance européenne à la suite d'une agression
commise par cette Puissance contre la Turquie, la France et le
Royaume-Uni coopéreront effectivement avec la Turquie et lui pré-
teront toute l'aide et toute l'assistance en leur pouvoir.

ARTICLE 2

1) Dans le cas d'un acte d'agression commise par une
Puissance européenne et conduisant dans la zone méditerranéenne
à une guerre où la France et le Royaume-Uni seraient impliqués,
la Turquie collaborera effectivement avec la France et le
Royaume-Uni et leur prêteront toute l'aide et toute l'assistance
en son pouvoir.

2) Dans le cas d'un acte d'agression commise par une
Puissance européenne et conduisant dans la zone méditerranéenne
à une guerre où la Turquie serait impliquée, la France et le
Royaume-Uni collaboreront effectivement avec la Turquie et lui
prêteront toute l'aide et toute l'assistance en leur pouvoir .

Article 3

ARTICLE 3

Aussi longtemps que demeureront en vigueur les garanties données par la France et par le Royaume-Uni à la Grèce et à la Roumanie par leurs déclarations respectives du 13 avril 1939, la Turquie coopérera effectivement avec la France et le Royaume-Uni et leur prôtera toute l'aide et toute l'assistance en son pouvoir, dans le cas où la France et le Royaume-Uni seraient engagés dans des hostilités du fait de l'une ou de l'autre des garanties susmentionnées.

ARTICLE 4

Dans le cas où la France et le Royaume-Uni seraient engagés dans des hostilités avec une Puissance européenne à la suite d'une agression commise par cette Puissance contre l'un ou l'autre de ces Etats sans que les dispositions des Articles 2 et 3 trouvent leur application, les Hautes Parties Contractantes se consulteront immédiatement.

Il est toutefois convenu que, dans une telle éventualité, la Turquie observera au moins une neutralité bienveillante à l'égard de la France et du Royaume-Uni.

ARTICLE 5

Sans préjudice des dispositions de l'article 3 ci-dessus, dans le cas :

1) soit d'une agression commise par une Puissance européenne contre un autre Etat européen dont le Gouvernement d'une

des Hautes Parties Contractantes

des Hautes Parties Contractantes se serait, avec l'approbation dudit Etat, engagé à aider à maintenir l'indépendance ou la neutralité contre une telle agression,

a) soit d'une agression commise par une Puissance européenne et qui, bien que dirigée contre un autre Etat européen, constituerait dans l'opinion du Gouvernement d'une des Hautes Parties Contractantes une menace à sa sécurité propre,

les Hautes Parties Contractantes se consulteront immédiatement en vue d'entreprendre toute action commune qui serait reconnue efficace.

ARTICLE 6 *****

Le présent traité n'est dirigé contre aucun pays. Il a pour but d'assurer à la France, au Royaume-Uni et à la Turquie une aide et une assistance mutuelles pour résister à l'agression si la nécessité s'en présentait.

ARTICLE 7 *****

Les dispositions du présent traité sont également valables comme engagements bilatéraux entre la Turquie et chacune des deux autres Hautes Parties Contractantes.

ARTICLE 8 *****

Si les Hautes Parties Contractantes se trouvent engagées dans des hostilités à la suite de l'application du présent traité, elles ne conclueront d'armistice ou de paix

que d'un commun accord.

ARTICLE 9

Le présent Traité sera ratifié et les instruments de ratification seront déposés simultanément à Ankara aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur à la date de ce dépôt.

Le présent Traité est conclu pour une durée de quinze ans. Si aucune des Hautes Parties Contractantes n'a notifié aux deux autres son intention d'y mettre fin six mois avant l'expiration de ladite période, le Traité se trouvera renouvelé par tacite reconduction pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Ankara, en triple exemplaire, le dix-neuf Octobre mil neuf cent trente-neuf.

(L.S.) R. HASSIOLLI

(L.S.) H.M. KHATCHIBULL-HUGGREN

(L.S.) DR. R. SAYDAN

PROTOCOLE N° 1

Les Plénipotentiaires soussignés constatent que leurs Gouvernements respectifs sont d'accord pour mettre en vigueur dès sa signature le Traité en date de ce jour.

Le présent Protocole sera considéré comme partie intégrante du Traité conclu en date de ce jour entre la France, le Royaume-Uni et la Turquie.

Fait à Ankara, en triple exemplaire, le dix-neuf Octobre mil neuf cent trente neuf.

Signé : R. MASSIGLI
H.M. KRATCHOUIL-HUGHESON
Dr. R. SAYDAN

P R O T O C O L E N° 2

 Au moment de procéder à la signature du Traité entre la France, le Royaume-Uni et la Turquie, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

 Les engagements assumés par la Turquie en vue du Traité susmentionné ne pourront contraindre ce pays à une action ayant pour effet ou pour conséquence de l'entraîner dans un conflit armé avec l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes.

 Le présent Protocole sera considéré comme partie intégrante du Traité conclu en date de ce jour entre la France, le Royaume-Uni et la Turquie.

 Fait à Ankara, en triple exemplaire, le dix neuf Octobre mil neuf cent trente neuf.

Signé :	R. HASSEIGLI
	H.M. KHATCHIGULL-HUGHESSEN
	Dr. E. SAYIDAN

PROTOCOL N° 3

Au moment de procéder à la signature du Traité ont:
la France, le Royaume-Uni et la Turquie, les Plénipotentiaires
soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce
qui suit au sujet de l'application de l'Article 3, alinéa 2,
dudit Traité :

La France et le Royaume-Uni s'engagent à coopérer
^{effectivement} ~~efficacement~~ avec la Turquie et à lui prêter, à sa demande, toute
l'aide et toute l'assistance en leur pouvoir dès le moment où
une action militaire déclenchée par une Puissance européenne
atteindrait les frontières de la Bulgarie ou de la Grèce.

Le présent Protocole sera considéré comme partie
intégrante du Traité conclu en date de ce jour entre la France
le Royaume-Uni et la Turquie.

Fait à Ankara, en triple exemplaire, le dix-neuf Oc-
tobre mil neuf cent trente neuf.

Signé : R. MASSIGLI
H. M. KEATCHBULL-HUGHESON
MR. R. SAYDAN

ACCORD SPECIAL

Les Gouvernements de la République Française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la République turque, désireux de régler, en connexion avec le Traité en date de ce jour, certaines questions d'ordre financier et économique ou relatives à des fournitures de matériel de guerre, intéressant la Turquie, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1

Le Gouvernement français et le Gouvernement du Royaume-Uni ouvrent à la Turquie un crédit de £ 25.000.000 destiné à couvrir les fournitures de matériel de guerre prévues à l'Article 2 ci-dessous.

Dans ce montant sont compris le crédit de francs français 400.000.000 et celui de £ 10.000.000 que les Gouvernements français et du Royaume-Uni ont antérieurement déclaré mettre à la disposition de la Turquie pour le même objet.

Le crédit susvisé sera remboursable en vingt ans; il portera intérêt à 4 pour cent.

Les conditions de remboursement feront l'objet d'un arrangement ultérieur sans que l'élaboration de cet arrangement puisse ralentir l'envoi des matériels visés à l'article

2 ci-dessous

2 ci-dessous .

ARTICLE 2

Le Gouvernement français et le Gouvernement du Royaume-Uni assureront à la Turquie, dans le plus bref délai possible, la fourniture des matériels qui font l'objet de l'ouverture de crédit stipulée à l'article 1, alinéa 2.

Une Commission comprenant des représentants qualifiés des trois Gouvernements se réunira dans le plus bref délai à Paris ou à Londres pour arrêter le programme de fournitures correspondant au surplus du crédit ^{Article} stipulé à l'Article 1.

Sans attendre la mise au point de ce programme, la Commission déterminera les matériels dont la livraison devra avoir lieu de toute urgence. A cet effet, elle tiendra compte de la nécessité de mettre sans retard la Turquie en état de résister efficacement à une attaque qui pourrait être dirigée à bref délai contre ses frontières en Europe; elle tiendra compte également des possibilités immédiates des Gouvernements français et du Royaume-Uni.

ARTICLE 3

Les stipulations des Articles 1 et 2 ci-dessus ne préjugent pas des arrangements qui pourraient intervenir entre les trois Gouvernements, au cas où ils se trouveraient engagés en commun dans des hostilités en exécution du Traité en date de ce jour, pour fournir à la Turquie le matériel qui serait reconnu nécessaire.

ARTICLE 4

Le Gouvernement français et le Gouvernement du Royaume-Uni accorderont à la Turquie un emprunt de £ 18.000.000. La contrevalleur en or de ce montant sera remise au Gouvernement turc à Ankara par le Gouvernement français et le Gouvernement du Royaume-Uni.

Cet emprunt sera remboursable dans les mêmes délais que le crédit de fournitures visé à l'article 1 ci-dessus. Il portera intérêt à 3 pour cent.

Le Gouvernement français et le Gouvernement du Royaume-Uni acceptent que le service et l'amortissement de cet emprunt soient faits en livres turques qui seront utilisées pour des achats de tabacs ou, après accord, d'autres produits turcs.

ARTICLE 5

Le Gouvernement français et le Gouvernement du Royaume-Uni mettront respectivement à la disposition de la Turquie :

Le Gouvernement français un emprunt représentant la contrevalleur en francs français à la date de ce jour de £ 1.500.000,

et le Gouvernement du Royaume-Uni un emprunt de £ 2.000.000.

Le Gouvernement turc s'engage sur ces montants à accorder la priorité au déblocage des ordonnances commerciales françaises inscrites à ce jour au compte de Clearing jusqu'à concurrence de la contrevalleur en francs français à la date de

ce jour de £ 1.500.000 et à celui des arénances commerciales britanniques inscrites à ce jour au compte de Clearing jusqu'à concurrence de £ 2.000.000.

Ces emprunts seront assujettis aux mêmes conditions d'intérêt et de remboursement que l'emprunt visé à l'Article 4.

ARTICLE 6

Le Gouvernement français et le Gouvernement du Royaume-Uni acceptent que la Turquie ne soit tenue de remplir les engagements contractés par elle en vertu du Traité en date de ce jour que lorsqu'eurent été mis à sa disposition les matériels visés au dernier alinéa de l'Article 2, et après exécution des engagements stipulés au premier Alinéa de l'Article 4 et au premier alinéa de l'Article 5 ci-dessus.

ARTICLE 7

Le présent Accord sera considéré comme partie intégrante du Traité conclu en date de ce jour entre la France, le Royaume-Uni et la Turquie.

Il entrera en vigueur au même temps et dans les mêmes conditions que ce Traité.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Ankara, en triple exemplaire, le dix-neuf Octobre mil neuf cent trente neuf.

CONVENTION MILITAIRE

Les Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la République turque,

désireux de se mettre d'accord sur les mesures militaires destinées à rendre effectives la coopération et l'assistance mutuelle dans les cas prévus par le Traité conclu en date de ce jour, sont convenus des dispositions suivantes

Article I

En vue de s'opposer sans retard au développement des initiatives ennemies, les Parties Contractantes prendront sans autre consultation, les mesures militaires destinées à donner plein effet aux stipulations du Traité en date de ce jour lorsque l'un des cas prévus par ce Traité se produira.

Article 2

Les Parties Contractantes conviennent que, dans le cas d'une agression d'une autre Puissance conduisant à une guerre dans la région balkanique, la Turquie prendra les mesures d'ordre militaire appropriées aux diverses situations.

qui peuvent se présenter, afin de tenir la Bulgarie en respect si les circonstances autorisent à prévoir une participation de cette dernière Puissance à une action dirigée contre une des Parties Contractantes.

Il est également convenu que, pendant l'application des mesures prévues à l'alinéa précédent, la France et le Royaume-Uni prendront de leur côté les dispositions nécessaires en vue de coordonner les efforts communs entrepris dans le même but.

Article 3

Les Parties Contractantes sont d'accord pour reconnaître l'intérêt qu'il y aura à réduire le plus tôt possible les îles du Dodécanèse dans le cas d'un conflit mettant en jeu les clauses du Traité en date de ce jour et impliquant une action hostile de l'Italie.

Les opérations à exécuter en conséquence seront menées par des forces turques avec la coopération des forces navales et aériennes que les deux autres Puissances contractantes pourront mettre en oeuvre. Elles seront précédées, dans toute la mesure du possible, d'actions navales et aériennes visant à acquérir la supériorité sur mer et dans l'air, à isoler les îles en question et à paralyser leurs garnisons.

Les plans à adopter pour ces opérations (organisation du commandement -phases successives de l'opération et objectifs correspondants - effectifs à mettre en oeuvre- réunion et mise à pied d'oeuvre des moyens de transport nécessaires-

protection des débarquements, etc...) seront établis au cours de conférences qui auront lieu entre les Etats-Majors intéressés après mise en vigueur de la présente Convention militaire.

La participation française comportera des forces aériennes prélevées au Levant, pour lesquelles des bases aériennes seront équipées en territoire turc dès le temps de paix.

Article 4

Les Parties Contractantes reconnaissent l'intérêt qu'il y aurait, en cas d'agression d'une autre Puissance, à ne pas laisser cette dernière s'emparer de Salonique et à donner, dès le début, un caractère interallié à la défense contre l'ennemi commun dans cette région, étant bien entendu que la défense du territoire grec incombe essentiellement à l'Armée hellénique.

En ce qui concerne les mesures à prendre pour l'intégrité du territoire de la Thrace grecque et le maintien des communications avec la Thrace turque, l'Armée turque apporte son concours dans la zone menacée, suivant les conditions générales figurant à l'Article 2.

Il est admis que toute action maritime tendant à troubler les communications par mer de l'ennemi en Basse Adriatique, et en Mer Ionienne, apporterait une aide efficace à l'action terrestre engagée pour la conservation de Salonique.

La France est disposée à concourir initialement à la défense de la région de Salonique au moyen d'un corps expéditionnaire transporté du Levant dans les conditions définies à l'Article 5 ci-dessous.

En vue de faciliter la liaison des forces interalliées qui auraient à opérer tant sur le théâtre balkanique que dans les zones maritimes avoisinantes, et la coordination de leurs efforts, la France est disposée à envoyer à Salonique une haute personnalité militaire.

L'Etat-Major turc accepte de saisir de ces prévisions l'Etat-Major Hellénique, et, s'il en trouve la possibilité, d'étudier avec lui les dispositions initiales à prendre en conséquence en territoire grec. Les Etats-Majors français et britannique seront tenus au courant de ces contacts.

Article 5

La Turquie accepte de faciliter les transports des forces alliées à travers son territoire et à travers la Mer de Marmara; les facilités accordées comporteront l'usage des routes et des voies ferrées, des ports, des terrains d'aviation, etc... dans des conditions et selon un ordre d'urgence à déterminer pour chaque cas particulier.

Les modalités des mouvements qui, en application de la présente Convention, peuvent être prévus à l'avance, seront déterminées dès le temps de paix d'accord entre les Etats-Majors intéressés. Il est entendu que, pour les transports par voie ferrée des troupes en provenance du Levant à travers le territoire turc, ces troupes utiliseront de bout en bout les trains dans lesquels elles^{se} seront embarquées, ceux-ci étant renvoyés ensuite, dans le plus bref délai, sur les gares de provenance.

D'autre part, après accord avec les Autorités turques

les forces alliées pourront organiser et approvisionner des bases à leur usage dans les ports turcs, maritimes et aérien les ententes nécessaires feront l'objet d'études entre les Etats-Majors intéressés dès le temps de paix.

Article 6

Les Parties Contractantes reconnaissent qu'en cas d'une agression d'une autre Puissance contre la Roumanie, la défense de son territoire incombe au premier chef à l'Armée roumaine.

L'aide qui peut lui être apportée en exécution des clauses du Traité en date de ce jour se manifestera :

- indirectement, par les mesures d'ordre militaire prises par la Turquie en vertu de l'Article 2 ci-dessus.

- directement, dans toute la mesure du possible, selon les circonstances, par des éléments des forces franco-britanniques; la Turquie facilitera, comme il a été convenu à l'Article 5 ci-dessus, le transit du personnel et du matériel à travers son territoire.

Article 7

Les Parties Contractantes sont d'accord pour reconnaître les répercussions considérables que ne manquera pas d'avoir sur l'évolution des opérations terrestres en Orient le développement de la situation navale en Méditerranée Orientale.

Elles considèrent qu'il est d'un intérêt commun d'exploiter leur supériorité navale en Méditerranée pour mettre le littoral de la Turquie à l'abri des actions prolongées ennemies venant de la mer, pour assurer la protection des opérations en Mer Egée et pour rétablir un trafic maritime régulier dans l'ensemble de la Méditerranée.

Article 8

Les Parties Contractantes reconnaissent qu'il est de l'intérêt de leur action commune, pour l'application du Traité en date de ce jour, que toute l'aide matérielle possible soit fournie à la Turquie par la France et par le Royaume Uni.

Article 9

Les Parties Contractantes conviennent de procéder dans toute la mesure du possible à l'échange des renseignements de toute nature, intéressant leur coopération, que possèdent leurs Etats-Majors sur les forces étrangères et de prendre, d'accord, des mesures pour se faciliter la recherche de ces renseignements.

La question des liaisons nécessaires aux opérations en temps de guerre entre la Turquie et ses alliés occidentaux fera l'objet, dès le temps de paix, d'une étude entre les Etats-Majors.

Article 10...

Article 10

La présente Convention militaire sera considérée comme partie intégrante du Traité conclu en date de ce jour entre la France, le Royaume-Uni et la Turquie.

Elle entrera en vigueur en même temps et dans les mêmes conditions que ce Traité.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Ankara, en triple exemplaire, le dix-neuf Octobre mil neuf cent trente-neuf.

(L.S.)	R. Kassigli
(L.S.)	Weygand
(L.S.)	H.M. Knatchbull-Hugessen
(L.S.)	Ar. Wavell Général
(L.S.)	Dr. R. Saydam
(L.S.)	Fevzi Çakmak

Source : MAE, dossier Massigli 23

**AIDE-MEMOIRE REMIS PAR LE GENERAL PAPAGOS,
CHEF D'ETAT-MAJOR GENERAL DE L'ARMEE HELLENIQUE
AU LIEUTENANT-COLONEL MARIOT,
ENVOYE DU GENERAL GAMELIN EN GRECE, DECEMBRE 1939**

A I D E - M E M O I R E

I.-Il est possible que la guerre s'étende dans la Péninsule Balkanique. Pour le moment on n'a aucun indice à ce sujet; en tout cas, suivant les conditions politiques actuelles, l'extension de la guerre dans les Balkans à la suite d'une agression italienne paraît être de beaucoup moins probable que celle résultant d'une agression russe, russo-allemande ou allemande, à la quelle peut être d'autres Pays comme p.ex. la Hongrie et surtout la Bulgarie, qui est en ce moment intensément approvisionnée en matériel de guerre par l'Allemagne, pourraient s'associer.

II.- Pour la préparation d'une action commune dans les cas où, la guerre s'étendant dans la Péninsule Balkanique, la Grèce y serait mêlée, l'Etat-Major Général Hellénique considère qu'il serait utile que le contact entre les Etats-Majors intéressés soit engagé dans le cadre général suivant ;

-Etudier un plan d'action d'ensemble envisageant les hypothèses les plus probables de l'extension de la guerre dans les Balkans.

-Etudier le rôle incombant à chacune des forces alliées qui coopéreront dans ce plan d'ensemble .

III.- La Bulgarie s'associant à une agression d'une ou d'autres Puissances dans les Balkans, la mise hors de cause de la Bulgarie le plus vite possible devrait être un des buts militaires primordiaux des forces alliées.

IV.- Etant donné qu'actuellement la Grèce ne dispose que de moyens relativement faibles en aviation et défense antiaérienne, l'appui le plus efficace des alliés consisterait en premier ordre d'urgence en unités d'aviation et de défense antiaérienne avec leurs personnels.

la fin des transports de concentration de l'Armée Hellénique.

-La préparation de leur mise en oeuvre, en fonction des conditions du moment.

VI.-La Grèce ayant adopté, tant qu'elle n'est pas mêlée au conflit actuel, une politique de neutralité, l'Etat-Major Général Hellénique estime qu'en vue d'éviter des situations délicates pour elle aussi bien envers ses alliés Balkaniques qu'envers ses futurs adversaires, il est nécessaire que tous les travaux d'étude et de préparation aient lieu le plus secrètement possible.

Le Chef de l'Etat-Major Général Hellénique est de l'avis, que ce but serait atteint, si l'entente en ce qui concerne les questions, qui viennent d'être exposées, se réalisait par l'entremise des Attachés Militaires alliés à Athènes, et, quand cela serait jugé nécessaire, par celle d'un délégué du Haut Commandement allié, comme il vient d'avoir eu lieu avec le Lt Colonel Mariot.

VII.-Le Chef de l'Etat-Major Général Hellénique, estime qu'une accélération du rythme de la préparation militaire de la Grèce consisterait une aide très efficace de la part des Alliés, prie le Haut Commandement allié de bien vouloir intervenir auprès des Gouvernements alliés pour que:

-La France lève l'arrêt sur les avions que la Grèce, par ses propres ressources économiques avait commandé aux usines françaises.

-L'Angleterre augmente le crédit de deux millions de livres sterling accordé à la Grèce; augmentation que le Gouvernement Hellénique a demandé depuis longtemps, et permette l'utilisation de ce crédit pour le renforcement de l'aviation hellénique.

-Le matériel demandé par la Grèce à la France soit fourni le plus tôt possible.

VIII.-La production en munitions d'artillerie de l'industrie mili-

./../.

taire ~~grecque~~ étant restreinte, et les stocks du temps de paix ne suffisant que pour des opérations de quelques semaines, il serait désirable que l'industrie militaire alliée fût préparée pour le réapprovisionnement en munitions, d'artillerie de l'Armée Hellénique, dont presque toute l'artillerie, excepté l'artillerie antiaérienne qui comporte les calibres de 88, 37 et 20, est de provenance Française .

Source : AYE, dossier 1940/1

CARTES D'OPERATIONS DANS LES BALKANS DESSINEES PAR L'ETAT-MAJOR DU GENERAL WEYGAND EN NOVEMBRE 1939

Note: Les deux cartes présentent les possibles lignes de front à atteindre par le corps expéditionnaire allié en Macédoine et en Roumanie.

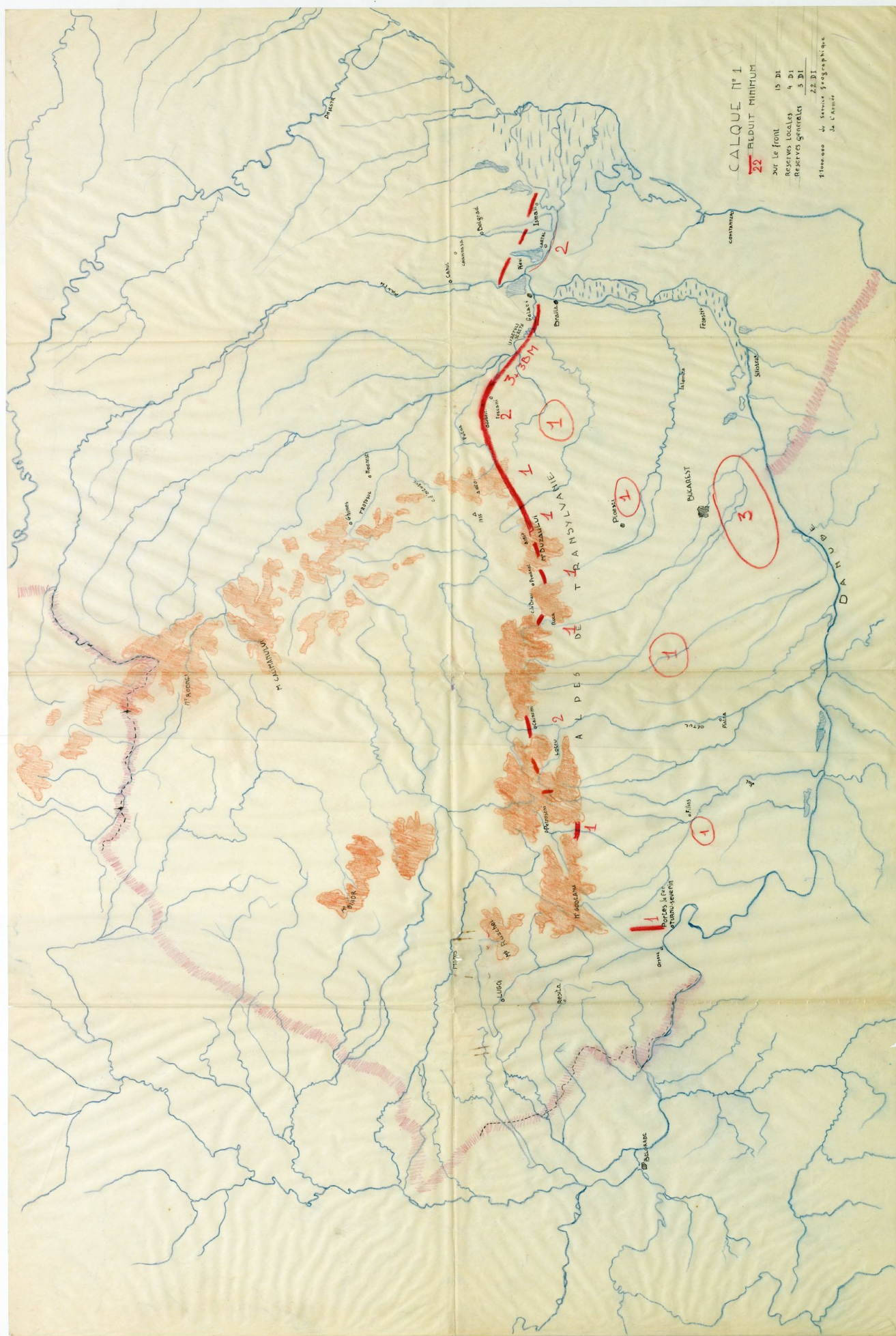
Pour la Macédoine, les lignes dessinées représentent:

- la position de 1916,
- la première position minimum (ligne C),
- les deuxième et troisième position intermédiaires (lignes E et F),
- la position maximum (ligne D).

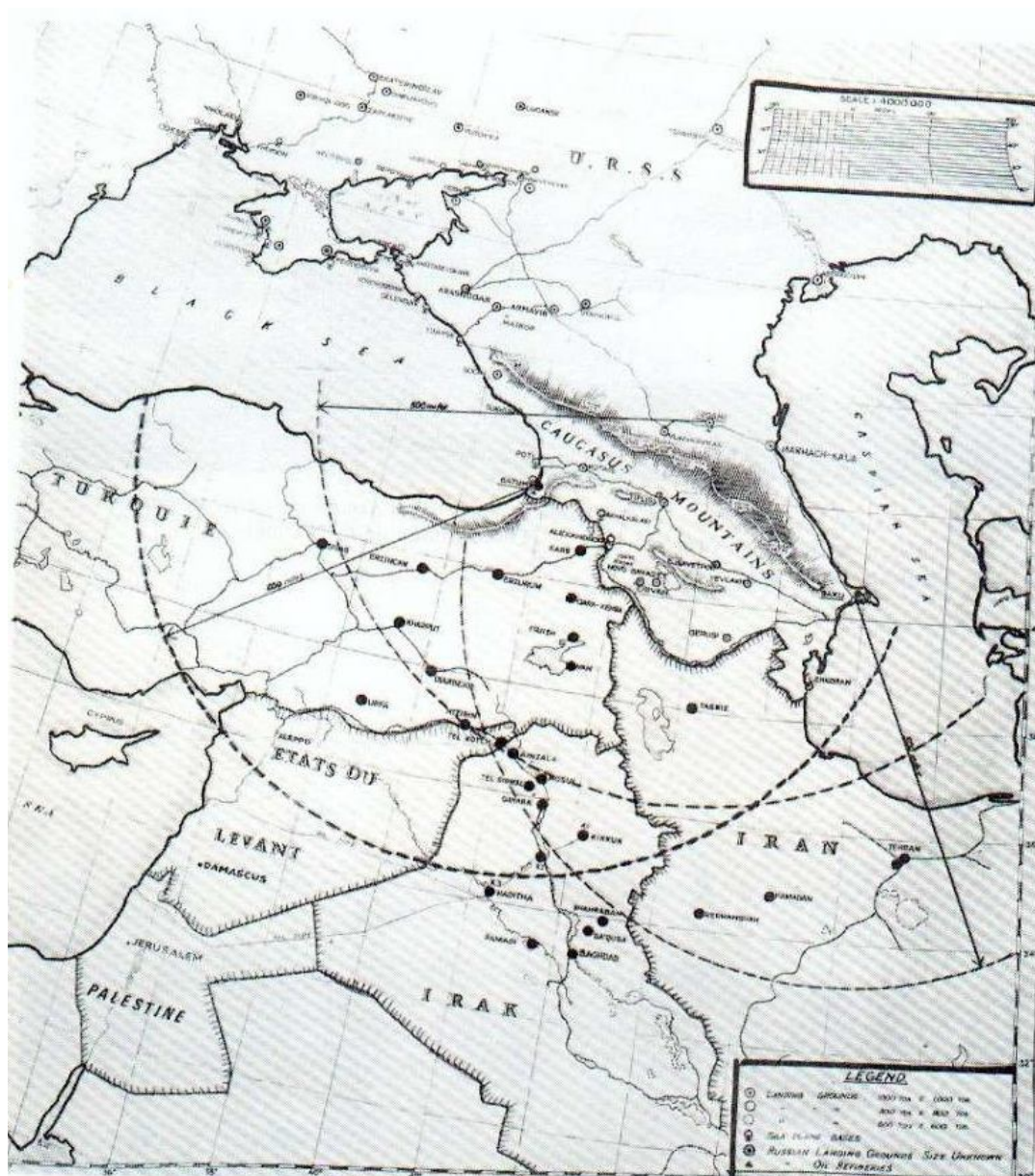
Pour la Roumanie, la ligne rouge représente les contours d'un réduit minimum à tenir par les armées alliées et roumaine, soit (comme il est mentionné sur la légende) 22 divisions.

Source: annexes aux documents n° 1011 S/3 et 1172 S/3, SHD-DAT, carton 27N247/2, 16/11/1939





CARTE BRITANNIQUE DU PLAN DE BOMBARDEMENT DU CAUCASE AVRIL 1940

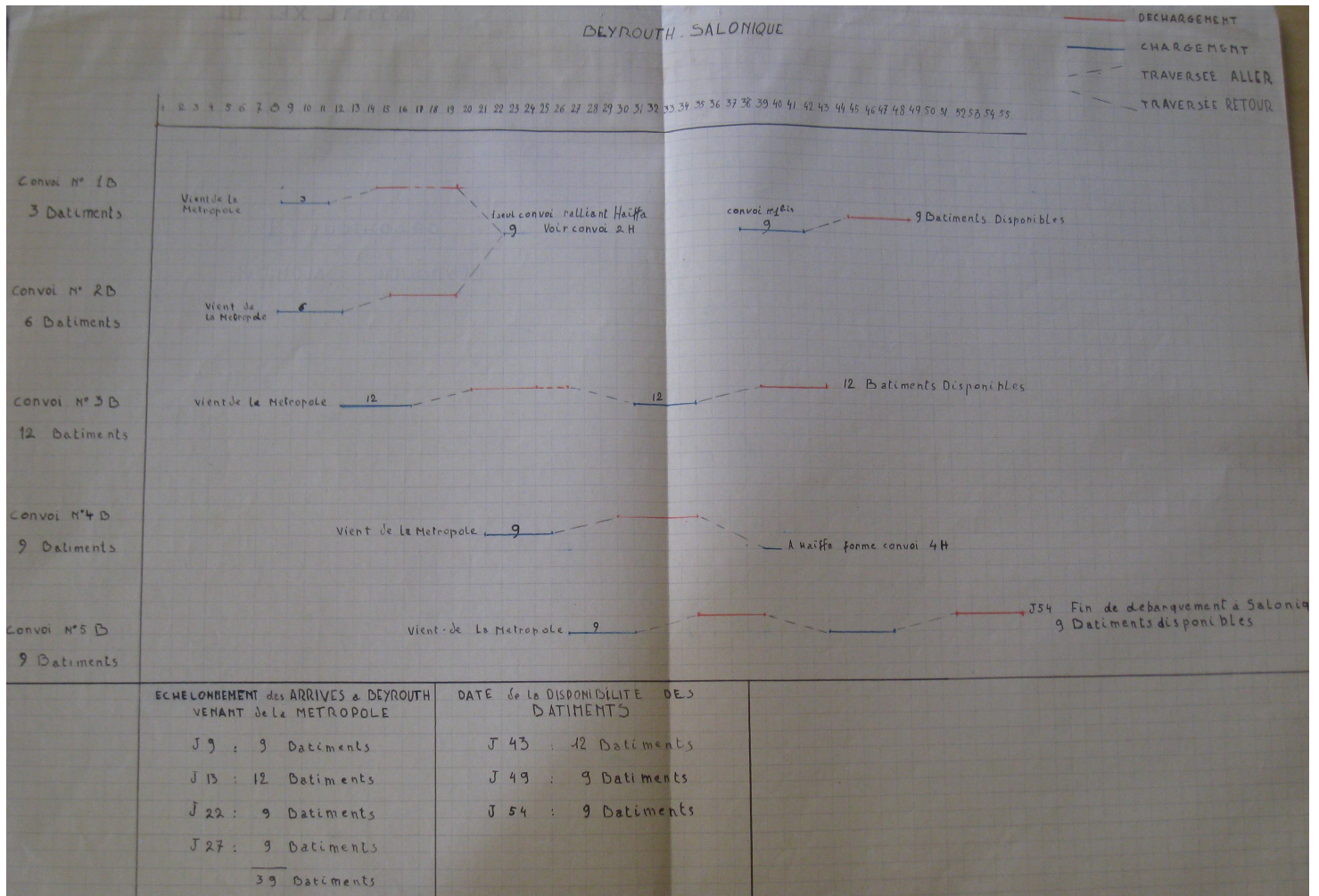


Note: Annexée au plan MA6 et retrouvée au SHD-DAA, cette carte montre les possibilités de bombardement de Bakou, de Grozny et de Batoum. Les rayons de 500 km autour de chacune des cibles couvrent les possibles bases de lancement des bombardements, situées en Turquie et en Irak.

Tiré de:

Patrice BUFFOTOT, « Le projet de bombardement des pétroles du Caucase en 1940 » dans *Revue Historique des Armées* n° 4, Paris, 1979, p. 78.

PLAN DE TRANSPORT DE TROUPES DE BEYROUTH A SALONIQUE NOVEMBRE 1939



Note: Dessiné par l'état-major du général Weygand, ce plan de transport prévoyait le déplacement d'un corps expéditionnaire de Beyrouth à Salonique en 55 jours avec 39 bâtiments envoyés depuis la Métropole et séparés en cinq convois.

Source: annexe au document n° 1069 3/S, SHD-DAT, carton 27N247/2, 16/11/1939.

SOURCES

FRANCE

1. ARCHIVES DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES (MAE), LA COURNEUVE

1.1. Correspondance politique et commerciale 1914-1940

1.1.1. Série Z : Europe

1.1.1.1. **Albanie 1930-1940**

Dossier 77 : questions dynastiques, 1933-1940
Dossier 78 : presse, 1932-1940
Dossier 81 : relations italo-albanaises, 1933-1939
Dossier 84 : relations franco-albanaises, 1933-1939
Dossier 89 : pétrole et mines, 1930-1939

1.1.1.2. **Allemagne 1930-1940**

Dossiers 724 à 726 : tension européenne du printemps, 1939
Dossier 737 : négociations avec la Turquie, 1939-1940
Dossier 753 : propagande hitlérienne à l'étranger, 1933-1940

1.1.1.3. **Balkans 1930-1940**

Dossier 19 : dossier général, 1930-1938
Dossier 20 : dossier général, 1938-1940
Dossier 21 : pacte de neutralité, 1939
Dossier 22 : Thrace, 1933-1939

1.1.1.4. **Bulgarie 1930-1940**

Dossier 111 : personnel, 1930-1940
Dossier 112 : attachés militaire et naval, 1930-1940
Dossier 114 : questions dynastiques, 1930-1940
Dossier 115 : corps diplomatique, 1930-1940
Dossier 116 : personnalités politiques, 1930-1940
Dossier 117 : presse, 1930-1940
Dossier 120 : matériel de guerre, 1930-1940
Dossier 126 : élections, 1930-1939
Dossier 135 : politique étrangère, 1931-1939
Dossier 136 : politique étrangère, 1939

1.1.1.5. **Grèce 1930-1940**

Dossier 185: armée, 1930-1939
Dossier 187: marine, 1930-1939

Dossier 203 : dossier général, 1930-1939

Dossier 205 : propagande de l'Allemagne, des Alliés, de la France, 1932-1939

1.1.1.6. Italie 1930-1940

Dossiers 273 à 277 : politique étrangère, 1938-1940

Dossiers 326 et 327 : relations avec la Yougoslavie, 1938-1940

Dossier 328 : relations avec l'URSS, 1930-1939

Dossier 361 : Rhodes, 1930-1938

1.1.1.7. Roumanie 1930-1940

Dossier 154 : presse, 1937-1938

Dossier 155 : presse, 1938-1940

Dossier 156 : documentation imprimée, 1931-1939

Dossier 163 : matériel de guerre, 1938-1939

Dossier 167 : marine, 1936-1939

Dossier 173 : politique intérieure, 1930-1939

Dossier 180 : politique étrangère, 1936-1939

Dossier 181 : politique étrangère, 1939-1940

Dossier 182 : roi Carol, 1934-1939

Dossier 187 : accords internationaux, 1930-1939

Dossier 188 : accords internationaux, 1930-1939

Dossier 189 : Transylvanie, 1930-1940

Dossier 192 : relations avec la Hongrie

Dossier 197 : pactes roumano-soviétiques

Dossier 199 : relations avec l'Italie, 1938-1939

Dossier 200 : Bessarabie, 1930-1940

1.1.1.8. URSS 1930-1940

Dossiers 961 et 962 : politique étrangère, 1930-1939

Dossiers 990 et 991 : relations avec la Bulgarie, 1930-1939

Dossier 1026 : relations avec la Turquie, 1936-1939

Dossier 1027 : relations avec la Yougoslavie, 1931-1940

Dossier 1030 : relations avec divers pays, 1936-1939

Dossier 1093 : nationalités et régionalisme, 1930-1940

Dossier 1268 : politique étrangère, 1930-1940

1.1.1.9. Yougoslavie 1930-1940

Dossier 130B : personnalités politiques, 1938-1939

Dossier 143 : presse, 1936-1939

Dossier 149 : matériel de guerre, 1936-1939

Dossier 150 : matériel de guerre, 1939

Dossier 152 : aviation, 1937-1939

Dossier 155 : marine, 1937-1939

Dossier 167 : politique intérieure, 1936-1939

Dossier 179 : politique étrangère, 1931-1938

Dossier 180 : politique étrangère, 1939

Dossier 189 : relations avec la Hongrie, 1936-1939

1.1.2. Série E : Levant

1.1.2.1. Turquie 1930-1940

Dossier 618: politique balkanique, 1938-1939

Dossier 628: relations extérieures, 1937-1939

Dossier 629: propagande allemande, 1939

1.1.2.2. Syrie-Liban 1930-1940

Dossier 469: Sandjak d'Alexandrette, 1936-1939

Dossiers 470 à 474: Sandjak d'Alexandrette, 1939

Dossiers 475-476 : Sandjak d'Alexandrette, 1940

1.1.3. Série Y : International 1918-1940

1.1.3.1. Affaires politiques

Dossier 9 : politique européenne, 1934-1940

1.1.3.2. Conférences politiques

Dossier 694 : accord spécial anglo-franco-turc, 1940

1.2. Papiers 1940

1.2.1. Reconstitution Fouques-Duparc

Dossier 16 : Balkans : dossier général, février 1934 – mars 1940

Dossier 17 : Bulgarie : dossier général, juillet 1938 – juin 1940

Dossier 36 : Grèce : dossier général, avril 1939 – juin 1940

Dossier 46 : Italie : guerre, août 1939 – avril 1940

Dossier 47 : Italie : guerre, avril 1940 – mai 1940

Dossier 48 : Italie : guerre, mai 1940 – juin 1940

Dossier 59 : Roumanie, août 1938 – novembre 1939

Dossier 60 : Roumanie, mars 1939 – juin 1940

Dossier 71 : Turquie, mai 1938 – juin 1940

Dossiers 72 à 74 : Turquie et alliés, janvier 1939 – juin 1940

Dossier 75 : Turquie – URSS, décembre 1939 – juin 1940

Dossier 83 : URSS – Caucase, décembre 1939 – mars 1940

Dossier 86 : Levant, septembre 1939

1.2.2. Papiers Reynaud

Dossier 3 : 1^{er} avril 1940 – 28 mai 1940

Dossier 4 : 18 mai 1940 – 8 juin 1940

Dossier 5 : 1^{er} mai 1940 – 3 juin 1940

1.2.3. Cabinet Bonnet

Dossier 2 : 24 août 1939
Dossier 3 : 31 juillet 1938 – 5 août 1938
Dossier 9 : 5 septembre 1939 – 11 septembre 1939
Dossier 11 : 24 mars 1939 – 9 septembre 1939
Dossier 16 : 21 avril 1939 – 12 septembre 1939

1.2.4. Papiers Bonnet

Dossier 3 : Turquie – URSS, mai 1939

1.2.5. Papiers Daladier

Dossier 4 : guerre 1939-1940, septembre 1939
Dossier 5 : 23 octobre 1939 – 21 décembre 1939
Dossier 7 : 16 avril 1940 – 19 mai 1940

1.3. Papiers d'agents – Archives privées

1.3.1. Réné Massigli

Dossier 21 : problèmes intérieurs turcs, juillet 1938 – juin 1940
Dossier 22 : situation internationale, mars 1939 – juillet 1940
Dossier 23 : politique extérieure turque, mai 1938 – juillet 1940
Dossier 24 : relations politiques et militaires franco-turques, février 1938 – août 1940
Dossier 25 : négociations anglo-franco-turques, avril 1939 – mai 1940
Dossier 26 : relations franco-turques à propos de la Syrie, avril 1939 – juin 1940
Dossier 27 : relations franco-turques à propos de la Syrie, septembre 1938 – mars 1939
Dossier 28 : relations franco-turques à propos de la Syrie, juillet 1939 – juillet 1940
Dossier 29 : coopération économique franco-turque, janvier 1938 – avril 1940
Dossier 30 : coopération économique franco-turque, mai 1939 – août 1940
Dossier 33 : presse, radio et propagande, novembre 1938 – juillet 1940
Dossier 35 : gestion de l'ambassade et discours, janvier 1939 – août 1940
Dossiers 37 à 39 : documents ayant servi à la rédaction de l'ouvrage *La Turquie devant la guerre : mission à Ankara*
Dossier 104 : correspondance active et passive, lettres V à W (dont 34 échanges avec le général Weygand, 1939-1942)

1.3.2. Henri Hoppenot

Dossier 7 : sous-direction Europe, 1938-1939
Dossier 8 : notes sur la guerre, 1939-1940
Dossier 18 : correspondance échangée, 1939-1940

2. SERVICE HISTORIQUE DE LA DEFENSE (SHD), VINCENNES

2.1. Département de l'Armée de Terre (SHD-DAT)

2.1.1. Série N : troisième République

2.1.1.1. **Sous-série 2N : Conseil Supérieur de la Défense Nationale**

Carton 2N26 : Comité de guerre, procès-verbaux des séances septembre 1939 – mai 1940

Carton 2N159 : guerre économique, CSDN, 1^{ère} section

- Dossier 2 : Roumanie
- Dossier 7 : URSS

Carton 2N225 : CSDN, 3^{ème} section : réunion des Chefs d'état-major

Carton 2N235 : CSDN, 3^{ème} section : Balkans

- Dossier 3 : notes et télégrammes relatifs aux Balkans
- Dossier 4 : Roumanie
- Dossier 5 : Turquie
- Dossier 6 : Grèce
- Dossier 7 : Yougoslavie
- Dossier 8 : Bulgarie

Carton 2N236 : CSDN, 3^{ème} section : cessions d'armes à l'Europe orientale

- Dossier 1 : cessions d'armes aux pays de l'est européen

2.1.1.2. **Sous-série 5N : Cabinet du Ministre**

Carton 5N579 : Cabinet du Ministre : politique de défense

Carton 5N580 : Cabinet du Ministre, Section Défense Nationale : conduite de la guerre

- Dossier 1 : conduite de la guerre
- Dossier 2 : comités secrets des chambres
- Dossier 7 : Balkans

Carton 5N585 : Cabinet du Ministre, Section Défense Nationale : minutier

2.1.1.3. **Sous-série 7N : Etat-major de l'Armée, 2^{ème} bureau**

Carton 7N2747 : Attaché militaire en Bulgarie, 1933-1940

Carton 7N2748 : Bulgarie

Carton 7N2821 : Attaché militaire en Grande Bretagne

- Dossier 2 : télégrammes de l'attaché militaire à Londres 1939-1940

Carton 7N2876 : attaché militaire en Grèce, 1938-1940

Carton 7N2880 : compte-rendu du lieutenant-colonel Mariot sur sa mission à Athènes

Carton 7N2914 : attaché militaire en Italie

- Dossier 2 : 1940

Carton 7N3053 : attaché militaire en Roumanie

Carton 7N3154 : attaché militaire en Yougoslavie, 1938-1940

Carton 7N3227 : attaché militaire en Turquie, 1938-1940

Carton 7N3256 : pourparlers anglo-franco-turcs, 1939-1940

Carton 7N3263 : cessions de matériel à la Turquie, 1926-1940

- Dossier 4 : rapports
- Carton 7N3264: missions militaires en Turquie, 1922-1939

2.1.1.4. Sous-série 27N : Grand Quartier Général (GQG)

- Carton 27N4 : Grand Quartier Général - Cabinet Défense Nationale (GQG-CDN)
- Dossier 1 : Conseil Suprême Interallié
 - Dossier 2 : plans généraux pour la conduite de la guerre
- Carton 27N5 : GQG-CDN : relations avec les alliés
- Dossier 1 : réunions des Commandants en Chef
- Carton 27N6 : GQG – Comité d’Etudes Militaires Interalliées (CEMI)
- Dossier 1 : politique militaire dans les Balkans et au Proche et Moyen Orient
- Carton 27N9 : GQG-CDN : conduite de la guerre
- Dossier 1 : attitude de l’Italie
 - Dossier 2 : Balkans
 - Dossier 3 : projets d’opérations au Levant, en mer Noire et au Caucase
- Carton 27N14 : GQG – Aide major général chargé des relations interalliées et des Théâtres d’Opérations Extérieurs (AMG/TOE)
- Dossier 1 : Minutiers, septembre 1939 – janvier 1940
- Carton 27N15 : GQG – AMG/TOE, janvier 1940 – juin 1940
- Dossier 1 : chronos, janvier – juin 1940
- Carton 27N16 : GQG – AMG/TOE : conduite de la guerre
- Dossier 2 : conduite de la guerre : Balkans
- Carton 27N82 : GQG, 3^{ème} bureau : forces du Levant, Méditerranée
- Dossier 3 : forces du Levant
 - Dossier 6 : organisation défensive des Balkans
- Carton 27N246 : Théâtre d’Opérations de la Méditerranée Orientale (TOMO)
- Dossier 1 : télégrammes au départ
 - Dossier 2 : télégrammes à l’arrivée
 - Journal de Marche de l’état-major du Commandant en Chef des forces français de l’Orient Méditerranéen
- Carton 27N247 : Théâtre d’Opérations de la Méditerranée Orientale (TOMO)
- Dossier 1 : état-major du général Weygand
 - Dossier 2 : opérations en Méditerranée orientale
 - Dossier 3 : intervention en Thrace
 - Dossier 4 : attaque au Caucase
 - Dossier 5 : collaborations franco-britannique et franco-balkanique
 - Dossier 6 : le général Weygand et l’action dans les Balkans
- Carton 27N248 : TOMO : opérations en Méditerranée
- Dossier 1 : opérations en Méditerranée orientale
 - Dossier 2 : conférences
 - Dossier 3 : transport du corps expéditionnaire et équipement du TOMO

2.1.2. Série H : Outre-Mer

Sous-série 4H : Levant

Carton 4H271 : Commandement Supérieur des Troupes du Levant (CSTL): Journal de Marche des Opérations

Carton 4H272 : Commandement Supérieur des Troupes du Levant (CSTL)

- Dossier 1 : contacts d'états-majors franco-britanniques
- Dossier 2 : mise sur pied du Corps Expéditionnaire de l'Armée du Levant
- Dossier 3 : mise sur pied, organisation et renforcement du corps expéditionnaire de l'Armée du Levant
- Dossier 3bis : étude sur l'organisation de la base de Salonique par les alliés

2.2. Département de la Marine (SHD-DM)

2.2.1. Série BB : 1920-1940

2.2.1.1. **Sous-série 1BB2 : correspondance au départ**

2.2.1.1.1. Etat-major général, section d'études

Carton 171 : correspondance expédiée 1938

Carton 172 : correspondance expédiée 1939

Carton 173 : correspondance expédiée 1940-1942

Carton 183 : conversations d'états-majors franco-britanniques

Carton 184 : politique générale, droit international : études locales (Méditerranée, Détroits), 1932-1940

Carton 185 : politique générale, droit international : Proche Orient, Turquie, Levant

Carton 188 : traités

Carton 207 : plans d'opérations et de défense, 1937-1942

Carton 208 : correspondance manuscrite de l'amiral Darlan

Carton 210 : direction de la guerre, haut commandement

Carton 217 : organisation de la défense nationale et conduite de la guerre 1921-1942

Carton 218 : organisation de la défense nationale et conduite de la guerre 1929-1942

2.2.1.1.2. Etat-major général, 2^{ème} bureau

Carton 84 : renseignements, 1938-1939

Carton 92 : bulletins de renseignements, 1937-1939

Carton 109 : organisation des forces navales (dont Levant), 1938-1939

Carton 110 : organisation des forces navales (dont Méditerranée), 1938

Carton 115 : opérations militaires (dont Italie), 1923-1939

2.2.1.2. **Sous-série 1BB3 : correspondance reçue**

Carton 58 : bulletins périodiques sur l'Europe et la Méditerranée, 1939-1940

2.2.1.3. **Sous-série 1BB7 : attachés et missions navales, marines étrangères**

Carton 42 : attaché naval à Londres
Carton 114 : attaché naval à Rome
Carton 168 : attachés navals en Europe sud-orientale : correspondance 1933-1939
Carton 169 : attachés navals en Europe sud-orientale : renseignements 1933-1938

2.2.2. Série TTA : 1939-1945

2.2.2.1. Cabinet du ministre, état-major général

Carton 1 : bulletins d'informations, 1939-1940
Carton 2 : correspondance départ, janvier 1940 – juin 1940
Carton 5 : état-major général, cabinet du chef d'état-major, 1939-1940
Carton 12 : état-major général, 3^{ème} bureau, correspondance départ, 1937-1940
Cartons 13 à 15 : état-major général, 3^{ème} bureau, correspondance, mars 1939- août 1939
Carton 24 : Amirauté, 1939-1940

2.2.2.2. Forces Maritimes Françaises (FMF), 2^{ème} bureau

Carton 42 : cabinet du ministre, GQG, 1940
Carton 43 : ministère des Affaires étrangères, 1940-1943
Carton 44 : Grande Bretagne : conduite de la guerre
Carton 48 : mission du Danube, 1939-1940

- Correspondance provenant de l'attaché naval à Bucarest
- Pièces provenant de l'attaché naval à Belgrade
- Pièces provenant de l'Amirauté
- Documents britanniques
- Pièces provenant de la mission navale française à Londres
- Mission du Danube : compte-rendu d'opérations, juin 1940

Carton 49 : Italie, Allemagne, Grèce

2.2.2.3. Forces Maritimes Françaises (FMF), 3^{ème} bureau

Carton 84 : correspondance à l'arrivée (dont compte-rendu de la conférence de Haïffa)
Carton 92 : conduite de la guerre, opérations diverses
Carton 94 : conduite de la guerre, Balkans

- Dossier 1 : documents en provenance de l'Amirauté
- Dossier 2 : documents en provenance des hautes autorités françaises
- Dossier 3 : documents en provenance des hautes autorités britanniques ou de la mission navale à Londres
- Dossier 4 : documents en provenance du corps expéditionnaire
- Dossier 5 : documents en provenance de l'Amiral Sud
- Dossier 8 : procès-verbaux de conférences
- Dossier 9 : études

2.3. Département de l'Armée de l'Air (SHD-DAA)

2.3.1. Série B : entre-deux-guerres

Sous-série 2B : état-major général

2.3.1.1. 1^{er} bureau

Carton 2B1 : organisation générale et géographique, 1929-1939

Carton 2B6 : forces aériennes du Levant, 1934-1940

2.3.1.2. 2^{ème} bureau

Carton 2B52 : documents secrets de l'état-major français reproduits en Allemagne

Cartons 2B54 à 55 : bulletins d'informations, décembre 1939 – juin 1940

Carton 2B85 : Italie, dont Dodécanèse et colonies, 1934-1940

Carton 2B88 : Italie : répertoires, renseignements, cartes d'objectifs août 1938–août 1939

Carton 2B92 : Italie : dossiers d'objectifs, 1940

Carton 2B96 : Balkans, 1939-1940

Carton 2B97 : Roumanie : attaché de l'air, 1939-1940

Carton 2B99 : URSS, 1939-1940

2.3.2. Série D : Armée de l'Air, 1939-1945

2.3.2.1. Sous-série 1D : GQG Aérien (GQGA)

Carton 1D1 : réunions des Commandants en Chef, octobre 1939 – avril 1940

Cartons 1D21 et 1D22 : bulletins de renseignements du GQGA, 1939 – 1940

Carton 1D32 : Hollande, Pologne, Balkans, septembre 1939 – juin 1940

- Dossier 1 : Grèce
- Dossier 2 : Europe danubienne et balkanique, Moyen-Orient

Carton 1D33 : plans et études des bombardements contre le Caucase

Carton 1D34 : Balkans, Moyen-Orient, Suisse, Belgique

- Dossier 1/4 : précautions contre l'entrée en guerre de l'Italie, actions militaires alliées, septembre 1939 – juin 1940
- Dossier 1/5 : politique militaire interalliée dans les Balkans, l'Europe danubienne et le Moyen-Orient, septembre 1939 – juin 1940
- Dossier 1/6 : étude d'opérations alliées à Salonique et en Crète

Carton 1D36 : Balkans, Turquie

- Dossier 1/3 : travaux d'infrastructure, aide franco-britannique aux pays de l'Europe danubienne et balkanique et du Moyen-Orient
- Dossier 1/5 : aide à la Turquie, discussions anglo-franco-turques, août 1939 – avril 1940.

2.3.2.2. Sous-série 2D : unités de guerre

Carton 2D1 : carnets du général Mendigal

Carton 2D2 : journaux de marche

ROYAUME-UNI

THE NATIONAL ARCHIVES (TNA), KEW, RICHMOND

1. Série CAB: Cabinet Office

1.1. Sous-série CAB 21: registered documents

CAB 21/1179: military strategy in the Middle East, the Near East and the Balkans, décembre 1939 – janvier 1940

CAB 21/1180: military strategy in the Middle East, the Near East and the Balkans, février 1940 – avril 1940

CAB 21/1181: military strategy in the Middle East, the Near East and the Balkans, avril 1940 – juin 1940

1.2. Sous-série CAB 23: conclusions of the meetings of the Cabinet

CAB 23/98: 15 mars 1939 – 15 avril 1939

CAB 23/99: 24 avril 1939 – 14 juin 1939

1.3. Sous-série CAB 63: Lord Hankey: Papers

CAB 63/104 à 115 : Preventing Oil Supplies from reaching Enemy Powers (P.O.G.) Committee, 1939 – 1940

1.4. Sous-série CAB 65 : conclusions of the War Cabinet meetings

CAB 65/1: 3 septembre 1939 – 31 octobre 1939

CAB 65/2 : 1^{er} novembre 1939 – 27 décembre 1939

CAB 65/5 : 2 janvier 1940 – 29 février 1940

CAB 65/6 : 1^{er} mars 1940 – 30 avril 1940

CAB 65/7 : 1^{er} mai 1940 – 25 juin 1940

1.5. Sous-série CAB 66: War Cabinet memoranda

CAB 66/1 : 4 septembre 1939 – 30 septembre 1939

CAB 66/2 : 2 octobre 1939 – 17 octobre 1939

CAB 66/3 : 29 octobre 1939 – 6 décembre 1939

CAB 66/5 : février 1940 – mars 1940

CAB 66/6 : mars 1940 – avril 1940

1.6. Sous-série CAB 104 : Supplementary Registered Files

CAB 104/185: Prevention of oil reaching Germany: action on the Danube, 1939-1941

2. Série WO: War Office

2.1. Sous-série WO 201: Middle East Forces, Military Headquarters Papers, Second World War

WO 201/2: dispatch of British forces in the Greek islands, mai 1940

WO 201/8: secret documents by HM Embassy in Athens, mai 1940
 WO 201/142: Cyprus: operational codes, juin 1940
 WO 201/151: British military mission in Egypt, 1939 – 1940
 WO 201/165: Franco-British conference in Jerusalem, juillet 1939
 WO 201/830: Anglo-French conference in Jerusalem, juin 1939
 WO 201/833 et 834: French expeditionary force, 1939
 WO 201/838: French force to Salonika, décembre 1939 – mai 1940
 WO 201/1037 à 1040: conversations with Turkey, 1939
 WO 201/1044 à 1048: operations in Turkey, octobre 1939 – avril 1940
 WO 201/1051: Thrace, septembre 1939 – avril 1940
 WO 201/1053: Aleppo conference, mars 1940 – mai 1940
 WO 201/1074: British liaison conversations with Turkey, 1939 – 1940
 WO 201/1565: Balkans policy, novembre 1939
 WO 201/1568 et 1569: correspondence with Weygand, 1939 - 1940
 WO 201/1570: Romania, 1939 - 1940
 WO 201/1571: Turkey, 1939 - 1940
 WO 201/2043: draft military convention with Turkey, 1939 – 1940
 WO 201/2194: Anglo-French conversations in Cairo, octobre 1939
 WO 201/2195: conversations between Greek and Turkish General Staffs, 1939
 WO 201/2251: Middle East: agreements with the French, 1939
 WO 201/2354: Turkey: support via Salonika, 1939 – 1940
 WO 201/2479: Intelligence center: Balkans, janvier 1940 – mai 1940
 WO 201/2547 et 2548: strategy in the Middle East, août 1939 – décembre 1939

2.2. Sous-série WO 208: Directorate of Military Operations and Intelligence, and Directorate of Military Intelligence

WO 208/4388: Balkan Entente meeting, 1940
 WO 208/4389: Balkan Entente Staff conversations, 1940
 WO 208/5358: files of correspondence and reports: Balkans and Turkey, 1939 – 1940

3. Série HS: *Special Operations Executive* (SOE)

Sous-série HS 5: Balkans: Registered Files

HS 5/204: Danube sabotage, 1939 – 1944
 HS 5/210: subversion of Danube pilots, special operations on the Danube, correspondence between London and the Bucharest Embassy, 1939-1957

GRECE¹

1. ΙΣΤΟΡΙΚΟΝ ΑΡΧΕΙΟΝ ΤΟΥ ΥΠΟΥΡΓΕΙΟΥ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ (ARCHIVES HISTORIQUES DU MINISTÈRE HELLENIQUE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, AYE), ATHÈNES

1.1. Série 1938

1.1.1. Sous-série A (direction politique A)

1938/A/1 : Royaume Uni
1938/A/2 et 3 : Albanie
1938/A/6 à 13 : Bulgarie
1938/A/14, 15 et 23 : France
1938/A/16 et 17 : Allemagne
1938/A/18 à 20 : Yougoslavie
1938/A/21 : Entente Balkanique
1938/A/31 : relations extérieures
1938/A/32 : Italie
1938/A/34 : Turquie
1938/A/36 et 37 : Roumanie
1938/A/38 : pacte de Salonique (Bulgarie – Entente Balkanique)

1.1.2. Sous-série B (direction politique B)

1938/B/10 à 14 : Russie
1938/B/35 à 37 : Turquie
1938/B/38 et 39 : relations gréco-turques

1.2. Série 1939

1.2.1. Sous-série A (direction politique A)

1939/A/1 : Balkans
1939/A/3 : Entente Balkanique
1939/A/11 : Angleterre, garanties
1939/A/12 : Angleterre
1939/A/13 et 14 : Bulgarie
1939/A/21 et 22 : France
1939/A/31 : Europe
1939/A/43 : questions militaires

¹ Pour des raisons de commodité, nous avons traduit en français les intitulés des dossiers consultés. Par ailleurs, pendant que cette recherche était en cours, la direction des archives du ministère hellénique des Affaires étrangères a décidé de reclassifier de fond en comble les fonds de l'entre-deux-guerres, en commençant par l'année 1940. Par conséquent, seule la classification de 1940 est donnée avec certitude. Les côtes de 1938 et 1939 ont probablement été modifiées ces dernières années et risquent fort de n'être plus valables.

1939/A/47 : France et Angleterre
1939/A/50 : Balkans

1.2.2. Sous-série B (direction politique B)

1939/B/11 à 14 : Russie
1939/B/15 : Grèce – Turquie
1939/B/16 à 23 : Turquie
1939/B/30 : questions de sécurité

1.3. Série 1940

1.3.1. Carton 1 : Cabinet du ministre

1940/1.4 : Documents secrets (dont documents de l'ambassade de Grèce à Sofia)

1.3.2. Carton 2

1940/2.1 : Balkans
1940/2. 2 : Angleterre
1940/2.4 : Balkans

1.3.3. Carton 4

1940/4.1 : Bulgarie
1940/4.2 : Bulgarie – Roumanie (Dobroudja)
1940/4.3 : front d'Orient

1.3.4. Carton 7

1940/7.1 : Axe, Balkans
1940/7.3 : Balkans
1940/7.4 : Société des Nations

1.3.5. Carton 8

1940/8.1 : Turquie
1940/8.2 : Allemagne
1940/8.3 : Grèce - Turquie

1.3.6. Carton 9

1940/9.3 : guerre
1940/9.5 : accords Métaxas – Bayar

1.3.7. Carton 23

1940/23.2 : questions militaires avec la France
1940/23.3 : Angleterre

1.3.8. Carton 24

1940/24.1 : Angleterre
1940/24.2 : Yougoslavie
1940/24.3 : matériel militaire de France

1.3.9. Carton 26

1940/26.3 : Allemagne

1940/26.5 : URSS

1.3.10. Carton 35

1940/35.1 : Turquie

1940/35.5 : Turquie - URSS

2. ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΙΣΤΟΡΙΑΣ ΣΤΡΑΤΟΥ (DIRECTION D'HISTOIRE DE L'ARMÉE HELLENIQUE, DHS), ATHENES

Les archives de la DHS ont été numérisées. Les fonds papier ne sont plus disponibles au public et la recherche se fait électroniquement par mots-clés ou par les anciens codes des documents (numéro de carton – numéro de dossier / numéro de sous-dossier – numéro de document).

3. ΓΕΝΙΚΑ ΑΡΧΕΙΑ ΤΟΥ ΚΡΑΤΟΥΣ (ARCHIVES GÉNÉRALES DE L'ÉTAT), ATHENES

Série K : fonds privés

Sous-série K65 : fonds Ioannis Métaxas

K65/15 et 16 : journal intime

K65/28 : correspondance, 1923-1940

K65/31 : télégrammes

K65/34 : correspondance, 1935-1940

K65/37 : correspondance avec Georges II, 1936-1940

K65/41 : correspondance avec Haralambos Simopoulos (ministre de Grèce à Londres), 1937-1940

K65/42 : correspondance entrante, 1937-1940

K65/46 : voyage de Georges II à Rome, Paris et Londres, 1937

K65/52 : politique étrangère grecque, septembre 1938

K65/61 : légation de Grèce à Paris

K65/81 : préparation à la guerre, 1935-1940

K65/83 : marine, 1935-1940

K65/84 : rapport sur la situation de la Grèce dans une guerre anglo-italienne, janvier 1936

K65/87 : préparation à la guerre, 1936-1939

K65/88 : études du ministère de la Défense nationale

K65/90 : rapport du général Papagos, juin 1937

K65/91 : rapport du général Papagos à l'état-major de la Marine, septembre 1939

K65/95 : réorganisation de l'état-major de l'Armée

K65/96 : questions militaires, avril 1938 – décembre 1940

K65/101 : Turquie

K65/103 : questions militaires, janvier 1939 – janvier 1940

K65/104 : état-major de l'Armée, mars 1939 – mai 1940
K65/105 : état-major de l'Armée, avril 1939
K65/110 : Bulgarie, août 1939 – septembre 1939
K65/112 et 113 : cartes d'état-major, septembre 1939
K65/115 et 116 : aviation, 1938-1940
K65/117 : Albanie, mars 1940
K65/118 : bulletins d'informations sur l'Italie, avril 1940
K65/123 : plans de guerre et d'opérations
K65/124-125 : cartes
K65/129 : Angleterre

4. FONDS PRIVE DE LA FAMILLE APOKORITIS, ATHENES

Archives privées du colonel Evangelos Apokoritis, attaché militaire auprès de l'ambassade de Grèce à Ankara (1939-1945)

Quelques télégrammes et notes personnelles, 1940

5. BIBΛΙΟΘΗΚΗ ΤΗΣ ΒΟΥΛΗΣ (BIBLIOTHEQUE DU PARLEMENT), ATHENES

Fonds du journal *Η Καθημερινή (Le Quotidien)* : 1^{er} septembre 1938 – 30 juin 1940

TURQUIE

SIEGE DU JOURNAL CUMHURİYET, ISTANBUL

Fonds du journal *Cumhuriyet (La République)* : 1^{er} septembre 1938 – 30 juin 1940

SOURCES IMPRIMEES

1. France

Documents Diplomatiques Français (DDF), publiés par la Commission de Publication des Documents Diplomatiques Français.

Deuxième série 1936-1939

Volume 11 : 3 septembre 1938 – 2 octobre 1938 (Paris, Imprimerie Nationale, 1977)
Volume 12 : 3 octobre 1938 – 30 novembre 1938 (Paris, Imprimerie Nationale, 1978)
Volume 13 : 1^{er} décembre 1938 – 31 janvier 1939 (Paris, Imprimerie Nationale, 1979)
Volume 14 : 1^{er} février 1939 – 15 mars 1939 (Paris, Imprimerie Nationale, 1980)
Volume 15 : 16 mars 1939 – 30 avril 1939 (Paris, Imprimerie Nationale, 1981)
Volume 16 : 1^{er} mai 1939 – 24 juin 1939 (Paris, Imprimerie Nationale, 1983)
Volume 17 : 25 juin 1939 – 12 août 1939 (Paris, Imprimerie Nationale, 1984)
Volume 18 : 13 août 1939 – 25 août 1939 (Paris, Imprimerie Nationale, 1979)
Volume 19 : 26 août 1939 – 3 septembre 1939 (Paris, Imprimerie Nationale, 1986)

1939

3 septembre 1939 -31 décembre 1939 (Bern, Peter Lang, 2002)

1940

Tome 1 : 1^{er} janvier 1940 – 10 juillet 1940 (Bern, Peter Lang, 2004)
Hors-série. Les armistices de 1940 (Bern, Peter Lang, 2004)

2. Royaume Uni

Documents on British Foreign Policy (DBFP), 1919-1939.

3rd series

Volume III: 1938-1939 (Londres, Her Majesty's Stationary Office, 1949)
Volume IV: 20 janvier 1939 – 3 avril 1939 (Londres, HMSO, 1951)
Volume V: 4 avril 1939 – 7 juin 1939 (Londres, HMSO, 1952)
Volume VI: 8 juin 1939 – 14 août 1939 (Londres, HMSO, 1953)
Volume VII : 15 août 1939 – 4 septembre 1939 (Londres, HMSO, 1949)

3. Conseil Suprême Interallié

François BEDARIDA, *La stratégie secrète de la drôle de guerre. Le Conseil suprême interallié, septembre 1939-avril 1940*, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques & Éditions du C.N.R.S, 1979 (contient les procès-verbaux des séances du Conseil Suprême Interallié de septembre 1939 à mai 1940).

4. Allemagne

Documents on German Foreign Policy (DGFP) 1918-1945 (publiés en Anglais)

Series D

Volume VI. The last months of peace: mars 1939 – août 1939 (Londres, HMSO, 1956)

Volume VII. The last days of peace: 9 août 1939 – 3 septembre 1939 (Londres, HMSO, 1951)

Volume VIII. The war years: 4 septembre 1939 – 18 mars 1940 (Londres, HMSO, 1954)

Volume IX. The war years: 18 mars 1939 – 22 juin 1940 (Londres, HMSO, 1956)

5. Grèce

Ελληνικά διπλωματικά έγγραφα 1940-1941 (Documents diplomatiques grecs 1940-1941), Athènes, Ministère Hellénique des Affaires Etrangères, 1980.

Ioannis METAXAS, *Το προσωπικό του ημερολόγιο (Son journal personnel)*, texte annoté par Phaidon GRAVAS, Athènes, Govostis, 2005 (une trentaine de télégrammes diplomatiques sont reproduits dans leur intégralité en annexe du journal).

Alexandros PAPAGOS, *Ο πόλεμος της Ελλάδος 1940-1941, (La guerre de Grèce 1940-1941)*, Athènes, Ethnikos Kyrix, 1945, nouvelle édition 1953 (une dizaine de rapports de l'état-major grec sont reproduits dans leur intégralité en annexe).

BIBLIOGRAPHIE

1. Ouvrages méthodologiques et théoriques, manuels et dictionnaires

1.1. Les relations internationales au 20^{ème} siècle

1.1.1. Les relations internationales en Europe : théories et grands axes de recherche

Jean-Baptiste DUROSELLE, *L'Europe de 1815 à nos jours*, Paris, P.U.F, 1964, nouvelle édition 1991.

Jean-Baptiste DUROSELLE, *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, 12^{ème} édition revue par André KASPI, Paris, Armand Colin, 2001.

Pierre RENOUVIN et Jean-Baptiste DUROSELLE, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin, quatrième édition, 1991.

Georges-Henri SOUTOU, *L'Europe de 1815 à nos jours*, Paris, P.U.F, 2007.

Maurice VAÏSSE (dir.), *Dictionnaire des relations internationales au 20^{ème} siècle*, Paris, Armand Colin, 2001.

1.1.2. La question de la puissance dans les relations internationales

Jean-Claude ALLAIN (dir.), *La moyenne puissance au XX^e siècle*, Paris, Institut d'Histoire des Conflits Contemporains, 1988.

Raymond ARON, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, huitième édition, 1984.

1.1.3. Constantes géopolitiques et représentations croisées des espaces européens

Paul CLAVAL, *Géopolitique et Géostratégie*, Paris, Nathan, 1994.

Georges CORM, *L'Europe et l'Orient - De la balkanisation à la libanisation, histoire d'une modernité inaccomplie*, Paris, La Découverte, nouvelle édition 2005.

1.2. Histoire militaire de la France et de l'Europe

André CORVISIER, *Dictionnaire d'Art et d'Histoire militaires*, Paris, P.U.F, 1988.

André CORVISIER et Guy PEDRONCINI (dir.), *Histoire militaire de la France. Tome 3 : de 1871 à 1914*, Paris, P.U.F, 1992.

Jean DOISE et Maurice VAÏSSE, *Diplomatie et outil militaire 1871-1969*, Paris, Imprimerie Nationale, 1987

Frédéric ROUSSEAU (dir.), *Guerres, paix et sociétés 1911-1946*, Paris, Atlande, 2004.

William SERMAN et Jean-Paul BERTAUD, *Nouvelle Histoire militaire de la France 1789-1919*, Paris, Fayard, 1998.

1.3. Histoire de l'entre-deux-guerres et de la seconde guerre mondiale en France et en Europe

1.3.1. L'Europe

Jean Pierre AZEMA et François BEDARIDA (dir.), *1938-1948, les années de tourmente , de Munich à Prague : dictionnaire critique*, Paris, Flammarion, 1995.

John KEEGAN (dir.), *Grand Atlas de la seconde guerre mondiale* Paris, Larousse, 1990.

Sir Basil LIDDEL-HART, *Histoire de la seconde guerre mondiale*, traduction de Jean-Paul Constantin, Paris, Fayard, 1973.

1.3.2. La France

Jean-Claude ALLAIN, Françoise AUTRAND, Lucien BELY, Philippe CONTAMINE, Pierre GUILLEN, Thierry LENTZ, Georges-Henri SOUTOU, Laurent THEIS, Maurice VAÏSSE, *Histoire de la diplomatie française*, Paris, Perrin, 2005.

Jean-François SIRINELLI (dir.), *La France de 1914 à nos jours*, Paris, P.U.F, 1993.

Jean-François SIRINELLI (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française au 20^{ème} siècle*, Paris, P.U.F, 1995.

2. Le cadre général : la politique française et les stratégies de diversion face à la guerre

2.1. La conduite générale de la guerre en France 1938-1940 : politiques et décideurs

Ouvrages

Jean-Baptiste DUROSELLE, *Politique étrangère de la France. La décadence 1932-1939*, Paris, Imprimerie nationale, 1979

Jean-Baptiste DUROSELLE, *Politique étrangère de la France. L'abîme 1939-1944*, Paris, Imprimerie nationale, 1982

François FONVIEILLE-ALQUIER, *Les Français dans la Drôle de guerre*, Paris, Laffont, 1971.

Robert FRANK, *Le prix du réarmement français*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982

Marie-Christine KESSLER, *La politique étrangère de la France : acteurs et processus*, Paris, Presses de Sciences po, 1999.

Christine LEVISSE-TOUZE (dir.) *La campagne de 1940*, Paris, Tallandier, 2001.

Jean BOUVIER, René GIRAULT, Jacques THOBIE, *L'impérialisme à la française*, Paris, Megrelis, 1986.

Articles

René GIRAULT, « Les décideurs français et la puissance française en 1938-1939 » dans *Être historien des relations internationales*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1998.

Elisabeth DU REAU, « Le gouvernement et la conduite de la guerre » dans *L'Europe en guerre septembre 1939-juin 1940. Historiens et Géographes*, Hors-série, 1990, pp. 11-27.

Elisabeth DU REAU, « Gouvernement et Haut Commandement français devant la perspective de la guerre. Septembre 1938-Septembre 1939 » dans *Guerres Mondiales et Conflits Contemporains* n° 166, Paris, 1992.

Georges-Henri SOUTOU, « La perception de la puissance française par René Massigli en 1938 » dans *Relations Internationales* n° 33, 1983, pp. 11-22.

2.2. Stratégie de diversion et guerre périphérique : les projets d'opérations orientales de l'entre-deux-guerres à la défaite

2.2.1. Le front d'Orient de la Grande Guerre et son héritage

Ouvrages

ASSOCIATION NATIONALE POUR LE SOUVENIR DES DARDANELLES ET DES FRONTS D'ORIENT, *Dardanelles, Orient, Levant. Ce que les combattants ont écrit*, Paris, L'Harmattan, 2005.

Gérard FASSY, *Le commandement français en Orient 1915-1918*, Paris, Economica, 2003.

Ioannis MOURELOS, *L'Intervention de la Grèce 1916-1917*, Athènes, École française d'Athènes, 1983.

Albert PINGAUD, *Histoire diplomatique de la France pendant la Grande Guerre*, Paris, Alsatia, 1937.

Articles

Gérard FASSY, « Le commandement unique aux armées alliées d'Orient. Une opération multinationale sous commandement français au XX^{ème} siècle 1915-1918 », dans *Revue Historique des Armées* n° 226, Paris, 2002.

Jean-Noël GRANDHOMME, « La mission navale française en Roumanie 1916-1918 » dans *Revue Historique des Armées* n° 226, Paris, 2002, pp. 47-58.

2.2.2. Présence et influence françaises en orient dans l'entre-deux-guerres

Ouvrages

Maurice ALBORD, *L'armée française et les Etats du Levant 1936-1946*, Paris, éditions du CNRS, 2000.

Yves BEAUVOIS, *Les relations franco-polonaises pendant la « drôle de guerre »*, Paris, L'Harmattan, 1989.

François GRUMEL-JACQUIGNON, *La Yougoslavie dans la stratégie française de l'entre-deux-guerres 1918-1935*, Bern, Peter Lang, 1999.

Rémy PORTE et Abdil BICER (dir.), *Les relations militaires franco-grecques de la restauration à la seconde guerre mondiale*, Vincennes, Service Historique de la Défense, 2007.

Jacques THOBIE (dir.), *La France, la Grèce et les Balkans dans les années 1930. Balkan Studies*, vol. XXIX, n°1, Salonique, Institut d'Etudes Balkaniques, 1988.

Articles

Thierry SARMANT, « Les plans d'opérations français en Europe centrale 1938-1939 » dans *Revue Historique des Armées* n° 217, Paris, décembre 1999, pp. 13-22.

Georges-Henri SOUTOU, « L'impérialisme du pauvre: la politique économique du gouvernement français en Europe centrale et orientale de 1918 à 1929 » dans *Relations Internationales*, 1976/7.

2.2.3. Les projets d'opérations militaires dans les Balkans

Ouvrages

Yannis MOURELOS, *Fictions et réalités. La France, la Grèce et la stratégie des opérations périphériques dans le sud-est européen*, Salonique, Institut d'Études Balkaniques, 1990.

Articles

Tony ALBORD, « Weygand devant le problème oriental 1919-1940 » dans *La Revue des deux Mondes*, juin 1965, pp. 321-337.

Louis DILLEMANN, « T.O.M.O. 1939-1940 », dans *Revue de l'occident musulman et de la Méditerranée*, n° 36, 1983, pp. 104-128.

Frédéric GUELTON, « France, Levant, Balkans 1937-mai 1940. Les illusions perdues d'une grande stratégie périphérique », dans *Revue Historique des Armées* n° 226, Paris, mars 2002, pp. 107-116.

Vincent JOLY, « La place du Levant dans les plans d'opérations français (printemps 1939-printemps 1940) » dans Jacques THOBIE, Roland PEREZ, Salgur KANÇAL, *Enjeux et rapports de force en Turquie et en Méditerranée orientale. Varia Turcica XXVIII*, IFEA-L'Harmattan, Paris, 1996, pp. 333-259.

François PERNOT, « L'armée de l'air et les projets périphériques 1939-1940 » dans *Revue Historique des Armées* n° 217, Paris, décembre 1999, pp. 77-84.

2.2.4. Les plans d'obstruction du Danube et la guerre du pétrole roumain

Ouvrages

Philippe MARGUERAT, *Le Troisième Reich et le pétrole roumain, 1938-1940*, Genève, Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, 1977.

Maurice PEARTON, *Oil and the Romanian State*, Londres, Clarendon University Press 1971.

Articles

Jean-Marie GAUTHEY, « La coopération internationale sur le Danube. Géopolitique de l'intégration du fleuve au continent européen » dans *Balkanologie*, vol. X, n° 1-2, mai 2008, mis en ligne le 09 juin 2008. URL : <http://balkanologie.revues.org/index409.html>. Consulté le 30 juillet 2009.

William A. HOISINGTON Jr., « The struggle for economic influence in South-Eastern Europe: the French failure in Romania, 1940 » dans *Journal of Modern History*, vol. 43, n° 3, Chicago, Chicago University Press septembre 1971, pp. 468-482.

Maurice PEARTON, « SOE in Romania », dans Mark SEAMAN (dir.), *SOE: a new instrument of war*, Londres, Routledge, 2006, pp. 123-136.

2.2.5. Les projets d'opérations au Caucase

Ouvrages

Gueorgui MAMOULIA, *Les combats indépendantistes des Caucasiens dans l'exil. La question caucasienne, enjeu des relations entre l'URSS et les puissances occidentales : le cas de la Géorgie, 1921-1945*, Thèse en Histoire, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2008.

Patrick R. OSBORN, *Operation Pike: Britain versus the Soviet Union, 1939-1941*, Westport, Greenwood Press, 2000.

Articles

Patrice BUFFOTOT, « Le projet de bombardement des pétroles du Caucase en 1940 » dans *Revue Historique des Armées* n° 4, Paris, 1979, pp. 79-101.

Général L.M. CHASSIN, « Un plan grandiose: l'attaque des pétroles du Caucase en 1940 », dans *Forces aériennes françaises*, décembre 1961, pp. 821-849.

Etienne COPEAUX, « Le mouvement prométhéen » dans *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n° 16, Paris, juillet-décembre 1993.

Charles O. RICHARDSON, « French plans for allied attacks on the Caucasus oil fields, January-April 1940 », dans *French historical studies*, vol. VIII, n° 1, Heffernan press, Worcester-Massachussets, printemps 1975, pp. 130-156.

Georges TARGALSKI, « Les plan polonais concernant l'éclatement de l'URSS, le mouvement Prométhée et le Caucase », dans *Bulletin de l'observatoire de l'Asie centrale et du Caucase* n°3, Paris, mars 1997.

2.2.6. Les alliances orientales et la question du matériel militaire

Ouvrages

René MASSIGLI, *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara*, Paris, Plon, 1964.

Articles

Claude D'ABZAC-EPEZY, « L'aide aérienne alliée à la Turquie en 1939 » dans *Revue Historique des Armées* n° 217, Paris, décembre 1999, pp. 57-68.

Vincent JOLY, « A la recherche de l'allié turc? Quelques observations sur la déclaration d'assistance mutuelle franco-turque du 23 juin 1939 » dans Walud ARBID, Salgur KANÇAL, Jean-David MIZRAHI et Samir SAUL (dir.) *Méditerranée, Moyen-Orient: deux siècles de relations internationales. Recherches en hommage à Jacques Thobie*, L'Harmattan, Paris, 2003, pp. 521-542.

Yannis MOURELOS, « Le pacte tripartite anglo-franco-turc d'octobre 1939 et ses problèmes de mise en application » dans Jean-Claude ALLAIN (dir.), *Des étoiles et des croix: mélanges offerts à Guy Pedroncini*, Paris, Economica, 1995, pp. 411-433.

Jacques PLOQUIN, « Alliances militaires et marchés d'avions pendant l'entre-deux-guerres : le cas français (1936-1940) » dans Service Historique de la Défense, *Recueil d'articles et d'études (1981-1983)*, Vincennes, SHAA, 1987, pp. 5-21 et 53-88.

3. Cohérences et incohérences de la politique interalliée

3.1. Le cadre général de la coopération franco-britannique

Ouvrages

François BEDARIDA, *La stratégie secrète de la drôle de guerre. Le Conseil suprême interallié, septembre 1939-avril 1940*, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques & Éditions du C.N.R.S, 1979.

COMITE INTERNATIONAL D'HISTOIRE DE LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE, *Français et Britanniques dans la drôle de guerre : actes du Colloque franco-britannique tenu à Paris du 8 au 12 décembre 1975*, Paris, éditions du CNRS, 1979.

Eleanor M. GATES, *End of the affair: the collapse of the Anglo-French Alliance 1939-1940*, Berkeley LA, University of California Press, 1981.

John HERMANN, *The Paris Embassy of Sir Eric Phipps: Anglo-French relations and the Foreign Office*, Portland, Sussex Academic Press, 1998.

Articles

William PHILPOTT, « The Supreme War Council and the Allied War effort 1939-1940 » dans Philippe CHASSAIGNE et Michael DOCKRILL, *Anglo-French relations from Fashoda to Jospin 1898-1998*, Houndmills, Palgrave Macmillan, 2002.

3.2. La difficile coopération sur les terrains périphériques

Ouvrages

Brock MILLMAN, *The ill-made alliance. Anglo-Turkish relations 1934-1940*, Montreal, Mc Gill-Queen's University Press, 1998.

Jukka NEVAKIVI, *The Appeal That was never made. The Allies, Scandinavia and the Finnish Winter War 1939-1940*, Londres, Hurst, 1976.

Anita J. PRAZMOWSKA, *Britain and Poland: the betrayed ally*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

Articles

Lynn H. CURTRIGHT, « Great Britain, the Balkans and Turkey in the autumn of 1939 » dans *The International Historic Review*, X, 3, août 1988, pp. 433-455.

3.3. L'évolution interne du débat stratégique au Royaume Uni

Ouvrages

Elisabeth BARKER, *British Policy in the South-East Europe in the Second World War*, Londres, Macmillan, 1976.

James Ramsay Montagu BUTLER, *Grand Strategy. II: September 1939-June 1941*, Londres, Her Majesty's Stationary Office, 1957.

Michael Joseph COHEN, Martin KOLINSKY, *Britain and the Middle East in the 1930s: security problems*, Londres, Macmillan, 1992.

Norman Henry GIBBS, *Grand Strategy. I: Rearmament Policy*, Londres, Her Majesty's Stationary Office, 1976.

Y. OLMER, « Britain, Turkey and the Levant Question during the Second World War » dans *Middle Eastern Studies*, vol. XXIII, n° 4, 1987, pp. 437-452.

Anita J. PRAZMOLUSKA, *Britain and Poland: the betrayed Ally*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

David REYNOLDS, *Britannia overruled. British Policy and World Power in the 20th Century*, Londres, Longman, 1991.

Robert Alexander Clarke PARKER, *Chamberlain and Appeasement: British Policy and the coming of the second World War*, Londres, 1993.

Articles

Robert Alexander Clarke PARKER, « La politique britannique » dans *L'Europe en guerre septembre 1939-juin 1940. Historiens et Géographes*, Hors-série, 1990, pp. 51-59.

4. Des puissances aux intérêts orientaux divergents: Allemagne, Italie et URSS

4.1. Allemagne

Ouvrages

Jean-Marie FLONNEAU, *Le Reich allemand de Bismarck à Hitler 1848-1945*, Paris, Armand Colin, 2003.

Raymond POIDEVIN et Sylvain SCHIRMAN, *Histoire de l'Allemagne*, Paris, Hatier, 1992.

Norman RICH, *Hitler's War Aims. Ideology, the Nazi State and the Course of Expansion*, New York, Deutsch, 1973.

Norman RICH, *Hitler's War Aims. The Establishment of New Order*, New York, Deutsch, 1974.

Alfred WAHL, *L'Allemagne de 1918 à 1945*, Paris, Armand Colin, 1999.

Monographies

Sebastiano IARA, *La Zeitschrift für Geopolitik et la question balkanique*, mémoire de maîtrise, Université de Paris IV, Paris, 1998.

4.2. Italie

Ouvrages

Serge BERSTEIN et Pierre MILZA, *L'Italie contemporaine du Risorgimento à la chute du fascisme*, Armand Colin, Paris, 1995.

MacGregor KNOX, *Mussolini Unleashed 1939-1941: Politics and Strategy in Fascist Italy's last War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982.

Jean-Marie PALAYRET, *L'alliance impossible. Diplomatie et outil militaire dans les relations franco-italiennes*, Vincennes, Service Historique de la Marine, 2004.

Articles

Michel OSTENC, « La non-belligérance italienne 4 septembre 1939-10 juin 1940 » dans *Guerres Mondiales et Conflits Contemporains* n° 194, Paris, décembre 1999, pp. 79-99.

Jean-Marie PALAYRET, « Les relations franco-italiennes sur le théâtre méditerranéen (1938-1939) » dans *Revue Historique des Armées* n° 217, Paris, décembre 1999, pp. 89-107.

Jean-Marie PALAYRET, « Les relations franco-italiennes entre guerre et collaboration économique (1939-1940) » dans *Revue Historique des Armées* n° 219, Paris, juin 2000, pp. 13-25.

4.3. URSS

Ouvrages

Sabine DULLIN, *Des hommes d'influence : les Ambassadeurs de Staline en Europe 1930-1939*, 2001.

Feridun Cemal ERKIN, *Les relations turco-soviétiques et la question des Détroits*, Ankara, 1968.

Gabriel GORODETSKY, *Le grand jeu de dupes. Staline et l'invasion allemande*, traduction en français d'Isabelle ROZENBAUMAS, Paris, Les belles lettres, 2000.

Marilynn Giroux HITCHENS, *Germany, Russia and the Balkans: Prelude to the Nazi-Soviet Non-Aggression Pact*, New York, Columbia University Press, 1983.

Laurence REES, *Behind closed doors. Stalin, the Nazis and the West*, Londres, BBC Books, 2008.

Nicolas WERTH, *Histoire de l'Union soviétique*, Paris, P.U.F, 1990.

Articles

René GIRAULT, « Les relations franco-soviétiques après septembre 1939 » dans *Cahiers du monde russe*, vol. 17, n°1, Paris, 1975.

Gabriel GORODETSKY, « Geopolitical Factors in Stalin's Strategy and Politics in the Wake of Outbreak of World War II » dans Silvio PONS et Andréa ROMANO (dir.), *Russia in the Age of Wars 1914-1945*, Milan, Feltrinelli, 2000.

François LEVEQUE, « Les diplomaties dans l'impasse : les relations franco-soviétiques de septembre 1939 à juin 1941 », dans *Guerres Mondiales et Conflits Contemporains* n° 172, Paris, 1993, pp. 111-123.

Franck MARZARI, « Western-Soviet Rivalry in Turkey 1939 » dans *Middle Eastern Studies*, vol. VII, 1971, n° 1, pp. 63-79 et n° 2, pp. 201-221.

Bilal ŞEN, « Sovyet Kaynaklarında Boğazlar ve Stalin » (« Staline et les Détroits à travers les sources soviétiques ») dans *Tarih ve Toplum*, vol. XXXIV, pp. 333-338, İletişim Yayınları, Istanbul, décembre 2000.

5. Les Etats du « front d'Orient » face à la guerre

5.1. Le cadre général de la guerre en Méditerranée et dans les Balkans

5.1.1. Méditerranée, Levant et Moyen-Orient

Ouvrages

COMITE D'HISTOIRE DE LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE, *La guerre en Méditerranée 1939-1945. Actes du Colloque international tenu à Paris du 8 au 11 avril 1969*, Paris, éditions du C.N.R.S., 1971.

Bruce R. KUNIHOLM, *The origins of the Cold War in the Near East: Great Power Conflict and Diplomacy in Iran, Turkey and Greece*, Princeton, Princeton University Press, 1994.

Monographies

Spyros PAGKRATIS, *Problèmes et perspectives d'un élargissement de l'OTAN : le cas de la position de la France vis-à-vis de l'adhésion de la Grèce à l'OTAN (1951-1952)*, mémoire de recherche sous la direction du Professeur Georges-Henri Soutou, Université de Paris-Sorbonne, décembre 2006.

5.1.2. Balkans

Georges CASTELLAN, *Histoire des Balkans*, Paris, Fayard, 1991.

Leften Stavros STAVRIANOS, *The Balkans since 1453*, New York, New York University Press, 1958, nouvelle édition 2000.

Stevan K. PAVLOWITCH, *A History of the Balkans 1804-1945*, Londres, Longman, 1999.

5.2. Les politiques étrangères des Etats orientaux face à la guerre

5.2.1. Neutralité et non-belligérance dans la seconde guerre mondiale

Ouvrages

Louis Edouard ROULET et Roland BLÄTTLER (dir.), *Les Etats neutres européens et la seconde guerre mondiale*, Neuchâtel, éditions de la Baconnière, 1985.

Neville WYLIE (dir.), *European neutrals and non-belligerents during the Second World War*, New York, Cambridge University Press, 2002.

Articles

Taline TER MINASSIAN « La neutralité de la Turquie pendant la seconde guerre mondiale » dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 194, Paris, décembre 1999, pp. 129-163.

5.2.2. L'Entente Balkanique

Abdil BICER, « Le Pacte Balkanique et le jeu des alliances de 1933 à 1939 d'après les Attachés Militaires en poste en Turquie » dans *La France et les Balkans. Revue Historique des Armées* n° 226, Paris, Mars 2002, pp. 93-105.

Frank MARZARI, « Projects for an Italian-led Balkan bloc of Neutrals » dans *The Historical Journal*, vol. XIII, n°4, Londres, 1970, pp. 767-788.

Constantin PREVELAKIS, « Et s'il fallait revenir sur l'Entente Balkanique? La construction manquée d'un ordre régional en Europe du Sud-Est à la fin des années 1930 » dans *Francia*, n° 35, Paris, janvier 2009, pp. 317-326.

Mustafa TÜRKEŞ, « The Balkan Pact and its immediate implications for the Balkan States 1930-1934 » dans *Middle Eastern Studies*, vol. XXX, n°1, 1994, pp. 123-144.

5.2.3. Turquie

Ouvrages

Dilek BARLAS, *Etatism and Diplomacy in Turkey: Economic and Foreign Policy Strategies in an uncertain world 1923-1939*, New York, Brill, 1998.

Hamit BOZARSLAN, *Histoire de la Turquie contemporaine*, Paris, La Découverte, 2004, 2007.

Selim DERINGIL, *Turkish foreign policy during the Second World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

William HALE, *Turkish Foreign Policy 1774-2000*, Londres, Cass, 2000.

Frank G. WEBER, *The evasive neutral. Germany, Britain and the Quest for a Turkish alliance in the Second World War*, University of Missouri Press, Columbia & London, 1979.

A. BİLGE (dir.), *Olaylarla Türk Dış Politikası (1919-1965) (La politique étrangère turque dans les faits 1919-1965)*, Faculté de Sciences Politiques de l'Université d'Ankara, 1969, nouvelle édition 1974.

Kamuran GÜRÜN, *Türk-Sovyet İlişkileri 1920-1953 (Les relations turcosoviétiques 1920-1953)*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi, 2001.

Cemil KOÇAK, *Türkiye'de Milli Şef Dönemi 1938-1945 (La Turquie à l'époque du Chef National)*, İstanbul, İletişim Yayınları, 1986, deuxième édition 1996.

Baskın ORAN (dir.), *Türk Dış Politikası, Kurtuluş Savaşından Bugüne. Cilt I: 1919-1980 (La politique étrangère turque de la guerre de Libération à aujourd'hui. Tome I: 1919-1980)*, Ankara, İletişim Yayınları, 2001.

Nurer UGURLU (dir.), 2. *Dünya Savaşı'nda Türkiye üzerine gizli pazarlıklar 1939-1944 (Les marchandages secrets sur la Turquie au cours de la seconde guerre mondiale)*, İstanbul, Örgün Yayınevi, 2003.

Edward WEISBAND, *Turkish foreign policy 1939 – 1945. Small State diplomacy and Great Powers politics*; Princeton, Princeton University Press, 1973.

Articles

Selim DERİNGİL, « Aspects of continuity in Turkish foreign policy: Abdülhamid II and İsmet İnönü » dans *International Journal of Turkish Studies*, vol. IV, 1987, pp. 39-54.

Selim DERİNGİL, « The preservation of Turkey's neutrality during the second World War », dans *Middle Eastern Studies*, vol. XVIII, n°1, 1992, pp. 30-52.

Selim DERİNGİL, « Hasta Adam'ın dinç evlatları » (« Les enfants bien-portants de l'homme malade ») dans *Toplumsal Tarih (Histoire sociale)* n° 121, İstanbul, janvier 2004, pp. 76-81.

Brock MILLMAN, « Turkish Foreign and Strategic Policy 1934-1942 » dans *Middle Eastern Studies*, vol. XXX1, n°3, 1995, pp. 483-508.

Jacques THOBIE, « La diplomatie kémaliste vue de Paris à la veille et au début de la seconde guerre mondiale », communication à *The Atatürk fourth international congress*, Turkistan-Kazakhstan, 25-29 octobre 1999.

5.2.4. Grèce

Ouvrages

Evangelos ΑΠΟΚΟΡΙΤΗΣ, *Ιστορικά γεγονότα ενδιαφέροντα την Ελλάδα κατά τον δεύτερο παγκόσμιο πόλεμο (Événements historiques concernant la Grèce durant la seconde guerre mondiale)*, Athènes, 1979.

Georgios CHRISTOPOULOS (dir.), *Ιστορία του Ελληνικού Έθνους. ΙΕ': Νεώτερος Ελληνισμός από το 1913 ως το 1941 (Histoire de la nation grecque. XV: L'Hellénisme contemporain de 1913 à 1941)*, Athènes, Ekdotiki Athinon, 1978.

Grigorios DAFNIS, *Η Ελλάς μεταξύ δύο πολέμων 1923-1940 (La Grèce entre deux guerres 1923-1940)*, Athènes, Kaktos, 1955, nouvelle édition 1997.

Robin HIGHAM et Thanos VEREMIS, *Aspects of Greece. The Metaxas dictatorship 1936-1940*, Athènes, Eliamep, 1993.

Dimitris KITSIKIS, *Ελλάς και ξένοι 1919-1967 (La Grèce et les étrangers 1919-1967)*, Athènes, Hestia, 1977.

Dimitris KITSIKIS, *Η Ελλάς της 4ης Αυγούστου και οι μεγάλες δυνάμεις 1936-1941 (La Grèce du 4 août et les grandes puissances 1936-1941)*, Athènes, Ikaros, 1974.

Ioannis KOLIOPOULOS, *Η δικτατορία του Μεταξά και ο πόλεμος του 1940 (La dictature de Métaxas et la guerre de 1940)*, Athènes, Vantias, 1994.

Athanasios KOROZIS, *Οι πόλεμοι του 1940. Επιτυχίες και ευθύνες (Les guerres de 1940. Succès et responsabilités)*, Athènes 1958.

Alexandros KYROU, *Ελληνική εξωτερική πολιτική (La politique étrangère de la Grèce)*, Hestia, Athènes, 1955.

Spyros LINARDATOS, *Ο Ιωάννης Μεταξάς και οι μεγάλες δυνάμεις (Ioannis Métaxas et les grandes puissances)*, Proskinio, Athènes, 1993.

Alexandros PAPAGOS, *Ο ελληνικός στρατός και η προς πόλεμον προπαρασκευή του από Αυγούστου 1923 μέχρι Οκτωβρίου 1940 (L'armée grecque et sa préparation à la guerre d'août 1923 à octobre 1940)*, Athènes, Fondation Goulandris-Horn, 2005.

Panayotis PIPINELIS, *Ιστορία της εξωτερικής πολιτικής της Ελλάδος (Histoire de la politique étrangère de la Grèce)*, Athènes, Saliveros, 1948.

Constantinos SVOLOPOULOS, *Η Ελληνική εξωτερική πολιτική 1900-1945 (La politique étrangère de la Grèce 1900-1945)*, Athènes, Hestia, 1992.

Annivas VELLIADIS, *Μεταξάς-Χίτλερ. Οι Ελληνογερμανικές σχέσεις στην Μεταξική δικτατορία 1936-1941 (Métaxas-Hitler. Les relations germano-helléniques durant la dictature de Métaxas)*, Athènes, Enalios, 2003.

Andrew L. ZAPANTIS, *Greek-Soviet relations, 1917-1941*, Columbia University Press, New York, 1982

Articles

Dimitri KITSIKIS, « La Grèce entre l'Allemagne et l'Angleterre de 1936 à 1941 » dans *Revue historique*, vol. CCXXXVIII, Paris, été 1967, pp. 85-116.

5.2.5. Yougoslavie

Dusan T. BATAKOVIC, *Yougoslavie. Nations, Religions, Idéologies*, Paris, L'Âge d'Homme, 1994.

Dusan T. BATAKOVIC, *Histoire du peuple serbe*, Paris, L'Âge d'Homme, 2005.

5.2.6. Roumanie

Ouvrages

Grégoire GAFENCO, *Préliminaires de la guerre à l'Est. De l'accord de Moscou aux hostilités de Russie*, Paris, Egloff, 1944.

Grégoire GAFENCO, *Derniers jours de l'Europe: un voyage diplomatique en 1939*, Paris, Egloff, 1946.

Traïan SANDU, *Histoire de la Roumanie*, Paris, Perrin, 2008.

Articles

Michael E. IONESCU, « Les relations franco-roumaines de 1938 à 1944 », dans *Revue Historique des Armées* n° 244, Paris, 2004, pp. 73-83.

Viorica MOISUC, « L'écroulement des alliances de la Roumanie à la veille de la deuxième guerre mondiale », dans *Revue d'Histoire de la deuxième guerre mondiale* n° 140, Paris, 1985, pp. 1-21.

6. Témoignages, mémoires et biographies,

6.1. Journaux intimes et notes personnelles

6.1.1. France

Raymond DE BOYER DE SAINTE-SUZANNE, *Une politique étrangère: le Quai d'Orsay et Saint-John Perse à l'épreuve d'un regard : journal novembre 1938-juin 1940*, texte présenté et annoté. par Henriette et Philippe LEVILLAIN, Paris, V. Hamy, 2000.

François DELPLA, *Les papiers secrets du général Doumenc. Un autre regard sur 39-40*, Paris, éd. Olivier Orban, 1992.

Paul de VILLELUME, *Journal d'une défaite. Août 1939-Juin 1940*, texte annoté par René REMOND, Paris, Fayard, 1976.

Jacques WEYGAND, *The role of General Weygand: conversations with his son*, Londres, 1948.

6.1.2. Royaume Uni

David DILKS (dir.), *The diaries of Sir Alexander Cadogan 1938-1945*, Londres, Cassell, 1971.

Martin Gilbert, *The Churchill war papers. Volume 1: at the Admiralty, September 1939 – May 1940*, Londres, Heinemann, 1976.

Robert SELF (dir.), *The Neville Chamberlain diary letters. Volume 4: the Downing Street years*, Londres, Ashgate Publishing, 2005.

6.1.3. Italie

Galeazzo CIANO, *The complete, unabridged diaries of Count Galeazzo Ciano, Italian minister for foreign affairs 1936-1943*, texte annoté par Hugh GIBSON, New York, Doubleday, 1946.

6.1.4. Grèce

Ioannis METAXAS, *Το προσωπικό του ημερολόγιο (Son journal personnel)*, texte annoté par Phaidon GRAVAS, Athènes, Govostis, 2005.

Georgios N. MOSCHOPOULOS, *Από την παλινόρθωση στην βασιλο-μεταξική δικτατορία 1935-1940. Φως στα παρασκήνια, (De la restauration à la dictature royaliste et métaxiste 1935-1940. Les coulisses éclairées)*, Athènes, Christakis, 1999.

6.2. Mémoires

6.2.1. France

Georges BONNET, *Défense de la paix. Tome II: fin d'une Europe (de Munich à la guerre)*, Genève, Les éditions du cheval ailé, 1948.

Pierre-André BOURGET, *De Beyrouth à Bordeaux : la guerre 39-40 vue du PC de Weygand*, Paris, Berget-Levrault, 1946.

François CHARLES-ROUX, *Cinq mois tragiques aux Affaires étrangères : 21 mai-1er novembre 1940*, Paris, Plon, 1949.

André FRANÇOIS-PONCET, *Au palais Farnèse : souvenirs d'une ambassade à Rome, 1938-1940*, Fayard, Paris, 1961.

Maurice GAMELIN, *Servir. Tome II: le prologue du drame (1930-août 1939)*, Paris, Plon, 1946.

Maurice GAMELIN, *Servir. Tome III: la guerre (septembre 1939- 19 mai 1940)*, Paris, Plon, 1947.

Edgard de LARMINAT, *Chroniques irrévérencieuses*, Paris, Plon, 1962.

Gabriel PUAUX, *Deux années au Levant. Souvenirs de Syrie et du Liban*, Paris, Hachette, 1952.

Paul REYNAUD, *Mémoires. Tome II: envers et contre tous (mars 1936-juin 1940)*, Flammarion, Paris, 1963.

Maxime WEYGAND, *Mémoires. Tome III: rappelé au service*, Paris, Flammarion, 1950.

6.2.2. Royaume Uni

Winston CHURCHILL, *The Second World War. The Grand Alliance*, Londres, 1948-1950.

Anthony EDEN, *The Eden Memoirs: the reckoning*, Londres 1965.

Sir Hugue KNATCHBULL-HUGESSEN, *Diplomat in Peace and War*, Londres, 1949.

6.2.3. Allemagne

Franz VON PAPEN, *Mémoires*, Flammarion, Paris, 1953

6.2.4. Grèce

Georgios K. SKOURAS, *Οι 42 πρωθυπουργοί, κυβερνήτες της χώρας μας 1922-1981. Άγνωστες μνήμες και διδάγματα από την δράση τους* (*Les 42 premiers ministres, gouverneurs de notre pays. Mémoires inconnues et enseignements de leur action*), Athènes, Helliniki Euroekdotiki, 1985.

Alexandros PAPAGOS, *Ο πόλεμος της Ελλάδος 1940-1941*, (*La guerre de Grèce 1940-1941*), Athènes, Ethnikos Kyrix, 1945, nouvelle édition 1953.

6.3. Biographies

6.3.1. France

Colette BARBIER, *Henri Hoppenot, diplomate*, Paris, Direction des Archives du ministère des Affaires étrangères, 1999.

Étienne de CROY CHAVIEL, *Alexis Léger ou l'autre visage de Saint John Perse*, Paris, Picollec, 1989

Bernard DESTREMAU, *Weygand*, Paris, Perrin, 1989.

Pierre LE GOYET, *Le mystère Gamelin*, Paris, Presses de la cité, 1975.

Elisabeth du REAU, *Edouard Daladier*, Paris, Fayard, 1993.

Raphaëlle ULRICH-PIER, *René Massigli: une vie de diplomate*, Bruxelles, Peter Lang, 2006.

6.3.2. Italie

Michel OSTENC, *Ciano. Un conservateur face à Hitler et Mussolini*, Paris, Éditions du Rocher, 2007.

6.3.3. Royaume Uni

Martin GILBERT, *Winston Churchill. Finest Hour 1939-1941*, Heinemann, Londres, 1983.

6.3.4. Grèce

Panayotis J. VATIKIOTIS, *Μία πολιτική βιογραφία του Ιωάννη Μεταξά. Φιλολαϊκή απολυταρχία στην Ελλάδα* (*Une biographie politique d'Ioannis Métaxas. L'absolutisme populaire en Grèce*), Evrasia, Athènes, 2005.

6.3.5. Roumanie

Claudia CHINEZU, « L'activité de Grégoire Gafenco en Suisse », dans *BCU Info* n° 35, Fribourg, mars-avril 2001, pp. 25-31.

6.3.6. Turquie

Şevket Süreyya AYDEMİR, *İsmet İnönü. İkinci adam 1938-1950 (İsmet İnönü. Le deuxième homme 1938-1950)*, Remzi Kitabevi, Istanbul, 1991.

INDEX

A

Açıklan, Cevat, 90, 320, 384
 Albanie, 27, 59, 99, 114, 117, 118, 119, 121, 126, 128, 129, 178, 180, 182, 188, 253, 304, 315
 Alexandrette (différend du Sandjak d'), 16, 89, 90, 91, 92, 93, 95, 100, 102, 103, 104, 105, 131, 135, 136, 139, 140, 143, 145, 146, 208, 214
 Allemagne, 15, 16, 18, 21 à 31, 37, 38, 41, 42, 44, 47 à 50, 54 à 58, 60 à 64, 66, 67, 69, 70, 73, 75 à 79, 83, 84, 86 à 89, 93, 95, 96, 99, 101 à 103, 105, 107 à 110, 111, 112, 115, 117 à 123, 125 à 30, 132 à 134, 138, 139, 141, 144, 148, 149, 152, 155, 156, 159, 163, 166, 170, 172, 174 à 176, 180, 181, 183, 184, 186, 187, 189, 191, 196 à 199, 201 à 204, 205 à 207, 214, 217 à 223, 225 à 228, 230 à 232, 237, 245, 249, 250, 252, 253, 256 à 259, 264, 265, 269, 271, 273 à 277, 280, 281, 283, 284 à 286, 288, 290 à 294, 297, 299, 301, 304, 308, 319, 320, 322, 324 à 327, 330 à 332, 335 à 341, 344 à 346, 348 à 351, 353, 358, 365 à 368, 373, 380, 381, 386, 390, 393, 394, 399, 400, 402, 404, 406
 Alphand, Hervé, 84, 85, 94, 102
 Apokoritis, colonel Evangelos, 12, 230, 460, 476
 Argeşanu, Gheorghe, 199
 Autriche (annexion de l'), 44, 46, 56, 57, 67, 69, 78, 219

B

Balodimos, colonel, 358, 388
 Baudouin, Paul, 15, 20, 23, 28
 Beck, Jozef, 118
 Bessarabie (différend territorial), 66, 219, 235, 238, 252, 257, 267, 299, 386, 403
 Bonnet, Georges, 16, 82, 83, 86, 89, 94, 102, 103, 105, 128, 129, 133, 143, 144, 146, 160, 169, 181, 182, 183, 410, 449, 479
 Boris III, tsar de Bulgarie, 59, 225, 244
 Brugère, Raymond, 146, 169, 182, 185, 307, 312, 314, 357, 359, 400, 410
 Bulgarie, 15, 20, 23, 29, 43, 44, 55, 59, 66, 67 à 69, 72, 77, 79 à 82, 84, 91, 105, 121, 127, 128, 133, 142, 146, 158, 176, 180, 186, 187, 189, 193 à 195, 212, 213, 219, 225, 227, 228, 230 à 233, 244 à 246, 249, 259, 267, 284,

301, 309 à 315, 332, 338, 358, 359, 364, 371, 402, 408, 415

C

Cadogan, Alexander, 236, 238, 478
 Çakmak, maréchal Fevzi, 137, 139, 157, 179, 195, 210, 234, 247, 279, 297, 316, 319, 321, 383, 416
 Calinescu, Armand, 139, 198
 Carol II, roi de Roumanie, 69, 70, 139, 386, 415, 447
 Caucase (projet d'attaque du), 15 à 17, 20, 28, 32, 35, 88, 142, 220, 225, 243, 274 à 282, 288, 293, 296 à 299, 305, 307, 320, 322, 325, 327, 330 à 348, 358, 366, 393, 400, 402, 403, 407 à 409, 415
 Chamberlain, Neville, 62, 63, 68, 95, 106, 107, 122, 127, 129, 175, 183, 184, 190, 192, 202, 217, 263, 267, 269, 281, 339, 372, 373, 374, 380, 414, 470
 Chatfield, Admiral Alfred Ernle Montacute, 106, 110, 183, 221, 291, 293
 Churchill, Winston, 26, 42, 127, 224, 256, 258, 281, 293, 319, 336, 339, 340, 349, 380, 401, 414
 Chypre, 24, 63, 89, 151, 173, 213, 394, 395
 Ciano, Galeazzo, 77, 120, 121, 189, 283, 368, 380, 386
 Cincar-Marković, Alexandre, 128
 Clark, colonel, 307
 Comité de guerre (réunions du), 169, 340, 341, 349, 352, 370, 373, 375 à 377
 Contacts anglo-franco-turcs, 19, 20, 26, 37, 38, 142, 155, 260, 268, 286, 287, 316, 319, 321, 322, 378, 384, 385, 387, 395
 Conseil Suprême Interallié, 7 à 9, 19, 24, 167, 183, 185, 190 à 192, 217, 263, 266, 268, 270, 273, 282, 283, 285, 300, 320, 335 à 339, 341, 348, 366, 371 à 375, 387
 Corbin, Charles, 101, 119, 121, 126, 236, 238, 239, 245, 251, 264, 311
 Cosme, Henri, 67, 86, 94
 Crète et îles de la mer Egée (projet de débarquement en), 113, 147, 370, 376 à 379, 383, 387, 388, 389
 Csaky, comte Istvan, 283
 Curique, commandant, 360

D

Daladier, Edouard, 61, 77, 84, 85, 88, 93 à 95, 105, 119, 122, 133, 146, 147, 150, 151, 160, 162, 163, 169, 175, 179, 183, 184, 191, 198, 201 à 203, 206, 209, 217, 223, 224, 234, 251, 256, 259, 264, 268 à 270, 272, 273, 275, 277, 278, 295, 318, 326, 329, 330, 340, 357, 362, 370, 375, 410, 412
Danckwerts, capitaine, 133
Danube (projet d'obstruction du), 7, 10, 15, 20, 36, 43, 44, 51, 57, 60, 66, 133, 134, 148, 154, 215, 219, 220 à 222, 237, 243, 257 à 259, 267, 276, 291 à 294, 299, 314, 332, 339 à 341, 348 à 355, 365, 366, 386, 395, 401, 402, 407, 408
Darlan, amiral François, 61, 88, 93, 104, 161, 170, 220, 265, 291, 294, 321, 330 à 332, 351, 352
de Larminat, colonel Edgar, 162, 395
Delhomme, général Etienne, 308, 331
Dentz, général Henri-Fernand, 168, 218, 224
Despard, capitaine Max, 220, 257, 290, 291, 292, 293, 294, 350
Détroits turcs, 16, 25, 26, 42, 44 à 46, 50, 58, 64 à 66, 78, 87, 130, 133, 146, 157, 159, 175, 176, 198, 200, 202, 204, 222, 223, 230, 231, 235, 236, 243, 246, 257, 260, 261, 267, 268, 275, 278, 281, 287, 316, 319, 320, 325, 331, 336, 339, 346, 358, 393, 400, 401, 403
Diversión (stratégie et alliances de), 15, 17, 20 à 23, 25, 28, 29, 42, 46, 47, 48, 49, 50, 53 à 55, 57, 60, 61, 64, 66, 83, 99, 111, 134, 157, 161, 163, 172, 222, 243, 251, 255, 273, 274, 276, 277, 278, 288, 292, 301, 322, 325, 335, 380, 391, 394, 398, 399, 400 à 402
Dobroudja (différend territorial), 68, 219, 402
Dodécanèse (projet d'attaque du), 27, 58, 67, 73, 74, 87, 91, 110, 112, 113, 133, 138, 142, 146, 150, 151, 153, 157, 158, 168, 178, 179, 213, 316, 331, 369, 370, 371, 374, 376, 383, 384, 389, 390, 399
Doumenc, général Joseph, 150, 153, 154, 478
Dovas, général Constantinos, 173, 179, 180, 181, 231, 248, 301

E

Entente Balkanique, 20, 29, 34, 41, 67, 76, 79, 80, 81, 82, 91, 93, 115, 116, 118, 127, 128, 131, 137, 141, 154, 155, 167, 186, 188, 189, 194, 227 à 229, 231, 232, 244, 246, 264, 301, 308, 309, 311 à 313, 315, 358, 359, 364, 365, 387, 405

F

Fabricius, Wilhelm, 353
Finlande (guerre de), 22, 28, 38, 239, 240, 243, 244, 245, 249, 250, 252, 253, 256, 258, 263, 272, 273, 274, 277, 278, 280, 282, 292, 296, 298, 299, 304, 306, 318, 321, 324, 326, 327, 337, 358, 360, 367, 403
Franco-britanniques (contacts divers), 37, 43, 53, 62, 72, 73, 75, 76, 106, 132, 148, 149, 159, 173, 198, 234, 235, 265, 266, 285, 286, 287, 306, 320, 342, 354, 371, 403, 407
François-Poncet, André, 24, 27, 61, 182, 228, 232, 236, 252, 253, 283, 284, 285, 367, 368

G

Gafenco, Grégoire, 16, 18, 57, 76, 80, 82, 116, 127 à 129, 139, 155, 186 à 188, 198, 199, 206, 227, 229, 237, 308, 353, 381, 386
Gamelin, général Maurice, 41, 42, 44, 47, 88, 93, 114, 136, 146, 147, 149, 150, 151, 153, 154, 161 à 163, 166, 168 à 170, 172, 179, 182, 183, 216 à 218, 224, 234, 254 à 256, 259, 260 à 265, 268, 272, 275, 277, 278, 286, 288, 289, 300, 303, 308, 317, 318, 330, 334, 340, 342, 344, 348, 352, 370, 371, 376, 377, 379, 411
Garanties à la Grèce et la Roumanie, 17, 100, 114, 118, 123 à 129, 134, 139, 145, 154, 163, 175, 179, 183, 196, 200, 211, 248, 308, 334, 345, 359, 369, 389, 390
George VI, roi de Grande Bretagne et d'Irlande, 374
Georges II, roi des Hellènes, 63, 68, 69, 72, 125, 413, 459
Gigurtu, Ion, 386
Grèce, 15 à 17, 20, 24, 29 à 31, 33, 36, 43, 44, 46, 48, 51 à 63, 65, 67 à 69, 70 à 80, 82, 84, à 87, 89, 91, 94, 95, 99, 100, 105, 106, 110, 112 à 129, 132, 134, 139, 141, 147, 149, 151, 154 à 156, 159, 163, 164, 168, 170, 172, 173, 177 à 181, 184 à 186, 188, 191 à 195, 200, 206, 211, 212, 216, 222, 225 à 227, 229, 231 à 233, 239, 240, 244 à 250, 252, 257, 260, 265, 282, 284, 285, 300 à 307, 310 à 315, 320, 322, 327, 336, 347, 357, 358, 360 à 366, 369, 371 à 382, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 394, 395, 401, 402, 404, 405, 407, 408
Gündüz, général Asım, 297, 319, 320, 384, 385

H

Halifax, Edward Frederick Lindley Wood, vicomte de, 106, 107, 118 à 121, 127, 129, 131, 143, 144, 175, 177, 184, 190, 194, 199, 202, 205, 220, 221, 236 à 238, 256, 257, 267, 281, 336, 341, 373, 414

Hankey, Maurice, 220, 221, 291, 349, 350, 351
 Hitler, Adolf, 18, 55 à 57, 71, 101, 104, 107,
 114, 115, 141, 285, 367
 Hoare, Reginald, 176, 350
 Hoare, Samuel, 152, 350
 Hongrie, 15, 20, 23, 29, 44, 48, 49, 59, 68, 101,
 166, 176, 189, 227, 249, 283, 296, 314, 332
 Hoppenot, Henri, 67, 96, 129, 182, 189, 231,
 234, 265, 266, 277, 321, 327, 357, 363, 371,
 381
 Huntziger, général Charles, 87, 92, 93, 103, 104,
 149, 150, 153, 156, 158 à 160, 164, 172, 177,
 212, 247

I

Înönü, İsmet, 78, 91, 136, 137, 138, 139, 179,
 264, 297 à 299, 344, 345, 346, 347, 384, 416
 Ironside, Field Marshal William Edmund, 261,
 281, 342
 Italie, 18, 22, 24, 27, 30, 37, 38, 53, 58 à 61, 63,
 66, 67, 69, 72, 73, 75 à 79, 85, 87, 91, 95, 96,
 99, 104, 106, 109 à 121, 123, 124, 125, 128,
 129, 132 à 134, 142, 145, 152 à 155, 159,
 163, 164, 169, 170, 173, 175 à 179, 182 à
 184, 187 à 197, 199, 200, 202, 205, 215, 217,
 224, 226 à 229, 232, 236, 237, 243, 252 à
 254, 257 à 259, 261, 266, 268, 269, 274, 275,
 283 à 285, 296, 304, 311, 313, 315, 316, 320,
 325, 331, 338, 347, 358, 359, 366 à 383, 385,
 386 à 394, 399, 402

K

Kallergis, 310
 Kiosseivanov, Georgi, 309
 Knatchbull-Hugessen, Hugue, 26, 108, 117, 120,
 129, 143, 156, 177, 190, 197, 203, 209, 210,
 297, 312, 319, 341, 347, 382, 390, 392
 Koeltz, général Marie-Louis, 254
 Kosić, général, 307
 Kosmetatos, Spyros, 304, 305, 306

L

Lagarde, Ernest, 103
 Lagarde, Louis, 68, 70, 381
 Lahalle, capitaine Paul, 85
 Lebrun, Albert, 162, 169, 357
 Léger, Alexis, 65, 93, 95, 104, 146, 182, 234,
 253, 327, 357
 Lelong, general Albert, 114, 133, 134, 224, 287
 Ligue des Neutres (projets pour une), 403, 406
 Litvinov, Maxime, 142
 Lobit, colonel Bernard de, 249, 303

M

Massiet, général Charles, 383
 Massigli, René, 15, 16, 18, 26, 30 à 32, 55, 58,
 65, 88 à 96, 99, 102 à 105, 107, 117, 123, 129,
 130, 131, 135 à 145, 149, 155, 157 à 160,
 163, 172, 178, 179, 182, 189, 191 à 193, 197,
 201, 203, 205, 206, 208 à 211, 213, 218, 222,
 223, 224, 226, 229, 230, 234, 236, 239, 243,
 245, 247, 250, 264, 271, 279, 284 à 296, 298,
 299, 310, 311, 313, 319, 329, 332, 333, 340,
 342, 344, 345, 346, 357, 369, 379, 381, 382,
 384, 387, 390 à 395, 398, 400, 405, 407, 408,
 411
 Maugras, Gaston, 126, 156, 172, 186, 192 à 194,
 231 à 233, 249, 265, 266, 302, 327, 363, 364,
 371, 381, 401, 411
 Mavroudis, Nikolaos, 156, 160, 188, 194, 229,
 232, 249, 365
 Menemencioglu, Numan, 90, 137, 158, 201, 234,
 264, 267, 270, 309, 346, 384, 392, 416
 Mer Noire, 64, 65, 78, 113, 175, 196, 200, 204,
 215, 220, 223, 224, 261, 275 à 278, 281, 288,
 292, 329, 334, 338, 344, 345, 348, 393, 400,
 403, 407
 Merson, general Jean-Casimir, 30, 34, 234, 235,
 265, 307, 357, 359, 360, 385
 Métaxas, Ioannis, 16, 31, 36, 68 à 70, 73, 74, 78,
 80, 82, 115, 117, 120, 122, 124 à 126, 128,
 156, 160, 172, 178, 181, 186, 188, 193 à 195,
 206, 216, 231, 233, 234, 249, 260, 302, 304 à
 306, 312 à 315, 347, 357, 360 à 366, 381,
 382, 388, 391, 392, 413
 Missions militaires alliées en Orient, 30, 34, 46,
 53, 84, 85, 90, 94, 102, 117, 135 à 137, 140,
 141, 143, 146, 148, 149, 150, 156 à 163, 172,
 173, 177, 180, 181, 184, 195, 199, 205, 206,
 208, 209, 212, 216, 220, 235, 240, 245, 247,
 249, 256, 274, 280, 300 à 303, 307, 316, 322,
 331, 351, 352, 354, 359, 360, 362, 370, 379,
 384, 404
 Mittelhauser, général Eugène, 48, 380, 384, 394,
 395
 Molotov, Vyacheslav, 142, 158, 200, 203, 205,
 206, 346, 393
 Mussolini, Benito, 58, 59, 61, 63, 170, 178, 324,
 367, 373, 376, 386, 391

N

Naggiar, Paul-Emile, 239, 251, 252
 Nedić, Milan, 359
 Neutralité (politiques de), 15, 28, 30 à 34, 43, 65
 à 68, 74, 76, 100, 112, 118, 125, 130, 134,
 141, 145, 168, 176 à 179, 181, 182, 185, 187
 à 192, 198, 199, 211, 227, 228, 232, 233, 261,
 266, 268, 269, 285, 288, 292, 293, 295, 299,

306, 309, 310, 312, 326, 327, 331, 338, 354,
361, 364, 388, 391, 395, 404, 405

P

Pacte germano-soviétique (implications du), 24,
164, 166, 176, 196 à 198, 201, 226, 399, 403
Palairret, Michael, 194, 360
Palasse, général Auguste-Antoine, 200, 331, 332
Palestine (mandat britannique de), 24, 63, 86,
153, 173, 297, 395
Papagos, général Alexandros, 16, 18, 79, 80,
124, 125, 172, 173, 178 à 181, 195, 216, 234,
247, 248, 249, 265, 300 à 304, 314 à 316,
347, 362, 364, 365, 381, 389, 413
Parisot, général Henri, 368
Paul, régent de Yougoslavie, 128, 169, 185, 359
Payart, Jean, 198, 203, 205, 250
Pétain, maréchal Philippe, 15, 394, 412
Peyronnet, général, 55
Pipinélis, Panayotis, 63, 185, 193, 233, 244
Plastiras, Nikolaos, 305, 382
Politis, Ioannis, 56
Politis, Nikolaos, 67, 71, 154, 304, 306, 357,
361, 363, 404, 405, 414
Pologne, 15, 17, 18, 21, 22, 28, 48 à 51, 57, 58,
99 à 102, 105 à 108, 111, 114, 118, 121, 126,
128, 130, 132, 133, 139, 152, 166, 168 à 170,
176, 178, 179, 181, 184, 190, 191, 196, 199,
203, 209, 215, 217, 218, 226, 231, 232, 236,
251, 276, 279, 292, 298, 299, 304, 403
Ponsot, Henri, 89
Potemkine, Vladimir, 142, 196

Q

QG des forces britanniques en Egypte, 46, 63,
86, 109, 113, 132, 150 à 152, 162, 170, 172,
173, 237, 371, 374, 377, 378, 383, 387, 391,
407

R

Rablen, Jean, 364
Raphaël, Raphaël, 90, 91, 156, 159, 382
Reynaud, Paul, 329, 333, 335, 337, 338, 340,
344, 357, 360, 366, 368, 371 à 374, 376, 382,
386, 387, 410, 412
Ristelhueber, Olivier, 232
Rossettis, Raoul, 365
Roumanie, 15 à 17, 29, 30, 44 à 46, 48 à 50, 55,
57, 60, 62, 66 à 71, 75, 78, 79, 82 à 85, 87,
95, 99 à 106, 111, 114 à 116, 118, 121, 122,
126 à 133, 135, 139 à 142, 148 à 151, 154,
155, 163, 164, 175, 176, 183 à 191, 194, 198
à 200, 202, 204, 205, 211, 213, 215, 217 à
221, 226, 227, 229, 231, 235 à 239, 244 à

246, 249, 253, 254, 257, 258, 266, 274, 284,
290 à 296, 308, 309, 314, 319, 322, 325, 327,
328, 331, 332, 336, 337, 340, 341, 348, 350 à
358, 366, 372, 376, 381, 386, 394, 395, 399,
400, 402, 404, 408

Royaume-Uni, 15, 17, 18, 24 à 27, 30 à 37, 42,
52, 53, 56, 62 à 65, 68, 69, 72 à 76, 78, 82,
83, 86, 94 à 96, 99, 100 à 102, 105 à 110, 112
à 133, 140 à 148, 150 à 159, 162, 164, 166,
167, 173 à 178, 181 à 215, 217 à 224, 227 à
229, 233, 235 à 240, 243, 245 à 248, 251 à
253, 256 à 264, 267 à 273, 280 à 283, 285 à
287, 290 à 297, 307 à 311, 316 à 320, 325,
327, 329, 335 à 340, 341 à 344, 347 à 351,
353, 354, 360, 361, 366 à 373, 375, 378 à
380, 382, 383, 385 à 393, 401, 402, 404, 405,
406, 408

S

Salonique (projet de débarquement à), 16, 17, 19,
20, 23, 29, 34, 37, 43 à 45, 49 à 51, 53, 63,
68, 71, 74, 85, 86, 117, 134, 137, 146, 147,
148, 150 à 154, 156, 158, 160 à 164, 166, 167
à 169, 172 à 174, 177, 179, 180 à 185, 188,
190, 193, 204, 208, 213, 215, 216, 218, 219,
222, 224, 234, 243, 246, 247, 249, 250, 254,
255, 259, 260, 261 à 263, 265, 273, 274, 276,
280, 282 à 287, 289, 290, 293, 295, 300, 302
à 306, 309, 314, 316, 321, 325, 334, 348, 358,
363, 369 à 379, 381, 383, 388, 399, 400, 401,
402, 407

San Stefano (traité et syndrome de), 66, 225,
230, 233

Saraçoğlu, Şükrü, 90, 108, 115 à 117, 129, 138,
140, 142, 144, 158, 159, 179, 195, 196, 198,
199, 200, 203 à 207, 209, 210, 224, 226, 227,
230, 232, 236, 284, 298, 310 à 313, 319, 333,
341, 344, 346, 381, 384, 392, 393

Saydam, Refik, 145, 210, 271, 318, 319

Scandinavie (projets d'intervention en), 26, 38,
251, 254, 258, 274 à 276, 280, 293, 318, 325
à 327, 329, 330, 334, 335, 338, 339, 341, 342,
355, 358, 361, 365, 366, 368, 372, 373, 379,
380, 381, 395

Simopoulos, Haralambos, 120, 124, 184

Simović, général Dušan, 169, 234, 265, 307

Staline, Joseph, 27, 28, 142, 200 à 206, 232, 241,
333, 346, 403

Stojadinović, Milan, 77, 128

Stresemann, Gustav, 56, 57

Syrie (mandat français de), 16, 17, 52, 53, 87,
89, 95, 135, 136, 145, 151, 161, 167, 187,
213, 274, 279, 297, 305, 333, 337, 342, 343,
374

T

Tatarescu, Gheorghe, 245
Tchécoslovaquie (dislocation de), 22, 37, 46, 48, 49, 50, 57, 69, 79, 99, 101, 103, 114, 115, 384
Thierry, Adrien, 21, 49, 60, 70, 78, 83, 85, 176, 227, 229, 245, 308, 327, 328, 386, 400, 412
Thrace (projet de débarquement en), 82, 137, 138, 146, 150, 153, 195, 224, 234, 250, 254, 274, 309, 316, 317, 320 à 322, 331, 334, 370, 376, 399
Traité d'Ankara (négociation et implications du), 10, 409
Turquie, 15 à 18, 20, 24, 26, 28 à 32, 34, 36, 37, 41, 50, 52 à 58, 60, 63 à 70, 74 à 82, 86 à 95, 99, 100, 102 à 109, 113, 115 à 123, 129 à 150, 153 à 160, 164, 167, 168, 172, 173, 175, 177 à 179, 181, 185 à 192, 195 à 215, 217, 218, 222 à 231, 233 à 238, 240, 243, 245, 247 à 250, 252, 253, 259, 260, 264, 266, 267, 269 à 272, 274, 275, 278, 279, 281, 282, 284, 286, 287, 290, 291, 296 à 300, 303, 305, 306, 308 à 322, 329, 331 à 336, 338, 340, 342, 344 à 348, 357, 361, 364, 369, 371, 374 à 376, 379 à 385, 387, 389, 390 à 395, 398, 400 à 407

U

URSS, 15, 16, 17, 18, 20 à 22, 24, 26, 28, 37, 38, 42 à 46, 47, 50, 51, 57, 64 à 66, 68, 76, 78, 80, 82, 100, 102, 105, 106 à 108, 116 à 118, 124, 128 à 130, 132, 138, 139, 141, 142, 149 à 151, 153, 154, 158, 160, 163, 164, 166, 176, 186 à 188, 190, 191, 195 à 207, 209, 210, 212, 214, 215, 217, 219, 221 à 227, 229, 230, 232 à 240, 243 à 246, 249 à 252, 254, 256 à 261, 263, 264, 265, 267, 269, 272 à 274, 276 à 285, 290, 291, 295 à 299, 304, 310, 318 à 322, 325, 326, 330 à 333, 336 à 340, 342, 344 à 348, 351, 358, 365 à 367, 381, 385, 386, 392, 393, 400, 403, 406, 407, 408

V

Vazelhes, capitaine, 220, 290, 291, 292, 293, 294, 331, 332
Vénizelos, Eleuthérios, 43, 67, 74, 305
Victor-Emmanuel III, roi d'Italie, 374
Villelume, Paul de, 15, 16, 182, 250, 268, 339, 340, 362, 371, 372, 387
Voirin, général Paul-Albert, 149, 181
Von Ribbentrop, Joachim, 101, 200, 201, 204, 367
Vuillemin, général Joseph, 215, 289, 308, 342, 343, 348, 362

W

Waterlow, Sydney, 74, 117, 361
Wavell, Field Marshal Archibald Percival, 26, 172, 173, 177, 210, 214, 260, 287, 290, 316, 317, 319, 383, 394
Wenger, L., 176, 220
Weygand, général Maxime, 16, 26, 37, 38, 47, 48, 100, 135 à 137, 139 à 141, 143, 146, 149, 156, 158, 160, 162 à 164, 166 à 173, 177, 179 à 181, 184, 185, 193, 195, 199, 210, 214 à 216, 218, 219, 223, 231, 237, 240, 243, 247, 254 à 256, 258 à 260, 262 à 264, 268, 279, 282, 285 à 290, 301, 303, 304, 306 à 308, 312, 314 à 317, 319, 320, 328 à 331, 334, 343, 344, 347, 348, 353, 357, 361 à 363, 371, 376 à 379, 383, 384, 387, 388, 398, 400, 402, 405, 411, 412

Y

Yougoslavie, 15, 22, 29, 30, 34, 48, 49 à 52, 55, 57, 59, 61, 62, 67, 69, 77, 79, 80, 82, 84, 95, 99, 105, 106, 117, 128, 146, 151, 154, 155, 162, 164, 169, 184 à 186, 194, 198, 216, 219, 221, 226, 230 à 232, 234, 235, 245, 246, 257, 258, 265, 266, 284, 285, 291, 292, 294, 303, 306 à 314, 327, 329, 352, 354, 357, 359, 360, 362, 364, 365, 369, 370 à 373, 375, 382, 383, 385, 391, 394, 395, 400, 408

Résumé : Du lendemain des accords de Munich de septembre 1938 à l'armistice franco-allemand de juin 1940, les gouvernements français ont tenté à plusieurs reprises d'ouvrir au sud-est de l'Europe un front d'Orient contre l'Allemagne et ses alliés (y compris l'URSS). Pendant vingt mois, Paris a ainsi caressé des projets tels qu'un débarquement à Salonique, l'occupation du Dodécanèse et d'autres îles en mer Egée, l'obstruction du Danube ou le bombardement des installations pétrolières du Caucase et voulut y associer le Royaume-Uni, la Turquie, la Grèce et les autres Etats balkaniques. Fondée sur des sources françaises, britanniques, grecques et turques, cette thèse perçoit ces projets comme une réminiscence idéalisée du front d'orient de la Grande Guerre et voit leur échec à la lumière de l'extrême complexité et fluidité des rapports de force entre petites et grandes puissances dans les Balkans.

Mots-clés : Front d'Orient, deuxième guerre mondiale, drôle de guerre, stratégie, géopolitique, puissance, France, Royaume Uni, Grèce, Turquie, Yougoslavie, Roumanie, Méditerranée, mer Noire, Moyen-Orient, Balkans, Caucase, Danube, Entente Balkanique

The French flag in Salonika? The French projects for an Eastern front and the geopolitical equation of South-Eastern Europe.

Résumé en anglais: From the aftermath of the Munich agreements in September 1938 until the Franco-German armistice of June 1940, the French governments have repeatedly tried to open an oriental front in South-Eastern Europe against Germany and its allies (USSR included). During these twenty months, Paris has thus initiated projects as a landing at Salonika, the occupation of the Dodecanese and other islands in the Aegean Sea, the obstruction of the Danube or the bombing of the Caucasus oil installations, and tried to associate to these plans the United Kingdom, Turkey, Greece and the other Balkan states. Based on French, British, Greek and Turkish sources, this thesis perceives these projects as the result of an idealized remembrance of the Eastern Front of World War I, and considers their failure in the light of the extreme complexity and fluidity of the power struggle among the great and the small powers in the Balkans.

Key words: Eastern Front, World War II, phoney war, strategy, geopolitics, power, France, United Kingdom, Greece, Turkey, Yugoslavia, Romania, Mediterranean Sea, Black Sea, Middle East, Balkans, Caucasus, Danube, Balkan Entente

Discipline : Histoire Contemporaine

Ecole Doctorale II : Histoire Moderne et Contemporaine

Université de Paris IV

1, rue Victor Cousin

75005 Paris